

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°493

AVRIL 2026

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions du
Gouvernement français et de la Mairie de Paris*

— — — — —

Ce bulletin paraît en français et anglais
Prix au numéro : France: 6 €— Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org
E-mail: bulletin@fikp.org

- **IRAN : UN CESSEZ-LE-FEU PRÉCAIRE SANS PERSPECTIVE DE PAIX**
- **IRAK : NIZAR AMEDI ÉLU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE**
- **TURQUIE : LE « PROCESSUS » TOURNE À VIDE**
- **SYRIE : NATURALISATION DES KURDES « APATRIDES »**

IRAN : UN CESSEZ-LE-FEU PRÉCAIRE SANS PERSPECTIVE DE PAIX

Après avoir menacé l'Iran des foudres d'une « destruction totale » le président américain Donald Trump a annoncé dans la soirée du 7 avril un cessez-le-feu de deux semaines « à la demande pressante du Pakistan » pour donner une chance à la diplomatie. Ce cessez-le-feu est, selon lui, « assujéti à l'accord de la République d'Iran pour une ouverture complète, immédiate et sécurisée du détroit d'Ormuz ».

Cette annonce faite une heure avant le délai de 20h, heure de Washington, qu'il avait fixé pour que l'Iran ouvre le détroit d'Ormuz à la libre circulation était précédée d'une déclaration sur les réseaux sociaux du Premier ministre pakistanais affirmant que des efforts diplomatiques « progressaient

constamment, fortement et puissamment avec le potentiel de conduire à des résultats substantiels ». Il a demandé au président Trump de prolonger le cessez-le-feu de deux semaines et à l'Iran d'ouvrir le détroit d'Ormuz pendant ces deux semaines.

Les Iraniens qui s'attendaient à des bombardements américains dévastateurs ont acquiescé avec soulagement au cessez-le-feu non sans avoir crié victoire. Le président Trump, qui de son côté, s'est déclaré victorieux et affirmé que l'Amérique avait atteint tous ses objectifs et même bien au-delà des attentes puisque l'Iran n'avait plus ni marine, ni aviation, ni radars ni défense anti-aérienne et que sa direction politique et militaire était décapitée. Il a désigné le vice-président Vance pour mener les négociations de paix avec l'Iran à Islamabad. La délégation

iranienne, était dirigée par le président du Parlement, Mohammed Bagher Ghalibaf, un vétéran des Gardiens de la révolution et pivot du régime. Après 21h d'interminables tractations, les deux délégations se sont quittées le 12 avril sans parvenir à un accord tant leurs positions étaient éloignées, Washington exigeant une quasi-capitulation de l'Iran, l'ouverture à la libre circulation du détroit d'Ormuz, la remise de plus de 400 kg d'uranium enrichi, le renoncement à toute forme d'enrichissement d'uranium en contrepartie de la fourniture gratuite par les États-Unis de l'uranium faiblement enrichi pour les centrales nucléaires et les usages médicaux.

La délégation iranienne a jugé les demandes américaines « maximalistes » et « non raisonnables ». Le président iranien Massoud

Pezeshkian a affirmé sur les réseaux sociaux qu'un accord peut être obtenu si Washington « abandonne son approche maximaliste et respecte les droits du peuple iranien ». Selon l'ancien ministre des Affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, « les États-Unis doivent apprendre qu'ils ne peuvent pas dicter leurs conditions à l'Iran ». Mais « ce n'est pas trop tard pour apprendre », a-t-il ajouté. Selon le négociateur en chef iranien les négociations ont échoué parce que les Américains n'ont pas réussi à gagner la confiance des Iraniens [New York Times, 12 avril].

C'est la première fois depuis la création de la République islamique, en 1979, que des pourparlers directs d'un tel niveau avaient lieu entre Américains et Iraniens. Leur échec laisse le président américain devant des options des plus difficiles : une escalade avec des bombardements massifs des infrastructures comme des centrales électriques et des ponts pour mettre le régime iranien à genoux au risque d'aliéner la population civile iranienne victime de la guerre et du régime ? Mettre en place un blocus prolongé des ports iraniens pour paralyser l'économie iranienne mais au risque d'asphyxier dans le même temps les pétromonarchies du Golfe très dépendantes de leurs exportations du pétrole et du gaz par le détroit d'Ormuz ?

Les Gardiens de la révolution qui ont réussi à abattre le 5 avril un avion de guerre américain grâce sans doute à de nouveaux missiles sol-air portables acquis auprès des Chinois ou des Russes poussent pour une poursuite de la guerre, convaincus que les Américains seront vite lassés sous la pression de leur opinion publique et du coût économique de la guerre. Les généraux qui dirigent désormais l'Iran sous le couvert de « directives » émanant d'un ayatollah Mojtaba

Khamenei invisible et inatteignable prétendent infliger une défaite mémorable à l'armée américaine, ce qui consoliderait et légitimerait leur pouvoir. Le coût de cette guerre de 40 jours devient un élément de plus en plus omniprésent dans le débat public. Lors de leur audition par le Congrès, le 29 avril, le secrétaire à la Défense Pete Hegseth et le général Dan Caine, le président du Comité conjoint des chefs d'état-majors (Joint Chiefs of Staff) ont affirmé que la guerre contre l'Iran avait coûté 25 milliards de dollars (New York Times, 29 avril). Mais cette guerre a surtout réduit sensiblement les stocks d'armes critiques comme des missiles. Dans cette guerre les militaires ont utilisé 1.100 missiles JASSM-ER dont chaque unité coûte 1,1 million de dollars et il n'en resterait plus qu'environ 1.500 dans les stocks. Les missiles d'interception Patriot dont chaque pièce coûte 4 millions de dollars, des Tomahawks à 3,6 millions de dollars la pièce ont été utilisés en grand nombre pour intercepter des missiles et drones iraniens à bas coût ou attaquer des cibles militaires. Leur remplacement prendra du temps car les industriels américains ne produisent que 600 intercepteurs Patriot par an.

Bref, la guerre pourrait s'arrêter bientôt faute de munitions adéquates suffisantes côté américain. Les Iraniens, eux, disposeraient encore d'environ 70% de leurs stocks de missiles et de drones bon marché ainsi que d'une flottille de plusieurs centaines de bateaux « moustiques », de petites vedettes rapides qui peuvent causer des dommages aux navires civils et aux pétroliers. L'Iran dispose donc d'une capacité de nuisance suffisante pour bloquer le détroit d'Ormuz et asphyxier les pétromonarchies du Golfe, voire prendre en otage l'économie mondiale pendant une période indéterminée. La carte du détroit d'Ormuz s'avère

être une arme de dissuasion massive aussi redoutable que la bombe atomique que l'Iran s'efforce depuis des décennies de se doter pour assurer la survie de son régime.

Le Fonds monétaire international affirme que la croissance mondiale va ralentir. Les prix des carburants ont connu des hausses qui affectent lourdement les économies des pays pauvres, notamment d'Afrique et d'Asie du Sud-Est. Un choc gazier craint ne s'est pas encore concrétisé, mais il pourrait advenir.

Les dégâts causés par les bombardements israélo-américains en Iran sont estimés à 229 milliards d'euros par le gouvernement iranien (Le Monde, 15 avril).

L'économie iranienne est en ruine. Faute d'internet, coupé depuis le début de la guerre, nombre d'entreprises licencient. Les fonctionnaires ne sont pas payés. L'inflation atteint des sommets et la monnaie iranienne est en chute libre. Mais les généraux qui gouvernent désormais le pays attribuent toutes ces difficultés de la vie quotidienne des Iraniens à la guerre. Les contestataires et opposants supposés sont durement réprimés. Les exécutions sont intensifiées. Déjà, avec 1639 exécutions recensées en 2025, l'Iran avait battu ses propres records macabres. Le Monde du 9 avril souligne « l'amertume et la colère des Iraniens : le géolier n'a pas changé, mes amis, et nous sommes tous dans la file de la mort ».

Un second tour de négociations qui devait avoir lieu le 21 avril, avant l'expiration du cessez-le-feu, à Islamabad a finalement été annulé. Les Iraniens refusent de négocier sous la contrainte et exigent au préalable la levée du blocus américain dans le détroit d'Ormuz. Le président américain refuse de lever le blocus des ports iraniens qui lui paraît plus effi-

cace que la guerre. Le 22 avril, il a décidé de prolonger le cessez-le-feu de façon unilatérale, sans donner de nouveau délai. Il affirme attendre que les différents courants du régime iranien, sécuritaire et politique, parviennent à une « proposition unifiée » (Le Monde, 22 avril). Des pourparlers indirects par l'intermédiaire du Pakistan semblent se poursuivre en coulisses. On entre dans une période de « ni guerre ni paix ». Les dirigeants iraniens jouent la montre, le président américain, qui s'est déjà à maintes reprises déclaré « victorieux » est pressé d'obtenir une « victoire totale et définitive » qui lui permettrait de passer à autre chose. Le ministre iranien des Affaires étrangères, Araghchi, a effectué une tournée diplomatique au Pakistan, en Oman et à Moscou à la recherche d'appuis pour sortir de l'impasse. Une trentaine de pays réunis

autour de la France et du Royaume-Uni se préparent à assurer la libre circulation dans le détroit d'Ormuz après la fin de la guerre, une fin des hostilités incertaine car les parties au conflit s'emploient à préparer la reprise des hostilités si les ultimes tentatives de recherche d'un compromis acceptable n'aboutissent pas.

À signaler qu'au beau milieu de cette période agitée, la diplomatie française est parvenue à obtenir la libération de deux otages français Cécile Kohler et Jacques Paris, détenus depuis 2022. Libérés le 5 avril, ils ont été exfiltrés vers Bakou d'où ils ont pu rejoindre Paris le 7 avril pour la plus grande joie de leur famille et de leurs proches (Le Monde, 8 avril). En échange, une Iranienne poursuivie et condamnée pour apologie du terrorisme, Mahdich

Esfandiari, a pu regagner l'Iran.

À noter aussi, le déploiement au Kurdistan iranien des milices chiites irakiennes Hachd al-Chaabi, notamment dans les provinces de Kermanshah, Ravansar, Javanroud et Marivan, pour venir en aide aux Gardiens de la révolution mobilisés sur le front de guerre. Les milices sont chargées de surveiller et de terroriser la population kurde. Les ONG des droits de l'homme Hengaw et Kurdistan Human Rights Network (KHRN) rapportent de nombreuses arrestations à Bokan, Sanandaj, Piranshahr. Les prisonniers kurdes Mohammad Heydari et Aber Sharafi ont été exécutés dans la prison de Kermanshah le 15 avril, une dizaine d'autres Kurdes ont été condamnés à mort à Mahabad et à Téhéran.

IRAK :

NIZAR AMEDI ÉLU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE



près près de cinq mois de conciliabules et de tractations le Parlement irakien a, le 11 avril, élu une personnalité kurde, Nizar Amedi, président de la République, à l'issue du deuxième tour du scrutin, avec 227 voix sur 300. Les partis kurdes n'avaient pas réussi à se mettre d'accord sur une candidature unique pour le poste, plutôt honorifique, qui d'après un usage établi depuis l'établissement de la démocratie parlementaire en Irak, en 2005, revient à une personnalité kurde. Conformément à un accord convenu entre les deux principales formations politiques kurdes, le PDK et l'UPK, son premier titulaire fut Jalal Talabani. Après le décès de celui-ci ses successeurs Fouad Massoum, Barham Salih et Abdul Latif Rashid étaient tous issus des rangs de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK). Arguant de l'évolution des rapports de force

au cours des élections récentes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) qui a obtenu un plus grand nombre de sièges à la fois au Parlement du Kurdistan et à celui de Bagdad revendiquait ce poste au nom de la légitimité démocratique. Mais l'UPK, soutenue par l'Iran, a su trouver suffisamment d'alliés parmi les partis chiites arabes pour faire élire son candidat.

Né en 1968 à Amadiya, capitale de l'ancienne principauté kurde de Bahdinan, Nizar Amedi a choisi, dès son jeune âge, de rejoindre les rangs de l'UPK alors que sa région d'origine était et reste encore un bastion du PDK. Il y a fait sa carrière politique sous la protection de Jalal Talabani. Il fut ensuite conseiller de ses successeurs à la présidence de la république, Fouad Massoum et Barham Salih, avant de devenir ministre de l'Environnement, entre 2022 et 2024, dans le gouvernement du Premier ministre

sortant Mohammed Chia al-Soudani. Peu connu du grand public kurde et irakien, il est appelé à jouer un rôle plutôt protocolaire.

La première décision du nouveau président a été de désigner, au terme des quinze jours prévus par la Constitution, un Premier ministre, le 27 avril. Il s'agit d'Ali al-Zaidi, proposé par le Cadre de la coordination, alliance des factions chiites majoritaires au Parlement. Considéré comme une figure de compromis, al-Zaidi est peu connu des milieux politiques. Homme d'affaires, banquier et propriétaire d'une chaîne de télévision, il a en principe, tout pour plaire au président américain qui s'était publiquement opposé à la désignation du candidat favori l'ancien Premier ministre Nouri al-Maliki. Il dispose de 30 jours pour former son cabinet qui doit être investi par un vote du Parlement. S'il est confirmé il aura à faire face à des

défis redoutables dont celui de rétablir des relations de confiance avec Washington sans provoquer des réactions hostiles de l'Irak et des milices chiïtes irakiennes qui lui sont dévouées. Le désarmement de celles-ci est d'ailleurs l'une des conditions posées par l'administration américaine pour un partenariat politique et économique stable.

Le nouveau Premier ministre devra également rétablir les relations endommagées de l'Irak avec les pays du Golfe, qui ont protesté contre les attaques menées sur leur territoire par des milices chiïtes irakiennes soutenues par l'Irak. Le Kurdistan qui a été, lui-aussi, victime des attaques de ces milices exige également de Bagdad de les mettre au pas.

Les défis économiques sont également redoutables. La guerre et la fermeture du détroit d'Ormuz bloquent en grande partie les exportations du pétrole irakien. Or celles-ci représentent environ 90% des recettes budgétaires du pays. Et faute de gouvernement l'Irak n'a pas encore adopté de budget pour 2026.

L'attitude du nouveau Premier ministre envers le Kurdistan sera également suivie de près. Les responsables politiques kurdes espèrent que cet homme qui n'est pas issu du sérail politique chiïte et qui semble pragmatique sera en mesure de régler de nombreux litiges financiers et politiques qui les opposent à Bagdad.

Le Kurdistan se remet progressivement des effets déstabilisateurs et destructeurs de la guerre de 40 jours. Malgré le cessez-le-feu décrété le 8 avril, 48 attaques de drones et missiles ont visé le territoire kurde. 37 d'entre elles ont ciblé des camps et des bases des partis kurdes iraniens. Le 14 avril,

une attaque de drone a tué une combattante kurde, Ghazal Manlan, et blessé plusieurs autres dans un camp de Komala, près de Suleimaniyeh. Le 17 avril, une autre attaque iranienne contre un camp du PDKI dans la province d'Erbil a tué trois membres de ce parti : Neda Miri, Samira Allah-Yari et Shahin Azarbarzin. Le 22 avril, trois combattants du Parti de la Liberté du Kurdistan (PAK) ont été blessés à la suite d'une attaque de drone. L'Alliance des forces politiques du Kurdistan iranien, qui regroupe les principaux partis kurdes iraniens, a fermement condamné ces attaques contre les camps, y compris ceux de réfugiés civils, par des drones et missiles iraniens qui violent la souveraineté de l'Irak, du Kurdistan, et le droit international humanitaire qui assure la protection des réfugiés et des populations civiles.

Il est à noter que 75% de ces attaques intervenues après le cessez-le-feu sont l'œuvre des Gardiens de la Révolution iraniens, le restant celle des milices irakiennes pro-iraniennes. Les attaques d'avant le cessez-le-feu étaient à 68% lancées par ces dernières.

Au total, le Kurdistan a subi, depuis le début de la guerre, 695 attaques de drones et de missiles qui ont fait 22 morts et 107 blessés. Après le cessez-le-feu du 8 avril, les écoles et l'administration ont repris leurs activités normalement. La vie économique a retrouvé son cours normal. Le site gazier stratégique de Khor Mor, suspendu pendant la guerre a repris le 13 avril les opérations. Les sites de production de pétrole de DNO à Tawke et Peshkhabour ont redémarré dès le 9 avril. Le 23 avril, le ministère de l'Électricité du Kurdistan a affirmé que désormais près de 5,5 millions d'habi-

tants, soit plus de 85% de la population de la Région du Kurdistan, disposent de l'électricité 24h/24, ce qui est sans précédent pour le Kurdistan et pour l'Irak. D'ici à la fin de l'année, grâce au projet en cours Rûnaki (Lumière) toute la population de la Région du Kurdistan pourra bénéficier d'un accès à l'électricité 7j/7 et 24h/24.

Sur le plan politique interne, la situation n'a guère évolué. Les deux principaux partis kurdes n'ont toujours pas trouvé de compromis pour former un gouvernement de coalition. Le Parlement est à l'arrêt. Pour sortir de l'impasse, des voix s'élèvent pour l'organisation de nouvelles élections.

Par ailleurs, le 17 avril, le conseil provincial de Kirkouk s'est réuni afin d'acter la démission du gouverneur kurde Rebwar Taha et d'élire un nouveau gouverneur, Mohammed Samaan Agha, chef du Front turkmène de l'Irak pour un mandat de deux ans. Le PDK avait décidé de boycotter cette réunion qui « décidant de l'avenir de Kirkouk sans en référer à la véritable volonté des représentants de la ville et aux voix de son peuple loyal nuit à la coexistence et aux acquis nationaux ». C'est la première fois dans l'histoire de Kirkouk qu'un Turkmène est nommé gouverneur. Un geste qui a été salué par la Turquie et devrait faciliter les relations compliquées de l'UPK avec Ankara.

L'une des premières mesures du nouveau gouverneur a été de réduire les pouvoirs à son prédécesseur kurde devenu son premier adjoint !

Selon l'accord convenu, le poste de gouverneur sera attribué dans deux ans à un Arabe puis, deux ans plus tard à nouveau à un Kurde.

TURQUIE : LE « PROCESSUS » TOURNE À VIDE

Les partisans les plus enthousiastes du « processus de paix » ou de « désarmement du PKK » commencent à perdre leurs illusions. Malgré les affirmations récurrentes du président Erdogan assurant que « le processus d'une Turquie sans terreur suit son cours » aucun acte tangible n'a été enregistré depuis maintenant près d'un an et demi. Une commission ad hoc s'est réunie pendant des mois pour élaborer un rapport volumineux après l'audition de dizaines de responsables politiques, syndicaux, associatifs, militaires, etc. Mais ses propositions et préconisations, qui devaient faire l'objet de débats à l'Assemblée nationale afin d'être traduites en lois, restent toujours dans les tiroirs et aucun calendrier n'est prévu pour des réformes miroitées ou espérées.

Le 20 avril, la vice-présidente du groupe parlementaire du parti pro-kurde DEM Gülistan Kiliç Koçyiğit a déclaré que des mesures législatives étaient attendues pour la période d'après la fin du Ramadan mais que rien ne s'est produit. Elle a appelé tous les partis à assumer leurs responsabilités. Quelques jours plus tard, le 24 avril, le président du Parlement Numan Kurtulmuş a, de son côté, affirmé que la base légale pour les gens déposant leurs armes doit être clarifiée, que les partis doivent préparer des projets de loi et que le rapport de la Commission qu'il a présidée servirait de guide (road map). Mais il s'est abstenu prudemment d'avancer un calendrier. Le chef du Parti de l'Action nationaliste (MHP) Devlet Bahçeli qui avait été, en novembre 2024, l'initiateur de ce « processus » a appelé à un dialogue entre partis, pour avancer et demandé à nouveau la libération du leader kurde Selahattin Demirtaş,

emprisonné depuis 2016 pour délit d'opinion et maintenu en détention malgré les arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme ordonnant sa libération immédiate. Il a aussi plaidé pour le retour à la tête de leurs municipalités des maires kurdes élus, déchus pour motif politique, et remplacés par des administrateurs nommés par le gouvernement turc. Les appels de ce pilier de la coalition gouvernementale, habituellement écoutés par son allié Erdogan, sont restés sans effet. Tout se passe comme s'il y avait un partage de rôles, le vieux chef de l'extrême-droite turque, Devlet Bahçeli, qui tout au long de sa carrière a été un pourfendeur féroce des revendications kurdes, étant chargé de dispenser espoirs et illusions pour les Kurdes et son allié Erdogan assumant lui la ligne de « la raison d'État » qui ne négocie pas avec les « terroristes du PKK », exige qu'ils déposent sans conditions leurs armes pour clore ce trop long et coûteux chapitre de la lutte armée.

Dans ce marché de dupes, le chef du PKK semble encore croire être chargé d'une « mission historique » de créer une Turquie démocratique où Turcs et Kurdes vivraient en paix et sur un pied d'égalité. Ses partisans continuent pour la plupart à adhérer à sa vision. Mais beaucoup de voix contestataires s'élèvent aussi un peu partout. Pour y remédier on organise des conférences ou on lance des appels à l'unité kurde, comme celui adressé le 26 avril par Ocalan à la conférence d'Amed (Diyarbakir) sur l'unité nationale kurde où il affirme que « l'unité démocratique est une nécessité historique » et que la convocation d'un « Congrès d'unité démocratique inclusive » est une tâche urgente.

Pendant ce temps, la Turquie a été

secouée par des tueries dans des écoles à la mode américaine. Le 14 avril, des tirs dans une école primaire de Kahramanmaraş ont fait au moins neuf morts et 13 blessés (Le Monde, 15 avril). L'auteur de l'attaque armée, un adolescent, utilisait sur son profil WhatsApp une image faisant référence à Elliot Rodger auteur de la tuerie d'Isla Vista, en Californie qui avait fait 6 morts sur un campus de Santa Barbara (Le Monde, 15 avril). La veille, un autre adolescent né en 2007 et armé d'un fusil à pompe avait fait 16 blessés dans un lycée technique d'Urfa. À la suite de ces tueries, 162 personnes ont été interpellées et 1000 comptes sur les réseaux sociaux ont été bloqués (Le Monde, 16 avril). Le 22 avril, le Parlement turc a adopté une loi interdisant les réseaux sociaux aux moins de 15 ans. Les parents disposeront d'outils de contrôle et « en cas d'urgence » les principales plateformes devront intervenir dans l'heure suivant la diffusion des contenus préjudiciables (Le Monde, 23 avril).

La violence politique reste, elle aussi, très active. Le 7 avril, une fusillade a éclaté devant le consulat israélien à Istanbul. Un des assaillants a été tué et deux policiers blessés. Le consulat était vide de ses diplomates depuis octobre 2023. Selon la police turque, l'agresseur serait lié à « une organisation terroriste » (Franceinfo, 7 avril). La rhétorique anti-israélienne est omniprésente dans les médias turcs et les échanges d'amabilités, quasi-quotidiens entre Erdogan et Netanyahu au point où pour Israël la Turquie est en voie de devenir un nouvel Iran, à l'en croire *The Jerusalem Post* (13 avril) qui alerte sur la menace croissante qu'Erdogan pose à Israël. Selon son analyste, le président turc par ses déclarations prépare un plan structuré pour établir un nouvel axe sunnite qui

pourrait remplacer le rôle régional de l'Iran.

Le correspondant du quotidien *Le Monde* en Turquie, Nicolas Bourcier, constate aussi que « le chaos au Moyen-Orient attise la rivalité entre la Turquie et Israël » (*Le Monde*, 7 avril). Le rapprochement militaire entre la Grèce et Israël, marqué par de nouveaux accords d'armement et de coopération, suscite la colère d'Ankara et ravive les tensions entre Athènes et Ankara (*Le Monde*, 14 avril). Inquiète, la Turquie cherche à renforcer sa position au

sein de l'OTAN en décidant l'implantation de deux nouvelles structures militaires alliées sur son sol (*Le Monde*, 1er avril). Le prochain sommet des chefs d'État et de gouvernement devrait se tenir cet été à Istanbul. La Turquie qui continue de jouer sur tous les tableaux, de courtiser la Russie tout en vendant des armes à l'Ukraine et en soignant ses relations avec l'Iran veut se rendre « indispensable » à l'OTAN et à la défense de l'Europe.

À l'intérieur, la répression poursuit son rythme de croisière. La

cible privilégiée reste le vieux parti kémaliste CHP dont les maires élus sont poursuivis et arrêtés les uns après les autres. Le 12 avril, le chef du CHP à Ankara Ümit Erkol a été arrêté et placé en détention pour « corruption ». Le 18 avril le journaliste Mehmet Yetim a été arrêté à Urfa. Le 17 avril, Cahide Töre, une dirigeante locale du Parti DEM à Gever a été arrêtée. Le 28 avril, plus d'une quarantaine de personnes dont des journalistes, des syndicalistes et des opposants ont été arrêtées en prévision des célébrations du 1er mai à Istanbul (AFP, 28 avril).

SYRIE : NATURALISATION DES KURDES « APATRIDES »

Le processus de naturalisation des Kurdes « apatrides » dans leur propre pays a débuté en avril et dès les premiers jours des milliers de personnes se sont présentées à des centres d'enregistrement de demandes à Qamichli, à Alep, à Damas et dans d'autres localités abritant des résidents kurdes.

Le processus vise à réparer une injustice massive commise sous la dictature du parti national-socialiste Baas qui prétendait faire de la Syrie une patrie arabe exclusive. Lors d'un recensement de population effectué en 1962 environ 130.000 Kurdes ont été arbitrairement déchus de la nationalité syrienne. Ils sont devenus des sans-papiers, des apatrides, des étrangers dans leur propre pays. Ne pouvant ni voter, ni être élus, ni posséder le moindre bien à leur nom, ils ne pouvaient pas non plus déclarer leurs enfants à l'état-civil. Les enfants scolarisés se voyaient refuser la délivrance de leur diplôme au terme de leurs études. Mais ils étaient mobilisables pour le service militaire souvent de trois à quatre ans où on les expédiait de préférence sur le front israélien !

En plus de 60 ans de cette déchéance de nationalité les enfants et les petits-enfants des déchus seraient au nombre de 300.000 à 400.000. Un grand nombre d'entre eux ont fini par s'exiler, notamment vers l'Europe où ils ont refait leur vie devenant pour la plupart des citoyens de leur pays d'adoption.

Ceux qui sont restés en Syrie sont environ 150.000 et ce sont eux qui sont en premier lieu concernés par ce processus de naturalisation prévu par un décret du président par intérim al-Charaa publié en janvier dernier. Ils disposent d'un délai d'un mois pour déposer leur dossier de demande qui seront « examinés avec bienveillance » promettent les autorités syriennes.

Cette mesure de justice s'inscrit dans le cadre plus général de l'application des accords kurdo-syriens du 29 janvier dont la mise en œuvre progresse mais lentement, à petits pas. Le 16 avril, une délégation kurde conduite par le général Mazlum Abdi et Ilham Ahmad a rencontré à Damas le président par intérim Ahmed al-Charaa pour discuter des modalités d'intégration des forces kurdes et des institutions kurdes

dans l'armée et l'administration syriennes. Les questions non résolues sont nombreuses : l'échange des détenus, le retour dans leurs foyers des déplacés de guerre, notamment ceux d'Afrin, de Serê Kaniyê et de Girê Spî où l'armée turque et ses supplétifs syriens sont encore présents et toujours menaçants. Le sort de l'appareil judiciaire dans les territoires kurdes reste toujours un objet de discorde. Damas veut y nommer des juges, souvent issus de l'appareil judiciaire baassiste, ou des fidèles du régime. Les Kurdes demandent un recrutement sur la base de compétence mais aussi de connaissance de la langue des justiciables kurdes de la région. Le 23 avril, les dirigeants kurdes

ont fait savoir qu'ils ne remettraient pas à la délégation syrienne le Tribunal de Qamichli tant que la question de la nomination de juges compétents n'aura pas été réglée.

L'intégration des forces armées kurdes semble également marquer le pas. Elles devraient être regroupées au sein de trois brigades autonomes dont une pour les combattantes des Unités de protection des femmes (YPJ). Or

le régime syrien, qui cherche à instaurer une république arabe islamique, a du mal à accepter la présence d'une brigade féminine au sein de l'armée, fût-elle stationnée en territoire kurde. Il propose que ces femmes combattantes officient au sein d'une unité ou brigade de police locale. 35 membres des YPJ sont d'ailleurs toujours détenues dans les geôles syriennes. Leur libération « prochaine » n'est toujours pas intervenue.

Le retour des déplacés dans leurs foyers se fait par étapes. Ceux qui rentrent trouvent souvent leurs maisons occupées par des miliciens arabes qui exigent un « dédommagement », voire une rançon pour déguerpir. L'Observatoire syrien des droits de l'homme a rapporté, le 15 avril, que des dizaines de jeunes Kurdes déplacés de retour à Afrin avaient été convoqués par les services de sécurité de la ville et longuement interrogés sur leur appartenance aux Assayish (forces de police kurdes), un harcèlement moral en contradiction

aux promesses officielles d'un retour sûr et digne. Le retour des déplacés est encore plus compliqué pour les quelque 148.000 Kurdes qui ont dû fuir les affrontements armés de janvier dernier dans les quartiers kurdes d'Alep qui continuent d'être quadrillés par des milices arabes agissant à leur guise, imposant des brutalités et humiliations. La plupart des maisons sont détruites, les infrastructures en piteux état, l'activité économique à l'arrêt et aucun projet d'accompagnement et de réhabilitation.

Le poste frontalier de Semalka est passé sous le contrôle de l'Autorité générale des frontières et des douanes, certains des employés kurdes sont intégrés, d'autres licenciés. De son côté, l'Irak a rouvert le 20 avril un point de passage frontalier « stratégique » qui avait été fermé il y a 13 ans au commerce en raison de l'État islamique. Avec la réouverture de ce poste-frontière à proximité immédiate des villes de Rabia, côté irakien, et al-Yarubiyah côté syrien, les trois

points de passage entre les deux pays sont désormais tous accessibles. (AFP, 20 avril)

Enfin, la Syrie a annoncé le 16 avril avoir pris le contrôle de toutes les bases militaires qui abritaient auparavant des forces américaines, présentes depuis 2014 pour lutter contre le groupe État islamique. La base aérienne de Qasrak près de Hassaké, bastion kurde, qui servait de centre logistique a été évacuée en dernier. Le transfert s'est déroulé « en totale coordination entre les gouvernements syrien et américain » selon le ministère syrien de la défense (AFP, 16 avril).

Ailleurs en Syrie, la communauté alaouite continue d'être malmenée. Selon le New York Times du 3 avril les enlèvements des femmes et des jeunes filles alimentent les craintes de la communauté alaouite. Le régime ne cesse de promettre de poursuivre et punir les auteurs de ces crimes, promesses qui n'ont pas été suivies d'effet à ce jour. Un certain chaos continue de sévir en Syrie.



En plein conflit au Moyen-Orient, la Turquie annonce la création d'un corps armé de l'OTAN

Si l'implantation de deux nouvelles structures militaires alliées en Turquie signe le rôle croissant d'Ankara au sein de l'Alliance atlantique, elle crée la méfiance de l'opposition et de l'opinion publique turques.

Le bruit de la guerre en Iran a failli occulter deux annonces militaires turques lourdes de sens et de conséquences. Coup sur coup, dans la semaine du 23 mars, la presse a révélé que l'OTAN prévoyait de créer un corps multinational d'action rapide à Adana, dans le sud du pays, et qu'Istanbul allait accueillir un quartier général de forces navales composées de soldats de la coalition des volontaires, qui rassemble les alliés de Kiev, sur les rives du Bosphore, presque à l'embouchure de la mer Noire. Deux initiatives considérées comme le signe de la volonté d'Ankara de renforcer sa dissuasion et d'accroître ses défenses armées aux frontières, soumises quasiment de toutes parts à une instabilité croissante.

L'installation d'un nouveau centre de commandement de l'Alliance atlantique a été admise par le ministère de la défense turc – qui l'avait tout d'abord niée –, le 26 mars. L'information avait été révélée quelques jours auparavant par le quotidien *Cumhuriyet*, suscitant de vives critiques de la part de députés de l'opposition kémaliste et nationaliste. Appelant à davantage de transparence, ils ont mis en cause le calendrier du projet, alors que les tensions régionales impliquant l'Iran sont à leur comble.

Lors d'une conférence de



La frégate turque « F 496 » et le navire italien « San Giorgio » (L 9892) lors d'un exercice de l'OTAN, en mer Adriatique, le 24 septembre 2025. ALBERTO PIZZOLI/AFP

presse, un porte-parole du ministère des armées a répondu que cette nouvelle unité devait « être placée sous le commandement d'un général turc » et que les travaux et les procédures d'approbation de l'OTAN n'étaient « pas encore terminés ». Devant les journalistes, le représentant du ministère a tenu à préciser que cette initiative n'avait aucun lien avec la guerre en Iran. Le projet existait bien avant les tensions actuelles, a-t-il affirmé, rappelant qu'il avait été adopté au sommet de l'OTAN à Vilnius, en Lituanie, en juillet 2023.

Lors de cette réunion, les chefs d'Etats et de gouverne-

ment des pays membres de l'Alliance avaient prévu de nouveaux plans de défense basés sur une structure tripartite, installée en Pologne (pour couvrir le flanc nord de l'Alliance), en Roumanie (chargée du flanc est), et en Turquie (flanc sud), afin de faire face à deux menaces principales : « la Russie et le terrorisme ».

Spéculations

Deux jours plus tard, le 28 mars, le même ministère turc a confirmé une rumeur qui enflait sur les réseaux : un commandement de composante navale de pays européens alliés de l'Ukraine

devait, lui, être activé tout prochainement sur les rives du Bosphore. La marine turque avait, peu avant, publié un communiqué sur le réseau X, faisant état d'une visite d'officiers navals de France et du Royaume-Uni sur le site d'Anadolu Kavagi, dans le district de Beykoz, à Istanbul, sur la rive asiatique du détroit. C'est cette publication, survenue quelques heures à peine après le scoop de *Cumhuriyet*, qui a enflammé la toile et alimenté de nombreuses spéculations sur le rôle de l'OTAN et le principe de souveraineté régionale turque.

De fait, Ankara aurait préféré

que le dossier du corps multinational à Adana reste discret tant que le processus d'approbation n'était pas finalisé. Le ministère de la défense a ainsi dû gérer une communication de crise en confirmant l'information parue dans la presse, tout en minimisant le lien avec la guerre en cours chez son voisin iranien. La communication insistante d'Ankara sur la souveraineté turque de la base répond, elle, à une opinion publique historiquement méfiante à l'égard de la présence militaire américaine dans le pays.

Depuis, les experts n'ont pas manqué de questionner sur les raisons d'établir un nouveau corps armé à Adana. La Turquie héberge déjà le commandement des forces terrestres de l'OTAN (Landcom) à Izmir et le corps de réaction rapide (NRDC-TUR) à Istanbul, en plus de disposer de la deuxième armée de l'Alliance en termes d'effectifs. Sans oublier que la région d'Adana abrite également la [base aérienne d'Incirlik](#), où

[stationnent des troupes américaines, espagnoles, polonaises et qataries](#). L'Espagne y dispose d'une batterie de défense antimissile Patriot, à laquelle est venue s'ajouter une seconde unité, déployée à la suite du lancement de missiles iraniens dirigés vers l'espace aérien turc. Quatre engins ont été, d'après l'OTAN, interceptés depuis le 28 février.

Message clair

Pour Karol Wasilewski, chef du département Turquie, Caucase et Asie centrale au Centre d'études orientales à Varsovie, le projet de corps multinational à Adana s'inscrit dans le cadre évoqué à Vilnius de la transformation et de l'adaptation de l'OTAN aux menaces en constante évolution. « *Bien sûr, ce projet fait l'objet de controverses, en raison du contexte de guerre régionale et des doutes des Turcs quant à leur propre perception de la menace*, souligne-t-il. *On peut toutefois dire qu'il souligne le rôle évo-*

lutif et important de la Turquie dans la politique de dissuasion de l'Alliance. »

Au site britannique *Middle East Eye*, Huseyin Fazla, ancien général de brigade ayant occupé divers postes au sein de l'OTAN, précise que l'Alliance se prépare à faire face aux défis venant de toutes les directions, et pas seulement du seul front oriental de l'Europe. Selon le spécialiste, la création de l'unité à Adana envoie un message clair aux pays de la région, montrant que l'OTAN prend au sérieux la défense de la Turquie, tout en projetant sa puissance par le biais notamment d'exercices militaires à venir : « *Globalement, ajoute l'ancien militaire, ce corps garantit la capacité opérationnelle de l'Alliance dans tous les scénarios possibles.* »

Interrogé par la chaîne pro-gouvernementale turque TGRT, l'ex-général de division Erdogan Karakus se dit, lui, persuadé que la faiblesse des forces suppléatives locales,

telles que les unités combattantes kurdes longtemps soutenues par Washington, et les menaces croissantes pesant sur l'approvisionnement énergétique ont « *contraint les Etats-Unis à réévaluer le rôle de la Turquie en tant que partenaire régional indispensable* », tant au Moyen-Orient qu'en mer Noire. Preuve en est, insiste-t-il, la création de ce commandement naval à Istanbul et du nouveau corps militaire à Adana.

Sans surprise, le dernier sondage Metropoll, publié le 28 mars, confirme que l'opinion publique turque s'oppose massivement à ce que le pays prenne part au conflit en cours. Pour 68 % des personnes interrogées, la Turquie doit rester neutre tandis que 93 % sont opposés aux frappes contre l'Iran. Le soutien à l'OTAN, lui, reste majoritaire mais recule : 61 % estiment que l'Alliance atlantique est importante pour le pays, soit quatre points de moins qu'en 2018.

LA LIBERTÉ

Paul Grossrieder
1 avril 2026

Les Kurdes trahis par l'Occident

Les Kurdes, un peuple d'au moins 30 millions de personnes, sont une des nations les plus méprisées de l'humanité. Ils ont le malheur de se trouver répartis entre Turquie, Syrie, Irak et Iran principalement. La plupart des dirigeants de ces Etats ne veulent pas leur reconnaître une identité, ni leur accorder une autonomie au sein de leur territoire. Néanmoins, en 1920, le Traité de Sèvres, sous la pression des Alliés de la Première Guerre mondiale, prévoyait la création d'un Etat kurde jamais mise en pratique, car en 1923 au Traité de Lausanne cette clause fut abolie. Ce n'est

qu'en 1946 que le leader kurde Barzani réussit à constituer une république au nord-ouest de l'Irak détruite par Kemal Atatürk un an plus tard. Et puis, plus rien. Les Kurdes tombent dans l'oubli, à part ceux d'Irak qui jouissent d'une relative autonomie dans le Kurdistan irakien et, jusqu'à il y a peu, ceux de Syrie au nord-est du pays.

Et pourtant, leur bravoure est à toute épreuve, notamment dans la lutte contre l'Etat islamique (EI) entre 2015 et 2017, où ils s'allient aux Occidentaux contre les forces du califat. Grâce à leur présence sur le terrain, l'EI fut

défait et la Syrie d'Assad leur accorda une région autonome dans le nord-est (Rojava). En 2017, les troupes islamistes perdent les villes de Mossoul (Irak) et de Raqqa (Syrie). Le 30 janvier, l'homme fort de Damas impose aux Kurdes un « accord » par lequel ils doivent abandonner le Rojava. Devant l'avancée des forces syriennes composées de nombreux djihadistes, des milliers de Kurdes fuient la région. Les membres de l'EI emprisonnés dans des camps gérés par les Kurdes sont libérés. Personne ne leur vient en aide, surtout pas les USA de Trump qui assument le risque de nouveaux attentats au

Moyen-Orient ou en Europe (beaucoup de ces ex-prisonniers sont des Européens).

L'histoire des Kurdes en Turquie est très mouvementée

Le scandaleux lâchage occidental des Kurdes n'émeut personne. Leur situation en Irak n'est guère meilleure, car Bagdad est aux mains de chiites, proches de Téhéran. Au nord-ouest de l'Irak, la communauté kurde est honnie et fait l'objet d'une politique d'appauvrissement délibérée. Cependant, Trump semble prêt à compter sur les combattants kurdes iraniens actuelle-

ment en Irak (peshmergas) pour participer au renversement du régime théocratique de Téhéran: ces combattants pourraient saisir cette opportunité, avec fatalisme et sans se faire d'illusion. L'histoire des Kurdes en Tur-

quie est très mouvementée, surtout à cause du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), responsable de plusieurs attentats et considéré comme groupe terroriste par Erdogan. Depuis sa prison, Öcalan, le leader historique du PKK, a

annoncé le 12 mai 2025 la dissolution de son mouvement et mis fin à quatre décennies de lutte armée. Malgré tout, la Turquie considère toujours les Kurdes comme une question sécuritaire. Erdogan, allié d'el-Charaa, a d'ailleurs sou-

tenu la destruction du Rojava. On le voit, les Kurdes sont utilisés par les Occidentaux quand cela les arrange, puis abandonnés. C'est pourquoi ils ne sont pas près de trouver un territoire qui pourrait devenir leur patrie.



April 01, 2026

Drone attack leaves three children injured in Kurdistan Region

ERBIL, Kurdistan Region - Three children were injured in Erbil on Tuesday morning when debris from an intercepted drone struck a residential area in the Kurdistan Region's capital, residents told Rudaw.

The drone crashed in the Sebiran residential compound near Erbil International Airport. It was one of several one-way drones launched at the city on Tuesday, most of which were intercepted by US air defenses.

Hundreds of drone and missile attacks have been carried out against the Kurdistan Region by Iran and its aligned armed groups in Iraq since February 28, when the US and Israel began an extensive air campaign against Tehran.

Iran has retaliated by firing thousands of missiles and one-way drones at Israel, American bases in various regional countries, and energy installations, alongside blockading the Strait of Hormuz.

While Iraqi militias affiliated with Iran had previously targeted the US base and consulate in Erbil, the number of attacks has sharply increased since late last month.



The moment a drone crashed in the Sebiran residential compound in Erbil on March 31, 2026. Photo: Screengrab/ submitted.

According to Rudaw monitoring, the Kurdistan Region has been hit by more than 500 drone and missile attacks since the beginning of the conflict, with the majority targeting the capital, Erbil. The assaults have killed 14 people, including civilians, and injured 96 others, while damaging around 50 homes and 40 civilian vehicles.

On March 24, Iranian ballistic missiles struck a Peshmerga base in the Soran district of Erbil province, killing six fighters and injuring at least two dozen others.

Kurdish officials have repeatedly urged the Iraqi federal government to curb the militia groups, describing them as "terrorists."

On Saturday, a drone attack targeted the residence of the President of the Kurdistan Region, Nechirvan Barzani, in Duhok, marking a bold escalation in attacks against the Region. The attack drew widespread international condemnation, including from the US government, the UN Secretary-General, and France's President Emmanuel Macron.

The attacks have forced

schools and universities across the Region to suspend all in-person classes since Sunday, prompting a shift to online and electronic learning.

On Tuesday, after intercepting the Iranian-backed proxy drone attack, the US conducted airstrikes in retaliation in both Mosul and the town of Rutba in Anbar province, killing two members of the Popular Mobilization Forces (PMF) and injuring four others, according to the PMF.

Iran Is Skeptical About Diplomacy for Now, U.S. Intelligence Says

Any decision by Iran to keep fighting would complicate President Trump's stated goal of trying to end the war within weeks.

Multiple U.S. intelligence agencies have assessed in recent days that the Iranian government is not currently willing to engage in substantial negotiations over ending the U.S.-Israeli war, according to U.S. officials.

The assessments say the Iranian government believes it is in a strong position in the war and does not have to accede to America's diplomatic demands, the officials said. And while Iran is willing to keep channels open, they said, it does not trust the United States and does not think President Trump is serious about negotiations.

In the last year, Mr. Trump has ordered attacks on Iran twice in the middle of negotiations over the country's nuclear program.

The assessments align with recent statements from Iranian officials, who reject Mr. Trump's assertion that the two sides are making progress in discussions mediated by other countries. A spokesman for Iran's foreign ministry said on Wednesday that the government in Tehran had not asked for a cease-fire, despite a statement from Mr. Trump that morning that it had, an Iranian state news agency [reported](#).

Mr. Trump told reporters on Tuesday that the U.S. mili-



Multiple U.S. intelligence agencies have assessed that the Iranian government is not, for now, willing to engage in serious negotiations over ending the war. Arash Khamooshi for The New York Times

tary would wrap up its campaign against Iran in two to three weeks. But any decision by Iran that it should continue fighting would complicate that objective. The president said in a speech on Wednesday night that "if there is no deal," the U.S. military would strike "each and every one" of Iran's power plants, an act that would be widely considered a war crime.

The Iranian government could engage diplomatically under the right conditions, said two Iranian officials and a Pakistani official.

Tehran wants to see that Washington is willing to talk seriously about ending the war and not just negotiate a temporary cease-fire, they said. They added that the language in public statements from Iran has been harsher than that of private messages it has passed to the United States.

Those officials and American ones spoke on the condition of anonymity for this article because of the sensitivities around wartime diplomacy and intelligence.

Mr. Trump wrote on social media on Wednesday that

Iran's "New Regime President, much less Radicalized and far more intelligent than his predecessors, has just asked the United States of America for a CEASEFIRE!" But he said he would not consider that until Iran allowed ships to safely cross the Strait of Hormuz, which the Iranian military has effectively closed by attacking oil tankers.

Iran's Foreign Ministry spokesman, Esmail Baghaei, said on Wednesday that Mr. Trump's claim that his country had asked for a cease-fire was "false and

baseless,” according to the Islamic Republic of Iran Broadcasting, or IRIB, the state news organization.

The dilemma over the strait has become a pivot point in the war, as its closure roils global markets and forces countries around the world to make plans to ration fuel.

It was also unclear to whom Mr. Trump was referring when he said “New Regime President.” The initial attacks by the United States and Israel killed Iran’s supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, and some senior officials, but the president of Iran since 2024, Masoud Pezeshkian, is alive and remains in office. Iranian clerics have appointed a new supreme leader, Mojtaba Khamenei, the hard-line son of the deceased ayatollah who [suffered leg injuries](#) in the first strikes and has not been seen in public, according to Iranian and Israeli officials.

The United States and Iran are exchanging messages through intermediaries and perhaps directly, but are not in negotiations over terms of a cease-fire or ending the war, U.S. and Iranian officials said.

Mr. Pezeshkian, the Iranian president, on Wednesday [released a letter](#) addressed to the American people that suggested diplomacy might be possible, while also saying Iran would defy hostile powers. It was unclear whether the letter represented a consensus among Iranian leaders. On Tuesday, Mr. Pezeshkian said that the Trump administration’s attacks during previous negotiations demonstrated that the United States “does not believe in diplomacy and is

merely seeking to impose its own interests.”

Mr. Trump has repeatedly spoken of the possibility of ending the war with a diplomatic settlement, but he has also threatened to escalate the war and expand the range of U.S. targets to energy infrastructure and desalination plants, attacks that many legal experts say would be war crimes.

The intelligence assessments, which appear in multiple reports, have been consistent since the beginning of the conflict, one official said.

Senior Iranian officials continue to resist making the kinds of concessions on its nuclear program and ballistic missile production that the Trump administration has demanded.

Iran says it has a right to build a civilian nuclear program by enriching uranium, which U.S. officials oppose. And Iranian officials see the military’s ballistic missiles as the country’s main form of deterrence, analysts say. Iranian officials perceive the United States and Israel pressuring Iran to give up both of those as an infringement on the country’s sovereignty.

Mr. Trump and his top aides have vacillated in their public statements on their war goals and whether the U.S. military has already achieved them, which complicates any efforts at diplomacy.

In recent days, Mr. Trump has said that the United States has already [destroyed two regimes](#) in Iran in this war, and that a third, more compliant one is now in place. However, the current gov-

ernment, led by Mr. Khamenei, remains theocratic, authoritarian and anti-American, and has vowed to carry on the fight against the Americans.

Mr. Trump has pointed to other goals: He has said he wants to seize Iran’s oil, and he brings up the nuclear program regularly. He also has discussed with U.S. military leaders whether American troops could enter Iran to seize a stockpile of highly enriched uranium that is believed to be in tunnels sealed by rubble as a result of American airstrikes last June.

The difficulties of diplomacy are exacerbated by the fact that major parts of the Iranian government are unable to communicate effectively after weeks of strikes by Israel and the United States.

Iranian officials are also wary of using certain communications channels they think are under surveillance by U.S. and Israeli spy agencies. The resulting confusion inside the government contributes to a lack of clarity on who in the Iranian leadership has the authority to make a deal, American officials said. Iranian officials think they are fighting for the government’s very survival, given the strength of the American and Israeli attack, according to current and former officials. Some Iranian officials are skeptical that any peace deal would be lasting. Their leadership fears Israel could carry out a new attack months later even if Iran were to enter into a deal, U.S. officials said.

The U.S. intelligence assessments saying that Iran is not currently ready to

make a deal have not been previously reported. [The Washington Post earlier reported](#) that U.S. intelligence agencies have assessed that Iranian officials think they have the upper hand in the war.

Pakistan has become an intermediary in the diplomatic efforts because of ties between Pakistani and Iranian military leaders. In recent days, Pakistan has persuaded China to join it in publicly calling for an end to the war. China has commercial and military ties to Iran and is the biggest buyer of Iranian oil, but has been reluctant to engage in substantial diplomacy on the war.

China and Pakistan put out a joint five-point statement on Tuesday that called for, among other things, a cessation of hostilities and a reopening of the Strait of Hormuz to ship traffic. Iran has been letting China-bound ships cross the strait, but countries across Asia and elsewhere are starting to plan for dire fuel shortages.

Asked whether China could be a guarantor of a diplomatic agreement, Liu Pengyu, spokesman for the Chinese Embassy in Washington, said in a statement that “China supports all efforts conducive to easing tensions, de-escalating the situation and restoring dialogue.”

“We call on parties to start peace talks as soon as possible,” he added. “We stand ready to enhance communication and coordination with Pakistan and others to jointly work for a cease-fire and peace and stability in the region.”

Les Chinois qui avaient misé sur l'Iran pris dans l'incertitude de la guerre

Du pétrole à la construction, en passant par le commerce, des milliers de ressortissants chinois travaillaient en Iran, où les sanctions internationales limitaient la concurrence étrangère. Plus de 3 000 d'entre eux ont quitté l'Iran depuis le début de la guerre.

En février, après être rentré comme chaque année passer le Nouvel An lunaire auprès de sa famille dans le sud-est de la Chine, Zhao Wei avait préféré reporter son retour à Téhéran. Cet homme d'affaires originaire du Guangdong, installé depuis neuf ans dans la capitale iranienne, avait un mauvais pressentiment. La répression des manifestations contre le régime en janvier avait laissé une ambiance pesante. L'ampleur des coupures d'Internet rendait de toute façon les communications, et donc le travail, difficiles. Puis le déploiement massif de forces américaines dans la région, à la mi-février, l'a convaincu de rester un peu plus longtemps pour prendre son vol retour vers l'Iran après les fêtes.

Cet homme, qui demande à utiliser un pseudonyme pour ne pas compliquer ses relations à Pékin comme à Téhéran, n'a donc pas vraiment été surpris par la guerre, mais il s'inquiète de la voir se prolonger ainsi et prendre une telle ampleur. « *Ce qui me fait le plus peur, c'est une guerre longue, dit-il. Il pourrait devenir très difficile de travailler en Iran à l'avenir. Déjà, tout le monde peut faire le constat des conséquences du blocage du détroit d'Ormuz.* »

En attente en Chine, il laisse ainsi à Téhéran ses six employés, son entrepôt, ses produits. Il importe de Chine des pièces détachées utilisées dans l'industrie pétrolière,



A Téhéran, le 31 mars 2026. ATTA KENARE/ AFP

pour l'assemblage de conduits oléoducs. Les Chinois sont présents en Iran dans de multiples secteurs, des usines automobiles à la construction. Leur empreinte économique a crû à mesure que les Occidentaux ont tourné le dos à ce pays du fait des sanctions.

Premier partenaire commercial

Depuis treize ans, la Chine est le premier partenaire commercial de l'Iran. Ses hommes et femmes d'affaires y profitent de l'absence de concurrence étrangère forte, mis à part les Russes, et de la complexité d'opérer sous la menace de sanctions. Ils doivent gérer les paiements en

dehors du système international Swift. L'agence Bloomberg a raconté, en octobre 2025, comment le constructeur automobile Chery évite les mécanismes bancaires internationaux pour ne pas être sanctionné par Washington lorsqu'il livre ses voitures en kit pour assemblage final en Iran. Il se fait plutôt payer en Chine par une entreprise chinoise qui importe des minerais tels que le cuivre et le zinc depuis l'Iran, en un troc triangulaire complexe. La Chine achète aussi plus de 80 % du pétrole iranien, pris en commande par de petites raffineries indépendantes chinoises moins exposées en cas de sanctions américaines que les géants Sinopec et Petro-

china. Elles profitent, en contrepartie, d'un rabais sur ce pétrole que le reste du monde refuse.

Beaucoup de grandes entreprises chinoises travaillant ailleurs en dollars ont déjà pris leurs distances, craignant d'être bannies du système financier américain, ce qui laisse un espace à des acteurs plus modestes, comme M. Zhao. « *Le fait que les plus gros évitent ce pays permet à de plus petits comme moi d'y survivre* », détaille-t-il. Encore faut-il connaître les bonnes personnes, des contacts avec le régime indispensables pour s'éviter les problèmes. « *Quelqu'un qui débarquerait sans ces contacts n'aurait aucune*

chance de réussir là-bas. »
 La nouvelle guerre du Golfe fait voler en éclats l'assurance en affaires des commerçants chinois. Beaucoup voyaient jusqu'alors les bonnes relations diplomatiques de Pékin avec tous les pays de la région comme une forme de protection. De Dubaï à Riyad, de Téhéran à Doha, les Chinois, exempts de passif d'interventionnisme militaire au Moyen-Orient, et ne portant pas de jugement moral sur les régimes politiques autoritaires, étaient là pour parler business. Ils sont aujourd'hui rattrapés par les réalités géopolitiques.

Plus de 3 000 ressortissants chinois ont quitté le territoire iranien et un Chinois a été tué dans les premiers jours de la guerre, selon le ministère des affaires étrangères à Pékin. A

Dubaï, ils sont plus 370 000 Chinois à s'être installés ces dernières années, y trouvant une alternative à Hongkong, reprise en main par les autorités chinoises et à Singapour, fiscalement moins avantageuse. Eux aussi s'interrogent sur leur avenir.

Nombreux témoignages

Sur les réseaux sociaux chinois, on trouve de nombreux témoignages de Chinois affectés par cette guerre. Sur Xiaohongshu, plateforme chinoise similaire à Instagram, une jeune femme du nom de Chen explique avoir fui l'Iran par la route, le 3 mars, pour arriver en Azerbaïdjan, alors que l'espace aérien était fermé et que la coupure d'Internet empêchait d'évaluer les autres options pour partir.

C'était la deuxième fois qu'elle évacuait ainsi Téhéran en huit mois, après avoir dû faire de même durant les douze jours de bombardements israéliens et américains en juin 2025. Dans les commentaires, un autre internaute demande à cette jeune femme si elle connaît un chauffeur joignable car un proche ne sait pas comment évacuer.

Zhao lui aussi était à Téhéran lorsque ont débuté les bombardements de juin 2025. Les premières frappes l'avaient réveillé au milieu de la nuit le 13 juin, alors qu'il avait pas mal bu avec des amis quelques heures plus tôt. Il s'était rapidement rendu sur les rives de la mer Caspienne puis, lorsque l'ambassade chinoise avait recommandé de quitter le pays, il avait fran-

chi la frontière arménienne et était resté là-bas le temps que les choses se tassent.

Ces guerres à répétition refroidissent les Chinois, même s'ils créent aussi des besoins de reconstruction. Malgré ses doutes, Zhao constate qu'il serait bien difficile de relancer son affaire ailleurs. Aux Emirats arabes unis ou en Arabie saoudite, dont les industries pétrolières ont également des besoins importants, les critères sont plus stricts dans l'attribution des marchés. Il prévoit donc de repartir pour l'Iran le jour où le conflit s'arrêtera. *« Dès que la situation se stabilise, j'y retourne, dit-il. Tout mon business est là-bas, impossible de faire autrement. »*



April 02, 2026

Iraq rolls out new customs system at Ibrahim Khalil border crossing

ERBIL, Kurdistan Region - Iraqi customs authorities will begin implementing a new pre-arrival system for key imports at the Ibrahim Khalil border crossing with Turkey later this week, in a move aimed at streamlining procedures and stabilizing the national currency.

Samer Qasim Dawood, head of Iraq's General Customs Authority told Rudaw on Wednesday that "starting from April 3, the implementation of the pre-arrival customs information system for the entry of food items, medicine, and medical supplies will begin at the Ibrahim Khalil border crossing." He also added that the step comes after years of discussions and coordination between the federal government

and the Kurdistan Regional Government (KRG) to unify customs procedures.

The move comes amid ongoing disputes between Baghdad and Erbil over Iraq's new Automatic System for Customs Data (ASYCUDA), which prevents Kurdish traders from accessing official-rate US dollars unless they pay federal taxes in advance through a platform not yet fully integrated with the KRG's system.

The electronic automation ASYCUDA system was developed by the United Nations Conference on Trade and Development (UNCTAD) in the early 1980s and now covers all 22 of Iraq's federal border crossings, including key ports

in southern Iraq.

The system, which is used to standardize and digitize customs processes, has been introduced in Iraq as part of broader reforms aimed at increasing transparency and improving revenue collection.

Dawood said the pre-arrival system initiative introduces a new mechanism designed to facilitate imports of essential goods.

"This follows requests from many merchants for facilitation of financial transfers and to benefit from receiving US dollars at the official exchange rate, which will have an impact on strengthening the value of the dinar against the dollar," he explained.

One US dollar is officially exchanged at 1,320 Iraqi dinars, but on the black market it was trading at around 1,546 dinars on Wednesday.

Under the new system, traders importing through the Kurdistan Region will have access to official exchange rates for dollar transactions. "Merchants now have the option that if they wish to import goods through the Kurdistan Region, they can visit us in Baghdad, and we will transfer dollars to them at the official rate in accordance with the regulations," Dawood said.

He noted that the move also addresses long-standing technical gaps between federal and regional customs systems. "The border crossings of the Kurdistan Region have

not yet been linked to the ASYCUDA system; therefore, this step is primarily to resolve the issues of merchants in the Kurdistan Region specifically, and Iraqi merchants in general,” he said. The newly-introduced pre-arrival system currently applies only to essential goods, with

broader coverage dependent on further system integration. “This procedure only covers food and medicine, not all other goods. However, if the ASYCUDA system is implemented at the Kurdistan Region’s crossings, it will then cover all imported goods,” Dawood added.

He stated that the measure will lead to the strengthening of the dinar against the dollar in the market after the Central Bank provides dollars at the official rate to merchants. Dawood stressed that compliance with the new system is essential for accessing official currency rates.

“Without pre-arrival customs information, it is impossible to provide dollars to merchants at the official rate,” he added.

Nahro Mohammed contributed to this report.

Le Monde

02 mars 2026
TRIBUNE COLLECTIF

« La guerre déclenchée par les Américains et les Israéliens n’apportera de solution ni pour l’Iran ni pour la région »

Dans une tribune au « Monde », un collectif d’anciens ambassadeurs de France et directeurs du ministère de l’Europe et des affaires étrangères appelle à ne pas rester passif face à une crise moralement et juridiquement injustifiable, qui menace lourdement les intérêts européens.

Nous, anciens ambassadeurs français, dénonçons la guerre désastreuse lancée par les Etats-Unis et Israël contre l’Iran. Les bombardements des cibles politiques et militaires frappent aussi massivement la population, durement réprimée, et les infrastructures civiles, sans qu’on assiste à une capitulation du régime ou à une insurrection démocratique.

L’extension au Liban est tout aussi dramatique : Israël exploite les provocations du Hezbollah pour mener un plan systématique de destructions et de conquête territoriale, sans épargner les civils, provoquant une catastrophe humanitaire qui menace l’existence même de cet Etat fragile. Ce conflit est injustifiable : en droit, rien ne permet l’agression d’un Etat souverain ; dans les faits, l’Iran était une nuisance, pas une « menace imminente » ni pour les Etats-Unis ni pour Israël. L’objectif israélien est clair : éliminer toute menace iranienne,

mantra de [Benjamin esNétanyahou](#) depuis trente ans. Mais les buts des Etats-Unis, formulés de façon incohérente par Donald Trump, restent flous, augmentant ainsi les risques.

Les conséquences prévisibles et, pour certaines, annoncées par l’Iran – extension régionale de la crise, blocage du détroit d’Ormuz, crise du commerce international, de la circulation des marchandises et du marché de l’énergie, durcissement répressif du régime – n’ont pas été anticipées. Le président américain a ignoré ses alliés et partenaires : aucune consultation préalable, alors que les pays du Golfe subissent directement les frappes iraniennes et que nous sommes tous affectés par la paralysie du détroit. Sollicitant à présent ses partenaires, et même ses rivaux, pour que leurs marines sécurisent le trafic maritime, Donald Trump se heurte à leur fin de non-recevoir : cette guerre est un nouvel épisode de la déconnexion des menées américaines et des intérêts européens.

L’Europe reste muette ou résignée. Le chancelier allemand, Friedrich Merz, a acquiescé ; le président Emmanuel Macron a rappelé notre attachement au droit international et affirmé que « cette guerre n[était] pas la nôtre », mais il a tacitement en-

tériné les frappes initiales et n’a condamné l’agression qu’avec retard. Seule [l’Espagne se distingue par des positions courageuses](#), et souvent solitaires.

Nous apparaissons désemparés face à la montée des politiques de force qui sapent l’ordre international, si imparfait soit-il. La France, qui dit non à la guerre d’Irak en 2003, renonce aujourd’hui à son indépendance diplomatique. Par souci de ménager les Etats-Unis sur l’Ukraine et Israël pour préserver notre capacité de dialogue avec lui, elle tait le droit international : en juin 2025, elle réaffirme le « *droit d’Israël à se protéger et à assurer sa sécurité* », et salue les « effets » des frappes israéliennes avant toute autre considération.

Frilosité européenne

Après le 28 février, la France accuse Téhéran d’être « *responsable premier* », passe sous silence [les progrès des négociations nucléaires qui étaient en cours à Genève](#) et critique avec retard l’emploi démesuré de la force, quand le Liban menace de s’effondrer. Les déclarations faites par [\[le ministre des affaires étrangères\] Jean-Noël Barrot](#) lors de son déplacement au Liban et en Israël confirment ces ambiguïtés.

Aussi condamnables que soient le régime de Téhéran et les massacres perpétrés récemment contre sa population, la guerre déclenchée par Américains et Israéliens n’apportera de solution ni pour l’Iran ni pour la région. Elle doit cesser, car elle est porteuse de dangers considérables, pour nous comme pour le monde. Nous ne pouvons pas rester passifs face à une crise qui menace nos intérêts.

La frilosité des Européens à condamner l’intervention israélo-américaine va à l’encontre de leurs valeurs, fondées sur la coexistence, le multilatéralisme, le droit international et la diplomatie. Elle obère la crédibilité de l’Union européenne, favorise le retour de l’impérialisme (Etats-Unis, Israël, Russie, Chine) et expose l’Europe à des dangers concrets : insécurité énergétique, terrorisme, polarisation des sociétés, racisme et antisémitisme.

Il est donc temps de réagir, en France comme au niveau européen. Aucune solution de long terme ne sera imposée par la force ou par la violation du droit dans la région. Au-delà de l’Iran, notre priorité doit aller au règlement de la question palestinienne, facteur de blocage politique ou de surenchère extrémiste, dont la solution ouvrirait une perspective d’apaisement dans la région.

Il est aussi urgent de réfuter les accusations d'angélisme : nous savons user de la force légitime pour appuyer le droit quand nécessaire et nous en avons nous-mêmes payé le prix sur différents théâtres. Mais nous savons aussi quel est le monde que nous voulons, aux antipodes de la loi du plus fort et de l'impunité.

Ainsi, pour ne pas nous laisser emporter par un conflit délétaire, nous devons reprendre la parole et agir pour réaffirmer ce qui fait notre identité européenne : le respect du droit international, y compris le droit humanitaire, notre attachement au multilatéralisme, le recours prioritaire à la diplomatie.

Il convient, en particulier, de

condamner sans ambiguïté la violation de la souveraineté des Etats, notamment celle du Liban et de la Syrie, de même que les attaques menées contre des objectifs civils

Vous pouvez partager un article en cliquant sur les icônes de partage en haut à droite de celui-ci.

La reproduction totale ou partielle d'un article, sans l'autorisation écrite et préalable du Monde, est strictement interdite.

Pour plus d'informations, consultez nos conditions générales de vente.

Pour toute demande d'autorisation, contactez syndication@lemonde.fr.

En tant qu'abonné, vous pouvez offrir jusqu'à cinq articles par

mois à l'un de vos proches grâce à la fonctionnalité « Offrir un article ».

Enfin, nous appelons au lancement d'une « coalition des volontaires » avec des pays qui se sont dissociés de cette guerre, qu'il s'agisse d'Etats européens, notamment l'Espagne, ou de pays du Sud comme les quatre Etats musulmans – l'Arabie saoudite, l'Egypte, la Turquie et le Pakistan – qui se sont engagés dans un processus de médiation. Dans l'immédiat, la priorité est d'arrêter le conflit en cours et d'amener les acteurs à la table des négociations ; et, en parallèle, de s'attaquer enfin sérieusement au règlement de la question palestinienne, clé d'une coexistence durable et apaisée entre Israël

et les autres Etats de la région

Bruno Aubert ; Yves Aubin de La Messuzière ; Charles-Henri d'Aragon ; Marc Baret ; Denis Bauchard ; Alain du Boispean ; Gilles Bonnaud ; Jean-Claude Cousseran ; Brigitte Curmi ; Frédéric Desagneaux ; Jean Félix-Paganon ; Jean-Michel Gausso ; Gilles Gauthier ; Gabriel Keller ; Régis Koetschet ; François Laumonier ; Patrick Leclercq ; Ginette de Matha ; Jean Mendelson ; Jean Musitelli ; Nicolas Normand ; Patrice Paoli ; Hugues Pernet ; Christine Robichon ; François Sénémaud ; Jean-Paul Véziant ; Nada Yafi ; Philippe Zeller ; Joël de Zorzi.

Tous sont d'anciens ambassadeurs de France.



02 mars 2026

Otan: la Turquie renforce son rôle stratégique face aux tensions régionales

La Turquie s'affirme comme un acteur militaire central au sein de l'Otan. Ankara doit accueillir prochainement deux nouvelles structures militaires de l'Alliance atlantique sur son territoire, selon des informations révélées par la presse turque et confirmées par le gouvernement.

Le premier projet concerne la création d'un corps multinational d'action rapide dans la ville d'Adana, dans le sud du pays. Cette unité aura pour mission d'intervenir rapidement en cas de crise dans la région. Le second projet prévoit, lui, l'installation d'un quartier général naval sur les rives du Bosphore, près de l'embouchure de la mer Noire.

Cette structure sera liée à la coalition des volontaires, un groupe d'Etats alliés soutenant l'Ukraine dans **le conflit face à la Russie**. Des annonces confirment le rôle croissant de la **Turquie** dans l'organisation militaire de l'Alliance atlantique.

Une décision planifiée avant les tensions récentes

Faut-il voir dans ces installations une réponse aux menaces américaines de désengagement de **l'Otan** ou à l'évolution des conflits au Moyen-Orient ? Pas directement, car selon le ministère turc de la Défense, la création de ces structures avait été prévue dès 2023. Leur mise en place s'inscrit dans une stratégie globale de renforce-

ment du flanc sud de l'Alliance face à la menace russe.

Toutefois, le contexte régional renforce l'importance de ces dispositifs. La Turquie est directement concernée par les tensions avec l'Iran. Il y a quelques jours, l'Otan a annoncé avoir intercepté un missile balistique tiré depuis l'Iran. Il s'agissait du quatrième missile neutralisé dans cette zone.

Renforcer l'Otan pour mieux se protéger

Accueillir davantage de moyens militaires de l'Otan constitue aussi un moyen de protection pour la Turquie. Ankara s'est impliquée dans plusieurs tentatives de médiation pour mettre fin aux tensions régionales, notamment à tra-

vers des négociations menées avec le Pakistan et l'Égypte. Mais le gouvernement turc refuse pour l'instant toute implication directe dans le conflit.

Dans le même temps, le pays accélère le renforcement de sa défense. La semaine dernière, la Turquie a annoncé le déploiement d'une nouvelle batterie de défense anti-aérienne Patriot sur **la base militaire d'Incirlik**, dans le sud du pays, qui accueille déjà des forces américaines.

Cette montée en puissance se confirme aussi sur le plan diplomatique : le prochain sommet de l'Otan doit se tenir en Turquie, un symbole supplémentaire du poids croissant d'Ankara dans l'Alliance.

The New York Times

April 2, 2026

Lost Friendships, Broken Relationships: How the War in Iran Is Dividing the Diaspora

Amid months of protest, repression and war in their native country, Iranians living abroad are navigating their biggest rifts yet.

When Osveh Varastegan left Iran in 2020, feeling stifled by the stringent restrictions on women there, she moved to the Netherlands and pursued her passion of being a personal trainer. In her new home, she joined solidarity protests in 2022 in support of the antigovernment demonstrations in Iran.

Yet in the weeks leading up to the U.S.-Israeli bombardment of Iran, she saw that some of her fellow Iranians in the diaspora were calling for foreign military intervention to incite regime change in Tehran, and felt compelled to speak out.

“I want the Islamic republic to disappear immediately, but I don’t believe this is the way,” Ms. Varastegan said.

She posted her views on her public Instagram account, where her more than 80,000 followers usually get tips on their squat form and nutrition. In return, she has received hostile, insulting messages to her private inbox, as well as messages of support thanking her for her stance.

Ms. Varastegan, who shared screenshots of some of the messages she received, said that some Iranian clients had dropped her as a trainer, saying she was playing into the hands of the Iranian government.

“This has had a very negative impact” on her relationships, she said. “I’ve lost friendships without even having arguments. People simply cut me



Osveh Varastegan, who left Iran in 2020, at the gym where she works as a personal trainer in Rotterdam, the Netherlands. Ivly Njikiktijen for The New York Times

off because they knew my stance.”

Ms. Varastegan’s experience is a snapshot of a dynamic playing out across a far-flung, fractious community of millions who were born in Iran but now live outside its borders.

The views held among the Iranian diaspora about what is best for their home country are diverse and passionately held, and often forged in difficult experiences they had while living in Iran.

Even among those who agree that Iran’s Islamic authoritarian government must go, there have long been deep disagreements about how to achieve that goal, what form Iran’s next govern-

ment should take and who is to blame for Iran’s current predicament. Those debates are also happening inside the country.

The division within the diaspora has deepened in recent months, with far less room for nuanced discussion. Friendships and business relationships have ended over differing views about the war, and vicious insults have been exchanged online.

Some Iranians in the diaspora have simply avoided talking to loved ones about geopolitics, hoping to prevent irreparable rifts. Others worry that expressing their true opinions will get them labeled pro-war or pro-regime.

“This is not a healthy environ-

ment,” said Nima Shokri, an Iranian-born academic living in Germany. “People are kind of scared of clearly explaining their point of view.”

An antigovernment protest in Tehran in January. Getty Images

For those opposed to the current government, the stakes have never felt higher. In January, they were glued to their phones during the mass antigovernment protests. Now, they spend their days constantly checking news coverage of the war.

A continuing [internet blackout imposed by the Iranian government](#) on its citizens has meant that those in the diaspora are rarely able to check on family and friends in the

country. They hope for the best and try to avoid imagining the worst.

Ms. Varastegan, for instance, used to speak to her mother in Iran for hours each week.

Now, she said, “I don’t know what she’s doing, how scared she is.”

Over the course of the demonstrations, which began late December, the Iranian government killed close to 7,000 antigovernment protesters, according to a rights group that [tracked the violence](#). The [brutal crackdown](#) convinced some Iranians that there was no way to unseat the Islamic republic without outside intervention.

At the time of the protests, some Iranians welcomed promises made by President Trump to back the protesters with U.S. military force. Others viewed that as inviting disaster upon the country.

A screenshot from social media shows bodies in body bags outside a morgue in Tehran in January. The Iranian government killed about 7,000 antigovernment protesters, according to a rights group that tracked the violence. Social Media/UGC, via Reuters

Samira, an Iranian small business owner living in Britain and a client of Ms. Varastegan, said she was reluctantly in favor of the military action as the only way to dislodge a regime impervious to decades of popular demands for change. She asked to be identified by only her first name to avoid endangering her family in Iran.

Samira, who said she respected Ms. Varastegan and her views, cut ties with two friends after disagreeing with their reaction to the January protests.

She said that one of the friends, an Iranian, posted bikini and food pictures on In-

stagram on the same day that many families were mourning those killed in the protests. The other friend, whose husband is Iranian, remained silent about the crackdown despite posting frequently about the killing of civilians in Gaza.

The past few months have even caused tensions between Samira and her husband, who is not Iranian. She said she felt he did not initially understand why she was so emotionally entangled with the events unfolding in Iran.

Bashir Sadjad, a software engineer in Waterloo, Canada, organizes rallies against the Iranian government in his city but is opposed to the war. He said he doubted the intentions behind the U.S.-Israeli assault and did not believe it had the potential to change the regime.

The first day of the war, he said, left him with intensely mixed feelings. On the one hand, Iran’s supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, had been killed. Yet on the same day, an errant [U.S. airstrike](#) killed dozens of schoolgirls in the town of Minab.

“Even those who were celebrating were sad,” Mr. Sadjad said. “This is not what we wanted for our country.”

There was also growing polarization, he said, among what he called the “freedom camp,” people who as recently as three years ago were working together to organize antigovernment protests outside Iran.

Some opponents of the war say that members of the diaspora who protested the January massacres and called for military intervention are now partly to blame for the conflict, while some of those in favor of intervention accuse the antiwar camp of being insufficiently against the regime.

Some Iranians blame the in-

tensity of divisions among the diaspora on supporters of Reza Pahlavi, the exiled 65-year-old son of the deposed shah who fled during the 1979 revolution.

Mr. Pahlavi has presented himself as the leader of Iran’s opposition, and he and his advisers point to the fact that protesters in Iran in January chanted slogans in his support.

Unlike previous protests that swept Iran in the last two decades, the nationwide demonstrations this year were the first to see widespread use of pro-monarchy chants, such as “long live the shah.” Many protesters called for Mr. Pahlavi’s return, though close observers of Iran still debate whether the popularity of these chants reflects a genuine desire to restore the Pahlavi dynasty, or if Mr. Pahlavi is simply a figurehead to rally around in rejection of the Islamic republic.

Many of his supporters point out that other opposition movements have failed to put forward a unifying alternative. Given the lack of options, Mr. Pahlavi’s supporters say, to reject or criticize him is tantamount to helping Iran’s government stay in power.

And a number of Iranians opposed to the government, not just Pahlavi supporters, take part in a form of purity politics, harshly criticizing people who have previously worked for the Islamic republic, believed in its capacity to reform or voted in its elections.

Supporters of Mr. Pahlavi have aggressively gone after his critics and opposition members outside their movement. On the more extreme end, this instinct has led some to engage in virtual or real-life harassment and vitriol, sometimes even threatening violence. One slogan heard sometimes at pro-Pahlavi gatherings is “either death or Pahlavi.”

Videos circulating on social

media in recent weeks have shown apparent Pahlavi supporters outside Iran accosting Iranians for not carrying the country’s pre-revolution flag at protests or not displaying it in their businesses.

Shirin Behvandi, a member of the Iranian diaspora living in the United Arab Emirates, described herself as a Pahlavi supporter who favors military action because she sees no other way to get rid of the Iranian government.

It was not enough to say that “war is bad” without offering other solutions, she said. “I believe they are playing into the regime’s hands,” she added.

Ms. Behvandi acknowledged that some Pahlavi supporters could be vitriolic online, though she cautioned that bad behavior exists in every group. “If I want democracy, I must practice it first,” she said. “I hope we can all reach a point where we learn to be tolerant and express ourselves properly.”

Some Iranians are trying to have nuanced conversations among themselves. In mid-March, Mr. Shokri, the academic in Germany, sat down to dinner with three close friends, all of whom were, like him, Iranian-born academics living in Europe.

For three hours, they talked about the war, what factors had led to it and what a way out might look like. They debated a wide range of possible solutions. They came to no sure conclusions, Mr. Shokri said, but it still felt like a breath of fresh air.

Mr. Shokri recounted that one of the friends had made sure to come despite having a packed day: “He said, ‘I wanted to make sure to come for the dinner because I just needed to talk, I’ve been going crazy.’”

Donald Trump promet de renvoyer l'Iran « à l'âge de pierre », sans dessiner d'issue à la guerre

L'allocution télévisée du président des Etats-Unis, mercredi 1^{er} avril, s'est résumée à un exercice d'autosatisfaction sur les « victoires » américaines, alors qu'une crise majeure menace l'économie mondiale.

Tout se passe conformément au plan, qui n'a cessé de changer depuis le 28 février. Ainsi se résume l'allocution télévisée de Donald Trump au sujet de la guerre engagée avec Israël contre l'Iran, prononcée mercredi 1^{er} avril. Un exercice d'autosatisfaction hors sol sur les « victoires » américaines, alors que le conflit, sans issue prévisible, menace l'économie mondiale d'une crise majeure. « Nous avons toutes les cartes, ils n'en ont aucune », a prétendu le magnat, « très proche » de « finir le boulot ». Le président américain ne s'est guère attardé sur les contacts diplomatiques timides avec Téhéran, promettant, au contraire, de frapper « très durement » l'Iran dans les « deux à trois semaines » à venir, pour le renvoyer à l'« âge de pierre ».

La guerre contre la République islamique devait être une « petite excursion », selon l'expression prisée par Donald Trump, ces dernières semaines. La hausse des prix à la pompe ? « Des fluctuations à court terme », assurait la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, le 30 mars. La réalité est autre. Les Etats-Unis se sont transformés en agent du chaos, par une

opération mal conçue, à l'urgence injustifiée. Cette guerre est devenue un outil de fragmentation et de re-composition aux effets mondiaux. Plus le coût militaire, économique et politique augmente pour les deux parties – sans compter Israël –, et plus le risque d'escalade se dessine.

« Pour invoquer une défaite stratégique américaine, encore eût-il fallu qu'il y eût une stratégie au départ, note Robert Malley, enseignant à la Yale Jackson School of Global Affairs, après avoir été envoyé spécial de l'administration Biden pour l'Iran. On cherchait la chute du régime ou l'avènement d'éléments plus pragmatiques ? Ce n'est pas le cas. On pensait affaiblir l'Iran jusqu'à sa capitulation ? Ce n'est pas le cas. On pensait que Téhéran ne pourrait pas frapper nos bases et nos alliés ? Il le fait. Avec des moyens bien inférieurs, l'Iran a réussi à conduire une guerre asymétrique, ce que j'appellerais une guérilla à l'échelle internationale, quasiment sans précédent. Il a pris en otage l'économie mondiale. »

Le prix de l'essence a fortement augmenté aux Etats-Unis, alors même que les effets de la guerre ne de-

vraient réellement intervenir qu'à la mi-avril, lorsque le pétrole circulant déjà en mer sera épuisé. L'étranglement de la circulation dans le détroit d'Ormuz – sans compter l'hypothèse d'un blocage du détroit de Bab Al-Mandab en mer Rouge par les houthistes du Yémen – était prévisible. Pourtant, il semble avoir pris de court l'administration américaine, qui cherche à déplaçer la responsabilité vers les pays de la région, les Européens, mais aussi la Corée du Sud, le Japon et la Chine. « Allez chercher votre propre pétrole ! », a lancé Donald Trump sur son réseau Truth Social.

Objectifs fluctuants

On ne sait plus ce que serait une victoire, tant les objectifs ont fluctué. Le changement de régime à Téhéran a été promis, puis négligé. « On l'a eu par accident », a même clamé le président, mercredi, lors d'une réunion à la Maison Blanche. Donald Trump prétend que ce changement de régime a déjà eu lieu. Les Etats-Unis auraient à présent des contacts avec des gens « totalement différents ». Dans un message le 1^{er} avril, Donald Trump affirmait que le « président du nouveau régime », Mas-

soud Pezeshkian – en poste depuis juillet 2024, et sans véritable pouvoir –, avait demandé un cessez-le-feu. Affaibli mais résolu, sans incarnation indiscutable mais radicalisé, Téhéran a-t-il intérêt à une cessation des combats ?

« On pourrait juste prendre leur pétrole, se vantait le milliardaire, mercredi, lors d'un déjeuner. Mais vous savez, je ne suis pas sûr que les gens dans notre pays aient la patience [d'attendre], ce qui est malheureux. » Dans la dernière phase de la guerre menée à tâtons, les Etats-Unis envisagent des opérations terrestres. Les médias bruissent d'hypothèses : prise de l'île de Kharg, récupération de l'uranium hautement enrichi enfoui sous le site d'Is-pahan... Des raids présentant un risque inouï pour les soldats américains.

On ne connaît ni la durée ni l'issue de la guerre actuelle. Mais il est déjà possible de juger sévèrement son impact pour les Etats-Unis. Il porte un coup désastreux à sa réputation, à la crédibilité de son administration, allergique à toute expertise, et, enfin, aux relations entretenues par Washington avec ses alliés, si ce statut a encore un sens. La réputation

est atteinte en raison de la banalisation par la Maison Blanche de l'assassinat ciblé – à l'image de celui du Guide suprême, Ali Khomeï – et son mépris déjà bien identifié du droit international. La porte-parole, Karoline Leavitt, a expliqué que les dirigeants iraniens « *ne se trouvaient plus sur la planète Terre* » parce qu'ils avaient « *menti aux Etats-Unis* » en les « *menant en bateau dans des négociations* ».

Mercredi, Donald Trump a une nouvelle fois menacé de bombarder des infrastructures civiles. « *S'il n'y a pas d'accord, a-t-il dit, nous allons frapper très durement et, probablement, en même temps, chacune de leurs centrales électriques.* » Un tel acte, assimilable à un crime de guerre, ne serait pas inédit dans un conflit. Mais son évocation par le président américain – qui se garde bien de préciser ce que devrait couvrir un accord diplomatique – est hors norme. Le milliardaire donne l'impression de négocier avec lui-même, au fil de l'eau.

Le temps presse pour Washington

La deuxième fragilisation alarmante des Etats-Unis concerne le volet militaire. Il semble que le Pentagone ait tiré peu de leçons de quatre ans de guerre en Ukraine, notamment de l'utilisation décisive des drones par les deux camps, la Russie ayant développé un arsenal grâce aux Shahed iraniens. La destruction, le 27 mars, sur la base aérienne Prince-Sultan, d'un avion militaire E-3 Sentry, centre de commandement volant doté d'un puissant radar, a montré l'habileté iranienne à viser des points névralgiques du déploiement américain.

Mais elle met aussi en cause la protection de cet appareil, exposé au grand jour sur le tarmac, comme le furent les avions russes dans leur pays en juin 2025, [détruits par les drones ukrainiens au cours de l'opération « Toile d'araignée »](#). Deux mois plus tard, en août, Volodymyr Zelensky était en visite à la Maison Blanche. Le président ukrainien proposait l'expertise de son pays en matière d'interception de drones, mais les Américains ne donnèrent pas suite, selon le site *Axios*. « *C'est une affaire d'hubris* », soupire un expert américain des questions de défense.

La question des stocks de munitions et d'armements se pose également. La Chine et la Russie observent avec satisfaction la façon dont l'armée américaine brûle ses cartouches, notamment les plus précieuses et essuie des pertes matérielles. Le commandement central a annoncé, mercredi, que 12 300 cibles avaient déjà été visées en Iran. Le temps presse pour les Etats-Unis. Becca Wasser, analyste des questions militaires à l'agence Bloomberg après avoir travaillé au centre de réflexion Rand Corporation, estime qu'en cas de conflit prolongé, « *l'épuisement des intercepteurs de défense aérienne et des munitions avancées commencera à se faire sentir* ». « *Les contraintes pesant sur les stocks américains et la nécessité de les reconstituer réduiront ce qui peut être fourni aux alliés et partenaires, alors qu'il y a un besoin mondial, de l'Ukraine au Golfe* », explique l'experte.

Les réserves de missiles de croisière JASSM ou Tomahawks (plus de 850 tirés, selon *The Washington Post*)

ne peuvent être rapidement reconstituées. Il faudra sans doute des années. En outre, selon Becca Wasser, les dégâts causés aux avions de ravitaillement en vol, aux capacités de renseignement et de surveillance comme les MQ-9 ou les Awacs, ont déjà des conséquences « *majeures* » sur la conduite de l'opération « *Fureur épique* ». « *Un nombre réduit de ravitailleurs peut limiter les opérations aériennes américaines, et des radars neutralisés pourraient rendre plus difficile l'interception par la défense aérienne* », dit l'analyste au *Monde*.

L'OTAN, « une route à sens unique »

Au milieu de propos triomphalistes, Donald Trump cherche des boucs émissaires, accentuant l'isolement de Washington. Les pays européens sont attaqués en raison de leur refus de s'engager dans la sécurisation du détroit d'Ormuz, mais aussi pour les obstacles posés sur leur sol au déploiement américain. Sur la chaîne Fox News, le 31 mars, le secrétaire d'Etat américain, Marco Rubio, a annoncé un « *réexamen* » de la relation avec les pays de l'OTAN, une fois la guerre conclue. « *Si on a atteint un point où l'Alliance signifie qu'on ne peut utiliser ces bases [en Europe] pour défendre les intérêts américains, alors l'OTAN est une route à sens unique. L'OTAN ne signifie plus pour nous qu'avoir des troupes en Europe pour défendre l'Europe.* »

Il s'agit de la menace la plus franche formulée par un officiel américain contre l'existence même de l'Alliance, au mépris de l'histoire et des missions communes hors du continent européen,

à commencer par l'Afghanistan. Certes, une clause dans la loi de dépenses militaires de 2024 (après la promulgation d'une loi en 2023) interdit à tout président de retirer unilatéralement les Etats-Unis de l'OTAN sans accord du Congrès ou de majorité des deux tiers au Sénat. Mais la rupture de confiance est consommée, après la crise causée par les revendications américaines sur le Groenland.

Les pays du Golfe sont aussi maltraités. Lors d'un forum économique en Floride, fin mars, Donald Trump a moqué le prince héritier saoudien, Mohammed Ben Salman. « *Il ne pensait pas qu'il m'embrasserait les fesses* », osa le magnat. Plus largement, ce dernier a tendance à considérer les pays du Golfe comme des distributeurs de billets, des clients obligés de se tourner vers Washington pour leur propre sécurité. C'est vrai en partie. Mais il est aussi possible que les investissements mirifiques promis aux Etats-Unis depuis un an fondent, en conséquence de la guerre.

Donald Trump a remercié ces pays dans son allocution. Il a aussi tenté de rassurer les Américains, au sujet du prix de l'essence. Mais il était stupéfiant de l'entendre énumérer, en conclusion, la durée des engagements militaires des Etats-Unis, de la première guerre mondiale jusqu'à l'Irak, en passant par le Vietnam. Une durée qui se comptait en années. Il n'y avait rien de rassurant à entendre le milliardaire qualifier « *Fureur épique* » de « *vrai investissement* » dans l'avenir des enfants américains.

Guerre en Iran : le discours de Donald Trump éloigné de la réalité

Un gouffre béant est apparu, le 1^{er} avril, entre la démonstration d'autosatisfaction du président des Etats-Unis et la réalité créée par le conflit qu'il a déclenché. La seule solution militaire ne parviendra pas à dissuader durablement un régime iranien galvanisé par sa résistance.

Plus d'un mois après le déclenchement de la guerre contre l'Iran par les Etats-Unis et Israël, Donald Trump a jugé nécessaire, le 1^{er} avril, de prendre la parole dans le cadre solennel des allocutions de début de soirée. Le président des Etats-Unis a tenté d'expliquer avec retard les raisons d'un conflit dont les répercussions économiques s'étendent à l'ensemble de la planète. S'il voulait rassurer, l'exercice s'est avéré un échec au vu des premières réactions des marchés.

Il y avait pourtant urgence. Cette guerre à laquelle il n'avait pas préparé son opinion publique a été, dès le début, impopulaire aux Etats-Unis. Parce qu'elle ressemble trait pour trait aux interventions militaires qu'il avait stigmatisées par le passé, la défiance ne fait que grandir. Pour de bonnes raisons : aucune menace immédiate ne la justifiait, et l'un de ses objectifs, le programme nucléaire iranien, avait déjà été déclaré « *anéanti* » par le président lui-même au terme de la première attaque israélo-américaine de juin 2025.

Depuis le premier jour de cette guerre de choix, le 28 février, la suprématie incontestable des forces armées américaines et israéliennes et les bombardements de haute intensité auxquels l'Iran a été



Donald Trump, avant son discours télévisé sur le conflit au Moyen-Orient, à la Maison Blanche, à Washington, le 1^{er} avril 2026. ALEX BRANDON/AFP

soumis ont produit un affaiblissement militaire historique du régime de Téhéran. En bloquant en représailles le détroit d'Ormuz, stratégique pour l'économie mondiale, ce dernier est cependant parvenu à transformer en début de borborygme ce que Donald Trump, aveuglé par le succès de l'opération conduite au Venezuela le 2 janvier, a qualifié de « *petite excursion* ».

Mercredi, le président des Etats-Unis s'est montré incapable d'expliquer avec clarté comment s'en extraire. Semblant exclure des opérations d'ampleur au sol, il a annoncé une mission presque accomplie, nécessitant encore « *deux ou trois semaines* » de frappes massives. Elles ramèneront l'Iran, a-t-il dit, « *à l'âge de pierre* », comme s'il s'agissait d'un nouvel objectif passant par la destruction des

infrastructures civiles du pays, ce qui constituerait des crimes de guerre.

Donald Trump a écarté le changement de régime évoqué il y a un mois et tant espéré par des Iraniens pris en étau entre les bombardements et l'oppression à laquelle ils font face. Il s'est enfin lavé les mains du blocage pourtant prévisible d'Ormuz, auquel il a grandement contribué en assurant que les pays affectés n'avaient qu'à s'en débrouiller.

Un gouffre béant est donc apparu entre la démonstration d'autosatisfaction du président des Etats-Unis et la réalité créée par sa guerre. La résilience du régime n'a pas été anticipée, pas plus que la capacité de nuisance des drones iraniens. La voie de la diplomatie a été enterrée pour longtemps sous les bombes

américaines et israéliennes. Et la seule solution militaire ne parviendra pas à dissuader durablement un régime iranien galvanisé par sa résistance, au prix de la destruction de son pays, de reconstruire ses capacités balistiques et de relancer un programme nucléaire échappant à toute forme de contrôle international.

Si cette guerre tournait aussi bien à l'avantage des Etats-Unis qu'il l'affirme, le président se serait d'ailleurs épargné une quête aussi désordonnée que vaine d'un bouc émissaire. Les critiques dont il abreuve l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord en sont la preuve la plus manifeste. L'Alliance transatlantique n'a pourtant jamais eu pour mission de réparer les erreurs stratégiques commises par l'un de ses membres, fût-il le plus puissant.

The New York Times April 2, 2026

After Sting Operation, Cousin of Bashar al-Assad Convicted in Arms for Drugs Deal

The cousin, Antoine Kassis, was found guilty of conspiracy to support a terrorist group, after trying to sell weapons from the fallen regime to a Colombian militia.

A drug-running cousin of the former Syrian dictator Bashar al-Assad was convicted last week in a federal court in Virginia of plotting to trade military-grade weapons for a shipping container's worth of Colombian cocaine — all under the guise of fruit sales.

The trial of the cousin, Antoine Kassis, 59, further exposed how the Assad regime, racked by international sanctions and a yearslong civil war, padded its coffers with criminal schemes and lined the pockets of family members, before its overthrow in 2024.

His plan, exposed in a U.S. sting operation, sought to trade Syria's Russian- and Iranian-made weapons to a Latin American militia, confirming widespread fears that the Assad-era arsenal could fall into criminal hands.

Mr. Kassis played a key role, the court was told, in connecting criminal and terrorist groups in the Middle East with those in Latin America.

Prosecutors said he had worked in an Assad family business out of Lebanon, where he helped fund his cousin's brutal regime by trafficking drugs and weapons and had ties with Hezbollah. From there, he also partnered with General Maher al-Assad, a brother of Bashar al-Assad and the former head of Syria's Fourth Armored Division,

which turned illegal amphetamine production into Syria's top export.

Long before Mr. Assad was ousted, Mr. Kassis was in talks with money launderers with ties to Mexico's Sinaloa Cartel and the South American guerrilla group the National Liberation Army, known by the Spanish acronym E.L.N. The group, which operates out of Colombia and Venezuela and seeks the overthrow of the Colombian government, has been designated a terrorist organization by the United States.

Mr. Kassis and his E.L.N. contacts set in motion a plan to send cocaine from Colombia to Syria in a shipping container ostensibly filled with fruit, according to court documents.

The goal, prosecutors said, was to exchange the drugs in the Middle East for weapons for the E.L.N. The plotters met in Turkey in the fall of 2024, and Mr. Kassis kept negotiating the deal in the following weeks even after rebel forces closed in on Damascus and Mr. Assad fled to Russia.

Mr. Kassis was unaware that he was being set up in a sting operation by American law enforcement agents.

Abandoned Syrian army mortar rounds at Aleppo airport in 2024. Ivor Prickett for The New York Times

An undercover confidential source for the Drug Enforce-

ment Administration, who testified at trial and identified herself only as Selma, said she had infiltrated Mr. Kassis's network through money launderers working for the E.L.N.

The D.E.A. did not respond to a request for comment. The Department of Justice declined to comment.

Selma testified that after the Assad regime fell, Mr. Kassis grew impatient. She said he assured his E.L.N. contacts that he had "all the toys and quantities you need" and that he had not "run away" like others.

Last year, Mr. Kassis traveled to Kenya to finalize aspects of the deal. While there, he signed a contract to import a shipping container, ostensibly full of fruit, from Colombia to Syria's Port of Latakia. It would contain 500 kilograms of cocaine, according to prosecutors. In exchange, they said, he offered assault rifles, machine guns, missiles, mortars, grenades, drones and more.

The bricks of cocaine would be marked with a dragon symbol matching a bracelet Mr. Kassis wore so that he could identify his shipment at the Syrian port. But before any of that could happen, Mr. Kassis was arrested by the police in Nairobi and extradited to the United States. There, he was charged with narco-terrorism conspiracy and conspiring to provide material

support for a foreign terrorist organization.

Evidence at trial demonstrated that his co-conspirators had moved nearly \$100 million in less than 18 months on behalf of the Sinaloa Cartel, Hamas, and others. The E.L.N. co-conspirators are awaiting extradition from Colombia.

At trial, Mr. Kassis's attorney argued that his client did not know what was being planned, given that many of the conversations between the alleged conspirators were in Spanish. Jurors rejected the claim, finding him guilty after several hours of deliberation.

Mr. Kassis is set to be sentenced in July and faces a sentence of 20 years to life, according to prosecutors. His attorney did not respond to requests for comment.

"For someone that senior to have been arrested and put on trial is a huge deal," said Mouaz Moustafa, who heads the Syrian Emergency Task Force, a Washington-based nonprofit.

"This is an active guy, well entrenched with Assad remnants and Hezbollah," Mr. Moustafa said. The conviction represents a small measure of accountability for some of the crimes perpetrated by the Assad regime, he said, and helped to expose the ties binding global crime rings.

The New York Times

Ben Hubbard, Laura Boushnak
April 3, 2026

In Syria, Kidnappings of Women and Girls Fuel a Minority Group's Fears

A 16-year-old girl who said she was kidnapped and raped, and later found out she was pregnant.

In Syria, Kidnappings of Women and Girls Fuel a Minority Group's Fears

A Times investigation found that abductions of women and girls from Syria's Alawite minority were more common, and more brutal, than the government has acknowledged.

A 16-year-old girl who said she was kidnapped and raped, and later found out she was pregnant. Credit...

Ben Hubbard and Laura Boushnak met with and spoke to dozens of people with direct knowledge of kidnapping cases, including women and girls who had returned home.

A 16-year-old girl left her home in northwest Syria last May to visit a shop and disappeared.

Weeks later, an anonymous stranger phoned her distraught family and said that he had the teenager and would let her go if they paid thousands of dollars in ransom, according to four people involved in her case.

The family paid the ransom and the girl returned in August, more than 100 days after she had been kidnapped. She told confidants that she had been held in a dank basement and was regularly drugged and raped by strangers, the four people said.

A medical exam turned up yet another shock: She came home pregnant.

Since rebels ousted the dictator Bashar al-Assad in late 2024, panicked families and activists trying to help have regularly sounded the alarm on social



A Times investigation found that abductions of women and girls from Syria's Alawite minority were more common, and more brutal, than the government has acknowledged.

media that women and girls from Syria's Alawite minority have mysteriously disappeared or been kidnapped. Many fear that their sect is being targeted as retribution for the brutality of Mr. al-Assad, who also belongs to the Alawite sect, an offshoot of Shiite Islam.

The government has denied that Alawite women and girls are being targeted by kidnappers, saying that it has confirmed only one such case.

The Times verified the kidnappings of 13 Alawite women and girls, in addition to one man and one boy. Five said they had been raped. Two came home pregnant.

The family of one woman said it sent \$17,000 to kidnappers who never released her, and provided screenshots of ransom demands and the money

transfers. A 24-year-old said she had been held for three weeks in a filthy room where men raped her, beat her, shaved her head and eyebrows and cut her with razor blades. Her relatives also paid the kidnappers and in this case secured her release, according to four people involved in her case.

Syrian activists say they know of scores of such kidnappings but details are difficult to confirm because victims and their families are too scared to talk.

Most people who spoke with the Times did so on condition of anonymity for fear of reprisals from the government or the kidnappers. The Times is not identifying most of those who were kidnapped for the same reason.

The Times corroborated

accounts from people who had been kidnapped and their relatives, as well as through social media posts announcing when they were taken and returned, ransom messages sent by kidnappers and interviews with medical and aid workers who spoke with the abductees after their release.

The kidnappings took place against a backdrop of deep distrust between the Alawites, who make up about one-tenth of Syria's population, and the new government. Mr. al-Assad relied heavily on his sect in his military and security services while in power.

That led many of the Sunni Muslim former rebels who now run Syria to associate the Alawites with the ousted regime.

Last March, that anger fueled [days of sectarian violence](#) in

northwestern Syria that left about 1,400 people dead, according to a [U.N. investigation](#). The inquiry found that some government security forces had participated in the killing, leaving many Alawites afraid of them.

Many of the kidnapped women and girls, along with their relatives, said the government had failed to take their cases seriously.

Nour al-Din Baba, the Interior Ministry spokesman, said in an interview that he could not respond to The Times' findings unless it provided the names for the cases it had verified, which The Times declined to do. He said that pregnancies did not prove kidnappings and that ransom messages could be fabricated.

"For all of those ransoms, where is the proof?" he said.

He added that he stood by a government investigation released in November that examined 42 reported kidnappings and found that only one of them was "real."

In the other cases, he said, the women were involved in prostitution or other crimes, ran away with lovers or fled domestic troubles. They and their families, he said, then claimed they had been kidnapped to avoid social stigma.

The kidnap victims and their relatives painted a very different picture, one of women and girls grabbed off the street by armed men near their homes or while running errands.

They reported being taken by fellow Syrians or by foreign jihadists who had come to Syria during the country's 13-year civil war, hoping to establish an Islamic state. Many women and girls reported that their captors had insulted Alawites,

saying they deemed them permissible to rob and rape — a view propagated by Islamist extremists.

One 33-year-old was kidnapped by four armed men last summer, according to the woman and two others involved in her case said. Like other abductees, she recalled her captors asking whether she was Alawite. She said yes and they replied that they were "going to have a good time," she recalled.

"They wanted to humiliate the Alawites," she said.

Rima Flihan, the executive director of the [Syrian Feminist Lobby](#), a nonprofit organization that has tracked kidnapping cases, said sectarian revenge drove the abductions.

"It is systematic and it is targeting this community," she said. "They are trying to make the community vulnerable."

The Times also documented five cases of Alawite women who had disappeared and remain missing, although it was not possible to determine whether they had been abducted.

One of them, Etab Jadid, 41, disappeared in May after buying ice cream near Syria's Mediterranean coast, according to her mother, Rabiha Shabbah. The family had reported her disappearance to the police but had received no updates and have not been contacted by any kidnappers.

The Times could not independently confirm all the details of the cases. But they overlapped with or bore striking similarities to others documented by rights groups. [Amnesty International](#) said in July that it had credible reports of 36 similar kidnappings and had documented eight cases.

In August, a [U.N. commission](#) said it had documented six such

cases and received "credible reports" of dozens more that it was still investigating.

The Syrian Feminist Lobby has counted 80 Alawite women and girls who have disappeared since early 2025, Ms. Flihan said. Twenty-six of the cases were confirmed kidnappings, including of women who suffered physical or psychological abuse, she said.

Ten have returned home, three are still missing and the status of the other 13 remains unclear, she said, adding that the government had not supported those who had returned.

"They are more shaming the women than seeing them as survivors," she said.

All of the families that spoke to The Times said they had reported their cases to the security forces. While some dealt with sympathetic officers, many said the security personnel had been dismissive or accused the missing women and girls, without evidence, of using drugs or running away with their boyfriends.

Some security officers told the families of those who had returned to lie about what had happened.

Walaal Ismael, 24, said she was abducted near the university where she was studying in the central city of Homs in May. Her captors demanded a ransom of \$15,000 but let her go after activists spread news of her disappearance online and her widowed mother told her captors that she could not pay.

Ms. Ismael described her kidnappers as criminals motivated by money, not sectarianism. After she returned, she said, security officers told her family to say that she had been visiting a friend.

"I said no," her mother, Iktimal Salameh, recalled. "I put out a

video to tell everyone what happened."

In an interview, a police investigator who spoke on condition of anonymity because he was not authorized to talk to journalists, said he had worked on 10 reported kidnappings and that nine of them had been "fake." One was real, and the woman had come home pregnant.

"It destroyed her life," he said.

Many of the women and girls who have returned said they suffer from trauma that has disrupted their educations, careers and sleep. Some have separated from their husbands and a few have fled Syria, fearing their kidnappers could come for them again.

One 19-year-old was held for a few days last summer by a foreign jihadist, she and three others with knowledge of her case said. Since then, she said, she had been depressed, lost her love of sports and abandoned her plans to go to university.

"I used to go out with my friends, but now I don't want to leave the room," she said. "I'm scared of the people around me."

The pregnant 16-year-old told confidants that her captors had given her sleeping pills and allowed strangers to rape her. She was released for a ransom of about \$2,500 and returned to her family, poor farm laborers.

Abortion is illegal in Syria, even in cases of rape. She wanted to keep the baby anyway.

"It is my child," she said. "What did it do wrong?"

In February, she gave birth to a healthy baby girl.

[Ben Hubbard](#) is the Istanbul bureau chief, covering Turkey and the surrounding region.

franceinfo:

03 avril 2026

Les Etats-Unis frappent le plus grand pont d'Iran et menacent d'autres infrastructures civiles

En Iran, un gigantesque pont a été détruit jeudi par les Américains. Un passage très stratégique pour l'économie du pays. Donald Trump a diffusé les images sur son réseau social.

Le pont de Karaj était le plus grand d'Iran, selon Donald Trump. Il a été détruit lors d'une frappe qui a fait huit morts, selon les médias iraniens. Le président américain a partagé jeudi 2 avril des images et s'est félicité de l'at-

taque, [annonçant de nouvelles destructions](#)(Nouvelle fenêtre) : «Les ponts sont les prochains, puis les centrales électriques.»

À Téhéran (Iran), des chiens renifleurs sont à la recherche de survivants sous les débris d'un immeuble résidentiel, d'après les informations du Croissant-Rouge iranien. Jeudi soir, le ministre des Affaires étrangères iranien a répondu à Donald Trump. «Frapper des infrastructures

civiles, y compris des ponts inachevés, ne poussera pas les Iraniens à se rendre», a déclaré Abbas Araghchi.

Rien ne laisse penser que la riposte iranienne faiblit. Au Koweït, une raffinerie a pris feu. Vendredi matin en Israël, plusieurs attaques ont été entendues mais elles n'ont fait aucune victime, selon les secours. Jeudi, dans le centre du pays, une frappe a détruit un entrepôt, formant un immense cratère, tout près d'un

quartier résidentiel.

Le détroit d'Ormuz reste largement bloqué. Mais jeudi, un porte-conteneurs appartenant au groupe français CMA CGM a traversé le détroit. Il s'agit du seul passage connu d'un navire d'un grand groupe européen. Pour débloquer la situation, l'armée américaine n'exclut toujours pas une opération terrestre et diffuse, jeudi, des photos de soldats à l'entraînement.

LE FIGARO

3 avril 2026

L'inflation en Turquie a ralenti à 30,9% sur un an en mars

L'inflation en [Turquie](#) a ralenti à 30,9% sur un an en mars, contre 31,5% en février, selon les données officielles publiées vendredi. Sur un mois, la hausse des prix à la consommation a atteint 1,94% (contre 2,96% en février), selon l'institut statistique turc (Tüik). Les princi-

pales hausses des prix ont concerné l'éducation (+52%), le logement (+42,1%) et les transports (+34,4%), a indiqué l'institut.

Ces chiffres officiels sont néanmoins contestés par un groupe d'économistes (Enag), qui estiment que la

hausse des prix à la consommation a atteint en mars 54,62% sur l'année. La Chambre de commerce et d'industrie d'Istanbul a estimé de son côté que l'inflation sur douze mois a atteint 37,7% dans la capitale économique turque. La banque centrale turque avait relevé en février

- avant le début de la [guerre au Moyen-Orient](#) - ses prévisions d'inflation, estimant que celle-ci se situerait entre 15% et 21% en fin d'année, alors qu'elle tablait auparavant sur une inflation entre 13% et 19%.



April 04, 2026

Kurdistan Region hit by 638 drones, missiles since start of Iran war

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region has come under 638 drone and missile attacks since the start of the war between the United States, Israel, and Iran on February 28, leaving 14 people dead and 93 others injured, according to Rudaw's monitoring on Saturday.

The majority of the attacks have targeted Erbil and its surroundings, underscoring the province's strategic importance and its vulnerability amid escalating regional tensions.

Since the outbreak of the conflict, the Kurdistan Region has faced near-daily aerial threats, with a total of 635 drones and missiles recorded earlier, rising to 638 by noon on April 4. More than 500 of those projectiles were directed at Erbil alone.

By province, the attacks break down as follows:

Erbil province: 507 drones and missiles

Sulaimani province: 104 drones and missiles

Duhok province: 25 drones and missiles

Halabja province: 2 drones



Aftermath of a drone attack in Erbil. Photo: Rudaw

The attacks come amid a wider regional escalation, as Iran and its allies exchange fire with US and Israeli forces. The Kurdistan Region, long seen as a relatively stable part of Iraq, has increasingly found itself caught in the crossfire.

Despite the intensity of the strikes, many incoming drones and missiles have been intercepted before reaching their targets, particularly around Erbil International Airport, where coalition forces are stationed. However, several attacks have still re-

sulted in casualties and material damage.

Seven drones were intercepted in the early hours of Saturday near Erbil International Airport.

Loud explosions were also reported in multiple areas. In Koya, an explosion was heard but its nature remains unclear. In the Choman district within the Soran administration, three blasts were recorded, with a senior official saying the projectiles likely fell in open areas and may have

originated from across the Iranian border.

Another large explosion was heard in Sulaimani around 3:00 am, though authorities have yet to confirm whether it was caused by a drone or a missile.

On Friday evening, seven missiles and two drones targeted Azadi Camp in Koya district, according to a source from the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), though no casualties were reported.

L'Irak déstabilisé par les attaques des milices chiites pro-iraniennes sur son territoire

Les autorités irakiennes, en coordination avec le Bureau fédéral d'enquête américain (FBI), ont entamé des négociations avec les ravisseurs de la journaliste américaine Shelly Kitleson, ont confirmé au *Monde* des sources ayant requis l'anonymat. La journaliste indépendante de 49 ans, qui couvre le Moyen-Orient depuis quinze ans, notamment pour le journal en ligne *Al-Monitor*, a été enlevée en plein jour, dans le centre de Bagdad, mardi 31 mars.

L'enlèvement n'a pas été revendiqué. Dylan Johnson, le secrétaire d'Etat adjoint aux affaires internationales des Etats-Unis, a déclaré qu'une personne soupçonnée d'être impliquée dans l'enlèvement, capturée et détenue par les autorités irakiennes, appartenait à la 45^e brigade des unités de la Mobilisation populaire (MP), liée à la milice chiite Kataeb Hezbollah (« Brigades du Hezbollah »). [Cette milice, proche de l'Iran, avait déjà enlevé en mars 2023, et détenu pendant neuf cent trois jours, la chercheuse israélo-russe Elizaveth Tsurkov.](#)

Les ravisseurs réclament la libération de membres de la milice arrêtés pour avoir mené des attaques contre des intérêts américains dans la région. « *L'enlèvement est un instrument à faible coût, qui engendre des gains importants. Il est utilisé comme moyen de pression vis-à-vis des Américains et de l'Etat irakien, car ces factions armées n'ont pas les moyens de jouer un rôle central dans la guerre entre l'Iran, les*



La milice pro-iranienne Kataeb Hezbollah (« Brigades du Hezbollah »), lors des funérailles d'un de leurs membres, tué par une frappe américaine à Al-Qaïm, près de la frontière syrienne. A Nadjaf, le 19 mars 2026. QASSEM AL-KAABI/AFP

Etats-Unis et Israël », estime Maria Luisa Fantappie, responsable du programme Méditerranée, Moyen-Orient et Afrique à l'Institut des affaires internationales de Rome.

Après le début des frappes américano-israéliennes contre l'Iran, le 28 février, les milices chiites irakiennes étroitement liées à Téhéran – les Kataeb Hezbollah, le mouvement Al-Nujaba et les Kataeb Sayyid Al-Shuhada –, réunies sous l'étendard de la Résistance islamique en Irak, sont entrées en guerre aux côtés de l'Iran. Depuis octobre 2023, elles observaient une retenue pour ne pas entraîner l'Irak dans la confrontation entre l'Iran et Israël, en extension de la guerre dans la bande de Gaza. « *Leur calcul a changé, car l'Iran mène une bataille existentielle. Il y a une ambition commune*

d'augmenter le coût de la guerre pour les Américains, note Inna Rudolf, chercheuse associée au Centre pour la stratégie étatique et la sécurité nationale du King's College, à Londres. *Et leur tolérance au risque augmente exponentiellement avec la perception qu'elles mènent une guerre existentielle.* »

Installations diplomatiques américaines visées

Les milices chiites irakiennes ont lancé des attaques contre les intérêts américains et étrangers dans le pays – [dont la France, qui a perdu un militaire](#), Arnaud Frion, le 13 mars, au Kurdistan irakien –, contre des hôtels, des champs pétroliers, des raffineries et des zones résidentielles.

Dans la nuit du samedi 4 au

dimanche 5 avril, elles ont également mené deux attaques contre des installations diplomatiques américaines en Irak, a expliqué, dimanche, l'ambassade des Etats-Unis à Bagdad, évoquant « *une tentative d'assassinat de diplomates américains* ». Elles ont aussi mené des attaques en Syrie, en Jordanie, à Bahreïn et au Koweït. Les Etats-Unis et Israël ont répondu par des frappes aériennes, qui ont fait des dizaines de morts parmi ces milices, dont le porte-parole et responsable sécuritaire des Kataeb Hezbollah, Abou Ali Al-Askari, le 14 mars.

Cette confrontation plonge les autorités de Bagdad dans l'embarras. Les relations avec Washington, un partenaire stratégique dont elles dépendent financièrement,

sont de plus en plus tendues. Le gouvernement est vexé que son partenaire américain mène des frappes sur son territoire sans le concerter. L'administration américaine accroit, elle, ses pressions sur le premier ministre irakien, Mohammed Chia Al-Soudani, pour qu'il assure la protection de ses bases et de ses représentations diplomatiques en Irak, et surtout qu'il serre la bride de ces groupes armés.

« *Le gouvernement voit sa crédibilité affectée quand des acteurs tels que Kataeb Hezbollah ne rencontrent pas de véritable obstacle. Ils révèlent sa vulnérabilité* », souligne Inna Rudolf. Bagdad exerce une autorité limitée sur ces milices, alors qu'elles sont membres des unités de la MP, une force paragon gouvernementale créée pour lutter contre l'organisation Etat islamique et désormais intégrée aux forces de sécurité. Déjà faible, sa marge de manœuvre s'est encore réduite après les élections législatives de novembre 2025. Le gouvernement ne gère plus que les affaires courantes, alors que l'impasse politique perdure, au sein du camp chiite, pour désigner un nouveau chef de gouvernement.

Position intenable des autorités irakiennes

Les pressions américaines sur le gouvernement Al-Soudani risquent d'accroître les divisions internes. L'offensive israélo-américaine contre

l'Irak est unanimement dénoncée au sein de la majorité chiite. Les partis-milices chiites qui, comme Asaïb Ahl al-Haq, sont devenus influents au sein de l'Etat et de son économie, et prônent la neutralité de l'Etat irakien et le respect de sa souveraineté, sont accusés de trahison par les factions armées liées à l'Irak.

Le 21 mars, ces dernières ont adressé un avertissement à ceux qui voudraient les désarmer en assassinant un officier des renseignements irakiens. « *Certaines demandes relatives aux Brigades du Hezbollah et aux autres milices sont contre-productives. Le gouvernement irakien ne peut pas éjecter des éléments qui sont enkystés dans l'Etat depuis des années* », souligne Maria Luisa Fantappie. Il peut néanmoins, sans aller à la confrontation, prendre des mesures pour restaurer sa crédibilité et sa souveraineté, telles que l'arrestation des auteurs d'attaques.

L'Irak n'est pas une priorité de l'administration Trump, qui n'y a toujours pas nommé d'ambassadeur. « *L'Irak est vu par les Américains uniquement sous le prisme du réseau de menaces iraniennes, abonde Inna Rudolf. Plus les Américains sont impliqués et prennent des coups de la part des acteurs pro-iraniens, moins ils font preuve de patience et de tolérance.* » Mais les frappes qui ont visé, le 24 mars, une clinique et un

centre militaire des unités de la MP à Habaniyé, dans l'ouest du pays, tuant sept soldats et en blessant treize autres, selon le ministère de la défense, ont mis le gouvernement dans une position intenable.

Ultimatum fixé par les milices

« *C'est une humiliation pour le gouvernement de ne pas être capable de défendre sa souveraineté. Les factions armées s'en servent pour justifier leur intervention au nom du droit de se défendre* », poursuit l'experte de l'Irak. Face à l'indignation que cette frappe a suscitée, le chargé d'affaires américain a été convoqué, comme l'a été le chargé d'affaires iranien après une frappe de missile balistique iranienne qui a tué six membres des peshmergas – les combattants kurdes.

Le Conseil national de sécurité, que Mohammed Chia Al-Soudani préside, a autorisé les unités de la MP à exercer leur droit de légitime défense et à riposter à toute attaque contre leurs positions. Cette décision permet au gouvernement de sauver la face, sans réelles conséquences : les unités de la MP n'ont pas les capacités de répliquer. Bagdad et Washington ont annoncé la création d'un comité de coordination de haut niveau pour intensifier leur coopération, afin de prévenir des attaques depuis le sol irakien et de protéger les

forces de sécurité irakiennes et les intérêts américains dans le pays.

Jeudi, à l'expiration d'une trêve décrétée par la milice Kataeb Hezbollah, Washington a alerté sur le risque d'une nouvelle escalade contre les intérêts américains et les institutions irakiennes. La milice chiite avait décrété unilatéralement, le 25 mars, une trêve de cinq jours – reconduite pour cinq autres jours – dans ses attaques contre l'ambassade américaine à Bagdad, conditionnée à l'arrêt des bombardements américano-israéliens en Irak. Elle avait fixé un ultimatum : les forces étrangères doivent quitter le pays sous peine d'escalade.

Les Brigades du Hezbollah « *essaient de limiter l'escalade. C'est un mode de survie, d'autopréservation et une façon de gagner du temps* », après des menaces de représailles massives de la part des Américains en cas de poursuite des attaques les visant, analyse Inna Rudolf. Le retrait des troupes américaines d'Irak (dans le cadre de la fin de la mission de la coalition internationale antidjihadiste dirigée par Washington), planifié pour septembre 2026, et le retrait temporaire des autres troupes étrangères du fait de la guerre leur offrent une voie de sortie. Mais, n'étant plus lié à un agenda purement national, leur engagement dépend de l'issue de la guerre en Iran.

The New York Times April 5, 2026

Iran's Downing of Plane and U.S. Rescue Leave Both Sides Dangerously Emboldened

After Iran shot down a U.S. plane and U.S. forces pulled off a risky ground operation to extricate a stranded airman, both sides claimed victory. That confidence could fuel further escalation.

Iran's downing of an American fighter plane and the dramatic U.S. mission that followed to rescue a stranded airman provides both countries with fodder to claim a victory, but this chapter could end up propelling them toward further escalation.

Iranian state media on Sunday published photographs of a charred American aircraft and declared that the downing of three American aircraft in three days was a triumph of "divine grace." Reposting the picture, Iran's hard-line speaker of Parliament, Mohammad Ghalibaf, said: "If the United States gets three more victories like this, it will be utterly ruined."

From the U.S. perspective, President Trump also emerged emboldened, boasting on Sunday about how American forces were able to pull off a risky ground operation and issuing a crudely worded threat that he would begin striking infrastructure targets.

"Tuesday will be Power Plant Day, and Bridge Day, all wrapped up in one, in Iran. There will be nothing like it!!!" he wrote. Calling Iran's leaders "crazy bastards" and using an expletive, he demanded they open the Strait of Hormuz shipping route, "or you'll be living in Hell — JUST WATCH! Praise be to Allah."

Iran is now one day away from Mr. Trump's ultimatum to strike critical Iranian infrastructure if Tehran does not make a deal with Washington, or open the strategic strait.



An anti-U.S. billboard on Sunday in Tehran showing American aircraft captured in a net. Arash Khamooshi for The New York Times

Attacking bridges or power plants, which could plunge Iran's population of more than 90 million into darkness, would constitute a war crime.

Washington's ally in the war, Israel, has already launched strikes on critical infrastructure, including a [major pharmaceutical plant](#) and its [largest petrochemical complex](#).

Iran has warned it will retaliate by bombarding similar strategic assets in neighboring Gulf countries. Such escalation could be devastating for millions of civilians in the region, and wreak further havoc on the global economy and the already volatile markets.

"Iran's approach is not to yield to these threats. Because if so, Trump will only continue,"

said Sasan Karimi, a political scientist at the University of Tehran and the former deputy vice president for strategy in Iran's previous government. "So Iran will use its maximum capability to retaliate — and not necessarily proportionally, because Iran's infrastructure is vital, and hitting it is a violation of international law. A war crime, actually."

With both sides perceiving themselves as at an advantage, there is currently little hope of making progress on a diplomatic solution to end the crisis, said Ali Vaez, the Iran project director of the International Crisis Group, a research organization. "From this point on, this war will become even more dangerous than it was before," he said. "This is exactly the kind of

escalation trap that results in mission creep — which is if you constantly think that with more targeting and more pressure, you could eventually be able to force the Iranians to capitulate."

A photograph released by Iranian state media and geolocated by The New York Times shows aircraft wreckage in Isfahan Province, Iran. Sepahnews, via Associated Press

Another question is whether the successful rescue operation inside Iran will encourage Mr. Trump to try riskier things, such as sending limited [ground troops](#) onto islands in the Strait of Hormuz or mounting a [special operation](#) to seize Iran's enriched uranium in an effort to cripple its nuclear program.

“It might give the U.S. more confidence that they can do it,” said Farzan Sabet, an analyst of Iran and weapons systems at the Geneva Graduate Institute in Switzerland.

While the successful Iranian strikes have raised doubts about U.S. and Israeli claims of having established “air dominance” over Iranian territory, Mr. Sabet said, U.S. forces may instead conclude they were simply too lax by allowing nonstealth aircraft to fly at low altitudes in a region where they may not have expected Iran to have air defenses.

Yet observers say Iran has now repeatedly shown itself able to strike at U.S. aircraft in ways that should give Washington pause ahead of any further escalation of the war.

Iranian forces have hit a base in Saudi Arabia, striking two U.S. KC-135 aerial refueling planes and destroying an American E-3 early warning detection system. Iran has also been successfully shooting down Israeli and U.S. drones, some military analysts say.

And in retaliation for attacks

on its water, energy, and other infrastructure, it has been launching strikes on similar targets across the Gulf.

“In terms of Iran being able to conduct those offensive operations, what they’ve shown us is that when they — so far, more than a month into the war — when they need to hit a target, they can hit,” Mr. Sabet said.

If U.S. forces were to move forward with the kind of major attacks Mr. Trump has threatened, Iran could respond, depending on what was targeted,

by hitting desalination facilities that could endanger Gulf citizens’ access to fresh water — or by hitting gas and oil installations, which would plunge markets further into turmoil.

Mr. Karimi, the former Iranian official, urged Arab countries in the Gulf to pressure Washington to back down from such a confrontation.

“Whether it is justified or not from their point of view,” he said, “the whole region will be unsafe while Iran is unsafe.”

The New York Times April 5, 2026

A Harrowing Race Against Time to Find a Downed U.S. Airman in Iran

For the Iranians, the Air Force colonel whose fighter jet had been shot down was possible leverage. For the U.S. military, finding him was a moral imperative.

The two crew members ejected from their fighter jet just seconds after it was hit by Iranian fire. The F-15E Strike Eagle, the first fighter jet lost to enemy fire in the war, crashed violently to the ground.

The Air Force officers were deep in hostile territory on Friday morning, alone and armed only with pistols. The plane’s pilot was in “constant communication” with his unit and rescued about six hours later by a force that included attack planes and helicopters that came under heavy fire, military officials said.

But the aircraft’s weapons systems officer was missing. In the chaos of the ejection — a violent, lifesaving maneuver — he had become separated from the pilot, setting off a vast search that became the

primary focus for the U.S. military troops and C.I.A. officers across the entire theater for two days.

This account of the weapons officer’s fight for survival and rescue is based on interviews with about a dozen current and former military and administration officials, who spoke on the condition of anonymity to discuss the sensitive operation.

Surveillance planes and drones combed the area near where the plane had crashed but could not find the weapons officer or any signs that he was alive, a military official briefed on the rescue said.

The military described him as “status unknown,” the official said.

On the ground in Iran, the

downed officer’s mission boiled down to two words: evasion and survival. Surrounded by potential enemies, he hiked up a 7,000-foot ridge-line and wedged himself into a crevice where he hoped he would be safe until American forces found him, U.S. military officials said.

U.S. Central Command was preparing a statement that the plane had gone down and the pilot had been rescued.

But just as they were about to release the statement — about 14 hours after the fighter jet was hit — U.S. officials got a lock on the weapons officer’s location via a beacon he was carrying. Air Force fighter pilots and weapons officers are equipped with beacons and secure communications devices for coordinating with their rescuers. But

they are trained not to signal their location constantly and to restrict use of the beacon, which can be spotted by the enemy, military officials said.

Central Command officials immediately scrapped the statement they were preparing to release. Defense Secretary Pete Hegseth called President Trump and told him that as long as there was a chance that they could find the weapons officer, they needed to keep information about the pilot’s rescue secret.

Iran had launched several search parties, one of which had assembled at the base of the mountain where the weapons officer was hiding. For the Iranians, the downed Air Force colonel was a powerful asset they could use as leverage in high-stakes negotiations with the United

States.

For the U.S. military, which lives by the mantra of “no man left behind,” finding the downed officer was a moral imperative.

Battered by the force from his ejection, the weapons officer waited. He knew that both U.S. and Iranian forces were racing to find him.

A military official described the weapons officer’s signaling as intermittent. The first task for the military was making sure that the person signaling was the weapons officer and not someone in Iran who had found his equipment.

At its campus in Langley, Va., the C.I.A. was developing a deception plan to buy the U.S. military and the airman some time. They spread word in Iran that the airman had been found and was being moved out of the country in a ground convoy. The hope was that the Iranians would shift their search from the place where the airman was thought to be and focus instead on the roads out of the region.

The C.I.A. operation appeared to cause confusion among the Iranian forces hunting for the airman, according to a senior administration official.

The Iranians, however, intensified their search, calling on the public via the state’s primary broadcaster to capture the “enemy’s pilot or pilots” and turn them over alive to security forces for a reward.

On Saturday morning, Mr. Trump was escalating his threats against Iran, vowing to blow up the country’s electrical infrastructure unless its leaders opened the Strait of Hormuz to all traffic. “Time is running out — 48 hours before all Hell will reign down on them,” Mr. Trump wrote on social media.

At that moment, U.S. military officials were in the final stages

of preparing a vast and complex rescue mission that involved about 100 Special Operations forces, led by elements of SEAL Team 6, with Delta Force commandos and Army Rangers on standby if needed. A far larger conventional force made up of helicopters, surveillance planes, fighters and aerial tankers was readied to provide support.

A U.S. military official said it took hours to get the weapons officer’s location and determine that it was him. Military officials were assisted by the C.I.A., which used a special piece of technology unique to the agency to locate the airman hiding in the mountain crevice and confirm his identity. U.S. and Israeli officials gathered intelligence to determine if the airman was alone, surrounded by Iranians or had been captured.

Once they determined the airman was alone, senior military officials waited until dark to launch a rescue mission. Special Operations helicopters, loaded with commandos, raced to the remote mountain site where he was waiting.

A senior U.S. official described the rescue mission as one of the most challenging and complex in the history of U.S. Special Operations. The commandos had to contend with the mountainous terrain, the Iranian forces that they assumed would rush to attack them and the injured airman’s health, which remained uncertain.

As the commandos landed on the objective, U.S. and Israeli warplanes dropped bombs whose bright orange blasts lit up the silhouettes of the surrounding mountains. From his hiding place, the weapons officer alerted his rescuers to the areas they should target for strikes, where he could see Iranians advancing, one senior military official

said. The commandos fired their weapons ferociously to keep any Iranians in the area from advancing toward them.

But they did not engage in a firefight with enemy forces. U.S. officials described the territory where the airman was hiding as strongly opposed to the Iranian regime and said it was unclear how close Iranian forces ever got to the site.

He was rushed to a helicopter that whisked him off to a sandy, austere airstrip inside Iran that Special Operations forces had previously developed for possible rescues or other contingencies.

The plan was to immediately load the airman and the rescue force onto two C-130 aircraft that were supposed to carry them out of danger to an airfield in Kuwait. But, in a final twist, the nose gear of at least one, and possibly both, of those planes got stuck in the sandy dirt at the airstrip, military officials said.

Hours passed. Efforts to free the stuck wheels failed, so the commandos called in three replacement aircraft.

Officials in the Pentagon and at Central Command waited anxiously. The success of a dangerous mission, which had seemed nearly complete, was suddenly once again uncertain.

Eventually the commandos and the injured weapons system operator were reloaded onto three newly arrived replacement aircraft. After the rescue team left, American warplanes bombed the two disabled planes and four MH-6 Special Operations helicopters rather than let them fall into Iranian hands.

An image shared by Iranian state television purporting to show U.S. aircraft destroyed during the mission to find a stranded airman in Iran. Social Media/UGC, via Reuters

As the sun was rising, the three planes launched in succession from the remote airstrip. The plane carrying the rescued airman went first followed by the others.

When word reached the White House that the aircraft had cleared Iranian airspace, Mr. Trump announced the mission’s success.

“WE GOT HIM!,” Mr. Trump exclaimed in a social media post a few minutes after midnight in Washington. “This brave Warrior was behind enemy lines in the treacherous mountains of Iran, being hunted down by our enemies, who were getting closer and closer by the hour.”

The rescued officer had “sustained injuries,” Mr. Trump wrote, but would be “just fine.”

All of the commandos were safe and accounted for. There were no U.S. casualties.

The moment of celebration seemed to pass quickly for Mr. Trump, who on Easter Sunday morning returned to the reality of an unpopular war for which he seemed to have no clear exit strategy. The airman was safe, but the Strait of Hormuz was still in Iranian control, imperiling as much as 20 percent of the world’s oil supply and the global economy.

Mr. Trump had tried bullying America’s allies in Europe and Asia to come to his aid, but his entreaties were ignored.

So he threatened Iran’s leaders in an angry and profane social media message. “Tuesday will be Power Plant Day, and Bridge Day, all wrapped up in one, in Iran. There will be nothing like it!!!,” Mr. Trump wrote. “Open the Fuckin’ Strait, you crazy bastards, or you’ll be living in Hell — JUST WATCH! Praise be to Allah. President DONALD J. TRUMP.”



April 06, 2026

Peshmerga ministry says four drones targeted bases, warns of response

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Region's Peshmerga ministry said Monday that "outlaw terrorist groups" carried out drone attacks on its bases in multiple locations, warning it may change its restrained stance if Baghdad fails to act.

For weeks, the Kurdistan Region has been caught in the crosshairs of the Iran-Israel-US conflict, with Iraqi pro-Iran armed groups aligned with the Tehran-led "Axis of Resistance" carrying out hundreds of strikes on alleged American targets in the Region since the onset of the conflict on February 28.

"This series of attacks is carried out openly before the eyes of the Iraqi army and security forces in the Kurdistan Region and Peshmerga force headquarters, and they have had many casualties and material losses," the ministry said.

On March 24, an Iranian ballistic missile attack killed six Peshmerga fighters and injured dozens more in Erbil province. Earlier, three Pesh-



Kurdistan Region's Peshmerga forces. Photo: Bilind T. Abdullah / Rudaw

merga fighters were wounded in two separate drone attacks on bases in Sulaimani and Erbil, according to a ministry statement.

The ministry added that the federal government, Iraqi Prime Minister Mohammed Shia' al-Sudani, the Joint Operations Command, and other security institutions "have had no serious position

to prevent these terrorist and destructive attacks."

It said the Peshmerga forces have so far "restrained" themselves but "will be forced to have a different position" if the federal government does not take action.

Coalition forces in Erbil have intercepted most of the attacks, which have included

one-way drones, tactical ballistic missiles, and cruise missiles. According to Rudaw monitoring, the Kurdistan Region has been hit by 638 drone and missile attacks since the start of the war, leaving 14 people dead and 93 others injured. Of these, 507 targeted Erbil province, 104 Sulaimani, 25 Duhok, and two Halabja.

The New York Times

Tyler Pager and Erika Solomon
April 6, 2026

Trump Says Iran Proposal Isn't Enough to Stop Attacks on Bridges and Power Plants

President Trump has told Iran it must open the Strait of Hormuz by 8 p.m. Tuesday or face the consequences, although he has delayed previous deadlines.

President Trump said on Monday that a cease-fire proposal put forth by mediators between the United States and Iran was a "significant step," but he warned that it was "not good enough" as his deadline of Tuesday evening for a deal approached.

Iran, for its part, rejected any proposal for a cease-fire, mandating that any peace plan include a complete end of hostilities. Diplomatic talks coordinated by Pakistan and other regional countries were continuing, officials said, even as there appeared to be little agreement on what any cessation of hostilities would look like.

If Iran does not agree to re-open the Strait of Hormuz by Tuesday at 8 p.m. Eastern time, Mr. Trump has threatened to launch a massive attack targeting bridges, power plants and other civilian facilities that would, in his words, send Iran "back to the Stone Ages." But the president has also extended self-imposed deadlines in recent weeks, and diplomats around the world were asking whether Mr. Trump would find an off-ramp again or if he would follow through this time with what could be a gigantic conflagration.

"We have a plan, because of the power of our military, where every bridge in Iran will be decimated by 12 o'clock tomorrow night, where every power plant in Iran will be out of business, burning, exploding and never to be used



Damaged buildings in Tehran. President Trump said on Monday that the United States would consider helping to rebuild Iran if they can strike a deal. Arash Khamooshi for The New York Times

again," Mr. Trump told reporters at the White House on Monday afternoon. "I mean complete demolition by 12 o'clock."

The White House has refused to answer questions about the specifics of the proposals, saying only that Mr. Trump was weighing his options.

The president brushed off a question about the possibility that U.S. attacks on Iran's civilian infrastructure could amount to war crimes. Iran said it would retaliate forcefully if Mr. Trump carried out his threatened attacks.

"If attacks on civilian targets are repeated, the subsequent phases of our offensive and retaliatory operations will be carried out much more crush-

ingly and extensively," Ebrahim Zolfaghari, an Iranian military spokesman, said on Monday.

The president said the United States did not want to go down that route and would consider helping to rebuild Iran if they can strike a deal. He said the United States was working with an "active, willing participant on the other side."

"They have till tomorrow," he said. "Now we'll see what happens. I can tell you they're negotiating we think in good faith. We're going to find out."

Mr. Trump said Vice President JD Vance; Steve Witkoff, his special envoy; and Jared Kushner, his son-in-law, were all involved in the negoti-

ations. Mr. Vance, who is expected to participate in any face-to-face talks if they occur, arrived in Hungary on Tuesday to show support for Prime Minister Viktor Orban. Officials have said he may adjust his trip for negotiations if Iranian officials agreed to meet.

But officials said there was very limited direct contact between the two sides, with Pakistan serving as the key mediator. Mr. Trump lamented that one of the main challenges in the negotiations was Iran's lack of communication.

Pakistan and other regional allies have put forth a proposal for a 45-day cease-fire, but Iran rejected any temporary pause in fighting and

White House officials said Mr. Trump has not signed off on the proposal.

Iran has conveyed to Pakistan its own proposal to end the war consisting of 10 points, according to Iranian state media. The state news agency IRNA indicated the proposal was made after “the developments over Saturday and Sunday in western and central Iran,” which it described as the “catastrophic failure” of a U.S. operation. An Air Force officer whose fighter jet had been shot down by Iran was rescued by U.S. Special Operations forces in

a risky mission on Saturday. Iranian state media has not detailed the entirety of the proposal, but it has noted some conditions or topics that were included. Among them, it said, was a protocol for safe passage through the Strait of Hormuz. It also outlined Iranian demands for lifting sanctions and for reconstruction.

One regional Arab security official involved in the diplomatic exchanges with Iran confirmed that the country was demanding a complete end to hostilities that offered guarantees the war would not be restarted, a complete lifting

of sanctions with guarantees ensuring they could not be reinstated and compensation for destruction caused in the war.

Photographing bulk carriers anchored in Muscat, Oman, near the Strait of Hormuz, last month. Elke Scholiers/Getty Amir Mousawi, a former Iranian diplomat based between Baghdad and Tehran, said Iran also proposed running the Strait of Hormuz “under joint Iranian-Omani administration.”

The Omani Foreign Ministry has confirmed talks with Iran

about reopening the strait. Mr. Mousawi, who was briefed on the plan, added that it called for formally ending the war through an act approved by Congress, and that it called on the United States to offer war compensation that “must be approved by the U.S. Congress and the United Nations.”

“These conditions would have to be approved by Congress, and ensuring their implementation must be guaranteed under an international-American umbrella, because they do not trust Trump and his administration,” he said.



April.07,2026

Kurdistan hit by over 20 attacks in 24 hours, 17 target Erbil

ERBIL, Kurdistan Region - Seven attacks struck the borders of Erbil and its southeastern Koya district within two hours on Monday, a provincial security source told Rudaw, as Rudaw tracking shows the Kurdistan Region endured 21 attacks in the past 24 hours alone.

The source, speaking anonymously due to the sensitivity of the matter, said that “between 3:00 pm and 5:00 pm [Monday], seven attacks took place,” adding that “five targeted Erbil city, while two were directed at Koya district.”

Air defenses intercepted the

projectiles aimed at the capital. “Five drones and missiles” were used in the attacks, but “were intercepted in the air and caused no damage,” the source explained. The attacks are claimed to be part of Iran’s multifront response to the joint US-Israeli military campaign that began against Tehran in late February.

The US Central Command (CENTCOM) reported on Thursday that since the start of the campaign, its forces have targeted more than 12,300 sites across Iran, aiming to “dismantle the Iranian regime’s security apparatus.” Shadow Iraqi armed groups,

operating under the banner of the Islamic Resistance in Iraq (IRI), have claimed responsibility for most of the drone and missile strikes on the Kurdistan Region, several of which have struck residential areas and civilian infrastructure.

The Monday incidents come amid a notable surge in aerial attacks. According to Rudaw tracking, the Region was targeted by 21 drones in the past 24 hours alone - 17 aimed at Erbil and Koya, and four at the eastern Sulaimani province.

Rudaw monitoring also shows that since late Feb-

ruary, the Kurdistan Region has endured a total of 678 drone and missile attacks. Of these, 540 targeted Erbil province, 111 targeted Sulaimani, 25 hit the northern Duhok province, and just two struck Halabja in the Region’s east.

The attacks have so far killed 14 people and injured 93 others. Casualties include Peshmerga forces, Kurdish security personnel (Asayish), Peshmerga fighters from Iranian Kurdish opposition parties, a French soldier, and several civilians.

Fusillade à Istanbul devant le consulat israélien : un assaillant tué et deux autres blessés

Le gouverneur provincial, Davut Gül, a également fait état de deux policiers légèrement blessés pendant la fusillade, survenue aux alentours de 11 h 15 (heure à Paris).

Un assaillant a été tué et deux blessés dans la fusillade survenue, mardi 7 avril, devant le consulat israélien à Istanbul, a annoncé le gouverneur provincial, Davut Gül, faisant état de deux policiers légèrement blessés.

L'assaillant tué était « *lié à une organisation terroriste* », a annoncé le ministère de l'intérieur, sur X, précisant que les deux assaillants blessés, des frères, sont actuellement interrogés par la police. L'incident s'est produit aux alentours de 12 h 15 (11 h 15 à Paris), a fait savoir la chaîne NTV, qui montre un important déploiement policier devant le consulat, situé dans le quartier d'affaires de Levent, sur la rive européenne.

Le ministre de l'intérieur, Mustafa Çiftçi, a précisé que les assaillants étaient arrivés mardi matin de la province voisine d'Izmit (Nord-Ouest), à bord d'une voiture de location. Les autorités ont identifié les trois hommes et, selon le ministère de l'intérieur, celui qui a été tué était « *lié à une organisation terroriste qui instrumentalise la religion* ».

Aucun diplomate israélien « *ne se trouve actuellement sur le*



A Istanbul, aux abords de l'ambassade d'Israël, le 7 avril 2026. MURAD SEZER/REUTERS

sol turc », a précisé à l'Agence France-Presse (AFP) une source proche du dossier. Les représentations diplomatiques israéliennes avaient été évacuées, « *non seulement en Turquie, mais dans toute la région pour raisons de sécurité* » peu après les attaques du 7 octobre 2023 conduites par le Hamas sur le sol israélien.

Enquête ouverte

Selon des médias turcs, les

trois suspects étaient armés de fusils longs, vêtus de tenues de camouflage et portaient des sacs à dos. Des images diffusées par la chaîne NTV montrent des policiers ouvrir le feu près d'un axe très fréquenté ainsi qu'une personne blessée évacuée sur un brancard. Une enquête a été ouverte par le parquet d'Istanbul, a fait savoir le ministre de la justice turc, Akin Gürlek, sur X.

Evénement

« *La terreur ne nous intimidera pas* », a réagi sur X le ministre israélien des affaires étrangères, « *saluant l'action rapide des forces de sécurité turques qui ont déjoué cette attaque* ». « *Les Etats-Unis condamnent dans les termes les plus forts l'attaque d'aujourd'hui contre le consulat israélien à Istanbul* », a également écrit sur X l'ambassadeur des Etats-Unis à Ankara, Tom Barrack.



April 07, 2026

Kurdish leaders condemn drone attack in Erbil that killed a married couple

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish leaders on Tuesday condemned a drone strike in Erbil that killed a married couple, labeling it a “terrorist attack” and calling on Baghdad to prevent armed groups from targeting the Region and its civilians.

An explosive-laden drone attack “launched from Iran” killed a married couple in Erbil province early Tuesday, according to a statement from the Kurdistan Region’s Counter-Terrorism Service (CTG).

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani, in a statement, strongly condemned “the terrorist attack” and extended condolences to the victims’ families. “These attacks are in no way acceptable and are completely rejected.”

“The Iraqi federal government must fulfill its duty and responsibility to prevent these crimes and terrorist attacks, and these assaults on the civilian and innocent people of the Kurdistan Region must not be repeated,” President Barzani added.

While no group has claimed responsibility for Tuesday’s attack, shadowy Iraqi armed



A married couple in Erbil killed in a drone attack on April 7, 2026. Photos: Submitted

groups aligned with the Iran-led “Axis of Resistance” have previously claimed many similar strikes, describing them as retaliation for the US-Israeli military campaign against Iran.

Erbil Governor Omed Xoshnaw told Rudaw on Tuesday that three drones targeted the village where the couple lived, a rural agricultural area with no known military presence. Two drones fell in open land, while the third struck the couple’s home.

“I condemn this heinous crime

in the strongest terms and denounce its perpetrators,” said Prime Minister Masrour Barzani in a statement. “The targeting of civilians and civilian homes is a war crime.”

“We will convey the voice of the victims to the international community to help end the oppression and the unjustified attacks against the people of the Kurdistan Region,” he said.

Since the onset of the conflict, Rudaw monitoring indicates that the Kurdistan Region has

endured 678 drone and missile attacks. Of these, 540 targeted Erbil province, 111 struck Sulaimani, 25 hit Duhok, and two impacted Halabja.

Before Tuesday’s incident, the attacks had killed 14 people and injured 93 others, including Peshmerga forces, Asayish personnel, fighters from Iranian Kurdish opposition groups, a French soldier, and multiple civilians. With the latest fatalities, the death toll is expected to rise further.

07 avril 2026

franceinfo:

En Turquie, une fusillade éclate devant le consulat israélien à Istanbul, un des assaillants tué et deux policiers blessés

Le consulat était vide de ses diplomates, puisque les représentations israéliennes avaient été évacuées peu après les attaques du 7 octobre 2023. L'agresseur tué était «lié à une organisation terroriste», a précisé le ministère de l'Intérieur turc.

Un assaillant a été tué et deux personnes ont été blessées dans une fusillade survenue, mardi 7 avril, aux alentours de 12h15, devant le consulat israélien à Istanbul (Turquie), vide de ses diplomates. Selon un premier bilan officiel, les deux blessés, légèrement atteints, sont des policiers. Le gouverneur provincial, Davut Gül, a confirmé la mort d'un des attaquants, corrigeant un bilan de la chaîne publique TRT qui faisait état de deux

tués. Une enquête a été ouverte par le parquet d'Istanbul, a annoncé sur X le ministre de la Justice turc, Akin Gürlek.

Selon le ministre de l'Intérieur, Mustafa Ciftçi, les assaillants étaient arrivés en voiture de la province voisine d'Izmit (nord-ouest). L'agresseur tué était «lié à une organisation terroriste», a précisé le ministère. Selon des médias turcs, les trois suspects étaient armés de fusils longs, vêtus

de tenues de camouflage et portaient des sacs à dos. D'importants effectifs de police ont été déployés devant les locaux du consulat, situé dans le quartier d'affaires de Levent, sur la rive européenne d'Istanbul, a constaté l'AFP. Les journalistes ont également vu des traces de sang au sol sur un parking adjacent.

Les représentations diplomatiques israéliennes ont été évacuées «non seulement en Turquie mais dans toute la

région pour raisons de sécurité» peu après les attaques du 7 octobre 2023 conduites par le Hamas palestinien sur le sol israélien. En décembre, trois policiers avaient été tués ainsi que six suspects lourdement armés accusés d'appartenir au groupe Etat islamique (EI) lors d'un affrontement dans la province de Yalova, au sud d'Istanbul. Les autorités avaient annoncé peu après l'arrestation de 125 personnes soupçonnées d'être affiliées aux jihadistes de l'EI.

Le Monde

Nicolas Bourcier
07 avril 2026

Le chaos au Moyen-Orient attise la rivalité entre la Turquie et Israël

Autrefois partenaires régionaux, les Etats turc et hébreu n'en finissent plus d'afficher leurs différends. Cette détérioration des relations, qui s'est accélérée avec les attaques du Hamas en 2023, atteint dans le contexte de la guerre américano-israélienne contre l'Iran un paroxysme qui inquiète les observateurs. Un conflit pourrait-il opposer

la Turquie et Israël ? La réponse est non, a priori, mais la question mérite d'être posée tant l'escalade verbale entre les dirigeants des deux pays s'est accentuée, les différends se sont durcis et les tensions avivées. L'animosité, sinon l'hostilité, affichée des deux gouvernements, conjuguée à l'impulsivité belliqueuse du président Recep Tayyip Erdogan et du premier

ministre Benyamin Nétanyahou et de ses proches, a atteint un point d'incandescence rarement égalé dans l'histoire récente des deux pays, pourtant fertile en épisodes de crises aiguës.

Le 20 mars, lors de son discours de l'Aïd-el-Fitr (fête marquant la fin du ramadan), le chef de l'Etat turc a déclaré, en faisant allusion aux bombardements sur l'Iran et le Li-

ban : « Le Moyen-Orient est en ébullition et Israël a tué des centaines de milliers de personnes. Si Dieu le veut, il en paiera le prix. Je n'en doute pas. »

La phrase, calibrée pour un public musulman mondial, prononcée au moment symboliquement le plus fort du calendrier islamique, a été largement relayée sur les

réseaux sociaux sous forme de tweet officiel. Peu avant, lors d'un iftar (dîner de rupture de jeûne), M. Erdogan a déclaré que « *Nétanyahou a surpassé Hitler en barbarie* ». Une formule qu'il décline sous différentes formes depuis 2024, mais qui, dans le contexte du mois sacré du ramadan, prend une tournure toute particulière.

« Une montée des tensions inévitable »

En Israël, alors que les frappes sur Téhéran avaient commencé, le leader d'extrême droite et ancien premier ministre Naftali Bennett, qui se positionne pour un retour, avait déclaré, le 10 mars, à l'agence Bloomberg que « *la Turquie [était] le nouvel Iran* », citant l'influence turque et qatarie en Syrie et dans toute la région.

Il avait, en outre, accusé le président turc de former un axe régional « *semblable à l'axe iranien* », en cherchant à encercler Israël et à développer une alliance avec le Pakistan, pays doté de l'arme nucléaire. L'ex-dirigeant reprenait l'idée formulée en décembre 2025, au cours d'un sommet Israël-Grèce-Chypre à Jérusalem, par le premier ministre Benyamin Nétanyahou, selon laquelle la Turquie, sans la nommer, aurait pris la tête d'un nouvel « *axe sunnite radical émergent* ».

Comment en est-on arrivé là ? Autrefois partenaires ré-

gionaux (la Turquie a été le premier pays à majorité musulmane à reconnaître, en 1949, Israël), tous deux alliés de longue date des Etats-Unis, les Etats turc et hébreu sont, de fait, entrés de plain-pied en concurrence dans ce Moyen-Orient profondément remodelé par les bombardements israéliens sur Gaza et la guerre américano-israélienne contre l'Iran. Par glissement, Ankara en est venu à considérer Israël comme sa menace régionale la plus immédiate.

De leurs côtés, les responsables israéliens voient, avec les capacités iraniennes affaiblies par la guerre en cours, de plus en plus la Turquie comme « *le prochain grand défi* » pour la domination régionale de leur pays. « *Aucun des deux pays n'envisage un conflit immédiat – même si le risque d'erreur de calcul est réel –, mais une montée des tensions est inévitable à mesure que la Turquie et Israël consolident leur position dans la région* », résume Howard Eissenstat, spécialiste de la Turquie et professeur à l'université américaine St Lawrence.

La détérioration des relations s'est précipitée [avec le 7 octobre 2023](#). L'attaque du Hamas et ses conséquences ont anéanti un accord de réconciliation entre la Turquie et Israël, qui avait permis une rencontre entre MM. Erdogan et Nétanyahou en septembre de

la même année à l'Assemblée générale des Nations unies. La conduite de la guerre à Gaza a été qualifiée de « *génocide* » par la Turquie. Elle a rappelé son ambassadeur en Israël, tout en y maintenant une présence diplomatique importante.

Adversaire utile

Le [changement de régime en Syrie](#), largement soutenu et accompagné par Ankara, a, lui, engendré de nouvelles tensions. En avril 2025, l'attaque israélienne contre une base aérienne syrienne près de Damas, que l'armée turque venait à peine d'évaluer pour un usage éventuel, n'a fait que les intensifier.

Dit autrement, la Syrie, qui était autrefois leur ennemi commun, est désormais une source de tensions entre les deux pays. Et l'Iran, avec qui Ankara entretenait une relation à la fois de « *coopération tactique et de rivalité structurelle* », selon les spécialistes, place la Turquie dans une position embarrassante en subissant, depuis le 28 février, les frappes conjointes menées par les Etats-Unis et Israël. Affirmant que l'attaque contre le régime iranien était le « *résultat des provocations de Nétanyahou* », M. Erdogan a tacitement exonéré les Etats-Unis, désignant Israël comme le principal responsable.

Si, aujourd'hui, un conflit di-

rect entre la Turquie et Israël n'est pas imminent, notamment en raison de la pression américaine, qui reste le principal frein, la détermination affichée des dirigeants israéliens à contenir Ankara « *place inévitablement deux pays sur une trajectoire de collision* », souligne Halil Karaveli, de l'Institut Asie centrale-Caucase. Les dirigeants des deux pays voient désormais l'autre comme un rival naturel. Un adversaire utile aussi pour caresser la fibre nationaliste de leurs opinions publiques respectives.

Ce que résume, à sa manière, Salim Çevik, chercheur sur la Turquie à l'Institut allemand des affaires internationales et de sécurité, dans un texte publié le 18 mars par l'Arab Center Washington DC : « *La rhétorique de plus en plus belliqueuse émanant de Tel-Aviv, qui laisse entendre que la Turquie pourrait être la prochaine cible après l'Iran, sert directement la volonté d'Ankara de présenter la Turquie comme une puissance assiégée mais résistante. De telles menaces extérieures, aussi improbables soient-elles, sont politiquement utiles à un gouvernement qui instrumentalise le récit de la résistance nationale pour consolider sa légitimité.* » Autrement dit, au vu des tensions politiques au sein des deux pays, l'escalade n'est pas près de s'interrompre.

The New York Times

April 7, 2026

Trump Says He Has Agreed to a 2-Week Cease-Fire With Iran

President Trump announced the deal hours after threatening that a “whole civilization will die tonight” if Iran did not allow commercial vessels to transit the Strait of Hormuz.

President Trump said on Tuesday evening that he had agreed to a two-week cease-fire with Iran, backing away from an apocalyptic threat he had issued only hours earlier that a “whole civilization will die tonight” if Iran did not reopen the Strait of Hormuz.

Mr. Trump said the cease-fire was “subject to the Islamic Republic of Iran agreeing to the COMPLETE, IMMEDIATE, and SAFE OPENING of the Strait of Hormuz.” Several Iranian officials who spoke on the condition of anonymity to discuss diplomacy said that Iran had agreed to the deal, which Pakistan negotiated.

Mr. Trump said he had agreed to a cease-fire because the United States had “met and exceeded” its military objectives in the bombing campaign and was “very far along” in efforts to reach a long-term peace deal with Iran.

The president posted his statement on social media just over an hour before his deadline of 8 p.m. Eastern time for Iran to allow unimpeded shipping through the strait or face devastating attacks on its bridges and power plants.

The announcement came after the prime minister of Pakistan, Shehbaz Sharif, said on social media that diplomatic efforts were “progressing steadily, strongly



Iranians gathered on Tuesday for a 40th-day memorial for schoolchildren killed by a U.S. airstrike. Arash Khamooshi for The New York Times

and powerfully with the potential to lead to substantive results.” Mr. Sharif asked Mr. Trump to extend his deadline by two weeks. He also asked Iran to open the strait during the two-week period and called on both sides to observe a cease-fire during that time.

There was no immediate word from Israel about whether it would abide by the cease-fire. While a two-week pause would not end the war, it buys time for the Trump administration and Iran to work out a longer-term agreement to end the conflict.

In the hours before Mr. Trump’s deadline, Iranians were bracing for even more devastating American strikes.

Striking civilian infrastructure could be a [war crime under international law](#), legal experts say — but Mr. Trump had appeared unconcerned.

“A whole civilization will die tonight, never to be brought back again,” the American president wrote on social media on Tuesday, though he said he hoped “maybe something revolutionarily wonderful can happen,” given the changes in Iranian leadership since the war began.

“We will find out tonight, one of the most important moments in the long and complex history of the World,” he said.

A range of figures said they

were appalled by Mr. Trump’s comments, among them Pope Leo XIV, who called such threats “truly unacceptable.” A growing number of congressional Democrats called for Mr. Trump to be removed from office and questioned his mental fitness.

Iranians formed human chains along bridges and around power plants, videos and photographs posted by state and local media showed, in effect daring the United States and Israel to kill civilians in order to hit those sites. It was unclear whether the gatherings were arranged by the government, which has organized rallies in its support throughout the war.

A spokesman for Iran's foreign ministry, Esmail Baghaei, said on social media that Iran would "harness all its capacities and capabilities" if Mr. Trump carried out his threats to destroy Iranian infrastructure. "The power of a 'CIVILIZED' nation's culture, logic, and faith in its righteous cause will undoubtedly prevail over the logic of brute force," he wrote.

His response came as U.S. and Israeli forces carried out coordinated attacks on Iran in a bid to force the country to make a deal to reopen the strait, a key oil and gas shipping route, according to American and Israel officials with knowledge of the operations. They spoke on the condition of anonymity to discuss sensitive matters.

American officials said that U.S. forces had launched more than 90 strikes on [Kharg Island](#), Iran's main oil export hub, which is in the Persian Gulf about 20 miles off the coast of mainland Iran. A military official characterized them as "restrikes," meaning they hit targets that had already been struck to inflict more damage.

The Israeli military bombed railroads and bridges across Iran, Prime Minister Benjamin Netanyahu said in a statement. Mr. Netanyahu said the Islamic Revolutionary Guards Corps had used that infrastructure to transport weapons and operatives, but the bridges and railroads were also used by civilians. Iranian state media reported that at

least three people were killed when a railway bridge was hit in the central city of Kashan.

Overnight airstrikes on Tehran destroyed a synagogue, Iranian state media said on Tuesday. The Rafi-Nia synagogue held valuable Torah scrolls that were buried beneath rubble, Homayoun Sameyah Najafabadi, the Jewish community's representative in the Iranian Parliament, told an Iranian state broadcaster. The Israeli military said in a statement that it had been targeting a senior Iranian military commander and expressed regret for "collateral damage to the synagogue."

While some Iranians expressed fear over the prospect of more strikes, others were responding to Mr. Trump's threats with [indifference, defiance or bewilderment](#). "I think Trump is under a lot of pressure and that he has lost his mind," said Lili, a Tehran resident who asked not to use her full name out of concern for repercussions for speaking to foreign media. She and her family were not planning to flee the city, she said, because there was nowhere to go.

In the United States, one of the most prominent voices of opposition to Mr. Trump's threatened strikes came from Archbishop Paul S. Coakley, the president of the U.S. Conference of Catholic Bishops, who issued an unusually forceful statement about the president.

"The threat of destroying a whole civilization and the intentional targeting of civilian infrastructure cannot be morally justified," Archbishop Coakley said. "I call on President Trump to step back from the precipice of war and negotiate a just settlement for the sake of peace and before more lives are lost."

In Washington, leading Democrats condemned Mr. Trump's threats to destroy a "whole civilization," calling it a promise to commit a war crime.

"It's unconscionable to threaten the lives of so many people — grandparents, children, families — simply because they were born in Iran," Senator Chuck Schumer of New York, the minority leader, said in a joint statement with Senators Chris Coons of Delaware, Jeanne Shaheen of New Hampshire, Jack Reed of Rhode Island and Brian Schatz of Hawaii.

The House minority leader, Representative Hakeem Jeffries of New York, said in an interview on Tuesday morning that he and his fellow Democrats would try to force another vote on a resolution to rein in Mr. Trump's use of military force in Iran. "We only need one or two additional Republicans, and I think we're on track to securing that," Mr. Jeffries said.

He added: "Congress must immediately vote to end Donald Trump's reckless war of choice and stop him from get-

ting us into World War III." Despite more than a month of Israeli and American strikes intended to decimate its military, Iran on Tuesday fired more missiles and drones at Persian Gulf countries allied with the United States.

Saudi Arabia's defense ministry said that debris from an intercepted missile had fallen near energy facilities in the east and that the damage was being assessed. The U.S. Embassy in Saudi Arabia urged Americans to reconsider journeys to Mecca, the holiest city in Islam, "due to the ongoing security situation and intermittent travel disruptions."

In the United Arab Emirates, the authorities said that a ballistic missile from Iran had hit a telecommunications company and injured two Pakistani citizens. Bahrain said it had intercepted nine drones, and the U.S. Embassy in Bahrain warned American government workers in the country to shelter in place until further notice.

Negotiations to end the war have been mediated by Pakistan and other countries, which have [proposed a 45-day cease-fire](#). On Monday, Iran gave Pakistan a separate [10-point plan](#) to end the war, according to Iranian state media. Mr. Trump said on Monday that the Iranian counterproposal was a "significant step" but "not good enough."

How Trump Took the U.S. to War With Iran

In a series of Situation Room meetings, President Trump weighed his instincts against the deep concerns of his vice president and a pessimistic intelligence assessment. Here's the inside story of how he made the fateful decision.

The black S.U.V. carrying Prime Minister Benjamin Netanyahu arrived at the White House just before 11 a.m. on Feb. 11. The Israeli leader, who had been pressing for months for the United States to agree to a major assault on Iran, was whisked inside with little ceremony, out of view of reporters, primed for one of the most high-stakes moments in his long career.

U.S. and Israeli officials gathered first in the Cabinet Room, adjacent to the Oval Office. Then Mr. Netanyahu headed downstairs for the main event: a highly classified presentation on Iran for President Trump and his team in the White House Situation Room, which was rarely used for in-person meetings with foreign leaders.

Mr. Trump sat down, but not in his usual position at the head of the room's mahogany conference table. Instead, the president took a seat on one side, facing the large screens mounted along the wall. Mr. Netanyahu sat on the other side, directly opposite the president.

Appearing on the screen behind the prime minister was David Barnea, the director of Mossad, Israel's foreign intelligence agency, as well as Israeli military officials. Arrayed visually behind Mr. Netanyahu, they created the image of a wartime leader surrounded by his team.

David Barnea, the director of Mossad, Israel's foreign intelligence agency, Mr. Netanyahu and Israeli military officials all

participated in the high-stakes meeting with Mr. Trump in the White House Situation Room. Amir Cohen/Reuters; Eric Lee for The New York Times

Susie Wiles, the White House chief of staff, sat at the far end of the table. Secretary of State Marco Rubio, who doubled as the national security adviser, had taken his regular seat. Defense Secretary Pete Hegseth and Gen. Dan Caine, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, who generally sat together in such settings, were on one side; joining them was John Ratcliffe, the C.I.A. director. Jared Kushner, the president's son-in-law, and Steve Witkoff, Mr. Trump's special envoy, who had been negotiating with the Iranians, rounded out the main group.

The gathering had been kept deliberately small to guard against leaks. Other top cabinet secretaries had no idea it was happening. Also absent was the vice president. JD Vance was in Azerbaijan, and the meeting had been scheduled on such short notice that he was unable to make it back in time.

The presentation that Mr. Netanyahu would make over the next hour would be pivotal in setting the United States and Israel on the path toward a major armed conflict in the middle of one of the world's most volatile regions. And it would lead to a series of discussions inside the White House over the following days

and weeks, the details of which have not been previously reported, in which Mr. Trump weighed his options and the risks before giving the go-ahead to join Israel in attacking Iran.

This account of how Mr. Trump took the United States into war is drawn from reporting for a forthcoming book, "Regime Change: Inside the Imperial Presidency of Donald Trump." It reveals how the deliberations inside the administration highlighted the president's instincts, his inner circle's fractures and the way he runs the White House. It draws on extensive interviews conducted on the condition of anonymity to recount internal discussions and sensitive issues.

The reporting underscores how closely Mr. Trump's hawkish thinking aligned with Mr. Netanyahu's over many months, more so than even some of the president's key advisers recognized. Their close association has been an enduring feature across two administrations, and that dynamic — however fraught at times — has fueled intense criticism and suspicion on both the left and the right of American politics.

And it shows how, in the end, even the more skeptical members of Mr. Trump's war cabinet — with the stark exception of Mr. Vance, the figure inside the White House most opposed to a full-scale war — deferred to the president's instincts, including his abun-

dant confidence that the war would be quick and decisive. The White House declined to comment.

In the Situation Room on Feb. 11, Mr. Netanyahu made a hard sell, suggesting that Iran was ripe for regime change and expressing the belief that a joint U.S.-Israeli mission could finally bring an end to the Islamic Republic.

At one point, the Israelis played for Mr. Trump a brief video that included a montage of potential new leaders who could take over the country if the hard-line government fell. Among those featured was Reza Pahlavi, the exiled son of Iran's last shah, now a Washington-based dissident who had tried to position himself as a secular leader who could shepherd Iran toward a post-theocratic government.

Mr. Netanyahu and his team outlined conditions they portrayed as pointing to near-certain victory: Iran's ballistic missile program could be destroyed in a few weeks. The regime would be so weakened that it could not choke off the Strait of Hormuz, and the likelihood that Iran would land blows against U.S. interests in neighboring countries was assessed as minimal.

Besides, Mossad's intelligence indicated that street protests inside Iran would begin again and — with the impetus of the Israeli spy agency helping to foment riots and rebellion — an intense bombing campaign could foster the con-

ditions for the Iranian opposition to overthrow the regime. The Israelis also raised the prospect of Iranian Kurdish fighters crossing the border from Iraq to open a ground front in the northwest, further stretching the regime's forces and accelerating its collapse.

Mr. Netanyahu delivered his presentation in a confident monotone. It seemed to land well with the most important person in the room, the American president.

Sounds good to me, Mr. Trump told the prime minister. To Mr. Netanyahu, this signaled a likely green light for a joint U.S.-Israeli operation.

Mr. Netanyahu was not the only one who came away from the meeting with the impression that Mr. Trump had all but made up his mind. The president's advisers could see that he had been deeply impressed by the promise of what Mr. Netanyahu's military and intelligence services could do, just as he had been when the two men spoke before the 12-day war with Iran in June.

Earlier in his White House visit on Feb. 11, Mr. Netanyahu had tried to focus the minds of the Americans assembled in the Cabinet Room on the existential threat posed by Iran's 86-year-old supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei.

When others in the room asked the prime minister about possible risks in the operation, Mr. Netanyahu acknowledged these but made one central point: In his view, the risks of inaction were greater than the risks of action. He argued that the price of action would only grow if they delayed striking and allowed Iran more time to accelerate its missile production and create a shield of immunity around its nuclear program.

Everyone in the room understood that Iran had the capacity to build up its missile

and drone stockpiles at a far lower cost and much more quickly than the United States could build and supply the much more expensive interceptors to protect American interests and allies in the region.

Mr. Netanyahu's presentations — and Mr. Trump's positive response to them — created an urgent task for the U.S. intelligence community. Overnight, analysts worked to assess the viability of what the Israeli team had told the president.

'Farcical'

The results of the U.S. intelligence analysis were shared the following day, Feb. 12, in another meeting for only American officials in the Situation Room. Before Mr. Trump arrived, two senior intelligence officials briefed the president's inner circle.

The intelligence officials had deep expertise in U.S. military capabilities, and they knew the Iranian system and its players inside out. They had broken down Mr. Netanyahu's presentation into four parts. First was decapitation — killing the ayatollah. Second was crippling Iran's capacity to project power and threaten its neighbors. Third was a popular uprising inside Iran. And fourth was regime change, with a secular leader installed to govern the country.

The U.S. officials assessed that the first two objectives were achievable with American intelligence and military power. They assessed that the third and fourth parts of Mr. Netanyahu's pitch, which included the possibility of the Kurds mounting a ground invasion of Iran, were detached from reality.

When Mr. Trump joined the meeting, Mr. Ratcliffe briefed him on the assessment. The C.I.A. director used one word to describe the Israeli prime

minister's regime change scenarios: "farcical."

At that point, Mr. Rubio cut in. "In other words, it's bullshit," he said.

Mr. Ratcliffe added that given the unpredictability of events in any conflict, regime change could happen, but it should not be considered an achievable objective.

Several others jumped in, including Mr. Vance, just back from Azerbaijan, who also expressed strong skepticism about the prospect of regime change.

The president then turned to General Caine. "General, what do you think?"

General Caine replied: "Sir, this is, in my experience, standard operating procedure for the Israelis. They oversell, and their plans are not always well-developed. They know they need us, and that's why they're hard-selling."

Mr. Trump quickly weighed the assessment. Regime change, he said, would be "their problem." It was unclear whether he was referring to the Israelis or the Iranian people. But the bottom line was that his decision on whether to go to war against Iran would not hinge on whether Parts 3 and 4 of Mr. Netanyahu's presentation were achievable.

Mr. Trump appeared to remain very interested in accomplishing Parts 1 and 2: killing the ayatollah and Iran's top leaders and dismantling the Iranian military.

General Caine — the man Mr. Trump liked to refer to as "Razin' Caine" — had impressed the president years earlier by telling him the Islamic State could be defeated far more quickly than others had projected. Mr. Trump rewarded that confidence by elevating the general, who

had been an Air Force fighter pilot, to be his top military adviser. General Caine was not a political loyalist, and he had serious concerns about a war with Iran. But he was very cautious in the way he presented his views to the president.

As the small team of advisers who were looped into the plans deliberated over the following days, General Caine shared with Mr. Trump and others the alarming military assessment that a major campaign against Iran would drastically deplete stockpiles of American weaponry, including missile interceptors, whose supply had been strained after years of support for Ukraine and Israel. General Caine saw no clear path to quickly replenishing these stockpiles.

He also flagged the enormous difficulty of securing the Strait of Hormuz and the risks of Iran blocking it. Mr. Trump had dismissed that possibility on the assumption that the regime would capitulate before it came to that. The president appeared to think it would be a very quick war — an impression that had been reinforced by the tepid response to the U.S. bombing of Iran's nuclear facilities in June.

General Caine's role in the lead-up to the war captured a classic tension between military counsel and presidential decision-making. So persistent was the chairman in not taking a stand — repeating that it was not his role to tell the president what to do, but rather to present options along with potential risks and possible second- and third-order consequences — that he could appear to some of those listening to be arguing all sides of an issue simultaneously.

He would constantly ask, "And then what?" But Mr. Trump would often seem to hear only what he wanted to hear. General Caine differed in almost every way from a prior

chairman, Gen. Mark A. Milley, who had argued vociferously with Mr. Trump during his first administration and who saw his role as stopping the president from taking dangerous or reckless actions.

One person familiar with their interactions noted that Mr. Trump had a habit of confusing tactical advice from General Caine with strategic counsel. In practice, that meant the general might warn in one breath about the difficulties of one aspect of the operation, then in the next note that the United States had an essentially unlimited supply of cheap, precision-guided bombs and could strike Iran for weeks once it achieved air superiority.

At no point during the deliberations did the chairman directly tell the president that war with Iran was a terrible idea — though some of General Caine's colleagues believed that was exactly what he thought.

Trump the Hawk

Distrusted as Mr. Netanyahu was by many of the president's advisers, the prime minister's view of the situation was far closer to Mr. Trump's opinion than the anti-interventionists on the Trump team or in the broader "America First" movement liked to admit. This had been true for many years.

Of all the foreign policy challenges Mr. Trump had confronted across two presidencies, Iran stood apart. He regarded it as a uniquely dangerous adversary and was willing to take great risks to hinder the regime's ability to wage war or to acquire a nuclear weapon. Furthermore, Mr. Netanyahu's pitch had dovetailed with Mr. Trump's desire to dismantle the Iranian theocracy, which had seized power in 1979, when Mr. Trump was 32. It had been a thorn in the side of the United States ever since.

Now, he could become the first president since the clerical leadership took over 47 years ago to pull off regime change in Iran. Usually unmentioned but always in the background was the added motivation that Iran had plotted to kill Mr. Trump as revenge over the assassination in January 2020 of Gen. Qassim Suleimani, who was seen in the United States as a driving force behind an Iranian campaign of international terrorism.

Back in office for a second term, Mr. Trump's confidence in the U.S. military's abilities had only grown. He was especially emboldened by the spectacular commando raid to capture the Venezuelan leader Nicolás Maduro from his compound on Jan. 3. No American lives were lost in the operation, yet more evidence to the president of the unmatched prowess of U.S. forces.

Within the cabinet, Mr. Hegseth was the biggest proponent of a military campaign against Iran.

Mr. Rubio indicated to colleagues that he was much more ambivalent. He did not believe the Iranians would agree to a negotiated deal, but his preference was to continue a campaign of maximum pressure rather than start a full-scale war. Mr. Rubio, however, did not try to talk Mr. Trump out of the operation, and after the war began he delivered the administration's justification with full conviction.

Ms. Wiles had concerns about what a new conflict overseas could entail, but she did not tend to weigh in hard on military matters in larger meetings; rather, she encouraged advisers to share their views and concerns with the president in those settings. Ms. Wiles would exert influence on many other issues, but in the room with Mr. Trump and the generals, she sat back.

Those close to her said she did not view it as her role to share her concerns with the president on a military decision in front of others. And she believed that the expertise of advisers like General Caine, Mr. Ratcliffe and Mr. Rubio was more significant for the president to hear.

Still, Ms. Wiles had told colleagues that she worried about the United States being dragged into another war in the Middle East. An attack on Iran carried with it the potential to set off soaring gas prices months before midterm elections that could help decide whether the final two years of Mr. Trump's second term would be years of accomplishment or subpoenas from House Democrats. But in the end, Ms. Wiles was on board with the operation.

Vance the Skeptic

Nobody in Mr. Trump's inner circle was more worried about the prospect of war with Iran, or did more to try to stop it, than the vice president.

Mr. Vance had built his political career opposing precisely the kind of military adventurism that was now under serious consideration. He had described a war with Iran as "a huge distraction of resources" and "massively expensive." He was not, however, a dove across the board. In January, when Mr. Trump publicly warned Iran to stop killing protesters and promised that help was on its way, Mr. Vance had privately encouraged the president to enforce his red line. But what the vice president pushed for was a limited, punitive strike, something closer to the model of Mr. Trump's missile attack against Syria in 2017 over the use of chemical weapons against civilians.

The vice president thought a regime-change war with Iran would be a disaster. His preference was for no strikes at all. But knowing that Mr. Trump

was likely to intervene in some fashion, he tried to steer toward more limited action. Later, when it seemed certain that the president was set on a large-scale campaign, Mr. Vance argued that he should do so with overwhelming force, in the hope of achieving his objectives quickly.

In front of his colleagues, Mr. Vance warned Mr. Trump that a war against Iran could cause regional chaos and untold numbers of casualties. It could also break apart Mr. Trump's political coalition and would be seen as a betrayal by many voters who had bought into the promise of no new wars. Mr. Vance raised other concerns, too. As vice president, he was aware of the scope of America's munitions problem. A war against a regime with enormous will for survival could leave the United States in a far worse position to fight conflicts for some years.

The vice president told associates that no amount of military insight could truly gauge what Iran would do in retaliation when survival of the regime was at stake. A war could easily go in unpredictable directions. Moreover, he thought there seemed to be little chance of building a peaceful Iran in the aftermath.

Beyond all of this was perhaps the biggest risk of all: Iran held the advantage when it came to the Strait of Hormuz. If this narrow waterway carrying vast quantities of oil and natural gas was choked off, the domestic consequences in the United States would be severe, starting with higher gasoline prices.

Tucker Carlson, the commentator who had emerged as another prominent skeptic of intervention on the right, had come to the Oval Office several times over the previous year to warn Mr. Trump that a war with Iran would destroy his presidency. A couple weeks before the war began,

Mr. Trump, who had known Mr. Carlson for years, tried to reassure him over the phone. "I know you're worried about it, but it's going to be OK," the president said. Mr. Carlson asked how he knew. "Because it always is," Mr. Trump replied.

In the final days of February, the Americans and the Israelis discussed a piece of new intelligence that would significantly accelerate their timeline. The ayatollah would be meeting above ground with other top officials of the regime, in broad daylight and wide open for an air attack. It was a fleeting chance to strike at the heart of Iran's leadership, the kind of target that might not present itself again.

Mr. Trump gave Iran another chance to come to a deal that would block its path to nuclear weapons. The diplomacy also gave the United States extra time to move military assets to the Middle East.

The president had effectively made up his mind weeks earlier, several of his advisers said. But he had not yet decided exactly when. Now, Mr. Netanyahu urged him to move fast.

That same week, Mr. Kushner and Mr. Witkoff called from Geneva after the latest talks with Iranian officials. Over three rounds of negotiations in Oman and Switzerland, the two had tested Iran's willingness to make a deal. At one point, they offered the Iranians free nuclear fuel for the life of their program — a test of whether Tehran's insistence on enrichment was truly about civilian energy or about preserving the ability to build a bomb.

The Iranians rejected the offer, calling it an assault on their dignity.

Mr. Kushner and Mr. Witkoff laid out the picture for the president. They could probably negotiate something, but it

would take months, they said. If Mr. Trump was asking whether they could look him in the eye and tell him they could solve the problem, it was going to take a lot to get there, Mr. Kushner told him, because the Iranians were playing games.

'I Think We Need to Do It'

On Thursday, Feb. 26, around 5 p.m., a final Situation Room meeting got underway. By now, the positions of everyone in the room were clear. Everything had been discussed in previous meetings; everyone knew everyone else's stance. The discussion would last about an hour and a half.

Mr. Trump was in his usual place at the head of the table. To his right sat the vice president; next to Mr. Vance was Ms. Wiles, then Mr. Ratcliffe, then the White House counsel, David Warrington, then Steven Cheung, the White House communications director. Across from Mr. Cheung was Karoline Leavitt, the White House press secretary; to her right was General Caine, then Mr. Hegseth and Mr. Rubio.

The war-planning group had been kept so tight that the two key officials who would need to manage the largest supply disruption in the history of the global oil market, Treasury Secretary Scott Bessent and Energy Secretary Chris Wright, were excluded, as was Tulsi Gabbard, the director of national intelligence.

The president opened the meeting, asking, OK, what have we got?

Mr. Hegseth and Mr. Caine ran through the sequencing of the attacks. Then Mr. Trump said he wanted to go around the table and hear everyone's views.

Mr. Vance, whose disagreement with the whole premise was well established, addressed the president: You

know I think this is a bad idea, but if you want to do it, I'll support you.

Ms. Wiles told Mr. Trump that if he felt he needed to proceed for America's national security, then he should go ahead.

Mr. Ratcliffe offered no opinion on whether to proceed, but he discussed the stunning new intelligence that the Iranian leadership was about to gather in the ayatollah's compound in Tehran. The C.I.A. director told the president that regime change was possible depending on how the term was defined. "If we just mean killing the supreme leader, we can probably do that," he said.

When called on, Mr. Warrington, the White House counsel, said it was a legally permissible option in terms of how the plan had been conceived by U.S. officials and presented to the president. He did not offer a personal opinion, but when pressed by the president to provide one, he said that as a Marine veteran he had known an American service member killed by Iran years earlier. This issue remained deeply personal. He told the president that if Israel intended to proceed regardless, the United States should do so as well.

Mr. Cheung laid out the likely public relations fallout: Mr. Trump had run for office opposed to further wars. People had not voted for conflict overseas. The plans ran contrary, too, to everything the administration had said after the bombing campaign against Iran in June. How would they explain away eight months of insisting that Iranian nuclear facilities had been totally obliterated? Mr. Cheung gave neither a yes nor a no, but he said that whatever decision Mr. Trump made would be the right one.

Ms. Leavitt told the president that this was his decision and that the press team would

manage it as best they could.

Mr. Hegseth adopted a narrow position: They would have to take care of the Iranians eventually, so they might as well do it now. He offered technical assessments: They could run the campaign in a certain amount of time with a given level of forces.

General Caine was sober, laying out the risks and what the campaign would mean for munitions depletion. He offered no opinion; his position was that if Mr. Trump ordered the operation, the military would execute. Both of the president's top military leaders previewed how the campaign would unfold and the U.S. capacity to degrade Iran's military capabilities.

When it was his turn to speak, Mr. Rubio offered more clarity, telling the president: If our goal is regime change or an uprising, we shouldn't do it. But if the goal is to destroy Iran's missile program, that's a goal we can achieve.

Everyone deferred to the president's instincts. They had seen him make bold decisions, take on unfathomable risks and somehow come out on top. No one would impede him now.

"I think we need to do it," the president told the room. He said they had to make sure Iran could not have a nuclear weapon, and they had to ensure that Iran could not just shoot missiles at Israel or throughout the region.

General Caine told Mr. Trump that he had some time; he did not need to give the go-ahead until 4 p.m. the following day.

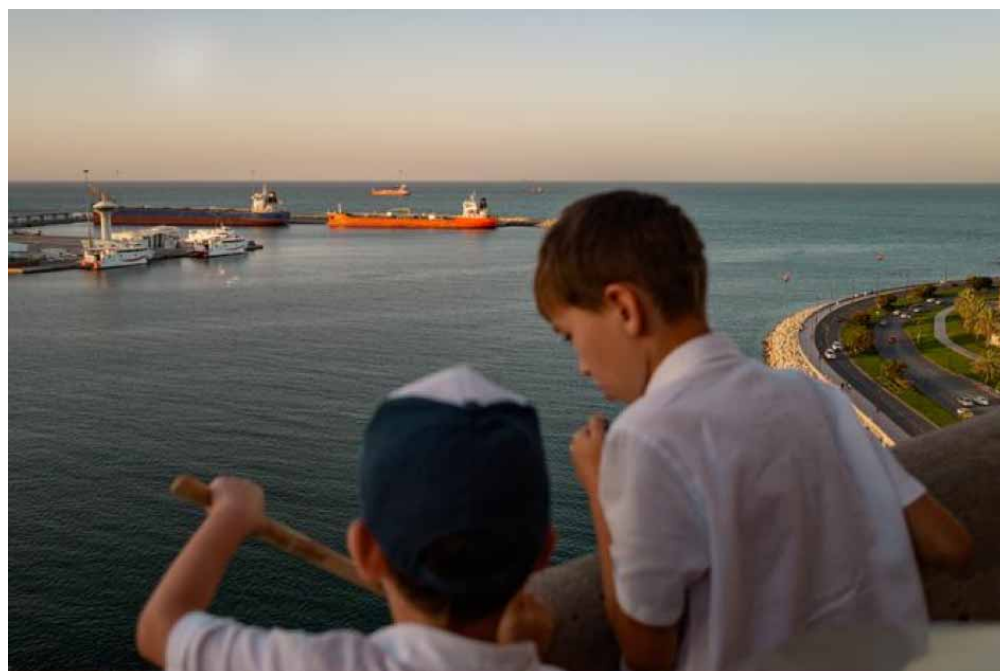
Aboard Air Force One the next afternoon, 22 minutes before General Caine's deadline, Mr. Trump sent the following order: "Operation Epic Fury is approved. No aborts. Good luck."

Le détroit d'Ormuz, carte maîtresse de l'Iran dans la guerre au Moyen-Orient

Malgré l'ultimatum lancé par Donald Trump, Téhéran ne semble pas décidé à rouvrir le bras maritime, stratégique pour l'économie mondiale. Le régime en fait désormais un instrument de la souveraineté nationale, envisageant même de monnayer le passage à l'issue du conflit.

Donald Trump promettait de plonger le pays dans les flammes de l'« enfer ». Mais à quelques heures de l'expiration de l'ultimatum fixé à l'Iran au mardi 7 avril à 20 heures, heure de Washington, la menace d'une punition divine formulée par le président américain laisse de marbre les dignitaires du régime islamique. [Les pressions militaires, insultes et remarques obscènes](#) proférées ces derniers jours par le chef de la Maison Blanche exigeant une réouverture du détroit d'Ormuz, dont le blocage déstabilise l'économie mondiale, suscitent au mieux l'indifférence, au pire le dédain de l'Iran, qui prétend incarner aux yeux du monde la « résistance » face aux Etats-Unis et à leur allié israélien, à l'origine de l'offensive déclenchée le 28 février.

« Nous n'accepterons pas un simple cessez-le-feu », a signifié lundi, Mojtaba Ferdousi, le chef de la mission diplomatique iranienne au Caire, auprès de l'agence Associated Press, exigeant, avant tout accord de paix, des garanties pour qu'aucune attaque ne vise à nouveau le régime décrit, il y a encore trois mois, comme agonisant. L'Iran poursuivra la guerre « aussi longtemps que les responsables politiques le jugeront opportun », cinglait un peu plus tôt l'un des porte-parole de l'armée iranienne, ignorant les propos de Donald Trump se disant prêt à



Le port de Mascate, à Oman, le 29 mars 2026. ELKE SCHOLIERS POUR « LE MONDE »

détruire « l'Iran tout entier » dès mardi soir.

Pour les experts du dossier iranien, la fuite en avant du régime, prêt au martyre au nom de la résistance à l'opresseur, trahit l'erreur de jugement dans laquelle s'enferme l'administration américaine. « Trump veut gagner une bataille, alors que l'Iran veut gagner la guerre », résumant les chercheurs Mohammad Eslami et Zeynab Malakouti, dans un article publié le 4 avril par la revue [Responsible Statecraft](#), analysant la politique étrangère américaine. « Dans les plans de Téhéran, le détroit n'est pas un outil pour mettre fin à la guerre, mais un élément

durable de l'après-guerre », écrivent-ils.

Le détroit d'Ormuz est une carte maîtresse devenue, à court terme, plus utile à l'Iran que son programme nucléaire, totem du régime. Téhéran est parvenu à prendre le monde en otage grâce à ce bras maritime par où transite habituellement 20 % de la production mondiale d'hydrocarbure. Depuis le début du conflit, « le monde fait face à un manque d'environ 11 millions de barils par jour [mbj], soit 11 % de l'offre de pétrole brut, comparé aux quelque 20 mbj qui passaient par le détroit avant le conflit », calculent les experts du centre de réflexion Brookings Ins-

titute dans une note datée du 1^{er} avril.

« Le détroit offre à l'Iran un pouvoir démesuré et immédiat. Contrairement à une arme nucléaire, il est facile et crédible de le fermer, donc tout aussi facile de l'ouvrir lorsque l'autre partie se conforme à ses exigences. Ayant établi ce contrôle, pourquoi l'Iran céderait-il maintenant ? », analyse Jeffrey Lewis, spécialiste du programme nucléaire iranien au James Martin Center for Non-proliferation Studies, à Monterey (Californie).

« Libérer » le détroit, « irréaliste » pour Macron

Une libération du détroit avec

l'intervention de troupes au sol est régulièrement évoquée par Donald Trump, furieux de voir les pays d'Europe rester passifs, selon lui, face à ce désastre économique qui les affecte directement. La France et ses alliés sont prêts à sécuriser le transit à Ormuz mais uniquement une fois les hostilités terminées. « *Libérer* » ce couloir maritime par la force serait « *irréaliste* », a lâché Emmanuel Macron, le 2 avril, s'agaçant des prises de parole irréflechies de Donald Trump.

« *Ça parle trop, et ça va trop dans tous les sens. On a tous besoin de stabilité, de calme, de retour à la paix, ce n'est pas un spectacle !* », a poursuivi le président français, reflétant la consternation des pays de l'Union européenne, alors que Paris manœuvre au Conseil de sécurité des Nations unies avec la Russie et la Chine pour amender une résolution de Bahreïn, téléguidée par Washington, qui imposerait une réouverture du détroit de façon offensive.

Selon les experts, ouvrir un nouveau front à Ormuz mènerait à une guérilla à l'issue incertaine pour contrer les drones iraniens tirés le long de la côte, depuis de petites embarcations de pêche ou naviguant en sous-marins. « *Il faudrait une présence militaire permanente de plusieurs dizaines de milliers de soldats avec tout l'appui pendant des mois, voire des années pour protéger le détroit. C'est impensable* », juge Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du centre énergie et climat de l'Institut français des relations internationales. « *S'emparer de l'une des rares îles iraniennes dans le golfe Persique ne serait pas impossible pour les Etats-Unis, mais la conserver serait très difficile. Les Iraniens sont prêts à sacrifier des milliers de soldats pour défendre chaque centimètre de leur territoire* », appuie Mohammad Eslami, analyste à l'Ins-

titut universitaire européen basé à Florence (Italie).

Le blocage du détroit avait, jusqu'ici, été considéré par les experts en sécurité énergétique comme un scénario improbable, car suicidaire pour l'Iran. Mais Ormuz n'est de facto pas fermé. Il a suffi à l'Iran de harceler une vingtaine de navires dits « hostiles » avec des drones pour faire s'envoler les primes exigées par les compagnies d'assurances. Devenues prohibitives, elles empêchent les navires de prendre la mer.

Passage au comptegouttes pour les pays amis

Le passage de bateaux battant pavillon de pays amis est, lui, autorisé au comptegouttes grâce à des tractations nouées en coulisse avec l'Iran. Au cours du week-end, 21 navires ont franchi Ormuz : un bien pauvre record, alors que près de 135 vaisseaux traversaient chaque jour ce goulet d'étranglement avant-guerre.

Un premier tanker chargé de brut irakien y est passé dimanche 5 avril, fruit d'un accord révélé par Téhéran avec ce « *pays frère*. » Déjà, Bagdad teste la confiance des traders et des raffineurs d'Asie dans ces garanties de sécurité, en les enjoignant de passer de nouvelles commandes. L'Inde a fait circuler huit porteurs de gaz naturel liquéfié depuis le début du conflit, et le Pakistan s'est vu offrir 20 passages, fruit de son rôle de facilitateur des négociations avec Washington.

L'agence Bloomberg relève aussi des traversées de vaisseaux chinois, japonais, turcs (deux navires), grecs et thaïlandais. Jeudi, le *Kribi*, porte-conteneurs sous pavillon maltais du groupe français de transport maritime CMA CGM, est passé au nord de l'île de Larak, proche des côtes iraniennes, selon

les données de MarineTraffic, en empruntant une route inhabituelle, apparemment autorisée par les gardiens de la révolution. La plupart des bateaux ont frôlé la côte de l'Iran, sous la « *protection* » de ses forces armées. Mais le golfe Persique demeure encore largement un monopole de vaisseaux iraniens, qui exportent environ un million et demi de barils par jour de son propre brut.

« *Téhéran demeure dans son droit, en s'arrogeant ces privilèges en temps de guerre, à l'heure où le pays fait face à une agression d'Israël et des Etats-Unis* », sans leur avoir posé de menace imminente évidente, rappelle le professeur émérite de droit international Said Mahmoudi, de l'université de Stockholm. Une centaine de juristes américains de premier plan relevaient cet état de fait, vendredi, dans une lettre ouverte, tout en mettant en garde contre des violations massives du droit de la guerre annoncées sans fard par Washington.

Cependant, Téhéran assure que ce nouvel ordre des choses à Ormuz perdurera après la guerre, tout comme la menace à laquelle il fait face. Le détroit est brandi comme un instrument de la souveraineté nationale. « *Des médias iraniens martèlent déjà que "le détroit nous appartient", ce qui est faux : il n'appartient en rien aux Etats côtiers et Téhéran le sait, mais il adopte le langage de la force face à l'agresseur, quitte à apparaître comme un Etat voyou* », précise M. Mahmoudi. Une proposition de loi, dont l'examen a démarré lundi au Parlement iranien, explicite cette tentative d'imposer avec Ormuz un « *tournant dans la formation d'un nouvel ordre mondial* », faisant du passage dans le détroit non pas un droit mais un « *privilège conditionnel* » monnayé par le « *paiement d'éventuelles*

amendes ».

C'est là une ancienne préoccupation de sécurité de la République islamique, à laquelle Washington et l'Etat hébreu ont donné une soudaine légitimité : Téhéran n'a jamais ratifié la [convention des Nations unies sur le droit de la mer](#) (Montego Bay, 1982). Contre la plupart des Etats, l'Iran revendique à Ormuz l'application d'un droit de la mer datant de 1958, qui régit encore le Bosphore turc, et qui lui accorderait en temps de guerre un contrôle sur les « passages innocents », bien plus strict que le « droit de transit » communément admis auquel son voisin, Oman, s'est rendu avec le temps.

En pleine guerre, cette question nationale fédère en Iran les partisans du régime comme ses opposants. « *Pour Téhéran, le contrôle du détroit lui fournit non seulement un moyen de pression, mais aussi un substitut potentiel à ses deux principales demandes* [dans d'improbables négociations avec Washington] : *des garanties de sécurité* [que la guerre ne reprendra pas] *et des garanties économiques* [des réparations] », souligne Raz Zimmt, spécialiste israélien de l'Iran à l'Institut des études de sécurité nationale, sur le réseau X.

Quant à faire payer le passage à Ormuz, pour se rembourser des pertes de la guerre, Téhéran l'a déjà imposé à quelques bateaux, selon l'assureur Lloyd's. Une somme allant jusqu'à 2 millions de dollars (1,73 million d'euros) a été évoquée par les experts, sans avoir pu être confirmée. Ces ambitions pécuniaires relèvent à ce stade d'une vague menace. Mais Téhéran pourrait vouloir séduire les pays du Golfe pour prendre part à cette entreprise lucrative.

« *Si l'Iran autorise le transit*

d'engrais dans un premier temps [afin de prévenir une crise agricole et alimentaire dans des pays fragiles], et si les Etats-Unis permettent à l'Iran et à Oman de percevoir une taxe de transit, cela pourrait instaurer un nouveau régime qui lierait l'Iran et les pays du Golfe dans un accord mutuellement avantageux pour l'après-guerre », imagine Ali Vaez, spécialiste

de l'Iran au sein du centre de réflexion Crisis Group. « A plus long terme une cogestion est possible entre les pays du Golfe et des Iraniens qui ont prouvé qu'ils peuvent tout bloquer quand ils veulent », s'effraie une diplomate occidentale.

Mais pour faire entendre ces exigences, l'Iran aurait besoin de l'appui de ses alliés

chinois et russe. Le premier dépend du brut qui transite à Ormuz pour maintenir sa croissance. Le second, exportateur d'énergie, bénéficie de prix en hausse. Cependant, l'activisme de l'Iran dans le détroit les a tous deux brusqués. « Téhéran a probablement surestimé sa marge de manœuvre. Ses signaux ont suscité de vives inquiétudes en Chine et en

Russie, relève Clément Therme, spécialiste des relations étrangères de l'Iran. Ces deux pays dépendent de flux énergétiques stables et se méfient de toute tentative iranienne de contrôler ou de perturber le détroit. Cette préoccupation partagée crée les conditions d'un compromis tactique, y compris avec des acteurs par ailleurs aliés sur Téhéran. »



April .08,2026

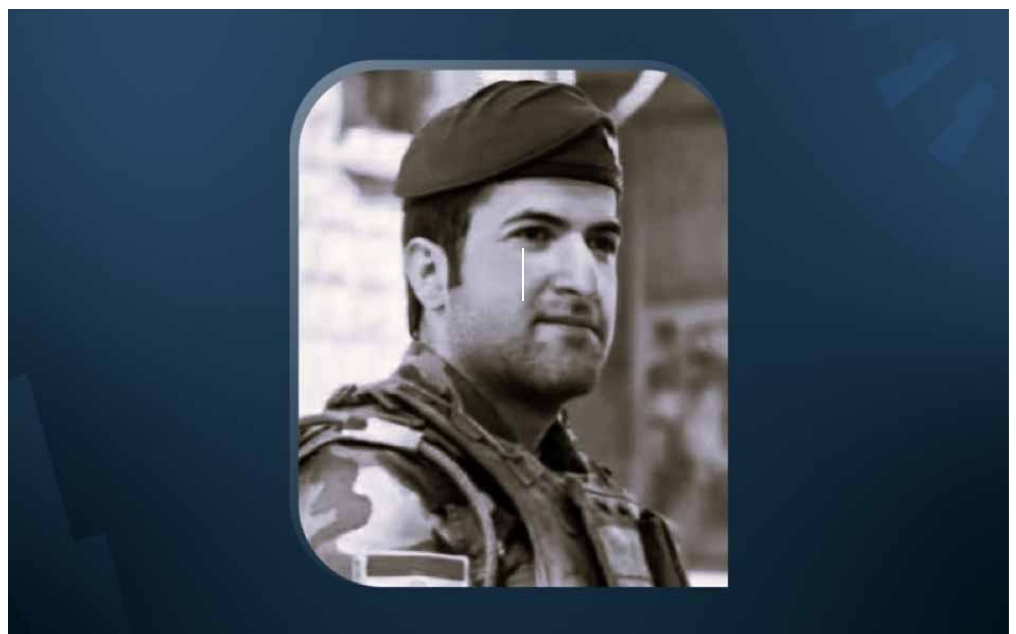
Peshmerga fighter succumbs to injuries sustained in March missile attack

ERBIL, Kurdistan Region - A 24-year-old Peshmerga fighter succumbed on Tuesday to severe injuries he sustained in a missile strike late last month. His death came on the same day a married couple were killed in a drone attack in northwest Erbil, which Kurdish officials said was launched from Iran.

Weysi Akhir Serderi Sherwani died in hospital from injuries he sustained on March 24, an informed official confirmed to Rudaw, noting that he had joined the Peshmerga forces between 2022 and 2023 and left behind a wife and two young sons.

The slain Peshmerga was critically wounded when Iranian tactical ballistic missiles struck a Peshmerga Division 7 base in Erbil's northeastern Soran administration. The early morning strikes, then carried out in two separate waves, killed six other Peshmerga fighters and wounded 29. Tehran later said the bombardment was a mistake and pledged to conduct an investigation.

Sherwani's death coincided



Peshmerga fighter Weysi Akhir Serderi. Graphic: Rudaw

with the tragic killing of a married couple, 39-year-old Moussa Anwar and 35-year-old Mazhda Asaad, who were killed in their sleep at their home in the village of Zargezawi, northwest of Erbil, leaving behind their two daughters, three-year-old Malin and five-year-old Dilin.

The Kurdistan Region's Directorate General of Counter Terrorism (CTD) detailed that the attack was carried out by

“an explosive-laden drone” that “was launched from Iran.”

The CTD strongly condemned the attack as “a violation of international law” and “a war crime,” emphasizing that it condemns such assaults in “the strongest possible terms.”

While no group has claimed Tuesday's deadly drone attack, shadowy Iraqi armed groups aligned with the Tehran-led 'Axis of Resistance'

have previously taken responsibility for many recent strikes on the Kurdistan Region, framing them as part of the response for the joint US-Israeli military campaign launched against Iran in late February.

Since then, Rudaw monitoring indicates the Kurdistan Region has endured 678 drone and missile attacks: 540 targeted Erbil province, 111 struck Sulaimani, 25 hit Duhok, and two impacted Halabja.

Before Tuesday's deaths, the attacks had killed 14 people and injured 93 others, includ-

ing Peshmerga fighters, Kurdish security forces (Asayish) personnel, fighters from Ira-

nian Kurdish opposition groups, a French soldier, and multiple civilians. With the la-

test fatalities, the death toll is expected to rise further.



Joanna Blain
08 avril 2026

En Iran, « les gens s'attendent à mourir »

Entre bombardements, menaces américaines et coupures des communications, la population redoute le pire. Depuis la France, leurs proches s'efforcent de maintenir le lien.

« Ça fait peur... La dernière fois, les murs tremblaient. On ne peut pas rester insensible à ça », confie Nicolas Maziar. À 58 ans, ce Franco-Iranien garde en mémoire la « guerre des douze jours » qui avait secoué l'Iran. Aujourd'hui, il observe le conflit à distance, depuis la France. Mais les siens, eux, sont restés. Sa mère dans les quartiers nord de la capitale, sa tante, son beau-frère...

Les nouvelles tombent au compte-gouttes. Un ou deux appels par semaine, souvent hachés, suspendus aux coupures Internet. Pendant ce temps, la rhétorique s'embrase. Lundi, Donald Trump a brandi la menace d'une destruction du pays « en une seule nuit », à l'approche de l'échéance fixée pour rouvrir le détroit d'Ormuz, artère stratégique du pétrole mondial. L'ultimatum devait expirer ce mardi à 20 heures à Washington (2 heures à Paris). Déjà, les frappes menées dans l'après-midi contre l'île de Kharg, centre névralgique de l'industrie pétrolière iranienne, donnent corps à l'escalade. « Une civilisation entière va mourir ce soir », a lancé le président américain. Un discours qui tranche avec celui du début du conflit. Le 28 février, Trump affirmait en-

core agir au nom de la « liberté » du peuple iranien, objectif affiché de l'intervention israélo-américaine. Ce revirement passe mal, y compris parmi les opposants au régime des mollahs. « La guerre a montré son vrai visage », tranche l'écrivain iranien Javad Javaheri, exilé à Paris. Selon lui, les Iraniens favorables aux frappes pour affaiblir le pouvoir islamique sont désormais « beaucoup moins nombreux ». Dans le pays, un ras-le-bol diffus s'installe, entre fatigue et désillusion.

Le rial s'effondre, les prix flam-

« Les gens en ont marre, ils veulent que ça s'arrête. Mais ils n'accepteront pas pour autant les conditions américaines », confie Babak, ingénieur de 62 ans en France. Sa famille s'est réfugiée dans le nord de l'Iran, dans une maison autonome (panneaux solaires, puits...) aménagée par son oncle. Un refuge précaire, loin du tumulte. Pour autant, « ma mère a la voix qui tremble », glisse-t-il. Puis le ton se fait plus mordant : « Les États-Unis ne sont pas un exemple pour nous. Regardez l'Irak, la Syrie, la Libye, la Yougoslavie... » Opposant au régime, il n'en démord pas : la révolte devra venir « de l'intérieur ».

D'autres assument une ligne plus tranchée. « On ne peut pas se réjouir de ce qui se passe. Le pays est en train d'être ravagé. Mais si ça ne se termine pas maintenant,

ça va recommencer dans six mois, un an, deux ans... », avertit Nicolas Maziar. Ce Franco-Iranien de 58 ans estime l'heure décisive. Sans chute du régime, la spirale est vouée à se répéter.

Dans les rues, l'emprise du pouvoir reste visible. Les forces armées renforcent leur présence, se positionnent sous les ponts pour se protéger des frappes, multiplient les contrôles. « Ils sont à chaque coin de rue. C'est une démonstration de force pour dire aux Iraniens : ne bougez pas, on est là », poursuit cet agent de la RATP.

Contacté sur WhatsApp, un professeur iranien hésite, puis refuse de nous répondre, craignant un piège tendu par le régime. Dans ce climat, la mère de Nicolas Maziar reste confinée dans son appartement du nord de Téhéran. Les voisins s'organisent, prennent le relais pour les courses. « Le minimum vital est toujours disponible pour le moment », assure-t-il. Les boulangeries ouvrent encore le matin, avant de baisser leurs rideaux l'après-midi.

Une normalité de façade. Presque illusoire. « Les prix affichés sont multipliés par cinq, six », explique la sociologue franco-iranienne Azadeh Kian. En coulisses, tout vacille. Le rial s'effondre, au-delà de 1,4 million pour un dollar sur le marché noir, contre 820 000 un an plus tôt. « Beaucoup ont perdu leur logement dans les bombardements, en-

viron 93 000 immeubles, résidentiels et commerciaux, ont été détruits », poursuit l'universitaire. Les commerces mettent la clé sous la porte, les emplois disparaissent. « Mon beau-frère ne travaille plus, il était dans le bâtiment », témoigne Nicolas Maziar.

« Il n'y a pas d'abri là-bas »

Puis la peur s'abat. « Ce matin, des avions israéliens ont bombardé la capitale, dont une synagogue. C'était effrayant. Les gens étaient en panique totale, car il n'y a pas d'abri en Iran », rapporte la spécialiste. À la menace américaine visant les infrastructures électriques, l'angoisse devient viscérale.

Elle évoque une personne atteinte de troubles respiratoires. Son appareil, dépendant de l'électricité, est vital. « Hier soir, elle m'a dit : C'est peut-être la dernière fois qu'on se parle. Les générateurs sont inabornables. » Puis ce constat, glaçant : « Les gens s'attendent à mourir, on m'a téléphoné pour me dire adieu. »

À distance, l'inquiétude fige les proches. Esfandiyar, 27 ans, installé à Paris, a laissé toute sa famille à Téhéran. Ce matin, une note vocale de 34 secondes lui parvient. La voix de son père y est noyée dans le fracas des bombardements : « Il y a beaucoup d'avions... Ils passent au-dessus de moi. Ça n'arrête pas. Peut-être qu'ils attaquent aussi la ville où je suis. J'espère à bientôt. »

Cessez-le-feu en Iran : soulagement général sur les marchés financiers

L'annonce d'une trêve par Donald Trump dans le conflit en Iran a fait chuter le cours du baril de pétrole et bondir les principales places boursières européennes mercredi.

Une baisse de 5 à 10 centimes du prix du litre de carburant à la pompe « *très rapidement* » : telle est la prévision d'Olivier Gantois, le président de l'UFIP, la fédération française des industries pétrolières, interrogé par l'Agence France-Presse mercredi 8 avril, quelques heures après l'annonce du cessez-le-feu en Iran. Une bonne nouvelle en perspective pour les automobilistes et les professionnels frappés, depuis le 28 février, par l'envolée des coûts de transport.

Le même soulagement dominait sur l'ensemble des marchés financiers, après cinq semaines et demie de tensions et de craintes quant à une chute de l'activité économique, combinées à un retour de l'inflation.

Les principales places boursières européennes ont ouvert en forte hausse : à Paris, l'indice CAC 40 gagnait 3,7 % en début de séance, le DAX à Francfort, 4,8 %, et le FTSE à Londres, 1,6 %. En Asie, les marchés de Tokyo et de Séoul avaient fini sur des gains respectifs de 5,4 % et 6,9 %. Et les contrats à terme préfiguraient une ouverture en hausse de 2,6 % à 3,3 % à Wall Street.

Parallèlement, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, la référence mondiale, chutait de 16 % à 93 dollars (79,55 euros) et celui du West Texas Intermediate (WTI), la référence pour le marché américain, a perdu jusqu'à 18 %, sa plus forte baisse

depuis près de six ans. La détente était tout aussi spectaculaire pour le gaz à l'ouverture du marché européen, le prix à terme du mégawattheure revenant à 43,70 euros, près de 10 euros de moins que la veille.

Sur les marchés obligataires, les rendements des obligations d'Etat refluaient, à 3,53 % pour l'obligation assimilable du Trésor à dix ans française et à 4,24 % pour les bons du Trésor américain de même échéance. Signe que la trêve, même fragile, éloigne la perspective de hausse des taux d'intérêt. La probabilité estimée d'une baisse des taux de la Réserve fédérale américaine (Fed) d'ici à la fin de l'année, encore jugée nulle la veille, est remontée en quelques heures à 60 %.

« Fenêtre de négociation »

Pour autant, si l'euphorie domine dans l'immédiat chez les investisseurs, beaucoup soulignent déjà les multiples incertitudes qui entourent les négociations diplomatiques à venir et les conditions d'une hypothétique **réouverture du détroit d'Ormuz et de son contrôle**. « *En réalité, les marchés n'intègrent pas la paix mais une fenêtre de négociation* », résume John Plassard, responsable de la stratégie d'investissement de la banque privée Cité Gestion à Genève (Suisse).

La durée du rebond des marchés financiers dépendra donc de la pérennité du cessez-le-feu, de l'ampleur de la reprise

du trafic dans le détroit d'Ormuz après une chute de près de 90 % en six semaines, et de la capacité réelle des autorités monétaires, à commencer par la Banque centrale européenne et la Fed, à assouplir leur politique monétaire dans les prochains mois.

La pente à remonter reste longue. Car les toutes premières réactions à l'annonce des pourparlers entre Washington et Téhéran sont donc très loin de ramener les marchés financiers aux niveaux auxquels ils évoluaient avant le 28 février. Le prix du baril de Brent affiche ainsi encore un bond de 34 %, et celui du WTI, une hausse de 46 %.

Ce qui reflète à la fois les incertitudes sur l'issue des pourparlers, mais aussi le fait que les perturbations économiques mettront du temps à se résorber. Au Qatar, il faudra des mois pour réparer **les installations endommagées par les frappes iraniennes** à Ras Laffan, la principale usine de liquéfaction de gaz du monde. Relancer le trafic maritime promet également d'être long, même si le président américain, Donald Trump, a assuré, sur son réseau social Truth Social, que les Etats-Unis allaient « *aider à désengorger le trafic dans le détroit d'Ormuz* ».

Alors que quelque 800 pétroliers et autres cargos sont bloqués dans le golfe Arabo-Persique, « *on ne rétablit pas les flux maritimes mondiaux en vingt-quatre heures* », a indiqué, à l'agence Bloomberg,

Jennifer Parker, professeure associée à l'Institut de défense et de sécurité de l'université d'Australie-Occidentale. *Les armateurs, les assureurs et les équipages doivent être convaincus que le risque a réellement diminué – et non pas simplement été suspendu.* »

Risque inflationniste

D'ores et déjà, cependant, certains acteurs économiques affichent leur satisfaction à l'annonce du cessez-le-feu. « *Même deux semaines, c'est déjà positif, car cela permettra de voir un certain retour des flux pétroliers* », a déclaré mercredi, à Bloomberg TV, Willie Walsh, le directeur général de l'International Air Transport Association, le lobby des compagnies aériennes, très affectées par la flambée des prix du pétrole et les ruptures d'approvisionnement. Les prix du kérosène « *resteront élevés pendant un certain temps* », a-t-il ajouté, avant de prévenir : « *Si le prix du brut a baissé de 16 %, on pourrait penser que celui du kérosène baissera d'autant, mais il restera tout de même élevé, ce qui se traduira par une hausse des prix des billets. C'est inévitable.* »

De l'industrie de la pêche au secteur de la construction en passant par l'agro-alimentaire, de nombreuses filières avaient tiré la sonnette d'alarme ces derniers jours sur les conséquences néfastes du choc pétrolier sur leur activité. Pour elles, la question essentielle est de savoir quand le prix

des matières plastiques ou des engrais pourra repartir à la baisse. Sachant que les entreprises sont toujours plus promptes à répercuter les hausses de prix que les

baisses, comme elles l'ont prouvé après la crise due au Covid-19.

L'inquiétude majeure, en fait, c'est que plus la guerre dure,

plus l'inflation risque de s'installer. Ce qui annoncerait « *des taux d'intérêt plus élevés que ce que les marchés anticipent actuellement* », avait prévenu Jamie Dimon, le PDG de

J.P. Morgan, dans une lettre à ses actionnaires envoyée lundi.



Sami Zaïbi
08 avril 2026

«Il faut soutenir nos frères iraniens» : à Bagdad, plongée dans le bastion de la résistance chiite

Dans la capitale irakienne sous haute tension, des milices chiites menacent les intérêts américains, sous les yeux d'un gouvernement impuissant et d'une grande partie de la population qui se dit solidaire de l'Iran.

Samedi 4 avril, sur la place Tahrir de Bagdad, les consignes étaient pourtant claires : un rassemblement pacifiste, aucun drapeau hormis celui de l'Irak, et pas de chants excepté ceux entonnés par les organisateurs. Voilà pour le cadre, en théorie. En cette douce après-midi ouatée, sous un soleil dilué, des dizaines de milliers de personnes affluent vers le centre-ville de la capitale irakienne. Elles répondent à l'appel de Moqtada Sadr, chef religieux chiite et politicien toujours extrêmement populaire malgré son retrait de la vie politique il y a quelques années.

Après avoir franchi dix checkpoints, où les agents vérifient que personne n'apporte de portrait de personnalité, la foule dense parvient sous le monument de la Liberté, une grande fresque réalisée à la fin des années 1950 en l'honneur de la révolution irakienne. C'était ici qu'avaient lieu, en 2019, les manifestations de Tishreen, un vaste soulèvement populaire porté par la jeune génération, qui dénonçait autant l'ingérence iranienne rampante que la

dépendance américaine. Le mouvement, qui rêvait à haute voix d'un «Irak aux Irakiens», s'est fait réprimer dans le sang par les forces de sécurité et les milices chiites : plus de 600 morts et 20 000 blessés.

Vieux réflexes anti-impérialistes

Un mois et demi après le début de l'offensive israélo-américaine, un réflexe de solidarité vis-à-vis du grand frère iranien émerge dans la société irakienne – malgré les violentes dissensions, au sein même de la population chiite, sur l'influence de Téhéran. Lové dans un drapeau irakien, Moqtada, étudiant en infirmerie qui porte le même nom que son idole, clame : «*Il y a sept ans j'avais participé à Tishreen, mais aujourd'hui je viens montrer mon soutien à l'Iran. En tant que chiites, nous combattons l'oppression où qu'elle soit. Surtout, je réclame la paix : ce n'est pas le rôle de l'Irak d'interférer dans cette guerre.*» A peine le vingtenaire a-t-il terminé sa phrase qu'un flot humain l'emporte et scande, le contredisant : «*Nous sommes les premiers à frap-*

per les Américains ! Si le Sayyid [Moqtada Sadr, ndlr] l'ordonne, nous allons affronter les tanks !»

Sur la scène qui surplombe la foule en liesse, le grand panneau déployé par les organisateurs lève l'ambiguïté : «*Non aux Américains, non aux Israéliens, oui à la paix, oui à l'Irak, non à la normalisation [avec Israël, ndlr], non à la colonisation.*» Les initiateurs du rassemblement contreviennent à leurs propres instructions : un drapeau iranien est hissé au milieu de l'esplanade, entouré des étendards des pays du Golfe. La volonté : afficher un front uni, sunnite et chiite, contre une agression israélo-américaine perçue comme injustifiée.

A Bagdad, le soutien à Téhéran est très visible. La veille de la manifestation, les milices chiites avaient organisé leur propre rassemblement, où les portraits de Khamenei – père et fils – étaient non seulement autorisés mais encouragés. Dès les premiers jours de la guerre, des tentes ont écloso un peu partout dans la ville pour récolter les donations en faveur de l'Iran. Les réseaux sociaux fourmillent

de vidéos où des mères de famille, des grands-mères, offrent ce qu'il leur reste de billets et de bijoux pour soutenir la «résistance». Ces dons sont parfois forcés. Une fonctionnaire confiée à *Libération* avoir été contrainte par ses supérieurs de contribuer à hauteur de 25 000 dinars irakiens (16 euros), sous la menace d'une mutation dans une ville lointaine.

Peu importent les dissensions passées sur l'alignement ou non avec Téhéran, la guerre actuelle a réveillé de vieux réflexes anti-impérialistes. «*C'est une guerre contre les musulmans en général*», clame Abu Mohanad al-Daraoui, un ancien soldat qui avait combattu lors de la guerre du Koweït et, selon ses dires, abattu un avion américain. Pour cet homme de 61 ans vêtu d'une djellaba noire, «*il faut soutenir nos frères iraniens*». Comment ? «*Avec de la nourriture, de l'argent peut-être, mais pas des armes.*» L'Irak ne devrait donc pas entrer en guerre ? «*Inch'Allah non...*» répond-il dans un premier temps, avant de se reprendre : «*En vérité, à titre personnel et ça n'engage que moi : oui, j'aimerais*

que l'Irak entre en guerre.»
La majorité chiite joue un trouble jeu

De fait, une partie de l'Irak est déjà entrée en guerre. Laquelle ? Difficile à dire, car la majorité chiite au pouvoir joue un trouble jeu, selon une logique de poupées russes emboîtées. La plus grande de ces poupées est celle qui affiche le visage le plus fréquentable : le Cadre de Coordination. Cette coalition de partis chiites, arrivée au pouvoir lors des élections législatives de 2021 aux dépens des soutiens de Moqtada Sadr, détient une majorité au Parlement et domine l'exécutif dirigé par le Premier ministre Mohammed Chia Al-Soudani. En son sein sont représentées des formations politiques plus ou moins modérées, mais aussi des factions armées.

La poupée suivante est plus sulfureuse : le Hachd al-Chaabi, ou Forces de mobilisation populaire. Cet ensemble de milices, créées pour la plupart lors de la guerre contre l'Etat islamique, majoritairement chiites mais parfois aussi sunnites ou chrétiennes, contrôle de facto une grande partie du territoire irakien, sécuritairement et économiquement. Dans les rues de Bagdad, leurs drapeaux sont partout, et chacune de ces milices contrôle un quartier particulier. Ces groupes armés, dont certains leaders sont représentés dans le Cadre de Coordination, ont été officiellement institutionnalisés par le gouvernement, et bénéficient d'un budget annuel de plus de 3 milliards de dollars.

La poupée suivante est nettement moins recommandable : la Résistance islamique en Irak. Ce groupe de trois factions (Kataeb Hezbollah, al-Nujaba, Sayyid al-Shuhada), créé après le 7 octobre 2023 mais resté muet lors de la guerre des Douze jours (entre Israël et l'Iran) en 2025, combat directement les forces américaines depuis le

début de la guerre en cours. Il bombarde sans relâche, dans le nord du pays, les peshmergas iraniens exilés qui envisagent une offensive terrestre en Iran, les dernières bases américaines encore opérationnelles (Washington s'est engagé à retirer toutes ses troupes d'Irak d'ici la fin de l'année), ainsi que les intérêts américains au Koweït, en Arabie saoudite et aux Emirats arabes unis.

La dernière poupée, ou plutôt les dernières, sont les plus dangereuses. Ce sont des groupuscules obscurs, inconnus ou presque avant le début de la guerre, qui mènent les attaques les plus agressives : le bombardement qui a tué l'officier français Arnaud Frion dans une base militaire internationale près d'Erbil, le ciblage d'infrastructures énergétiques appartenant à l'Etat irakien, et l'enlèvement de la journaliste américaine Shelly Kittleson, en pleine rue et de jour, le 31 mars à Bagdad. Selon des sources sécuritaires, ses ravisseurs négocient en ce moment avec le gouvernement pour sa libération en échange de la remise en liberté de plusieurs miliciens emprisonnés. «*En réalité, ce sont des groupes fantoches, tous issus du Kataeb Hezbollah [la poupée du dessus, ndlr], lequel met en place cet écran de fumée pour ne pas être reconnu comme organisation terroriste et continuer à percevoir le financement de la coalition au pouvoir à Bagdad*», explique au téléphone Adel Bakawan, chercheur spécialiste de l'Irak.

La guerre en cours est «existentielle»

Depuis le début de la guerre, les affrontements en Irak ont fait une centaine de morts. Une vingtaine d'entre eux, principalement des combattants kurdes, ont été tués par les milices chiites. En représailles, l'armée américaine a effectué plusieurs frappes aériennes, tuant au moins 73

miliciens et en blessant plus de 60 autres, dont plusieurs leaders de milices. Pris entre deux feux, le gouvernement, critiqué déjà avant la guerre pour son incapacité à contrôler les factions armées, en est réduit à «condamner» verbalement les attaques provenant des deux côtés.

Dans un grand hôtel de la capitale, *Libération* a pu s'entretenir avec un haut responsable de la Résistance islamique. Visé régulièrement par des frappes américaines, le milicien estime que la guerre en cours est «existentielle» : «*Les Etats-Unis et Israël s'en prennent au chiisme. Mais il ne suffit pas de tuer nos leaders pour faire tomber le système. Notre structure est plus forte que les personnes qui la composent.*» Il nie toutefois, contrairement à ce que soutiennent les experts de la région, que les trois factions qui composent la Résistance islamique reçoivent des ordres de Téhéran.

Pour lui, la victoire, militaire comme morale, penche évidemment du côté chiite : «*Au Liban, le Hezbollah est toujours debout alors que tout le monde pensait qu'il serait détruit rapidement. En Iran, 90 % des leaders ont certes été tués, mais leurs successeurs sont encore plus puissants et le système, renforcé depuis la guerre des Douze jours, tient le choc. Et nous, en Irak, nous frappons régulièrement les intérêts des Etats-Unis. Les Américains, aveuglés par leur naïveté et leur arrogance, se sont une fois de plus trompés sur toute la ligne en engageant cette guerre. Enfin, sur le plan moral, nous travaillons selon des principes religieux qui nous interdisent de cibler les civils. Les chiffres parlent d'eux-mêmes.*»

Les frappes israéliennes et américaines ont fait environ 1 600 morts civils, principalement au Liban et en Israël. Les frappes des Gardiens de la révolution et de leurs

proxys, quant à elles, ont fait moins de 50 pertes civiles, et visent principalement des infrastructures énergétiques et militaires. Le responsable de la Résistance refuse de comptabiliser les victimes de la répression sanglante des manifestations iraniennes en janvier (entre 3 000 et 30 000 morts). «*Le mouvement était civil à la base, mais il a été noyauté par les combattants kurdes*», évacue rapidement le milicien – contre toute vraisemblance.

Menaces de rétorsion économiques

Economiquement dépendant des Etats-Unis (les revenus du pétrole transitent par la Banque fédérale de New York) et politiquement arrimé à l'Iran, l'Irak évolue sur une fine ligne de crête. Son système politique est paralysé depuis plusieurs mois : après les élections législatives de novembre, trois hommes se battent pour devenir Premier ministre. Mohammed Chia al-Soudani, qui occupe actuellement le poste, Haïder al-Abadi, qui l'a occupé de 2014 à 2018, ainsi que Nouri al-Maliki, qui l'a occupé de 2006 à 2014. Ce dernier a certes été nommé par le Cadre de Coordination, mais Washington, qui le juge trop proche de l'Iran, manœuvre pour inverser la vapeur, brandissant des menaces de rétorsion économiques.

L'éclatement de la guerre a gelé la situation : «*Tous les politiciens attendent l'issue du conflit pour avancer dans la formation d'un gouvernement. Ils se rangeront du côté du candidat soutenu par celui qui, de l'Iran ou des Etats-Unis, a gagné la guerre*», analyse le parlementaire sunnite Layth Aldulaimi, rencontré à Bagdad. En attendant le résultat de la guerre, les autorités renforcent la présence policière dans les rues de Bagdad et évacuent de force les derniers étrangers encore présents.

The New York Times

April 8, 2026

Trump Says He 'Exceeded' His Objectives in Iran. But What Did He Accomplish?

President Trump said that “we have already met and exceeded” his military objectives. But his goals are largely unresolved.

President Trump went to war on Feb. 28 pledging to prevent Iran from getting a nuclear weapon, destroy its missile capability, break its regional proxies, eliminate its navy and create an opening for regime change.

After five weeks of bombardment, Mr. Trump [agreed to a cease-fire](#) with none of those goals clearly accomplished.

In his social media post on Tuesday announcing the end of U.S. bombing, for now, if Iran reopens the Strait of Hormuz, Mr. Trump said that “we have already met and exceeded all Military objectives.” Defense Secretary Pete Hegseth [told reporters](#) on Wednesday that the United States had achieved a “historic and overwhelming victory” because Iran’s military had been rendered “combat ineffective for years to come.”

Still, even supporters of the president’s decision to go to war voiced doubts that Iran had in fact been defeated. Mark Levin, the Fox News host whom Mr. Trump often praises, lamented in prime time on Tuesday night that the Iranian regime was “still surviving.” Laura Loomer, the far-right activist close to the White House, [posted online](#) that “we didn’t really get anything out of” the cease-fire talks “and the terrorists in Iran are celebrating.” Lindsey Graham, the hawkish Republican senator from South Carolina, [warned that Congress would need to review any deal](#).



President Trump went to war with Iran pledging to prevent them from getting nuclear weapons. Kenny Holston/The New York Times

The hand-wringing from the president’s staunchest backers highlighted the disconnect between the vast firepower of the U.S. military on display over the last month and the war’s more complicated consequences for U.S. security and influence. It was an indicator of the discomfort with the outcome of a war that, for now, has left the Middle East looking markedly different from the ambitions that Mr. Trump laid out when he announced the start of “major combat operations” more than a month ago.

“This regime will soon learn that no one should challenge the strength and might of the United States Armed Forces,” Mr. Trump said in that [overnight video message](#) on Feb. 28, wearing a

“USA” baseball cap.

But Iran did challenge the United States, even as the U.S. military struck more than 13,000 targets, according to figures released by the Pentagon on Wednesday. Iran attacked U.S. partners in the Middle East and closed down shipping out of the Persian Gulf.

The result: While Mr. Trump said at the war’s start that “we will ensure that Iran does not obtain a nuclear weapon,” he declared the cease-fire with hundreds of pounds of highly enriched uranium still in Iran’s possession.

The president [said on Wednesday on social media](#) that there would be “no enrichment of Uranium,” and that the United States would be “working with Iran” to “dig up and remove”

its stockpile. But there was no indication that Iran had agreed to such terms.

Mr. Trump also promised to “destroy their missiles and raze their missile industry to the ground.” Gen. Dan Caine, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, said on Wednesday that the U.S. bombs had hit “more than 450 ballistic missile storage facilities” and 80 percent of Iran’s missile production facilities. Richard Goldberg, a senior adviser at the hawkish Foundation for Defense of Democracies think tank, [estimated that as much as one-third](#) of Iran’s missile arsenal remained intact, and cautioned that “we either get dismantlement or we don’t.”

The United States did, by all

accounts, succeed in sinking much of Iran's navy. Karoline Leavitt, the White House press secretary, said that 97 percent of Iran's more than 5,000 naval mines had been destroyed, and that the country now had "zero submarine vessels."

But the cease-fire has gone into effect with Iran retaining maritime power where it matters most for the world economy: in the Strait of Hormuz, which Iran has been able to shutter with small boats, drones and missiles fired from shore. Mr. Trump had insisted that Iran reopen the strait as part of the cease-fire.

The strait's status was not clear on Wednesday, as Ms. Leavitt contended that the waterway had seen more

vessels getting through but shipping monitors did not show an increase in traffic. Either way, Iran appeared to retain the ability, if it chose, to continue harassing commercial ships and deterring them from passing through.

When it comes to Iran's network of proxy forces, Ms. Leavitt said that Tehran "can no longer distribute weapons to its proxies in the region" and that Iran's ability to fund those groups had been "greatly reduced." But they still pose a threat. Israel is continuing its war on the Hezbollah militant group in Lebanon, while the [Houthi militia in Yemen signaled](#) in recent days that it could still join the fighting.

And Iran's theocratic regime remains in power, potentially with [even greater military con-](#)

[trol over the country](#). The U.S.-Israeli air campaign killed numerous senior officials, including Ayatollah Ali Khamenei, the supreme leader. But there is no clear evidence backing up Mr. Trump's assertion that the leaders who replaced them are "very reasonable."

Ms. Leavitt told reporters that by weakening Iran's military capabilities, the United States and Israel had removed the "shield" that Iran was trying to erect around its nuclear weapons program.

"Their murderous and evil plans have been blown up quite literally and figuratively," Ms. Leavitt said.

But the last few weeks have shown that Iran still has other ways of punching back.

Brian Katulis, a senior fellow at the Middle East Institute, said it was true that the war had put U.S. military power and sophistication on display, reducing Iran's missile and drone arsenal and decimating its navy. But he noted that Iran's military was already weak before the war, and he compared U.S. claims of victory to "Muhammad Ali going in and saying he's beating up a teenage boxer."

"The real threat that Iran continues to pose is asymmetric," Mr. Katulis said, referring to capabilities like Iran's cheap one-way attack drones, its lingering proxy network and its control over the Strait of Hormuz. "The ledger does not look great."

Le Monde

Claire Gatinois, Ghazal Golshiri
08 avril 2026

Le récit de la libération de Cécile Kohler et Jacques Paris, de la terrifiante section 209 de la prison d'Evin à une traversée de l'Iran en voiture en pleine guerre

Détenus depuis 2022, les deux Français ont été libérés en échange de la levée de l'assignation à résidence d'une Iranienne condamnée en France pour « provocation en ligne au terrorisme ».

A l'abri, enfin. Depuis mardi 7 avril, Cécile Kohler et Jacques Paris, « otages d'Etat » selon la France, retenus à Téhéran depuis près de quatre ans, sont libres. « Soulagés et heureux », commentait un proche du couple. Quelques heures avant l'expiration de l'ultimatum fixé par le président américain, Donald Trump, promettant de faire périr la « civilisation » iranienne si un accord avec le régime islamique n'était pas trouvé avant 20 heures, heure de Washington,

l'enseignante de 41 ans et son compagnon de 72 ans ont pris la route pour rejoindre l'aéroport de Bakou, en Azerbaïdjan.

Il leur aura fallu huit heures pour traverser l'Iran en voiture, et encore quatre heures pour passer la frontière. Une attente éprouvante pour les services de l'ambassade, inquiets que le processus ne déraile à la dernière minute. Finalement, [les deux otages ont atterri à Paris, mercredi](#), peu avant 9 heures, et ont

été pris en charge par les équipes du Quay d'Orsay. « *C'est un soulagement pour nous tous et, évidemment, pour leurs familles. Merci aux autorités omanaises pour leurs efforts de médiation, aux services de l'Etat et aux citoyens qui se sont mobilisés sans relâche, et ont ainsi contribué à leur retour* », s'est félicité, mardi sur X, Emmanuel Macron.

Ce dénouement signe la fin d'un cauchemar pour le couple, arrêté le 7 mai 2022 au dernier jour d'un séjour touristique en Iran.

Membres du syndicat Force ouvrière, Cécile Kohler et Jacques Paris avaient été condamnés, en octobre 2025, à respectivement vingt ans et dix-sept ans de prison pour espionnage « au profit du service de renseignement français » et pour « guerre contre Dieu » (*moharebeh*), selon le jargon employé par Téhéran. Des accusations que leurs proches ont toujours réfutées.

Enfermé dans la terrifiante section 209 de la prison d'Evin à

Téhéran, réservée aux prisonniers politiques, le couple a passé de longues années dans une terreur psychologique permanente. Soumis à l'isolement dans des cellules exiguës, dormant à même le sol sous la lumière crue d'un néon braqué sur leur visage vingt-quatre heures sur vingt-quatre, ils ont enduré les interrogatoires incessants et les menaces répétées de leurs geôliers.

Le rôle « utile » du sultanat d'Oman

« *La souffrance est l'amante qui m'a aimé, qui m'a tenu quand le monde m'avait abandonné* », raconte dans *La Révolution intérieure* (Equateurs, 352 pages, 21 euros) Louis Arnaud, autre otage Français détenu dans la même prison de 2022 à 2024. [Ce calvaire](#) s'est poursuivi jusqu'aux frappes israéliennes qui ont partiellement détruit la prison, durant « la guerre de douze jours », menée par l'Etat hébreu contre la République islamique, en juin 2025. Plusieurs détenus ont péri dans ce bombardement qui a traumatisé Cécile Kohler. Les services diplomatiques français bataillent alors d'arrache-pied pour obtenir la libération des deux otages. En vain.

Et puis soudain, dans un entretien télévisé, le 11 septembre, le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, évoque un possible « échange de prisonniers ». Aucun marchandage n'est assumé par la partie française. Mais, dans les faits, le sort de Cécile Kohler et de Jacques Paris est désormais lié à celui de [Mahdieh Esfandiari, Iranienne de 39 ans, résidente en France](#), suspectée d'avoir contribué au développement d'une cellule de contenus de propagande sur les réseaux sociaux, dont un certain nombre relevaient, pour la justice, de la « provocation en ligne au terrorisme ».

Placée en détention provisoire, la femme bénéficie, en octobre 2025, d'une remise en liberté avec placement sous contrôle judiciaire, dans l'attente de son procès. Cette décision conduit l'Iran à permettre à Cécile



Les portraits de Cécile Kohler et de Jacques Paris, sur les grilles de l'Assemblée nationale, à Paris, le 11 mars 2026. MARTIN LELIEVRE/AFP

Kohler et à Jacques Paris de quitter, en novembre, leur lieu de détention [pour rejoindre l'ambassade de France en Iran](#). Leur libération totale adviendra quand M^{me} Esfandiari pourra rejoindre l'Iran, expliquent les diplomates du régime. Mais, à l'issue de son procès en appel, le 26 février, M^{me} Esfandiari est condamnée par le tribunal correctionnel de Paris à quatre ans de prison, dont un ferme. Deux jours plus tard, les Etats-Unis et Israël lancent l'offensive militaire « Fureur épique ».

Alors que Téhéran est sous le feu américano-israélien, la libération des Français est exigée lors d'appels téléphoniques entre le président français et son homologue, Massoud Pezeshkian, d'une part, et entre le ministre des affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, et M. Araghtchi, d'autre part. Les diplomates s'efforcent, selon une source française, de « lever les malentendus » concernant le sort de M^{me} Esfandiari. Le sultanat d'Oman joue également un rôle « utile » de médiateur, souligne un proche de M. Barrot. Le donnant-donnant final se met en place : quelques heures après l'annonce de la libération de M^{me} Kohler et de M. Paris, l'assignation à résidence de Mahdieh Esfandiari est levée.

« L'Iran joue l'après-guerre »

Aux dires de Paris, ce geste de l'Iran à l'égard de la France a pu être accéléré par les menaces grandissantes de Donald Trump à l'égard des populations civiles en Iran. Mais les analystes consultés par *Le Monde* réfutent la thèse d'un acte « humanitaire » du régime. « *C'est un geste tactique calculé pour accentuer la fracture euro-Atlantique* », pose David Khalfa, expert du Moyen-Orient au sein de la Fondation Jean Jaurès. « *Cette libération est un message indiquant que l'Iran traitera de façon préférentielle les alliés traditionnels des Etats-Unis qui refusent de travailler avec Trump pendant la guerre* », appuie [Ross Harrison, chercheur au Middle East Institute](#), auteur de *Decoding Iran's Foreign Policy* (« décoder la politique étrangère de l'Iran », I.B. Tauris, 2025, non traduit).

Paris réfute l'idée d'avoir adouci sa position à l'égard de l'Iran. Mais une source française observe « l'évolution du regard iranien sur notre position » sans doute liée à la prise de distance de plus en plus explicite du président français envers la logique guerrière américano-israélienne. La France s'en tient, depuis le début de la guerre, à une posture « défensive ». Cette ligne l'a

conduite à refuser toute idée de réouverture par la force du détroit d'Ormuz, en dépit des appels en ce sens et des insultes de [Donald Trump envers les Européens et ses alliés de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord](#).

Emmanuel Macron, qui avait signalé les entorses au droit international commises par les Etats-Unis en lançant cette offensive, s'est également fait l'écho d'une exaspération grandissante à l'égard d'un président américain, dont les objectifs de guerre n'ont cessé de varier depuis le 28 février. « *Quand on veut être sérieux, on ne dit pas chaque jour le contraire de ce qu'on a dit la veille, s'est agacé le chef de l'Etat, le 1^{er} avril, lors d'un déplacement en Corée du Sud. Ça n'est pas un spectacle. On parle de paix, de guerre, on parle de la vie de femmes et d'hommes.* »

Le lendemain, un porte-conteneurs du groupe français de transport maritime CMA CGM était autorisé à traverser le détroit d'Ormuz. « *L'Iran est isolé sur la scène internationale*, analyse M. Harrison. *Il joue déjà l'après-guerre en essayant d'accentuer les divisions entre les Etats-Unis et leurs alliés en Europe et dans les pays du Golfe.* »

Guerre en Iran : Donald Trump annonce un cessez-le-feu avec Téhéran et offre une ouverture de deux semaines à la diplomatie

Le président américain, qui avait promis d'anéantir l'Iran, a annoncé, mardi soir, un cessez-le-feu avec Téhéran, qui devrait rouvrir le détroit d'Ormuz.

Israël a dit soutenir l'accord, mais affirmé que ses opérations au Liban n'étaient pas concernées

Donald Trump a accepté de reculer devant l'abîme. La journée du mardi 7 avril a représenté un tournant dans la guerre en Iran, dont il est impossible d'anticiper les conséquences. Le matin, le président américain employait un langage génocidaire, promettant à l'Iran l'extinction de sa civilisation. Le soir, moins d'une heure et demie avant l'[expiration de son ultimatum au régime](#), il publiait un message sur son réseau Truth Social pour annoncer un cessez-le-feu de deux semaines, en s'appuyant sur une médiation du Pakistan. Donald Trump acceptait de « *suspendre le bombardement et l'attaque contre l'Iran* » en échange de « *l'ouverture complète, immédiate et sûre du détroit d'Ormuz* ». Le magnat renonçait – temporairement ? – à sa menace de destruction des infrastructures civiles, à commencer par les ponts et les centrales électriques.

« *La raison d'agir ainsi est que nous avons déjà atteint et dépassé tous les objectifs militaires, et que nous sommes très avancés sur la voie d'un accord définitif concernant une paix durable avec l'Iran, ainsi que la paix au Moyen-Orient*, assurait Donald Trump. *Nous avons reçu une proposition en dix points de l'Iran et estimons qu'elle constitue une base de négociation viable.* » Cette épiphanie diplomatique pleine d'optimisme constitue

un renversement complet de position pour la Maison Blanche, traduisant l'impasse dans laquelle Donald Trump s'était retrouvé.

Sa reculade, si elle peut rassurer un temps les marchés – le cours du pétrole chutait fortement dans la soirée –, n'en trahit pas moins une errance américaine. Elle récompense aussi, en creux, le mode de combat décentralisé et asymétrique iranien. Téhéran a eu une révélation : le contrôle du détroit d'Ormuz constitue un outil de dissuasion et de pression à bas prix, bien plus redoutable que les dérapages de son programme nucléaire.

Sauver la face

Le Conseil suprême de sécurité nationale, en Iran, a confirmé l'accord de principe en vue d'un cessez-le-feu de deux semaines. A compter du 10 avril, le Pakistan accueillera, à Islamabad, les représentants des différentes parties pour un règlement définitif. Le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, annonçait aussi « *l'arrêt des opérations défensives* » et la réouverture du détroit d'Ormuz à la circulation des navires, en coordination avec l'armée iranienne, mais « *en tenant dûment compte des contraintes techniques* ». Rien ne garantit donc un flux habituel des tankers. Son message était relayé par le

compte de Donald Trump, dans une convergence ponctuelle d'intérêts n'effaçant en rien la rancœur et la méfiance mutuelles.

Les deux pays tentaient ainsi de sauver la face, alors qu'ils étaient très affaiblis à différents titres. L'Iran a vu son armée décimée et une bonne partie de sa hiérarchie politique, religieuse et sécuritaire décapitée. Les Etats-Unis, eux, ont déjà clamé à plusieurs reprises leur supériorité militaire écrasante et leurs objectifs remplis, sans parvenir à rouvrir le détroit, ni à mettre fin au harcèlement des pays du Golfe par les drones et les missiles iraniens. Dans un message sur X, peu avant 22 heures, la porte-parole de la Maison Blanche, Karoline Leavitt, a évoqué « *une victoire pour les Etats-Unis* », prétendant que « *le succès de notre armée a créé une pression maximale* ». Elle osait même se féliciter de la réouverture du détroit d'Ormuz obtenue par Donald Trump. C'est pourtant la guerre qui a provoqué un étranglement par l'Iran de cette artère stratégique.

Le répit obtenu n'implique pas la fin du conflit. Il offre une respiration, une ouverture diplomatique fragile. Dans la nuit, les alertes se poursuivaient en Israël, dont l'armée continuait aussi ses opérations. Lundi, Donald Trump avait qualifié le plan

en dix points, avancé par l'Iran, de « *pas significatif* » et « *pas assez bon* ». Voilà qu'il le considère comme une « *base de négociation viable* », alors qu'il représenterait une consolidation du régime. Différentes versions de ce texte circulent. Il prévoit des garanties de non-renouvellement des hostilités de la part des Etats-Unis et d'Israël. Une version en farsi reprise par les médias iraniens indique la poursuite du programme de Téhéran sur l'enrichissement d'uranium ; un point qui ne figure pas dans le texte anglais transmis à l'ONU.

L'Etat hébreu arrêterait ses opérations au Liban et abandonnerait le sud de ce pays, qu'il contrôle. [Difficile à admettre pour la coalition au pouvoir, autour de Benyamin Nétanyahou](#). Le bureau du premier ministre israélien a affirmé, mercredi 8 avril au matin, que le cessez-le-feu ne s'appliquerait pas au Liban, un point de contentieux essentiel pour les heures à venir. Enfin, volet déterminant : tandis que les Etats-Unis s'engageraient dans la levée des sanctions contre Téhéran, le régime islamique, de son côté, rouvrirait le détroit d'Ormuz, mais en imposant un droit de passage à tous les navires. Ce système créerait une forme de rente inespérée pour Téhéran, qui exige des compensations pour les dommages subis.

« Presque tous les points de désaccord antérieurs ont été réglés entre les Etats-Unis et l'Iran, assure Donald Trump dans son message, mais une période de deux semaines permettra de finaliser et de conclure l'accord. » Cet empressément dessine un abandon des opposants iraniens, que le président américain promettait de soutenir en janvier lors de leur répression sanglante. On ne sait rien à ce stade du devenir des capacités balistiques de l'Iran et des quelque 440 kilogrammes d'uranium hautement enrichi (à 60 %) dont le régime disposerait toujours. Ces points figuraient pourtant au cœur de l'argumentaire américain depuis le 28 février, pour justifier l'urgence et la nécessité de la guerre.

Critiques du monde MAGA

L'espoir d'une issue diplomatique était apparu en milieu d'après-midi à Washington, alors que l'armée israélienne bombardait des ponts dans plusieurs régions, notamment à Téhéran, Karadj, Tabriz, Kashan et Qom. Le premier ministre du Pakistan, Shehbaz Sharif, intervenait dans un rôle nouveau de médiateur. Il publiait un message, sur X, dans lequel il évoquait des progrès grâce à la médiation de son pays. Le dirigeant demandait à Donald Trump de suspendre sa menace pour deux semaines, délai pendant lequel l'Iran était invité à ouvrir pleinement la circulation dans le détroit d'Ormuz.

Pendant cette quinzaine, les parties respecteraient un cessez-le-feu, « afin de permettre à la diplomatie d'obtenir une cessation définitive de la guerre ». Israël, pourtant coproducteur du conflit en cours, n'était pas mentionné, comme s'il allait de soi que l'Etat hébreu suivrait la décision américaine. Détail qui serait amusant, si l'heure n'était pas aussi grave, la

première version non éditée du tweet commençait par les mots : « Brouillon – message du premier ministre du Pakistan sur X ». A croire que le contenu avait été transmis par une partie étrangère.

En lien avec l'Arabie saoudite, la Turquie et l'Egypte, Islamabad avait l'avantage, dans cette médiation, de ne pas être directement impliqué dans la guerre, apparaissant comme neutre. Shehbaz Sharif est très apprécié par la Maison Blanche, où l'on se souvient encore de ses éloges adressés à Donald Trump, le 19 février, à l'occasion de la première réunion du Conseil pour la paix de Gaza. Il avait qualifié le président américain de « vrai sauveur de l'Asie du Sud », pour sa médiation entre le Pakistan et l'Inde en 2025, qui aurait permis d'« éviter la mort de dizaines de millions de personnes ».

Ces derniers jours, Donald Trump s'était enfermé dans une alternative sans issue favorable. En reculant, il s'exposait aux quolibets sur le président TACO (« Trump always chickens out », « Trump se dégonfle toujours » en français). En mettant sa menace à exécution contre les infrastructures civiles, il ouvrait un gouffre sous les pieds du monde, personne ne pouvant anticiper la force de la réplique iranienne contre les pays de la région. Les critiques contre le président américain ne cessaient de monter parmi les commentateurs du monde MAGA (Make America Great Again), sans parler des sondages désastreux.

L'économiste Oren Cass, du groupe de réflexion conservateur American Compass, qui a souvent défendu depuis un an la politique commerciale de l'administration, a formulé cette fois des critiques inédites contre elle. Parlant d'« impasse » sur X,

il estime que « cette guerre affaiblit fortement la puissance américaine, accroît le danger pour les citoyens américains et entrave les efforts importants du président pour répondre à nos nombreux défis intérieurs. Elle a entraîné la fermeture d'un détroit auparavant ouvert, renforcé l'incitation pour d'autres nations à se doter d'armes nucléaires et, par cette rhétorique la plus récente, a rendu leur emploi plus plausible ». « Les options qui s'offrent à nous pour poursuivre la guerre semblent être soit une escalade catastrophique de la guerre aérienne, soit un déploiement massif de troupes au sol – deux options qui n'étaient ni prévues ni soutenues à l'origine », conclut-il.

Guerre fantasmée par Nétanyahou

Cette guerre contre l'Iran était un rendez-vous historique, souhaité et fantasmé par Benjamin Nétanyahou depuis des décennies. Mais elle a d'abord eu lieu parce que Donald Trump a suivi sa propre intuition. Convaincu de la déroute des experts traditionnels dans le passé, conforté par le succès du raid au Venezuela début janvier, permettant l'enlèvement de Nicolas Maduro, le milliardaire n'a jamais été un joueur d'échecs, capable d'anticipation. Son incompréhension du régime iranien est une donnée essentielle pour saisir le moment actuel.

Mardi, le [New York Times](#) a publié une longue enquête sur le chemin des Etats-Unis vers la guerre, en insistant sur l'importance de la visite de Benjamin Nétanyahou à la Maison Blanche, le 11 février. Celle-ci n'avait fait l'objet d'aucune communication, les deux dirigeants n'apparaissant pas en public. Selon le quotidien, Donald Trump a reçu le premier ministre israélien et ses conseillers dans la

salle de crises (la « Situation Room »), un privilège destiné à préserver la confidentialité des échanges.

A cette occasion, Benjamin Nétanyahou a tenté de convaincre son interlocuteur que le régime iranien, très affaibli depuis la « guerre de douze jours » en juin 2025, était mûr pour tomber. Les Israéliens diffusèrent même un montage vidéo des figures iraniennes pouvant potentiellement prendre la relève, dont le fils du chah, [Reza Pahlavi](#), qui n'a pourtant pas mis les pieds dans son pays d'origine depuis un demi-siècle. Selon les services israéliens, le régime n'avait pas la capacité de fermer le détroit d'Ormuz et les manifestants, encouragés par les bombardements, devaient rapidement retourner dans la rue, malgré les massacres de janvier.

A lire le récit remarquable du [New York Times](#), une nouvelle réunion autour de Donald Trump se tint le lendemain, où furent disséquées les analyses israéliennes. Le directeur de la CIA, John Ratcliffe, qualifia de « grotesque » la promesse d'un changement de régime. Le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, avait aussi des réserves. La cheffe de l'administration, Susie Wiles, s'interrogeait sur les conséquences imprévues d'un conflit sur le plan intérieur, avant les élections de mi-mandat en novembre. Le vice-président, J. D. Vance, fut le plus clairement opposé à une guerre ouverte contre l'Iran. Mais tous se rangèrent derrière la décision de Donald Trump, séduit par la possibilité d'une décapitation du régime iranien. Au quarantième jour de la guerre, le voici [encombré par l'infamie de ses menaces génocidaires](#) et l'échec de ses tâtonnements stratégiques.

What Is In Iran's 10-Point Proposal, and How Does It Compare to U.S. Demands?

The plan, which reasserts Iran's control of the Strait of Hormuz and maintains the country's right to nuclear enrichment, is not the same as the one President Trump said was a "workable basis" for negotiations

Iran publicly released on Wednesday what it said was the 10-point framework for talks that President Trump described as "a workable basis on which to negotiate" an end to the war. Much of it consisted of maximalist demands that look difficult, if not impossible, to reconcile with U.S. aims.

A White House official said the points do not match what Mr. Trump was referring to. The official spoke on the condition of anonymity to discuss internal White House discussions.

Iran released its version of the proposal the morning after the United States and Iran agreed to a two-week cease-fire, and calls for American troops to leave the region, reasserts Iran's control over the strategic Strait of Hormuz and maintains Iran's right to nuclear enrichment.

Many of these demands are likely to conflict with a 15-point proposal U.S. mediators laid out last month.

That proposal was never made public, but officials briefed on the plan, who spoke to The New York Times on the condition of anonymity to discuss sensitive details, said it addressed Iran's ballistic missile and nuclear programs, as well as maritime trade. U.S. mediators had pushed in previous negotiations for limiting the range of Iran's ballistic missiles and halting all of Iran's nuclear enrichment.



Iran's 10-point peace plan presented to American officials included reparations for the damage it has suffered in the war. Arash Khamooshi for The New York Times

Mr. Trump on Wednesday appeared to refer to that U.S. plan, writing on [social media](#) that "many of the 15 points have already been agreed to," and repeating his insistence on "no enrichment of Uranium."

Here are the 10 points of Iran's proposal, according to Iran's official news agency, IRNA, and where these demands might conflict with Washington's aims:

1. An American guarantee of nonaggression with Iran.

In the earlier, 15-point proposal offered by U.S. mediators, only a cease-fire was on offer. Iranian officials want to ensure a formalized end to hostilities that is more

permanent.

This is one of the main demands, according to interviews with regional security figures and a former Iranian diplomat, that Iran will focus on.

2. Iran maintains control of the Strait of Hormuz.

This is likely to become a major sticking point. Iran's ability to strangle traffic through the strait, through which a fifth of the world's oil passes, has wreaked havoc on the global economy. It is very unlikely that Washington or Iran's Gulf Arab neighbors would accept this.

3. Ending the regional war on all fronts, including

against Iran's ally, Hezbollah, in Lebanon.

This could become an eventual point of alignment.

The United States and Israel want Tehran to curb an alliance of militias it has fostered across the region, which it calls the "Axis of Resistance." Many of those militias have come to Iran's defense in the current war, launching drone and missile attacks on U.S. targets, Gulf countries and Israel. Among them was the Lebanese armed group Hezbollah, to which Israel responded with a major offensive. Israel then announced plans to occupy parts of southern Lebanon.

Israel says the current cease-fire does not apply to its oper-

ations in Lebanon. Whether the Lebanon front can be brought into a longer-term deal is an open question.

4. Withdrawal of U.S. combat forces from all bases and positions in the region.

U.S. forces maintain bases across Gulf Arab states, Israel and Iraq. It is difficult to conceive of a scenario in which the U.S. would accept this.

5. Reparations to Iran for war damages.

Iran has sustained a devastating level of destruction, not only to its military sites but to critical infrastructure, including pharmaceutical and steel plants, bridges, universities and energy facilities. There has been no indication that U.S. officials would consider offering compensation.

6. Acceptance of Iran's right to nuclear enrichment.

This is diametrically opposed to Mr. Trump's most recent statements, in which he has again called for zero enrichment of uranium.

Some regional diplomats have aimed to soften U.S. demands, suggesting Tehran could instead agree not to actively conduct enrichment, or to limit enrichment to a symbolic amount at the lowest threshold for civilian purposes. It remains unclear whether Washington would accept that.

7. Lifting all primary sanctions on Iran.

Washington has imposed on Iran different forms of primary sanctions, or direct restrictions on financial transactions, since the founding of the Islamic Republic after the 1979 revolution.

In previous negotiations, mediators aimed for U.S. officials to lift some sanctions in exchange for concessions on

Iran's nuclear program. Mr. Trump's own statement on Wednesday touched on the idea of offering "Tariff and Sanctions relief."

8. Lifting all secondary sanctions on Iran.

In addition to its directly blocking trade with Iran, the United States also imposes sanctions that penalize other countries or non-American companies that do business with Iran.

Like the point on primary sanctions, this part of the proposal would likely be negotiable depending on what Iran offers.

9. Termination of all resolutions against Iran by the Board of Governors of the International Atomic Energy Agency.

Last June, the U.N. nuclear watchdog passed a [resolution against Iran](#) for the first time in 20 years, saying that Iran was not complying with

its nuclear nonproliferation obligations, a move Iran condemned as political.

Washington cannot force the I.A.E.A to repeal its resolutions, but it could perhaps pressure allied countries to do this as part of a comprehensive deal with Iran.

10. Termination of all United Nations Security Council resolutions against Iran.

There have been several U.N. resolutions against Iran, particularly on the issue of nuclear proliferation. Last October, the United Nations [reimposed sanctions](#) on Iran, saying Iran was in breach of a 2015 deal to limit Iran's nuclear enrichment. Washington could try to influence its allies to do this, but again, it would likely require a comprehensive agreement with Iran.

Le Monde

Martin Untersinger
08 avril 2026

Des hackers travaillant pour l'Iran ont perturbé des sites industriels américains

Les organisations victimes de ces cyberattaques œuvrent notamment dans le secteur de l'eau et de l'énergie. Cette opération semble témoigner d'une montée en gamme des cyberattaques iraniennes visant les Etats-Unis.

Des pirates informatiques travaillant pour l'Iran ont pris pour cible des installations industrielles aux Etats-Unis, ont annoncé plusieurs agences gouvernementales américaines [dans une note d'alerte diffusée mardi 7 avril](#).

Ces pirates, dont l'identité et l'appartenance exactes n'ont pas été précisées, ont réussi à compromettre plusieurs composants connectés à Internet et mal sécurisés. Les Etats-Unis n'ont donné aucun détail sur l'ampleur de ces sabotages. Les autorités évoquent des « *perturbations opérationnelles et des pertes financières* ». Les victimes, qui ne sont pas nommées, sont notamment des installations gouvernementales et des entreprises appartenant au secteur de l'eau et de l'énergie. La note d'alerte affirme que

cette campagne d'attaques – qui pourrait se poursuivre – est similaire à celle qui avait été conduite, en 2023, par le groupe CyberAv3ngers, lié à l'unité cyber du corps des gardiens de la révolution, l'organe idéologique et le bras armé du régime.

Savoir-faire ancien

Cette opération contre des installations industrielles confirme en partie les craintes des autorités américaines. Elles avaient averti, au début du conflit avec Téhéran, le

28 février, que des pirates affiliés à l'Iran étaient susceptibles d'intensifier leurs attaques en riposte aux opérations militaires américano-israéliennes, compte tenu des capacités et de l'expérience du régime de Téhéran dans le cyberspace. Comme [le rappelle le magazine spécialisé Wired](#), les divers groupes de pirates iraniens ont un savoir-faire ancien et une riche histoire en matière de compromission des systèmes informatiques industriels.

Ce type d'attaque permet à

la République islamique de frapper les Etats-Unis à distance et pour un faible coût, alors que Donald Trump multiplie les menaces à l'égard du régime et de ses infrastructures. Ce sabotage suggère aussi une montée en gamme des pirates iraniens depuis le début de la guerre. Jusqu'ici, la plupart de leurs attaques étaient opportunistes et d'une portée limitée. Elles

ont été conduites, entre autres, par le groupe Handala, un prête-nom du ministère du renseignement iranien.

Depuis peu, la société israélienne Check Point, à la pointe dans le suivi des pirates travaillant pour le régime iranien, assure avoir détecté des offensives informatiques soigneusement coordonnées avec des frappes de missiles

ou de drones, une marque de sophistication, tant la coordination entre actions numériques et cinétiques peut être complexe. L'entreprise a notamment repéré l'envoi de messages piégés à des Israéliens, prétendant indiquer l'emplacement d'abris sécurisés au moment où des frappes visaient l'Etat hébreu.

La dernière opération en date

laisse également penser que les bombardements américano-israéliens, qui ont tué plusieurs officiels de haut rang des services de sécurité des gardiens de la révolution et du ministère du renseignement – qui avaient des responsabilités dans l'appareil cyber – n'ont pas été suffisants pour contrecarrer pleinement les manœuvres de Téhéran dans le cyberspace.

Le Monde

Louis Imbert
08 avril 2026

Guerre en Iran : quarante jours d'errance stratégique

Les buts de la guerre déclenchée le 28 février par les Etats-Unis et Israël n'ont cessé de varier au fil des semaines. Alors que les deux alliés tablaient, au commencement de l'offensive, sur un changement de régime à Téhéran, ils doivent se contenter, à ce stade, d'un simple affaiblissement de ses capacités offensives.

Il aura fallu quarante jours à Donald Trump pour mettre fin, au moins temporairement, à une guerre qui s'était enlisée dans des objectifs multiples et contradictoires. Une guerre qu'il imaginait courte, estimant l'avoir gagnée « dès la première heure ». Le 28 février, le président américain envisageait de la conclure après « deux ou trois jours » – tout en se laissant la possibilité de la prolonger pour « prendre le contrôle de tout le truc ». Etait-ce l'Etat iranien ou son pétrole qu'il avait en tête, quelques heures après l'assassinat du Guide suprême Ali Khamenei, dans la frappe d'ouverture menée par l'aviation israélienne ?

Durant ces premiers jours, le président américain s'était exprimé par deux fois en lisant son texte, fait rare, sur un téléprompteur. Son argumentaire était clair et cohérent avec celui que déroulait

Benjamin Nétanyahou en Israël. Les puissances assaillantes entendaient affaiblir le régime iranien, et donner à son peuple une occasion de le renverser en descendant dans les rues après guerre. « Lorsque nous aurons terminé, prenez le contrôle de votre gouvernement, les exhortait M. Trump, dès le 28 février. Il vous appartendra de le prendre. Ce sera probablement votre seule chance pour des générations. » Au passage, M. Trump se ménageait la possibilité de rejeter la faute sur le peuple iranien, si le régime perdurait.

Une majorité des hauts gradés israéliens doutaient pourtant dès avant la guerre d'un objectif si ambitieux : un changement de régime, cela ne se planifie pas, estimaient des vétérans des services de renseignement israéliens – d'autant moins dans une opération exclusivement aé-

rienne, sans troupes au sol. C'est un pari qui impose de « surfer » sur les événements, selon le mot de l'un d'eux. Cependant les militaires poursuivaient un second objectif, plus réaliste : affaiblir durablement le régime, en décimant ses arsenaux de missiles et de drones et son industrie de l'armement. Jusque-là, il n'y avait pas de contradiction.

Preuve manifeste de triomphe

Donald Trump n'a jamais lancé son appel aux Iraniens. Il n'a pas eu un mot pour eux, en annonçant le cessez-le-feu mardi 7 avril, fondé sur une proposition iranienne – une première. Dès le 1^{er} mars, le président américain avait envisagé une telle transaction, auprès de la chaîne ABC. Il cherchait des interlocuteurs en Iran, regrettant que la première frappe israélienne ait été « un tel

succès qu'elle a mis au tapis la plupart des candidats ». « Ce ne sera pas quelqu'un auquel nous avions pensé, parce qu'ils sont tous morts », constatait-il.

Des fuites dans la presse israélienne faisaient alors état d'un interdit supposément édicté par la Maison Blanche, contre de nouveaux assassinats de hauts responsables. Il aura fallu trois semaines pour qu'Israël finisse par tuer le secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale, Ali Larjani, le 17 mars. Dans l'intervalle, le régime avait serré les rangs. Il élevait des vétérans des armées autour du fils du Guide, Mojtaba Khamenei, rassurant ainsi les officiers de sécurité intérieure, et déjouant l'ambition initiale d'Israël, qui souhaitait susciter des fractures au sein du pouvoir.

« Des failles au sein du régime, cela ne produit pas une

image claire de victoire », résumait alors une source proche de l'état-major israélien. Or la Maison Blanche cherchait un trophée, une preuve manifeste de son triomphe. Les armées américaine et israélienne installaient dans le ciel iranien ouvert l'« usine » de frappes la plus rapide et massive de l'histoire, mais il fallait à Washington une sortie spectaculaire. Dès la mi-mars, Donald Trump se mit à imaginer à voix haute, quotidiennement, un raid au sol, pour s'emparer du stock d'uranium hautement enrichi de Téhéran, un pari tentant, mais à très haut risque. A défaut, il envisageait de se rendre maître des exportations de pétrole de l'Iran, en envoyant les marines sur un îlot-clé du Golfe.

Les drones israéliens en étaient alors réduits à bombarder des postes de contrôle de miliciens du régime dans Téhéran, sans parvenir à les empêcher de parader dans la capitale, masqués et armés à l'arrière de pick-up, intimidant la population. Dans le même temps, au sud, quelques tirs de drones suffisaient à l'Iran pour mettre en exécution une menace vieille de quarante ans : bloquer le détroit d'Ormuz à la circulation des tankers pétroliers, et imposer au monde le coût de l'agression américano-israélienne.

Défaut de planification

Comment Washington n'a-t-il pas vu venir le tournant de cette guerre ? Selon les experts, tous les exercices de guerre du commandement



Une photo du président américain, Donald Trump, affichée à Times Square, à New York, le 8 avril 2026. TIMOTHY A. CLARY / AFP

central américain au Proche-Orient (CentCom) prévoyait la clôture d'Ormuz. Or à la fin mars, le monde s'est trouvé suspendu à l'arrivée de quelques milliers de troupes américaines spécialisées dans la guerre navale, dépêchées en urgence de leurs bases aux Etats-Unis et en Asie. Confirmation patente d'un défaut de planification de cette campagne supposée courte par la Maison Blanche.

Dans les premiers jours d'avril, Washington met encore une fois à jour ses objectifs. M. Trump se désintéresse de « *la poussière nucléaire* » iranienne, cet uranium enrichi qui dort sous la roche près d'Ispahan. « *C'est si profondément sous terre que ça m'importe peu* », assure-t-il. Il n'a plus même besoin d'un « *deal* » improbable avec les Iraniens, mais

il exige la réouverture d'Ormuz. Sans quoi l'Iran se trouve menacé d'une nouvelle escalade, imprécise mais d'une telle ampleur qu'elle prend des accents génocidaires – le 7 avril, la Maison Blanche s'est crue tenue de préciser que l'usage de l'arme atomique n'était pas une option.

Dans le même temps, le secrétaire d'Etat, Marco Rubio, renonçait purement et simplement à deux objectifs de guerre : le démantèlement du programme nucléaire et la possibilité d'un changement de régime. Et en revenait aux objectifs originels de la hiérarchie israélienne : réduire les capacités offensives de l'Iran, sans pour autant espérer les éliminer.

Ce moment incite Téhéran à rehausser ses exigences. Selon les informations du

Monde, le plan en dix points soumis par la République islamique à la Maison Blanche, et jugé une bonne base de négociations par M. Trump, mentionnerait le droit de l'Iran à enrichir l'uranium. Un point repris dans la version en persan du plan, selon les médias iraniens. C'était précisément la ligne rouge pour Washington, qui avait précipité son entrée en guerre. L'Iran demande aussi qu'Israël mette fin à sa guerre contre le Hezbollah au Liban et entend compenser le coût de la guerre en instaurant un droit de passage sur les vaisseaux dans le détroit d'Ormuz. Au près du magazine *Foreign Affairs*, l'ancien patron de la CIA William Burns a tiré une leçon sévère de ce conflit : le régime « *était en chemin vers son propre écroulement (...), mais la guerre l'a ralenti* ».



REUTERS

John Davison, Ryan McNeill
08 avril 2026

Trump's mixed messages and Iran's bombs kept the Kurds out of the war

Iran's Revolutionary Guards deterred the Kurds from rising up through a combination of military strikes in neighbouring Iraq and threats against Kurds on both sides of the border. Ambiguous messages from the U.S. and Israel also left the Kurds confused about their role.

SULAYMANIYAH, Iraq - On Day 6 of the U.S.-Israeli war on Iran, President Donald Trump addressed questions about reports of an imminent ground invasion of the Islamic Republic by Kurdish forces. Trump said that he thought an assault by Iranian Kurds based in Iraq **would be "wonderful."**

By Day 8 of the war, he had changed his tune. "We are not looking to the Kurds going in," he said aboard Air Force One. "I've ruled that out."

Reuters reporting from the Iran-Iraq border shows how U.S. and **Israeli hopes** that Kurdish fighters would come to their aid collapsed under two pressures: **mixed signals** from Washington and Jerusalem, and a relentless campaign of military strikes and threats against Kurds on both sides of the border by Iran's elite Islamic Revolutionary Guards Corps.

Trump announced a **two-week ceasefire** on April 7, opening the window for negotiations and raising the possibility of an end to the war. That won't end the campaign by Iranian Kurdish exiles who have taken refuge in Iraq and have dedicated years of their lives to bringing down their government. In the early days of the Iran



A female fighter from from the Kurdistan Freedom Party, known as PAK, carries a weapon and gestures while training near Erbil, Iraq, in mid-February. Two weeks after Reuters visited the area, on the fifth day of the war, Iran bombed a home near the training grounds that the militia was using for living quarters and an office. REUTERS/Stringer

war, Iranian intelligence services flooded their country's Kurdish citizens with text messages warning them against cooperating with mercenaries being dispatched by the U.S. and Israel. A second wave of messages threatened Iranian Kurds who had accessed foreign websites.

By late March, government vehicles equipped with scanners roamed the streets, searching for signals from contraband satellite connections, residents said. These digital dragnets in ethnic Kurdish towns and cities were followed by house raids by officers of the Revolutionary Guards.

In neighbouring Iraq, the IRGC began a pressure campaign with a phone call to the autonomous Kurdish-ruled regional government, which both fields its own army and harbors Iranian Kurdish militias. The IRGC callers threatened to attack Iraqi Kurdish troops near the

border if they didn't retreat in one hour, according to two Kurdish officials.

The Iraqi Kurds withdrew from the border and explicitly said they didn't want to get drawn into the war, but were hit anyway with deadly Iranian **drone attacks**. Meanwhile, IRGC drones and missiles picked off Iranian Kurdish fighters in Iraq, killing five and destroying bases thought to be safe, the militants said.

Reuters spent eight weeks in Iraq's Kurdish autonomous region, talking to exiled Kurdish Iranian fighters and senior Iraqi officials, analysing U.S.-Israeli strikes in Iran and Iranian attacks against the Kurds, and speaking by phone to residents of predominantly Kurdish areas in Iran.

Each group had its own **agenda and experience** of the war: The exiled Iranian Kurdish fighters wanted to

overthrow the government in Tehran, the Iraqi Kurds wanted to preserve stability and their own autonomy, and many of those within Iran simply hope

Up until the ceasefire declaration, Iran had succeeded in deterring Kurdish forces in Iraq from joining the war. Its methods included the use of informers and the **precise targeting** of Iranian Kurdish offices and compounds in Iraq – most recently on Monday. Iraqi Kurdish leaders said most of the attacks on them came from Iranian-backed militias inside Iraq. On the Iran side of the border, locals told Reuters that the IRGC sent reinforcements by the busload to prevent an uprising.

Amir Karimi, an Iranian Kurdish commander in Iraq, said his intelligence indicated that the IRGC had deployed men in forests, mosques, schools and even a hospital. An IRGC commander paid a

public visit to the region on March 22.

Karimi, who spoke to Reuters in late March, said it wasn't clear to him at the time what the Americans were "trying to do."

The Kurds, a people with a distinct language and culture spread across Turkey, Syria, Iran and Iraq, are one of the world's largest ethnic groups without a state. Historically persecuted by governments, they have obtained formal autonomy only in Iraq. Many Kurds from Iran, where they make up some 10% of Iran's population of roughly 90 million, have taken refuge among their brethren in northern Iraq.

Iraqi Kurdish military vehicles driving near the border with Iran. The Iraqi Kurdish forces were there to prevent a cross-border incursion but withdrew under threats from Iran. X.com via REUTERS

In Iraq, [as in Syria](#), Kurds have generally allied with the U.S. over the years, only to see their hopes for a true homeland repeatedly crushed. The Kurdish Regional Government operates autonomously from the main government in Baghdad and Iraqi Kurds want to keep that independence. A cohort of Iranian Kurds that most actively wants to overthrow the government has found refuge in neighbouring Iraq, where some have lived for decades.

Many Kurds in Iran also hope for autonomy and are a frequent target of government repression. During the war, they have been seen as the most likely military allies within Iran for Israel and America.

From the start of the war until the end of March, Iran and its allies launched at least 388 missiles and drones against the Kurdish region of Iraq, according to a Reuters

analysis of data by the conflict monitor ACLED. Nearly half targeted Kurdish political groups and fighters. Joint U.S.-Israeli strikes hit 140 times in Kurdish-dominated parts of northwest Iran, according to the Reuters analysis.

The analysis is a conservative count of strikes that have been confirmed by ACLED, which is based on reviews of local, national and international sources.

The Israeli government has not commented on what it envisioned for the Kurdish forces. But on Day 1 of the war, Israeli Prime Minister Benjamin Netanyahu called on Iranians to revolt. "Citizens of Iran: Persians, Kurds, Azeris, Abkhazians, and Baluchis. This is your time to join forces, topple the regime, and secure your future."

The White House and Israeli government declined to comment about their plans for the Kurds, and the Pentagon referred requests for comment to U.S. Central Command, which declined to comment. Iran's government did not respond to requests for comment about its treatment of citizens in the Kurdish-majority regions or its attacks in Iraq.

In a statement to Reuters sent ahead of the ceasefire, the Iraqi Kurdistan regional government was clear that it had no intention of being drawn into the war. "Under no circumstances will the territory of the Kurdistan Region be permitted to be used as a staging ground for attacks, threats, or hostile actions against any neighboring countries," it said.

The bombings by Iran and its allies were constant – more than 20 drones and missiles were fired at Kurdish groups on March 19 alone, according to the Reuters analysis. Still, Iranian Kurdish fighters, who Reuters interviewed before

the ceasefire, said they were ready for the right moment to march back into northwest Iran. At the time, some were in tunnels dug into the mountains of the borderlands.

KURDS PREPARE, IRAN CRACKS DOWN

Rebaz Sharifi, a commander in one of the Iranian Kurdish militias, spent the first months of winter on a boggy hillside in northern Iraq, training young fighters and developing a network of informers, activists and smugglers across the border in northwestern Iran.

The militia he helps lead, known as PAK, is among several Iranian Kurdish factions based in Iraq that want to overthrow Iran's theocratic government and create a self-run Kurdish region. They number a few thousand fighters in total. Sharifi, a clean-shaven 38-year-old almost always dressed in combat fatigues, has been in Iraq for 22 years. In exile since joining the opposition, he was buoyed by growing domestic resistance to the Islamic Republic that culminated in mass protests this January.

"Before, we had to go looking for recruits. Now they're coming to us," he said in an interview with Reuters in February, before the war started.

Pre-war, he said, PAK paid \$300 to smugglers and Iranian border guards for each fighter smuggled into Iraq.

Sharifi was also encouraged by Trump's willingness to take military action against Iran after the U.S. and Israel attacked it from the air last June. He relished comments Trump made encouraging an internal Iranian uprising, both during the January protests and at the start of the war.

But Sharifi worried that

America underestimated the strength of Iran's government. His group has come under cross-border Iranian aerial attacks over the years. He says they were struck by missile and drone attacks last July and in January during the protests.

"When Trump told Iranians to take over their institutions, everyone thought the regime had already become weak. But Iran has large forces ready to kill," he said. As for the Israeli encouragement of an uprising in January, he added that when [Mossad tweeted](#) that it was in the streets with Iranians and ready to help them "we didn't see any sign of that."

To add to the confusion, Trump on Sunday said the U.S. funnelled weapons through the Kurds intended for the anti-government protesters. "And I think the Kurds took the guns," he told Fox News. Commanders of the two largest militias told Reuters their fighters received no American arms.

Gareth Stansfield, professor of Middle East politics at Exeter University who has advised the British and regional governments, said the exiled fighters were too few to take and hold significant territory. But they were skilled enough that with outside support they could carve out enough territory in Iran for a broader Iranian opposition to operate, creating a "sort of snowball effect," he said.

AMERICA SIGNALS, IRAN STRIKES

As Israeli and American bombs smashed into Iranian cities on Day 1 of the war, Sharifi sent Reuters an excited message. "We'll be going to Iran," he said. Then he added a caveat: "But not yet – we need to see what the plan is, what effect the U.S. airstrikes will have." Neither that day nor weeks later, he said, was there any inkling of

what the U.S.-Israeli plan might be.

From Washington on Day 1, Trump called Masoud Barzani, the head of the party that dominates the Kurdish region, according to a source with access to the call's agenda.

Two other Iraqi Kurdish officials with knowledge of the call said Trump complimented the Iraqi Kurdish armed forces, trying to get them onside for his war. The Iraqi Kurdish officials and a U.S. official said Barzani made clear he wanted to stay out of it, although none knew if Trump made a specific request or how he responded to Barzani's unwillingness to join the fight. The concern was that Iraqi Kurds would "pay the price" for any attack on Iran, one of the officials said.

In Iranian Kurdistan, state-run television flashed messages on local broadcasts warning people against colluding with Kurdish "mercenaries" or America and Israel, people still in the region told Reuters.

During those first few days, U.S. and Israeli forces conducted at least 20 airstrikes in the Kurdish areas of Iran, targeting at least 12 IRGC garrisons, police stations, border guard posts and other local security installations, according to the Reuters analysis of ACLED data. The attacks appeared aimed at weakening the Iranian government's grip on the region.

The Iranian city of Sanandaj, in a majority-Kurdish region, was bombed in an Israeli-U.S. strike on March 5. Strikes there appeared aimed at weakening Iran's security forces. X.com via REUTERS

"It's still too early," Sharifi wrote in a text message to Reuters on Day 3.

At the time, officials in the



The Iranian city of Sanandaj, in a majority-Kurdish region, was bombed in an Israeli-U.S. strike on March 5. Strikes there appeared aimed at weakening Iran's security forces. X.com via REUTERS

U.S., Israel, Iraq and among the Iranian Kurdish groups gave Reuters differing accounts of how imminent a Kurdish attack on Iran was, who would be involved, and how much support the Central Intelligence Agency and Israel were giving the Kurds to prepare.

The Iraqi Kurdish regional government, which operates semi-autonomously from the Baghdad-based national government, rushed troops to the Iran-Iraq border on Day 4 to try to stop any incursion from Iraq into Iran by the Iranian Kurds, one Kurdish official and a senior Kurdish leader said.

The Iranians knew where our bases were. They have informants tracking our movements.

Karim Parwizi, exiled Iranian Kurdish commander

Almost immediately, phone calls came from the IRGC in Iran with a blunt message: Pull back within an hour, or missiles will rain down on you.

The Iraqi Kurdish government protested: Their troops were deployed to put a stop to any cross-border activity, not to threaten Iran, said the sources, who had direct

knowledge of the events that day. The IRGC didn't care, the two Kurdish sources said. The Iranian commanders said no armed presence at the border would be tolerated. The Iraqi Kurds pulled back.

The next morning, Sharifi sent a dejected message from nearby. "We've just been hit by Iranian ballistic missiles, one fighter is dead, three others are wounded," he told Reuters. The attack was precise, hitting the house his group used as an office, and where Sharifi had spoken to Reuters reporters two weeks earlier.

This home, used as an office in the coming days, Sharifi's militia and dozens of others were targeted across northern Iraq. In all, the strikes killed at least five fighters from different Kurdish militias over several days and damaged bases they had thought were well camouflaged in small towns and on remote mountainsides.

"The Iranians knew where our bases were. They have informants tracking our movements," said Karim Parwizi, a commander in another group, the Democratic Party of Iranian Kurdistan, or PDKI.

Parwizi met with Reuters soon after the Iranian strikes began, in a compound used by the group's fighters and their families. The families had been moved out for their safety after Iranian strikes, and Parwizi remained indoors before, during and after the interview.

CAUGHT BETWEEN TRUMP AND IRAN

The Iranian threats against the Iraqi Kurds didn't stop there.

Two U.S.-based sources with knowledge of the communications with the Kurds told Reuters that Israel had been cultivating the exiled Iranian Kurdish militias for some time. The sources said the Israelis never outlined to the Kurdish forces what their role would be. The Kurdish commanders interviewed by Reuters also said they had no inkling of a specific plan.

On Day 6 of the war, Trump addressed questions from Reuters about reports of an imminent ground invasion by the Iranian Kurds.

"I think it's wonderful that they want to do that, I'd be all for it," the president said. He added that the Kurds' objective should be "to win."

That day, the Iranians delivered a warning in person to the government in Iraqi Kurdistan.

“A ranking Islamic Republic figure paid us a visit,” the senior Iraqi Kurdish leader said, declining to identify the emissary. The new message: Iran’s command-and-control structure had changed.

Top officers in Tehran weren’t necessarily going to issue direct orders any longer. Instead, IRGC commanders in the field and their militia allies in Iraq would be operating on their own, the Iraqi Kurdish leader recalled. This meant that in the event of an Iranian attack, any appeals by Iraqi Kurdish leaders for restraint to the IRGC in Tehran might have no effect. The official did not say how the Iraqi Kurds responded but said the visit made their vulnerability clear.

Over the next few days, the Iranians attacked far and wide.

They struck a compound that local officials and a Western diplomat said houses CIA staff in eastern Iraq. The CIA declined to comment.

Another strike hit a former U.N. guest house in Sulaymaniyah. Other attacks were directed at a military base housing U.S. troops in the Kurdish regional capital Erbil, killed a French soldier, and hit the semi-autonomous region’s own security forces. A volley of six Iranian ballistic missiles killed six Iraqi Kurdish fighters and wounded 30 others, the Erbil government said on March 24.

The senior Iraqi Kurdish leader and several other security officials said that most of the strikes on Iraqi Kurdistan during the war were drone attacks by IRGC-backed Iraqi militias. These

forces, they said, were operating under a devolved command-and-control structure that included IRGC commanders based in Iraq and acting on their own initiative.

Most of the drones are produced in Iraq, the Kurdish leader and two other Kurdish officials said. Sirwan Barzani, a commander of Iraqi Kurdish forces, said the drones were often older Iranian Shaheds, not Tehran’s latest model. A Reuters reporter saw two such drones – with the same shape of the older Shaheds – flying over Erbil during a series of attacks on March 18.

In Washington, American lawmakers were getting warnings from the foreign minister of Turkey. Turkey has its own Kurdish separatist movement, and the foreign minister, Hakan Fidan, was [urging the U.S.](#) to oppose any involvement of Kurdish fighters in a cross-border operation. Fidan warned this could stir new instability not just in Iran, but also in Turkey and even Syria, according to a source briefed on those meetings. Turkey did not respond to a request for comment.

By Day 8 of the war, Trump appeared to drop his hopes of a Kurdish front against Iran, telling reporters aboard Air Force One he’d “ruled that out.”

Sulaymaniya saw a night free of strikes, the senior Kurdish leader said.

‘WE’RE STILL GOING TO BE KILLED’

A few days after Trump’s volte-face, Sharifi left the mountains for a break and drove to Iraqi Kurdistan’s capital, Erbil, in an armoured car. He sat in a cafe, but didn’t relax for long. His phone soon rang with news

that his fighters had been targeted by another drone, although this one hadn’t exploded.

Instead of planning for military action in Iran, Sharifi was spending his time dodging air raids, including two in the first week of April, and trying to bypass Iran’s near-total internet blackout to get updates from inside the country.

He said that moving fighters between Iran and Iraq became impossible, even when offering a higher fee of \$500 for smugglers and border guards. The increased IRGC presence in Kurdish areas of Iran had shut the border.

Sharifi said Kurdish militants managed to send Starlink devices before the war to activists inside Iran, who periodically relayed information back over the border about the movements of IRGC and local security forces. Sometimes, he said, a local operative alerted the Iraq-based Kurdish forces to an incoming missile with just enough time for them to scramble for cover.

The Iranians, too, took hits on their side of the border, according to Sharifi, PDKI commander Parwizi and residents of the majority-Kurdish part of Iran.

They said airstrikes flattened many IRGC and local police stations in the area. The attacks caused local Iranian security forces to relocate, with some fleeing to remote mountain areas and others sleeping in their cars to avoid being targeted. Families of IRGC members moved out of their homes, they said.

Iranian Kurdish commanders in exile said the signs pointed to a weakened Iranian government. But even a weak government could kill protesters again, scaring

most people from taking action, they said. Witnesses in a village outside the Iranian city of Baneh, near the Iran-Iraq frontier, told Reuters they saw a convoy of 50 buses filled with IRGC men on the move on March 22, headed toward the border.

Without an uprising under way in Iran, the Iranian Kurdish commanders said, an invasion was too risky. So they wait on the Iraqi side of the border, ready for another day. The ceasefire gave Sharifi little cause for hope.

“We’re still under the occupation of the Islamic Republic,” he said. “If there’s an agreement between the U.S. and Iran, we’re still going to be killed and executed.”

The Reuters Iran Briefing newsletter keeps you informed with the latest developments and analysis of the Iran war. Sign up [here](#).

Reporting by John Davison in Sulaymaniyah, Iraq, and Ryan McNeill in London. Additional reporting by Erin Banco, Phil Stewart, Jonathan Landay and Humeyra Pamuk in Washington and Pasha Magid in Jerusalem. Photo editing by Simon Newman. Video verification by Arthur Wei in Beijing and Fernando Robles in Mexico City. Design by John Emerson. Edited by Lori Hinnant.

Foreign correspondent specialized in the Middle East. John ran the Reuters Baghdad and Cairo bureaus, covered the Syrian war based out of Beirut and has reported across the region. He has covered conflicts in Iraq, Syria and Gaza, unrest in Egypt, the West Bank and Lebanon, and investigated the devastating power struggles between rival armed groups, regional states and foreign powers.

The New York Times April 8, 2026

China Pressed Iran Toward Cease-Fire, Iranian Officials Say

Beijing appeared to have helped push Tehran to accept the two-week deal with the United States, reflecting China's growing influence and its stake in avoiding a wider war.

For years, China has been one of Iran's most important lifelines. China has bought almost all of its oil exports, shielded it diplomatically and helped it weather international isolation. Now, according to three Iranian officials, Beijing has used that influence for a different purpose: to press Iran to accept the cease-fire with the United States.

Iran's decision to accept the two-week cease-fire proposal brokered by Pakistan came after diplomatic efforts by Pakistan and a last-minute push by China, according to the Iranian officials. China asked Iran to show flexibility and defuse tensions, they said.

The intervention reflects not only Beijing's influence over Tehran but also its own stake in preventing a protracted war that could [disrupt energy supplies](#) or set off a global recession, as well as hurt Persian Gulf countries, with which China also has close relations. The deal also calls for the immediate opening of the Strait of Hormuz.

Chinese officials have not publicly described Beijing's involvement in the lead-up to the deal announced by President Trump on Tuesday night. Asked on Wednesday if China had helped persuade Iran to agree to the deal, a foreign ministry spokeswoman in Beijing, Mao Ning, neither confirmed nor denied its involvement, saying only generally that "We have always been advocating for peace talks and the cease-



Beijing backed Iran in vetoing a Security Council resolution to open the Strait of Hormuz, at the United Nations on Tuesday. Jeenah Moon/Reuters

fire." The deal, which Iran described as a victory in which Washington had accepted its terms, came 90 minutes before a deadline set by Mr. Trump for Iran to accede to his demands or risk widespread devastation.

China's moves in recent days reflect the delicate balance that Beijing is trying to strike. At the United Nations on Tuesday, Beijing backed Iran by joining Moscow in [vetoing a Security Council resolution](#) that could have paved the way for military action to open the Strait of Hormuz. But behind the scenes, by the Iranian officials' description, China also urged Tehran to pull back from escalation.

Wu Xinbo, a prominent for-

eign policy expert at Fudan University in Shanghai, said he believed that China had played an active role in achieving the cease-fire, not just by encouraging Pakistan to play a role as a mediator but also by directly encouraging Iran to strike a deal.

The top Chinese foreign affairs official, Wang Yi, made a flurry of calls to his counterparts in the region emphasizing the need for a cease-fire and for countries not to resort to force to reopen the strait, according to the foreign ministry. Last week, he met in Beijing with Pakistani officials, who came to the Chinese capital after hosting a [meeting in Islamabad](#) with officials from Turkey, Saudi Arabia and Egypt to discuss a possible resolution of the

conflict.

Pakistan and Iran are both heavily dependent on China. Loans from China have become vital to keeping the heavily indebted Pakistani economy afloat. And China has played a central role over the last several years in supporting the Iranian economy, by buying almost all of its oil exports at a time when many other countries avoided doing business with Iran because of its nuclear weapons program.

Iran's ambassador to China, Abdolreza Rahmani Fazli, called at a news conference in Beijing on Wednesday for China, Russia and the United Nations to provide security guarantees for his country. However, Iran has made similar suggestions in the past

that have not prompted China or Russia to act. When asked during the Chinese foreign ministry's daily briefing whether China might provide such a guarantee, Ms. Mao was again noncommittal, saying that, "We hope that all parties will resolve their disputes through dialogue and negotiation."

Shen Dingli, an independent international relations scholar

in Shanghai, noted that China had sought to distance itself from Iran since the war began. Beijing sent only a vice foreign minister to the Iranian Embassy to express condolences on the death of Iran's supreme leader Ali Khamenei, who had been killed in U.S.-Israeli strikes on Iran.

Mr. Wang, the foreign minister, in one of his calls with

his Iranian counterpart, even urged Tehran to "pay attention to the legitimate concerns of its neighbors," meaning the Gulf nations, Mr. Shen noted.

China has often tried to cast itself as a mediator on the world stage and a responsible global power, in unspoken contrast to the United States. It [helped broker a surprise rapprochement](#) be-

tween Saudi Arabia and Iran in 2023, for example. But other attempts have been less successful. Beijing set forth a [12-point peace plan](#) for Russia's war in Ukraine, and a [three-part proposal](#) for a two-state solution between Israel and Palestine, both of which were vague and saw little apparent follow-up.

Le Monde

Ghazal Golshiri
09 avril 2026

L'amertume et la colère des Iraniens : « Le geôlier n'a pas changé, mes amis, et nous sommes tous dans la file de la mort »

Dans les témoignages recueillis par « Le Monde », les habitants racontent subir, en plus de la guerre, une inflation record et une répression politique renforcée. L'accalmie actuelle leur semble fragile et incertaine.

Soulagement, amertume, impression d'un simple répit avant la reprise des hostilités, sentiment de trahison ou, au contraire, de victoire : [depuis l'annonce du cessez-le-feu de deux semaines, dans la nuit du mardi 7 au mercredi 8 avril, par Donald Trump](#), après quarante jours de frappes intenses visant à la fois des sites militaires et des infrastructures civiles, les Iraniens sont traversés par des sentiments parfois contradictoires.

« Je suis heureuse et un peu soulagée, parce que dans mon esprit, je n'imaginai vraiment pas qu'on pourrait sortir de cette guerre », confie, depuis Téhéran sur WhatsApp, Shadab (un pseudonyme pour la protection de l'intéressée), une décoratrice d'intérieur d'une quarantaine d'années. [Alors qu'Internet, coupé par le régime iranien](#) depuis le début des attaques israélo-

américaines contre l'Iran, le 28 février, demeure toujours inaccessible, cette mère d'un petit garçon, comme une infime minorité d'Iraniens, parvient encore à se connecter à l'Internet mondial, grâce à des VPN payés à prix d'or.

« Ma plus grande joie, poursuit Shadab qui n'a aucune affinité avec le régime iranien, c'est surtout que, pour l'instant, je ne suis plus obligée de quitter le pays. » Un départ qu'elle envisageait sérieusement avec son fils si Donald Trump mettait à exécution sa menace de frapper les centrales électriques.

Autour d'elle, le sentiment dominant se résume à une constatation amère : « Toute cette mascarade pour rien. » « Beaucoup sont profondément tristes de voir que tout n'a été que destruction, sans que rien ne change vraiment », ajoute Shadab, faisant

référence aux multiples déclarations du président américain se félicitant d'avoir réussi à provoquer en Iran un « *changement de régime* ». Pourtant, malgré [la mort de l'ancien Guide suprême Ali Khamenei](#), le 28 février, ainsi que celle de plusieurs hauts responsables politiques et militaires, l'appareil de pouvoir iranien reste intact, maintenant son contrôle absolu sur la société et sur tous les ressorts économiques, politiques et militaires du pays.

Quatorze prisonniers exécutés

Depuis le début de la guerre menée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, la répression politique s'est intensifiée. Plus aucune semaine ne s'écoule sans que plusieurs exécutions aient lieu. Depuis le 28 février, au moins quatorze prisonniers accusés de délits politiques ou sécuritaires

ont été exécutés. Parmi eux, sept personnes avaient été arrêtées lors des manifestations de janvier. Six autres ont été exécutées sous l'accusation de collaboration avec le groupe d'opposition Organisation des moudjahidin du peuple iranien, tandis qu'une personne a été condamnée à mort pour « espionnage » au profit d'Israël pendant la « guerre de douze jours », survenue en juin 2025, un conflit lancé contre l'Iran par l'Etat hébreu, appuyé dans sa dernière phase par les Etats-Unis.

Au cours de ces quarante derniers jours, alors que les Iraniens subissaient des bombardements, des arrestations quotidiennes de personnes accusées d'espionnage ou de collaboration avec le Mossad et la CIA ont été régulièrement annoncées, parfois pour l'envoi d'images à l'étranger. Cette ambiance répressive s'accom-

pagne d'un discours de plus en plus virulent du pouvoir iranien. Le 7 avril, le chef du pouvoir judiciaire, Gholam-hosseïn Mohseni Ejei, a de nouveau appelé à accélérer l'exécution des peines, qu'il s'agisse de confiscation de biens ou de peine de mort, prononcées contre ceux qu'il qualifie d'« agents de l'ennemi ».

Beaucoup d'Iraniens redoutent une reprise des combats, comme cela s'était déjà produit après le cessez-le-feu ayant suivi la « guerre de douze jours ». « Je n'ai même plus la capacité de me réjouir. Mon expérience de vie après le précédent cessez-le-feu ne laisse plus aucune place à l'optimisme », écrit, de Téhéran, Masoumeh (un pseudonyme), qui travaille dans une agence de communication. *Après le cessez-le-feu de juin [2025], l'économie s'est-elle redressée ? La vie de milliers de personnes a-t-elle été épargnée [lors du massacre des 8 et 9 janvier, au cours duquel des milliers d'Iraniens descendus dans la rue pour appeler à la chute du régime ont été tués] ? Le geôlier n'a pas changé, mes amis, et nous sommes tous dans la file de la mort. »*

La guerre a également précipité la chute de l'économie iranienne. Selon les données du Centre statistique d'Iran, le taux d'inflation sur douze mois a atteint 50,6 % au 20 mars (date de la fin de l'année iranienne), soit le niveau annuel le plus élevé jamais enregistré à cette échéance depuis quatre-vingt-deux ans.

Beaucoup d'Iraniens ont perdu leur emploi, notamment dans les secteurs de la construction, du journalisme, de l'hôtellerie, de la restauration et, surtout, dans les métiers liés à Internet. Shadab, elle, n'a plus aucun revenu depuis le début de la guerre. C'est sa sœur, installée en Europe, qui lui envoie de l'argent pour subvenir à



L'intérieur d'une maison détruite par des bombardements, à Téhéran, le 7 avril 2026. MARYAM RAHMANNIAN/SHUTTERSTOCK/SIFA

ses besoins. « *Autour de moi, presque tout le monde voit son avenir professionnel devenir incertain. En février, ils ont puisé dans leurs économies, et certains envisagent même de rendre les bureaux qu'ils louaient.* » Les familles réduisent les dépenses qu'elles jugent moins essentielles. « *Je connais personnellement une crèche très réputée à Téhéran qui a complètement fermé faute d'enfants. Et, pour ma part, mon travail est pratiquement terminé* », explique Shadab.

Voix dissonantes

Pendant ce temps, alors que le pouvoir iranien crie victoire et fait bloc, des voix dissonantes parmi les soutiens du régime, qui peinent à accepter ce cessez-le-feu, se font entendre sur les réseaux sociaux, auxquels ils ont un accès privilégié par des « cartes SIM blanches » délivrées par le pouvoir. A leurs yeux, le cessez-le-feu a un goût de défaite, voire de trahison de la part de leurs propres dirigeants, d'autant plus que ces critiques considèrent les Etats-Unis comme un partenaire fondamentalement indigne de confiance.

Ils estiment, en effet, que l'Iran disposait d'un avantage sur ses ennemis, notamment grâce à l'**atout stratégique que représente le détroit d'Ormuz**, et que les morts doivent être vengés. L'organisation Human Rights Activists News Agency, basée aux Etats-Unis, mais disposant d'un grand réseau en Iran, évoque la mort d'au moins 1 701 civils, dont 254 enfants, ainsi que celle de 1 221 militaires. Le statut de 714 victimes, civiles ou militaires, n'a pas encore pu être clairement établi.

L'amertume des Iraniens ultraconservateurs indignés par le cessez-le-feu s'est encore accentuée après une centaine de bombardements qui ont visé, mercredi 8 avril, plusieurs quartiers du centre de Beyrouth, sa banlieue sud, ainsi que des villes et des villages de l'est et du sud du Liban. La défense civile fait état d'au moins 254 morts. « *Monsieur le négociateur en chef de l'Iran ! Le courageux Hezbollah libanais fait partie de nous-mêmes, il est un morceau de notre chair*, a écrit sur X Nezameddin Moussavi, journaliste proche du régime et ultraconservateur. *Soit vous adressez à Trump (...) un ultimatum et vous réglez la*

question des crimes d'Israël au Liban, soit vous rendez de nouveau les commandes au terrain [aux militaires, notamment aux gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime]. Le détroit d'Ormuz est fermé. Frappez de nouveau, puisque vous frappez si bien ! »

Les autorités iraniennes font valoir que, selon le cessez-le-feu, les hostilités auraient dû prendre fin non seulement en Iran, mais aussi contre tous les alliés de Téhéran, dont le Hezbollah. Washington rejette la lecture iranienne du cessez-le-feu. Les deux parties sont censées se rencontrer vendredi à Islamabad pour négocier. Le nom du chef du Parlement, Mohammad Bagher Ghalibaf, est évoqué pour mener les pourparlers pour Téhéran. Ancien membre des gardiens de la révolution, l'homme est plus enclin à faire des compromis avec les Occidentaux que ses pairs.

L'assassinat de nombreuses figures importantes, militaires et politiques, iraniennes a fait monter « *une aile plus radicale, appartenant notamment à la nouvelle génération des*

gardiens de la révolution, aujourd'hui visiblement gagnée par une profonde colère », explique Hamidreza Azizi, chercheur à l'institut de recherche Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin. « En fili-

grane, leur message au pouvoir est clair : s'il a choisi le cessez-le-feu, il ne pourra plus compter sur eux en cas de reprise des hostilités », poursuit le chercheur. Ils reprochent également aux diri-

geants d'avoir trompé la population en promettant l'absence de toute négociation, alors même que leurs partisans se mobilisaient chaque soir dans les rues. Selon le chercheur, en cas de reprise

des frappes, « la fracture au sein du socle même des soutiens de la République islamique pourrait devenir irréversible ».



April 09 2026

US concerned by attacks on Iraq, Kurdistan region, says ex-diplomat

ERBIL, Kurdistan Region - A former US diplomat said on Friday that Washington is "deeply concerned" by attacks on Iraq and the Kurdistan Region amid ongoing negotiations with Iran, urging Baghdad to assert control over armed groups and ensure stability.

"I think the United States is deeply concerned by what it sees happening in Iraq from all sides and has, over recent days, called on the Iraqi Government to exercise better control of its territory and to ensure the safety of US diplomats, but also of the Kurdistan Region," Jennifer Gavito, former US Acting Principal Deputy Assistant Secretary for the Bureau of Near Eastern Affairs told Rudaw's Jaafar Mubasher in an interview.

The Kurdistan Regional Government (KRG) said Friday several drone attacks targeted various locations in the Kurdistan Region late Thursday, despite the ongoing ceasefire agreement between Washington and Tehran to end the war between the US, Israel and Iran, which began on February 28.

The attacks have largely



Jennifer Gavito, former Deputy Assistant Secretary for the Bureau of Near Eastern Affairs, in an interview with Rudaw on April 10, 2026. Photo: Screengrab / Rudaw

been attributed to pro-Iran armed groups operating in Iraq, which have repeatedly targeted the Kurdistan Region alongside US interests since the outbreak of the war.

She said that the attacks are "a significant concern for the United States. Instability in Iraq has repercussions for the rest of the region, specifically Syria," adding that Washington "will be eager to find a way to support Iraq's stability and to ensure that the Kurdis-

tan region does not suffer the consequences."

A total of 703 drones and missiles have been launched at the Kurdistan Region since the start of the US-Israel war against Iran on February 28, killing 17 people and wounding 92 others, according to the latest data compiled by Rudaw up to the announcement of the ceasefire between Washington and Tehran on Wednesday. Gavito also said that "we very

much need the Iraqi Government to stand up and take responsibility for bringing all of the arms, all of the military components and militias under the control of the Iraqi Government."

Kurdish officials have accused Baghdad of failing to control the groups, some of which are affiliated with the Popular Mobilization Forces (PMF), also known as Hashd al-Shaabi, which has been integrated into the Iraqi state.

franceinfo:

Fabien Jannic-Cherbonnel
09 avril 2026

«Donald Trump ne s'attendait pas à une telle résistance» : où en est l'Iran après le cessez-le-feu négocié avec les Etats-Unis ?

Depuis le début de la guerre fin février, les forces armées américaines et israéliennes ont infligé de très lourdes pertes au régime iranien. Mais la République islamique affiche toujours une certaine confiance, notamment après l'accord de trêve conclu mardi soir.

Le ton est triomphal. L'Iran, par la voix de son Conseil suprême de sécurité, a revendiqué, mercredi 8 avril, «une grande victoire», après l'annonce d'un cessez-le-feu de deux semaines entre Téhéran et Washington. Le régime iranien, qui a accepté de rouvrir le détroit d'Ormuz en échange d'un arrêt des frappes américaines, projette une certaine forme d'assurance, alors que des négociations doivent se tenir ces prochains jours pour un accord de paix. La trêve ne signifie «pas la fin de la guerre», a averti le régime, prévenant que «l'Iran n'acceptera la cessation des hostilités» que lorsque les négociations sur un accord de long terme auront abouti.

L'Iran a pourtant subi un flot incessant de bombardements israéliens et américains depuis le début de la guerre, le 28 février. Plusieurs complexes militaires ont aussi été frappés. Les Etats-Unis ont «complètement détruit la base industrielle de défense de l'Iran», a affirmé mercredi le ministre de la Défense américain, Pete Hegseth. «Nous avons attaqué, avec nos partenaires, environ 90% de leurs usines d'armement», dont «toutes les usines de production de drones explosifs Shahed», a précisé le chef d'état-major des armées américain, Dan Caine. En matière navale, «il



Des Iraniens réagissent à l'annonce d'un cessez-le-feu de deux semaines avec les Etats-Unis, sur la place Enqelab, à Téhéran (Iran), le 8 avril 2026. (STR / AFP)

faudra des années à l'Iran pour reconstruire des bâtiments de combat de surface», selon le général. «La puissance militaire iranienne est éprouvée», résume Thierry Coville, chercheur à l'Iris et spécialiste de l'Iran.

«La population est aux abois»

La campagne israélo-américaine a également détruit de nombreuses infrastructures civiles comme des ponts, des centrales, des universités et plusieurs établissements de santé. Près de 2 000 Iraniens sont morts durant le conflit, et plus de 25 000 autres ont été blessés, a rapporté l'Organisation mondiale de la santé (OMS) dans un point de situation (Nouvelle fenêtre) publié le 2 avril. «La population

du pays est aux abois et les conséquences socio-économiques de la guerre sont très importantes», prévient Sylvain Gaillaud, chercheur en histoire contemporaine à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

Personne n'ose, à ce stade, envisager un nouveau soulèvement populaire contre le régime, alors que les précédents ont été réprimés dans le sang. D'autant que les dirigeants ont «mis en scène une forme d'unité nationale» ces derniers jours en appelant la population à faire des «chaînes humaines» pour protéger les infrastructures civiles. «L'ampleur des destructions a pu faire prendre conscience à une partie de la population que ça n'était pas la République islamique qui

était attaquée, mais bien l'Iran», analyse Sylvain Gaillaud.

Les têtes du régime islamique ont pourtant été décimées. Plusieurs dirigeants, dont son guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei, plusieurs généraux et des ministres, ont été tués dans des frappes aériennes. Mais les mollahs, au pouvoir depuis 1979, ne se sont pas écroulés, contrairement aux espérances américaines. Le guide suprême a ainsi été remplacé par son fils, Mojtaba Khamenei, qui n'est pas encore apparu en public.

La «résilience et la résistance durable» du régime

«L'idée qu'en assassinant ses chefs, le système serait

devenu pragmatique ou que cela aurait abouti à un changement de régime, c'est vraiment ne rien comprendre à la République islamique d'Iran, où le système de décision est basé sur le consensus», décrypte Thierry Coville.

Malgré la «décapitation systématique de l'appareil militaire et politique», l'Iran a fait preuve «de résilience et d'une résistance durable», abonde encore Sylvain Gaillaud. Le corps des Gardiens de la Révolution, bras armé du régime avec ses 190 000 combattants, a ainsi étendu son influence sur le pays, «grâce à une organisation décentralisée et moins d'ordres du gouvernement», pointe le spécialiste.

L'influence grandissante de cette organisation, désignée fin janvier comme terroriste par l'Union européenne après la répression sanglante menée lors des manifestations de janvier, «n'est pas

une bonne nouvelle» pour l'administration Trump, prévient Sylvain Gaillaud. «Leur raison d'être est l'exportation de la révolution islamique à d'autres pays. Et les Etats-Unis sont vus comme une menace existentielle. Ils poussent aussi pour que l'Iran se dote de l'arme nucléaire», ajoute le spécialiste. «Le doigt sur la gâchette», les Gardiens de la Révolution sont prêts à riposter «si l'ennemi venait à répéter ses erreurs de calcul», ont-ils prévenu sur leur chaîne Telegram mercredi.

Malgré une puissance de frappe largement inférieure à celle des alliés américains et israéliens, l'Iran a également démontré une capacité de nuisance importante dans la région, ciblant ses voisins du Golfe et bloquant tout passage dans le détroit d'Ormuz, crucial pour l'acheminement d'hydrocarbures. «Donald Trump ne s'attendait pas à une telle résistance», sou-

ligne Thierry Coville. «Pour l'Iran, gagner cette guerre, c'était ne pas la perdre. Pour les Etats-Unis, c'était l'inverse», complète Sylvain Gaillaud.

Le nucléaire fait son retour dans les négociations

Le régime iranien se montre ainsi confiant concernant les futures négociations. Les pourparlers se dérouleront à partir de vendredi au Pakistan, médiateur clé de cette guerre, et en présence du vice-président américain, J.D. Vance, samedi. Donald Trump a affirmé que Téhéran avait transmis «une proposition en dix points» qui «constitue une base viable pour négocier».

Une version du plan, diffusée par la presse iranienne, demande la levée des sanctions contre la République islamique. L'un des points prévoit aussi que Washington accepte l'enrichissement d'ura-

nium. En juin 2025, les Etats-Unis avaient frappé trois sites nucléaires du pays avec de puissantes bombes antibunker. Donald Trump avait alors affirmé qu'il s'agissait d'une «réussite militaire spectaculaire». Mais l'étendue exacte des dégâts sur les plus de 400 kg d'uranium hautement enrichi reste inconnue.

«Le fait que le sujet soit dans les discussions est une énorme défaite pour le président américain, qui, après deux guerres, se retrouve à négocier le sujet de départ», souligne Thierry Coville. Ces négociations pourraient d'ailleurs à nouveau échouer. «L'agenda iranien est disproportionné par rapport à ce que les Etats-Unis peuvent accepter», pointe Sylvain Gaillaud. D'autant que la question de la gestion du passage d'Ormuz reste hautement inflammable.



09 avril 2026

«C'est une excellente chose» : Donald Trump se dit favorable à l'idée d'un péage dans le détroit d'Ormuz et imagine le gérer sous forme de «coentreprise» avec l'Iran

Le président américain a déclaré à ABC News qu'un système de péage au niveau du détroit d'Ormuz serait «une excellente chose».

Il faut se pincer pour y croire. Interrogé mercredi après l'annonce d'un cessez-le-feu par un journaliste américain d'ABC News, Donald Trump a estimé qu'un péage iranien au niveau du détroit d'Ormuz

serait «une excellente chose».

«Nous envisageons de le faire sous forme de coentreprise. C'est un moyen de sécuriser la voie», a même estimé le président américain.

Contrairement à la situation d'avant-guerre, le passage par le détroit d'Ormuz n'est pas libre, il est contrôlé de fait

par l'Iran qui menace de bombarder les navires ne respectant pas ses exigences. Ces dernières semaines, Téhéran a bricolé un système permettant à certains bateaux d'effectuer la traversée en longeant ses côtes. Certaines sources laissent entendre que les autorités voudraient le pérenniser.

Actuellement, les bateaux affiliés à des pays n'ayant pas

passé d'accord avec l'Iran doivent payer s'ils veulent passer. Les prix semblent varier en fonction de l'opérateur et de sa nationalité, mais certains ont dû s'acquitter de deux millions de dollars, selon le média spécialisé Lloyd's List. Ce dernier précise que les frais sont souvent réglés en cryptomonnaies et en yuan (la monnaie chinoise). Si ce système devait perdu-

rer, ce serait un changement majeur pour les États-Unis, dont l'armée assurait la «liberté de navigation» sur les mers du monde depuis 1945, et surtout depuis la chute de l'URSS, contribuant à donner au pays une influence sans égale. Le tournant serait aussi considérable pour le Moyen-Orient et le reste du monde.

Paris redoute le péage

La France s'oppose à cette issue. «Non, ce n'est pas acceptable parce que la liberté de navigation dans les eaux internationales est un bien commun, un bien commun de l'humanité qui ne doit être contrariée par aucune entrave et aucun droit de passage», a déclaré jeudi le chef de la diplomatie française

Jean-Noël Barrot sur France Inter.

Au Moyen-Orient, les autres pays exportateurs devraient eux aussi y être hostiles. «Permettre à l'Iran d'exercer un quelconque contrôle sur le détroit serait une ligne rouge. La priorité absolue doit être un accès sans entrave», estime Ali Shihabi, commentateur proche de la cour royale

saoudienne, dans le *Financial Times*. Même si elle dispose d'un oléoduc permettant d'acheminer une partie de son pétrole vers la mer Rouge par la terre, l'Arabie Saoudite reste dépendante du détroit pour ses exportations. Cet oléoduc a en outre été visé par des bombardements.

Le Monde

09 avril 2026
Claire Gatinois

Détroit d'Ormuz : l'Iran veut garder le contrôle en instaurant un « droit de passage »

Durant les deux semaines de cessez-le-feu, Téhéran entend instaurer un péage dans ce passage maritime crucial pour l'économie mondiale. Loin de s'y opposer, Donald Trump a même proposé de créer un « joint-venture ».

Une victoire « historique et écrasante ». C'est par ces mots que le secrétaire à la défense américain, Pete Hegseth, a résumé, mercredi 8 avril, la situation en Iran après le cessez-le-feu de quinze jours décrété dans la nuit par Donald Trump. « Les Iraniens sont humiliés et démoralisés (...). C'est nous qui contrôlons leur destin et non l'inverse », s'est avancé le chef du Pentagone, comme s'il voulait convaincre un auditoire sceptique. Face à la vanité militaire américaine, les représentants iraniens sont restés majoritairement silencieux. « On ne se flatte pas », commente une source diplomatique iranienne.

Humilité de façade, raillent les experts. Décrit comme à demi-mort il y a à peine trois mois, lorsque des foules immenses de manifestants le défiaient dans la rue, le régime de Téhéran s'enorgueillit d'avoir résisté à la première puissance militaire mondiale sans s'effondrer comme l'imaginaient Donald Trump

et son allié israélien, Benjamin Netanyahu. En dépit de l'assassinat du Guide suprême iranien, Ali Khamenei, au premier jour de la guerre, le pouvoir théocratique est encore debout, la population ne s'est pas soulevée et les 440 kilos d'uranium enrichi, suffisants pour fabriquer une dizaine de bombes nucléaires, restent enfouis dans les sous-sols du pays. « Il n'y a pas d'autres moyens de présenter cela que comme une défaite humiliante pour les États-Unis », juge Jeffrey Lewis, spécialiste du nucléaire iranien au James-Martin Center for Nonproliferation Studies, à Monterey (Californie).

L'Iran comme les États-Unis prétendent chacun à la victoire, même si la trêve n'est, pour l'heure, que temporaire. Des négociations indirectes entre les deux parties sont programmées pour vendredi 10 avril au Pakistan, afin de tenter de pérenniser la fin des hostilités. Les bases de la discussion sont nébuleuses. A dessein, assure une source

diplomatique proche de l'administration américaine expliquant que Donald Trump veut cultiver une forme d'ambiguïté pour donner une chance « à la diplomatie ».

Une manne

Dans la journée de mercredi, l'agence de presse iranienne Fars a fait circuler le plan en dix points qui aurait conduit le président américain à renoncer à faire « disparaître la civilisation » iranienne comme il le menaçait. Le document précise que l'Iran s'engage à ne pas fabriquer d'arme nucléaire, mais exige de la part des États-Unis la « reconnaissance du droit de l'Iran à l'enrichissement ». Une posture que le régime a toujours revendiquée alors que les États-Unis de Donald Trump refusaient avant-guerre tout enrichissement sur le sol iranien, même à des fins civiles.

Téhéran réclame aussi une « compensation » pour les dommages subis lors des frappes et mentionne la levée « de toutes les sanctions ».

Enfin, l'Iran prétend conserver le contrôle sur le détroit d'Ormuz, en n'autorisant qu'un « passage quotidien limité » de navires pendant les deux semaines à venir, dans le cadre d'un « protocole sécurisé placé sous la supervision et selon les règles fixées par l'Iran ». Le blocage de cet étroit couloir maritime, qui a déstabilisé l'économie mondiale, avait provoqué, trois jours plus tôt, la fureur du président américain. Cette colère s'est-elle évaporée ?

« De nombreux accords, listes et lettres sont envoyés par des personnes qui n'ont absolument rien à voir avec les négociations États-Unis - Iran. Dans de nombreux cas, ce sont de véritables fraudeurs, charlatans, et pire encore », a balayé Donald Trump sur son réseau Truth Social.

« Le président a dit que nous ne voulions pas que l'Iran enrichisse de l'uranium en vue d'obtenir une arme nucléaire, et nous voulons que l'Iran abandonne le combustible

nucléaire », a complété le vice-président, J. D. Vance. Quant au droit à l'enrichissement que fait valoir l'Iran : « *Ma femme a le droit de faire du parachutisme. Si elle ne saute pas d'un avion, ce n'est pas parce que nous avons un accord : elle ne le fera pas car je ne veux pas que ma femme saute d'un avion* », a-t-il expliqué laissant son auditoire perplexe.

Aucune contradiction américaine n'a été apportée sur le contrôle que l'Iran veut maintenir sur le détroit d'Ormuz. Téhéran prétend mettre en place un nouveau « *mécanisme* » en instaurant un péage dans ce passage maritime crucial par où transite un cinquième de la production d'hydrocarbures mondiale.

Dangereux précédent

« *Il y a eu et il y aura un droit de passage* », confirme, au *Monde*, une source diplomatique iranienne. Selon le *Financial Times*, le régime compte demander 1 dollar (0,86 euro) par baril transitant par Ormuz, payable en cryptomonnaie. « *Si l'on prend pour référence le passage chaque jour de quatorze pétroliers contenant chacun un million de barils, en enlevant les navires iraniens et sachant que l'Arabie saoudite continuera de dérouter des volumes, cela fait 14 millions de dollars par jour. Et cela ne comprend pas les autres navires, dont les méthaniers GNL du Qatar* », calcule Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du centre énergie et climat de l'Institut français des relations internationales. Une manne suffisante pour renflouer les caisses asséchées de l'Etat iranien.

Nulle indignation de la part de Washington. Trump s'accom-



Dans le golfe d'Oman, face au port de marchandises de Sohar, à Shinas (sultanat d'Oman), le 27 mars 2026. ELKE SCHOLIERIS POUR « LE MONDE »

mode de cette hypothèse semblant oublier avoir, un temps, voulu en finir avec le régime. Au journaliste de la chaîne ABC qui l'interrogeait, mercredi, à propos de ce péage, le président américain expliquait être d'accord, en imaginant même créer un « *joint-venture* » pour percevoir des dividendes aux côtés de l'Iran. « *C'est une belle chose* », a signifié le magnat, jugeant cette option susceptible de « *sécuriser* » le détroit et le « *sécuriser contre beaucoup d'autres personnes* », dans une probable référence à la Chine, grande consommatrice de pétrole iranien.

« *Ormuz est l'atout le plus précieux de l'Iran. Les Etats-Unis ont compris avec cette guerre que Téhéran pouvait contrôler le détroit, même sans marine militaire, avec de simples drones et mines. La seule façon d'obtenir la réouverture du détroit est de signer un accord pour garantir à l'Iran qu'il ne sera plus attaqué et/ou d'organiser un*

péage en partageant la rente avec les pays du Golfe et Oman », commente Vali Nasr, professeur à l'université Johns-Hopkins et auteur de *Iran's Grand Strategy* (« la grande stratégie de l'Iran », Princeton university press, 2025, non traduit).

A en croire des sources iraniennes, Téhéran aurait négocié ce mécanisme, présenté comme l'établissement d'un nouvel ordre mondial, avec le sultanat d'Oman. « *Mascate indique qu'il a tenu des pourparlers avec l'Iran sur les "options possibles pour assurer un passage fluide" et que les propositions seraient étudiées. Cela suggère une facilitation et une gestion de crise, et non l'approbation par Oman d'une re-fonte permanente du détroit par l'Iran* », précise Abdullah Baabood, universitaire omanais spécialiste de relations internationales.

Instrument de souveraineté nationale autant qu'assurance-vie pour le régime,

Ormuz est parfois mis en regard avec la bataille menée par l'Egypte autour du canal de Suez. Mais un canal est une voie navigable artificielle avec ses propres traités et régimes d'exploitation ; Ormuz est un détroit international naturel. Y instaurer un péage créerait un dangereux précédent, à même d'inquiéter les pays situés autour des détroits de Malacca et de Singapour, alertent les experts du droit maritime.

« *Il n'est pas réaliste d'imaginer que l'Iran établisse un système de péage légitime et durable dans le détroit d'Ormuz. Le droit international, l'opposition mondiale et les réalités économiques s'érigeront contre ce principe*, juge M. Baabood. *Cependant, à court terme, l'Iran a déjà démontré qu'il peut imposer une forme de contrôle de facto, où l'accès devient conditionnel et parfois transactionnel.* » Avec Ormuz, Téhéran semble être parvenu à prendre le monde en otage.

En Iran, une double « victoire » sans vainqueur

Après quarante jours de guerre, la trêve de deux semaines annoncée par Donald Trump, mardi 7 avril, et les négociations prévues vendredi au Pakistan ne permettent pas d'entrevoir une sortie de crise durable.

De quelle « victoire » Donald Trump peut-il se targuer ?

Dix heures après avoir menacé d'éradiquer toute la civilisation iranienne, Donald Trump a opéré un retournement inédit mardi 7 avril, en suspendant « les bombardements et les attaques pendant deux semaines » – et si Téhéran rouvrirait « complètement » le détroit d'Ormuz. Il s'est ensuite targué d'avoir décroché « une victoire totale et complète », comme pour justifier une sortie honorable à cette guerre impopulaire et coûteuse – un demi-milliard de dollars par jour – lancée le 28 février. « Les États-Unis se sont retrouvés dans une impasse stratégique après plusieurs semaines de guerre, sans aucune option militaire viable pour atteindre leurs objectifs déclarés », explique Michael Hanna, directeur du programme américain au Crisis Group. De fait, après quarante jours de bombardements, la République islamique n'est pas tombée et son stock nucléaire n'a pas été détruit.

Mais au-delà de la capacité ou non de Donald Trump à réussir là où ses prédécesseurs ont échoué depuis vingt ans – trouver un règlement politique avec l'Iran – un constat s'impose déjà : son entreprise guerrière, ses erreurs stratégiques et sa rhétorique alarmante, auront des conséquences économiques

et géopolitiques durables dans la région et au-delà, la relation entre les États-Unis et ses alliés ayant été durement éprouvée.

Que tire l'Iran de cette confrontation ?

Signe que Téhéran revendique aussi une « grande victoire », l'annonce d'une trêve a été accueillie par des manifestations prorégime, des drapeaux américains et israéliens brûlés, et des cris de « Mort à l'Amérique, mort à Israël et mort aux compromis ! » Si la République islamique a subi des dommages considérables dans ses rangs, à commencer par son guide suprême Ali Khamenei, et sur son territoire – 13 000 frappes en six semaines – elle s'est montrée capable de mener une guerre asymétrique et de s'imposer comme la gardienne du détroit d'Ormuz (voir les repères ci-contre), malgré une puissance de feu américano-israélienne inédite.

Quant au régime, il en ressort consolidé, avec un pouvoir accru entre les mains des Gardiens de la révolution. « Cette guerre non nécessaire n'a pas seulement constitué une erreur stratégique. Loin de provoquer un changement de régime, elle a probablement donné un nouveau souffle à la théocratie iranienne », analyse Trita Parsi, vice-président de l'Institut Quincy.

Les grands perdants du conflit sont et seront indéniablement les civils. Réprimés dans le sang lors des manifestations de janvier, soumis à une crise économique terrible depuis des années, terrorisés par les

bombardements américano-israéliens, les Iraniens ont vu leurs espoirs de changement de régime se dissiper rapidement. Mais, avec ou sans trêve, la population reste à la merci de la vague d'arrestations et d'exécutions lancée par le régime afin d'étouffer toute velléité de contestation.

Quels pourraient être les points de blocage des négociations ?

Hormis la question libanaise (voir p. 4) – mentionnée dans le cessez-le-feu selon les Iraniens, mais pas selon les Israéliens – le sujet du nucléaire iranien restera au cœur des négociations. Selon nos informations, Téhéran est déterminé à ne pas renoncer à son programme nucléaire, jugeant qu'il a un droit inaliénable de le poursuivre. Mais comment peut-il s'accorder avec l'exigence américano-israélienne d'en finir ? La sécurisation du détroit d'Ormuz risque d'être un autre point de blocage : les Iraniens veulent garder la main sur ce verrou stratégique, estimant qu'il leur revient d'assurer la sécurité du trafic maritime. Par ailleurs, Téhéran revendique le retrait des forces armées américaines de la région. Difficile d'imaginer que Washington accepte de s'y plier entièrement. Il en va de même pour le volet des réparations. L'Iran souhaite que les États-Unis versent des compensations financières pour les destructions infligées. Un dernier point délicat concerne la place d'Israël dans ces futures négociations : Téhéran l'estime non avenue, jugeant que son seul interlocuteur est et restera Washington.

Le Pakistan peut-il creuser le

sillage de la désescalade ?

C'est l'intention du premier ministre Shehbaz Sharif, qui a invité des délégations iraniennes et américaines à Islamabad ce vendredi 10 avril. Aucun pays ne paraît mieux placé pour aider à sortir de l'impasse de la guerre. Le Pakistan, qui partage 900 km de frontière avec l'Iran et entretient de bonnes relations avec Washington et Tel-Aviv, voudrait s'appuyer sur ce premier succès diplomatique. Plongé dans une crise énergétique sévère depuis la fermeture du détroit d'Ormuz, il a tout intérêt à décrocher un « accord d'Islamabad » plus large.

En tant que puissance nucléaire, qui a noué un accord de défense avec l'Arabie saoudite, le Pakistan est loin d'être un allié de la République islamique. « On peut douter de sa capacité à recueillir la confiance du régime iranien. Mais l'Iran n'a pas vraiment d'ami et n'a donc pas beaucoup le choix », relève Christophe Jaffrelot, directeur de recherches au CNRS (Sciences Po-Ceri) et spécialiste de la région. Selon l'ex-ambassadeur pakistanais à Téhéran, Asif Durani, Islamabad « pourrait aider les parties à peaufiner le langage en cas d'impasse ». Un rôle de facilitateur sur la forme, mais difficilement un pacificateur des désaccords de fond, notamment sur le nucléaire.

Quelles conséquences pour les économies du Golfe ?

Les pays du Golfe, victimes collatérales du conflit, se sont félicités du cessez-le-feu annoncé par Donald Trump. Un haut responsable des Émirats arabes unis parle d'une «

victoire » émirienne face à l'Iran. Peu avant la trêve, le ministre des affaires étrangères de Bahreïn Abdoullatif Ben Rachid Al Zayani avertissait Téhéran que la « patience » et la « retenue » des pays du Golfe avaient des « limites ». Installations pétrochimiques et pétrolières endommagées, port de Dubaï, par lequel passent les appro-

visionnements de tous ces pays, à l'arrêt en raison de la fermeture du détroit d'Ormuz, trafic aérien au ralenti... En 40 jours de guerre, les monarchies de la région, abondamment visées par les drones et les missiles iraniens, ont réalisé à quel point leur modèle économique dépendant du pétrole, du commerce et du tourisme

était menacé. Selon le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), le produit intérieur brut régional pourrait chuter jusqu'à 8,5 %, tandis que la sécurité humaine, notamment l'accès à l'eau via les usines de désalinisation, devient une préoccupation critique.

Face à la menace qui pèse

sur leurs économies et leur mode de vie, les pays du Golfe insistent pour avoir leur mot à dire dans toute future négociation de paix. Mais ils sont divisés sur la voie à suivre et sur la nature des relations à entretenir avec l'Iran comme avec les États-Unis.



April 09, 2026

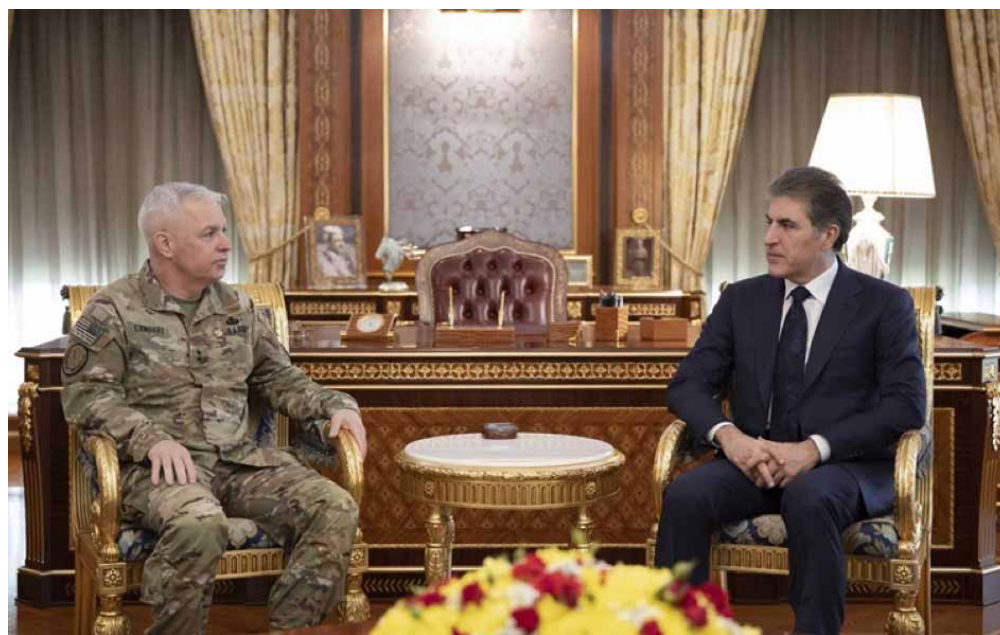
President Barzani, coalition commander discuss security cooperation, ISIS threats

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Thursday met with Kevin Lambert, commander of the US-led Global Coalition to Defeat the Islamic State (ISIS), to discuss security developments and ongoing coordination between local and international forces.

According to a statement from the Kurdistan Region Presidency, both sides «emphasized the necessity of continued cooperation between the Peshmerga, the Iraqi army, the security forces of Iraq, and coalition forces, particularly during this critical period to ensure stability and address challenges.»

The talks also focused on «the threat of terrorism and the fight against ISIS, the repercussions of the war on Iraq and the surrounding region, as well as other matters of mutual interest,» the statement added.

The meeting comes after Washington and Tehran agreed to a two-week ceasefire, halting nearly 40 days of



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani meets Kevin Lambert, the commander of the US-led Global Coalition to Defeat ISIS, on April 9, 2026. Photo: Kurdistan Region Presidency

intense fighting that had pushed the Middle East to the brink of a wider war.

The US-led coalition was established in 2014 after Iraq requested international support following ISIS's rapid territorial gains across Iraq and Syria. Although ISIS lost its territorial holdings in Iraq by 2017 and in Syria by 2019, remnants and sleeper cells

still carry out deadly attacks in both countries.

In September 2024, Baghdad and Washington agreed to conclude the coalition's combat mission in Iraq by September 2025, with the Iraqi government citing improved Iraqi security capabilities. Nonetheless, coalition and Kurdish officials continue to view ISIS as a persistent threat requiring ongoing inter-

national cooperation.

In mid-January, Iraqi security forces took full control of Ain al-Asad Air Base after the departure of the remaining advisers from the US-led Global Coalition, marking the end of the coalition's military presence in federal areas of the country.

Le rôle-clé du Pakistan dans la médiation entre l'Iran et les Etats-Unis

Bien qu'arraché in extremis, l'accord de trêve entre l'Iran et les Etats-Unis représente une victoire diplomatique pour Islamabad, qui s'apprête à accueillir, vendredi 10 avril, des délégations américaine et iranienne pour évoquer les pourparlers de paix.

Après avoir discrètement œuvré en coulisses, le Pakistan s'apprête à recevoir, vendredi 10 avril, à Islamabad, les délégations américaine et iranienne pour des pourparlers de paix. La sécurité a été renforcée dès jeudi, avec des militaires et des paramilitaires déployés dans la capitale. Les routes menant aux quartiers abritant ambassades et ministères ont été bouclées.

A la table des négociations, les Américains seront représentés par le vice-président, J. D. Vance, et les émissaires de Donald Trump, Steve Witkoff et Jared Kushner. La délégation iranienne sera composée de Mohammad Bagher Ghalibaf, le président du Parlement, et **Abbas Araghtchi, le ministre des affaires étrangères**, selon une source officielle pakistanaise. Pour Islamabad, l'accord de cessez-le-feu entre l'Iran et les Etats-Unis, arraché in extremis mardi 7 avril, a beau être fragile, il représente une victoire diplomatique. « *C'est un moment de fierté pour les 240 millions d'habitants du [pays]* », s'est félicité le premier ministre, Shehbaz Sharif, mercredi.

Dès les premières frappes américaines sur l'Iran, le 28 février, le Pakistan s'est positionné en intermédiaire. Islamabad a immédiatement activé ses canaux diplomatiques, Shehbaz Sharif et son ministre des affaires étrangères, Ishaq Dar, s'entretenant par téléphone avec des dizaines de

dirigeants de la planète. Puis, les 29 et 30 mars, Islamabad a accueilli les ministres des affaires étrangères de l'Arabie saoudite, de l'Egypte et de la Turquie pour explorer les voies d'une désescalade. M. Dar s'était ensuite envolé pour Pékin, pour de nouveaux pourparlers.

Le puissant establishment militaire pakistanaise a joué un rôle crucial dans ces négociations. « *Les efforts de médiation ont été menés principalement par le chef de l'armée, le maréchal Asim Munir* », affirme un responsable pakistanaise. Le militaire entretient de bonnes relations personnelles avec Donald Trump, qui l'a surnommé son « *maréchal préféré* ». Le chef de l'armée et le premier ministre pakistanaise avaient rencontré le président américain à Washington, en juin 2025, au lendemain des hostilités avec l'Inde. **M. Munir défendait alors les ambitions de ce dernier pour le prix Nobel de la paix**, pour avoir empêché une escalade entre deux voisins dotés de l'arme nucléaire.

L'homme fort du Pakistan s'est « *entretenu directement avec Donald Trump à une ou deux reprises* », indique Husain Haqqani, ancien ambassadeur du Pakistan à Washington (2008-2011). Il était en contact étroit avec la partie américaine, en particulier J. D. Vance et Steve Witkoff. Les dirigeants pakistanaise ont récemment collaboré avec le fils de ce dernier, Zach Witkoff,

PDG de **World Liberty Financial, l'entreprise de cryptomonnaies liée à Donald Trump**. Pour un simple accord exploratoire sans engagement financier majeur, le fils Witkoff avait été reçu, en janvier, par le premier ministre pakistanaise et le maréchal Asim Munir en personne. Cet épisode aurait permis de renforcer les liens entre M. Munir et le président Trump, avancement les analystes.

Aide de la Chine

Le Pakistan a bénéficié également de l'aide de la Chine dans sa médiation. Alors que l'échéance de la menace de Donald Trump de détruire l'Iran est imminente, mardi 7 avril, les discussions patinent. « *Les espoirs s'ameusaient, mais la Chine est intervenue et a convaincu l'Iran d'accepter un cessez-le-feu préliminaire. Nous étions loin d'une percée, qui a finalement été obtenue après que Pékin eut persuadé les Iraniens* », reconnaît la source officielle pakistanaise citée plus haut.

Téhéran a présenté un plan en dix points comme base de discussion, qui a été transmis à Washington via Islamabad. Et, un peu plus d'une heure avant l'expiration de l'ultimatum fixé par Donald Trump, les deux parties ont finalement annoncé l'accord de **cessez-le-feu**.

Le Pakistan a « *déjoué les pronostics de nombreux scep-*

tiques et détracteurs qui ne le croyaient pas capable de mener à bien une entreprise aussi complexe et aux enjeux considérables », a estimé Michael Kugelman, spécialiste de l'Asie du Sud, sur son compte X. Le pays disposait de plusieurs atouts : il entretient des liens solides avec tous les acteurs-clés du conflit, a la confiance de la Maison Blanche et le soutien de la Chine, détaille le spécialiste.

Islamabad avait tout intérêt à endosser ce rôle de médiateur. D'abord pour resserrer ses liens avec les Etats-Unis, mais également afin d'éviter d'être entraîné dans le conflit. En se positionnant rapidement comme un possible intermédiaire, le Pakistan a pu s'affranchir jusque-là de ses engagements militaires vis-à-vis de l'Arabie saoudite, prise pour cible par la riposte iranienne. **Islamabad et Riyad sont liés depuis 2025 par un pacte de défense** selon lequel toute attaque contre l'un des pays doit être considérée comme une agression contre l'autre. Or, pour le Pakistan, « *s'impliquer aurait risqué de s'aliéner les quelque 20 % de la population chiite du pays et, surtout, l'Iran* », explique le spécialiste **Christophe Jaffrelot, dans une tribune publiée par le site indien The Wire**. Le pays partage une frontière d'environ 900 kilomètres avec l'Iran, et l'instabilité fait craindre un possible renforcement des groupes séparatistes baloutches dans cette région.

Stature internationale renforcée

A l'instar des autres pays d'Asie, le Pakistan dépend des importations de pétrole et de gaz qui transitent par le détroit d'Ormuz. La poursuite de la guerre le contraindrait à imposer de nouvelles mesures d'austérité, alors qu'il a déjà procédé à une hausse de plus de 40 % des prix du pétrole à la pompe.

Engagé dans un conflit avec l'Afghanistan et entretenant des relations délétères avec son frère ennemi indien, Islamabad

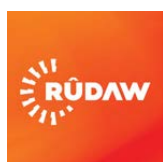
espère aussi renforcer sa stature internationale. « *Le Pakistan est désormais pris au sérieux, et c'est déjà une victoire. Le monde est en train de revoir sa perception du pays, alors que l'Inde a tenté par tous les moyens de l'isoler* », souligne Qamar Cheema, analyste pakistanais.

Si l'Inde a salué le cessez-le-feu, elle s'est bien gardée de reconnaître le rôle du Pakistan. Pour New Delhi, considéré comme la grande puissance en Asie du Sud, le rôle joué par Islamabad est perçu

comme un sérieux revers. Le Pakistan « *a fourni le canal par lequel les messages ont circulé, les délais ont été assouplis et une étroite ouverture diplomatique a été créée. Il ne s'agit pas là de médiation au sens classique du terme, mais on ne peut pas non plus la balayer d'un revers de main* », reconnaît Nirupama Menon Rao, ancienne diplomate indienne, sur son compte X.

Mais la trêve pourrait voler en éclats avant même l'arrivée des délégations au Pakistan. Le doute plane toujours sur

la venue des Iraniens en raison des bombardements au Liban. Washington et Téhéran s'opposent en effet sur la question de l'inclusion du pays du Cèdre dans l'accord de cessez-le-feu. Les frappes « *rendent les négociations dénuées de sens* », a affirmé, jeudi, le président iranien Masoud Pezeshkian. Alors que le premier ministre pakistanais avait assuré que l'accord s'appliquait « *partout, y compris au Liban* », Israël a procédé, mercredi, à plus d'une centaine de bombardements sur le pays, causant la mort de plus de 300 personnes.



April 09, 2026

Rojava's all-female force says 35 members remain in Syrian jails

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdish Women's Protection Units (YPJ) said late Wednesday that 35 of its members remain in Syrian government prisons following their detention during the latest conflict.

"The number of our detained comrades from the YPJ is 35. So far, 13 women have been released, five of whom were our fighters in the YPJ. Regarding the issue of our detained comrades, our meetings and efforts are ongoing," Rukan Jamal, YPJ spokesperson, told Rudaw.

The Syrian Arab Army and its allied armed groups launched an offensive against the Kurdish-led Syrian Democratic Forces (SDF) in late December, taking control of most SDF-held areas, including the oil-rich Deir ez-Zor. Following weeks of tensions, both sides reached an agreement that provides a frame-



YPJ forces. Photo: file/YPJ

work for the SDF's integration into the army.

The YPJ is the all-female wing of the People's Protection Units (YPG), the backbone of the SDF.

Kurdish authorities in north-east Syria (Rojava) and Damascus have exchanged hundreds of prisoners. Hundreds more were expected to be released this week, but the process has

been delayed until next week, according to local media. Jamal declined to specify the total number of YPJ fighters.

A member of the presidential team overseeing the SDF in-

tegration recently said that YPJ members cannot join the army but can “volunteer” as members of police forces.

“We have informed the ministry of defense that as YPJ, we do not want to remain outside the army, but our demand is to take our place within the

SDF brigades as an independent and equal force,” the YPJ spokesperson told Rudaw.

She also explained that the absence of a clear timeline for the integration process, along with the lack of a final decision on the YPJ issue,

leaves the future of the all-female force’s integration unclear. “We are awaiting the final decision of the ministry of defense and the government in Damascus.”

As part of the integration process, Damascus has appointed an SDF-affiliated

governor for Hasaka province, assigned a deputy defense minister for SDF-held areas, and named a deputy head for Hasaka’s state-affiliated internal security forces.

Nalin Hassan contributed to this article from Erbil, Kurdistan Region.

Le Monde

Fariba Adelkhah
09 avril 2026

« L’Iran est pris en tenailles entre deux régimes de silence : la guerre et la répression »

Dans une tribune au « Monde », l’anthropologue franco-iranienne Fariba Adelkhah s’élève contre ceux qui se contenteraient de se réjouir de l’affaiblissement du régime iranien, sans prendre la mesure des violences de la guerre et du péril que représentent le mépris du droit international et l’ingérence de puissances étrangères.

C’est la voix qui porte le pouvoir, dit-on. Alors, reste à départager les voix de celles et ceux qui crient et saignent le plus, et de ceux qui bombardent le plus. Le son des uns est plus audible que celui des autres, notamment parce que nos analyses se contentent souvent de reproduire le discours des pouvoirs. Tant et si bien que plus nous saignons, moins nous sommes entendus. Le son ne vient pas des ruines, mais de ceux qui les produisent et les piétinent pour s’en emparer. En définitive, c’est bien l’occupation de l’espace qui fait le pouvoir, plus que celle des âmes qui finiront par l’habiter pour s’opposer ou s’allier à ce dernier.

Les amis que je rencontre expriment leur profonde tristesse, par solidarité avec moi. Mais, bien vite, la joie se fait entendre : [celle que provoque la disparition \[du Guide suprême Ali\] Khamenei](#). « Une bonne chose de faite ! », di-

sent-ils. J’ai envie de rétorquer qu’avec cette « *bonne chose de faite* », on ne sait trop quoi faire de la mort de certaines d’élèves, de milliers de blessés sur leur lit d’hôpital, de milliers de morts, en majorité civils, tués à leur poste de travail ou à leur domicile.

On ne sait pas non plus grand-chose de la vie au quotidien des millions d’Iraniens soumis à l’angoisse des bombardements et d’une vie matérielle devenue infernale. Je mets en sourdine mes questions. Le silence s’impose, sous peine d’être mal comprise. « *On ne distribue pas de dragées pendant la guerre* », dit l’adage. Le régime a tué davantage que la guerre, entend-on souvent. Donnant donnant...

Le sanglot m’étouffe. Oui, la répression. Depuis quarante-sept ans. Particulièrement atroce en janvier. Mais celle-ci n’empêchait pas les jeunes

d’aller à l’école et les moins jeunes à l’université, ni leurs parents de se rendre à leur travail ni les familles de vivre leur vie, vaille que vaille. Elle ne pouvait non plus complètement étouffer les mouvements de protestation, de résistance ou de réforme. La campagne Un Million de signatures, pour l’égalité des droits, les grèves, les manifestations, Femme, vie, liberté sont-ils possibles sous les bombes ?

La prison d’Evin, certes, mais celle-ci n’était-elle pas devenue « *la plus grande université* », comme on disait ironiquement, à force d’y accueillir des intellectuels, des militants, des juristes ? Qu’est devenu le dialogue entre les protagonistes de la vie sociale en Iran, et entre l’Iran de l’intérieur et celui de la diaspora, que médiatisait notamment [[le réseau social Clubhouse](#)] et qu’ont suspendu ou distordu les coupures d’Internet et l’hystérie

ambiante ?
Un système idéologique reproductible

Ali Khamenei est bien mort, mais pas le régime, jusqu’à preuve du contraire. Car celui-ci n’est pas une dictature personnelle, comme on a voulu le croire, mais un système idéologique, doté d’une base sociale et susceptible de se reproduire indépendamment de ses dirigeants. Sommes-nous d’ailleurs certains que la fin d’un régime oppressif sera celle de l’oppression ? Ne serait-ce pas comme pour les trains : « Une oppression peut en cacher une autre » ? Et ne doit-on pas craindre que la guerre contre l’opresseur n’en déclenche une nouvelle, entre ses victimes ?

Car l’histoire douloureuse de la République islamique est lourde de rancœurs, de ressentiments, de haines dans le secret des foyers, des quartiers, des campagnes, des tri-

bus. Beaucoup de cadavres dans ses placards. Beaucoup d'armes, aussi, et beaucoup de contentieux immobiliers ou fonciers, du fait de l'exil, de l'hyperinflation, de crédits informels entre particuliers.

La guerre n'est pas propice au débat public qui seul permettrait d'évaluer l'aptitude à gouverner, et plus encore à gouverner démocratiquement, des candidats à la succession qui se pressent sur les ruines encore fumantes. A nouveau, elle rend certaines voix plus audibles que d'autres. L'Iran est pris en tenailles entre deux régimes de

silence : la guerre et la répression. Faut-il s'y résigner : à chaque jour son oppresseur ? Et le peuple doit-il se contenter d'être satisfait à n'importe quel prix ?

Les 160 victimes et plus de Minab, en majorité des écolières, ont en tout cas payé le prix fort : celui du silence éternel que leur ont infligé deux agresseurs étrangers, Israël et les Etats-Unis, au mépris du droit international, et guidés par l'intelligence artificielle. Dans l'indifférence d'une dynastie déchue qui espère retirer les marrons du feu, et dans celle de la pré-

tendue « communauté internationale » dont le baiser des droits humains aura été celui de la mort.

J'ai envie de dire aux amis qui cherchent à me consoler : que m'importe la disparition d'un despote si vous n'êtes pas capables de condamner un acte aussi illégitime qu'illégal ni de peser le coût d'une « libération » que l'on ne voit toujours pas venir, si tant est qu'elle puisse venir des armes étrangères.

Le cessez-le-feu, annoncé le 7 avril par le président américain, et la reprise de négocia-

tions entre les Etats-Unis et l'Iran au Pakistan ne sont en rien un soulagement pour une société qu'ont meurtrie et endeuillée les bombardements artificiellement intelligents, et qui est condamnée à survivre dans la pauvreté et les ruines. Tout ça pour ça, alors que les deux pays **négočiaient déjà à Oman**, en janvier ? Il en restera une amertume profonde et politiquement dangereuse : celle d'avoir été abandonnée aux pays agresseurs par la communauté internationale, tout comme en 1980 avec le début de la guerre Iran-Irak.

Le Monde

09 avril 2026

Guerre en Iran : la victoire introuvable de Donald Trump

Les débuts laborieux du cessez-le-feu, annoncé mardi soir à Washington, et la confusion autour des termes de la trêve révèlent l'empressement du président américain à se sortir d'un piège dans lequel il s'est lui-même précipité en déclenchant un conflit avec la République islamique.

Il est plus facile de déclencher une guerre que d'y mettre fin. Donald Trump en fait l'expérience douloureuse avec les débuts particulièrement laborieux du cessez-le-feu annoncé mardi 7 avril avec l'Iran, qui vise à trouver une issue au conflit déclenché conjointement par Israël et les Etats-Unis le 28 février. Divergences sur le cadre des négociations, sur l'extension ou non de ce cessez-le-feu au Liban, qui a été la cible le même jour de nouveaux bombardements israéliens particulièrement meurtriers : la voie de l'apaisement apparaît singulièrement étroite.

Cette confusion tient à l'empressement manifesté par le président des Etats-Unis à se sortir du piège dans lequel il

s'est lui-même précipité. **Après une escalade verbale et des menaces aux accents génocidaires** qui lui ont attiré de sévères critiques, jusqu'au Vatican, Donald Trump a déclaré qu'un document en dix points résumant les positions maximalistes de l'Iran constituait « *une base solide sur laquelle négocier* ». Ces positions sont pourtant incompatibles avec celles défendues par un président qui exigeait il y a peu une « *reddition complète* » de Téhéran.

Tout indique pourtant que le moment est venu de donner une nouvelle chance à la diplomatie. Le bilan de près de six semaines de bombardements particulièrement intenses a souligné les limites de la force. Trois objectifs avaient été avancés par Do-

nald Trump pour justifier le déclenchement de cette guerre. Il s'agissait du renversement du régime en place à Téhéran, de nouveaux coups portés contre un programme nucléaire pourtant présenté comme « *anéanti* » au terme de la courte guerre de juin 2025 déjà lancée par l'Etat hébreu et enfin de la mise hors d'état de nuire des capacités balistiques iraniennes.

Point de contentieux supplémentaire

Le président des Etats-Unis et son secrétaire à la guerre, Pete Hegseth, ont claironné le 7 avril un succès total, mais la réalité leur résiste opiniâtrement. L'arrivée aux commandes du régime iranien d'une nouvelle généra-

tion de dirigeants à la suite de la décapitation de la direction politique et militaire précédente a témoigné de ses capacités de résistance. La guerre n'a pas permis aux Etats-Unis de mettre la main sur un stock d'uranium hautement enrichi à 60 %, probablement enterré lors des bombardements de 2025. Les effets dévastateurs des drones iraniens ont été sous-estimés, et le programme balistique en bonne partie laminé par les frappes américaines et israéliennes pourra être relancé une fois que les armes se tairont définitivement.

Surtout, la guerre a généré un point de contentieux supplémentaire avec la fermeture du détroit stratégique d'Ormuz par le régime de Téhéran et sa prétention d'im-

poser désormais un droit de passage qui relève du racket pur et simple. Cette fermeture pourtant prévisible a eu un effet démultiplicateur sur l'économie mondiale, jusqu'à faire poindre le risque d'une récession.

Il est toujours difficile pour des belligérants de passer du registre de la guerre à celui de la négociation. Le régime iranien est réputé pour sa capacité à négocier sans autre objectif que celui de gagner du temps. Mais les Etats-Unis

ont écorné leur crédit en faisant mine de s'engager dans des pourparlers, en février, alors qu'ils avaient déjà fait le choix de la guerre. L'alternative à un échec des discussions qui doivent s'ouvrir le 10 avril, la poursuite de la

guerre, le maintien du verrou iranien sur Ormuz et la déstabilisation chronique du Golfe, ne ferait pourtant que des perdants.

Le Monde

Ghazal Golshiri
11 avril 2026

Mohammad Bagher Ghalibaf, l'homme-clé des négociations iraniennes avec Washington

A la tête de la délégation envoyée à Islamabad pour des pourparlers avec les Etats-Unis, le président du Parlement iranien, qui a bâti sa carrière au sein du corps des gardiens de la révolution, apparaît comme un pivot du régime, sur fond de recomposition interne.

Les doutes ont persisté pendant des heures. Puis, dans la nuit du vendredi 10 au samedi 11 avril, la délégation de négociateurs iraniens, dirigée par Mohammad Bagher Ghalibaf, le président du Parlement, est finalement arrivée à Islamabad, la capitale du Pakistan, où doivent s'engager des pourparlers avec les Etats-Unis en vue d'un accord pour mettre fin à la guerre entre les deux camps.

La délégation iranienne comprend également le ministre des affaires étrangères, Abbas Araghtchi, le secrétaire du conseil de défense, Ali Akbar Ahmadian, le gouverneur de la banque centrale, Abdolnaser Hemmati, ainsi que plusieurs députés.

Quelques heures avant le départ, la voix qui s'imposait à Téhéran était celle de Mohammad Bagher Ghalibaf. Cette influente figure qui a bâti sa carrière au sein du corps des gardiens de la révolution, aujourd'hui au cœur du pouvoir iranien, s'est chargée de faire monter la pression sur Wash-

ington, à la veille des discussions. « Deux des mesures mutuellement convenues entre les parties n'ont pas encore été mises en œuvre : un cessez-le-feu au Liban et le déblocage des avoirs iraniens [environ 10 milliards de dollars, quelque 8,5 milliards d'euros]. Ces deux points doivent être réglés avant l'ouverture des négociations », écrivait-il sur X.

Points de friction

Le président du Parlement se référait aux frappes israéliennes au Liban, qui ont tué au moins 357 personnes le 8 avril, et que Téhéran estime contraires au cessez-le-feu annoncé le 7 avril au soir par le président américain, Donald Trump. Ce différend constitue, à ce stade, l'un des principaux points de friction entre les deux camps. Selon les médias iraniens, les pourparlers ne devaient commencer samedi que « si la partie adverse accepte les conditions préalables de l'Iran ».

A la tête des négociateurs iraniens, Mohammad Bagher Ghalibaf, 64 ans, « une figure conservatrice mais pragmatique

selon les standards de la République islamique, s'impose désormais comme l'homme politique le plus central du régime », estime Hamidreza Azizi, chercheur à la Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin.

Événement

Dès le 23 mars, Donald Trump avait laissé entrevoir le poids politique du président du Parlement iranien. Ce jour-là, le locataire de la Maison Blanche avait évoqué des discussions « très bonnes et productives » avec un haut dirigeant iranien, sans le nommer, exprimant ses craintes que ce dernier soit tué. Peu après, des responsables israéliens ont laissé entendre que cette figure n'était autre que Mohammad Bagher Ghalibaf.

Son émergence au premier plan, après quatre candidatures infructueuses à l'élection présidentielle – la dernière en 2024 –, résulte du vide créé par la disparition de plusieurs hauts responsables lors des frappes américano-israéliennes entre le 28 février et le 8 avril. Parmi

eux figuraient deux personnalités majeures, qui auraient été susceptibles de conduire les négociations avec Washington : Ali Larjani, ancien secrétaire du Conseil suprême de sécurité nationale, tué le 17 mars, et Kamal Kharazi, ancien ministre des affaires étrangères et conseiller diplomatique du Guide suprême, mort des suites de ses blessures le 9 avril. Tous deux étaient considérés comme capables de dialoguer avec l'« ennemi » tout en préservant le consensus interne au régime.

La centralité de Mohammad Bagher Ghalibaf s'explique aussi par l'absence persistante du nouveau Guide suprême, Mojtaba Khamenei, qui n'est toujours pas apparu en public depuis qu'il a succédé à son père, Ali Khamenei, alimentant les spéculations sur son état de santé, voire sur sa survie. Il aurait été gravement blessé lors des bombardements américano-israéliens du 28 février, qui ont coûté la vie à son père. Cette absence prolongée ajoute au poids politique de Mohammad Bagher Ghalibaf.

Un autre élément renforce sa position : quelques heures avant le départ de la délégation, Mahmoud Nabavian, vice-président de la Commission de la sécurité nationale et de la politique étrangère du Parlement, a affirmé que Mohammad Bagher Ghalibaf participerait à cette mission avec l'aval et en coordination avec le Guide suprême. Que ce soit ou non le cas, cette déclaration suggère l'existence d'un large consensus autour de sa personne.

« Digne de confiance »

« *Les négociations avec les Etats-Unis sont existentielles pour l'Iran. Il faut que la personne qui s'y rend soit digne de la confiance des gardiens de la révolution et du bureau de Mojtaba Khamenei* », résume Arman Mahmoudian, chercheur au Global and National Security Institute de l'université de Floride du Sud.

La légitimité de Mohammad Bagher Ghalibaf, formé comme pilote, repose sur plusieurs piliers. Très jeune, il combat durant la guerre Iran-Irak (1980-1988) aux côtés de la première génération des gardiens de la révolution, qui occupe aujourd'hui les plus hautes fonctions de l'Etat. C'est à cette époque qu'il aurait noué une relation étroite avec Mojtaba Khamenei.

Sa nomination, en 1994, à la tête du quartier général de la construction Khatam al-Anbiya, le place au cœur de la transformation économique des pasdarans (les gardiens de la révolution, en persan). Initialement conçu comme un outil de reconstruction d'un pays ravagé par la guerre et les sanctions, ce conglomérat devient rapidement l'un des principaux instruments de la puissance économique des pasdarans : un empire tentaculaire, fort de centaines de filiales et d'une capacité d'action qui échappe presque entièrement à tout contrôle extérieur. A ce poste, Mohammad Bagher Ghalibaf



Mohammad Bagher Ghalibaf, président du Parlement iranien, vêtu de l'uniforme des gardiens de la révolution islamique, à Téhéran, le 1^{er} février 2026. ICANA/ZUMA/SIPA

n'administre pas seulement des projets d'infrastructure ; il se trouve au point de jonction entre le pouvoir sécuritaire, les ressources de l'Etat et les grands circuits économiques du régime, consolidant ainsi une influence qui va bien au-delà du domaine militaire.

La révolte étudiante de juillet 1999 marque un autre tournant. Alors commandant de l'armée de l'air des gardiens de la révolution, Mohammad Bagher Ghalibaf signe, avec 23 autres officiers, une lettre au ton menaçant adressée au président réformateur Mohammad Khatami (1997-2005), exigeant une réponse ferme au mouvement de contestation. Un an plus tard, il est récompensé par Ali Khamenei, qui le nomme chef de la police. Pendant cinq ans, il modernise cette institution et consolide durablement sa place au sein de l'appareil sécuritaire.

Elu maire de Téhéran en 2005, il dirige pendant douze ans une vaste transformation urbaine, marquée par le développement des infrastructures publiques ainsi que l'extension du réseau de métro et du réseau autoroutier. Ces réalisations renforcent sa réputation de gestion-

naire. Son parcours reste néanmoins marqué par des soupçons récurrents de corruption, notamment à la mairie de Téhéran, où son administration a été accusée d'avoir cédé à bas prix des biens municipaux à des proches du pouvoir.

Marginalisation du président Massoud Pezeshkian

Au Parlement iranien, qu'il dirige depuis 2020, Mohammad Bagher Ghalibaf s'impose comme une figure de consensus dotée de liens profonds avec toutes les institutions du pays. Comme le souligne Babak Vahdad, chercheur et analyste spécialiste de l'Iran, du golfe Persique et du chiisme, « *son importance réelle dépasse largement le titre de chef du Parlement. Aujourd'hui, Mohammad Bagher Ghalibaf agit de plus en plus comme un "gestionnaire du système" : quelqu'un capable de traduire les décisions stratégiques prises au sommet en consensus politique à l'intérieur du régime. Cela le rend particulièrement précieux dans les moments de crise ou de négociation* ».

Son ancrage au centre du jeu politique iranien marque aussi, plus nettement encore, la mar-

ginalisation du président Massoud Pezeshkian, qui aurait été critiqué à plusieurs reprises en raison de positions jugées trop modérées ou trop favorables à une désescalade pendant la guerre. Son absence de la délégation iranienne à Islamabad est l'illustration la plus visible de sa mise à l'écart.

Alors que Mohammad Bagher Ghalibaf s'impose comme un acteur central, la perspective la plus probable, dans les négociations avec les Etats-Unis, poursuit Babak Vahdad, « *ne serait pas une percée spectaculaire, mais plutôt un arrangement contrôlé et limité : un allègement partiel des sanctions en échange de concessions nucléaires encadrées, la préservation des capacités stratégiques essentielles de l'Iran, ainsi qu'une désescalade régionale sans renoncer à la dissuasion* ».

Mohammad Bagher Ghalibaf apparaît aujourd'hui comme une figure capable de faire accepter, au sein du pouvoir iranien, un compromis sans qu'il soit perçu comme une capitulation, une fonction devenue essentielle pour Téhéran après deux guerres et des années de sanctions.



Ronan Tésorière
12 avril 2026

Turquie : Ümit Erkol, le chef de l'opposition à Ankara, arrêté

Le responsable du premier parti d'opposition parlementaire turc pour Ankara a été arrêté et placé en détention ce dimanche au terme de sa garde à vue, dans une enquête pour corruption, a rapporté la presse locale. [L'ombre d'Erdogan](#), le président turc, plane encore sur cette décision de justice déjà critiquée par l'opposition.

Une interpellation un mode opératoire déjà utilisé l'an dernier par le régime. [Le maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu](#), principal opposant au président turc Recep Tayyip Erdogan, avait été interpellé avec une centaine de collaborateurs, d'élus et membres de son parti, qui dénoncèrent « un coup d'État » contre l'op-

position.

Ümit Erkol, président de la section provinciale d'Ankara du Parti républicain du peuple (CHP), a été interpellé en même temps que huit autres personnes dans le cadre d'une enquête conduite par le parquet d'Izmir portant sur des irrégularités présumées dans un contrat entre la municipalité de cette ville et une entreprise coopérative de construction, Izbeton, expliquent les sites d'information T24 et Birgün.

Selon le procureur d'Izmir, cité par ces publications, l'enquête porte sur des « accusations de détournement de fonds, escroquerie aggravée, falsification de documents of-

ficiels et manquement aux obligations de surveillance ».

Un tour de l'actualité pour commencer la journée Mansur Yavas, le maire CHP d'Ankara, la capitale turque, a dénoncé ce placement en détention, soulignant dans un message sur X que M. Erkol est « une figure bien connue, avec une adresse claire et un rôle public précis », ajoutant qu'il « n'y a aucun risque d'évasion, aucune possibilité de falsification de preuves ».

« On ne peut pas parler de justice »

« Si un mandat d'arrêt est émis dans ces circonstances, alors on ne peut pas parler de justice » insiste-t-il. L'opposi-

tion turque est sous pression depuis l'arrestation et la détention du maire d'Istanbul Ekrem Imamoglu en mars 2025, jugé depuis le 9 mars pour corruption, avec 413 co-accusés.

M. Imamoglu, désigné par le CHP comme son candidat à l'élection présidentielle prévue en mai 2028, faisait figure de favori et seul capable de défaire le président Recep Tayyip Erdogan, au pouvoir depuis 2003 et réélu en 2023.

Quatre maires de municipalités CHP, dont celui de Bursa (nord-ouest), quatrième ville du pays passée reprise en 2024 par l'opposition ont été arrêtés depuis l'ouverture du procès.

The New York Times

April 12, 2026

What Now? Vance Leaves Iran Talks Without a Deal.

The lack of a breakthrough after 21 hours of negotiations leaves the Trump administration facing several unpalatable options.

T Tyler Pager traveled with Vice President Vance to Islamabad for the negotiations with Iran. David E. Sanger has covered the efforts to use sabotage, negotiation and military force to end the Iranian nuclear program over the past two decades.

Vice President JD Vance's failure to win the concessions the United States sought from Iran in a single, marathon negotiating session over its nu-

clear program was no surprise.

But what now?

The failure leaves the Trump administration facing several unpalatable options: A lengthy negotiation with Tehran over the future of its nuclear program, or a resumption of a war that has already created the largest energy disruption in modern times, and the prospect of a long struggle over who controls the Strait of Hormuz.

White House officials said they would defer to President Trump, who traveled to Florida for the weekend to [attend an Ultimate Fighting Championship match](#), to announce the administration's next move. But each of those paths carries significant strategic and political downsides.

Mr. Vance said little about what took place during more than 21 hours of negotiations, suggesting he had handed the Iranians a take-it-or-leave-

it proposal to forever terminate their nuclear program, and they left it.

"We've made very clear what our red lines are," Mr. Vance told reporters, "what things we're willing to accommodate them on." He added, "They have chosen not to accept our terms."

In that respect, this negotiation appears to have differed little from the one that ended in [deadlock in Geneva](#) in late February, leading Mr. Trump

to order what became 38 days of missile and bombing attacks across Iran, aimed at its missile stockpiles, its military bases and the industrial base inside Iran that produces new weaponry.

But Mr. Trump's bet, one he described several times over the past month, was that Iran would change its mind once faced with a huge demonstration of American military prowess, with more than 13,000 targets hit, according to the Pentagon. The Iranians, for their part, were determined to show that no amount of American ordnance would force them to give way.

"The heavy loss of our great elders, dear ones, and fellow countrymen has made our response to pursue the Iranian nation's interests and rights firmer than ever before," the Iranian foreign ministry said in a statement as Mr. Vance headed to a military airfield to leave for home, empty-handed for now.

Perhaps that will change. But the administration's fear of being sucked into a complex, lengthy conversation with Iran is palpable. Mr. Trump believes that he emerged the victor of the conflict, and therefore, as the special envoy Steve Witkoff puts it, Iran should simply "capitulate."

That is not how it happened in the past. The last major agreement between Tehran and Washington, reached during the Obama administration, took two years to negotiate. And it was full of compromises, including allowing Iran to retain a small amount of its nuclear stockpile, and gradually lifting the restrictions on its nuclear activities until 2030, when Iran would be permitted to conduct any nuclear activity permissible under the Nuclear Non-proliferation Treaty.

But the deadlock Mr. Vance ran into was essentially the same as the ones that derailed



Vice President JD Vance with Pakistani and American officials before departing Islamabad, Pakistan, on Sunday following talks with Iran. Pool photo by Jacquelyn Martin ends on April 21. But while the threat of resuming combat operations may be invoked in coming days, it is not a particularly viable political choice for Mr. Trump — and the Iranians know it.

Back then, the Iranians offered to "suspend" their nuclear operations for a few years, but not to give up their stockpiles of near-bomb-grade uranium or permanently surrender the capability to enrich uranium on their own soil. To the Iranians, that is their right as a signatory of the Nuclear Non-proliferation Treaty, which commits them to never making a nuclear weapon. To the Americans, it is what Mr. Witkoff called "a tell" that Iran always wants a ready option to build a nuclear weapon, even if it never exercises that option.

Thirty-eight days of war appear to have hardened that view, not loosened it.

Mr. Trump's chief leverage now comes in his ability to threaten to resume major combat operations. After all, the fragile two-week cease-fire

Mr. Trump declared the cease-fire last week in large part to stem the pain from the loss of 20 percent of the world's oil supplies, which was sending the price of gasoline soaring, and creating shortages of fertilizer and, among other critical supplies, helium for the production of semiconductors. Markets rose on the prospect of an agreement, even an incomplete or unsatisfactory one. Should the war resume, the markets would most likely decline, the shortages would worsen and inflation — already up to 3.3 percent — would almost inevitably rise.

And that leaves the most urgent issue: the reopening of the Strait of Hormuz. The Iranians, in their own description of the meeting, put it first among their list of issues discussed. "In the past 24 hours, discussions were held on various dimensions of the main topics, including the Strait of

Hormuz, the nuclear issue, war reparations, lifting of sanctions and the complete end to the war against Iran," the Iranian foreign ministry said in a statement.

It was a notable list, since the closing of the strait was not an issue until after the war started and the Iranians decided to make use of their most potent weapon of economic chaos.

Now control of the waterway is wrapped in Iran's other demands, including that the United States pay for damage done to Iran in the course of the bombing and missile strikes, and that it lift more than two decades of sanctions against the country. The United States has rejected the first idea, and said the second could happen only slowly, as the Iranians put in place their part of a deal.

What Mr. Vance's trip made clear is that both sides think they emerged as the victor of the first round: the United States by dropping so much ordnance on Iran, the Iranians by surviving. Neither seems in the mood for compromise.

Brahma Chellaney, géostratège : « Ce que l'Iran a démontré, c'est la capacité d'un Etat plus faible à éroder progressivement les avantages d'une superpuissance »

Malgré la débâcle de la guerre du Vietnam ou de l'Afghanistan, les Américains se croient invincibles. La guerre contre l'Iran a démontré que les dépenses militaires plus élevées ne confèrent pas automatiquement la supériorité sur le champ de bataille, explique le géostratège indien dans une tribune au « Monde ».

Tout au long de l'opération menée au Moyen-Orient, Donald Trump n'a cessé de prétendre que l'Iran n'était qu'un petit adversaire de plus pour les Etats-Unis, capable uniquement d'encaisser les coups, de riposter localement et, au final, de céder sous la pression militaire et économique soutenue. En réalité, l'Iran a bouleversé le modèle sur lequel l'interventionnisme américain s'est longtemps appuyé.

Pendant des décennies, les Etats-Unis ont entretenu la conviction qu'ils pouvaient mener des guerres à l'étranger sans rencontrer de résistance sérieuse. Cela a été rendu possible par la sélection de cibles – telles que la Grenade, le Panama, l'Irak, la Libye et même le Venezuela – qui n'avaient pas la capacité d'infliger aux Etats-Unis des dommages significatifs au-delà de leurs propres frontières. Même lorsque des insurrections ont épuisé les forces américaines, comme au Vietnam et en Afghanistan, les conflits sont restés géographiquement circonscrits.

Ce modèle – une guerre déclenchée par les Etats-Unis qui finit par coûter très cher à leur adversaire – s'est avéré essentiel pour entretenir l'illu-

sion de l'invincibilité américaine. Il a également permis de limiter, à l'intérieur du pays, la résistance politique à l'aventurisme militaire de Washington.

Aujourd'hui, l'Iran a brisé ce modèle. La doctrine de sécurité de ce pays repose sur la « *défense avancée* » [définie par Ali Khamenei, dans un discours de 2019 comme le fait de « ne pas se limiter aux frontières » et d'affronter les menaces qui se trouvent au-delà]. Il s'agit pour se défendre de déployer des capacités militaires asymétriques – notamment des missiles balistiques et de croisière, des drones et un réseau de partenaires et de mandataires – au-delà de ses frontières.

Lorsque les Etats-Unis et Israël ont attaqué, l'Iran a pu tirer parti de cette profondeur stratégique : il a riposté immédiatement, visant des bases militaires et d'autres cibles dans toute la région, y compris chez des alliés américains.

Rebattre les cartes

En frappant les infrastructures, les bases aériennes et les goulets d'étranglement économiques tels que les détroits d'Ormuz et de Bab al-Mandeb de l'autre côté du

Golfe, l'Iran oblige de fait les partenaires des Etats-Unis à partager les coûts du conflit. Les Etats du Golfe, qui ont longtemps accueilli des bases américaines en échange d'une place sous le parapluie de sécurité tant vanté des Etats-Unis, subissent de plein fouet la riposte iranienne. Résultat, les frictions stratégiques s'intensifient au sein de la coalition américaine. La stratégie iranienne a eu pour effet de rebattre les cartes : les alliés des Etats-Unis, qui autrefois facilitaient la projection de la puissance américaine au Moyen-Orient, ont désormais tout intérêt à la contenir.

Les Etats-Unis auraient dû anticiper ce piège. A la suite de [l'assassinat par les Etats-Unis du général de division iranien Ghassem Soleimani en 2020](#), l'Iran n'a pas réagi par des actions conduites par des intermédiaires ou par une escalade de la violence difficilement attribuable à Téhéran, mais par une attaque directe : [le tir de missiles balistiques contre une installation militaire américaine](#), la base aérienne d'Aïn Al-Assad en Irak. Cela aurait dû dissiper tout doute quant à la capacité de l'Iran à riposter contre les forces américaines avec précision et sans craindre de représailles immédiates. Depuis lors, l'Iran n'a fait que perfectionner sa stra-

tégie de ripostes distribuées. Si l'administration Trump n'a pas vu venir cette réponse pourtant parfaitement prévisible, c'est en partie à cause d'une autre illusion qu'entretiennent de longue date les planificateurs militaires et les politiciens américains : celle selon laquelle des dépenses militaires plus élevées confèrent automatiquement la supériorité sur le champ de bataille. Les Etats-Unis pourraient frapper leurs « *ennemis* » avec une force si écrasante qu'ils n'auraient d'autre choix que de se plier à leurs exigences presque immédiatement. Pourtant, de la guerre du Vietnam à la dernière guerre en Afghanistan, qui a duré vingt ans, les Etats-Unis se sont au contraire retrouvés piégés dans des guerres d'usure coûteuses. Ils ne pouvaient ni les gagner de manière décisive ni maintenir le soutien de leurs citoyens. A chaque fois, ils ont dû se résoudre à une retraite humiliante.

Néanmoins, l'illusion a persisté. Le budget de défense de l'Iran ne représentant qu'une fraction minime de celui des Etats-Unis, l'administration Trump a visiblement supposé que ce pays ne tiendrait pas longtemps. Ce qu'elle n'a pas compris, c'est que l'Iran n'a pas besoin d'un équilibre des forces pour

l'emporter ; il a besoin de désorganiser le camp adverse. Son arsenal de systèmes peu coûteux mais à fort impact est conçu non pas pour remporter une victoire conventionnelle, mais pour empêcher celle de l'adversaire. Des essaims de drones ou de missiles relativement bon marché peuvent submerger même les systèmes de défense aérienne les plus sophistiqués, comme Israël est en train de l'apprendre.

La fin des guerres sans frais

Grâce à cette stratégie, l'Iran a transformé la plus grande force des Etats-Unis – leur présence militaire mondiale – en une source de vulnérabilité. Il a également mis à nu une faille fondamentale de l'approche américaine de la guerre : une dépendance à l'égard d'armements très coûteux, qui peuvent être rendus inopérants par une pression asymétrique persis-

tante. Le contraste entre l'Iran et les Etats-Unis est à la fois tactique et économique. Les Etats-Unis sont désormais contraints de dépenser des sommes colossales pour défendre leur camp contre des armes qui ne coûtent presque rien.

Les Etats-Unis ont mené la guerre contre l'Iran avec une grille d'analyse conçue pour des adversaires plus faibles et plus isolés. Ils ont supposé que la force militaire, combinée à la pression économique, forcerait la soumission de leur adversaire. Au lieu de cela, ils se sont heurtés à un Etat qui avait passé des années à se préparer précisément à ce type de confrontation et qui pouvait encaisser les coups tout en augmentant progressivement le coût de l'escalade.

L'Iran a pris le dessus sur les Etats-Unis. L'erreur de calcul stratégique de l'administra-

tion Trump va au-delà de la sous-estimation des capacités de riposte de l'adversaire. Elle reflète une mauvaise compréhension fondamentale de la nature des conflits modernes. Dans un monde marqué par l'interdépendance économique, des capacités militaires dispersées et des armements à faible coût, un pays qui semble faible en termes conventionnels peut causer de graves dommages. Le message est clair : l'ère des guerres américaines relativement sans frais est révolue.

Les Etats-Unis peuvent encore déployer une force écrasante et infliger d'immenses dommages. Mais ils ne peuvent plus en contrôler les conséquences ni en contenir les retombées. Ce que l'Iran a démontré, ce n'est pas seulement sa résilience, mais la capacité d'un Etat plus faible à éroder progressivement les atouts d'une superpuissance. Une superpuissance qui se

croyait autrefois invulnérable et qui doit désormais composer avec des adversaires capables de vider ses coffres, d'épuiser ses alliés et de bouleverser ses calculs stratégiques.

L'avenir du Moyen-Orient – et de la puissance américaine – dépend de la capacité des Etats-Unis à tirer les leçons de leur erreur d'appréciation en Iran. S'ils n'y parviennent pas, ils continueront à s'engager dans des guerres qu'ils ne peuvent ni gagner de manière décisive, ni mener à moindre coût, ni justifier stratégiquement.

Brahma Chellaney, professeur émérite d'études stratégiques au Centre de recherche politique de New Delhi et chercheur à l'Académie Robert Bosch de Berlin, est l'auteur de « Water, Peace, and War : Confronting the Global Water Crisis » (Rowman & Littlefield, 2013, non traduit)

Le Monde

Philippe Bernard
12 avril 2026

« La “victoire” en Iran, construite comme une “vérité alternative” par Trump, apparaît comme une réalité tragique pour les Iraniens »

La proclamation, le 7 avril, par le président des Etats-Unis, d'une « victoire totale et complète », très loin de la situation en Iran, semble s'inscrire dans une stratégie consistant à imposer une autre réalité à coups d'esbroufe, de manipulation et d'élan disrupteur, note dans sa chronique Philippe Bernard, éditorialiste au « Monde »

Avant de partir en guerre contre « les Russes » et leur « czar » qui vont bientôt le battre à plate couture, le roi Ubu imaginé par Alfred Jarry lance à ses troupes : « *En avant, mes amis ! (...) En compte les Moscovites ! La*

victoire est à nous. » Donald Trump évoque inmanquablement *Ubu roi*. Comme le bouffon tyrannique de la pièce, il est narcissique, brutal, vulgaire et malhonnête. Le Père Ubu n'a pas attendu Trump et son [phénoménal enrichissement personnel](#) au

pouvoir pour se réjouir, après avoir décrété qu'« *on paierait deux fois tous les impôts* » : « *J'aurai vite fait fortune, alors je tuerai tout le monde et je m'en irai.* »

Comme Ubu, le président américain ne cesse de crier

victoire. « *Laissez-moi vous dire, nous avons gagné* », a-t-il proclamé onze jours après avoir déclenché la guerre en Iran aux côtés d'Israël lors d'un meeting dans le Kentucky. « *Cette guerre a été gagnée* », a-t-il répété le 25 mars au cours d'une ré-

ception à la Maison Blanche. Et lorsque, mardi 7 avril, il a été amené à conclure un cessez-le-feu, il n'a pas hésité à trompeter « *une victoire totale et complète* ». La différence avec Ubu est que Trump ne part pas à l'assaut avec un simple « *sabre à merdre* », mais à la tête de la plus puissante armée du XXI^e siècle.

« *Un mode de fonctionnement a guidé Donald Trump depuis des décennies : construire un narratif, affirmer inlassablement qu'il est vrai et contraindre le monde à s'y soumettre* », résume le journaliste David Smith dans *The Guardian*. De la prétendue naissance au Kenya de Barack Obama au complot qui lui aurait fait perdre la présidentielle de 2020, la carrière politique de Trump est parsemée de milliers de mensonges.

Bulle cognitive

Rebaptisés « *faits alternatifs* » dès 2017 par la porte-parole de la Maison Blanche, ces bobards trumpiens sont dérivés des techniques de vente exposées dès 1987 par l'homme d'affaires dans son livre *The Art of the Deal* (Random House, dernière traduction en français en 2017, éditions de l'Archipel) : pour vendre, il faut gonfler les qualités du produit et tout faire pour en convaincre le client. « *Les gens veulent croire en quelque chose de plus grand, de plus spectaculaire, professaient-ils alors. J'appelle cela*

une hyperbole véridique. » Et tant pis si l'« affaire du siècle » se termine en faillite dans la réalité.

La proclamation, mardi, d'une « *victoire totale et complète* », très loin de la situation sur le terrain iranien, semble s'inscrire dans cette stratégie consistant à imposer des vérités alternatives à coups d'esbroufe, de forfanterie, de manipulation et d'élan disrupteur. Elle est en tout cas en droite ligne avec les **montages inspirés de jeux vidéo** et de films hollywoodiens nourris de vraies images de bombardements diffusées par la Maison Blanche, qui ont tenté de masquer la résilience du régime iranien et sa riposte militaire. Mais, cette fois, le mensonge s'applique à une guerre de haute intensité dont le monde entier ressent les conséquences. Il est d'autant plus difficile à soutenir que des voix divergentes se font entendre.

Certes, la prééminence des « *instincts du président* » dans le processus qui l'a amené à déclencher la guerre est sidérante. Racontée en détail par *The New York Times*, **la réunion secrète** tenue le 11 février dans la salle de crise (*situation room*) de la Maison Blanche au cours de laquelle Benjamin Nétanyahou, présent, convainc Trump que l'Iran est « *mûr pour un changement de régime* ». Mais l'article révèle que le directeur de la

CIA jugera ce scénario « *grotesque* » et que le vice-président, J. D. Vance, y était opposé. Il donne aussi la mesure de la soumission de l'exécutif aux « intuitions » personnelles du président qui nourrissent ses discours emphatiques.

Donald Trump, abreuvé quotidiennement par ses conseillers-courtisans de **montages vidéo** focalisés sur les hauts faits des forces américaines mais qui ignorent les dégâts des drones et missiles iraniens, s'enferme dans une bulle cognitive. Deux jours avant d'accepter un cessez-le-feu, Trump répète que tout va « *incroyablement bien* » tandis que son secrétaire à la défense, Pete Hegseth, prétend que l'Iran est « *humilié* » par les forces américaines. La rhétorique triomphante mais fallacieuse de ce dernier est mise en lumière par *The Washington Post*. Selon des responsables gouvernementaux cités par le journal, M. Hegseth, contrairement aux généraux, a claironné des statistiques trompeuses, reprises par le président, sur la baisse du nombre de frappes iraniennes, qui « *oubliaient* » de préciser que leur efficacité, en réalité, progressait.

Gardiens de la révolution plus radicaux

Le champ du mensonge inclut la prétention à abattre la République islamique. Mardi, le président américain a justi-

fié le cessez-le-feu en assurant : « *Nous avons un changement de régime complet et total, où des esprits différents, plus intelligents et moins radicaux prévalent*. » La réalité est que non seulement le régime reste en place, mais qu'une nouvelle génération de gardiens de la révolution, plus radicaux, ayant tenu tête à la première puissance mondiale, en a pris les rênes.

Il y a quelque chose de sordide à entendre Donald Trump déclarer : « *Peut-être que quelque chose de merveilleusement révolutionnaire peut se produire*. » La « *victoire* » américaine en Iran, construite comme une « *vérité alternative* » par Trump, apparaît comme une réalité tragique pour les Iraniens.

Désormais, la question est de savoir si, en voulant faire passer une guerre de plus de cinq semaines pour une « *petite excursion* » et une débâcle stratégique pour une « *victoire totale* », le président américain s'est heurté au mur d'une réalité indéniable, faisant éclater au grand jour, y compris pour certains de ses partisans américains, son comportement dangereusement ubuesque. Et si les Iraniens, trahis par ses promesses, trouveront assez de force et de solidarité pour congédier une dictature militaire qui, sous l'étouffoir religieux, les asservit, les emprisonne et les tue.

The New York Times April 12, 2026

Iran's Top Negotiator Says Talks Failed Because U.S. Failed to Win Trust

Iranian officials said that while Iran had approached the negotiations in good faith, the U.S. team had not gained the Iranian delegation's trust

Iranian officials on Sunday emphasized a lack of trust in American negotiators but appeared to leave the door open for further diplomacy after marathon peace talks in Pakistan ended without a deal.

Iran's top negotiator and the speaker of its Parliament, Mohammad Bagher Ghalibaf, said in a statement [on social media](#) that while Iran had approached the negotiations in good faith, the U.S. team had failed to "gain the trust of the Iranian delegation."

He pointed to the precedent that the United States had set: Over the past year, it has twice [attacked Iran in the middle of negotiations](#). Still, he indicated that future talks were a possibility, saying that it was now time for Washington "to decide whether it can earn our trust or not."

The remarks from Mr. Ghalibaf, his first since the talks ended, came after defiant statements from the leader of the U.S. delegation, Vice President JD Vance. Before departing Islamabad, Mr. Vance said that the United States had put out its "final and best offer," and told reporters that Iran had "chosen not to accept our terms."

Mr. Vance's posturing did not go unnoticed. Mohammad Javad Zarif, who was the foreign minister of Iran when the country reached a nuclear deal with the United States in 2015, [said on social media](#) that Mr. Vance's comments reflected the reason the latest round of talks had failed. "The U.S. must learn: you can't dictate terms to Iran," he said. But it was "not too late to learn," he added. "Yet."



Tehran on Saturday. Mohammad Bagher Ghalibaf, Iran's top negotiator and the speaker of its Parliament, said the U.S. team had failed to "gain the trust of the Iranian delegation." Arash Khamooshi for The New York Times

The talks were the highest-level face-to-face meeting between American and Iranian leaders since 1979. The [three main sticking points](#), according to two Iranian officials familiar with the talks, were the Strait of Hormuz, the fate of Iran's highly enriched uranium, and reparations for the damage caused by six weeks of intense U.S.-Israeli strikes.

Masoud Pezeshkian, the Iranian president, said [on social media](#) that a deal could be reached if Washington "abandons its maximalist approach and respects the rights of the Iranian people." He earlier told President Vladimir Putin of Russia in a phone call that the United States' "maximalist approach" was the primary obstacle and that if the U.S. "adheres to international legal frameworks," a deal would not be far off, according to the Ira-

nian state broadcaster IRIB.

Ali Gholhaki, a conservative analyst close to Iranian officials, said that the United States had also refused to commit to stopping Israel's bombardment of Lebanon, adding that it seemed "the Americans didn't come to negotiate." An Iranian state television report similarly said the United States' "overreach and unreasonable demands" had stymied the talks.

Still, Iranian officials suggested that they were not closed off to future diplomacy. A spokesman for Iran's foreign ministry, Esmaeil Baqaei, told Iranian state media that Iran would "continue to work to bring the two views of Americans and Iranians closer together."

The negotiations had taken place "in the aftermath of a 40-day war and in an ambience of mistrust and skepticism," Mr.

Baqaei said. "Naturally, we should have never expected to reach a deal in one session."

Iran's ambassador to Pakistan, Reza Amiri Moghadam, [said on social media](#) that the talks were "not an event, but a process." They had "laid the foundation for a diplomatic process that, if trust and will are strengthened, can create a sustainable framework for the interests of all parties," he wrote.

President Trump said in an interview on Sunday with Maria Bartiromo of Fox News that the Iranians "haven't left" the bargaining table. He credited his staggering threat to wipe out Iran's civilization with bringing them to the table in the first place, and he said he felt that the United States would be getting "everything" it wanted from Iran.

Au procès Lafarge, la justice condamne un « système organisé, opaque et illégal » de financement du terrorisme

Lors du délibéré, la présidente du tribunal a établi un lien direct entre ce « partenariat commercial » passé par le cimentier avec des groupes terroristes et les attentats perpétrés par ces derniers.

Une affaire d'une « gravité extrême » ayant porté atteinte de façon « irrémédiable » à l'ordre public et aux intérêts fondamentaux de la nation, un « système organisé, opaque et illégal » de financement du terrorisme pour un montant « jamais atteint » de 5,6 millions d'euros, des décisions managériales « cyniques », des prévenus qui se « défaussent » de leurs responsabilités au moyen de dénégations « absurdes » et d'arguments « fallacieux » confinant pour certains à la « lâcheté »...

Les mots prononcés, lundi 13 avril, par la juge Isabelle Prévost-Desprez lors du délibéré du procès de Lafarge et de huit de ses anciens responsables et salariés jugés pour avoir versé de l'argent à différents groupes terroristes en Syrie entre 2013 et 2014, afin de maintenir l'activité d'une cimenterie dans le pays, ont cruellement résonné, pendant près des quatre heures qu'a duré la lecture de ce jugement, dans l'enceinte de la 16^e chambre du tribunal correctionnel de Paris.

La présidente a même noirci encore davantage cette peinture accablante en établissant un lien direct entre ce « partenariat commercial » passé par le cimentier avec des groupes terroristes, au premier rang desquels l'organisation Etat islamique (EI), et les attentats perpétrés par ces derniers : « Comme le di-



L'ancien PDG de Lafarge, Bruno Lafont, à son arrivée au tribunal de Paris, le 13 avril 2026. BEHROUZ MEHRI/AFP

sait une partie civile, victime des attentats du 13 novembre 2015, les chiffres et les décisions financières prises par les coupables dans le présent dossier se sont transformés en kalachnikovs, en explosifs, qui ont tué, mutilé, blessé et dévasté des vies en Syrie et en France. »

Les peines prononcées ont été à l'avenant de ce constat écrasant. Si les quantums – entre dix-huit mois et sept ans de prison ferme – ont été peu ou prou conformes aux réquisitions du Parquet national antiterroriste, le tribunal a eu la main nettement plus lourde concernant l'ancien PDG de Lafarge, Bruno Lafont, 69 ans, et son directeur adjoint opérationnel chargé de

la Syrie, Christian Herrault, un polytechnicien de 75 ans, en demandant leur incarcération immédiate, là où le ministère public avait requis un mandat de dépôt différé.

« Particulièrement complexe »

Ces deux « capitaines d'industrie » naufragés ont été condamnés à respectivement six et cinq ans de prison ferme pour financement du terrorisme, à 225 000 euros d'amende, l'amende maximale prévue pour cette infraction, à une confiscation de plusieurs centaines de milliers d'euros chacun ainsi qu'à une amende douanière de 4,5 millions d'euros pour une autre infraction, la violation d'un embargo, à payer

solidairement avec les autres prévenus.

La magistrate a réservé sa charge la plus lourde à Bruno Lafont, celui qui était allé le plus loin dans la protestation de son innocence. A la différence des autres prévenus, confondus par des milliers de courriels accablants et des comptes rendus du comité de sûreté de Lafarge évoquant ces paiements, l'ancien PDG a toujours juré n'en avoir jamais rien su. Il ne lisait pas ses courriels, pas davantage que les comptes rendus du comité de sûreté qui lui étaient transmis sous plis fermés et estampillés « confidentiel ».

Déplorant que l'ancien PDG se « défausse » ainsi de ses

responsabilités sur ses collaborateurs, au premier rang desquels Christian Herrault, la présidente a fustigé « *une forme de lâcheté* ». Cette ligne de défense « *rend le tribunal particulièrement perplexe et laisse certaines questions en suspens, a-t-elle ironisé, notamment celles de savoir si Bruno Lafont ouvrirait seulement les enveloppes contenant ces comptes rendus ou bien s'il les jetait directement dans sa corbeille à papier sans même les ouvrir.* »

« *En définitive, qu'il s'agisse de la lecture de ses courriels ou des procès-verbaux du comité de sûreté, il apparaît clairement que Bruno Lafont cherche à échapper à sa responsabilité en arguant d'une forme de désintérêt ou d'inaadaptabilité aux enjeux de gestion du groupe Lafarge et finalement d'une forme d'incompétence.* » Un argument « *particulièrement fallacieux* », a grincé la magistrate, puisque le PDG « *se targue par ailleurs d'avoir réduit drastiquement la dette du groupe* » et que le « *montant significatif des bonus* » qu'il a perçus démontre ses « *qualités indiscutables* ».

Accord avec l'EI validé en août 2014

Si les « *traces* » remontant jusqu'à l'ex-PDG sont si rares, c'est en raison de « *sa volonté d'assurer une forme de protection face aux potentiels risques pénaux* », a considéré la présidente, avant de porter le coup de grâce : la fameuse réunion du comité exécutif

du 27 août 2014, « *qui ne faisait étrangement l'objet d'aucun compte rendu* ». Lors de cette réunion, dont on connaît le contenu grâce aux prises de notes d'un participant, Christian Herrault avait fait part d'un « *accord* » avec l'EI. Bruno Lafont avait répondu : « *Il faut s'assurer que ce que nous faisons est "risk free" [dénué de risque] (aussi vis-à-vis des US).* »

A la différence de son N + 1, Christian Herrault apparaît, lui, à toutes les étapes de ce pacte passé avec le diable. Supérieur hiérarchique à Paris des deux patrons successifs de l'usine syrienne de Jalabiya, cet ingénieur des Mines était « *informé* » des paiements aux factions armées, tout comme de leur nature terroriste, et a même eu une « *action directe* » en validant un accord avec l'EI en août 2014, a jugé le tribunal.

La ligne de défense de Christian Herrault était sensiblement différente de celle de son patron. Elle n'en a pas moins, elle aussi, eu le don d'irriter la présidente. L'un de ses arguments consistait à affirmer que Lafarge avait été victime de « *racket* » de la part de ces groupes terroristes. La magistrate lui a rappelé qu'il aurait pu à tout moment mettre un terme à l'activité de l'usine et que « *la situation n'a jamais échappé à Lafarge au point de se trouver en situation de contrainte au sens de la jurisprudence* ».

Autre argument balayé par la présidente : Christian Herrault aurait **tout ignoré de la**

nature terroriste des groupes dont il validait le financement.

La magistrate a souligné qu'au-delà des nombreux articles évoquant les exactions commises par ces entités en Irak et en Syrie, ou encore l'attentat perpétré par l'EI au Musée juif de Bruxelles le 24 mai 2014, il était personnellement destinataire d'informations en interne, comme celle du comité de sûreté l'avisant, dès le 18 décembre 2012, que le groupe Al-Nosra, filiale syrienne d'Al-Qaida, lui aussi rétribué par Lafarge, était inscrit sur la liste des organisations terroristes par les Etats-Unis.

Protagonistes absents

A l'issue du délibéré, les deux cadres déchus de cet ancien fleuron de l'industrie française ont été escortés par des policiers pour passer leur première nuit en prison. Leurs avocates, Jacqueline Laffont pour Bruno Lafont et Solange Doumic pour Christian Herrault, ont aussitôt annoncé qu'elles allaient faire appel.

A la différence de leurs supérieurs hiérarchiques, les deux directeurs successifs de l'usine syrienne de Lafarge, Bruno Pescheux et Frédéric Jolibois, ont échappé au mandat de dépôt. Ils ont été condamnés à respectivement cinq ans de prison ferme et trois ans, dont deux avec sursis et un an aménageable, ainsi qu'à de lourdes amendes. Firas Tlass, l'intermédiaire syrien « *grassement et illégalement rémunéré* », cheville ouvrière de ce mécanisme de financement du ter-

rorisme, a reçu la peine la plus lourde, sept ans de prison. Absent à son procès, il est visé par un mandat d'arrêt.

Deux gestionnaires sûreté de l'usine, qui étaient absents au jugement, le Norvégien Jacob Waerness et le **Jordanien Ahmad Jaloudi**, ont été condamnés à dix-huit mois et deux ans de prison, ainsi qu'à une amende de 20 000 euros. Quant au consultant et intermédiaire syro-canadien Amro Taleb, « *menteur patenté et escroc assumé* », lui aussi absent et visé par un mandat d'arrêt, il a été condamné à trois ans de prison.

La société Lafarge SA, devenue en 2015 une filiale du groupe LafargeHolcim après son absorption par le cimentier suisse, a, elle aussi, été condamnée en tant que personne morale à l'amende maximale prévue pour financement du terrorisme, 1,125 million d'euros, à l'amende douanière de 4,5 millions d'euros à payer solidairement avec les autres prévenus, ainsi qu'au règlement intégral des frais de justice. Si la magistrate a là encore fustigé le « *cynisme* » d'une société « *prête à toutes les compromissions* », Lafarge est finalement, de tous les prévenus, celui qui s'est le mieux sorti de ce délibéré : le tribunal n'a pas prononcé la confiscation partielle de son patrimoine à hauteur de 30 millions d'euros demandée par le ministère public.

La visite controversée de Reza Pahlavi au Parlement suédois

Le fils aîné du dernier chah d'Iran a été accueilli, lundi, par les députés à Stockholm. Sa venue a suscité l'engouement de certains Iraniens en exil, mais aussi la colère de ceux qui ne reconnaissent pas sa légitimité.

Fallait-il s'en réjouir ou bien le dénoncer ? Lundi 13 avril, la communauté iranienne exilée en Suède était divisée, alors que Reza Pahlavi s'exprimait devant les députés suédois au Parlement, à Stockholm. Résident des Etats-Unis, installé à Paris depuis la mi-février, le fils aîné du dernier chah d'Iran, qui avait été chassé par la révolution islamique de 1979, y a été invité par le parti des Démocrates de Suède (extrême droite) et par les Chrétiens-démocrates, membres de la majorité gouvernementale.

Signe que cette visite ne faisait pas l'unanimité, trois mannequins à l'effigie des chefs de file de ces deux partis et de Reza Pahlavi ont été découverts, au petit matin, pendus à un pont, près de la place Sergels Torg, en plein centre de la capitale. Ils étaient affublés d'une pancarte sur laquelle avait été écrit « *Génocidaires, bourreaux et laquais* ». Des policiers les ont détachés et une plainte pour « *menaces illégales* » a été déposée.

Cette action faisait suite à plusieurs jours d'intenses débats en Suède autour d'une invitation qui a suscité la controverse au Parlement, mais aussi chez les Iraniens en exil, qui sont plus de 87 000 dans le royaume. Lundi matin, plusieurs dizaines de

manifestants s'étaient d'ailleurs rassemblés dans les rues de Stockholm.

Les uns étaient venus dire leur soutien à l'héritier de la monarchie iranienne, qu'ils considéraient comme le meilleur candidat pour diriger le pays, dans l'éventualité encore lointaine d'une chute de la République islamique. D'autres, réunis près de l'opéra, ont scandé leur opposition à celui qu'ils considéraient comme l'héritier d'un régime autoritaire, menaçant leur rêve de démocratie et de liberté.

Le matin même, 71 personnalités avaient signé, dans le journal *Aftonbladet*, une tribune dans laquelle elles critiquent une invitation « *pouvant être interprétée comme un soutien à une guerre en cours, à une époque où Trump menace de "détruire toute une civilisation"* ». Dans le quotidien *Expressen*, le journaliste suédois d'origine kurde Kurdo Baksi rappelait, pour sa part, que Reza Pahlavi « *ne reconnaît pas aux Kurdes le droit aux libertés humaines fondamentales* ».

« Libération »

Accueilli aux cris de « *Javid Shah !* » (« *longue vie au chah* ») dans une salle remplie de députés majoritairement conservateurs et de leurs invités, Reza Pahlavi a assuré que les Iraniens voulaient le

voir « *jouer un rôle moteur dans la transition vers la démocratie* ». Il s'est présenté comme une « *figure nationale rassembleuse, et non partisane, qui [ne souhaite pas] revendiquer le pouvoir, mais faciliter l'instauration de la démocratie, de la stabilité et d'une transition pacifique vers une gouvernance démocratique* ».

Événement

Qualifiant de « *libération* » la guerre menée par les Etats-Unis et Israël contre l'Iran, Reza Pahlavi a plaidé pour qu'elle « *ne s'arrête pas à mi-chemin* ». Il a aussi critiqué l'Europe pour son « *ambivalence* » et pour son « *incapacité persistante à voir la réalité en Iran* ». La Suède, selon lui, n'aurait pas dû libérer l'ancien procureur Hamid Noury, condamné à la prison à vie en juillet 2022 à Stockholm pour son rôle dans l'exécution d'opposants politiques en 1988, et échangé, en juin 2024, contre deux citoyens suédois pris en otage par Téhéran.

Interrogé par un député écologiste qui lui demandait s'il était prêt à prendre ses distances avec le régime autoritaire de son père, Reza Pahlavi a esquivé, affirmant qu'il ne voyait pas l'intérêt de « *s'accrocher autant à quelque chose qui s'est passé il y a*

des décennies » et qu'il préférerait se concentrer « *sur ce qu'ils peuvent faire au cours des cinquante prochaines années* ».

Proche de la droite conservatrice américaine, le fils aîné de l'ancien chah d'Iran a été invité à Stockholm par trois parlementaires, dont le député d'extrême droite d'origine iranienne Nima Gholam Ali Pour, qui l'a rencontré en marge de la Conférence de Munich sur la sécurité, mi-février, lors d'une manifestation contre les autorités iraniennes. Celle-ci avait rassemblé 200 000 personnes. « *Je lui ai dit qu'il devrait organiser une visioconférence avec des députés pour présenter sa vision et expliquer qu'il défend la démocratie et les droits de l'homme. Mais il a préféré venir en personne* », a expliqué M. Gholam Ali Pour au journal *Dagens Nyheter*.

Si la cheffe de la diplomatie suédoise, Maria Malmer Sternegard, a rappelé que l'invitation ne venait pas du gouvernement, la patronne des Chrétiens-démocrates, Ebba Busch, s'est montrée plus enthousiaste, estimant que M. Pahlavi fait partie de ceux qui « *pourraient mener à des élections ouvertes, libres et démocratiques en Iran* ».

Iran : 1 639 personnes ont été exécutées en 2025, un record depuis 1989

Les autorités iraniennes ont exécuté au moins 1 639 personnes en 2025, un record depuis 1989, ont indiqué lundi 13 avril deux ONG, qui ont averti que le recours à la peine capitale pourrait s'accroître du fait de la guerre contre Israël et les États-Unis.

Le nombre d'exécutions a progressé de 68 % par rapport à 2024 (975 personnes tuées) et inclut 48 femmes pendues, ont comptabilisé dans leur rapport annuel conjoint l'organisation norvégienne Iran Human Rights (IHR) et l'organisation parisienne Ensemble contre la peine de mort (ECPM). Si la République islamique « survit à la crise actuelle, il existe un risque sérieux que les exécutions soient utilisées de manière encore plus poussée comme outil d'oppression et de répression », alerte le rapport.

L'IHR, qui exige deux sources pour confirmer des exécutions, pour la plupart non relayées par les médias officiels iraniens – considère que l'estimation des pendai-

sons pour 2025 représente un « minimum ». Le chiffre retenu représente une moyenne de plus de quatre exécutions par jour. Selon le rapport, le nombre d'exécutions est un record depuis que l'IHR a commencé à faire ce recensement en 2008 et le plus élevé jamais signalé depuis 1989.

Les ONG avertissent que « des centaines de manifestants détenus risquent toujours la peine de mort et l'exécution » après avoir été inculpées de crimes passibles de la peine capitale pour avoir participé aux manifestations de janvier 2026 contre les autorités. Ces manifestations avaient été réprimées dans le sang, des organisations de défense des droits humains faisant état de milliers de morts et de l'arrestation de dizaines de milliers de personnes.

« Semer la peur »

« En semant la peur, en procédant à une moyenne de quatre à cinq exécutions par jour en 2025, les autorités ont tenté d'empêcher de nou-

velles manifestations », analyse Mahmood Amiry-Moghaddam, directeur de l'IHR. Depuis le début de la guerre contre Israël et les États-Unis le 28 février, l'Iran a pendu sept personnes en lien avec les manifestations de janvier.

« En Iran, la peine de mort est utilisée comme un outil politique d'oppression et de répression, les minorités ethniques et d'autres groupes marginalisés étant surreprésentés parmi les personnes exécutées », explique Raphaël Chenuil-Hazan, directeur général de l'association Ensemble contre la peine de mort. La minorité kurde dans l'Ouest et les Baloutches dans le Sud-Est – qui adhèrent pour la plupart à la branche sunnite de l'islam plutôt qu'à la branche chiite dominante en Iran – sont particulièrement visés.

Le rapport précise que près de la moitié des personnes exécutées en 2025 avaient été condamnées pour des infractions liées à la drogue. Au moins 48 femmes ont été exécutées, le nombre le plus élevé enregistré depuis plus

de 20 ans, représentant une hausse de 55 % par rapport à 2024 (31 femmes pendues), selon les ONG. Selon le rapport, 21 de ces femmes ont été exécutées pour avoir tué leur mari ou leur fiancé.

Presque toutes les exécutions par pendaison ont eu lieu à l'intérieur des prisons, mais le nombre d'exécutions publiques a plus que triplé avec un total de 11 en 2025. Le Code pénal iranien autorise d'autres méthodes de peine capitale, mais ces dernières années, toutes les exécutions connues ont été effectuées par pendaison.

Des organisations de défense des droits humains, dont Amnesty International, affirment que l'Iran est le pays qui procède au plus grand nombre d'exécutions par habitant au monde et le plus grand nombre parmi tous les pays, à l'exception de la Chine, pour laquelle aucune donnée fiable n'est disponible.

The New York Times April 13, 2026.

How Iran, Suffering Under Sanctions, Diversified Its Economy

As the nation contended with high inflation, high unemployment and unrest before the war, it became more than just an oil exporter.

For nearly 50 years, Iran has been treated as an outlaw, earning a spot as one of the most heavily sanctioned countries in the world for its nuclear and weapons programs, its support for terrorism, its human rights abuses and more.

But despite persistent efforts by the United States, the European Union, Britain and the United Nations Security Council to choke off Iran's international trade and freeze assets, the country has managed to keep doing business with much of the world, a New York Times analysis shows.

The nation has exchanged goods with more than 170 nations since 2019, even as international restrictions have fueled inflation, soaring unemployment and civil unrest. Overall trade is down, but the country has imported much needed food, electronics and auto parts while it sells oil, gas, construction materials, specialty foods and thousands of other products. Sanctions hobbled Iran's economy, but they have not broken its back.

The shifts in Iranian trade

Iran conducts an increasing share of trade business with China, its neighbors and other Asian nations.

"The expectation is that sanctions have isolated Iran from global trade but that is not entirely the case," said Esfandiyar Batmanghelidj, chief executive of the Bourse



Tehran earlier this year. Sanctions have hobbled Iran's economy, but they have not broken its back. Arash Khamooshi for The New York Times

& Bazaar Foundation, a research organization based in London. "Iran's trade has grown more complex over time in response to sanctions."

The war with the United States and Israel has conspicuously shifted the country's prospects. Iran's blockade of shipping traffic in the Strait of Hormuz has interfered with its own ability to access critical goods and conduct trade. Israeli and American missiles have pounded the country, destroying infrastructure including electricity facilities, transportation, factories, military bases and schools. The possibility of more devastating damage looms if a two-week ceasefire does not hold.

Yet trade data over the past 30 years may offer clues about

the shape-shifting power of the Islamic Republic's 94-million-person economy. Its ability to adapt under the strain of sanctions and other disruptions could signal how it would operate going forward.

China has been Iran's savior

Precise trade figures are difficult to obtain. Most analysts distrust official government statistics, and Iran's partners often omit or understate the value of commodity transactions.

Even so, what's clear is that China has stepped up as Iran's primary trading partner, accounting for a steadily growing share of Iran's imports and exports over the past two decades.

A growing reliance on China and Asia

Here is a breakdown of Iran's international trade by country or region

During the pandemic, Beijing vowed to invest \$400 billion in the country in the coming decades in exchange for a steady supply of oil. In 2024, it purchased 90 percent of Iran's oil exports, according to the International Energy Agency. China also accounted for roughly a quarter of Iran's non-oil exports from 2019 to 2024, according to data compiled by Harvard University's Atlas of Economic Complexity, purchasing billions of dollars of Iranian chemicals and metals.

Payments are made in ren-

minbi, China's currency, avoiding the use of dollars and the need to involve American banks, which are often the primary entities used to help enforce sanctions violations. China, in return, appears to provide nearly 30 percent of the commodities that Iran imports, selling everything from furniture to sunflower seeds.

There is another crucial layer of trade between the nations not recorded in official statistics. Both countries have engaged in a complicated barter system that involves secret financing channels. Iran ships oil to China and in return, Chinese state-backed construction companies have built airports and other infrastructure.

This hidden system of trade extends elsewhere in the world, experts said, in part to avoid running afoul of sanctions. The shadow activity involves shell companies and frontmen that mask the identity of the actual buyers, the use of non-Iranian banks and diversions through other countries that are used to conceal the fact that Iran is involved.

Iran is no longer purely reliant on oil

Twenty years ago, petroleum accounted for nearly 80 percent of Iran's export ledger, but that figure shrunk over time as Iran's economy diversified.

The shift began accelerating when the United States, under President Barack Obama, imposed a new round of harsh sanctions that forced Iran into a tailspin.

"The Iranian economy didn't start really struggling until about 2012," Mr. Batmanghelidj said. "The rise in trade from 2000-2012 was associated with a rise in living standards and the growth of Iran's middle class."

The sanctions primarily tar-

geted Iran's oil trade and discouraged Western companies from doing business with Iranian counterparts. That pushed Iran to develop more trade in other areas, and with new partners, a pattern that is continuing, trade data shows.

Some of the sanctions were lifted after the Iran-U.S. nuclear deal in 2015. But since 2019, when President Trump reimposed sanctions against companies doing business with Iran, the pattern resumed.

During that time, Iran has exported more than \$120 billion in non-petroleum commodities, the Harvard data shows — a figure roughly on par with the total exports of Costa Rica, Ecuador or Croatia.

What else Iran sells to the world

Here are some of the products whose export value has notably grown in recent years.

Iran is helped by its access to several trade corridors, both overland and by water. It borders seven countries, including Pakistan, Afghanistan, Iraq and Turkey and has Caspian seaports in addition to occupying one side of the Hormuz strait that has been a central feature of the current war.

Both Turkey and Iraq are key customers of Iranian goods. With China, these three nations have accounted for more than half of Iran's non-oil export trade since 2019.

Kuwait is a major buyer of Iranian cement and sheep. Bulgaria, Kazakhstan and Uzbekistan import large quantities of packaging material. Most of the imported saffron in Spain comes from Iran. Iran makes more of what it needs, but it's unclear to what extent

One response to sanctions

over the years has been to produce more things at home. The country has developed an extensive manufacturing sector that produces automobiles, steel, iron, electronics and pharmaceuticals, as well as a thriving business in food products.

"They've made a concerted effort at being self-reliant," said Kislaya Prasad, academic director of the Center for Global Business at the University of Maryland.

Sanctions have made it much more difficult for Iran to import materials it needs for production like machinery and replacement parts.

European countries used to account for more than half of reported Iranian imports in the mid-1990s. Today, they make up less than 20 percent.

Where Iran imports goods from

In addition to being one of Iran's largest customers, China has become one of its biggest suppliers.

The United Arab Emirates provides electronics; India ships large quantities of rice; and Brazil sells Iran soybeans and maize.

In several ways, American efforts to block imports to Iran have been more damaging than efforts to curb Iran's oil exports, the biggest single source of its trade revenue, Mr. Batmanghelidj of the Bourse & Bazaar Foundation said.

He added that the diversification of Iran's economy was not the result of government policies. "Companies managed to find export opportunities," he said.

Measuring the magnitude of trade with Iran's partners, though, involves some gues-

work.

"Many assume that trade data should be highly accurate because shipments are recorded at ports of export and import, and because governments have strong incentives to monitor trade for taxation and regulatory purposes," said Sebastian Bustos, a research fellow at Harvard who helped develop the atlas project.

"While these controls do exist, the reality is that global trade data remain incomplete and poor in quality," he added. "This problem is worse for developing countries, and even more in countries facing sanctions."

What's next?

If the Strait of Hormuz remains paralyzed and fighting escalates, especially after peace negotiations this weekend fell apart, Iran's postwar economy could take years or possibly decades to recover.

Even if a deal eventually comes together, rebuilding the economy will take time given the extensive damage that has already been done to housing, schools, factories, research universities, transportation hubs and more.

Tehran has been insisting on an end to sanctions as part of any deal. But if the sanctions continue, the process of repairing the damage while also providing essential goods and services will be longer and more painful. And it's unclear the extent to which Iran has further isolated itself by attacking some of its regional trade partners during the conflict.

But while the United States and others can squeeze Iran's economy, what Tehran has demonstrated with its blockage of the Strait of Hormuz, is that it, too, can inflict economic damage that reverberates across the globe.

Derrière la guerre en Iran, l'obsession trumpienne des ressources énergétiques mondiales

Les décisions internationales du président américain déroutent les analystes. Il est pourtant très prévisible sur un point : son attrait pour les territoires aux riches sous-sols, que ce soit le Groenland, le Venezuela ou l'Iran.

A ceux qui osent le blâmer, Donald Trump oppose une riposte imparable : l'attaque personnelle. [Les adversaires, contempteurs ou simples sceptiques qui se nichent jusque dans son propre camp, s'interrogeant sur la pertinence de la guerre menée en Iran](#) ont en commun d'être des personnes à « *low IQ* », à faible quotient intellectuel, résume le président américain. « *Ils sont stupides, ils le savent, leurs familles le savent, et tout le monde le sait aussi !* », s'est agacé le magnat visant, jeudi 9 avril, l'influenceuse complotiste Candace Owens et le polémiste Tucker Carlson, hier encore fervents trumpistes.

L'improvisation stratégique de l'offensive « Fureur épique », lancée le 28 février main dans la main avec Israël, a obligé les analystes et dirigeants étrangers à guetter Truth Social, défouloir des pensées de Donald Trump, pour espérer comprendre où devait le mener cette guerre. En vain. Nul n'est en mesure d'analyser avec précision ce qui a convaincu le magnat de se lancer dans cette aventure militaire. Et seule la lassitude de son électorat à l'égard de ce conflit qui nourrit l'inflation américaine peut expliquer pourquoi, soudainement, le président américain a renoncé à faire disparaître « *une civilisation* » comme il



Un activiste déguisé en Donald Trump pour protester contre l'intervention militaire américaine au Venezuela, lors d'une manifestation à Séoul, le 5 janvier 2026. KIM HONG-JI / REUTERS

le menaçait, pour décréter, le 7 avril, un cessez-le-feu de quinze jours avec l'Iran.

Précédent vénézuélien

La logique de Trump échappe aux experts. Mais à défaut de rationalité, la plupart notent que le milliardaire américain a des obsessions. L'une d'elles est de prendre le contrôle de pans entiers du marché énergétique pour éviter que les Etats-Unis ne soient, tôt ou tard, dépassés par la Chine. « *Il y a un leitmotiv derrière tout ce que fait l'administration Trump, c'est qu'il faut de la croissance. Et pour avoir de la croissance, il faut une abondance d'énergie. C'est ce qui justifie toute la politique trumpienne* », analyse un diplomate français.

« *Trump a une vision du monde proche de celle de Poutine, avec la conviction*

qu'il faut maîtriser les ressources fondamentales : pétrole, gaz et ressources agricoles pour dominer le monde. Cela peut sembler une logique très datée du XX^e siècle. C'est en réalité très pertinent à l'ère de l'intelligence artificielle », estime Marc-Antoine Eyl-Mazzega, directeur du Centre énergie et climat de l'Institut français des relations internationales. « *Les supercalculateurs nécessaires à l'IA sont extrêmement voraces en énergie et l'IA aujourd'hui s'applique au domaine militaire. On peut dès lors estimer que la puissance leader sur ces supercalculateurs sera la puissance militaire dominante* », poursuit-il.

L'IA a été utilisée lors du raid millimétré ayant permis l'enlèvement du dictateur vénézuélien Nicolas Maduro en janvier, ainsi que l'a rapporté *Time* mercredi 8 avril. Le ma-

gazine raconte comment Washington a fait pression sur Anthropic, l'un des acteurs majeurs du secteur, afin de l'empêcher de brider ses applications dans le domaine militaire. Maîtriser cette technologie revient à contrôler « *les armes les plus puissantes dont dispose l'Amérique* », souligne l'hebdomadaire américain.

Le mantra trumpien pour mettre la main sur les chaînes énergétiques globales expliquerait pourquoi, [après avoir imposé par la force au Venezuela – doté d'immenses réserves pétrolières – un pouvoir bienveillant à l'égard des Etats-Unis](#), après avoir lorgné – sans succès – [le Groenland](#) gorgé de métaux rares et de minerais critiques, Trump s'est attaqué à l'Iran, grand fournisseur de pétrole à la Chine. « *Tout cela est, au fond, très rationnel* », veut croire M. Eyl-Mazzega.

La logique prédatrice de l'administration Trump motiverait l'initiative déroutante lancée par l'ancien promoteur immobilier [d'un joint-venture censé partager avec l'Iran le contrôle – et le péage – du détroit d'Ormuz](#) par où transite 20 % de la production d'hydrocarbure mondiale. Le droit international n'avait pas sa place dans le logiciel du président américain au moment du déclenchement de cette guerre. Le respect du droit maritime le préoccupe encore moins à l'heure de terminer ce conflit.

Aux dires de proches de la Maison Blanche, la maîtrise des allées et venues des tan- kers et porte-conteneurs

dans cet étroit couloir maritime ne figurait pas dans les buts de guerre de Washington. Mais cette idée hantait le président américain. Dès le 24 mars, à un journaliste qui l'interroge pour savoir qui, après-guerre, contrôlera le détroit, Trump répond « *peut-être moi et l'ayatollah* », puis précise devant son auditoire perplexe « *quel que soit l'ayatollah* », comme s'il se souvenait soudain que les premières frappes israélo-américaines avaient tué le guide suprême Ali Khamenei, remplacé depuis par son fils, Mojtaba, dont l'état de santé fait l'objet de spéculations.

La Chine dans le viseur

Ormuz est un détroit stratégique. Un trésor et un outil de chantage à la main de l'Iran. Son blocage orchestré par le régime déstabilise l'économie mondiale et perturbe les flux de pétrole iranien à destination de la Chine. « *Le gain de cette guerre, c'est le contrôle global du marché énergétique. C'est "The great power competition". Pour les Américains, tout commence par le rapport de force avec la Chine. L'ennemi numéro un américain des Etats-Unis, c'est la Chine* », s'enflamme une source diplomatique israélienne.

Mais ce grand dessein se heurte à une réalité prosaïque : le prix du gallon. L'in-

flation nourrit la colère populaire aux Etats-Unis et pénalise l'économie américaine. Quant à la Chine, « *elle dispose de nombreux amortisseurs pour compenser les effets de la guerre en Iran sur le pétrole, et 85 % de son énergie est produite sur le territoire national. Le blocage d'Ormuz pénalise surtout les autres pays asiatiques comme la Corée ou le Japon* », indique Michal Meidan, responsable de la recherche sur l'énergie en Chine à l'Oxford Institute for Energy Studies. La guerre en Iran, loin d'apporter un avantage compétitif aux Etats-Unis, semble davantage signaler une errance de l'empire américain.

The New York Times April 13, 2026

Israelis Don't Feel Much Like Victors in War With Iran

The regime in Iran has not changed and the nuclear and missile threats have not been eliminated, leaving many Israelis to wonder what this was all for.

The roads are jammed again, businesses are reopening and children have returned to school. In all but the far north of Israel, residents have emerged from their bomb shelters and safe rooms.

But the 40-day war with Iran and Israel's continuing war with Hezbollah in Lebanon have left many despairing over how little they believe the fighting accomplished compared with the objectives laid out by their leaders.

Regime change in Iran? Senior government and military figures have been killed, but the regime is intact.

The destruction of Iran's nuclear program? It was set back

but not destroyed.

The elimination of Iran's ability to threaten Israel with ballistic missiles? Reduced, perhaps, but still a threat.

In a televised address to the public on Saturday night, Prime Minister Benjamin Netanyahu seemed to grasp the need for a national pep talk. He ticked off a long list of Iranian officials killed and targets bombed over the course of the war.

He used the word "achievements" eight times in 13 minutes, calling them "huge," "historic" and "tremendous." He claimed that a weakened Iran was "begging for a cease-fire."

And he said that more Middle

Eastern countries were looking to strike alliances with Israel "because they see our strength." Mr. Netanyahu also tried to reassure Israelis by telling them their country was now "the strongest regional power" and, "in some ways, a world power."

Yet as President Trump alternately taunts, threatens and tries to negotiate with the leadership in Tehran, Israel has been left on the sidelines.

It appears forced to accept whatever Washington decides — as when it received a gentle reprimand for a furious wave of airstrikes on Beirut on Wednesday that Iran protested was a violation of the day-old cease-fire.

Israel was not represented at

the daylong U.S.-Iran talks in Pakistan over the weekend. And Mr. Netanyahu seems to have been prodded by the Trump administration into abruptly opening rare direct talks with Lebanon, which has long sought such negotiations. Those are [set to begin in Washington on Tuesday](#), though the Israeli leader has ruled out a cease-fire with the Iran-backed Lebanese militant group Hezbollah.

Barely a third of Israelis now believe that when Israel and the United States disagree, Israel can act on its own judgment, according to an opinion poll released on Sunday by the Institute for National Security Studies in Tel Aviv.

[A separate poll](#) by Agam Labs

and the Hebrew University of Jerusalem, also released on Sunday, found that three times as many Israelis saw the war as a failure than as a victory. Some 70 percent said that the two-week cease-fire reflected an American concession to Iran more than vice versa, and two-thirds said they opposed the truce.

Four out of five Israelis believe a U.S.-Iran agreement is unlikely or impossible and that if one were reached, it would be bad for Israel's security, that survey found. And three out of four believe that neither Iran nor Hezbollah has been severely weakened.

Most Israelis have become pessimistic, fatigued, disillusioned and distrustful of the information that they are receiving, the Agam-Hebrew University survey found.

Nimrod Goren, founder and president of Mitvim, a foreign-policy research institute in Petach Tikva, said that the cur-

rent war could not be considered on its own.

"For many Israelis, it's been one long war going on since October 2023," he said, with changing focuses, occasional breaks, and fronts that have shifted from Gaza to Lebanon to Yemen to Iran.

But Israelis don't understand or agree on where all this war is leading, he said. And in an election year with Mr. Netanyahu and his coalition trailing behind opposition parties, voters are wondering whether they can trust their leaders.

"What's the endgame?" Mr. Goren said. "Is it all about politics?"

On Monday, the eve of Holocaust Remembrance Day, Mr. Netanyahu again sought to buoy his citizens, reminding them that, while in the Nazi era Jews were "hunted and slaughtered," today "we are the ones hunting our enemies." Had Israel not struck

Iran, he added, "the names Isfahan, Natanz, Fordow and Bushehr" — all bombed Iranian nuclear sites — "would be remembered like Auschwitz, Majdanek and Sobibor."

Yet it is the prospect of wars with no end in sight that is weighing heavily on Israelis. They worry that Iran is likely to rearm, just as it did after the brief war with Israel in June.

Yaakov Katz, an Israeli analyst and a founder of the Middle East-America Dialogue, said that the prime minister's mistake had been in repeatedly setting Israelis' expectations too high, rather than explaining to them what was possible.

"Imagine that after the June war, he didn't say it was a victory that would stand for generations" and instead said "we're going to have to do this again," Mr. Katz said.

"If you look at Bibi throughout the last two and a half years,

he constantly promises the same thing: total victory, complete victory, victory for generations," he added, referring to Mr. Netanyahu by his nickname. "But no one has ever told Israelis that victory's achieved by weakening the enemy and then sitting down and negotiating a deal."

Instead, Mr. Netanyahu keeps mobilizing the public for war, with grandiose promises for the outcomes and outcomes that keep failing to live up to his promises.

The result, Mr. Katz said, is that ordinary Israelis are caught in a kind of suspended animation — in a life of military service, economic disruption, social dislocation and waiting for a resolution that never comes.

"It's a narrative of a country that's constantly fighting," Mr. Katz said, "and presents no alternatives except for more war."

THE JERUSALEM POST

MAARIV ONLINE, TOBIAS SIEGAL
April 13, 2026

«Turkey is the new Iran»: The growing threat Erdogan poses to Israel

Middle East expert Yoni Ben Menachem warns that behind Turkish President Recep Tayyip Erdogan's statements lies a structured plan to build a new Sunni axis that could replace Iran's regional role

Yoni Ben Menachem, a researcher at the Jerusalem Center for Security and Foreign Affairs, cautions that Turkey is emerging, in his view, as an increasing strategic threat to Israel. He argues that the policies led by Turkish President Recep Tayyip Erdogan go far beyond public rhetoric. According to him, "Turkey is the new Iran." He claims that Ankara is quietly working to establish a new

Sunni bloc in the Middle East, based on the assumption that the Iranian regime will weaken or even collapse. Such a development, he says, would create a regional vacuum following the decline of the Shi'ite axis. Turkey, he adds, aims to fill this vacuum alongside Saudi Arabia, Egypt, and Pakistan, in a move intended to reshape the regional balance of power.

Ben Menachem's assessment

corresponds to steps taken by Ankara in recent years to position itself as a regional leader, partly by taking an active role in defending the Palestinian cause and opposing Israeli interests in the region. On Sunday, **Erdogan accused Israel** of carrying out atrocities against Palestine and Lebanon and threatened potential military action against the Jewish state, similar to its past interventions in Karabakh and Libya.

Ankara has so far been cautious about approaching southern Syria, due to concerns over a direct confrontation with Israel

These latest comments, along with the already strained relations between Ankara and Jerusalem, could lead the two regional powers to sever ties completely, as MK Amichai Eliyahu suggested in his response to Erdogan on Sunday.

Alongside the diplomatic front, Turkey is also strengthening its [military presence in Syria](#), in coordination with Ahmed al-Sharaa. However, Ben Menachem notes that Ankara has so far been cautious about approaching southern Syria, due to concerns over a direct confrontation with Israel.

Ben Menachem believes these steps reflect far broader regional ambitions that extend beyond Syria or Iran alone. According to him, Turkey seeks to expand its influence across the Middle East, including around [the issue of Jerusalem](#) and in the international arena, developments that Israel must take into account already now. Regarding Turkey's leadership, Ben Menachem described Erdogan as the most dangerous figure from Israel's perspective and also identified Foreign Minister Hakan Fidan



Iranian President Masoud Pezeshkian meets with Turkish President Tayyip Erdogan on the sidelines of the Shanghai Cooperation Organisation (SCO) summit in Tianjin, China, September 1, 2025. (photo credit: IRAN'S PRESIDENTIAL WEBSITE/WANA (WEST ASIA NEWS AGENCY)/HANDOUT VIA REUTERS) By [MAARIV ONLINE](#), [TOBIAS SIEGAL](#) APRIL 13, 2026 09:22 Updated: APRIL 13, 2026 17:43

as another key power player in Ankara. He noted reports of tensions between the two,

linked to Fidan's alleged ambitions to eventually succeed Erdogan, though he

added it remains unclear whether such a scenario will materialize.



14 avril 2026

Turquie : des tirs dans une école primaire font au moins quatre morts et 20 blessés

L'attaque a eu lieu dans la province de Kahramanmaraş, au sud du pays. Des images diffusées par l'agence de presse privée IHA montrent une personne, corps et visage couverts, évacuée dans une ambulance ainsi que des parents d'élèves en larmes aux abords de l'établissement.

Au moins quatre personnes ont été tuées, dont trois élèves, et 20 autres blessées mercredi 15 avril par des tirs dans une école primaire de la province de Kahramanmaraş, dans le sud de la [Turquie](#), ont rapporté des médias turcs en citant le gouverneur local. «Un élève est arrivé à l'école avec des armes, vraisemblablement celles de son père, dans son sac à dos. Il est entré dans

deux salles de classe et a ouvert le feu au hasard», a détaillé le gouverneur de la province de Kahramanmaraş, Mükerrrem Ünlüer.

Les deux classes visées accueillent des élèves âgées d'une dizaine d'années, a précisé le gouverneur, ajoutant que quatre des blessés se trouvent dans un état grave. L'auteur des faits, fils d'un ancien policier âgé d'environ 13 à 14 ans, est décédé. «Il s'est tiré dessus. On ne sait pas encore s'il s'agit d'un suicide ou si cela s'est produit dans le chaos», a déclaré Mükerrrem Ünlüer. Des images diffusées par l'agence de presse privée IHA montrent une personne, corps et visage couverts, évacuée dans une ambulance ainsi que des

parents d'élèves accourent, certains en larmes, aux abords de l'établissement.

«**Nos condoléances à la nation**»

«Nous n'avons aucune information. Des enfants ont été visés», a déclaré une femme en pleurs à l'agence de presse turque, sa voix couverte par des sirènes d'ambulance. «Une enquête a été ouverte par le parquet de la République de Kahramanmaraş concernant l'attaque armée survenue dans une école de Kahramanmaraş», a indiqué sur X le ministre turc de la Justice, Akin Gürlek. Le Haut conseil turc de l'audiovisuel (RTUK) a pour sa part interdit aux chaînes de télévision turque de diffuser des images

relatives à l'attaque.

«Notre cœur saigne. Nos condoléances à la nation», a déclaré le président du parlement turc, Numan Kurtulmuş. Mardi, un adolescent armé d'un fusil à pompe avait déjà fait seize blessés dans un lycée technique de la province turque de [Sanliurfa](#) (sud-est), parmi lesquels dix élèves et quatre enseignants. Neuf des victimes sont toujours hospitalisées mercredi, avait indiqué plus tôt le président turc [Recep Tayyip Erdogan](#). Ce type d'incidents est d'ordinaire rare en Turquie où, selon les estimations d'une fondation locale, des dizaines de millions d'armes à feu sont en circulation, la plupart illégalement.

«Pendant 17 mois, on s'est vus quatre minutes» : Cécile Kohler et Jacques Paris racontent leur détention en Iran

Les deux Français, otages du régime iranien entre 2022 et 2025, ont regagné la France le 8 avril après avoir été assignés à résidence plusieurs mois à l'ambassade de France à Téhéran.

«Trois quarts d'heure avant notre libération, ils nous disaient encore : "vous ne serez pas libérés ce soir". Jusqu'au bout, ils ont voulu nous tourmenter. Ce qu'ils voulaient obtenir de nous, c'est qu'on ne parle pas, qu'on s'enterre, qu'on s'isole.» Jusqu'au bout, les Iraniens auront tenté de prolonger par tous les moyens le calvaire de [Cécile Kohler et Jacques Paris](#).

Après trois ans de détention en Iran, les deux enseignants français arrivés à Paris voici presque une semaine ont dépeint au [20 Heures de France 2](#) et au [micro de France Inter](#) les conditions de leur emprisonnement. Qu'ils résumèrent à trois ans de «*processus de déshumanisation total*».

«Le régime a besoin de boucs émissaires»

Cécile Kohler et Jacques Paris avaient été arrêtés en mai 2022 alors qu'ils s'apprêtaient à quitter l'Iran au terme d'un voyage touristique. «On est arrêtés, arraché de notre taxi. On nous menotte, on nous bande les yeux, et on

nous dit qu'on ne sortira pas», relate Jacques Paris. Les deux professeurs sont emmenés dans la prison d'Evin «*et [basculent] dans un autre monde, celui de l'insupportable*». Cécile Kohler est accusée de «*terrorisme*». «*Je sais qu'en Iran la justice n'est pas transparente. Mais quand on me dit que j'ai rencontré des terroristes, j'ai peur. Je me dis que je ne suis pas sortie*», complète l'agrégée de lettres modernes. «*Il y a d'abord une forme de sidération puisqu'on nous dit des choses qui sont sans rapport avec la réalité. Le régime a besoin de boucs émissaires lorsqu'il a des problèmes*», poursuit Jacques Paris.

Pendant trois ans et demi, leur [quotidien est marqué par l'isolement](#), «*sans lit, sans brosse à dents, sans matelas, sans rien*», avec une interdiction de «*voir [leurs] visage [s] dans un miroir*», a également retracé Cécile Kohler au micro de France 2. Et de décrire sur France Inter l'insoutenable incertitude qui les mine : «*Au bout de quatre jours, on devient presque fous. Il y a l'incertitude, on ne sait jamais quand ils viendront. (...) On a des menaces en permanence pendant les interrogatoires, on nous dit que si on ne fait pas ce qu'on leur demande, on sera envoyé dans des endroits dont on ne ressortira pas vivants, on ne reverra jamais nos proches*». Les deux prisonniers sont également forcés

de prononcer des aveux filmés face caméra, et diffusées par la télévision d'État. «*C'est une sorte de viol. On ne nous a pas laissé le choix*», poursuit la quadragénaire. Pendant les 17 premiers mois de leur détention, les enseignants ne se voient que «*quatre minutes*». «*Ensuite, on avait des rencontres épisodiques, brèves. On pouvait ne pas se voir pendant trois mois. Cela nous donnait un grand réconfort de nous voir, mais ce n'était pas facile à gérer*», indique Jacques Paris.

«Je courais sur place»

Pour éviter de se laisser abattre, les deux détenus font du sport quotidiennement. «*Quand on était à 9 par cellule pendant les [manifestations de Mahsa Amini](#), je courais sur place, sur l'espace de mes pieds*», raconte Cécile Kohler. L'enseignante tire également du réconfort de la poésie. Elle se lance dans l'apprentissage de l'*Odyssée* d'Homère «*par cœur*» afin de l'aider à s'endormir. «*Mes codétenues m'ont fait découvrir Hafez, un très grand poète iranien. Donc j'ai appris chaque jour un nouveau vers, des poèmes en persan, en phonétique*», raconte-t-elle également sur France Inter. La professeur se met également au farsi, grâce à l'aide de ses codétenues, avec lesquelles les relations sont «*globalement excellentes*». «*On a*

rencontré des personnes qui souhaitent la liberté, qui souhaitent que le régime change. Il y a encore des otages qui sont dans les prisons iraniennes, on pense à eux», poursuit-elle, de pair avec Jacques Paris selon qui l'état d'esprit général dans les cellules, entre les détenus, est celle «*d'une aspiration à la liberté*».

Les deux Français ont été relâchés début novembre 2025, mais avec l'interdiction de quitter le territoire de la République islamique iranienne jusqu'à mardi dernier. Ils étaient assignés à résidence à l'ambassade de France à Téhéran. Jusqu'à finalement quitter le pays, au début du mois d'avril 2026. «*On attendait ce moment depuis presque quatre ans. Quand j'ai franchi la frontière iranienne, j'ai appelé ma sœur et j'ai dit : "Noémie j'ai traversé la frontière je suis en Azerbaïdjan. C'est fini"*», relate Cécile Kohler.

«*Quand vous êtes privé de presque tout, un rien nous émerveille. Simplement serrer nos proches dans nos bras, c'était fantastique, absolument émouvant. C'était ça le goût de la liberté, à la fois banal et extraordinaire*», s'est réjoui Jacques Paris. Et Cécile Kohler de ponctuer : «*On se réhabitue très vite à la vie et au bonheur*».

Guerre en Iran : la croissance mondiale va ralentir à 3,1 % en 2026, selon le FMI

Le Fonds monétaire international s'attend à un ralentissement de la croissance et à une accélération de l'inflation, face à « la plus grande crise énergétique de l'époque moderne ».

En quelques semaines, l'attaque américano-israélienne contre l'Iran a profondément modifié la trajectoire de la croissance mondiale. Dans ses prévisions publiées mardi 14 avril, le Fonds monétaire international (FMI) l'estime à 3,1 % pour 2026, [contre 3,4 % avant le 28 février](#), date du début des hostilités. Les incertitudes sur les prévisions sont si élevées que le FMI précise qu'elles ont été calculées à partir du scénario d'une « *guerre limitée dans sa durée, son intensité et son étendue* », avec des perturbations n'allant pas au-delà de la mi-2026.

L'hypothèse la plus probable est donc un ralentissement de la croissance en 2026 par rapport à 2025, où elle avait atteint 3,4 %, et une inflation qui repart à la hausse à 4,4 %. Les pressions à la hausse des prix devraient toutefois être plus faibles que [lors du dernier choc pétrolier de 2022](#), à la suite de l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Cette année-là, l'économie mondiale, qui venait de sortir des confinements dus à la pandémie de Covid-19, était en surchauffe.

Le FMI n'écarte pas un scénario dans lequel la croissance chuterait à 2 % en 2026 et l'inflation s'envolerait au-dessus de 6 % d'ici à 2027, avec un impact deux fois plus important sur les pays émergents que dans les économies avancées. L'éventail des possibles reste très large : de « *la plus*

grande crise énergétique de l'époque moderne » si la situation géopolitique se détériore à « *une transformation des investissements dans l'intelligence artificielle en croissance durable* » si son adoption se traduit par des gains de productivité.

Mission délicate

Les banques centrales vont avoir, ces prochains mois, une mission délicate : contenir l'inflation sans ralentir l'activité. « *Elles n'ont aucune influence sur les prix mondiaux de l'énergie* », rappelle Pierre-Olivier Gourinchas, directeur des études du FMI, dans une note de blog publiée mardi. Si elles augmentent leurs taux directeurs trop rapidement, elles pourraient ralentir la croissance sans vaincre l'inflation, ajoutant ainsi un choc de la demande à un choc de l'offre.

La tâche des gouvernements ne va pas être plus facile : elle consiste à amortir [le choc de la hausse des prix de l'énergie](#) sans creuser les déficits ni alourdir la dette publique, qui a atteint, en 2025, son niveau le plus élevé depuis la seconde guerre mondiale, à 93,9 % du produit intérieur brut (PIB). Le FMI suggère donc des mesures de soutien temporaires et ciblées sur les « *plus vulnérables* », tout en veillant à augmenter les recettes fiscales. « *Eviter toute relance budgétaire est crucial lorsque l'inflation augmente, afin de ne pas compliquer la tâche des banques centrales* », in-

siste Pierre-Olivier Gourinchas.

Les pays les plus touchés seront les importateurs de matières premières, et en particulier les pays à bas revenu, qui n'ont pas les marges de manœuvre budgétaires pour absorber le choc de la hausse des prix. A l'opposé, la croissance aux Etats-Unis devrait passer de 2,1 % en 2025 à 2,3 % en 2026, portée par « *les dépenses budgétaires et les baisses de taux directeurs intervenues en 2025* », selon le FMI. Mais son déficit budgétaire devrait encore se détériorer pour atteindre 7,5 % du PIB en 2026.

Newsletter abonnés

Dans la zone euro, la hausse des prix de l'énergie va peser davantage sur l'activité manufacturière, et la progression du PIB devrait ralentir de 1,4 % en 2025 à 1,1 % en 2026, en baisse de 0,2 point de pourcentage par rapport aux prévisions de janvier. En Allemagne, la croissance bondirait de 0,2 % à 0,8 % en un an, grâce à une relance budgétaire importante ; elle devrait rester stable en France, à 0,9 %.

Tarissement des flux migratoires

En dépit de [la hausse des cours du pétrole et du gaz](#), les pays du Golfe vont souffrir de [la baisse de la production de leurs gisements, des destructions](#), de l'arrêt du tourisme et du blocage des

exportations par [la quasi-fermeture du détroit d'Ormuz](#). Le Qatar et l'Irak vont enregistrer le recul d'activité le plus important de la région, avec des baisses du PIB de 8,6 % et 6,8 % respectivement.

Les Emirats arabes unis et l'Arabie saoudite seront les seuls pays de la région à enregistrer, chacun, une croissance de 3,1 %. La baisse de l'activité dans le Golfe va avoir [des répercussions sur les transferts d'argent des travailleurs migrants dans leurs pays d'origine](#), en particulier au Népal et au Bangladesh.

Quel que soit le scénario retenu, la croissance mondiale s'installe à un rythme bien inférieur à sa moyenne de 3,7 % de la période 2010-2019 : elle ne devrait pas dépasser 3,1 % par an entre 2028 et 2031. Le FMI cite un « *recul de l'intégration de l'économie mondiale* » et un contexte international volatil. Les investissements directs à l'étranger risquent de diminuer en raison des nombreuses incertitudes géopolitiques, tandis que le tarissement des flux migratoires va freiner l'activité dans les pays d'accueil et augmenter la pauvreté dans les pays de départ. Les effets positifs du commerce dans la convergence entre pays pauvres et riches risquent aussi de s'estomper avec la montée du protectionnisme.

Le Monde

Louis Imbert
14 avril 2026

Guerre en Iran : en bloquant les ports iraniens, les Etats-Unis espèrent assécher les ressources de l'Iran

Après la rupture des pourparlers avec la délégation iranienne à Islamabad, Donald Trump cherche à asphyxier économiquement le régime de Téhéran. Mardi, selon l'agence Reuters, un tanker chinois a toutefois réussi à traverser le détroit, signe que le blocus américain n'est pas encore complet.

L'armée américaine a commencé à imposer un blocus des ports iraniens, lundi 13 avril, alors que l'administration clarifiait la teneur des négociations éclair menées avec l'Iran durant le week-end des 11 et 12 avril au Pakistan. Il a été avant tout question de nucléaire, « l'affaire la plus importante », a rappelé Donald Trump, dès dimanche. A force d'ultimatums, la Maison Blanche s'est dite déterminée à imposer ce qu'aucun de ses prédécesseurs n'était parvenu à obtenir de Téhéran : une « *suspension* » complète de son enrichissement d'uranium, et ce, durant vingt ans, rapportent le site d'information *Axios* et le *New York Times*.

Téhéran avait proposé, en février, un moratoire de cinq ans, qui n'avait pas suffi à Washington. L'accord international de 2015 s'était contenté de placer les centrifugeuses et le stock d'uranium enrichi du pays sous surveillance étroite de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA). Il imposait à l'Iran des seuils d'enrichissement limité, pour une quinzaine d'années. Lundi, le vice-président, J. D. Vance, n'a pas eu un mot pour l'AIEA, en affirmant à la chaîne Fox News que Washington cherchait « un mécanisme » afin de vérifier l'application par Téhéran de ses promesses.

Avec son vice-président,



M. Trump a envoyé au feu le principal critique de cette guerre au sein de son administration, en lui confiant les négociations à Islamabad, au Pakistan. La partie iranienne a paru prise de court par la rupture des pourparlers après seulement une vingtaine d'heures. Mais les négociateurs de la Maison Blanche n'entendent pas s'enliser dans ce dossier qu'ils connaissent à peine. « *La grande question, désormais, c'est de savoir si les Iraniens feront preuve d'assez de flexibilité* », a tranché M. Vance sur la chaîne Fox News, en saluant « *de bonnes*

conversations. »
L'uranium en trophée

Selon la presse israélienne, le premier ministre, Benjamin Nétanyahou, a fait part, en conseil de gouvernement, dimanche, des premières impressions de M. Vance au retour d'Islamabad. Le principal point d'achoppement était, selon lui, **le stock de plus de 440 kilogrammes d'uranium hautement enrichi qui demeure enfoui en Iran**, depuis la guerre de juin 2025. A l'antenne, M. Vance n'a pas mentionné la possibilité que Téhéran envoie ce stock en Rus-

sie – une option soupesée par le passé. Washington souhaite « *en prendre possession* » comme d'un trophée, gage de sa victoire et de la reddition de Téhéran.

« *Les Iraniens, pour leur part, se disent prêts à concéder encore moins que ce qu'ils offraient en février à Genève* », assure un diplomate occidental. Téhéran insiste pour conserver ce stock d'uranium sur son sol, mais il propose toujours de le diluer. Le Pakistan se disait optimiste pour une reprise du dialogue avant la fin du cessez-le-feu, le

21 avril. Une extension de deux mois paraissait envisageable pour aboutir à un « deal » un tant soit peu précis, a avancé, auprès de l'agence de presse Anadolu, le ministre des affaires étrangères turc, Hakan Fidan, également impliqué dans cette médiation.

Un signe de bonne volonté à guetter : l'Iran réclame le dégel de 6 milliards de dollars (5,09 milliards d'euros) de fonds bloqués par les Américains au Qatar. L'administration Trump le lui refuse encore, en dépit d'un engagement datant de 2023, à l'issue d'un échange de prisonniers. Le président a déploré durant des années que son prédécesseur Barack Obama ait laissé filer en Iran « des cargaisons entières » de cash (1,7 milliard de dollars) après l'accord de 2015.

« **Le premier à court d'oxygène** »

« Pour l'heure, aucune des deux parties ne veut reprendre la guerre, mais Trump a trouvé la bonne solution en bloquant les exportations de pétrole iranien à Ormuz, résume, avec une confiance rare, un ancien haut gradé de l'armée israélienne. Si l'Iran ne peut pas exporter son pétrole, il est condamné à brève échéance. Il s'agit désormais de savoir qui se trouvera le premier à court d'oxygène. »

Selon le diplomate occidental cité plus haut, l'Iran perçoit quelque 2 milliards de dollars chaque jour par son commerce par voie terrestre avec ses voisins du Nord – de quoi faire tourner l'Etat en guerre pendant quelque temps. « Il n'est pas certain que ses dirigeants mesurent encore l'étendue des pertes,

alors que l'inflation atteint 70 % et que nombre d'entreprises ne peuvent pas verser les salaires », poursuit cette source.

Dans une semaine, les derniers tankers ayant quitté le détroit d'Ormuz avant le début de la guerre en Iran, le 28 février, devraient atteindre les côtes de la Malaisie et de l'Australie. D'ici là, le choc énergétique provoqué par le conflit va continuer à s'aggraver. Voilà un mois qu'une dizaine de bateaux au mieux franchissent le détroit chaque jour, contre plus de 120 avant la guerre. L'essentiel transportait du brut iranien à destination de la Chine. Lundi, deux de ces bateaux ont, pour la première fois, fait demi-tour, selon l'Institut pour l'étude de la guerre (ISW), un groupe de réflexion américain. Mardi, en fin de matinée, l'agence Reuters affirmait toutefois qu'un tanker chinois avait

réussi à traverser le détroit, signe que le blocus américain n'était pas encore complet. M. Trump assurait encore, dimanche, que « de nombreux pays » soutiendraient militairement son initiative. Cependant, nul candidat ne s'est encore avancé, et le premier ministre britannique, Keir Starmer, a fait savoir que son pays n'y participerait pas. Le Royaume-Uni et la France envisagent la formation d'une coalition qui contribuerait symboliquement à sécuriser le commerce dans le détroit après la guerre, en dialogue nécessaire avec l'Iran. Paris doit accueillir, dans les prochains jours, une réunion de pays volontaires. « Cette mission strictement défensive et distincte des belligérants aura vocation à se déployer dès que la situation le permettra », affirmait, lundi, sur le réseau X, le président Emmanuel Macron.

Le Monde

Nicolas Bourcier, Marina Rafenberg
14 avril 2026

Moyen-Orient : en marge des conflits, l'alliance entre la Grèce et Israël ravive les tensions entre Athènes et Ankara

Le rapprochement militaire entre la Grèce et l'Etat hébreu, marqué par de nouveaux accords d'armement et de coopération, suscite la colère de la Turquie.

Le conflit en Iran et au Liban n'en finit pas de provoquer des tensions dans la région et au-delà. Ainsi, Ankara et Athènes se sont livrés, ces dernières heures, chacun à sa manière, à une surenchère verbale au sujet de la militarisation de la Méditerranée orientale, au point que la relative accalmie observée depuis 2023 entre les deux voisins apparaît aujourd'hui des plus fragiles. En jeu, la défense de l'île

de Chypre – divisée entre la République de Chypre grecque, membre de l'Union européenne, et la République turque auto-proclamée de Chypre du Nord – et le rapprochement stratégique opéré par la Grèce et Israël.

L'ire turque semble être directement liée à la signature d'un accord entre Israël et la Grèce, le 6 avril, de près de 656 millions d'euros pour la fourniture de systèmes de lance-roquettes

de précision PULS. Développés par la société israélienne Elbit Systems, ces engins, qui ont une capacité de frappe pouvant atteindre 300 kilomètres, doivent être installés sur plusieurs îles grecques de la mer Egée, dont Ankara réclame la démilitarisation depuis des années.

Athènes entend aussi dépenser plus de 3 milliards d'euros pour mettre en place un « bouclier d'Achille », un équivalent du

Dôme de fer israélien. Spyder pour les courtes portées, Barak MX pour les distances intermédiaires et David's Sling (« fronde de David ») pour les longues portées : les systèmes envisagés ont tous été expérimentés lors du conflit au Moyen-Orient, contre des roquettes, des drones et des missiles balistiques. Outre ces contrats d'armement, fin décembre 2025, le premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, avait signé en

Israël un programme de coopération militaire prévoyant quelque 55 exercices militaires conjoints en 2026 et le projet d'une « unité d'intervention rapide » réunissant la Grèce, Chypre et Israël pour protéger d'attaques étrangères des infrastructures stratégiques, telles que des plateformes gazières.

« La Grèce est déjà membre de l'OTAN, et la partie grecque de Chypre bénéficie déjà du soutien de l'Union européenne. Cette recherche d'une coopération de ce type, cette volonté de former une alliance militaire, à quoi cela sert-il stratégiquement ? », se demandait déjà Hakan Fidan, le ministre des affaires étrangères turc, lundi 13 avril dans une interview télévisée accordée à l'agence de presse officielle Anadolu.

« Ne rendre d'explications à personne »

Si Athènes prétend que cette coopération bilatérale n'est « pas dirigée contre des tiers », l'alliance stratégique entre la Grèce et Israël, amorcée avant le début de la guerre à Gaza, vise dans les faits à contrebalancer les tentations expansionnistes d'Ankara dans la région. La signature d'un accord énergétique entre Ankara et Tripoli en 2019 avait notamment redessiné les frontières et occulté des zones maritimes entières appartenant à la Grèce ou à la République de Chypre. Depuis, Athènes cherchait à créer de nouvelles alliances dans la région avec Israël et l'Égypte.

« Ces collaborations [entre la Grèce et la partie grecque de Chypre avec Israël] n'apportent pas la confiance. Elles engendrent davantage de méfiance et de problèmes, elles mènent davantage à la guerre », a mis en garde M. Fidan, lors de l'entretien télévisé du 13 avril. Ce à quoi a immédiatement répondu son homologue grec, Giorgos Gerapetritis : « La Grèce mène sa politique étrangère en toute indépendance, refuse les leçons de morale et



La base aérienne d'Akrotiri, base britannique à Chypre, le 24 mars 2026. YIANNIS KOURTOGLOU/REUTERS

n'a d'explications à rendre à personne. »

Athènes et Jérusalem cultivent aussi des liens économiques qui n'ont cessé de se renforcer, même depuis la guerre menée par l'Etat hébreu à Gaza. Un rapport publié le 6 avril par la plateforme militante No Harbour for Genocide (« pas de port pour le génocide ») révèle que les compagnies maritimes grecques – parmi les plus puissantes au monde – ont secrètement transporté du charbon, du matériel militaire et surtout du pétrole vers Israël, notamment à partir du terminal turc de Ceyhan.

Selon cette enquête, environ 45 millions de barils de pétrole ont été acheminés vers Israël, via la Turquie, avec des systèmes de localisation désactivés et de fausses destinations déclarées, et ce, malgré l'embargo commercial imposé par Ankara à Israël. Près de 95 % de cet approvisionnement a été transporté par deux compagnies appartenant à de grandes familles d'armateurs grecs.

De même, en 2025, des navires grecs ont acheminé au moins 13 fois des munitions, des composants de mitrailleuses et

d'autres matériels militaires utilisés par Elbit Systems, le plus grand fabricant d'armement israélien. Pour Layla Hazaine, membre de l'Internationale progressiste et de la campagne appelant à bloquer les cargaisons vers Israël, « ce rapport montre que la guerre d'Israël n'est possible (...) que grâce à un réseau international d'entreprises, de ports et de gouvernements qui continuent d'assurer l'approvisionnement en carburant et en armes ».

« Puissance occupante à Chypre »

La tension entre Turcs et Grecs est également montée d'un cran peu après l'explosion, dans la nuit du 1^{er} au 2 mars, d'un drone Shahed iranien sur la piste de la base aérienne britannique d'Akrotiri, située à la pointe sud de Chypre. En réponse, le Royaume-Uni, la France, l'Espagne, les Pays-Bas et l'Italie avaient dépêché des navires militaires et d'autres équipements de défense en Méditerranée orientale, en plus des destroyers et du porte-avions *USS Gerald R. Ford* américains présents sur place. Le président Emmanuel Macron s'était même rendu, le 9 mars, aux côtés du premier ministre grec, Kyriakos Mitsotakis, et du

président chypriote, Nikos Christodoulides, sur la base aérienne de Paphos, à Chypre.

De son côté, Athènes a dépêché quatre chasseurs F-16 et deux navires, dont le *Kimón*, la première des quatre frégates *Belharra* commandées par la Grèce à la France. Invoquant des « raisons de défense », le ministère de la défense grec a également positionné des systèmes de missiles Patriot sur l'île grecque de Karpathos et sur la base américaine de Souda, en Crète.

Ankara a alors estimé que ce déploiement viole les traités internationaux, envoyant à son tour des avions de chasse F-16 et des systèmes de défense aérienne dans le nord de Chypre. Le ministère de la défense turc a déclaré sur le réseau X, le 9 mars, que cette mesure faisait partie de l'« approche progressive visant à renforcer la sécurité de la République turque de Chypre du Nord à la lumière des récents développements dans [leur] région ». Un déploiement critiqué à son tour par le président Christodoulides : « Quoi qu'elle fasse, la Turquie ne cessera pas d'être une puissance occupante à Chypre. »

The New York Times April 14, 2026

Middle East War Will Slow Global Economic Growth, I.M.F. Warns

The conflict could also fuel another bout of inflation, according to the International Monetary Fund.

War in the Middle East has upended the world economy, the International Monetary Fund said on Tuesday, warning in a report that disruptions to oil markets could slow growth, fuel inflation and raise the possibility of a global recession.

The sober message came after the global economy had largely weathered a pandemic, Russia's war in Ukraine and soaring inflation without tipping into a recession. But President Trump's decision to initiate a war in Iran has stopped the world economy in its tracks.

In its latest World Economic Outlook, the I.M.F. sharply downgraded its growth forecasts, exposing the economic fallout from a geopolitical crisis that has roiled energy prices and injected a new bout of uncertainty into the global economy.

"The global outlook has abruptly darkened following the outbreak of war in the Middle East," Pierre-Olivier Gourinchas, the I.M.F.'s chief economist, wrote in the report. "The war interrupted what had been a steady growth trajectory."

The I.M.F. said that even if the war is short-lived, the damage to the global economy has been done. In that best-case scenario, the fund expects global growth to fall to 3.1 percent this year from 3.4 percent in 2025. That is down from the 3.3 percent that the fund projected in January. It

is also lower than the 3.4 percent growth that it was prepared to project before the war broke out and oil shipments through the Strait of Hormuz were halted.

The forecasts were released as global policymakers arrived in Washington for the spring meetings of the I.M.F. and the World Bank. Just a few weeks ago, the gathering was expected to focus on other disruptions, including trade tensions, artificial intelligence and international fiscal imbalances. It will instead be dominated by the economic fallout of the war.

As the meetings started on Tuesday, Treasury Secretary Scott Bessent urged the I.M.F. and the World Bank to refocus on their core missions — financial stability for the fund and pulling people out of poverty for the bank. Mr. Bessent praised the bank for shifting away from its ambitions to combat climate change and becoming a proponent of nuclear energy.

However, Mr. Bessent suggested that the I.M.F. needed to "lead by example" and "get rid of their golf course out in Maryland" and instead focus more on global imbalances.

"This slow motion buildup of global imbalances after a lack of sustainable growth is the biggest risk," Mr. Bessent said at an Institute of International Finance gathering on the sidelines of the spring meetings. "The world cannot take a China with a trillion dollar trade

surplus."

The Treasury secretary made no mention of the war in Iran and its impact on the global economy, which has alarmed the I.M.F. and policymakers around the world.

The conflict has sent oil prices above \$100 per barrel. Natural gas has spiked more than 80 percent, and surging [fertilizer prices](#) are raising costs for farmers.

The I.M.F. laid out several scenarios for how the war could play out economically. The most severe case involves disruptions to energy markets that extend into next year. Such a scenario would drag global growth down to 2 percent and send inflation up to 6 percent.

"The downside risks are tremendous," Mr. Gourinchas said.

Even a more optimistic case, in which the war concludes expeditiously and the Strait of Hormuz reopens, will leave behind economic carnage. The I.M.F. estimates that oil prices will increase by 21.4 percent this year and that energy commodity prices, which the fund had said would decline in 2026, will instead rise by 19 percent this year.

Those higher commodity prices will flow through the economy, the I.M.F. warned. That would raise costs of energy-intensive goods such as steel and cement, erode the purchasing power of con-

sumers and most likely require central banks to raise interest rates.

The I.M.F. expects the economic impact of the war to be more damaging to low-income and developing economies and Persian Gulf energy exporters that are facing infrastructure damage and export disruptions from the war.

Advanced economies, such as the United States, are expected to fare better but not emerge unscathed. The I.M.F. now projects U.S. output to rise to 2.3 percent in 2026. That is an increase from 2.1 percent growth in 2025, but slower than the 2.4 percent growth that the fund projected in January.

The White House projected 3.5 percent gross domestic product growth in 2026 in its [latest budget forecasts](#).

In the United States, the most apparent economic vulnerability appears to be the hit that consumers are feeling from higher gas prices. The national average for a gallon of gas was \$4.11 as of Tuesday.

According to the I.M.F. report, the biggest winner from the war thus far appears to be Russia, whose economy is now expected to grow 1.1 percent in 2026, up from 1 percent in 2025.

Higher oil prices and the [temporary lifting of U.S. sanctions](#) on some Russian oil sales brightened the outlook for its economy.



April 14, 2026

Drone attacks reported in Kurdistan despite US-Iran ceasefire

ERBIL, Kurdistan Region - Two camps belonging to Kurdish opposition groups came under drone attacks on Tuesday afternoon, resulting in a number of injuries, party sources told Rudaw English, in the second such incident reported in the Kurdistan Region since the US-Iran truce took effect early last week.

Amjad Hossein Panahi spokesperson for the Komala of the Toilers of Kurdistan, a Kurdish Iranian opposition party, said “two people were wounded” in a drone attack recorded in the Surdash sub-district, northwest of the Kurdistan Region’s eastern Sulaimani province.

Another source from the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI) who spoke to Rudaw English on condition of anonymity reported another drone attack on the group’s Azadi camp in Koya city, located around 70 kilometers east of Erbil, adding that “no casualties resulted from the attack.”

A source from the Komala party told Rudaw English that «two people were wounded» in an attack recorded in Surdash sub-district near Sulaimani province, while another source from the KDPI reported a separate attack east of Erbil.

In a separate incident, Halgurd Sheikh Najib, head of the Soran administration northeast of Erbil, told Rudaw that “two drones had passed over our administration” but were “shot down within the boundaries of Khalifan district,” southwest of Soran. He also noted that the downing of the drones did



A drone attacks an Iranian Kurdish opposition party position in the Kurdistan Region on April 14, 2026. Photo: Screengrab/Rudaw

not result in any casualties.

For its part, the Kurdistan Counter-Terrorism Directorate (CTD) said that at 5:04 local time on Tuesday, “two explosive-laden drones launched from Iranian territory toward Erbil province were intercepted and shot down by fighter jets.” The CTD added that “no casualties or material damage were recorded” in the interception.

Later in the day, the Kurdistan Regional Government’s (KRG) interior ministry confirmed that the Kurdistan Region “was attacked by four explosive drones at different times” on Tuesday.

“We hereby reiterate the Kurdistan Region’s unwavering position: we have never been a party to any war or conflict,” the ministry stated, urging that “the stability of the Region and the safety of our citizens must no longer be targeted.”

Several Kurdish opposition groups are based in the Kurdistan Region and have repeatedly come under Iranian missile and drone attacks in recent years.

In recent weeks, Tehran and Iraqi armed groups affiliated with the Iran-led ‘Axis of Resistance’ have intensified their assaults against Kurdish dissident groups in the Kurdistan Region.

The latter surge coincided with a large-scale joint aerial campaign launched by the United States and Israel in late February, which targeted thousands of sites across Iran.

In response, Tehran has launched thousands of drone and missile strikes across the Middle East, targeting alleged US assets - particularly in Gulf Arab states - as well as carrying out retaliatory attacks against Israel.

Moreover, Iraqi armed groups aligned with Tehran have claimed responsibility for numerous attacks on alleged US targets across Iraq and the Kurdistan Region.

According to Rudaw tracking as of Friday, the Region has endured more than 700 drone and missile attacks, killing over a dozen people and injuring more than 90 others.

A Pakistan-brokered two-week ceasefire came into effect on Tuesday to allow space for negotiations. While the first round of talks has concluded on Sunday without a deal, reports suggest that another round may be held later this week.

Despite the truce holding, the Kurdistan Region has been targeted on at least two days during it, Erbil’s interior ministry confirmed on Tuesday.



April 14, 2026

Kurdish opposition group confirms death of female fighter in Sulaimani drone attack

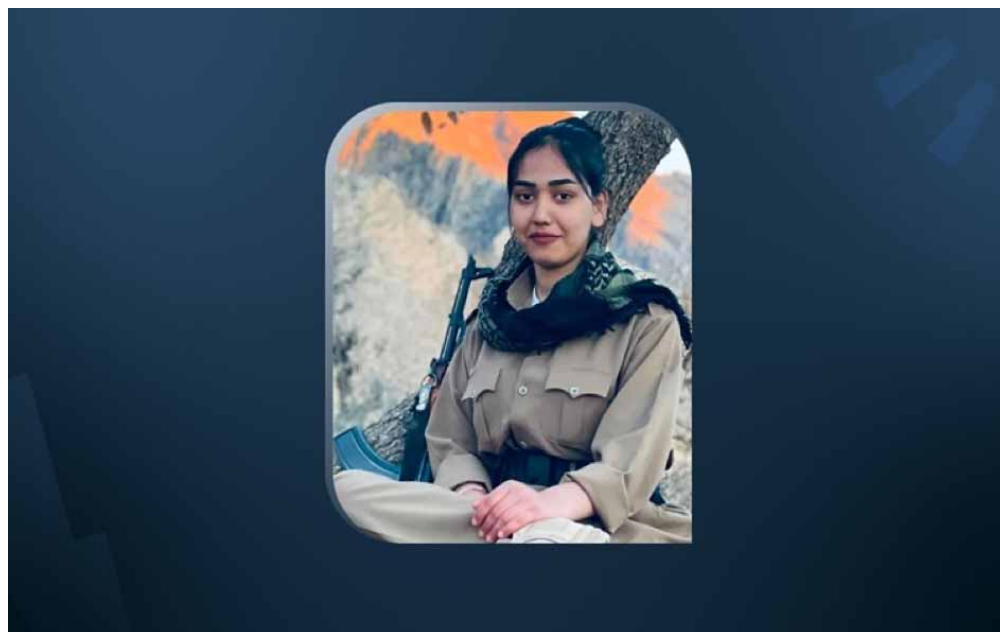
ERBIL, Kurdistan Region - A young female member of the Komala Toilers of Kurdistan, a Kurdish opposition group, has died from wounds she sustained in a drone attack earlier on Tuesday that targeted the group in the Kurdistan Region's eastern Sulaimani province, a senior security official told Rudaw.

Azad Salawati told Rudaw's Arkan Ali that "one of the people injured in Tuesday's drone attack, a young woman, has succumbed to her wounds."

The spokesperson for the Iranian Kurdish opposition group, Amjad Hossein Panahi, identified the slain Peshmerga as Ghazal Mawlan, telling Rudaw that "she died due to the severity of the wounds" sustained in a drone attack targeting the group in the Surdash sub-district, northwest of Sulaimani.

Panahi added that "two other members were wounded in the attack," describing their condition as "stable."

Komala later issued a statement saying that Mawlan "was killed in a drone attack launched from the Islamic Republic [of Iran]," noting that she was a native of the city of



An undated photo of Ghazal Mawlan, a member of the Komala Toilers of Kurdistan, an Iranian Kurdish opposition group. Photo: Handout

Mahabad, in the Kurdish-majority West Azerbaijan province in western Iran.

Earlier on Tuesday, two camps belonging to Kurdish opposition groups in the Kurdistan Region came under drone attacks, resulting in several injuries, party sources told Rudaw English.

In addition to the attack on the Komala position, a source from the Kurdistan Democratic Party of Iran (KDPI), speaking to Rudaw English on condition of anonymity, re-

ported another drone strike on the group's Azadi camp in Koya city, located around 70 kilometers east of Erbil, adding that "no casualties resulted from the attack."

In recent weeks, Iran and Iraqi armed groups affiliated with the Tehran-led 'Axis of Resistance' have intensified their assaults against Kurdish dissident groups in the Kurdistan Region.

The surge coincided with a large-scale joint aerial campaign launched by the United

States and Israel in late February, which targeted thousands of sites across Iran.

A Pakistan-brokered two-week ceasefire came into effect on Tuesday to allow space for negotiations.

Despite the truce, the Kurdistan Regional Government's (KRG) interior ministry confirmed on Tuesday that the Kurdistan Region has been targeted on at least two of the 12 days of the ceasefire.

Condamnée en France, Mahdieh Esfandiari de retour en Iran après la libération de Cécile Kohler et Jacques Paris

Cette Iranienne, qui a été condamnée pour avoir fait l'apologie du massacre du 7 octobre 2023 en Israël et avoir appelé à des attaques contre la communauté juive en France, servait de monnaie d'échange pour le retour des deux Français retenus en Iran.

Son retour marque un nouvel épisode dans les échanges de détenus entre la France et l'Iran. Mahdieh Esfandiari, une Iranienne qui était incarcérée en France après avoir été condamnée notamment pour apologie du terrorisme, est rentrée en Iran, mercredi 15 avril, a rapporté la télévision d'Etat.

La semaine dernière, les Français Cécile Kohler et Jacques Paris sont revenus en France, après avoir été emprisonnés puis assignés à résidence à Téhéran pendant près de quatre ans pour des accusations d'espionnage.

Arrêtée en février 2025, Mahdieh Esfandiari, « une militante pour les droits des Palestiniens, est rentrée en Iran après sa libération d'une prison en France », a annoncé la télévision d'Etat iranienne.

Un échange pas confirmé par Paris

Née en Iran et arrivée en France en 2018, où elle tra-



L'Iranienne Mahdieh Esfandiari entourée de ses avocats, au palais de justice de Paris, le 13 janvier 2026. L'Iranienne Mahdieh Esfandiari entourée de ses avocats, au palais de justice de Paris, le 13 janvier 2026. STEPHANE DE SAKUTIN / AFP

vailait en tant que traductrice après avoir été diplômée à Lyon, elle avait été condamnée à quatre ans d'emprisonnement dont un ferme. La justice française l'accusait d'avoir alimenté en publications des comptes intitulés « Axe de la Résistance » en 2023 et 2024, notamment

sur les plateformes Telegram, X, Twitch et YouTube. Ces publications ont notamment fait l'apologie de l'attaque menée par le mouvement palestinien Hamas le 7 octobre 2023 en Israël, incitant à des actes de « terrorisme » et injuriant la communauté juive.

Quelques heures après l'annonce de la sortie d'Iran des deux Français, son assignation à résidence avait été levée. Le pouvoir iranien avait évoqué ces derniers mois un échange de détenus, jamais confirmé par Paris.



April 15, 2026

Kurdish opposition leader denies receiving US weapons during Iran war

ERBIL, Kurdistan Region - Mustafa Hijri, leader of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI), on Wednesday denied claims that the opposition group received weapons from the United States during the six-week conflict with Iran, stressing that the group's decisions are made independently, without external influence.

Speaking to Rudaw's Zinar Shino inside the European Union in Brussels, Hijri said his party, along with allied Kurdish opposition groups, had "purposely decided not to take part" in the US-Israel conflict with Iran. He emphasized that their struggle against the Islamic Republic is "long-standing and autonomous," driven by their own objectives rather than external agendas.

The United States and Israel in late February launched a widescale aerial campaign striking over 23,000 targets across the country, according to official reports from Washington and Tel Aviv.

During the nearly 40-day war, some media reports in early March alleged that the US was funneling weapons and intelligence to a newly formed coalition of five major Kurdish dissident groups, including the KDPI and allied opposition groups, to stretch Iranian security forces during domestic unrest. Kurdish opposition leaders, however, firmly denied these allegations.

A Pakistan-brokered two-week ceasefire came into effect on Tuesday to allow



Mustafa Hijri, leader of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI) in an interview with Rudaw's Zinar Shino in Brussels, Belgium, on Wednesday, April 15, 2026. Photo: Rudaw/screengrab

space for negotiations between Washington and Tehran. While the first round of talks has concluded on Sunday without a deal, reports suggest that another round may be held later this week.

Hijri expressed skepticism that the anticipated US-Iran talks would lead to lasting peace, arguing that "the Islamic Republic has a decades-long record of conflict with both its own people and the international community, and is unlikely to change its policies."

The Kurdish opposition leader further noted that Tehran has not engaged in dialogue with Kurdish dissident groups, pointing instead to continued attacks on their camps in the Kurdistan Region, including incidents in the past 48 hours that he said affected families of PDKI members.

In recent weeks, Tehran and Iraqi armed groups affiliated with the Iran-led 'Axis of Resistance' have intensified their assaults against Kurdish dissident groups in the Kurdistan Region.

The latter surge coincided with the outbreak of the Iran war in late February, which saw Tehran launch thousands of drone and missile strikes across the Middle East, targeting alleged US assets - particularly in Gulf Arab states - as well as carrying out retaliatory attacks against Israel.

Moreover, Iraqi armed groups aligned with Tehran have claimed responsibility for numerous attacks on alleged US targets across Iraq and the Kurdistan Region. According to Rudaw tracking as of Friday, the Region has endured more than 700 drone and missile attacks, killing over a

dozen people and injuring more than 90 others.

Despite the 12-day truce between Washington and Tehran largely holding, the Kurdistan Region has been targeted on at least three days during it.

Following is the full transcript of the interview with Hijri

Rudaw: First, I would like to ask about the US-Israel war on Iran. You did not get involved in this war. Was this stance based on principle, or were there circumstances that led you to avoid involvement?

Mustafa Hijri: As the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI), along with other Iranian Kurdish opposition forces allied with us, our struggle against the Islamic Republic of Iran began long before these recent conflicts. Our goal has always been to

achieve the demands of our people, and we will continue this struggle in line with our capabilities. Therefore, we were not a party to this war. While the conflict has indeed weakened the Islamic Republic, we have our own programs and objectives, which differ from those of the United States, Israel, and others. As the PDKI - and I would say, other Iranian Kurdish opposition groups working together within this alliance - this has been a deliberate decision.

Did the Kurdistan Region put any pressure on you not to take part in the US-Israel war on Iran?

We are in contact with the Kurdistan Region, but this issue was not discussed. We make our own decisions regarding how to conduct our struggle and determine our course of action.

US President Donald Trump made remarks that sparked widespread reactions, suggesting that weapons provided to protesters ended up in Kurdish hands. Did the US or Trump provide you with wea-

pons?

As the PDKI, we have not received any weapons, nor have members of the alliance we have formed. As for who may have received such weapons, I have no information.

There is currently a ceasefire between the US, Israel, and Iran, and talks are ongoing. Do you believe these talks will lead to long-term peace, or could the war resume?

Over the past 45 years, since coming to power, the Islamic Republic of Iran has not maintained peaceful relations with any side. It seeks to implement an ideology that differs fundamentally from that of Israel, the United States, and much of the world. It has not even established peace with its own people. Therefore, I have little hope that these talks - even if successful - will bring lasting peace and stability to the Middle East, or lead the Islamic Republic to change its policies, despite recent setbacks. As long as the Islamic Republic exists, even in a weakened state, it will not abandon its

programs. It does not have peaceful relations with its own people, nor with the broader international community.

Has the Islamic Republic made any efforts to engage in talks with you in the past, or particularly since this war began?

No, no such attempts have been made.

Do you know whether they have approached other parties within your alliance of Kurdish opposition groups?

To my knowledge, they have not approached them either.

Finally, I know you have meetings to attend, but I would like to ask about the situation of the family members of your cadres based in the Kurdistan Region. Are they under any pressure?

Undoubtedly, they are facing increasing threats and attacks. The camps of Iranian Kurdish opposition groups, where our families are based, have all been bombed. PDKI

camps, in particular, have borne the brunt of these attacks. Despite the start of talks, last night they attacked us. The Islamic Republic has not stopped bombing our camps, including in the Kurdistan Region of Iraq. While it has halted attacks elsewhere, it continues targeting the Kurdistan Region and our positions.

You have met with European lawmakers. What are their positions regarding the rights of Kurds and other nations in Iran?

Based on my meetings with socialist and social-democratic parties, they have consistently supported the rights, democracy, and freedoms of nations within Iran. They show genuine interest in seeing the Iranian people achieve freedom. However, we have yet to see substantial practical steps from them. We hope that moving forward, they will adjust their policies and take a more active role in strengthening Iran's opposition groups.

Le Monde 15 avril 2026

En Turquie, une attaque armée dans une école fait au moins 9 morts et 13 blessés

Un adolescent armé a ouvert le feu mercredi dans un établissement scolaire du sud de la Turquie. La veille, un autre adolescent avait déjà blessé 16 personnes dans un lycée technique du sud-est du pays.

Une attaque armée a été perpétrée, mercredi 15 avril, par un adolescent dans un établissement scolaire du sud de la Turquie. « Nous déplorons 9 morts (...) et 13 blessés. Six d'entre eux sont actuelle-

ment en soins intensifs, dont trois dans une situation critique », a annoncé à Kahramanmaraş, ville où a eu lieu la tuerie, le ministre de l'intérieur turc, Mustafa Çiftçi, revoyant un précédent bilan de 4 morts et 20 blessés.

« Un élève est arrivé à l'école avec des armes, vraisemblablement celles de son père, dans son sac à dos. Il est entré dans deux salles de classe et a ouvert le feu au hasard », a détaillé le gouverneur de la province de Kahra-

manmaraş, Mükerrrem Ün-lüer, lors d'une déclaration à la presse. Les deux classes visées accueillait des élèves âgés d'une dizaine d'années, a précisé le gouverneur, qui ajoute que quatre des blessés se trou-

vent dans un état grave.

L'auteur des faits, âgé de 14 ans, est mort, a dit le gouverneur, sans être en mesure de préciser « *s'il s'agit d'un suicide ou si cela s'est produit dans le chaos* ». Son père, identifié comme un ancien inspecteur de police, a été interpellé mercredi et placé en détention, a fait savoir jeudi la direction générale de la police turque, dans un communiqué.

« *Les supports numériques saisis lors des perquisitions au domicile de l'auteur et dans le véhicule de son père ont été confisqués et sont en cours d'analyse. (...) D'après*

les premiers éléments recueillis, aucun lien avec le terrorisme n'a été établi, il s'agit vraisemblablement d'un acte isolé », a-t-elle ajouté.

« **Notre cœur saigne** »

« *Les premiers éléments de l'enquête ont révélé que l'auteur utilisait sur son profil WhatsApp une image faisant référence à Elliot Rodger, qui avait perpétré un attentat aux États-Unis en 2014* », a expliqué la police turque. Elliot Rodger est l'auteur de la tuerie d'Isla Vista, en Californie. Cet homme de 22 ans avait fait six morts sur le campus d'une université de Santa Barbara, avant de se suicider.

Il avait expliqué dans une vidéo diffusée avant son crime que cette attaque était un « *châtiment* » pour les femmes qui l'avaient rejeté.

Des images diffusées par l'agence de presse privée turque IHA montrent une personne, corps et visage couverts, évacuée dans une ambulance ainsi que des parents d'élèves qui accourent, certains en larmes, aux abords de l'établissement. Le Conseil supérieur de l'audiovisuel turc (RTÜK) a, pour sa part, interdit aux chaînes de télévision turques de diffuser des images relatives à l'attaque. « *Notre cœur saigne. Nos condoléances à la na-*

tion », a déclaré le président du Parlement turc, Numan Kurtulmus.

Mardi, un adolescent armé d'un fusil à pompe avait déjà blessé 16 personnes dans un lycée technique de la province turque de Sanliurfa (Sud-Est), parmi lesquels 10 élèves et 4 enseignants. Neuf des victimes sont toujours hospitalisées mercredi, avait précisé plus tôt le président turc, Recep Tayyip Erdogan. Ce type d'incidents est rare en Turquie, où, selon les estimations d'une fondation locale, citée par l'Agence France-Presse (AFP), des dizaines de millions d'armes à feu sont en circulation, la plupart illégalement.



April 15, 2026

Iran continues strikes on Kurdish opposition groups for second day despite ceasefire

ERBIL, Kurdistan Region - Iranian security forces continued their missile and drone attacks on Kurdish opposition groups in the Kurdistan Region in northern Iraq for the second consecutive day despite a two-week ceasefire between the US and Iran.

The headquarters of the Komala Party of Iranian Kurdistan, in Sulaimani's Zirgwez village came under a renewed Iranian missile attack in the early hours of Wednesday morning, a party official said, without causing any casualties.

The missile attack came one day after several drones hit two other camps of Kurdish opposition groups, wounding



Kurdish fighters inspect damage after an Iranian cross-border attack in Zirgwez, Sulaimani on September 28, 2022. File photo: AFP

two peshmerga fighters and killing another.

The attack occurred just after midnight on Tuesday targeting the leadership department of the Komala party according to Afshin Dadvand, media coordinator for the group. «Fortunately there were no casualties.»

The renewed attacks on Kurdish opposition groups come after the Iran consulate in Erbil released a statement on the day of the ceasefire [calling](#) on Baghdad and Erbil to expel these groups for collaborating with the enemies of Iran.

Dadvand added that the headquarters came under «four to five» other attacks since the war began in late February, when the US and Israel launched a

large-scale offensive against Iran, prompting Tehran to retaliate with hundreds of strikes on US facilities and Iranian Kurdish opposition groups in the Kurdistan Region.

Despite the announcement of a fragile two-week ceasefire between the United States and Iran, Tehran has recently continued to target the Kurdistan Region with drone and rocket attacks.

On Tuesday evening, a young female member of the Komala Toilers of Kurdistan, another Kurdish opposition group, died from wounds she sustained in a drone attack earlier on Tuesday that targeted the group in Sulaimani province.

Azad Salawati, a senior security official from the group,

told Rudaw that “one of the people injured in Tuesday’s drone attack, a young woman, has succumbed to her wounds.”

Komala later issued a statement saying that the slain Peshmerga, Ghazal Mawlan, “was killed in a drone attack launched from the Islamic Republic [of Iran],” noting that she was a native of the city of Mahabad, in the Kurdish-majority West Azerbaijan province in western Iran.

Earlier on Tuesday, two camps belonging to Kurdish opposition groups in the Kurdistan Region came under drone attacks, resulting in several injuries, party sources told Rudaw English.

In addition to the attack on the Komala position, a source from the Kurdistan Demo-

cratic Party of Iran (KDPI), speaking to Rudaw English on condition of anonymity, reported another drone strike on the group’s Azadi camp in Koya city, located around 70 kilometers east of Erbil, adding that “no casualties resulted from the attack.”

The Kurdistan Region is home to several Iranian Kurdish opposition parties, which Tehran labels as “terrorists” or “separatists” and repeatedly carries out cross-border drone, missile, and artillery strikes targeting their positions.

Komala’s Zirgwez base was one of those evacuated as part of a security pact between Iraq, Iran and the Kurdistan Region last year. Only a few fighters remain at the site to guard the party’s belongings.

Le Monde

Madjid Zerrouky
15 avril 2026

Iran : le blocage des ports par les Etats-Unis asphyxie une économie déjà durement touchée par la guerre

Le gouvernement iranien estime à 229 milliards d’euros le montant des dégâts infligés par le conflit. Autant que les cibles militaires, Israël et les Etats-Unis ont visé les piliers de l’économie de la République islamique.

Au bord du précipice, combien de temps l’Iran pourra-t-il tenir ? Engagée dans une course contre la montre pour contraindre l’administration américaine à mettre un terme à la guerre et à renoncer à ses exigences maximalistes, comme un abandon pur et simple par Téhéran de l’enrichissement d’uranium, la République islamique joue son va-tout en bloquant le détroit d’Ormuz. Le président américain, Donald Trump, a en retour décidé d’organiser un blocus des

ports par où transite l’essentiel du pétrole iranien à destination de la Chine. En choisissant l’étranglement économique de l’Iran et en le privant d’entrées d’argent, l’administration américaine tente de faire plier le régime, alors que la guerre a d’ores et déjà ravagé l’économie du pays, placée depuis des années sous sanctions internationales.

Selon de premières estimations, le conflit a endommagé plus de 125 000 bâtiments résidentiels et civils, dont

339 établissements de santé, 32 universités et 857 écoles. Les bombardements ont affecté ou détruit près de 20 000 unités industrielles, allant des petites entreprises aux grands ensembles pétrochimiques et sidérurgiques, contraignant de nombreuses sociétés à fermer et à mettre les employés au chômage. Un premier chiffre, vertigineux, avancé le 14 avril par Fatemeh Mohajerani, la porte-parole du gouvernement iranien, estime à 270 milliards de dollars (229 milliards d’euros)

le montant des dégâts engendrés par le conflit. « Des chiffres préliminaires et très approximatifs », a-t-elle précisé.

Autant, voire plus, que les capacités militaires et balistiques de la République islamique, Washington et Tel-Aviv ont concentré leurs attaques contre le cœur de l’économie iranienne avec une volonté évidente de mettre le pays à genoux. Les secteurs les plus touchés par les frappes aériennes américaines et israé-

liennes sont les principaux de la production industrielle du pays : l'acier, la construction, la pétrochimie et la pharmacie.

« 3 à 4 millions d'emplois perdus »

« *L'ampleur des destructions a été considérable. Il semble qu'Israël et les Etats-Unis ciblent intentionnellement les piliers fondamentaux des moyens de subsistance iraniens, ainsi que la gouvernabilité de l'Etat, c'est-à-dire sa capacité à fournir des services. Jusqu'à présent, les coûts de reconstruction sont estimés à environ 300 milliards de dollars, hors sites militaires et pertes économiques plus larges, liées au chômage et à l'inflation. Selon mon estimation, 3 à 4 millions d'emplois ont été perdus ou sont sur le point de l'être. L'estimation officielle iranienne, non publiée, évoque 2 millions d'emplois perdus. La guerre pourrait entraîner une contraction de l'économie iranienne de 8 % à 10 % en 2026* », explique l'économiste iranien Hadi Kahalzadeh, chercheur au Center for Global Development and Sustainability à l'université Brandeis (Etats-Unis).

Dans le secteur sidérurgique, l'usine de Mobarakeh Steel d'Ispahan, le plus grand producteur de bobines laminées à chaud du pays, a été en grande partie détruite. D'autres poids lourds nationaux ont été touchés, à l'image de Khouzestan Steel, Yazd Alloy Steel et Kavir Steel. Dans le secteur pétrochimique, les installations de Mobin, Fajr et Damavand, qui fournissent de l'électricité, du gaz, de l'oxygène et de l'air comprimé aux complexes pétrochimiques environnants ont été attaquées, entraînant un quasi-arrêt de la chaîne

de production en aval. Or, ces secteurs figurent parmi les principales sources de revenus d'exportation de l'Iran, hors pétrole, à hauteur de 15 milliards de dollars par an, soit près d'un tiers des recettes en devises.

L'étendue du désastre laisse peu de marge de manœuvre à la République islamique. A très court terme, l'économie iranienne dispose de certains amortisseurs – un appareil étatique habitué aux sanctions, une économie informelle et des mécanismes de gestion administrative des pénuries qui devraient lui permettre d'éviter un effondrement immédiat. Mais une prolongation du conflit pourrait entraîner des destructions irréversibles et menacer d'un désastre social.

« *La couverture du chômage et des produits alimentaires de base pendant un an nécessiterait entre 40 % et 50 % du budget public iranien, déjà déficitaire. Si la guerre se poursuit ou si un cessez-le-feu est conclu sans levée des sanctions, les chaînes d'approvisionnement resteront perturbées et les entreprises continueront de fermer, alimentant la colère publique et le mécontentement économique. A mesure que le coût de la guerre augmente, la mauvaise gestion et le manque de capacité de l'Etat à gérer la crise deviendront plus visibles, et la probabilité d'un regain de troubles sociaux augmentera* », ajoute M. Kahalzadeh.

« *Un cessez-le-feu peut mettre fin aux destructions physiques, mais il ne rétablira pas automatiquement les pertes de revenus, l'inflation, le chômage ni l'érosion de la résilience des ménages. Les effets sociaux de la guerre devraient*

durer bien au-delà des combats eux-mêmes, complète-t-il. Le gouvernement est déjà contraint par les sanctions, les déficits budgétaires, une inflation élevée et un faible pouvoir d'achat. Il pourra peut-être encore fournir une aide ciblée à certains groupes, en particulier aux clientèles politiquement importantes, mais il est peu probable qu'il dispose des ressources nécessaires pour une protection sociale généralisée. »

« Risque de chocs monétaires »

Dans le pays, des personnalités, y compris officielles, ne cachent plus leurs inquiétudes. « *Si la guerre s'éternise ou si des cessez-le-feu temporaires sont mis en place, nous continuerons à faire face à des risques sécuritaires et à des sanctions et, dans de telles circonstances, l'économie pourrait entrer dans une phase plus critique* », alerte Ahmad Mokhtar, vice-président de la Commission de l'industrie de la chambre de commerce iranienne, dans un entretien accordé à l'agence de presse économique Eghtesad Online.

« *Dans un tel scénario, il existe un risque de choc monétaire très difficile à maîtriser. Nous pourrions également faire face à des pénuries de matières premières, à des perturbations des importations et à une forte baisse des exportations hors pétrole, prédit-il. Dans ces circonstances, le déficit budgétaire de l'Etat va s'accroître, et il existe un risque de rebond de l'inflation. Le taux d'inflation pourrait même dépasser les estimations précédentes, qui se situaient autour de 40 % à 50 %, et atteindre des niveaux plus élevés.* »

Téhéran insiste donc pour qu'une levée des sanctions internationales fasse partie de tout accord, alors que l'économie du pays pourrait mettre des années, voire des décennies, à se redresser, selon les experts. Mais la République islamique a également démontré, avec le blocage du détroit d'Ormuz, qu'elle peut, elle aussi, infliger des dommages économiques se répercutant à l'échelle mondiale. « *L'Iran peut encore engranger 2 milliards de dollars par mois en exportant d'autres produits que les hydrocarbures. De quoi soutenir un effort de guerre pendant quelques semaines. Mais pas plus* », avance une source diplomatique occidentale.

« *S'il est mis en œuvre avec succès, le blocus naval des ports iraniens par les Etats-Unis réduira considérablement les revenus de l'Iran et obligera celui-ci à interrompre rapidement sa production de pétrole et de gaz. Toutefois, toute pression supplémentaire a peu de chances de contraindre Téhéran à modifier sensiblement ses lignes rouges dans les négociations*, prévient cependant l'ancien diplomate américain Alan Eyre, l'un des négociateurs de l'accord sur le nucléaire conclu en 2015 par l'administration de Barack Obama. *Mais, en imposant ce blocus, les Etats-Unis courent le risque d'une escalade significative de la part de l'Iran, y compris des attaques contre les infrastructures énergétiques du Golfe ou des attaques dans le détroit de Bab Al-Mandab, ce qui contribuerait davantage à déstabiliser l'économie mondiale.* » Tout en plongeant un peu plus la République islamique dans le chaos.

The New York Times April 15, 2026

Done and Dusted? Trump's Portrayal of the War in Iran Collides With Reality.

President Trump is confronting a crisis that is not bending to his narrative of a “pretty reasonable” new regime in Iran and all-but-assured victory for the United States.

President Trump is trying to cast his Iran war as all but over, a done-and-dusted success.

But after years of trying to impose his own reality on the world, he has now run into a crisis that is not bending to his narrative.

“It’s a new regime,” Mr. Trump said in a Fox Business interview that aired on Wednesday, referring to Iran’s new leaders. “We find them pretty reasonable to be honest with you, by comparison pretty reasonable.”

It was the latest instance of Mr. Trump’s trying to spin a “regime change” accomplishment in Iran, even though analysts believe the war may have [only increased the internal sway of Iran’s Islamic Revolutionary Guards Corps](#), the hard-line military force that has long been a major player in Iran’s politics and economy. The new supreme leader, Ayatollah Mojtaba Khamenei, has not been seen in public since he replaced his father, who was killed at the start of the war, but his elevation as head of state has been another symbol of continuity.

“Most generously you could say there is a leadership change,” said Behnam Ben Taleblu, the senior director of the Iran program at the Foundation for Defense of Democracies, a Washington think tank with a hawkish stance on Iran. “It is incorrect for the proponents of the conflict to



President Trump in Miami last week. Mr. Trump has declared a “regime change” accomplishment in Iran, even though analysts believe the war may have only increased the internal sway of Iran’s Islamic Revolutionary Guards Corps. Tierney L. Cross/The New York Times frame this as a change for the better.”

Indeed, trade through the Strait of Hormuz remains far from normal and Iran’s government is not bending to Mr. Trump’s demands on its nuclear program.

But in Mr. Trump’s telling, U.S. victory in Iran is already clear. In the Fox Business interview, reprising his frequent comments of the last two weeks, Mr. Trump asserted that Iran’s navy, air force and anti-aircraft equipment had all been wiped out, along with many top officials. If Iran did not rule out nuclear weapons, Mr. Trump said, “we will be living with them for a little while, but I don’t know how much longer they can sur-

In fact, analysts say, the 40 days of U.S.-Israeli bombardment that ended with last week’s cease-fire appear to have increased the power of the military and hard-liners in the Iranian system. Despite the widespread destruction and the killings of officials by the U.S. and Israeli militaries, the Iranian regime is acting emboldened, having demonstrated that it can wreak havoc in global trade and send U.S. gas prices soaring.

The result is that a president who has long relied on threats and bluster as essential foreign-policy tools seems to be groping for the leverage to bring Iran’s regime to heel. Analysts say that the success

of the administration’s latest effort, its blockade of Iranian ports, depends on the ability of the United States and its allies to withstand the additional pressure that Iran could impose on Persian Gulf trade in response.

Mona Yacoubian, a former State Department official and Middle East expert, drew a contrast in Mr. Trump’s struggle with Iran to his success in exacting concessions from U.S. allies by threatening them with tariffs.

“This is not something he has control over with the stroke of a pen,” said Ms. Yacoubian, who directs the Middle East program at the Center for Strategic and International Studies, a Washington think

tank. "This is where the president's approach of his own charismatic and powerful personality, in my view, is not a match for the complexity, the opacity, that is the case with Iran."

The administration has been eager to portray a groundbreaking deal with Iran as being possible. Vice President JD Vance said Tuesday that Mr. Trump sought a "grand bargain" in which the United States would treat Iran "economically like a normal country" if it acted "like a normal country."

After 21 hours of talks last weekend, Vice President JD Vance left Pakistan without reaching an agreement with Iranian officials. Pool photo by

Jacquelyn Martin

"He doesn't want a small deal," Mr. Vance said.

Mr. Vance ended an [extensive session of talks](#) with Iranian officials in Pakistan last week without an agreement. He said Tuesday that the United States would keep negotiating, and that "the people we were sitting across from wanted to make a deal."

But Iran appears to have taken note of the leverage it has against Mr. Trump, given the [pain of rising gas prices](#) and Republican worries that the unpopularity of the Iran war could hurt the party in the midterm elections in November. That means

that even though Iran appears ready to negotiate, its leaders could make demands of their own on matters like the future governance of the Strait of Hormuz, while still driving a hard bargain on nuclear policy, the issue that matters most to Mr. Trump.

Nate Swanson, a former U.S. official who was on the Trump negotiating team with Iran until July, said the regime in Tehran was not going to capitulate to Mr. Trump's demands in negotiations, "just as they did not on the battlefield." Mr. Trump was unlikely to succeed, he said, in "trying to force transformational change on a system that feels like it just won a war."

"Iran will only make a deal

they see as being in their interest," Mr. Swanson, now at the Atlantic Council, said. "That will most likely be small and transactional."

Mr. Swanson also cautioned against reading too much into the perceived pragmatism of individual Iranian negotiators like Mohammad Bagher Ghalibaf, the parliament speaker whom [Mr. Trump has cast](#) as part of a more moderate, new crop of Iranian leaders. Without a consolidated power base, all Iranian officials will need to emphasize their hard-line bona fides, he said.

"It's not in Ghalibaf's or anyone else's interest to stray from the party line right now," Mr. Swanson said.



April 15, 2026

Yazidis suspend new year celebrations amid regional war concerns

ERBIL, Kurdistan Region - The Yazidi Supreme Spiritual Council has suspended all official public ceremonies for the community's New Year, known as Sere Sal, citing regional instability.

Mir Hazim Tahsin Saeed, the temporal and spiritual head of the Yazidi community worldwide, said in a Monday statement on the Facebook that it was decided to "postpone the traditional Parade of the Sanjaq [peacock in English]" - an ancient and highly sacred Yazidi ritual.

Saeed further added that a "strict ban" would be imposed on all media coverage inside Lalish Temple - the Yazidis' holiest site in the mountains



A Yazidi girl holds up a lamp with a flame at Lalish Temple, Lalish Temple - the Yazidis' holiest site in Shekhan district, located in the Kurdistan Region's northern Duhok province.. Photo: Bilind T. Abdullah/rudaw of Shekhan district, located in the Kurdistan Region's northern Duhok province.

Sere Sal, the Yazidi New Year celebrated in April, is an ancient festival deeply tied to nature's cycles, symbolizing the renewal of life, the emergence of spring, and cosmic rebirth.

The rare suspension of celebrations comes against the backdrop of a six-week war that shook the region.

The United States and Israel launched a coordinated military campaign against Iran on February 28, striking thousands of targets across the country.

In response, Tehran carried out thousands of drone and missile strikes across the Middle East, targeting alleged US assets in the region - par-

ticularly in Gulf Arab states - as well as launching retaliatory attacks against Israel.

The Iranian response also involved Iraqi armed groups aligned with the Tehran-led 'Axis of Resistance,' with several factions claiming responsibility for attacks on alleged US targets in the region, including in Iraq and the Kurdistan Region.

According to Rudaw tracking, the Kurdistan Region endured more than 700 drone and missile attacks, killing over a dozen people and injuring more than 90 others throughout the near-forty-day war.

A Pakistan-brokered two-week ceasefire between the

US and Iran came into effect early last week that was followed by rare face-to-face talks between American and Iranian negotiators in Islamabad on Saturday. The discussions lasted roughly 21 hours but ended without a final agreement.

Amid reports that the warring sides might meet again in the coming days, Mir Tahsin Saeed on Tuesday urged an end to the war, expressing hope "for security, safety, stability, and prosperity," and emphasizing the need to consolidate peace and coexistence.

In a congratulatory message to the Yazidis, President Masoud Barzani reaffirmed Kurdistan's unwavering support for the community.

"I emphasize that we stand with them in their pain and suffering and support the demands of the Yazidi sisters and brothers," the preeminent Kurdish leader said.

Notably, the Yazidi leadership's decision mirrors recent preventative measures implemented by other ethno-religious groups in the region.

In early April, Christian leaders in the Kurdistan Region and Iraq's northern Nineveh province suspended public festivities for both Easter and the Assyrian New Year, Akitu. Observances for those holidays were strictly limited to standard church services as a precaution amid the volatile security situation.

Le Monde

Mathias Enard
15 avril 2026

La poète Forough Farrokhzad est l'une des figures du renouveau littéraire qui a soulevé l'Iran prérévolutionnaire. Ses écrits, puissants et désarmants, font l'objet de deux livres formidables

J'irai jusqu'au rivage du soleil. Poésie complète », de Forough Farrokhzad, traduit du persan, édité et introduit par Leili Anvar, « Poésie/Gallimard »,

« Œuvres en prose », de Forough Farrokhzad, traduit, édité et introduit par Sébastien Jallaud, Les Belles Lettres, 384 p., 25,90 €, numérique 20 €.

En automne 1977, à Téhéran, le soir du lundi 10 octobre, pour être précis, dans les jardins fort élégants de la Société germano-iranienne, 2 000

spectateurs prenaient place autour du bassin, entre les arbres ; la foule suivait respectueusement les contours des parterres de roses – dehors, au-delà des grilles de la villa, au coin de l'avenue Vozara, là où, tout près de cette immense artère qui grimpe les pentes de l'Elbourz, jusqu'à 1 600 mètres d'altitude, et s'appelait alors, aux temps du chah d'Iran, l'avenue Pahlavi, sur les trottoirs, près de 10 000 personnes de plus étaient rassemblées pour entendre... de la poésie. Des poètes. Femmes et hommes. Pendant dix nuits. Dix soirées

consécutives – bravant la dictature, la censure et la pluie, qui transforma le public, dès le mercredi soir, en une étrange forêt bigarrée de milliers de parapluies –, l'Iran commença sa révolution par des poèmes.

Ces *dah chab*, « dix nuits » de lectures organisées par l'Association des écrivains d'Iran et le Goethe Institut, marquent en effet, pour les historiens, le début de la période révolutionnaire qui renversera l'Empire et donnera naissance à la République islamique d'Iran, le 1^{er} avril 1979.

Ces *dah chab* signifient aussi l'apogée de la puissance de la « poésie nouvelle », le *shere now*, le mouvement de renouvellement de la poésie iranienne, commencé après la seconde guerre mondiale, qui vient bouleverser le monde millénaire de la poésie persane – un monde qui s'étendait de l'Asie à l'Europe, de la Malaisie à la Serbie, et dont les canons ont imprégné durablement les cultures de l'Inde moghole ou de l'Empire ottoman.

Une des figures les plus attachantes de ce tournant de la

littérature en Iran, véritable étoile poétique dont le visage orne les tee-shirts et les chambres des adolescents, est sans nul doute la poète Forough Farrokhzad, morte en 1967 à l'âge de 32 ans, dont l'œuvre poétique complète vient d'être traduite par l'iranologue Leili Anvar pour la collection « Poésie/Gallimard ». Un beau recueil des œuvres en prose de Forough Farrokhzad, traduit, lui, par Sébastien Jallaud, regroupant un choix de lettres, d'entretiens, ainsi que les articles de presse et les quelques nouvelles qu'on lui connaît, paraît simultanément aux Belles Lettres. Une première traduction de l'œuvre poétique avait déjà paru en 2017, par Jalal Alavinia, avec Thérèse Marini, préfacée par [Christian Jambet](#), aux éditions Lettres persanes, le tout constituant un ensemble rare pour une poète iranienne en France, et même en Europe. Il faut passer d'un ouvrage à l'autre, laisser les lettres de Forough elle-même commenter, en quelque sorte, sa poésie ; la qualité des deux traductions ajoute encore à un plaisir de lecture déjà immense.

Lyrisme brûlant

« Pourquoi cette attraction universelle pour la poésie de Forough Farrokhzad perdure-t-elle presque soixante ans après sa mort ? », se demande Leili Anvar dans son émouvante introduction. « Ce qui compte, répond-elle, c'est



Photo La poète iranienne Forough Farrokhzad, près de Téhéran, en 1966. EBRAHIM GOLESTAN

la voix, la voix dans sa singularité, son authenticité, son universalité. Cette voix qui perdure au-delà du silence et de la mort. » Téhéranaise, fille de militaire, mariée à 16 ans, mère à 17 ans, Forough Farrokhzad publie son premier poème à 19 ans, « Le Pêché », et il fera scandale : « *J'ai péché oui j'ai péché – jouissance inouïe/ dans des bras de feu, enflammés.* » Dès son premier cri, cette voix est celle de la liberté – liberté du désir, liberté du plaisir, liberté de choix de son mode de vie : Forough se sépare de son mari dès 1955 – elle a 20 ans, et elle publie son premier recueil, *La Prisonnière*, d'un lyrisme brûlant.

La courte vie de Forough sera

à la fois rythmée par la passion et parcourue par un fleuve sombre, un air de basse, grave et souterrain : tentatives de suicide, dépression, hôpital psychiatrique, électrochocs. Ses lettres se font le reflet de cette vie douloureuse, balançant entre les plaisirs de la création et les difficultés à trouver sa place dans ce monde entièrement soumis (ou presque) au bon vouloir des hommes. Forough Farrokhzad est aussi cinéaste et réalise un documentaire sur le sort des lépreux d'une léproserie de Tabriz, *La maison est noire* (1962). Son œuvre est une ascension constante vers une simplicité magique, une puissance désarmante, l'expérience faite poésie.

Les deux derniers recueils, *Une autre naissance* (1963) et *Au seuil d'une saison froide* (posthume, 1974), sont d'autant plus déchirants que l'on y entrevoit un écho effrayant du Téhéran d'aujourd'hui, le Téhéran d'après le mouvement Femme, vie, liberté et le Téhéran d'après le récent soulèvement : « *Le petit jardin de notre maison se sent seul/ Toute la journée/ On entend derrière la porte des déflagrations/ Et des explosions/ Tous nos voisins plantent dans leurs jardins/ Des obus et des mitraillettes, en guise de fleurs.* (...) *Moi, j'ai peur de cette époque/ Qui a perdu son âme/ J'ai peur d'imaginer/ L'inutilité de tant de mains/ Peur de me représenter l'étrangeté de tant de visages.* »

En Turquie, 162 personnes interpellées et 1 000 comptes sur les réseaux sociaux bloqués après les fusillades dans des écoles

L'attaque qui a provoqué mercredi la mort de huit élèves et d'une enseignante était la seconde en une semaine dans le pays. Selon la police turque, les commentaires commis en ligne après les fusillades affectent « négativement l'ordre public ».

162 personnes ont été arrêtées et plus de 1 000 comptes de réseaux sociaux ont été bloqués en Turquie après les deux fusillades scolaires qui ont eu lieu dans le sud et le sud-est du pays, a annoncé jeudi 16 avril le ministre de la justice turc, Akin Gurlek.

« De nombreux comptes ont été identifiés comme ayant (...) diffusé des contenus susceptibles de semer la peur, l'anxiété et la panique au sein de la population, propagé publiquement des informations trompeuses et fait l'apologie du crime et des criminels », a affirmé le ministre sur X.

Plus tôt dans la journée, la police turque a déclaré avoir émis des mandats d'arrêt visant des dizaines de personnes accusées de trouble à l'ordre public pour s'être livrées à l'apologie en ligne des fusillades. « Des mandats d'arrêt ont été émis contre 83 personnes qui se sont livrées à des posts et à des activités faisant l'apologie de crimes et de criminels affectant négativement l'ordre public, et des poursuites ont été déclenchées contre elles », a affirmé la police dans un communiqué.

L'attaque de mercredi, qui a provoqué la mort de huit élèves et d'une enseignante, était la seconde en une semaine dans le pays. Mardi, un premier adolescent, né en 2007 et armé d'un fusil à pompe, avait déjà fait 16 blessés dans un lycée technique de la province turque de Saniurfa, parmi lesquels dix élèves et quatre enseignants. Plus de 3 500 enseignants turcs ont manifesté jeudi à Ankara à l'appel de plusieurs syndicats pour demander la démission du ministre de l'éducation, a constaté un journaliste de l'Agence France-Presse (AFP). « Des taches de sang sur mon métier » ou « Où étiez-vous quand nos enfants étaient en train de mourir ? », ont scandé les protestataires, mobilisés après les deux fusillades.

Une « attaque d'ampleur » planifiée

La direction générale de la police turque a par ailleurs fait savoir que l'auteur de la tuerie scolaire de Kahramanmaraş, un adolescent de 14 ans, « utilisait sur son profil WhatsApp une image faisant référence à Elliot Rodger, qui avait perpétré un attentat aux

Etats-Unis en 2014 ». Le père du tireur, identifié comme un ancien inspecteur de police, a été interpellé mercredi et placé en détention provisoire, a-t-elle précisé. Le parquet de Kahramanmaraş a quant à lui affirmé jeudi que l'adolescent avait prémédité l'attaque d'« ampleur », d'après un « document du 11 avril » retrouvé dans son ordinateur.

La référence à Elliot Rodger renvoie à l'auteur de la tuerie d'Isla Vista, en 2014 en Californie. Cet homme avait fait six morts sur le campus d'une université de Santa Barbara, avant de se suicider. Il avait expliqué dans une vidéo diffusée avant son crime que cette attaque était un « châtiment » pour les femmes qui l'avaient rejeté. Les huit élèves victimes de l'attaque de mercredi, cinq garçons et trois filles, avaient entre 10 et 11 ans et l'enseignante était âgée de 55 ans, selon une liste d'avis de décès de la municipalité de Kahramanmaraş, consultée par l'Agence France-Presse (AFP).

« Aucun lien avec le terrorisme »

Les établissements scolaires

de la province de Kahramanmaraş resteront fermés jeudi et vendredi, a fait savoir le ministre de l'intérieur. L'auteur de la tuerie est mort, avait affirmé mercredi le gouverneur de la province de Kahramanmaraş, Mükerrrem Ünlüer, sans être en mesure de préciser « s'il s'agit d'un suicide ou si cela s'est produit dans le chaos ».

« Les supports numériques saisis lors des perquisitions au domicile de l'auteur et dans le véhicule de son père ont été confisqués et sont en cours d'analyse. (...) D'après les premiers éléments recueillis, aucun lien avec le terrorisme n'a été établi, il s'agit vraisemblablement d'un acte isolé », a ajouté la police turque.

« Un élève est arrivé à l'école avec des armes, vraisemblablement celles de son père, dans son sac à dos. Il est entré dans deux salles de classe et a ouvert le feu au hasard », avait détaillé M. Ünlüer. Ce type d'incident est rare en Turquie, où, selon les estimations d'une fondation locale, des dizaines de millions d'armes à feu sont en circulation, la plupart illégalement.



April 16, 2026

President Barzani, Iranian deputy FM stress ceasefire, dialogue amid regional escalation

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdistan Region President Nechirvan Barzani on Friday met with Iranian Deputy Foreign Minister Saeed Khatibzadeh on the sidelines of a high-level diplomacy forum in Turkey, where the two sides discussed regional developments and the repercussions of regional conflicts, including the recent six-week war on Iran.

In a statement, the Kurdistan Region Presidency reported that President Barzani and Khatibzadeh discussed “relations between Iraq, the Kurdistan Region and the Islamic Republic of Iran,” with “both sides stressing the need to strengthen ties and enhance joint cooperation in areas of mutual interest.”

Meeting on the sidelines of the Antalya Diplomacy Forum (ADF), the two top diplomats also discussed the nearly 40-day war on Iran, emphasizing “the importance of maintaining the [ongoing] ceasefire” and continuing dialogue among the warring parties “to prevent further escalation, achieve peace, and preserve stability and security across the Middle East.”

The United States and Israel launched a coordinated military campaign against Iran on February 28, with official reports from Washington and Tel Aviv indicating that over 17,000 strikes were carried



Kurdistan Region President Nechirvan Barzani meets Iranian Deputy Foreign Minister Saeed Khatibzadeh in Antalya, Turkey, on April 17, 2026. Photo: Kurdistan Region Presidency

out against sites across Iran deemed to “pose an imminent threat.”

In response, Tehran launched thousands of drone and missile strikes across the Middle East, targeting alleged US assets - particularly in Gulf Arab states - as well as carrying out retaliatory attacks against Israel.

A Pakistan-brokered two-week ceasefire between Iran, Israel, and the US came into effect early last week, followed by rare face-to-face talks between senior American and Iranian negotiators in Islamabad on Saturday.

While the first round of discussions ended without a

final agreement on Sunday, a high-level Pakistani “political-security delegation” arrived in Iran on Wednesday, reportedly to deliver a “new message” from Washington to Tehran and lay the groundwork for a second round of talks, Iranian state media reported.

Among the key sticking points remain differences over Iran’s nuclear enrichment capabilities and the management of the strategic Strait of Hormuz, through which about 20 percent of the world’s oil trade flows.

For his part, the Kurdistan Region President affirmed in remarks published last week by the prominent Italian

newspaper *Corriere della Sera* that “there is no military solution to the Iranian crisis.” He added that “the only way forward now is diplomacy,” noting that patience is required given the cultural differences between the Iranian mindset, which is detail-oriented, and the American approach, which seeks rapid resolutions.

President Barzani further underlined that “everything must be done to consolidate the ceasefire,” affirming that the Kurdistan Region, since the onset of the war, has “opposed using its territory as a base against its neighbors” and reiterating that “it is not a party to the conflict.”



April 16, 2026

Kurdistan Region hit by 16 drones, missiles since US-Iran ceasefire

ERBIL, Kurdistan Region - Two drones and a missile struck Iranian opposition bases near Erbil and Sulaimani on Thursday, bringing the total number of attacks to 16, despite a two-week ceasefire between the United States and Iran.

"It only resulted in material damage," an official from the Kurdistan Freedom Party (PAK) told Rudaw after a drone hit one of their bases near Erbil on Thursday.

Another bomb-laden drone targeted a Kurdish group in Balisan, north of Erbil. A base belonging to the Komala Revolutionary Toilers of Iranian Kurdistan near Sulaimani was also struck. No casualties were reported, Rudaw has learned.

The renewed attacks on Kurdish opposition groups come after the Iranian consulate in Erbil issued a statement on the day of the ceasefire, calling on Baghdad and Erbil to expel these groups for allegedly collaborating with Iran's enemies.

Despite the announcement of a fragile two-week ceasefire, Tehran has continued to target the Kurdistan Region with drone and missile strikes.

On Tuesday evening, a young female member of the Komala Toilers of Kurdistan died from



Damage from an Iranian attack near the city of Sulaimani, Kurdistan Region. AFP file photo

wounds she sustained in a drone attack earlier that day targeting the group in Sulaimani province.

During the conflict, more than 700 drones and missiles struck the Kurdistan Region, killing over a dozen people and injuring at least 90, according to Rudaw estimates.

Based on official statements and Rudaw data, the Kurdistan Region has been hit by 12 drones and missiles in the past 48 hours alone.

A drone strike on Surdash camp, southwest of Sulaimani,

on Tuesday left one Iranian Kurdish fighter dead and at least two others injured.

Tehran views Iranian Kurdish opposition groups as an existential threat - a concern that intensified following the 2022 "Women, Life, Freedom" movement, which began as a call for women's rights and later evolved into nationwide anti-government protests. Hundreds were killed and thousands arrested during the unrest.

Iran has accused these groups of fueling and expanding the protests, leading to a security

agreement with the Iraqi government in September 2023 aimed at disarming and relocating them. Although they have been moved away from border areas and placed in six camps across the Kurdistan Region, Iran has continued to strike their positions, describing the attacks as pre-emptive.

The Kurdistan Region hosts several Iranian Kurdish opposition parties, which Tehran labels as "terrorist" or "separatist" groups, and has repeatedly targeted them with cross-border drone, missile, and artillery strikes.



April 16, 2026

KDP to boycott Kirkuk council meeting amid expected governor change

ERBIL, Kurdistan Region - The Kurdistan Democratic Party (KDP) announced on Wednesday that it would boycott a key Kirkuk provincial council meeting slated for the following day, which is set to bring together Kurdish, Arab, Turkmen, and Christian representatives to address the potential resignation of Kirkuk Governor Rebwar Taha, a member of the KDP's rival Patriotic Union of Kurdistan (PUK).

"We will not participate in tomorrow's [Thursday's] session of the Kirkuk provincial council and will boycott it," the KDP said in a statement, noting that the party's decision is not political but rather "a continuation of our previous national positions." It further warned that "deciding on the future of Kirkuk ... without returning to the true will of the city's representatives and the voices of its loyal people, harms coexistence and national achievements."

The KDP characterized the boycott as a rejection of "a process where legitimate representatives are marginalized and decisions are imposed against the will of the people," affirming that it "will not compromise on national rights" and that "securing positions is of no importance if the cost is subordination."

"We will only support a consensus that justly protects the rights of all and places the dignity of the citizens of Kirkuk above everything else," the party concluded.



Kurdistan Democratic Party (KDP) logo. Graphic: Rudaw

The statement comes as the Kirkuk provincial council is set to hold a key meeting on Thursday, Rudaw has learned, with the main item on the agenda being Taha's resignation from his position and the election of a new governor as his replacement.

Taha was named governor during a special council session held at the well-known al-Rasheed Tulip Hotel in Baghdad's heavily fortified Green Zone in early August 2024. His appointment marked the return of a Kurdish governor to Kirkuk for the first time since 2017.

Nonetheless, the session was boycotted by representatives of the KDP, the Iraqi Turkmen Front (ITF), and the Arab Alliance, all of whom ar-

gued that it violated legal procedures, as the session was not convened by the eldest member of the council as required by law, and that holding it in the Iraqi capital was intended to bypass the objections of the other ethnic components.

Meanwhile, Rudaw reporter in Kirkuk Hardi Mohammed on Wednesday cited well-placed sources in the province as stating that while Taha is expected to step down during Thursday's session, a vote will be held to appoint Mohammed Samaan Agha, the head of the ITF, as the new governor, marking the first time a Turkmen would hold the post since 1924.

The anticipated changes seemingly come amid intense

political maneuvering within the Kirkuk provincial council. According to information obtained by Rudaw, the PUK has struck an agreement with Arab and Turkmen parties, under which the PUK would relinquish the governorship in exchange for several key positions, including several key mayoralities within Kirkuk, as well as the police directorate and the post of deputy governor.

The development notably comes just days after the controversial election of the PUK's Nizar Amedi as Iraq's new president in a Saturday session boycotted by the KDP, which cited a lack of political consensus over the candidate for a post traditionally held by a Kurd.

Le film « Yellow Letters » met en lumière les vies en vrac des intellectuels turcs réprimés : « Du jour au lendemain, tu deviens un indésirable »

Entre 2016 et 2018, des milliers de professeurs turcs opposés au régime du président Erdoğan ont été limogés et mis au ban de la société. Récompensé de l'Ours d'or du meilleur film de la Berlinale 2026, le long-métrage d'İlker Çatak se penche sur leur sort, et réveille de douloureux souvenirs chez ces anciens membres du corps enseignant.

Je suis complètement sonnée », lâche Acun Karadağ, 57 ans, à la sortie d'un cinéma d'art et d'essai du quartier de Kızılay, dans le centre d'Ankara. Emmitouflée dans un manteau d'hiver, elle tire de longues bouffées sur sa cigarette et tente de rassembler ses idées. « Dans plusieurs scènes, j'ai reconnu nos slogans et nos dossards de grève », se lance-t-elle.

Récompensé le 21 février par l'Ours d'or du meilleur film de la Berlinale 2026, *Yellow Letters*, réalisé par le cinéaste allemand d'origine turque İlker Çatak, suscite une émotion toute particulière dans les cercles enseignants et universitaires en Turquie, où il est sorti en salle le 27 mars. Le scénario s'inspire en effet de l'histoire de plusieurs milliers d'enseignants et professeurs turcs limogés entre 2016 et 2018 pour leur engagement politique.

En janvier 2016, une pétition signée par plus de 2 000 universitaires, intitulée « Nous ne serons pas complices de ce crime ! », accusait l'État de violation des droits humains dans le Sud-Est kurde, après la reprise des violences entre les forces armées turques et l'organisation armée du Parti des travailleurs du Kurdistan (classé comme organisation terroriste par Ankara et ses alliés occi-



Bediz Yılmaz, ancienne maîtresse de conférences à l'université de Mersin, à Istanbul, le 10 avril. ÖZGE SEBZECI POUR LE MAGAZINE DU MONDE

dentaux).

Le courroux du président Erdoğan

Cette initiative avait suscité le courroux du président Recep Tayyip Erdoğan, qui avait accusé les signataires de « trahison », quelques jours après la publication du texte. Dans la foulée de la tentative de putsch ratée du 15 juillet 2016, la répression s'était abattue sur eux. L'état d'urgence laissait les coudees franches aux autorités pour qu'elles règlent leurs comptes avec leurs opposants,

qu'ils soient membres de la confrérie de Fethullah Gülen (le prédicateur, mort en exil en 2024, accusé d'avoir fomenté le coup d'Etat) ou issus des milieux de gauche proches du mouvement kurde.

Au total, 406 universitaires signataires, et près de 1 565 membres du syndicat d'enseignants Egitim-Sen, tous niveaux confondus, avaient été licenciés, accusés d'entretenir des liens avec des organisations considérées comme terroristes.

Dans le film, Aziz et Derya

Tufan forment un couple d'intellectuels heureux, au faite de leur carrière. Lui, dramaturge, metteur en scène et enseignant à la faculté d'Ankara, et elle, actrice reconnue, mènent une vie confortable en compagnie de leur fille, Ezgi, dans la capitale turque. Mais des enveloppes jaunes viennent bouleverser le cours de leur vie.

Ces lettres annoncent à Aziz et ses collègues de l'université qu'ils sont renvoyés, tandis que Derya est exclue de sa troupe de théâtre. En cause : leur engagement politique pacifiste,

qui fait d'eux des cibles à abattre pour les autorités et leur hiérarchie. Subitement privés de revenus, ils sont contraints de déménager à Istanbul, chez la mère d'Aziz, où ils tentent de retrouver leurs repères. L'équilibre familial vacille.

Des bribes de leur histoire personnelle

A l'instar d'Aziz et de Derya, Acun Karadağ s'est vu désignée comme « KHKli » – sigle pour *kanun hükmünde kararname*, soit « décrets-lois » –, lorsqu'elle a lu son nom, comme des milliers d'autres, parmi ceux listés sur les dizaines de décrets-lois publiés sur le site Internet du Journal officiel pendant les années d'état d'urgence (2016-2018), et qui valaient mise au ban. « *Sur la liste, nous étions cités comme des personnes ayant des liens avec le terrorisme. Dès le lendemain, on m'a interdit de revenir à l'école, je n'ai même pas pu dire au revoir à mes élèves* », se souvient l'enseignante en sciences sociales.

S'en sont suivies cinq années de turbulences durant lesquelles Acun Karadağ n'a jamais cessé de se mobiliser contre cette injustice, malgré une incarcération et une lourde opération au cœur. « *Mon chirurgien connaissait mon engagement et ne m'a jamais rien fait payer. J'ai reçu beaucoup de soutien de mes proches, même de mes voisins* », raconte-t-elle, pleine de gratitude. Entre deux gorgées de bière, elle se dit encore envahie par la colère, mais c'est surtout une indéfectible joie de vivre qui se dégage de cette militante.

Depuis quinze jours, sur les groupes WhatsApp des « KHKli », les discussions au sujet du film vont bon train. Certains se réjouissent d'y retrouver des bribes de leur histoire personnelle. D'autres, à l'inverse, estiment que le scénario a tordu la réalité de leur vie. Pourtant, c'est bien par vo-



İsmet Akça, ancien maître de conférences à l'université de Yıldız Teknik, à Istanbul, le 10 avril. ÖZGE SEBZECI POUR M LE MAGAZINE DU MONDE

lonté de s'adresser à toutes les victimes des régimes autoritaires qu'İlker Çatak a préféré la fiction au documentaire.

« Cette période m'a rendu alcoolique »

Pour Yasin Durak, 41 ans, sociologue à l'université de Niğde, au sud-est d'Ankara, licencié le 1^{er} septembre 2016, *Yellow Letters* ne reflète que partiellement la violence sociale subie par les universitaires à l'époque. « *Du jour au lendemain, tu deviens un indésirable aux yeux de la société. Certains ne l'ont pas supporté et il y a même eu un suicide* », tient-il à rappeler.

Casquette vert kaki enfoncée sur la tête, barbe fournie et petite chaîne en guise de boucle d'oreille, Yasin Durak n'a jamais renié son engagement socialiste. Mais il reconnaît que cette « *mort civile* », provoquée par une simple signature, a profondément affecté sa santé mentale. « *Je ne buvais pas autant avant. Cette période m'a rendu alcoolique* », confie-t-il d'une voix grave.

Contre toute attente, il a obtenu, en mars, l'autorisation de reprendre ses enseignements à l'université. Une nouvelle qu'il a reçue avec soulagement, mais qui ne compensera jamais dix années d'errance.

« Cette pétition n'aura servi

à rien »

Assise à l'une des tables du restaurant qu'elle vient d'ouvrir dans le centre d'Istanbul, Bediz Yılmaz, 53 ans, ex-maîtresse de conférences à l'université de Mersin, tire aussi un bilan amer de la décennie passée : deux années sombres en Allemagne et des petits boulots à la chaîne, sans stabilité financière. A l'évocation des interminables procédures judiciaires encore en cours, elle lève les yeux au ciel et soupire : « *Si je devais résumer cette période en un mot, je dirais que tout cela est absurde.* »

Cette traversée du désert a également été marquée par son divorce. « *Avec mon mari, nos routes se sont progressivement séparées et nous sommes devenus des étrangers l'un à l'autre* », témoigne-t-elle d'une voix tremblante. Un récit en écho au scénario de *Yellow Letters*, dans lequel les acteurs Özgü Namal et Tansu Biçer interprètent magistralement un couple qui se délite, éprouvé par le déclassement.

Aujourd'hui, Bediz Yılmaz participe à un projet d'agriculture en zone urbaine et s'est associée à une amie pour reprendre une *meyhane* – un restaurant où l'on boit du raki, la boisson nationale au goût anisé – dans le célèbre passage de Syrie, dans le centre-ville. Avec le recul, elle estime que « *cette pé-*

tition n'aura servi à rien. Pourtant, je ne regretterai jamais de l'avoir signée ».

Perdus dans les limbes juridico-administratives

Aucun regret. Un sentiment que partage İsmet Akça, 53 ans, ancien maître de conférences du département de sciences politiques et relations internationales de l'université de Yıldız Teknik, à Istanbul, qui enchaîne lui aussi les petits boulots. « *La période de la reprise des combats dans le Sud-Est kurde était terrible. Nous n'avons pas d'autres choix que de nous mobiliser* », abonde-t-il.

Fin connaisseur du fonctionnement de l'Etat turc, il s'est, dit-il, « *détaché* » de sa situation en attendant des jours meilleurs, lorsqu'une configuration politique plus favorable déblocquera éventuellement le traitement de leurs dossiers perdus dans les limbes juridico-administratives. Un moment qui n'est pas encore advenu, les réintégrations restant à ce jour aléatoires.

Une incertitude savamment instrumentalisée par le pouvoir, comme le rappelle *Yellow Letters*. « *Faire attendre, maintenir dans le flou, c'est l'une des méthodes des régimes autoritaires* », déclame le personnage de Derya sur les planches, dans une des scènes de mise en abyme du film.

Au-delà des trajectoires individuelles, ces licenciements punitifs massifs auront infléchi lourdement la trajectoire du pays. « *Il y avait une sorte de figure de l'universitaire de gauche, engagé, qui élevait la voix et qui s'exprimait sur des questions de société ou des sujets politiques sensibles. [Le pouvoir a] réussi à semer la peur, conclut İsmet Akça. Les gens se sont repliés sur eux-mêmes. Désormais, ce profil de l'universitaire engagé a presque disparu du paysage médiatique.* »

«Ils ont accepté de nous rendre la poussière nucléaire» : Donald Trump assure que l'Iran va céder son uranium enrichi

La République islamique n'a pas confirmé l'information annoncée jeudi soir par le président américain à propos de son stock d'uranium enrichi.

Donald Trump a assuré jeudi que l'Iran avait accepté de céder son uranium enrichi, l'une de ses exigences pour un accord avec Téhéran, et a annoncé un cessez-le-feu sur le front libanais du conflit. «Ils ont accepté de nous rendre la poussière nucléaire», a déclaré le président américain aux journalistes à la Maison-Blanche, utilisant le terme qu'il emploie pour désigner les stocks d'uranium enrichi, en ajoutant: «Il y a de très bonnes chances que nous parvenions à un accord».

La République islamique n'a pas confirmé cette information dans l'immédiat, alors que des tractations sont toujours en cours, sous l'égide du Pakistan, afin d'organiser une deuxième session de négociations, après l'échec de la première à Islamabad le week-end dernier, pour mettre durablement fin à la guerre.

Donald Trump a remporté jeudi un succès diplomatique sur le front du Liban, en annonçant que le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président libanais Joseph Aoun étaient d'accord pour un cessez-le-feu d'une durée de dix jours à partir de 21h00 GMT, incluant le Hezbollah. L'influent chef de l'armée pakistanaise Asim Munir était pour sa part en Iran jeudi pour rencontrer le président

Parlement Mohammad Bagher Ghalibaf, considéré comme le principal interlocuteur du côté de Téhéran.

Alors que le conflit a fait des milliers de morts, principalement en Iran et au Liban, et secoue l'économie mondiale, le monde espère à minima une prolongation du cessez-le-feu de deux semaines, en vigueur depuis le 8 avril. Pour l'heure, l'Iran verrouille toujours le détroit d'Ormuz, et Washington impose depuis lundi un blocus sur les navires en provenance ou à destination des ports iraniens. «Si l'Iran fait le mauvais choix, alors il y aura un blocus et des bombes qui tomberont sur ses infrastructures électriques et énergétiques», a menacé Pete Hegseth, le chef du Pentagone.

«Pas de date»

L'Iran a de son côté menacé de bloquer également la mer Rouge, tout en réaffirmant sa volonté de négocier. L'ambassadeur iranien à l'ONU a déclaré que Téhéran était «prudemment optimiste» quant à ses négociations visant à mettre fin aux hostilités avec les États-Unis, tout en exprimant l'espoir d'un «résultat significatif».

Jeudi, Israël a encore menacé l'Iran de frappes «encore plus douloureuses» s'il refusait de se plier aux demandes des États-Unis notamment sur l'armement nucléaire. Il n'y a en tout cas pour l'instant «pas de date» fixée pour un deuxième round de discussions, a indiqué à la presse le porte-parole du ministère pakistanaï des Af-

fares étrangères.

À Washington, la Chambre des représentants a rejeté à nouveau jeudi une initiative des députés démocrates qui souhaitaient restreindre les pouvoirs de Donald Trump dans la guerre contre l'Iran et le forcer à obtenir l'aval du Congrès pour poursuivre les hostilités.

La présidence de la République française a annoncé jeudi soir qu'une «trentaine de participants» assisteraient vendredi à une visioconférence coprésidée par Emmanuel Macron et le Premier ministre britannique Keir Starmer, pour mettre en place une mission de sécurisation du détroit d'Ormuz quand les conditions le permettront.

Cessez-le-feu au Liban

Au Liban, «les deux parties veulent la PAIX, et je crois que ça va se réaliser rapidement», a commenté Donald Trump sur sa plateforme Truth Social, avant d'assurer que Joseph Aoun et Benjamin Netanyahu étaient attendus à la Maison-Blanche «au cours des quatre ou cinq prochains jours».

Le cessez-le-feu de dix jours qu'Israël a accepté avec le Liban offre une occasion de «paix historique» avec Beyrouth, a déclaré jeudi soir le Premier ministre israélien, rappelant néanmoins son exigence d'un désarmement du Hezbollah comme préalable. Il a aussi souligné que les forces armées israéliennes allaient «rester dans le sud [du Liban] dans une bande frontalière de dix kilomètres de profondeur», tan-

dis que l'armée libanaise a exhorté jeudi soir les habitants du sud déplacés à reporter leur retour jusqu'à l'entrée en vigueur effective de la trêve.

Quelques heures auparavant, au moins sept personnes ont été tuées et 33 blessées dans une frappe israélienne sur le village de Ghazieh, dans le sud du Liban, a annoncé le ministère libanais de la Santé. Également jeudi, l'armée israélienne a détruit un pont clef du sud du pays et tué une personne en bombardant la route reliant Beyrouth et Damas, tandis que le Hezbollah a revendiqué des attaques contre des positions militaires dans le nord d'Israël.

Le mouvement chiite va respecter le cessez-le-feu «à condition qu'il s'agisse d'un arrêt global des hostilités contre nous et qu'Israël ne l'exploite pas pour mener des assassinats», a déclaré à l'AFP un de ses députés, Ibrahim Moussaoui. Des discussions de paix avaient eu lieu mardi à Washington entre l'ambassadeur israélien et son homologue libanaise, les premières du genre depuis 1993, malgré la ferme opposition du Hezbollah.

Après le cessez-le-feu au Liban qui avait mis fin à la guerre précédente entre les deux parties, en novembre 2024, Israël avait continué à viser par des frappes ciblées les membres et les infrastructures du mouvement chiite. Depuis début mars, les frappes israéliennes sur le Liban ont fait plus de 2.000 morts et un million de déplacés.

Inflation liée à la guerre en Iran : quelles conséquences pour votre patrimoine ?

Du Livret A à la Bourse en passant par l'immobilier, aucune classe d'actifs n'échappe aux effets de la hausse des prix engendrée par le conflit au Moyen-Orient.

L'inflation repart à la hausse après deux ans de répit : [les prix à la consommation augmentent de 1,7 % sur un an en mars, d'après l'Insee](#), contre 0,9 % en février, en raison de la hausse des prix du pétrole dans le contexte de la guerre en Iran. « Si le cessez-le-feu perdure à l'issue de la période initiale de deux semaines annoncée le 7 avril, l'inflation pourrait se limiter à 2 % ou à 2,5 % en moyenne pour 2026, explique Philippe Crevel, le directeur du Cercle de l'épargne, mais si les difficultés persistent, avec un baril de pétrole durablement au-dessus de 100 dollars, alors l'inflation pourrait dépasser 3 %, voire plus. »

Ce regain d'inflation met à mal le budget quotidien des Français, mais il affecte aussi leur patrimoine. De nombreux placements subissent une forte volatilité ces dernières semaines. « Ce n'est pas une raison pour désinvestir, car il est difficile d'anticiper la fin d'une baisse de marché, et les épargnants risquent de rater le rebond », souligne Guillaume Ederly, directeur de l'offre financière de l'Union financière de France.

Le Livret A

Le taux du Livret A s'établit à 1,50 % depuis le 1^{er} février. Son rendement réel, c'est-à-dire après inflation, est donc actuellement négatif, ce qui n'était pas le cas en 2025. La prochaine révision de sa rémunération interviendra le 1^{er} août. La décision est dans les mains de Bercy, sur la base d'une formule de calcul

intégrant l'inflation et le niveau des taux d'intérêt à court terme.

« Le rendement du Livret A pourrait revenir autour de 1,8 %, en fonction de l'évolution de l'inflation, explique Philippe Crevel, mais le gouvernement pourrait décider de laisser le taux inchangé pour stimuler la consommation, en arguant du fait que le regain d'inflation ne sera pas durable. » La question se pose aussi pour le Livret d'épargne populaire, réservé aux ménages modestes. Son taux s'élève à 2,5 %, un niveau supérieur à la hausse des prix. Mais pour combien de temps ?

Les obligations

Le taux de l'emprunt d'Etat de référence sur le marché français, l'OAT à dix ans, a fortement augmenté depuis le début du conflit en Iran, à plus de 3,80 %, avant de redescendre à 3,60 % à l'annonce du cessez-le-feu. Un niveau toujours en légère hausse par rapport aux 3,50 % du début d'année. Or, lorsque les taux d'intérêt augmentent, la valeur des anciennes obligations émises à des taux inférieurs diminue. Les fonds obligataires affichent donc des performances négatives : ils reculent en moyenne de 1,12 % depuis le 1^{er} janvier pour la catégorie euro long terme, d'après Quantalys. Faut-il en sortir ? « La volatilité devrait rester élevée sur les taux d'intérêt à long terme en raison de l'incertitude autour de l'impact

du conflit sur l'inflation et les politiques monétaires, précise Jean-Patrice Prudhomme, directeur produits et solutions chez Milleis banque privée. Mais les fonds obligataires long terme restent attractifs, à la fois sur les emprunts souverains et les obligations crédit pour profiter de coupons élevés. »

Les fonds en euros

Le support star de l'assurance-vie a affiché un rendement moyen de 2,60 % en 2025. « La collecte reste très forte en janvier et en février, après une année 2025 exceptionnelle. Les assureurs vont donc investir ces flux sur des obligations dont le rendement reste élevé, c'est une bonne nouvelle », explique Philippe Crevel. Le fonds en euros à capital garanti reste par ailleurs particulièrement attractif par rapport aux autres placements sécurisés comme le Livret A, tout en permettant de compenser la hausse des prix.

La Bourse

Les marchés boursiers ont fortement baissé en mars dans le contexte de la guerre au Moyen-Orient, avant de se reprendre depuis le début d'avril. Les principaux indices (S&P 500, Euro Stoxx 50 et CAC 40) affichent des performances comprises entre - 1 % et + 2 % depuis le début de l'année.

Avant le début de la guerre au Moyen-Orient, le marché tablait sur une stabilité des taux directeurs de la Banque

centrale européenne (BCE). Désormais, il anticipe une hausse dans le courant de l'année 2026 pour contrer l'inflation, ce qui inquiète les investisseurs. « Il est capital, pour la BCE, d'éviter l'accident de politique monétaire en relevant trop fortement les taux face à un choc d'approvisionnement en énergie, car cela pourrait impacter fortement la croissance », souligne Alexandre Baradez, responsable de l'analyse marchés à IG France.

La volatilité des Bourses devrait rester élevée dans ce contexte très incertain. « La diversification sur les trois grandes zones que sont les Etats-Unis, l'Europe et les marchés émergents constitue une bonne réponse », explique Jean-Patrice Prudhomme.

Le marché immobilier

Les tensions sur l'OAT à dix ans influent directement sur les barèmes des crédits immobiliers. Les banques prêtaient à 3,50 % en moyenne, début avril, d'après le courtier Empruntis, contre 3,40 %, début mars, et 3,35 % en décembre 2025. « Il faut emprunter sans attendre, les banques étant toujours ouvertes à des dossiers avec des capacités de remboursement solides », explique Côme Robet, président de CNECF Crédit.

La détente de l'OAT à dix ans, passée de 3,80 % à 3,60 % après le cessez-le-feu, redonne cependant de

l'espoir pour les prochaines semaines, sauf si la BCE venait à remonter ses taux directeurs, d'ici à l'été. Par ailleurs, les incertitudes sur l'évolution de l'inflation pourraient refroidir les acheteurs. « *Le marché immobilier peine à redémarrer. Au-delà de la remontée des taux des crédits, le contexte actuel pour-*

rait inciter les acheteurs à l'atentisme, en particulier pour les résidences secondaires et les investissements », prévient Philippe Crevel.

4 825 dollars

C'est le cours de l'once d'or, soit 4 091 euros. Un niveau en baisse de 13,8 % par

rapport à son sommet historique, à près de 5 600 dollars, fin janvier. Ce recul, en période de guerre, est plutôt paradoxal pour le métal jaune, considéré comme une valeur refuge qui s'apprécie en période de crise. « *L'or valait 3 000 dollars il y a un an,* rappelle Guillaume Edery, directeur de l'offre financière de

l'UFF. *Certains investisseurs ont pris leurs bénéfices lorsqu'il a dépassé les 5 000 dollars. Les ETF adossés à l'or ont notamment subi des sorties importantes, car ils sont vendables facilement.* »

Le Monde

Piotr Smolar
18 avril 2026

Trump affiche son impatience à sortir de la crise au Moyen-Orient, l'Iran joue la montre

Le président américain assure que Téhéran a accepté de « ne plus jamais fermer le détroit d'Ormuz » et de livrer son stock d'uranium enrichi aux Etats-Unis. Des allégations « mensongères » selon les Iraniens.

Les pièces bougent, mais la partie demeure incertaine. Sept semaines après le début de la guerre contre l'Iran et à l'approche de l'expiration d'un cessez-le-feu de quinze jours avec Téhéran, le 21 avril, Donald Trump affiche un optimisme d'acier. La fin négociée du conflit ? Elle serait imminente, une poignée de jours tout au plus, à l'en croire. La [réouverture du détroit d'Ormuz](#) constituait sa priorité absolue, en raison de la crise énergétique. Elle a été confirmée, vendredi 17 avril, par le ministre des affaires étrangères de l'Iran, Abbas Araghtchi, qui précisait toutefois que les navires devaient emprunter la voie délimitée par son pays, le long de ses côtes.

« *L'Iran a accepté de ne plus jamais fermer le détroit d'Ormuz* », assurait même Donald Trump, qui remerciait à plusieurs reprises ce pays dont il promettait encore récemment d'exterminer la civilisation. Le régime aurait déjà neutralisé toutes ses mines sous-marines, ou serait en passe de le faire, prétend le

milliardaire. Pourtant, on est encore loin d'une liberté de circulation complète. Donald Trump a rappelé que le blocus imposé par la marine américaine contre les navires accostant dans les ports iraniens se poursuivrait, en attendant l'issue des négociations en cours. A ce jour, 19 navires ont été invités à faire demi-tour par la flotte américaine. Samedi, l'Iran a menacé de refermer le détroit si les Etats-Unis maintenaient leur blocus.

L'annonce de la réouverture a provoqué un regain d'optimisme et une chute du prix du baril de pétrole de plus de 10 %. Elle a été permise par la prise en compte tardive du dossier libanais par la Maison Blanche, même si Donald Trump se défend de tout lien entre les deux fronts. Comprenant que la cessation des attaques israéliennes sur le pays du Cèdre constituait pour Téhéran une exigence majeure, avant tout compromis, l'administration américaine a exercé une pression inédite sur Israël.

Benjamin Nétanyahou a accepté la tenue d'un dialogue entre ambassadeurs israélien et libanais à Washington, sous le parrainage du secrétaire d'Etat, Marco Rubio. Un cessez-le-feu de dix jours a été conclu, débutant vendredi. « *Israël ne bombardera plus le Liban*, a écrit Donald Trump vendredi sur son réseau Truth Social. *Ils ont L'INTERDICTION de le faire par les Etats-Unis. Ça suffit !* »

« Petite excursion »

Ce ton comminatoire est inhabituel vis-à-vis d'Israël. Il témoigne de l'impatience du président américain à sortir de la « *petite excursion* » que représente selon lui la guerre en Iran. Donald Trump connaît l'importance cruciale du prix de l'essence dans la perception des événements par les citoyens de son pays.

En outre, la protection, voire l'impunité, dont a bénéficié Israël de la part d'administrations américaines successives fait aujourd'hui l'objet d'un rejet massif, tous bords

confondus, notamment dans le monde MAGA (« Make America Great Again »). Toutefois, dans son message sévère, Donald Trump ne mentionne nullement l'occupation du sud du Liban par l'armée israélienne, qui compte y créer une large zone tampon.

Le magnat se projette déjà sur la suite, la conclusion d'un accord-cadre avec l'Iran, qui nécessiterait un nouveau rendez-vous diplomatique bilatéral à Islamabad, au Pakistan. « *La plupart des points ont déjà été négociés et approuvés* », assurait-il vendredi soir lors d'un rassemblement du mouvement Turning Point USA, à Phoenix.

L'accord en question serait une sorte de déclaration de principes, une feuille de route avant des négociations techniques bien plus détaillées, pendant deux mois. Un temps lui-même très court, lorsqu'on se souvient des deux années nécessaires pour parvenir à la signature de l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA) en 2015, que Donald Trump

a sabordé en retirant les Etats-Unis en 2018. Comme à son habitude, le magnat fait mine aujourd'hui de négliger l'intendance, se hâtant de dessiner une sortie de crise.

Sur Truth Social, vendredi, il assurait que les Etats-Unis mettraient la main sur le stock d'uranium enrichi (à 60 %) se trouvant enfoui dans le sol iranien, après les bombardements subis pendant la « guerre de douze jours », en juin 2025. Dans son message, il précisait qu'« aucun argent ne changerait de main » sous quelque forme que ce soit. Donald Trump répondait ainsi à un article, paru un peu plus tôt sur le site [Axios](#), expliquant que son administration envisageait le dégel de 20 milliards de dollars (17 milliards d'euros) d'argent iranien, bloqué sur des comptes dans différents pays, en échange de l'uranium enrichi. Outre ces messages sur son réseau Truth Social, le magnat a aussi lancé une nouvelle salve de brefs entretiens téléphoniques, répondant directement à des journalistes sur son portable. Ainsi, il a écarté l'idée d'un raid pour récupérer l'uranium hautement enrichi, lors d'une conversation avec un journaliste de la chaîne CBS.

Pas de mention de l'AIEA

Tout se passerait avec le consentement et la participation du régime iranien, qui n'a rien dit de tel pour le moment. « Nous allons le récupérer ensemble car à ce moment-là, nous aurons un accord et il n'y a pas besoin de se battre quand il y a un accord. » A aucun moment, ces derniers jours, Donald Trump n'a mentionné le rôle éventuel de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA), qui a l'expertise requise, la mé-



Donald Trump quitte la scène après avoir prononcé un discours lors d'un événement organisé par Turning Point USA à Dream City Church, à Phoenix (Arizona), le 17 avril 2026. JIM WATSON/AFP

moire des lieux et le personnel formé pour appliquer un nouveau régime d'inspections sévère et rigoureux des sites nucléaires.

Donald Trump assure que les capsules d'uranium seront ramenées aux Etats-Unis, tel un trophée de la victoire. Ce n'est pas du tout la lecture des discussions faite à Téhéran. « L'uranium enrichi est aussi sacré pour nous que le sol iranien et ne sera transféré nulle part, quelles que soient les circonstances », a rétorqué le porte-parole du ministère des affaires étrangères, Esmaeil Baghaei.

De son côté, sur X, le président du Parlement iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf, ne cachait pas son irritation : « Le président des Etats-Unis a avancé sept allégations en une heure, et chacune de ces sept allégations était mensongère. » Il ajoutait : « L'état d'ouverture ou de fermeture du détroit et les réglementations qui le régissent seront

déterminés par le champ de bataille, et non par les réseaux sociaux. »

Prestations d'estrade

L'une des parties bluffe. Toutes deux en ont l'habitude. Ce qui est indéniable est l'impatience américaine à conclure, là où les Iraniens envisagent de s'inscrire dans la durée, de tirer le maximum d'un processus de négociation inédit. Là où Washington voit des concessions définitives de l'adversaire, comme dans le cas d'Ormuz, Téhéran ne reconnaît que des gestes conditionnés. Le régime, affaibli et semble-t-il divisé en courants, assiste à la politisation de la démarche américaine. C'est le vice-président, J. D. Vance, qui a conduit la première délégation à Islamabad les 11 et 12 avril. Voilà que Donald Trump envisage lui-même de se déplacer au Pakistan, si la victoire était à portée de main. Un indice de fébrilité.

Pour le président américain,

le paquet-cadeau compte plus que le contenu exact. Ce goût de l'affichage avait déjà été évident lors du lancement du [Conseil de la paix](#) pour Gaza à la mi-janvier. Derrière les prestations d'estrade, les communiqués triomphants et les chiffres aussi énormes que virtuels promis pour la reconstruction du territoire, l'initiative semblait fictive aux yeux de tous les experts. En trois mois, rien de concret n'a avancé dans l'enclave palestinienne. Dans le cas de l'Iran, Washington porte le récit d'un pays désarmé et quasiment inoffensif.

Ce n'est pas l'avis du directeur de l'agence du renseignement de la défense (Defense Intelligence Agency, DIA). S'exprimant jeudi devant une commission à la Chambre des représentants, James Adams a estimé que l'Iran « conserve des milliers de missiles et de drones d'attaque kamikazes capables de menacer les forces américaines et leurs partenaires dans toute la région ».

The New York Times April 19, 2026

Iran Eases Some Internet Restrictions, as Wider Blackout Passes 50th Day

Critics say Iran may be creating a “tiered internet” model, where access is limited to the politically and economically privileged.

Iran’s government said Sunday that it would restore wider internet access for the country’s university professors, Iranian state media reported, even as the rest of the population heads into its 51st day of a near-total internet blackout.

The shutdown, which Iran said it imposed because of national security concerns during the war with the United States and Israel, has cut access to the internet for most of the country’s population of over 90 million.

For seven weeks, according to a tally by the internet monitoring group NetBlocks, Iran’s blackout has left most Iranians struggling to connect with loved ones abroad, cut off from most information beyond state media reports, and largely unable to run businesses dependent on internet access. Many Iranian business leaders and internet freedom activists have decried the blackout as a human rights violation and a serious [threat to an economy](#) that was already in [deep in crisis](#).

Iranians can connect to a parallel domestic internet — walled off from international websites, and heavily surveilled by authorities. Only some Iranian officials and a limited cadre of elites have been granted an open connection.

Iranian authorities appear to have begun easing up some internet access in recent days. According to reports on semi-official news outlets, access to Google searches and Google Maps has been restored. But internet experts note users still cannot actually open the sites



Two women with their phones in Tehran, Iran, on Thursday. Arash Khamooshi for The New York Times

that, for example, a Google search pulls up, and almost all other internet access remains blocked.

On Sunday, Seyed Mehdi Abtahi, Iran’s deputy science minister, told local Iranian news outlets that professors and researchers would soon be granted access to most online sites apart from those subject to censorship.

“Based on a list we had, steps have been taken to provide professors with access to the international internet, and gradually this will be extended to all professors,” Mr. Abtahi was quoted as saying by the semi-official news agency, ISNA.

Some Iranians who have managed to access the internet using expensive and shoddy black market configurations

have criticized public excitement over the announcement, saying it was a sign of just how dire the situation has become.

“How did things get to the point where people have to get excited over a partial connection to Google? For opening a few simple links — for the most basic right of access?” the [prominent journalist](#), Elaheh Mohammadi, [wrote](#) on social media. “They want to lower people’s expectations so much that even the smallest things start to feel like a favor. That is the ultimate disregard for people’s dignity.”

In the past week, some internet providers have also begun to offer international internet service, “Internet Pro,” for those granted state approval.

Internet freedom activists, academics, and business figures

have decried the easing of some restrictions as possible steps toward what Iranians call “tiered internet” — a system in which only the politically or economically privileged have significant access to the worldwide web.

“In Iran, the internet is no longer being treated as a public right. It is being reframed as a ‘strategic infrastructure’ whose level of access can be adjusted based on security concerns and high-level state priorities,” said Amir Rashidi, a cybersecurity expert at Miaan, a digital rights group focused on Iran.

“Once internet access is moved from a rights-based framework into a security-governance framework, it no longer belongs equally to everyone,” he said.

« Le désaveu par Trump de la médiation d'Oman est révélateur de sa pulsion de guerre contre l'Iran »

La Maison Blanche n'a jamais apprécié que le sultanat d'Oman s'en remette plus à la diplomatie qu'aux armes pour assurer la sécurité, observe l'historien Jean-Pierre Filiu dans sa chronique.

Le territoire d'Oman est ouvert sur l'océan Indien le long de trois mille kilomètres de côte. La dynastie des Al Bu Said, au pouvoir depuis 1744, contrôlait un véritable empire maritime, notamment sur le littoral oriental du continent africain. Cet appel du large contraste avec l'enracinement local des familles régnantes des différents émirats arabes du golfe Persique.

Au XIX^e siècle, la Grande-Bretagne impose à Oman une « protection » de plus en plus pesante, tout en démantelant ses possessions africaines. Ce n'est qu'en 1971 que le sultanat d'Oman recouvre sa pleine souveraineté, intégrant les Nations unies en même temps que trois autres « protégés » de Londres, les Emirats arabes unis, le Qatar et Bahreïn. Mais Oman se distingue bientôt par sa capacité de médiation : il est le seul Etat arabe du Moyen-Orient à refuser de rompre avec Le Caire, après la signature, en 1979, du traité de paix israélo-égyptien et il maintient un dialogue constant avec Téhéran, même durant la guerre de 1980-88 entre l'Iran et l'Irak, quand les autres monarchies du Golfe ont décidé de soutenir celui-ci contre celui-là.

Une exception moyen-orientale

Le sultan Qabous a dirigé Oman depuis Mascate de 1970 à 2020. Le début de son règne a été marqué, dans le sud du pays, par une insurrection marxiste, étouffée en 1975 avec

le concours de l'Iran du Shah. Qabous a ensuite garanti son impressionnante longévité sur le trône, dans une région aussi instable, en misant sur son appareil diplomatique plutôt que sur ses forces armées. Un tel pari découle en partie de la relative modestie des ressources pétrolières du sultanat face à ses deux voisins des Emirats arabes unis et d'Arabie saoudite, dont les dépenses militaires sont respectivement quatre fois et douze fois supérieures. Mais il s'agit aussi d'une stratégie assumée depuis six ans par le sultan Haytham, le successeur de Qabous, qui met en avant la capacité omanaise de médiation, fondée sur le professionnalisme de ses diplomates. L'expertise ainsi mobilisée se veut distincte des nombreuses médiations menées par le Qatar, souvent accompagnées de compensations financières.

Oman a maintenu des relations avec les différents belligérants de la crise yéménite, avec des remerciements répétés pour son intervention lors de la libération d'otages étrangers. C'est aussi à Mascate que l'Arabie saoudite et l'Iran ont négocié secrètement la reprise de leurs relations diplomatiques, rompues en 2016 et rétablies officiellement à Pékin en 2023. Le choix d'Oman s'impose à Donald Trump, encore convaincu qu'il peut décrocher le prix Nobel de la Paix, lorsqu'il décide au printemps 2025 de négocier avec l'Iran. Il désigne Steve Witkoff, son partenaire de golf et d'affaires, pour mener les pourparlers, tandis que l'Iran

est représenté par Abbas Araghchi, ministre des affaires étrangères. Badr Al-Busaidi, le chef de la diplomatie omanaise, parvient à pallier la maîtrise aléatoire des dossiers par Witkoff, permettant aux pourparlers, ouverts le 12 avril au palais du sultan à Mascate, de se poursuivre à quatre reprises, en alternance entre la capitale omanaise et l'ambassade d'Oman à Rome. Jared Kushner, le gendre de Trump, et Ali Larijani, un proche de l'ayatollah Khamenei, se joignent à Rome aux discussions qui se déroulent toujours en format indirect, le médiateur omanais faisant la navette entre les deux délégations.

« Marteau de minuit »

Ce processus s'effondre, le 13 juin 2025, avec le lancement par Israël d'une campagne de bombardement de l'Iran. Au bout de huit jours, les Etats-Unis entrent également en guerre, baptisant leur opération « Marteau de minuit ». L'objectif déclaré est la destruction des capacités nucléaires de l'Iran, un objectif que Trump déclare atteint le 24 juin, suspendant les hostilités. Mais il s'avère vite que les sites souterrains n'ont pas été anéantis et que l'Iran dispose toujours d'une demi-tonne d'uranium enrichi. Le président américain, tout au lancement de son « Conseil de la paix » à vocation planétaire, se tourne de nouveau vers Oman pour renouer les négociations avec l'Iran. Al-Busaidi reprend sa médiation entre Witkoff et Araghchi, d'abord à Mas-

cate, le 6 février 2026, puis à l'ambassade d'Oman à Genève. C'est là, le 26 février, que le chef de la diplomatie omanaise annonce avoir obtenu « une avancée très importante », considérant que l'Iran n'aurait jamais l'arme nucléaire.

Tous ces efforts sont balayés par le déclenchement, le 28 février, de l'offensive américano-israélienne contre l'Iran. Pour la seconde fois, le désaveu par Trump de la médiation d'Oman est révélateur de sa pulsion de guerre. Le président américain martèle qu'il peut obtenir « la paix par la force », dans la perspective d'une capitulation de l'ennemi plutôt que de négociation. La frappe israélienne qui tue Larijani, le 17 mars, prive Mascate de son interlocuteur privilégié au sein d'un régime iranien déjà décapité. Et c'est le Pakistan qui annonce, aux premières heures du 8 avril, un cessez-le-feu entre les Etats-Unis et l'Iran, sans même mentionner Israël, qui se déchaîne sur le Liban. Trois jours plus tard, le vice-président américain, J. D. Vance, et le président du Parlement iranien, Mohammed Bagher Ghalibaf, se retrouvent à Islamabad. Le caractère direct de ces pourparlers n'empêche pas la délégation américaine de les rompre dès le lendemain, quittant brutalement le Pakistan.

Al-Busaidi appelle alors les deux parties à des « concessions douloureuses » pour éviter « la douleur de l'échec et de la guerre ». Oman a ainsi pris date pour l'Histoire.

Oil Prices Jump and Stocks Waver on Renewed Iran Conflict

Oil prices shot higher and stocks wobbled on Monday after a weekend of renewed conflict around the Strait of Hormuz dampened hope that the waterway might soon reopen.

On Sunday, a U.S. Navy destroyer attacked and seized an Iranian-flagged cargo ship that President Trump said had tried to evade the U.S. blockade on ships traveling to and from Iranian ports. And on Saturday, a day after Iran's foreign minister declared the strait open, the country reversed course, reasserting "strict control" over it and attacking two Indian-flagged vessels.

This is set to be a pivotal week in the war, now in its eighth week, with the ceasefire between the United States and Iran set to expire within days. Mr. Trump said the United States was sending a delegation to Pakistan for further negotiations with Iran, though it was not clear that Iran was on board.

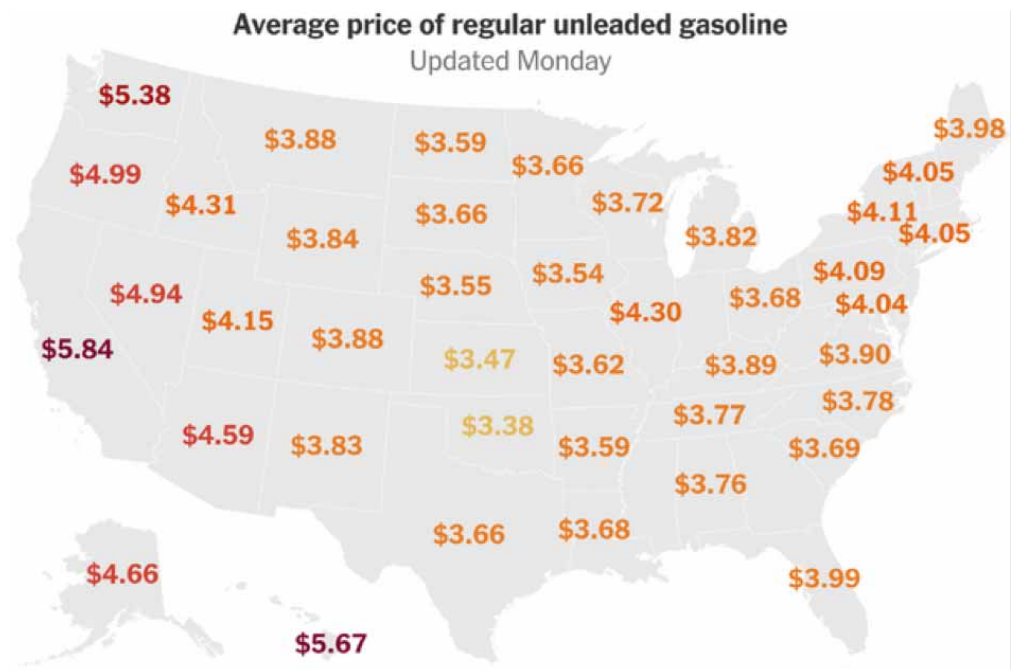
Oil prices climbed.

The price of Brent crude, the global benchmark for oil, climbed more than 4 percent to around \$94 a barrel.

West Texas Intermediate crude, the U.S. benchmark, experienced a similar jump, rising to around \$88 a barrel.

Investors and analysts are focused on the continued disruption to shipping in the Strait of Hormuz, the narrow waterway between Iran and Oman that is a vital trading route for oil and natural gas and normally carries as much as one-fifth of the world's oil supply.

Price of Brent crude oil
How much the international



benchmark costs
Jan.Feb.MarchApril02040608
0\$100 per barrel

Global stocks were mixed.

The S&P 500 fell 0.2 percent in Monday morning trading. The index has risen sharply in recent weeks and ended trading on Friday 3.6 percent higher than before the war began.

In Europe, the Stoxx 600, a broad index that tracks the region's largest companies, fell about 1 percent.

But stocks in Asia, where countries import vast quantities of oil and gas, posted gains. South Korea's benchmark Kospi, Hong Kong's Hang Seng and Japan's Nikkei 225 rose a bit less than 1 percent.

Gasoline prices fell.

Gas prices fell on Monday to a national average of \$4.04 a gallon, according to the AAA motor club. That is down from a recent high of \$4.17 earlier in April. Still, drivers are paying about 36 percent more for gas than they were when the war began.

Diesel prices also stood at \$5.53 on Monday, up 47 percent since the start of the war. Gas prices don't move in lock step with crude, usually trailing increases or drops by a few days. On Sunday, Energy Secretary Chris Wright acknowledged what analysts widely have been predicting: that Americans are unlikely to see gasoline prices return to pre-war levels anytime soon.

What they are saying: A 'po-

tent' risk of attack will keep ship traffic low

Around the Strait of Hormuz, "shippers will hold off on attempting passage due to the potent risk of Iranian attack," analysts at Eurasia Group wrote in a note. They expected shipping volumes to remain low, at up to 30 percent of normal at the high end.

Reopening the waterway would require a breakthrough in peace talks between the United States and Iran. "While the U.S. is projecting confidence that a deal can be reached, signals from the Iranian side are more pessimistic," the analysts wrote. "Both sides are attempting to maximize leverage ahead of further rounds of negotiations," they added.

Détroit d'Ormuz : la marine américaine ouvre le feu sur le cargo iranien « Touska » et en prend le contrôle, l'Iran promet de riposter

Un destroyer américain a intercepté le cargo et lui a ordonné de s'arrêter. L'équipage ayant refusé d'obéir, le navire de guerre l'a immobilisé en tirant sur la salle des machines, selon Donald Trump. En réponse, Téhéran refuse de participer aux négociations qui devaient s'ouvrir lundi à Islamabad, selon la télévision iranienne.

La marine militaire américaine a ouvert le feu, dimanche 19 avril, sur un cargo iranien qui tentait de forcer le blocus des ports iraniens par les Etats-Unis et en a pris le contrôle, a annoncé Donald Trump. L'Iran, qui a promis de riposter, refuse de participer aux négociations qui devaient s'ouvrir lundi à Islamabad, selon la télévision iranienne.

Le cargo *Touska*, battant pavillon iranien, « a tenté de franchir notre blocus maritime, et mal lui en a pris », a écrit le président américain sur son réseau, Truth Social. Un destroyer américain a intercepté le cargo « dans le golfe d'Oman et lui a ordonné de s'arrêter », mais, l'équipage ayant refusé d'obéir, le navire de guerre l'a immobilisé en tirant sur la salle des machines. « Les marines américains ont maintenant le contrôle du navire », selon Donald Trump.

Le Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient, le CentCom, a précisé sur X avoir sommé l'équipage du navire d'évacuer la salle des machines avant d'endommager le système de propulsion par plusieurs salves d'obus. Des marines ont ensuite abordé le navire, « qui



Une vue du cargo « Touska », battant pavillon iranien, alors que l'USS « Spruance (DDG 111) » procède à son interception dans une zone située dans le nord de la mer d'Oman, sur cette capture d'écran tirée d'une vidéo diffusée le 19 avril 2026. CENTCOM VIA REUTERS

reste sous contrôle américain », selon le texte. Le *Touska* est visé par des sanctions du Trésor américain, souligne Donald Trump.

Depuis le début du blocus des ports iraniens imposé par les Etats-Unis, le 13 avril, « les forces américaines ont fait faire demi-tour à 25 navires commerciaux ou les ont renvoyés vers un port en Iran », mentionne le CentCom.

Selon le site [Marine Traffic](#),

le porte-conteneurs *Touska*, parti de Malaisie le 12 avril, était, environ six heures avant l'annonce de Donald Trump, à environ 45 kilomètres de l'extrême sud des côtes iraniennes, près de la ville de Chabahar.

« Des mesures de représailles contre cet acte de piraterie »

L'Iran a promis lundi de riposter à la prise de contrôle du *Touska*. « Les forces ar-

mées de la République islamique d'Iran riposteront bientôt et prendront des mesures de représailles contre cet acte de piraterie armée et contre les militaires américains », a écrit sur Telegram le porte-parole de l'état-major iranien. Celui-ci a accusé les Etats-Unis d'avoir « violé le cessez-le-feu » de deux semaines en vigueur depuis le 8 avril.

L'Iran avait levé vendredi son blocage du détroit d'Ormuz, par lequel transite normale-

ment un cinquième du commerce mondial de pétrole et de gaz naturel, mais avait annoncé samedi en reprendre « *le strict contrôle* », face à la décision des Etats-Unis de

maintenir leur blocus de ses ports.

Dans un précédent message sur Truth Social, dimanche matin, Donald Trump avait accusé Téhéran d'avoir violé le

cessez-le-feu, qui expire dans trois jours, en lançant des attaques samedi dans le détroit d'Ormuz, visant notamment deux navires – français et britannique. Un navire de CMA

CGM « *a fait l'objet hier [samedi] de tirs de semonce* » dans le détroit d'Ormuz, a fait savoir dimanche le groupe français de transport maritime.

Le Monde

Soren Seelow
20 avril 2026

« Ils ont dit : “Mettez-vous un par un, on va tuer tout le monde” » : le génocide des yézidis raconté par un de ses survivants

Réfugié en France, Samih Taha est l'un des rares rescapés du massacre de son village, dans le nord de l'Irak, perpétré par l'organisation Etat islamique, le 15 août 2014. Alors âgé de 17 ans, il s'est ensuite endetté pour acheter sa mère et ses sœurs réduites en esclavage sexuel. Il raconte au « Monde » son histoire et la tragédie de sa famille.

Le 15 août 2014, entre midi et 15 heures, la quasi-totalité des hommes et des garçons pubères de Kocho, un village yézidi posé sur une plaine poussiéreuse au pied des monts Sinjar, en Irak, berceau historique de cette communauté ancestrale, ont été exécutés par des hommes en armes venus des villages arabes voisins qui portaient le drapeau noir de l'organisation Etat islamique (EI). Dans les heures qui ont suivi, l'ensemble des femmes, des jeunes filles et des enfants ont été emmenés dans des camions, puis triés en fonction de leur âge pour être réduits en esclavage.

En quelques heures, la vie avait déserté ce village de 1 200 habitants. Plus du tiers de sa population – 422 hommes et adolescents et 86 femmes âgées – a été assassiné ; les femmes et les filles considérées comme

anatomiquement matures ont été vendues, dès l'âge de 9 ans, comme esclaves sexuelles, tandis que les garçons étaient convertis à l'islam et enrôlés de force. Le massacre de Kocho, le plus meurtrier de tous ceux perpétrés par l'EI dans 81 villages des monts Sinjar en ce mois d'août 2014, inaugurerait le 74^e *firman* (génocide) des yézidis, selon le macabre décompte transmis de génération en génération par ce peuple persécuté depuis des siècles.

Samih Taha est l'un des survivants de cette tuerie de masse, point de départ du vaste plan d'extermination de cette minorité religieuse orchestré par la hiérarchie de l'EI. Il fait partie des 19 hommes de Kocho à avoir réussi à s'enfuir. Il avait 17 ans. Il a vu le canon du fusil M16 se lever pour l'exécuter, tandis qu'il était aligné avec une trentaine de villageois, puis, en se retournant, les cadavres entassés dans une fosse commune derrière lui, et il a couru.

Douze années ont passé quand il nous reçoit, en ce lundi ensoleillé d'avril, dans son appartement de Tergnier (Aisne), où il a refait sa vie avec sa femme et leur fille de 3 ans, qui joue avec de la pâte à modeler vêtue de son pyjama rose. Sur son biceps

droit, il s'est tatoué le nom de Kocho à l'aiguille. Durant la journée que nous avons passée à écouter son récit de l'éradication de sa famille, de son village et de son peuple, cet étudiant infirmier de 29 ans ne s'est presque jamais départi d'un sourire lumineux. « *J'ai toujours été comme ça*, nous explique-t-il en français. *Mais, à l'intérieur, c'est tout cramé, c'est un morceau de charbon.* »

Ce sourire invincible, il l'affichait déjà la première fois que nous l'avions croisé. C'était à la cour d'assises de Paris, le 19 mars, lorsqu'il avait déposé au procès du djihadiste français Sabri Essid, **condamné à la perpétuité pour sa participation au génocide des yézidis**, première audience du genre à s'être tenue en France. « *Après le procès, je me suis dit que j'avais survécu pour un jour comme ça, pour témoigner.* » Il se sent depuis investi d'une mission, celle de « *garder une trace* », d'empêcher l'effacement de la mémoire de son peuple orchestré par les génocidaires, de porter la voix de cette culture orale vieille de plusieurs milliers d'années pour laquelle le silence serait une seconde mort. « *On n'a pas de livres. Nos livres sont ici* », dit-il en montrant sa poitrine. Samih n'a pas survécu pour lui-même, il a reçu la

charge de transformer l'agonie de son peuple en récit.

Derrière son sourire, ce jeune homme porte un monde disparu, une cohorte de fantômes, un cri ininterrompu. Son père a été assassiné, ce 15 août 2014, ainsi que la moitié de sa famille. Sa mère a été enlevée alors qu'elle était enceinte de quatre mois et retenue en captivité avec ses deux filles, âgées de 10 ans et de 4 ans. Dans le camp de réfugiés où il a vécu après sa fuite, Samih s'est lourdement endetté pour racheter à ses bourreaux sa sœur de 10 ans, qui avait été violée pendant un an par un djihadiste saoudien, puis sa mère, achetée et violée par 18 propriétaires différents durant deux ans, ainsi que sa plus jeune sœur et son petit frère, né en captivité.

Samih n'est pas un simple survivant. Il est aussi le sauveur des femmes de sa famille, une archive vivante des dimensions multiples de ce génocide si particulier, fondé sur la séparation des familles dans le but d'éteindre la lignée yézidie, l'exécution ou la conversion forcée à l'islam des hommes et des garçons, le viol des femmes et des filles, réduites à l'état de marchandises que l'on négocie sur les marchés aux esclaves.

« C'étaient nos voisins »

Ce 15 août, en fin de matinée, Samih était monté sur le toit de sa maison quand il a aperçu dans la plaine aride plusieurs dizaines de véhicules portant le drapeau de l'EI se diriger vers son village sous un soleil blanc. « *C'étaient des voitures avec des drapeaux noirs, mais c'étaient nos voisins* », précise-t-il. Les djihadistes occupaient déjà Kocho depuis plusieurs jours. Ils y étaient entrés dès le 3 août, comme dans la plupart des villages yézidis de la région. Depuis ce jour, ils tiraient régulièrement en l'air pour marquer leur présence, et les habitants de Kocho se terraient chez eux, terrorisés, en pensant qu'ils seraient tout de même autorisés à prendre la route de l'exode.

Des massacres avaient déjà eu lieu dans les autres villages des monts Sinjar, une immense ride de calcaire de 1 500 mètres d'altitude qui a offert par le passé une protection naturelle à cette minorité contre les incursions ottomanes, et où vivait alors la moitié de sa population, estimée à 1 million d'individus. Au moins 10 000 personnes, soit 2,5 % des yézidis de la région, ont été tuées ou enlevées dans les jours qui ont suivi les attaques du 3 août, [selon une étude démographique conduite à la fin de l'année 2015](#) dans des camps de réfugiés. En 2018, un rapport des Nations unies a établi l'existence de 95 charniers éparpillés autour de la montagne, tandis que plusieurs centaines de milliers de survivants ont dû fuir vers le Kurdistan irakien.

Mais Kocho se situe à l'écart des autres villages yézidis, dans le piémont, tout près de la frontière invisible avec les villages arabes de la plaine. Quand le convoi armé du 15 août est arrivé, ses habitants savaient que l'EI avait mené une vaste offensive meurtrière dans la région,



LAURENT VAN DER STOCKT POUR « LE MONDE »

mais ils ignoraient le caractère systématique des tueries qui avaient eu lieu dans la montagne douze jours plus tôt. Ces villageois qui n'ont « *jamais tué un être humain* », précise-t-il, avaient donc posé des draps blancs devant leur maison, comme le leur avait demandé « *Abou Hamza* », l'émir irakien qui conduisait cette opération de nettoyage ethnique. « *Il a dit : "On va tous devenir une même famille"*, se souvient Samih. *Ça voulait dire musulmans.* »

Ce 15 août, à 6 heures du matin, les djihadistes avaient aussi fait entrer une tractopelle dans le village. Mais comment imaginer qu'elle était destinée à creuser les 17 charniers qui ont été découverts autour de Kocho ? Comment imaginer que leurs voisins arabes, eux qui venaient assister à chaque cérémonie de mariage et à tous les enterrements de Kocho depuis des décennies, débarqueraient un jour armés de kalachnikovs et de M16 pour les exterminer ? « *On jouait même au foot avec eux après l'école* », poursuit Samih, le regard perdu.

« Adorateurs du diable »

Le génocide d'un peuple ne démarre pas par des tueries, il débute par des mots qui empoisonnent l'esprit. Dès 2011, la propagande de l'EI

avait commencé à décrire les yézidis comme des « *adorateurs du diable* » et des « *ennemis d'Allah* ». Et, en août 2014, le groupe terroriste avait émis une fatwa (avis religieux) statuant que cette « *secte idolâtre* » de polythéistes ne pouvait bénéficier de la *dhimma*, une protection assortie d'un statut inférieur accordée aux religions abrahamiques en échange du paiement d'une taxe, que ses hommes pouvaient donc être éliminés et ses femmes réduites en esclavage.

Si cette propagande est parvenue à gangrener les villages arabes de la région de Sinjar, avec qui les yézidis entretenaient depuis des générations des relations de bon voisinage et parfois d'amitié, c'est parce qu'elle se nourrissait de préjugés ancrés dans les siècles. Ce peuple, dont les croyances sont enracinées dans le **zoroastrisme**, une religion à laquelle Zarathoustra a donné naissance, le christianisme et l'islam, vénère un ange déchu, l'ange-paon, et le serpent qui aurait aidé l'humanité à survivre au Déluge, ce qui leur a valu la réputation, fautive, d'être des « *adorateurs du diable* » et d'être persécutés en Irak depuis au moins le XIV^e siècle.

Quand le convoi armé est arrivé à Kocho, peu avant midi,

sous le ciel cuivré du mois d'août, les villageois n'ont pas tout de suite compris que l'humanité s'était éteinte chez leurs voisins de toujours. Les djihadistes les ont d'abord rassemblés dans l'école du village. Les femmes, les filles et les plus jeunes enfants à l'étage ; les hommes et les garçons pubères au rez-de-chaussée. Un quart des habitants de Kocho étaient des enfants de moins de 10 ans. « *Ils levaient les bras des garçons pour voir s'ils avaient des poils.* » Les hommes qui acceptaient de changer de religion pouvaient sortir de l'école pour être enrôlés de force. Personne n'est sorti.

Les djihadistes ont ensuite fait monter une soixantaine d'hommes et de garçons à bord de deux camionnettes, « *entassés comme des animaux dans une cage* ». Quand les deux véhicules sont revenus, vides, Samih s'est avancé vers la porte pour voir ce qu'il se passait, mais aussi parce qu'il cherchait sa mère. Un homme l'a attrapé par le bras et l'a fait monter dans une camionnette avec une trentaine de prisonniers. « *J'avais une bouteille d'eau, il m'a dit de la laisser. Il m'a dit que là où j'allais, il y avait beaucoup d'eau.* »

« On les connaissait tous »

La camionnette s'est arrêtée

sur un terrain vague à l'écart du village, et les hommes en armes leur ont demandé de se mettre en rang. A l'aide d'un stylo, Samih montre l'emplacement du lieu prévu pour son exécution sur une photo aérienne qu'il conserve dans sa tablette numérique. « *Ils ont dit : "Mettez-vous un par un, on va tuer tout le monde. On vous avait dit de changer de religion." Ils nous filmaient en disant qu'il n'existait qu'un seul dieu. Plusieurs yézidis ont dit qu'ils refusaient d'adopter une religion qui s'impose par la force, se souvient-il. Le courage qu'il faut pour dire ça...* »

Les djihadistes ont alors commencé à se chamailler pour savoir qui aurait l'honneur de tirer en premier. « *Ils souriaient. On les connaissait tous* », insiste Samih. C'est à cet instant que le jeune homme a aperçu, en se retournant, des cadavres entassés dans une fosse commune creusée quelques dizaines de mètres dans son dos, ceux des hommes qui avaient été emmenés avant lui. « *Cette image est restée dans mes yeux.* » Son oncle, qui habite lui aussi à Tergnier comme dix autres membres de sa famille rescapés du génocide, lui a plus tard confié qu'il était dans cette fosse, recouvert par d'autres corps, ce qui lui avait permis de survivre.

Puis les voisins arabes ont crié « *Allahou akbar !* ». Samih et deux autres condamnés à mort se sont mis à courir. « *On courait à une vitesse ! Si c'était en France, on m'aurait retiré le permis* », plaisante-t-il. Comment a-t-il réussi à échapper aux balles ? Le jeune homme pense que ses bourreaux ont hésité un instant, décontenancés par leur fuite, qu'ils ont d'abord abattu les villageois qui étaient restés alignés en pensant s'occuper d'eux plus tard, leur offrant la courte avance qui leur a sauvé la vie.

Les balles sifflent autour des trois évadés qui détalent au milieu des champs en direction du village. « *C'étaient des paysans, ils n'étaient pas forts pour tirer.* » Un de ses compagnons de cavale, son ami Saad, 18 ans, reçoit une balle dans la cuisse. Une « *voiture blanche* » qui les poursuit dans les rues de Kocho leur tire dessus. Les trois jeunes hommes se terrent dans une maison du village ; des djihadistes y entrent à leur suite ; ils s'enfuient par le jardin ; le troisième échappé, âgé d'une trentaine d'années, trébuché et tombe au sol. « *Il a été attrapé, il a été tué, le pauvre. Son corps a été retrouvé dans une fosse commune.* »

La rivière asséchée

En passant de maison en maison, Samih et Saad parviennent finalement à semer leurs persécuteurs. Dans cette plaine aride, sous le soleil cruel du mois d'août, les températures peuvent atteindre 50 °C. Samih passe récupérer une bouteille d'eau dans la maison de sa grand-mère. La balle qui a traversé la jambe de Saad est ressortie, il peut marcher, appuyé sur l'épaule de son ami. En sortant du village, ils passent devant un charnier. Des bras se lèvent au milieu des cadavres : « *On ne pouvait rien faire, ils ne pouvaient pas marcher, dit Samih en baissant la tête. Ceux qui parvenaient à sortir des fosses étaient tués par des snipers.* »

Les deux amis partent en direction de la rivière qui coule en bas de la vallée. Elle est asséchée en été, ils pourront se cacher dans son lit. « *Sur le chemin, je vois un petit qui ne bougeait pas, allongé dans un champ. Je lui verse de l'eau dans la bouche, il se réveille.* » Le « *petit* » qui vient de reprendre connaissance s'appelle Naafed, il a 15 ans. Son père, blessé par balles, est tombé sur lui dans une fosse commune. Avant

de succomber, il avait demandé à Naafed de faire le mort. Et Naafed a fait le mort sous le corps de son père. Puis il a vu quelques blessés se lever parmi les cadavres, et il a couru lui aussi avant de tomber, déshydraté, dans ce champ.

A quelques dizaines de mètres de la rivière asséchée, Samih, Saad et Naafed tombent sur un autre trio de rescapés, sortis d'un autre charnier. Le « *groupe des six* », comme il l'appelle, est constitué. Nous avons joint Saad par téléphone. Il a perdu ses parents et son frère aîné dans ce massacre et vit aujourd'hui en Allemagne. On dit que les traumatismes altèrent l'espace-temps, qu'ils déforment les souvenirs. A quelques détails près, il nous a longuement raconté, étape par étape, la même histoire que Samih. La même terrifiante chasse à l'homme.

Les six survivants sont restés cachés dans le lit de la rivière jusqu'à la tombée du jour. Ils ont attendu que s'achève le ballet des véhicules qui emmenaient les hommes, puis celui des camionnettes qui emmenaient les femmes et les enfants. « *Vers 15 heures, ils avaient terminé les hommes. Ils ont mis la terre dessus, même sur ceux qui étaient encore en vie, dit Samih. Puis ils ont emmené les femmes. On voyait tout, les camions qui passaient sur la route. Ils ont terminé les femmes vers 17 heures.* »

La photographie

Après une nuit de marche dans la montagne, le « *groupe des six* » arrive le lendemain vers midi au sanctuaire de Charaf Ad-Din, un des lieux les plus sacrés des yézidis, situé sur le versant nord des monts Sinjar et devenu le symbole de leur résistance. Aidé par des peshmergas yézidis et kurdes, un petit groupe de paysans volontaires armés

de fusils, pour qui la chute du temple aurait symbolisé l'effacement de leur géographie spirituelle, est parvenu à repousser les assauts djihadistes, permettant au village de devenir un point de ralliement pour les civils en fuite.

Samih nous montre une photo qu'il a conservée sur sa tablette numérique : « *Elle a été prise au moment de notre arrivée à Charaf Ad-Din.* » A côté d'un combattant kurde, cinq hommes sont assis sur une banquette couleur olive : on y voit Samih, adolescent et alors moustachu, le « *petit* » évanoui de la rivière asséchée, Naafed, 15 ans, ainsi que Fares, 14 ans, Safwan, 15 ans, et Katgé, 40 ans. Du « *groupe des six* », seul Saad n'avait pu prendre la pose. Il était juste à côté, hors cadre, nous précise-t-il, pour recevoir les premiers soins. Il nous a envoyé une photo sur laquelle on le voit, la jambe droite dénudée et ensanglantée, allongé sur une banquette de la même couleur olive que celle de la photo de Samih.

Samih a préparé pour notre visite d'innombrables photos qu'il étale sur le canapé du salon comme les ruines d'un temple à rebâtir. Celle du cimetière construit juste à côté de l'école de Kocho, à la place du terrain de foot, pour enterrer les victimes du massacre et dans lequel on compte 505 tombes blanches luisant sous le soleil ; deux photos aériennes du site où il devait être exécuté ; une autre du village sur laquelle il nous montre, à l'aide d'un stylo, le chemin de sa fuite ; une photo de Lalich, principal lieu saint du yézidisme, reconnaissable à son sanctuaire aux toits coniques, dont Samih porte le symbole en pendentif ; un portrait de son père ; la traduction en français de l'autopsie de son père, mort criblé de balles, un document qui lui fut demandé lors de sa demande d'asile en France ; une photo de la

Tombe des mères, le mémorial construit dans le hameau de Solagh, sur le lieu du massacre de 86 femmes originaires de Kocho, par **Nadia Murad, Prix Nobel de la paix 2018**, qui se trouve être sa cousine.

La dame en noir

Durant toute la journée qu'a duré cet entretien, une femme sans âge vêtue d'une longue robe noire, les cheveux blancs enveloppés dans un voile mauve, est restée assise en tailleur sur la moquette de l'appartement, égrenant en silence les perles colorées d'un chapelet. Samih lui demande quelque chose en langue yézidie. « Elle est un peu sourde, précise-t-il. Elle était à Solagh, ce jour-là. Elle a tout perdu. Depuis août 2014, elle est habillée en noir, et ses cheveux sont devenus blancs. »

Cette dame en noir enfermée dans le silence s'appelle Zakiya. Elle a 60 ans. Le 15 août, elle était parquée avec les femmes au premier étage de l'école de Kocho quand les hommes ont été exécutés. Les djihadistes les ont ensuite convoyées par camion jusqu'à Solagh, à une trentaine de kilomètres, pour y être triées. Le lendemain, aux premières heures du jour, ils ont emmené les jeunes femmes et les filles destinées à l'esclavage sexuel. Quarante-vingt-six femmes plus âgées, jugées sans valeur marchande, ont été exécutées sur place. Zakiya a été épargnée parce que son fils était handicapé. Elle vit aujourd'hui avec lui, à Tergnier, à quelques pâtés de maisons de l'appartement de Samih, de l'autre côté du terrain de basket que l'on aperçoit par la fenêtre.

Samih sort alors une grande photo ensermée dans un cadre en bois. Il dit : « Tout ça... », ne finit pas sa phrase. Il s'agit de la photo d'un mur de l'école de Kocho, qui est

en passe d'être transformée en musée. Sur ce mur ont été accrochés 20 portraits, « *tous les membres de ma famille...* », reprend-il. Son père et ses cinq oncles assassinés ; sa grand-mère assassinée ; ses cousins assassinés ; une cousine enlevée avec sa fille de 1 mois (« *On n'avait pas encore choisi son prénom* »), vendue comme esclave sexuelle et dont il n'a plus de nouvelles depuis 2018 ; un cousin enrôlé de force à l'âge de 11 ans et qui n'a plus donné signe de vie depuis 2019 ; une petite fille, celle de Nora, une cousine de son père, tuée à l'âge de 5 ans par son maître, qui l'avait attachée et laissée mourir de soif sous un soleil de plomb en 2015 parce qu'elle avait uriné sur son matelas, crime pour lequel l'épouse allemande de ce djihadiste a été **condamnée en appel à quatorze ans de réclusion en Allemagne en 2023** pour crime contre l'humanité ; ou encore cette autre cousine qui avait réussi à échapper aux griffes de son « *propriétaire irakien* » après deux ans de captivité et qui a sauté sur une mine en 2016 avec sa petite fille en arrivant à la frontière du Kurdistan irakien. « *Il lui restait 15 mètres pour être libre*, soupire Samih. *On est mieux que certaines familles, où il ne reste plus rien.* »

« Pourquoi je suis en vie ? »

Trois jours après leur arrivée à Charaf Ad-Din, le groupe des six survivants de Kocho est conduit en voiture dans un camp de réfugiés du Kurdistan irakien, où Samih a vécu jusqu'à son départ pour la France, en avril 2019. Sur les quelque 400 000 yézidis qui vivaient dans les monts Sinjar, 300 000 ont trouvé refuge dans cette région autonome. C'est là que Samih a compris que d'autres hommes et garçons de Kocho avaient survécu : 19 en tout. La vie reprend. Une vingtaine de jours après son

arrivée dans le camp, il rencontre celle qui deviendra son épouse et qui lui donnera un enfant.

Samih est sauvé. Mais le cauchemar de sa famille et l'anéantissement de son peuple ne font que commencer. Dans le camp, des yézidis sont en contact avec des intermédiaires arabes qui proposent de récupérer, au péril de leur vie, des captives pour les revendre à leur famille à des prix obscènes, ce qui a permis de libérer une grande partie des esclaves de l'EI. Des djihadistes se sont eux-mêmes invités dans ce marché noir de la honte, rachetant, puis revendant au prix fort des captives à leurs proches. « *C'est devenu un business. Les yézidis sont devenus un jouet dans les mains des autres, obligés de racheter leur propre famille*, dit Samih. *Ça dure encore, mon cousin a racheté sa femme il y a deux semaines...* »

Le génocide des yézidis se poursuit à bas bruit, aujourd'hui encore. Selon **une étude démographique consacrée au massacre de Kocho**, publiée en juin 2019 par le LSE Middle East Centre Report, sur les 1 161 victimes identifiées du village, 628 ont été rachetées à des djihadistes ou à des intermédiaires. Les 533 autres ont été exécutées ou sont portées disparues. A l'échelle du Sinjar, sur les 6 000 yézidis enlevés par l'EI, près de 2 000 n'ont plus donné signe de vie. Plusieurs ont été retrouvées encore récemment en Syrie, en Turquie et jusqu'en Territoires palestiniens.

Dix mois après son arrivée dans le camp, Samih apprend qu'il peut racheter sa plus grande sœur pour 50 000 dollars (environ 42 000 euros). C'était en juin 2015. Le jeune homme fait le tour du camp pour emprunter la somme. La fillette est détenue avec d'autres

femmes chez un djihadiste saoudien en Syrie. Un intermédiaire arabe, qui est parvenu à les contacter, leur demande de profiter de la prière du soir pour l'attendre devant la maison de leur propriétaire. A l'heure dite, il passe les récupérer en voiture. « *On a acheté ma sœur le 30 juin 2015. Elle m'a dit qu'elle avait été violée, qu'ils utilisaient une crème anesthésiante pour ça. Je me suis dit : pourquoi je suis en vie ? Une fille de 11 ans qui n'a même pas ses règles, quel dieu dit ça ?* » Le viol de la sœur de Samih a été étayé par plusieurs témoignages dans **l'enquête judiciaire visant Sabri Essid**.

Racheter sa mère

Durant le procès de ce djihadiste français, des conversations extraites de groupes Telegram de combattants de l'EI, lues à l'audience, avaient révélé l'ampleur de cet abject marché d'enfants. « *Enfant à vendre. Tarif le plus élevé* », écrivait un djihadiste sous la photo d'un garçon yézidi de 6 ans. Les autres annonces étaient de la même sorte : « *Esclave âgée de 10 ans, prix 7 000, photo disponible sur contact privé* » ; « *Jeune esclave de 10 ans environ, vierge, parle arabe, qui veut me proposer un prix ?* » ; « *Poils pubiens ayant commencé à pousser, très jolie* », etc.

L'histoire de Samih illustre la tragédie du survivant yézidi. Comme lui, nombre de rescapés ont dû négocier avec le mal, contraints de financer leurs bourreaux pour racheter leurs proches au sein d'un marché qui niait leur humanité. En octobre 2016, cette atroce transaction se répète. Un intermédiaire lui réclame désormais 40 000 dollars pour lui revendre sa mère, sa plus jeune sœur, désormais âgée de 6 ans, et son petit frère, né en captivité à Rakka, capitale syrienne de l'EI, après les avoir rachetés à leur propriétaire.

Samih emprunte de nouveau autour de lui. Une humanitaire allemande lui donne 10 000 dollars. « Elle me les a donnés, pas prêtés. Je n'oublierai jamais. » Le 16 octobre 2016, les trois captifs sont libérés. « C'était la première fois que je voyais mon frère. J'étais très fier, car c'était le rêve de mon père, se souvient-il. J'étais triste qu'on n'ait pas pu assister à sa naissance, mais il récupérerait une place qu'on avait perdue de l'autre côté avec la mort de mon père. Le plus dur dans cette histoire, ça a été d'acheter ma mère, et d'écouter son histoire... »

« Il vaut mieux mourir »

Samih n'évoquera pas le cauchemar indicible qu'a vécu sa mère pendant ses deux ans et deux mois de captivité. Elle l'avait raconté à la justice française, en juin 2018, dans le cadre de l'instruction visant Sabri Essid, qui a été l'un de ses 18 propriétaires. Elle avait 35 ans le jour où elle a été enlevée, enceinte, avec ses deux filles. Comme Samih, elle a raconté la « trahison » des Arabes des villages voisins, elle aussi a décrit les femmes « âgées » qui avaient été « arrachées à leurs enfants » à Solagh avant d'être exécutées, le jour où ils ont pris sa fille de 10 ans, violée pendant dix mois, les viols et les coups qu'elle a elle-même subis de la part de ses 18 propriétaires. « Il vaut mieux mourir que de vivre ça », a-t-elle dé-

claré aux enquêteurs.

La mort, nombre de femmes yézidies l'ont choisie durant leur captivité. Un rapport de l'Organisation des Nations unies de 2016, « Ils sont venus pour détruire », a documenté la prévalence du suicide chez les prisonnières de l'EI, qui se pendaient avec leurs vêtements ou se tranchaient les veines avec des objets de fortune. Selon plusieurs témoignages, les djihadistes menaçaient de profaner leurs cadavres – certaines ont même fait état de viols post mortem – afin de dissuader les autres de passer à l'acte. En 2016, 19 esclaves yézidies avaient été transportées dans une cage et brûlées vives à Mossoul, en Irak, parce qu'elles avaient résisté à leur tortionnaire.

La bureaucratie de l'EI avait minutieusement préparé les esprits de ses sympathisants à ce saut hors de l'humanité, comme en témoigne un manuel sous forme de 32 questions-réponses, publié à l'automne 2014 par un comité de savants religieux. Parmi ses recommandations, toutes plus délirantes les unes que les autres, on pouvait lire : « Est-il possible de chevaucher l'esclave impubère ? Il est possible de chevaucher l'esclave impubère si elle est anatomiquement valable. Si elle n'est pas valable, il peut se contenter de jouir d'elle sans la chevaucher. »

« Aéroport de Paris-Orly »

En 2018, Samih est retourné pour la première fois à Kocho avec d'autres yézidis venus des camps de réfugiés du Kurdistan. L'armée irakienne venait de reprendre le contrôle du Sinjar, et plusieurs charniers y avaient été découverts. « On y est allé pour protéger les traces, on avait peur qu'ils ne les effacent », dit le jeune homme, qui n'accorde, aujourd'hui encore, aucune confiance au gouvernement irakien, coupable à ses yeux d'avoir abandonné son peuple et de continuer à le discriminer.

Il a vu les os et les vêtements des 86 femmes de Solagh affleurant sous la terre qui les avait ensevelies dans une piscine vide. Il était là aussi quand les autorités ont commencé à excaver les charniers pour entamer un long et complexe processus d'identification des corps, toujours en cours. « Quand ils ont enlevé la terre, on a vu que certains morts se tenaient par la main, se souvient-il. Malgré tout ça, on doit encore payer pour récupérer les corps, pour les funérailles, et on est obligé d'acheter le drapeau irakien qu'on doit poser sur les cercueils, le drapeau d'un pays qui ne nous a pas protégés. C'est pour ça qu'on est ici, on ne peut pas rester là-bas. »

Il a fallu cinq années de labeur à Samih et les siens pour rembourser les deux

rançons qu'il avait dû emprunter en Irak. Le 5 avril 2019, il est arrivé, avec une dizaine de ses proches, en France, où vivaient aujourd'hui près de 10 000 réfugiés yézidis. Mais la bureaucratie des procédures de demande d'asile dans les camps du Kurdistan irakien l'a séparé de sa mère, de ses deux sœurs et de son petit frère, qui ont été relocalisés en Australie. Sa famille vit désormais éparpillée entre la France, l'Allemagne, l'Australie et le Canada, et l'effacement de sa culture se poursuit. « On est divisé partout dans le monde. Tout ce qu'on a construit, les souvenirs, c'était pour rien. »

Samih a gardé la « trace » de ce jour « heureux » où il a retrouvé la liberté, qui est aussi un jour « triste », celui où il a dû quitter les siens et la terre de son père. Sur son profil WhatsApp, on peut lire cette courte présentation : « Je suis arrivé en France le 05/04/2019 à 11 h 30 à l'aéroport de Paris-Orly », suivie d'un émoji représentant le drapeau français. Les premiers mots d'une nouvelle vie. Mais s'il a obtenu le statut de réfugié, il attend toujours sa naturalisation. Il n'a plus de papiers irakiens et aurait besoin d'un passeport valable pour rendre visite à sa mère et à ses frères et sœurs en Australie. Il ne les a plus revus depuis 2019. La dislocation de sa famille, théorisée et mise en œuvre par l'EI, se poursuit.

The New York Times

April 20, 2026
Ben Hubbard

In Turkey, Middle Powers Ponder Diplomacy With a Rogue U.S.

The U.S. remains an essential player. The problem, one analyst said, is how to deal effectively with a power that is “indispensable, coercive and unpredictable at the same time.”

At Turkey’s showcase diplomatic conference in the Mediterranean resort town of Antalya over the weekend, the United States was rarely the official topic of conversation.

But coursing through the discussions among the thousands of participants — including dozens of heads of state and other senior officials from Europe, the Middle East, Africa and Asia — were questions about how to respond when the United States disregards its allies and the global order it long professed to represent.

The foreign policy chaos of President Trump’s second term, and the vast disruptions caused by the U.S.-Israeli war on Iran, have put new urgency behind the idea that Turkey and other so-called middle powers should count less on global heavyweights and instead partner with their neighbors to manage their own regions.

The desire for such cooperation surfaced repeatedly at the conference, the [Antalya Diplomacy Forum](#), which concluded on Sunday.

“If this region continues to wait for a savior, in the end it is going to continue facing these problems until eternity,” Turkey’s foreign minister, Hakan Fidan, said at the closing news conference.

Instead, states must come together to “own regional issues,” he said.



President Recep Tayyip Erdogan of Turkey in Antalya on Friday, where he said the global system was in “a moral and existential crisis.”Riza Ozel/Associated Press

Since his return to the White House, Mr. Trump has cast off long-held tenets of U.S. foreign policy. He has bashed the United Nations, threatened to withdraw from NATO and given up on promoting human rights and democracy abroad.

But the war in Iran, which he launched with Israel despite fervent efforts by other countries to prevent the conflict, has disrupted the global economy and turned several U.S. partners into targets for Iranian retribution.

“America acted in Iran against its allies’ interests,” said Timothy Ash, an economist at [RBC Bluebay Asset Management](#) in London, who attended the conference. “That reinforces the idea that there

needs to be an alternative to the Americans.”

The Antalya conference served not just as a foreign affairs gabfest but also as a venue for Turkey to lay out its view of the world and Turkey’s place in it.

In its fifth year, the gathering attracted an array of mostly non-Western officials and showed off the wide diplomatic network that Turkish officials say makes the country a valuable mediator.

President Ahmad al-Sharaa of Syria at the conference in Antalya on Friday. The thousands of participants included dozens of heads of state.Riza Ozel/Associated Press
On day one, Ukraine’s top di-

plomat updated a packed room about his country’s efforts to push back Russia’s invasion. The next day, his Russian counterpart held forth to a similarly large audience on the ways he said the West had mistreated Russia.

Despite the Iran war, now on hold with a temporary ceasefire, U.S. and Iranian officials both traversed the crowds queuing for coffee and sandwiches to reach their respective meetings. They did not meet.

Addressing the opening ceremony on Friday, President Recep Tayyip Erdogan of Turkey said the global system was in “a moral and existential crisis” and repeated his mantra that “the world is bigger than

five,” his oft-repeated criticism of the limited number of permanent seats on the United Nations Security Council.

He criticized Israel for what he called its genocide in Gaza and its military expansion into Lebanon, Syria and Iran.

Turkey was ready to help negotiate an end to the war in Ukraine, he said, without criticizing Russia for starting it.

He blasted the war in Iran, but without mentioning the United States or Mr. Trump, with whom he has a cordial relationship.

Many participants expressed frustration with the Iran conflict.

“We find ourselves subject to Iranian attacks that were unprovoked in a war that we tried to prevent,” Jordan’s foreign minister, Ayman Safadi, lamented during one panel.

Two senior American officials attended. One of them, Tom Barrack, Mr. Trump’s ambassador to Turkey and special envoy for Syria, ruffled feathers by saying during a public interview: “This part of the world respects only one thing: power. And if you don’t reflect power, if you reflect weakness, you are on your heels.”

He added that the only governments that had worked in the Middle East were “benevolent monarchies” and re-

publics that were run in similar ways.

“Countries that have put on this cloak of democracy or that we have gone after for human rights have failed,” he said, mentioning the Arab Spring uprisings that began in 2010 and produced short-lived, democratic governments in Egypt and Tunisia.

The clearest example of steps toward greater regional cooperation was a meeting on the sidelines of the conference on Saturday between the foreign ministers of Turkey, Saudi Arabia, Egypt and Pakistan, who hope to deepen their cooperation.

Experts said such coalitions

could not fill all the gaps left by the United States.

“The trouble that the region feels vis-à-vis the U.S. is that the U.S. still is indispensable for many regional actors, but it is also unreliable and coercive,” said Galip Dalay, a senior research fellow at Chatham House who was at the conference. “How do you deal with an actor that is indispensable, coercive and unpredictable at the same time?”

He predicted that Turkey and other countries would continue to pursue such initiatives, but only with countries that the United States would approve of.

The New York Times April 20, 2026

‘Immediate Results’ vs. ‘The Long Game’: The U.S. and Iran Face Off

As the United States and Iran make a second attempt at a deal, their negotiating styles are on a collision course.

President Trump views himself as the master of coercive diplomacy, forcing his opponents to capitulate quickly to American demands or face the threat of attack.

But in dealing with Iran over the past six weeks, Mr. Trump has discovered that he is up against a nation that prides itself on resilience and delay. And never has that been more obvious than in recent days, when Mr. Trump has tried jawboning the Iranians by contending that they already surrendered — they “agreed to everything” he insisted on Friday, including turning over their “nuclear dust” — only to discover that pater doesn’t work with Iranian officials, who took to social media to declare he had made it all up.

So over the next few days, assuming that Vice President JD Vance leaves for Islamabad on Tuesday for a second shot at agreeing to a “framework” for a deal, the two approaches are about to come into direct collision. If the stakes were not sky-high — the prospect of renewed combat in the Middle East, global energy shortages and the very real possibility that the surviving Iranian leaders emerge convinced they need a nuclear weapon more than ever — it would be a classic case study in negotiation styles.

“Trump is impulsive and temperamental; Iran’s leadership is stubborn and tenacious,” said Robert Malley, who negotiated with the Iranians in the lead-up to the 2015 nuclear deal and again in a failed effort by the Biden adminis-

tration.

“Trump demands immediate results; Iran’s leadership plays the long game,” Mr. Malley continued. “Trump insists on a flashy, headline-grabbing outcome; Iran’s leadership sweats every detail. Trump believes brute force can compel obedience; Iran’s leadership is prepared to endure enormous pain rather than concede on core interests.”

There is a reason the last big negotiation, completed 11 years ago, took the better part of two years, moving from secret talks with a then-new Iranian president with a pragmatic bent to a full-scale negotiation involving scores of meetings.

The final agreement ran more

than 160 pages long, including five technical annexes that defined the limits on Iran’s nuclear activities, the pacing of sanctions relief and, most importantly, Iran’s obligations to comply with inspections by the International Atomic Energy Agency. Every page, and most provisions, triggered an argument; just when old issues were resolved, and some kind of agreement seemed in place, the Iranian negotiators would arrive with new demands.

The Iranians have their own complaints about the Americans. The accord that was ultimately reached — not signed, because it was not a formal treaty — in 2015 was overturned by Mr. Trump in 2018. Ever since, the Iranians have made the point that it is pointless to negotiate with one

president if the next one is going to scrap the resulting agreement.

More recently, Iranian officials have noted that twice in a row, in June 2025 and again this February, Mr. Trump has ordered attacks on Iran in the midst of diplomatic negotiations. The Iranians cast this as perfidy, evidence that Mr. Trump is not a reliable interlocutor.

And the distrust turned into gunfire over the weekend, near the Strait of Hormuz. Iranian boats opened fire on two freighters that they said were breaking out of the Islamic Revolutionary Guards Corps's strict control of who can, and cannot, sail through the Strait. On Sunday, the U.S. Navy shot out the engine room of a huge Iranian-flagged container ship, which the Navy has now seized. Mr. Trump noted that the ship had been sanctioned by the Treasury in 2020, at the end of his first term, for a "prior history of illegal activity."

"We have full custody of the ship, and are seeing what's on board!" Mr. Trump wrote on social media.

One way to interpret these moves is that they are efforts to shape the negotiating sessions, just as generals try to shape the battlefield. The Iranians are demonstrating that no matter what happens or what they give up, they will be able to control commerce across the strait and charge millions of dollars for passage. The Trump administration is demonstrating that it is willing to reopen hostilities if negotiations fail.

Mr. Trump reinforced that point on Sunday, writing that a good deal is on the table.

"I hope they take it because, if they don't, the United States is going to knock out every single Power Plant, and every single Bridge, in Iran. NO MORE MR. NICE GUY."



Kenny Holston/The New York Times

It was the latest example of how Mr. Trump has veered from complimenting Iran's new leaders, who replaced those killed in the strikes that began Feb. 28, as "more reasonable" than their predecessors, to warning them of more violence ahead if he doesn't get his way.

But while that is a new element in the talks, the cultural divide in how to negotiate is not.

That divide was evident 11 years ago, in the gilded halls of the 160-year-old Beau-Rivage Palace Hotel in Lausanne, Switzerland, where Secretary of State John Kerry and his counterparts from five other countries struggled to close a preliminary agreement with Iran. It was, perhaps, the closest analogue to what is unfolding now in Islamabad.

Every day the American delegation would speak about how many centrifuges had to be disassembled and how much uranium needed to be shipped out of country. Yet when Iranian officials — including Abbas Araghchi, now the Iranian foreign minister — stepped out of the elegant, chandeliered rooms to brief reporters, most of the questions about those details were

waved away. The Iranians talked about preserving respect for their rights and Iran's sovereignty.

"I remember we finally got the parameters agreed upon at the hotel," Wendy Sherman, the chief U.S. negotiator at the time, said on Monday. "And then a few days later the supreme leader came out and said, 'Actually, some very different terms were required.'"

Ms. Sherman, who went on to become deputy secretary of state in the Biden administration, would go into these negotiations with a large posse. She often had the C.I.A.'s top Iran expert in the room, or nearby. So was the energy secretary, Ernest Moniz, an expert in nuclear weapons design. Proposals floated by the Iranians would be sent back to the U.S. national laboratories, where weapons are designed and tested, for expert analysis of whether the agreements being discussed would keep Iran at least a year away from a bomb.

But Mr. Trump's negotiating team travels light, with no entourage of experts and few briefings. Jared Kushner and Steve Witkoff, the president's

son-in-law and the special envoy, learned their negotiating skills in New York real estate and say a deal is a deal. They say they have immersed themselves in the details of the Iran program, and know it well.

Moreover, even if the issues they are facing are very much the same ones that the Obama-era negotiators faced, Mr. Kushner and Mr. Witkoff see little value in spending hours poring over the diplomatic history, especially given what Mr. Trump had to say about the resulting agreement.

But Mr. Trump is clearly sensitive about the coming comparisons. "The DEAL that we are making with Iran will be FAR BETTER than the JCPOA," he said, using the acronym for the Joint Comprehensive Plan of Action, the formal name for the 2015 accord. "It was a guaranteed Road to a Nuclear Weapon, which will not, and cannot, happen with the deal we're working on."

And with that, Mr. Trump set up the test that his own negotiation, if successful, may be measured by.

Entre l'Iran et les Etats-Unis, escalade navale et dialogue de sourds à l'approche de l'expiration du cessez-le-feu

Donald Trump a annoncé, dimanche, l'envoi d'une délégation américaine à Islamabad pour de nouvelles discussions avec Téhéran, qui se refuse à confirmer sa participation

Ainsi avance Donald Trump : à tâtons, impatient et bravache. Les menaces contre l'Iran se succèdent, entrecoupées de promesses d'issue diplomatique imminente, sans souci de cohérence ni compréhension de son adversaire.

Dimanche 19 avril, à quarante-huit heures de l'expiration d'un cessez-le-feu de quinze jours, l'arraisonnement d'un cargo iranien par la marine américaine a ouvert un nouveau gouffre d'incertitude, Téhéran promettant une réplique militaire. Le matin même, le président et milliardaire avait annoncé qu'une délégation de son pays se rendrait à Islamabad, au Pakistan, lundi. Pendant plusieurs heures, la présence ou non à sa tête du vice-président, J. D. Vance, est restée incertaine. Donald Trump expliquait à la chaîne ABC qu'il serait absent pour des raisons de sécurité. Puis la Maison Blanche a confirmé sa participation.

Pour la seconde fois, le Pakistan accueillerait ainsi des négociations bilatérales de haut niveau entre les Etats-Unis et l'Iran. Mais Téhéran ne confirmait nullement sa participation, posant comme préalable la levée du blocus naval américain. Islamabad continuant activement ses efforts pour rapprocher les positions. Une telle absence iranienne serait un affront fait

à Washington. Elle rendrait très probable une reprise des opérations militaires américaines et israéliennes. Le choix de la guerre, faute de pouvoir s'en extraire. On ne saura jamais à quel point le président américain croit dans les fictions qu'il brode, aussi vite détricotées par les faits. Mais son obstination à penser que ses imprécations soumettront la réalité à ses souhaits semble inépuisable. Pour l'heure, elles exaspèrent l'Iran et accroissent sa défiance à l'égard de Washington, qui est une donnée fondamentale dans la relation bilatérale depuis le retrait des Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire iranien (JCPOA), en 2018.

Improvisation permanente

Donald Trump continue de croire que la pression militaire et économique fera capituler le régime. Dimanche, il annonçait qu'un destroyer américain avait tiré sur un cargo iranien ayant ignoré ses avertissements pendant six heures et tentant de forcer le blocus naval imposé par les Etats-Unis sur ce pays. Sa localisation n'était pas précisée. La salle des machines du *Touska* aurait été atteinte, les marines prenant ensuite le contrôle du cargo. Pour Téhéran, il s'agirait d'un acte de piraterie. La Maison Blanche aurait violé son propre engagement en maintenant un blocus naval jusqu'à la conclusion des né-

gociations. « *Le prétendu "blocus" des ports ou du littoral iraniens par les Etats-Unis constitue non seulement une violation du cessez-le-feu conclu sous la médiation du Pakistan, mais est également à la fois illégal et criminel* », expliquait, dimanche, sur X, le porte-parole du ministère des affaires étrangères de la République islamique d'Iran, Esmael Baghaei.

Pourtant, quarante-huit heures plus tôt, Donald Trump triomphait : Téhéran acceptait de rétablir la circulation dans le **détroit d'Ormuz**. Dès le lendemain, samedi, deux bateaux commerciaux, dont l'un appartenant à l'entreprise française CMA-CGM, essayaient des tirs de semonce iraniens. Le message était limpide : le contrôle iranien sur le détroit n'est certes pas complet, mais sa capacité à empêcher la circulation des navires demeure.

« *Ce n'était pas sympa, n'est-ce pas ?* », faisait mine de s'interroger Donald Trump, dimanche matin sur Truth Social, en commentant ces tirs iraniens. Le président renchérisait dans la menace. « *Nous proposons un accord très juste et raisonnable, et j'espère qu'ils l'accepteront, car s'ils ne le font pas, les Etats-Unis vont détruire chacune des centrales électriques et chacun des ponts en Iran. Faire le gentil, c'est fini !* » Le 7 avril, déjà, le pré-

sident américain avait provoqué une énième controverse, en employant un registre génocidaire : « *Une civilisation entière va mourir ce soir, et ne sera jamais ramenée à la vie.* » Il avait ensuite reculé et accepté le principe d'un cessez-le-feu, pour donner une chance à la diplomatie.

Mais quelle chance, si cette diplomatie n'est que déclarative ? Cette quête devait aboutir sous peu, promettait Donald Trump ces derniers jours. En réalité, elle se heurte à de nombreux obstacles. Côté américain, c'est l'improvisation qui règne à la Maison Blanche, ainsi qu'une façon d'humilier l'adversaire ou de prétendre l'avoir changé par la force. Côté iranien, les dissensions et les tensions internes s'accroissent et deviennent plus visibles par temps de cessez-le-feu, entre l'appareil militaro-sécuritaire et l'aile politique et diplomatique. Celle-ci est soupçonnée de vouloir brader les intérêts du pays.

Attribut de souveraineté

Si, par temps de guerre ouverte, la parole est aux armes, la situation actuelle est plus complexe : qui a la légitimité et l'autorité pour dire oui ou non à la liste d'exigences américaines ? Même si l'administration Trump prétend reporter toute discussion technique, notamment sur le programme nucléaire et ba-

listique, Téhéran doit se prononcer de façon nette sur un point-clé : l'uranium hautement enrichi. Donald Trump exige la remise de ce stock d'environ 400 kilos entre les mains américaines, comme un trophée. Les officiels iraniens excluent cette possibilité. Pour eux, il s'agit d'un

attribut de souveraineté. Ils n'éclaircissent jamais, au passage, la finalité d'un uranium enrichi à 60 %. Or, elle ne peut être que militaire. Sur le plan économique, l'Iran est affaibli, mais le régime pense encore que le temps est son allié. Pressé de sortir de cette séquence guerrière,

Donald Trump est confronté, lui, au rejet d'une majorité de son opinion publique. Selon un sondage NBC News, sa cote de popularité atteint un creux inédit. Ils ne sont que 37 % à soutenir son action, 63 % la désapprouvant. Le gros tiers encore fidèle, parmi les sondés, correspond à la

base MAGA (« Make America Great Again »), alignée sur tout ce que fait le président. Parmi ceux qui s'identifient comme MAGA, 87 % soutiennent la guerre en Iran. Mais, au-delà, la coalition qui a porté Donald Trump à la Maison Blanche semble actuellement en miettes.

l'Opinion

Clément Daniez
21 avril 2026

Iran : comment les Américains abordent la suite des négociations

Missionné par Donald Trump, le vice-président J.D. Vance est attendu ce mardi à Islamabad, où a déjà eu lieu une première session de pourparlers centrée sur le nucléaire, les 11 et 12 avril

« L'Iran ne pourra jamais posséder l'arme nucléaire, a déclaré le président américain, ce lundi, sur Truth Social. Si les nouveaux dirigeants iraniens sont intelligents, l'Iran peut connaître un avenir radieux et prospère. »

ISLAMABAD est placé depuis dimanche soir sous haute surveillance, avec plus de 10 000 agents de sécurité supplémentaires déployés dans ses larges rues. Dix jours après un premier round, la capitale du Pakistan s'apprête à accueillir la reprise des pourparlers entre une délégation iranienne et une autre américaine. En termes d'affichage, il n'y aura pas de gaspillage : les panneaux publicitaires imprimés il y a une douzaine de jours, où l'on voit le drapeau de la nation hôte entre ceux des Etats-Unis et de la République islamique, sont toujours valides, puisque la date affichée est « avril 2026 ».

A nouveau, J.D. Vance se trouve à la tête de l'équipe de négociateurs américains. Il devrait être accompagné, comme lors de la session inaugurale, par les deux émissaires diplomatiques personnels du président, son gendre Jared Kushner – époux de sa fille Ivanka –, et l'un de ses partenaires de golf privilégiés, Steve Witkoff, qui a comme lui bâti sa fortune dans le secteur immobilier à New York. Les médias américains annonçaient ce lundi un départ mardi de Washington, pour une arrivée prévue le même jour, et le redémarrage des discussions mercredi.

Entretemps, les Iraniens auront eu le loisir de méditer sur le mode de négociation des Américains pour trouver un accord. Trois jours après l'annonce d'un cessez-le-feu, les échanges des 11 et 12 avril avaient duré 21 heures en cumulé. Le vice-président américain y avait promptement mis un terme et était remonté dans son avion, justifiant son départ par le refus de l'Iran d'abandonner son programme nucléaire. Les Américains ont mené les négociations comme ils en ont souvent l'habitude, a ap-

pris l'Opinion, avec un début de discussion sur un mode sympathique, avant un durcissement progressif.

Rapport de forces. Les Iraniens étaient, semble-t-il, dans une autre logique. Là où leur vis-à-vis, venus du monde des affaires, cherchait un accord de grandes lignes avant que les techniciens prennent le relais pour sceller l'ensemble, les émissaires de Téhéran considéraient que la progression de la discussion dans les détails était un gage de leur consolidation. Arriveront-ils à parler le même langage diplomatique ? Le premier round aura permis à chaque partie de se jauger, de mieux comprendre le fonctionnement de l'autre et d'aborder différemment le deuxième.

Dès le 13 avril, Donald Trump assurait que les négociations avec l'Iran n'étaient pas rompues et se poursuivaient. Il était même déjà question de se retrouver à nouveau à Islamabad pour reprendre langue. Preuve qu'il y avait bien volonté de s'entendre, les hostilités n'ont pas repris. Mais chacun ayant en tête le retour à la table pakistanaise, Washington et Téhéran ont

accentué le rapport de force, avec l'objectif de faire comprendre à l'autre partie qu'elle doit faire des concessions pour qu'un véritable cessez-le-feu, durable, soit signé.

Le bras de fer d'entre-deux rounds s'est principalement joué, jusqu'à présent, sur la situation du passage maritime d'Ormuz. Au retour de J.D. Vance, le président américain a déclaré qu'il avait ordonné la mise en place d'un blocus sur les ports iraniens. En gage de bonne volonté après le cessez-le-feu conclu entre Israël et le Liban, la République islamique a annoncé vendredi la réouverture du détroit. Mais dès le lendemain, constatant que Washington se montrait inflexible, elle a revu sa position, précisant qu'il était à nouveau fermé.

Résultat, le même jour, un porte-conteneur de la CMA-CGM était visé par un tir. Dimanche, un cargo iranien a été abordé par la marine américaine, qui en a pris le contrôle. De chaque côté, à l'approche du rendez-vous d'Islamabad, l'heure est à la montée des enchères. Une partie de poker menteur est

en cours. Donald Trump a à nouveau promis de détruire des infrastructures civiles. Les Iraniens ont pour leur part indiqué, lundi, ne pas compter se rendre à Islamabad, avant d'ouvrir la porte à la venue de leur homme fort du moment, Mohammad Bagher Ghalibaf, le président du Parlement, si J.D. Vance est bien du voyage.

Technique. Le noyau dur des négociations n'est pas le détail, mais le programme nucléaire. La Maison Blanche veut pouvoir clamer qu'elle a mis un terme définitif à la possibilité pour Téhéran de posséder, un jour, des bombes atomiques. Les Iraniens pourraient faire des concessions sur le stock d'uranium enrichi à 60%

qu'ils auraient accumulé (plus de 440 kilogrammes selon l'AIEA), auquel ils pourraient renoncer. Mais ils veulent conserver un droit d'enrichissement, à terme. Ils auraient accepté le principe d'un moratoire de cinq ans. Côté américain, il était question de vingt ans.

Les deux parties parvien-

dront-elles à s'entendre ? Rien ne dit qu'elles vont aboutir à un accord cette semaine. D'autres rounds de négociations pourraient être nécessaires, tant le dossier du nucléaire est technique. Une chose est sûre, si le Pakistan doit accueillir une autre session, il faudra changer la date des affiches des « Islamabad Talks ».



April 21, 2026

Iran executes another protester detained in January ahead of talks in Islamabad

ERBIL, Kurdistan Region - Iranian authorities early Tuesday executed another protester detained during the January nationwide protest in which thousands of protesters were killed, reported Tasnim news.

Amir Ali Mir Jafari was one of tens of thousands of protesters detained in January when people across the country staged a nationwide protest calling for the end of the Islamic Republic.

"In dealing with spies, traitorous elements, and foot soldiers of the aggressor, our posture is fully combative and aligned with wartime requirements," Chief Justice Gholam-Hossein Mohseni-Ejei said in a Monday post on X.

Late Supreme Leader Ali Khamenei issued a crackdown order, after which thousands of protesters were killed and many more were wounded. At least 20,000 protesters and bystanders were detained. The bodies of hundreds of protesters in bodybags in a morgue in southeast Tehran shocked the world when the Islamic Republic regime killed thousands of protesters on January 8 and 9 in a space of



Amir Ali Mir Jafari. Photo: Tasnim 48 hours.

Tasnim news agency, which is affiliated with the Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), said on Tuesday that Mir Jafari was accused of setting a mosque on fire with a group of other protesters. He was also accused of collaboration with the Israeli intelligence agency, Mossad. Tasnim said that Mir Jafari had confessed to the charges. Human rights organisations say Iran regularly uses torture and inhuman treatment to

force detainees to confess to crimes such as collaboration with Israel which they have not committed.

Since the beginning of the air campaign against Tehran by Israel and the US on February 28, around a dozen political prisoners, including protesters from January, have been executed.

The Iranian delegation is expected to travel to Islamabad in Pakistan to hold the second round of talks with the US

delegation headed by Vice president JD Vance.

Human rights organisations are warning that if the Islamic Republic survives, it will carry out a new wave of executions.

In their 2025 annual report published on Monday, Iran Human Rights (IHR) and Together Against the Death Penalty (ECPM) said Tehran carried out 1,639 executions last year, some in public squares in the presence of children.

The New York Times April 21, 2026

A Turkish Love Story, With Prison, Poetry and an Airplane Exploit

After a forced confession and a death sentence, a Kurdish poet spent 30 years in jail, where he discovered his voice. His literary champion, to everyone's surprise, became his life partner.

When the Kurdish poet first declared his love, the woman who was the focus of his feelings didn't take him seriously. "How could I?" asked his beloved, Ipek Ozel. "I was the only woman he had seen in decades."

At the time he conveyed his affections, in 2019, the poet, Ilhan Sami Çomak, was serving a life sentence in a Turkish maximum security prison. Ms. Ozel was a volunteer, who, amid a life of glamour and parties, visited inmates to offer assistance and fellowship.

Their love story, which has surprised even their closest friends, is also a tale of a bitter and brutal decades-long conflict.

Mr. Çomak was born in 1973 in a tiny village near Bingöl, in eastern Turkey, to humble farmers who practiced Alevism, a heterodox Muslim sect.

"Perfect," he said of his rural childhood. "Adoring a tree or a flower or a river. That was god to me as an Alevi child."

He didn't realize his family's beliefs or their Kurdish ethnicity made him a minority. He didn't even realize he lived in a Turkish-speaking country until elementary school. "Turkish" — the language that would later give him solace in prison — "was drilled into me by schoolteachers," he said.

His parents encouraged his studies, and in 1992, he



The poet Ilhan Sami Çomak, right, and his partner, Ipek Ozel, left, at home in Istanbul. Bradley Secker for The New York Times

moved to Istanbul for college. The mid-1990s was the height of an insurgency being waged by the separatist Kurdish Workers Party, or P.K.K., and Kurdish students were being arrested en masse.

The Istanbul police arrested Mr. Çomak in 1994, accusing him of starting forest fires and of belonging to the outlawed P.K.K., which is designated as a terrorist organization by

Turkey, the United States and the European Union. He said he was tortured for 19 days, signed a forced confession and was sentenced to death.

Mr. Çomak, 53, denies all the charges. "Three fires in different far away locations in one day," he said, "I must be Superman."

He does look Clark Kentish. Tall, bespectacled and fit, he

sits upright as he answers politely what he is asked and Ms. Ozel, 55, translates.

In prison, he had to figure out a way to pass the time, and he soon realized many of his fellow inmates did so by reading.

He picked up the habit, and he didn't just read, he devoured, everything from Marx to Mayakovsky, Baudelaire to

Borges.

“When it became clear that I would not be leaving prison anytime soon, I began to look for something that could make my life inside meaningful, and I turned to poetry,” he said.

But it wasn’t easy to find his voice. “A lot of poetry is based on memory,” he said, “and I had mostly childhood memories. I was too young. Not many experiences.”

His breakthrough came when he realized that, even within his constricted circumstances, he was still surrounded by boundless subjects. “Anything became a reason for a poem,” he said. “Music, a movie, a beautiful novel, a photograph of Catherine Deneuve.”

He could, he discovered, “invite life and my passions with my pen,” and it was like a faucet opening, with poems pouring out, mostly in Turkish.

When Turkey abolished capital punishment in 2004, Mr. Çomak’s sentence was commuted to life in prison. His lawyers took his case to the European Court of Human Rights, which declared in 2007 he had not been given a fair trial — and called for a new one.

Margaret Owen, a British human rights lawyer who has become a friend of the couple, remembers being struck by the subject matter and tone of the poems by a man with every reason to be resentful. “Not one poem is political or angry,” she marveled.

When Mr. Çomak published “Hymns Composed by Cats” in 2013, he sent Ms. Ozel a copy, even though they’d never met.

Ms. Ozel had just started visiting Izmir Prison, on the Aegean Coast, where Mr. Çomak was being held. Although she had no legal training, she

would travel from Istanbul once a month to provide what help she could, offering practical casework assistance — a role known as a [McKenzie friend](#) — to three Kurdish students serving time with Mr. Çomak.

“They spoke about her with such good emotion,” Mr. Çomak said of the students.

After receiving her copy, Ms. Ozel, impressed by the tenderness of the poems, sent a thank-you note, jump-starting their correspondence.

“We wrote about everything,” she said. “He was more flirtatious than me.”

Some of his letters — 20- and 30-pages long — came with feathers that fell from the pet birds he kept in his cell. “He said that he would make me angel wings with them,” Ms. Ozel said.

While committed to her volunteer work with prisoners, and long involved with human rights advocacy, Ms. Ozel also had an active professional and social life in Istanbul. The daughter of secular engineers, she attended college in London, worked in advertising, danced the tango and traveled the world.

The first time they met in person was in 2016 at an Istanbul courthouse, where a hearing about his retrial was taking place.

As he was escorted into court by guards, Mr. Çomak blew a kiss into the air.

In her next letter, she wrote, “I didn’t know if it was intended for me, but I took it.”

“I’m glad it didn’t get lost,” he wrote back.

The court decided his trial had been fair, and he was later transferred to Silivri Prison, another maximum-security facility, outside Istanbul.

bul.

Guard towers at the Silivri Marmara Prison and Courthouse Complex outside Istanbul, one of the prisons where Mr. Çomak was incarcerated. Burak Kara/Getty Images

He asked Ms. Ozel if she’d act as his McKenzie friend, and she said yes. They could now talk through dirty glass for 45 minutes each week. “I woke up at 5 to make sure I was there by 9:30,” Ms. Ozel said.

She also had a mission: “I told him I didn’t want him to be another imprisoned Kurdish poet. I wanted him to be a recognized poet. His poems are so beautiful, so innocent. They are not the poems of a terrorist.”

Ms. Ozel knew that goal would be tough, but she was up for it. “Give me a challenge and watch me,” she said.

She persuaded PEN Norway to launch a campaign calling for Mr. Çomak’s release. Eighty-eight poets from around the world each sent him a poem. Mr. Çomak replied to each with a poem of his own.

But the campaign failed to free him; instead, Mr. Çomak would have to wait until he was eligible for parole after serving 30 years of his life sentence.

He was finally released in November 2024, after publishing 11 volumes of poetry, a play and an autobiography from his cell.

One of the first lessons Mr. Çomak learned in prison was never to expect anything. “That way there is no disappointment,” he said. But that doesn’t mean he didn’t dream, in his poetry, of the freedom he finally found, as this excerpt from “Things That Are Not Here” shows:

Life, separated from the sun.

There’s no direction here. But there is a way out.

Always, a way out.

Ms. Ozel was waiting outside the prison gates. They hugged — “as friends,” she said — and he went to be with his family.

But he never doubted he had fallen in love with Ms. Ozel — and anyone who read the poem he wrote for her, “[I Came to You, Life](#),” probably knew, too.

Mr. Çomak’s poem “I Came to You, Life,” was written for Ms. Ozel. Bradley Secker for The New York Times. He didn’t want to hurt his parents, however, who expected he would stay near them and give them grandchildren.

For Ms. Ozel, the prospect of losing Mr. Çomak saddened her, but she had her own needs and expectations. “It’s one thing to be a McKenzie friend, another to be his girlfriend,” she said. “Kurdish families are very tight and traditional, and I am not.”

It would take them a month and many daily phone calls after their prison-gate hug before seeing each other again. When Mr. Çomak learned she would be flying to a wedding in Adana, Turkey, he enlisted his cousin to buy him a ticket — he didn’t know how — on the same flight.

“I had decided I wanted to live my own life, and that meant with her,” he said.

After his romantic surprise on that flight, they became a couple and now live in an Istanbul apartment.

Freedom has kept them busy traveling around Europe, with Ms. Ozel arranging packed poetry readings.

“Ilhan is the best poet of our

generation,” said Burhan Sönmez, the president of PEN International and a Kurdish novelist. This renown is largely thanks to Ms. Ozel’s efforts. “If it weren’t for Ipek, no one would have heard of him,” Mr. Sönmez added.

With such different backgrounds, their partnership has

been a mutual learning curve.

“My great bohemian life ended when I met the imprisoned students and through them Ilhan,” said Ms. Ozel, whose battle with cancer has posed another test for the couple.

Still, the new life has been

rich in its rewards.

On New Year’s Eve, Ms. Ozel posted a picture of the couple in Berlin. “I spent perhaps one of the happiest years of my life,” she wrote.

Mr. Çomak expressed his feelings about his freedom in a

recent poem, “What Would I Resemble?”:

I found it at last, the ladder rising to freedom and the sky

In the moonlight, life grew more beautiful

Le Monde

Ghazal Golshiri

21 avril 2026

Pourquoi l’Iran n’a toujours pas confirmé sa présence au Pakistan pour un nouveau cycle de négociations avec les Etats-Unis

Malgré des signaux en apparence contradictoires entre diplomates et responsables militaires, les autorités iraniennes affichent globalement une même ligne face aux Etats-Unis : refus de négocier sous la contrainte et exigence de garanties préalables, notamment sur la levée du blocus dans le détroit d’Ormuz.

A quelques heures de l’expiration du cessez-le-feu entre l’Iran et les Etats-Unis, prévue dans la nuit du mardi 21 au mercredi 22 avril (heure de Téhéran), la délégation iranienne n’a toujours pas confirmé sa présence à Islamabad pour un nouveau cycle de négociations entre Washington et Téhéran. Les autorités iraniennes temporisent et conditionnent leur participation à un geste concret de la part des Etats-Unis, en particulier la levée du blocus maritime dans le détroit d’Ormuz. Donald Trump a finalement annoncé mardi soir avoir décidé de « *prolonger le cessez-le-feu* » jusqu’à « *ce que l’Iran présente une proposition visant à mettre fin au conflit* ».

« *Donald Trump, en imposant un blocus et en violant le cessez-le-feu, cherche à transformer la table des négociations en table de capitulation, ou à justifier une reprise des hostilités*, a écrit sur X, lundi,

Mohammad Bagher Ghalibaf, président du Parlement iranien et chef de la délégation lors du premier cycle de pourparlers à Islamabad les 11 et 12 avril. *Nous n’acceptons pas de négocier sous la menace et, au cours des deux dernières semaines, nous nous sommes préparés à dévoiler de nouvelles cartes sur le champ de bataille.* »

Le message est clair et c’est bien Mohammad Bagher Ghalibaf qui le porte : refus de négocier sous pression et exigence de garanties préalables. Contrairement à certaines spéculations, l’establishment iranien ne présente pas de divisions majeures quant à l’attitude à adopter face aux Etats-Unis.

Unité affichée au sommet

Cette unité affichée au sommet ne dispense toutefois pas le régime de composer avec sa base populaire ultraconservatrice, profondément mé-

fiant à l’égard de l’Occident. Depuis le début des frappes israélo-américaines en Iran, le 28 février, ce noyau dur se mobilise chaque nuit dans les rues du pays, appelant à venger les victimes du conflit, notamment l’ancien Guide suprême Ali Khamenei, tué lors des premiers bombardements. Estimée à plusieurs millions de personnes, cette base guette tout signe de faiblesse ou de compromission.

Pour les autorités, l’enjeu est donc double : ne pas apparaître comme cédant à la contrainte extérieure, tout en convainquant cette base que d’éventuelles négociations serviraient les intérêts du pays. La tâche est d’autant plus délicate que, par deux fois récemment – en juin 2025 à Genève et à Mascate (sultanat d’Oman), puis en février à Mascate –, des phases de négociations ont été suivies de frappes israélo-américaines contre l’Iran, nourrissant une profonde défiance.

« *A Téhéran, négocier dans les conditions actuelles reviendrait à le faire sous contrainte, ce qui renforcerait mécaniquement la position américaine*, explique Hamidreza Azizi, chercheur au cercle de réflexion Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin. *Tant que l’establishment iranien ne verra pas de geste concret, comme la levée du blocus maritime, il est peu probable qu’il accepte de se rendre au Pakistan pour négocier.* »

La levée du blocus exigée

Après l’échec du premier cycle de discussions bilatérales à Islamabad, le 12 avril, Donald Trump a annoncé l’instauration d’un blocus dans le détroit d’Ormuz. Cinq jours plus tard, le ministre des affaires étrangères iranien, Abbas Araghtchi, a déclaré que, dans le cadre du cessez-le-feu au Liban – une ligne rouge pour Téhéran –, le détroit d’Ormuz serait rouvert à la navigation

commerciale, sous conditions et en coordination avec les autorités iraniennes.

Comme l'analyse, sur X, Vali Nasr, professeur à la Johns-Hopkins School of Advanced International Studies et ancien conseiller du département d'Etat américain, ce message reflétait une attente précise de Téhéran, à savoir que « *si l'Iran faisait un geste positif en rouvrant le détroit d'Ormuz, les Etats-Unis répondraient en levant le blocus* ».

Mais cette démarche n'a pas produit l'effet escompté. Le 17 avril, Donald Trump a salué la réouverture du détroit tout en affirmant que le blocus resterait en vigueur jusqu'à la conclusion d'un accord final. Il a même laissé entendre que l'Iran aurait déjà accepté l'essentiel des exigences américaines, notamment sur le nucléaire, présentant ainsi un geste conditionnel iranien comme une avancée décisive obtenue par la pression américaine.

Pas de fractures internes

A Téhéran, les réactions critiques n'ont pas tardé à dénoncer les déclarations d'Abbas Araghtchi. L'agence Tasnim, proche des gardiens de la révolution, l'armée idéologique du pays et le centre de pouvoir politique et économique le plus puissant, a fustigé ce qu'elle a qualifié de « *manque de précision* » dans le message du chef de la diplomatie. Selon Tasnim, Abbas Araghtchi avait manqué de souligner que toute réouverture serait annulée en cas de maintien du blocus américain.

Dans les heures qui ont suivi, l'Iran a rapidement ajusté sa position officielle. Dès le 18 avril, les gardiens de la révolution ont réaffirmé que la liberté de navigation dans



Une Iranienne passe devant une fresque murale anti-américaine et anti-Israélienne, à Téhéran, pendant le cessez-le-feu, le 21 avril 2026. ATTA KENARE/AFP

le détroit d'Ormuz était strictement conditionnée à la levée du blocus américain.

Malgré ces critiques envers Abbas Araghtchi, des analystes rejettent l'idée de fractures internes. « *L'idée que le ministre des affaires étrangères puisse faire une annonce aussi importante sans l'aval du commandement militaire est erronée* », souligne Hamidreza Azizi.

Selon Babak Vahdad, chercheur et analyste spécialiste de l'Iran, du golfe Persique et du chiisme, « *depuis le début du processus d'Islamabad, il existe des sensibilités différentes : le ministère des affaires étrangères adopte une approche plus flexible que les gardiens, mais cela ne signifie pas qu'ils défendent des lignes distinctes* ». La position iranienne résulte, dit ce chercheur, d'une coordination étroite et d'un consensus au sommet de l'Etat, sous l'autorité du Conseil suprême de sécurité nationale et des gardiens de la révolution.

Logique de réciprocité

Signe d'une certaine unité au sommet de l'Etat iranien, Mohammad Bagher Ghalibaf est intervenu le 19 avril à la télévision nationale pour clarifier la position du régime, malgré l'échec d'Abbas Araghtchi à obtenir des concessions américaines. Il a confirmé que l'Iran conservait le contrôle du détroit d'Ormuz et estimé que la navigation commerciale ne pourrait être garantie sans levée des sanctions et du blocus américain. Soucieux de rassurer la base ultraconservatrice, il a affirmé que l'Iran restait en position de force, tout en rappelant que la diplomatie demeurerait nécessaire, mais uniquement dans une logique de réciprocité et de rapport de force. Propos qui semblent préparer l'opinion à une éventuelle reprise des négociations.

Le 20 avril, les tensions entre Washington et Téhéran se sont encore intensifiées à la suite de plusieurs incidents maritimes survenus dans le

golfe d'Oman et le détroit d'Ormuz. Les Etats-Unis ont notamment [arraisonné le cargo iranien Touska](#), après que celui-ci aurait ignoré des avertissements répétés émis par les forces américaines présentes dans la zone.

« *Dans le climat actuel, sans garantie concrète de Washington, du point de vue iranien, aller négocier serait perçu comme céder à la pression* », poursuit Hamidreza Azizi. « *Cela risquerait d'aliéner la base de soutien de la République islamique, alors même que le pouvoir a déjà perdu une grande partie de sa légitimité sociale* », ajoute-t-il, en référence aux multiples vagues de contestation que le pays a connues, dont la plus récente en janvier. « *En période de guerre, surtout si le conflit reprend, perdre le soutien de cette base populaire serait difficilement récupérable* », estime le chercheur.



April 22, 2026

Five injured in drone attack on Iranian Kurdish opposition camp in Erbil

ERBIL, Kurdistan Region - Four drones struck a base of an Iranian opposition party in Erbil province early Wednesday, wounding five, said the group. The attack came two hours after Washington's unilateral extension of a two-week ceasefire with Iran.

"Their [Iran's] actions once again show a preference for escalation over regional stability," the Kurdistan Freedom Party (PAK), which has been targeted numerous times since the US-Israel war against Iran began late February, said in a statement regarding the strikes.

The statement reported that three people were injured. However, Adib Khaldiyan, a senior member of the party, later told Rudaw English that five people were wounded in the strikes.

Trump said late Tuesday that he has decided to extend the fragile truce with Iran based on Pakistan's request in order to give Tehran time to submit a "unified proposal" for agree-



Five people were injured in drone attack on a PAK base in Erbil province on April 22, 2026. Photos: Submitted

ment. Announced on April 8, the ceasefire tenuously ended a nearly 40-days of war between the arch-foes.

Despite the ceasefire, Iran and its Iraqi proxies have continued their attacks on the Kurdistan Region, killing at least five and injuring others, said the Region's Prime Minister Masrour Barzani on Saturday. The Kurdistan Region endured more than 700 attacks during the war, with over a

dozen killed and at least 90 injured, according to Rudaw's tracking.

PAK placed "critical responsibility" on the US for Iran's continued attacks on their bases.

"Throughout the ceasefire period, the only territory and entity against which Iran has failed to cease fire—continuing its missile and drone strikes—has been the Kurdistan Region," Rebaz Sharifi, one

of the PAK commanders, said in a separate statement about the attack.

Iran intensified its attacks on the opposition groups based in the Kurdistan Region following the 2022 "Women, Life, Freedom" Movement, which began as a call for women's rights but later evolved into nationwide protests. Hundreds were killed and thousands were arrested.

To Iran, Trump Blinked First by Extending the Cease-Fire

Iran's leaders believe that they can withstand an enduring standoff longer than President Trump. The strategy could be economically devastating for average Iranians.

In the days before proposed talks aimed at ending the war between them, President Trump and Iran's leaders exchanged a barrage of threats and insults that played out like a high-stakes game of chicken.

In the end — at least, from Iran's perspective — Mr. Trump blinked first.

Late on Tuesday, with neither Iranian nor American mediators having traveled to Pakistan for a second round of peace talks, Mr. Trump announced an indefinite cease-fire with Iran. He said it was to give Iran's leadership time to submit a response to American demands and would last until ["discussions are concluded, one way or the other."](#)

For Iranian leaders, that result will most likely validate their conviction that their readiness to endure the pain of the war is higher than Mr. Trump's.

Despite the vast destruction caused by U.S.-Israeli strikes on their country, they believe that they can withstand the increasingly costly U.S. blockade of Iranian ports longer than Mr. Trump is willing to countenance Iran's effective closure of the vital [Strait of Hormuz](#).

"The Iranians measure the timeline in months for themselves, and in weeks for the Trump administration and the global economy," said Ali Vaez, the Iran project director for the International Crisis Group.



An Iran expert said the major impediment to negotiations restarting was the same as it was before talks — both countries see themselves as having the advantage. Arash Khamooshi for The New York Times

"They think Trump can't tolerate the strait remaining closed for another three weeks."

Since [the war began](#), Iran has been blocking most of the shipping traffic that previously moved about one-fifth of the world's oil and a substantial amount of natural gas supplies through the strait. The impact was felt around the world, not just in rising oil prices, but in fertilizer and gas shortages. Rising gas prices in the United States also create a domestic problem for Mr. Trump in a crucial midterm election year.

After a first round of talks between Iranian and American negotiators in Islamabad, Pakistan, ended without results, Mr. Trump imposed a retaliatory U.S. naval blockade to

try to prevent vessels heading to or from Iran, blocking Tehran's ability to continue the oil exports that underpin its economy.

The reasons for the collapse of the talks remain unclear. Mr. Trump has blamed it on a "seriously fractured" Iranian leadership, unable to agree on its position before negotiations. Iranian officials argue that it is because Mr. Trump had refused to lift the U.S. blockade before talks, [with American forces also seizing an Iranian-flagged ship](#) over the weekend.

"Blockading Iranian ports is an act of war and thus a violation of the ceasefire," Iran's foreign minister, Abbas Araghchi, wrote on social media late on Tuesday, as it became apparent that no one was

heading to Islamabad. "Striking a commercial vessel and taking its crew hostage is an even greater violation," he continued. "Iran knows how to neutralize restrictions, how to defend its interests and how to resist bullying."

Throughout the war, Iran has used mocking memes and videos to try to convey superiority and indifference in the face of Mr. Trump's threats. Early on Wednesday in Iran, after Mr. Trump said the cease-fire would be extended, many Iranian semiofficial news sites posted the same mock video of an angry Mr. Trump, threatening to bomb Iran, and of his American mediators sitting in an empty negotiating room. The Iranian counterparts, who never arrive, instead deliver a piece of paper

that reads: "Trump, shut up."

Abdolrasool Divsallar, an Iran expert at the Catholic University of Milan, said the major impediment to negotiations restarting was the same as it was before talks began — both countries see themselves as having the advantage and being able to dictate terms.

"The Iran side views their ability to prevent the U.S. oper-

ation from achieving its objectives as a victory," he said. "They assume the Trump administration may not have any other good alternatives and that time will favor them if they hold on in this status quo."

While Iran's leadership may be able to survive the standoff with Washington, its economy may not, analysts warn. Iran's economy was already in deep crisis before the war, causing

suffering that set off a huge nationwide protest movement in January that was **crushed in a deadly crackdown**.

Even if Iran's leaders can push through the economic pain, it will come at a huge cost to its people. On social media, Iranians post daily about immense job layoffs, and about fears over medicine and plastic shortages after U.S.-Israeli strikes hit critical

infrastructure.

"The Iranian regime only cares about its survival, not about its people suffering, and it does still see this as an existential battle with the United States," said Mr. Vaez of the International Crisis Group. "And that's why it's not going to blink, regardless of how much the Iranian people suffer."

Le Monde **Piotr Smolar** 22 avril 2026

Ni guerre ni paix : Donald Trump prolonge le cessez-le-feu en Iran de façon unilatérale

Le président américain n'a pas donné de nouveau délai, affirmant attendre que les différents courants du régime iranien, sécuritaire et politique, parviennent à une « proposition unifiée ».

Annoncé comme certain deux jours plus tôt, le [déplacement à Islamabad du vice-président, J. D. Vance](#), pour une deuxième séance de négociations avec l'Iran, a été reporté, mardi 21 avril, faute d'interlocuteurs. Alors que le cessez-le-feu de quinze jours arrivait à expiration, Donald Trump a réuni ses plus proches conseillers à la Maison Blanche.

Au terme de ces consultations, le milliardaire a choisi de reculer et de ne pas mettre sa menace à exécution. Dimanche, il avait évoqué, pour la deuxième fois, son intention d'ordonner le bombardement de tous les ponts et des centrales électriques en Iran, si le régime n'acceptait pas les demandes américaines. Mardi, prétextant une requête en ce sens du médiateur pakistanais, Donald Trump a prolongé le cessez-le-feu, sans délai précis. « Dès lors que le gouverne-

ment de l'Iran est sérieusement fracturé », explique le magnat, les Etats-Unis acceptent d'attendre que les différents courants du régime, sécuritaire et politique, parviennent à une « proposition unifiée ». Du point de vue de la hiérarchie du pouvoir religieux et politique, cela impliquerait d'obtenir des arbitrages décisifs de [Mojtaba Khamenei, nouveau Guide suprême](#), dont l'état et la localisation demeurent très incertains. Selon le secrétaire à la défense, Pete Hegseth, il serait « blessé et défiguré ».

Donald Trump a précisé un point-clé : l'armée américaine poursuivra le blocus naval, afin d'empêcher la circulation des navires accostant dans les ports iraniens. L'annonce d'une prolongation du cessez-le-feu ne présage donc en rien de la suite, et ne traduit pas un empressement à conclure n'importe quel accord, même au rabais. Cela aurait peu de sens, après

avoir parcouru un chemin aussi heurté, chaotique et coûteux.

« Je m'attends à bombarder », disait Donald Trump le matin même, à l'antenne de la chaîne CNBC. Le Pentagone, en coordination avec Israël, dispose déjà d'une liste de cibles possibles, prêtes à être visées sur décision de la Maison Blanche. « J'espère sincèrement que les deux parties vont continuer à respecter le cessez-le-feu et seront capables de conclure un accord de paix complet pendant le second tour de discussions prévu à Islamabad, en vue d'une fin permanente du conflit », écrivait, mardi sur X, le premier ministre pakistanais, Shehbaz Sharif.

Etat hautement inflammable

Ni guerre ni paix. Ni négociations constructives ni rupture complète du dialogue. Dans

cet état hautement inflammable où toutes les parties paient un prix élevé, la communication personnelle du président américain contribue au chaos. Ses conseillers le savent. Il ne s'agit plus de créer de l'incertitude stratégique, d'inspirer de la crainte par l'imprévisibilité. En réalité, Donald Trump dévalue sa propre parole, sa crédibilité, en multipliant les propos aussitôt contredits par les faits, ou par un message suivant, quelques heures plus tard.

Le texte publié sur Truth Social mardi après-midi était, pour une fois, pesé au trébuchet, sans insultes, lettres majuscules, ni points d'exclamation. Le contraste était évident avec ceux qui avaient précédé concernant la guerre en Iran. La veille par exemple, Donald Trump claironnait que « l'ennemi [était] désorienté » et que le blocus « détru[isai]t complètement l'Iran ». Dans un autre mes-

sage, il se réjouissait d'avoir retiré les Etats-Unis de l'accord sur le nucléaire (JCPOA), qui avait été conclu avec Téhéran en 2015. Or cette décision est au cœur de la défiance énorme régnant en Iran au sujet de tout engagement américain. Washington a-t-il encore une parole ?

Lundi, le président iranien, Massoud Pezeshkian, notait que « *les signaux non constructifs et contradictoires des officiels américains véhiculent un message amer : ils cherchent la capitulation de l'Iran* ». C'est la raison pour laquelle Téhéran a choisi de ne pas se rendre immédiatement à Islamabad pour de nouvelles négociations. La position officielle du

régime est que le blocus naval imposé par les Etats-Unis, outre son caractère illégal, serait une violation du cessez-le-feu, tel qu'il a été conclu entre les deux pays. L'Iran en demande donc la levée pour reprendre les négociations.

« **Le temps n'est pas mon adversaire** »

« *Le blocus des ports iraniens constitue un acte de guerre et donc une violation du cessez-le-feu*, affirmait le chef de la diplomatie iranienne, Abbas Araghtchi, sur X. *Tirer sur un navire commercial et prendre son équipage en otage constitue une violation encore plus grave. L'Iran sait comment*

neutraliser les restrictions, défendre ses intérêts et résister aux intimidations. »

La décision de Donald Trump d'annoncer la prolongation du cessez-le-feu fait aussi peser sur l'Iran la responsabilité de toute escalade à venir. La conviction de l'administration américaine est que le blocus contribue à l'hémorragie du régime, sur un plan financier. Son étranglement deviendra à un moment insoutenable, calcule-t-on dans l'entourage du président américain.

« *D'ici à quelques jours*, notait mardi le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, sur X, *le stockage sur l'île de Kharg sera plein et les fragiles puits de pétrole iraniens seront mis*

à l'arrêt. Limiter les échanges maritimes de l'Iran vise directement les principales sources de financement du régime. »

Mais, en Iran, le pouvoir fait un pari inverse, celui de l'impatience américaine, de sa fébrilité, de son incapacité à soutenir ce gigantesque effort militaire dans le temps. « *Le temps n'est pas mon adversaire* », assurait Donald Trump lundi, dans l'un de ses nombreux messages. Trois jours plus tôt, lors d'un rassemblement de l'organisation conservatrice Turning Point USA à Phoenix (Arizona), il prétendait que « *la plupart des points [avaie]nt déjà été négociés [avec Téhéran] et acceptés* ».



Bahar MAKOOI
22 avril 2026

Sur fond de guerre, les exécutions politiques s'enchaînent en Iran

À l'aube, chaque matin, la même scène se répète dans les prisons iraniennes. Depuis lundi, au moins un homme est pendu chaque jour. Une cadence glaçante qui illustre, selon les ONG et les experts, une accélération fulgurante du recours à la peine de mort par la République islamique depuis le début de la guerre entre les États-Unis, Israël et l'Iran, le 28 février.

Mercredi, les autorités ont annoncé l'exécution de Mehdi Farid, 55 ans, reconnu coupable de liens avec le Mossad. Ancien employé de l'Organisation iranienne de l'énergie atomique, il avait été arrêté en 2023. La veille, un autre homme,

Amirali Mirjafari, avait été pendu, accusé d'avoir collaboré avec Israël et les États-Unis, et d'avoir tenté d'incendier une mosquée à Téhéran lors des manifestations de janvier. Lundi, deux autres condamnés, présentés comme des membres d'un réseau d'espionnage, avaient été exécutés à l'aube.

Pour afficher ce contenu Instagram, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

« On constate une accélération des exécutions politiques du fait de la guerre », analyse Azadeh Kian, professeure émérite de sociologie à l'université Paris Cité. Depuis le déclenchement du conflit, au

moins 14 prisonniers politiques liés ont été exécutés.

D'après l'ONG Iran Human Rights (IHR), Amirali Mirjafari, pendu mardi à l'aube, est le huitième prisonnier exécuté en lien avec les manifestations antigouvernementales de janvier, à l'issue de procès expéditifs.

À voir aussi Farid Vahid : « La population iranienne se sent abandonnée par tout le monde »

« Saleh Mohammadi, Saeed Davodi et Mehdi Ghasemi ont été pendus à la prison centrale de Qom le 19 mars, Amirhossein Hatami à la prison de Ghezel Hesar le 2 avril. Ses coaccusés, Mohammad-

Amin Biglari et Shahin Vahedparast, ont également été exécutés à la prison de Ghezel Hesar le 5 avril, et Ali Fahim y a été pendu le 6 avril », recense IHR, basée en Norvège.

Pour les organisations de défense des droits humains, ces affaires relèvent moins de l'espionnage que de la répression politique. « La République islamique continue de présenter des troubles civils internes comme de l'espionnage pour accélérer l'exécution de manifestants », dénonce IHR. La chercheuse Azadeh Kian évoque pour sa part des procès expéditifs, souvent menés en visioconférence, sans accès réel pour les accusés à un avocat.

De jeunes condamnés à mort

Le profil des condamnés illustre l'ampleur de la répression. Il s'agit «de très jeunes Iraniens, âgés de 20 à 25 ans, arrêtés lors des révoltes de janvier, mais aussi des opposants plus anciens, notamment liés aux Moudjahiddines du peuple. Ils sont accusés d'atteinte à la sécurité nationale ou de «guerre contre Dieu», un chef d'accusation fréquemment utilisé par le régime qui vaut condamnation à mort», explique la spécialiste de l'Iran.

Pour afficher ce contenu Instagram, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

«Alors qu'il a fallu plus d'un an à la République islamique pour exécuter huit manifestants du mouvement «Femme, vie, liberté», les exécutions actuelles ont eu lieu en à peine plus de trois mois», souligne pour sa part IHR.

Début avril, le puissant chef du pouvoir judiciaire iranien Gholamhossein Mohseni Ejei a d'ailleurs explicitement appelé les tribunaux à accélérer le prononcé des condamnations à mort, tant pour les affaires liées au conflit extérieur que pour celles concernant les manifestations internes. Une directive suivie d'effets immédiats qui montre que, malgré la guerre et les changements à la tête du régime, l'appareil judiciaire iranien est resté intact.

Terroriser la population

Dans le même temps, la répression s'intensifie bien au-delà des exécutions. Selon IHR, au moins 3 646 personnes ont été arrêtées depuis le début de la guerre, dont plus de 700 après l'annonce du cessez-le-feu le 8

avril. Le 20 avril, le chef de la police iranienne a annoncé l'arrestation d'au moins 1 800 personnes supplémentaires, accusées d'activités «hostiles» ou de liens avec l'opposition. Parmi les personnes visées figurent des militants, mais aussi des citoyens ordinaires, poursuivis pour des publications en ligne ou leur participation à des rassemblements.

Les avocats ne sont pas épargnés. Plusieurs défenseurs ont été arrêtés ces dernières semaines, dont la célèbre avocate des droits humains Nasrin Sotoudeh. Dans de nombreux cas, les détenus sont maintenus au secret, ce qui alimente les craintes d'exécutions imminentes.

Pour Azadeh Kian, cette stratégie vise avant tout à terroriser la population. «Le but est d'intimider. En parallèle, ces derniers jours, des parades armées de partisans du régime ont été organisées pour adresser un message clair aux opposants : «On vous a à l'œil.» Le pouvoir redoute des émeutes sporadiques», explique-t-elle. «La crise économique était déjà là, et avec la guerre, les destructions, le chômage et l'inflation qui a encore grimpé, la population est exsangue et tétanisée.»

Des Iraniennes prorégime exhibent des armes et participent à un rassemblement à Téhéran le 17 avril 2026. © AFP

Sur le plan politique, la guerre a renforcé les factions les plus dures du régime et le système répressif de la République islamique fonctionne toujours, malgré les dégâts infligés. «La République islamique s'est militarisée et l'essentiel du pouvoir est désormais entre les mains des plus radicaux», résume la chercheuse, qui voit dans la nomination du général Ahmad Vahidi à la tête du Corps des

Gardiens de la révolution iranienne un symbole parlant. Ancien chef du service des renseignements des Gardiens de la révolution, figure centrale de la répression intérieure, il a été désigné à ce poste après la mort de Mohammad Pakpour au début du conflit.

Angle mort des négociations

Dans ce contexte, les ONG redoutent une nouvelle vague d'exécutions. Des centaines de manifestants sont actuellement poursuivis pour des faits passibles de la peine de mort, et au moins 30 ont déjà été condamnés à la peine capitale, selon IHR, qui appelle à un moratoire immédiat et estime que la question des exécutions doit être centrale dans toute négociation avec Téhéran.

À voir aussi Bahareh Akrami : «Dans les négociations, on parle d'Ormuz, mais pas de la population iranienne»

Donald Trump a demandé mardi aux dirigeants iraniens de «libérer» plusieurs femmes selon lui menacées d'exécution. «Aux dirigeants iraniens, qui vont bientôt négocier avec mes représentants : je serais très reconnaissant de la libération de ces femmes. (...) S'il vous plaît, ne leur faites pas de mal ! Ce serait un très bon début pour les négociations !!!», a écrit le président américain sur son réseau Truth Social.

Pour afficher ce contenu Truth Social, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

«Parmi les femmes présentées comme étant sur le point d'être exécutées, certaines ont été libérées, tandis que d'autres font l'objet de poursuites susceptibles d'entraîner tout au plus une peine de

prison», a réagi le site Mizan, organe du pouvoir judiciaire iranien pour qui «Trump a une fois de plus été induit en erreur par de fausses informations».

Masih Alinejad, une opposante iranienne basée aux États-Unis, a publié sur X huit noms de femmes, toutes arrêtées selon elle en lien avec les manifestations de janvier réprimées dans le sang. L'une d'entre elles est Bitā Hemmati, condamnée à la peine capitale pour avoir jeté des blocs de béton depuis un immeuble sur des forces de sécurité lors des manifestations, selon plusieurs organisations de défense des droits humains.

Dans un rapport publié mi-avril, l'ONG Hengaw, basée en Norvège, a diffusé un cliché de Bitā Hemmati identique à l'une des huit photographies partagées par Donald Trump.

Pour afficher ce contenu Instagram, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Selon l'organisation, une autre de ces photographies représente Mahboubeh Shabani, 32 ans, condamnée à mort pour «avoir lancé une guerre contre Dieu» après avoir transporté des manifestants blessés sur sa moto à Mashhad, ville du Nord-Est où elle est désormais emprisonnée.

Pour afficher ce contenu Instagram, il est nécessaire d'autoriser les cookies de mesure d'audience et de publicité.

Selon les organisations de défense des droits humains, l'Iran se trouvait en 2025 au deuxième rang mondial pour le nombre d'exécutions – derrière la Chine –, avec au moins 1 639 personnes, dont 48 femmes, tuées. Déjà un record depuis plus de vingt ans. félicité le président français.

Pour l'Iran, un statu quo inconfortable, entre cessez-le-feu et blocus

La prolongation de la trêve annoncée par le président américain, mardi, place Téhéran, étranglé économiquement, dans une situation difficile à tenir dans la durée. Le risque d'une nouvelle escalade demeure élevé.

L'annonce, mardi 21 avril, de la décision du président américain, Donald Trump, de « prolonger le cessez-le-feu » jusqu'à « ce que l'Iran présente une proposition visant à mettre fin au conflit » ne constitue pas un scénario favorable pour l'establishment iranien. Alors que les Etats-Unis maintiennent Téhéran dans une forme d'entre-deux – ni guerre ni paix, une configuration que ses dirigeants ont historiquement cherché à éviter –, et que le blocus naval américain demeure en place, la perspective d'une reprise des hostilités continue de planer sur l'Iran, étranglant encore plus son économie déjà fortement fragilisée.

« La situation actuelle – pression économique via le blocus, incertitude stratégique et confrontation de basse intensité persistante – est perçue [à Téhéran] comme érodant progressivement les capacités stratégiques restantes de l'Iran », explique, sur X, Hamidreza Azizi, chercheur au cercle de réflexion Stiftung Wissenschaft und Politik, à Berlin. Pour Téhéran, la prolongation du cessez-le-feu par Washington « n'est donc pas interprétée comme une sortie honorable du conflit, mais plutôt comme une reconfiguration de sa forme et de sa dynamique, réduisant les coûts pour les Etats-Unis tout en les augmentant pour l'Iran », poursuit le chercheur.

Dans sa première réaction officielle, le quartier général central Khatam Al-Anbiya, organe de commandement unifié des forces armées iraniennes, a affirmé que les forces de la

République islamique étaient « prêtes à tirer » et répondraient « en cas d'agression ». « Nos forces sont puissantes et capables et depuis longtemps en état de préparation à 100 % (...), afin qu'en cas d'agression ou de toute action contre l'Iran islamique elles frappent immédiatement et avec force des cibles prédéterminées », a déclaré son porte-parole, Ebrahim Zolfaghari, évoquant « les menaces répétées du président des Etats-Unis et des commandants de l'armée ».

Mardi, alors qu'une réponse iranienne était attendue concernant sa participation à un nouveau cycle de négociations à Islamabad, les autorités ont conditionné leur présence à un geste concret de Washington, en particulier la levée du blocus maritime dans le détroit d'Ormuz. Faute d'un tel geste, s'asseoir à la table des négociations serait, du point de vue iranien, assimilable à une forme de capitulation, d'autant plus que l'Iran estime avoir pris l'avantage dans cette guerre asymétrique face aux Etats-Unis et à Israël.

« Consensus au sommet de l'Etat »

« Donald Trump, en imposant un blocus et en violant le cessez-le-feu, cherche à transformer la table des négociations en table de capitulation, ou à justifier une reprise des hostilités », a écrit, le 19 avril, sur X, Mohammad Bagher Ghalibaf, président du Parlement iranien et chef de la délégation lors du premier cycle

de pourparlers à Islamabad, les 11 et 12 avril. *Nous n'acceptons pas de négocier sous la menace.* »

Contrairement aux affirmations de Donald Trump, qui a évoqué un « gouvernement iranien très divisé », l'establishment iranien ne laisse pas apparaître, à ce stade, de fractures majeures quant à l'attitude à adopter face aux Etats-Unis. « Depuis le début du processus d'Islamabad, il existe des sensibilités différentes : le ministère des affaires étrangères adopte une approche plus flexible que les gardiens de la révolution, mais cela ne signifie pas qu'ils défendent des lignes distinctes », explique Babak Vahdad, chercheur et analyste spécialiste de l'Iran, du golfe Persique et du chiisme. *La position iranienne résulte d'une coordination étroite et d'un consensus au sommet de l'Etat, sous l'autorité du Conseil suprême de sécurité nationale et des gardiens de la révolution.* »

Le régime doit également composer avec une base populaire ultraconservatrice, profondément méfiante à l'égard de l'Occident. Estimée à plusieurs millions de personnes, cette base reste attentive à tout signe de faiblesse. « En période de guerre, perdre son soutien serait difficilement récupérable, alors même que le pouvoir a déjà perdu une grande partie de sa légitimité sociale », souligne Hamidreza Azizi, faisant allusion **aux multiples vagues de contestation que le pays a connues, dont la plus récente, en janvier. Vague massive de licenciements**

ments

Début mars, Téhéran a annoncé la fermeture du détroit d'Ormuz, mais les tensions se sont fortement accrues après l'échec du premier cycle de discussions à Islamabad et l'annonce par Donald Trump de l'instauration d'un blocus naval dans la zone. Le 20 avril, les Etats-Unis ont arraisonné le cargo iranien *Touska*, pour avoir ignoré des avertissements répétés.

Désormais, l'évolution de la situation dépendra largement du caractère réel ou simplement symbolique du blocus naval américain. Toute nouvelle interception ou saisie de navires iraniens pourrait rapidement déclencher une escalade militaire entre l'Iran et les Etats-Unis, avec un risque d'extension du conflit à Israël. Dans un tel scénario, la reprise des hostilités ouvertes n'est pas à exclure.

Pendant ce temps, en Iran, la situation économique et sociale se dégrade rapidement. Le pays reste en grande partie coupé d'Internet, à l'exception de certains cercles proches du pouvoir ou de ceux qui peuvent accéder à des VPN coûteux. Chaque jour, des informations font état d'une vague massive de licenciements, notamment dans les secteurs de la publicité, du numérique et des start-up. Certains retraités n'ont pas perçu leur pension depuis le début du conflit. Dans ce contexte, une aggravation significative de la crise économique est à redouter dans les prochaines semaines.



April 22, 2026

Kurdish journalism day marks 1898 first newspaper

ERBIL, Kurdistan Region - Kurdish Journalism Day is marked annually on April 22, commemorating the release of the first issue of Kurdistan newspaper in 1898, a milestone that laid the foundation for Kurdish media and continues today with publications like *Riya Teze*, which has remained in print for nearly a century.

Kurdistan newspaper, published in Cairo in 1898 by the renowned Kurdish literary figure Miqdad Midhat Bedir Khan, was written in the Kurmanji dialect. A total of 31 issues were published over four years. It faced intense scrutiny and censorship from the Ottoman Empire, which forced it to cease operations after its 31st issue in 1902.

Kurdish intellectuals later found new space for cultural visibility and journalistic expression in cities such as the Armenian capital Yerevan, then part of the Soviet Union. There, they established *Riya Teze* (The New Path) in 1930. It played a key role in standardizing Kurmanji Kurdish. Initially published using the Latin alphabet, it switched to Cyrillic from 1937 to 2001, in line with Soviet policies.

Ninety-six years after its founding, *Riya Teze* continues to publish in Kurdish today using the Latin alphabet.

The first issue, published on March 25, 1930, featured the rallying cry from Karl Marx

and Friedrich Engels' Communist Manifesto: "Workers of the World, Unite!" It also included a photograph of Vladimir Lenin, accompanied by his quote: "The new alphabet is a great revolution in the East."

Next to Lenin's photo, the headline read: "The October [1917] Revolution and the New Alphabet." Soviet leaders viewed the process of "Latinization" as a way to expand literacy, unify non-Russian nations, and weaken traditional ties between Soviet Muslims and the Middle East.

Before the collapse of the Soviet Union in 1991, four official daily newspapers were published in the region - in Russian, Kurdish, Azeri, and Armenian. *Riya Teze* was the official Kurdish-language publication. It had a circulation of around 4,000 copies per issue, distributed across the Soviet Union and reaching Europe, the United States, and Canada.

In 1932, copies of *Riya Teze*, along with several books published in Yerevan, were delivered to Jaladat Ali Bedir Khan, the nephew of Miqdad Midhat Bedir Khan. The Bedir Khan family are descendants of the medieval Kurdish principality of Bohtan (1335-1855). In response, Jaladat wrote in the eighth issue of *Hawar*:

«A Kurmanji newspaper, written in the modern alpha-

bet and in fluent Kurmanji, is being published in Yerevan in a beautiful and orderly manner. Recently, several issues reached our hands. Our eyes were brightened by them, and our hearts were filled with joy and cheer. Beyond the newspaper, the Kurds of Yerevan have also published several books. We spent three or four days engrossed in them. Within their rich, fresh pages, one could catch the scent of the poppies of Mount Alagaz [Aragats in Armenian - northwest of Yerevan] and the breeze of the high pastures of Sarhad [Northeastern of today's Turkey]. In their photographs, one could see the traditional Kurdish *shel u shapik*, along with the daggers and belts of our forefathers.»

Hawar, established by Jaladat in 1932, published 57 issues before closing in 1943. Like *Riya Teze*, it played a major role in standardizing the Kurdish alphabet and advancing Kurdish literature.

In the same piece, Jaladat acknowledged his peer: «*Riya Teze* newspaper - as its name suggests, it is fresh and a new arrival—is actually older than *Hawar*, and its history is longer. The latest issue that has reached our hands is number 59. Given that *Riya Teze* is a newspaper published every ten days, it is clear that it has been in circulation for a year and a bit.»

Kurdish leaders commemorate Kurdish Journalism Day

Kurdish leaders on Tuesday marked the 128th anniversary of the first issue of Kurdistan and the 28th anniversary of the Kurdistan Journalism Syndicate, reaffirming support for journalists and press freedom.

President Masoud Barzani, in a statement, expressed "sincere wishes for the success and prosperity to all our dear journalists and media professionals in Kurdistan."

He also reiterated support for journalists in their "important role in defending the just cause of our people" and promoting coexistence, as well as preserving the "lofty values of Kurdish society."

Kurdistan Region President Nechirvan Barzani, in a statement, described freedom of the press as a "fundamental pillar of democracy and an advanced civil society," reaffirming commitment to protecting that right.

He also encouraged media workers to "enhance the spirit of patriotism and love for the homeland."

Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani also expressed support for journalism.

"Today we recall our commitment to defending the freedom of the press and journalism and facilitating the work of journalists in Kurdistan," he said.

« Le choc gazier craint au début de la guerre en Iran ne se concrétise pas »

Malgré la fermeture du détroit d'Ormuz, le prix du gaz n'a « que » doublé, à un niveau bien inférieur à celui de 2022. L'explication se trouve notamment dans l'arrivée d'un méthanier, lundi 20 avril, dans le golfe du Mexique, décrypte Eric Albert, journaliste au service Economie du « Monde ».

Donald Trump a une nouvelle fois reculé, au moins temporairement. Mardi 21 avril, le président américain a unilatéralement prolongé le cessez-le-feu avec l'Iran, faute d'interlocuteurs, l'Iran n'ayant pas envoyé de délégation au Pakistan pour rencontrer celle du vice-président J. D. Vance. En d'autres temps, ces informations auraient pu entraîner la panique des marchés, notamment ceux du gaz. Ce n'est absolument pas le cas actuellement.

Les prix du gaz en Europe avoisinent 42 euros du mégawattheure. C'est certes deux fois plus que fin 2025, mais quatre à cinq fois moins que pendant l'été 2022, après l'invasion de l'Ukraine par la Russie. Le niveau de prix actuel a été régulièrement dépassé en 2023 et 2025. Le choc gazier, craint au début de la guerre en Iran, ne se concrétise pas, fort heureusement pour l'économie européenne.

C'est paradoxal. Avant le conflit, le Qatar produisait près de 20 % du gaz naturel liquéfié (GNL) mondial. Non seulement ses exportations sont à l'arrêt, parce que le détroit d'Ormuz reste fermé, mais la reprise s'annonce longue et difficile, son énorme usine de liquéfaction à Ras Laffan ayant été sévè-



L'usine de gaz naturel liquéfié de Golden Pass, à Port Arthur, au Texas (Etats-Unis), le 23 juin 2025. JOEL ANGEL JUAREZ/REUTERS

rement endommagée.

Le moins mauvais moment

Une partie de l'explication se trouve de l'autre côté du monde, dans le golfe du Mexique. Lundi, le méthanier *Al-Qaiyyah* a accosté dans la Sabine Pass, un canal entre le Texas et la Louisiane. Le navire, qui bat pavillon du Liberia, est en train de charger la toute première cargaison de GNL produite par l'usine de liquéfaction de Golden Pass. Voilà sept ans que le Qatar a décidé d'investir avec ExxonMobil 10 milliards de dollars dans ce mégaprojet, qui a pris deux ans de retard,

mais dont l'entrée en production tombe à pic. A terme, 18 millions de tonnes de GNL par an en partiront.

Golden Pass n'est qu'un exemple parmi les très nombreux nouveaux terminaux d'exportation de GNL en train d'ouvrir aux Etats-Unis. Selon l'Agence internationale de l'énergie, la capacité de production de GNL mondial va augmenter de 7 % en 2026, après une hausse similaire en 2025. Sur dix ans, elle a doublé, à tel point que les marchés anticipaient avant la guerre un effondrement des prix, provoqué par cette

vague d'investissements décidés peu après la pandémie.

« Début 2026, on parlait du « glut » [surplus] qui arrivait sur le marché », rappelle Catherine MacGregor, directrice générale d'Engie, l'entreprise française de gaz et d'électricité. Selon elle, les exportations perdues du Qatar sont compensées aux deux tiers par l'entrée en service des nouvelles capacités de production. L'offensive déclenchée contre l'Iran par les Etats-Unis et Israël arrive donc au « moins pire » moment pour l'économie mondiale.

La Turquie adopte une loi pour interdire les réseaux sociaux aux moins de 15 ans

Les parents disposeront d'outils de contrôle et, « en cas d'urgence », les principales plateformes devront intervenir dans l'heure suivant la diffusion de contenus préjudiciables.

Un texte interdisant les réseaux sociaux aux moins de 15 ans a été adopté, mercredi soir 22 avril, par le Parlement turc, a rapporté l'agence étatique turque Anadolu.

Selon cette loi, les moins de 15 ans ne pourront pas s'inscrire sur les réseaux sociaux, et les plateformes numériques seront tenues de mettre en place des systèmes de vérification de l'âge, a précisé la chaîne turque d'information NTV.

Les parents disposeront par ailleurs d'outils pour contrôler le temps passé par leurs enfants devant les écrans et les dépenses effectuées en ligne, tandis que, « en cas d'urgence », les principales plateformes de réseaux sociaux devront intervenir dans l'heure suivant la diffusion de contenus préjudiciables, a ajouté NTV. La législation entrera en vigueur six mois après sa publication dans le *Journal officiel*, a précisé Anadolu.



A Istanbul, en Turquie, le 18 mai 2017. MURAD SEZER / REUTERS

« Journée sans connexion »

Plusieurs pays débattent d'une interdiction d'accès des moins de 15 ans aux réseaux sociaux. En France, Emmanuel Macron a appelé à instaurer une « *journée sans connexion* » mensuelle pour les jeunes – afin qu'ils redécouvrent le plaisir de lire ou de faire du sport –, évoquant « *la vita-*

lité de la vie réelle », avant une réunion de « *coordination* » européenne sur l'instauration d'une telle prohibition.

Récemment, la présidente de la Commission européenne, Ursula von der Leyen, et les dirigeants de 12 pays de l'Union européenne (Allemagne, Autriche, Chypre, Espagne, Grèce, Irlande, Italie, Pays-Bas, Pologne, Portu-

gal, République tchèque, Slovaquie, République slovène) ont débattu d'une restriction similaire concernant l'accès aux réseaux sociaux pour les enfants. Soit « *le double* » des Etats initialement volontaires, à l'automne 2025, ce qui montre que l'idée d'une telle mesure « *gagne du terrain* », s'est félicité le président français.

The New York Times

Eric Schmitt, Jonathan Swan
April 23, 2026

Iran War Has Drained U.S. Supplies of Critical, Costly Weapons

The Pentagon's rush to rearm its Mideast forces makes it less ready to confront potential adversaries like Russia and China, administration and congressional officials say.

Since the Iran war began in late February, the United States has burned through around 1,100 of its long-range stealth cruise missiles built for a war with China, close to the total number remaining in the U.S. stockpile. The military has fired off more than 1,000 Tomahawk cruise missiles, roughly 10 times the number it currently buys each year.

The Pentagon used more than 1,200 Patriot interceptor missiles in the war, at more than \$4 million a pop, and more than 1,000 Precision Strike and ATACMS ground-based missiles, leaving inventories worryingly low, according to internal Defense Department estimates and congressional officials.

The Iran war has significantly drained much of the U.S. military's global supply of munitions, and forced the Pentagon to rush bombs, missiles and other hardware to the Middle East from commands in Asia and Europe. The drawdowns have left these regional commands less ready to confront potential adversaries like Russia and China, and it has forced the United States to find ways to scale up production to address the depletions, Trump administration and congressional officials say.

The conflict has also underscored the Pentagon's over-reliance on excessively expensive missiles and munitions, especially air-defense interceptors, as well as concerns about whether the defense industry can develop cheaper arms,



The remains of a university building in Tehran. Two independent groups say the U.S. expense of the war in Iran so far is between \$28 billion and \$35 billion. Arash Khamooshi for The New York Times

especially attack drones, far more quickly.

The Defense Department has not disclosed how many munitions it used in 38 days of war before a cease-fire took effect two weeks ago. The Pentagon says it hit more than 13,000 targets, but officials say that figure masks the vast number of bombs and missiles it used because warplanes, attack planes and artillery typically strike large targets multiple times.

White House officials have refused to estimate the cost of the conflict so far, but two independent groups say the expense is staggering: between \$28 billion and \$35 billion, or just under \$1 billion a day.

In the first two days alone, defense officials have told lawmakers, the military used \$5.6 billion of munitions.

To restore the U.S. global stockpile to its previous size, the United States will have to make tough choices about where to maintain its military strength in the meantime. "At current production rates, reconstituting what we have expended could take years," Senator Jack Reed of Rhode Island, the top Democrat on the Armed Services Committee, said this week.

"The United States has many munitions with adequate inventories, but some critical ground-attack and missile-defense munitions were short before the war

and are even shorter now," said Mark F. Cancian, a retired Marine Corps colonel and a senior adviser at the Center for Strategic and International Studies, which recently published a study estimating the status of key munitions.

Karoline Leavitt, the White House press secretary, said in a statement that "the entire premise of this story is false." She added: "The United States of America has the most powerful military in the world, fully loaded with more than enough weapons and munitions, in stockpiles here at home and all around the globe, to effectively defend the homeland and achieve any military operation directed by the commander in chief."

Sean Parnell, the Pentagon's chief spokesman, declined to comment on "any specific theater requirements or detail our global resource capabilities," citing operational security.

[Some Republicans](#), including Senator Mitch McConnell of Kentucky, the chairman of the subcommittee that funds the Pentagon, have pressed for an increase in spending on munitions production over several administrations. Defense Secretary Pete Hegseth has made that goal a top priority during his tenure.

Making things more perilous for the Pentagon, officials say, is that the Defense Department is waiting for Congress to approve additional funding before it can pay weapons manufacturers to replenish the depleted American supply. In January, the administration announced that it had secured seven-year agreements with major defense contractors, including Lockheed Martin, to increase production capacity for defense systems like missile interceptors.

The agreement called for quadrupling the production of precision-guided munitions and THAAD missile interceptors. Defense manufacturers, for their part, agreed to fund factory expansions in exchange for secured long-term orders.

But officials said there had been no movement to actually begin the expanded production, because the Pentagon was scrambling to find the funding.

In the meantime, the military is using its existing weapons supplies at steep rates to meet Central Command's immediate needs in the Iran war. Certain munition levels are shrinking faster than others.

The Pentagon, for example, has committed most of its inventory of stealthy, long-range cruise missiles to the fight against Iran. These missiles, called Joint Air-to-Surface Standoff Missile-Extended Range, or JASSM-ER,

are launched from fighters and bombers and have a range of more than 600 miles. They are designed to penetrate hard targets outside the range of enemy air defenses.

Since the war started, the military has used about 1,100 JASSM-ER missiles, which cost roughly \$1.1 million apiece, leaving roughly 1,500 in the military's inventories, according to internal Pentagon estimates, a U.S. military official and a congressional official who spoke on the condition of anonymity to discuss confidential combat assessments.

Tomahawks, which cost about \$3.6 million each, are long-range [cruise missiles](#) that have been widely used for U.S. warfighting since the first Persian Gulf War in 1991. They remain a key munition for potential future wars, including one in Asia.

"While sufficient munitions exist to wage this war, high expenditure of Tomahawks and other missiles in Operation Epic Fury creates risks for the United States in other theaters — particularly the Western Pacific," concluded [a C.S.I.S. study](#), which estimated the remaining Tomahawk stockpiles to be around 3,000 missiles.

Patriot interceptor missiles can cost nearly \$4 million each. The United States produced about 600 of them in all of 2025. More than 1,200 have been used in the war so far, according to internal Pentagon estimates and congressional officials.

Overall, the cost of the war so far is between \$25 billion and \$35 billion, according to [a study this month by the American Enterprise Institute](#) compiled by Elaine McCusker, a senior Pentagon official during the first Trump administration. Mr. Cancian of C.S.I.S. said in an email that he and his analysts put the cost of the conflict so far at about \$28 billion.

The military is also incurring unexpected costs from damaged or destroyed aircraft. In [the Navy](#)

[SEAL Team 6 operation to rescue a downed Air Force officer](#) in Iran, the military had to destroy two MC-130 cargo planes and at least three MH-6 helicopters inside them after the planes' nose gear got stuck in the wet sand of a makeshift airstrip. Mr. Cancian estimated the total cost of the lost aircraft at about \$275 million. Three replacement planes eventually flew the airman and the commandos to safety, but the Pentagon did not want sensitive technology from the aircraft to fall into Iranian hands.

All regional military commanders are feeling the strain of shrinking munitions stocks.

In Europe, the war has led to depletions in weapons systems critical for defending the eastern flank of NATO from Russian aggression, according to Pentagon information reviewed by The New York Times.

A problem described as serious was the loss of surveillance and attack drones. The demands of the Iran war have also curtailed exercises and training. According to military officials, this hurts the ability to mount offensive operations in Europe, as well as deterrence of potential Russian attacks.

Asked about the shortcomings, Gen. Alexis G. Grynkewich, the head of U.S. European Command, said in a statement, "Our warfighters are proud of the support we've provided to USCENTCOM in support of President Trump's historic operations against Iran."

But the biggest impact has been on troops in Asia.

Before the war with Iran started, American military commanders redirected the U.S.S. Abraham Lincoln carrier strike group from the South China Sea to the Middle East. Since then, two Marine Expeditionary Units, each with about 2,200 Marines, have been sent to the Middle East from the Pacific. The Pentagon has also [moved sophisticated air defenses from Asia](#) to bolster

protection against Iran's drones and rockets.

The redirected weapons include Patriot missiles and interceptors from the [THAAD system](#) in South Korea — the only Asian ally hosting the advanced missile defense system, deployed by the Pentagon to counter North Korea's growing missile threat. Now, for the first time, the system's interceptors are being moved away, according to American officials.

U.S. readiness in the Pacific was hurt earlier by the Pentagon's deployment of warships and aircraft to the Middle East after the Israel-Gaza war began in October 2023 and after Houthi militia forces in Yemen started attacking ships in the Red Sea to support the Palestinians, the officials say.

The monthlong bombing campaign against the Houthis last year — [an operation the Pentagon called Rough Rider](#) — was much larger than the Trump administration initially disclosed at the time. The Pentagon used up about \$200 million of munitions in the first three weeks alone, U.S. officials said. The costs of the overall operation far exceeded \$1 billion when operational and personnel expenses were taken into account, the officials added.

The American ships and aircraft, as well as the service members working on them, are being pushed at what the military calls a high operating tempo. Even basic equipment maintenance becomes an issue under those grinding conditions.

A spokeswoman for Adm. Samuel J. Paparo Jr., the head of the military's Indo-Pacific Command, declined to comment on the arms diverted from Asia to the Middle East.

Admiral Paparo largely sidestepped the issue of stockpile shortages during a Senate hearing on Tuesday, acknowledging only that "there are finite limits to the magazine."

How the War in Iran Is Shifting From Bombardment to a Test of Wills

The conflict has morphed into a volatile standoff in the Strait of Hormuz, as the economic costs mount and President Trump faces a political backlash at home.

On Thursday morning, Washington time, a senior Iranian official wrote on X that the country's fighters were hiding in sea caves near the Strait of Hormuz, preparing to "devastate the aggressors."

Eighteen minutes later, President Trump posted on Truth Social: "I have ordered the United States Navy to shoot and kill any boat" that is "putting mines in the waters of the Strait of Hormuz."

Mr. Trump's war on Iran, interrupted by a cease-fire that he extended indefinitely this week, has morphed from all-out bombardment to a volatile, costly standoff at the mouth of the Persian Gulf.

President Trump in the Oval Office on Thursday. Earlier, he posted on social media, "I have all the time in the World, but Iran doesn't," in the standoff over the Strait of Hormuz. Eric Lee for The New York Times

Neither side appears eager to return to the violence that ensnared much of the Middle East before the April 7 cease-fire, though both insist they are ready for it. And neither side is showing signs of capitulating to the other's demands. The result is round after round of taunts, threats and maritime incidents, with many of the tensions playing out on social media even as the economic costs mount and Mr. Trump faces a political backlash at home. Suzanne Maloney, an Iran



A mural in Tehran illustrates Iran's grip on the Strait of Hormuz. Arash Khamooshi for The New York Times

specialist and vice president at the Brookings Institution in Washington, said she had assumed that a diplomatic deal would resolve the standoff quickly, given the economic and strategic costs to the United States of the Strait of Hormuz's staying closed. But Ms. Maloney said she was now adjusting her expectations amid Iran's determination to maintain control of the strait as leverage and the strategic quandary that Mr. Trump has found himself in.

"He's stuck with this, for as long as the strait remains closed," Ms. Maloney said. "The speed with which this became a quagmire for the United States has been, also, quite stunning."

Mr. Trump insisted on Thurs-

day that he had "all the time in the World, but Iran doesn't," in the standoff over the strait. He posted a column by a hawkish commentator, Marc A. Thiessen, arguing that Mr. Trump should give Iran 72 hours before he resumes combat and opens the Strait of Hormuz by force.

"If they don't want to make a deal, then I'll finish it up militarily," Mr. Trump told reporters at the White House on Thursday.

But in reality, Mr. Trump faces an array of bad options, experts say. The U.S. blockade on Iranian shipping in the strait — combined with Iran's counter-blockade on other traffic — continues to squeeze global energy and commodity markets, risking more price

inflation in the United States as Mr. Trump's Republican Party already faces a daunting midterm election season.

Iran appears determined to extract concessions from Mr. Trump, like sanctions relief and a compromise on its nuclear program, before agreeing to any diplomatic solution over the impasse. Ms. Maloney said that all signs pointed to Iran's leaders continuing to believe that their tolerance for economic pain remains higher than that of Mr. Trump.

Seeking a military solution could be even more painful for the United States. Airstrikes alone are unlikely to do enough damage to Iran's military to prevent it from being able to fight back, said Seth G. Jones, the defense and

security department president at the Center for Strategic and International Studies in Washington. Reopening the strait by force was possible, he said, but would involve the risk of large U.S. warships getting sunk, and of “U.S. Marines or Army soldiers seizing an island or shoreline and getting killed,” he said.

Mr. Trump also still faces the quandary of how to deal with Iran’s [970 pounds of highly enriched uranium](#), which could be enough for a dozen nuclear bombs. Mr. Trump insisted again on Thursday that he was determined to prevent Iran’s capability, warning that the alternative to U.S. success in Iran could be “nuclear holocaust” in European cities within reach of Iranian missiles.

Iran faces hard choices, too. Its strikes on U.S. bases and on Arab countries around the Persian Gulf were effective in getting Mr. Trump to declare a cease-fire. But Mr. Jones said that achieving more by force would be difficult for Iran, especially given the blockade and the damage already done to its military.

Vessels in the Strait of Hormuz

on Wednesday. The United States has imposed a blockade on Iranian shipping through the strait, while Iran has set a counter-blockade on other traffic.Reuters

“It’s kind of a game of chicken right now,” Mr. Jones said. Both in Washington and Tehran, he added, military officials were likely telling political leaders that “the military instrument is not likely to be successful in getting to any kind of a permanent solution.”

Given the military impasse and the economic pain on both sides, a negotiated resolution appears to be the most logical way out of the crisis, Mr. Jones and other analysts said. But the tensions in the Strait of Hormuz could escalate quickly, as both Iran and the United States try to show their resolve in the narrow waterway while also trying diplomacy.

“You have a situation that’s not in equilibrium,” said Brian Katulis, a senior fellow at the Middle East Institute, referring to the contrast between the efforts at diplomacy and the “test of wills” at sea.

On Wednesday, Iran released a video showing its Islamic Revolutionary Guards Corps intercepting two cargo ships near the strait, with balaclava-clad forces scaling one of the vessels on a ladder. On Thursday, the U.S. military released a dramatic video of its own, showing Navy forces descending on ropes from helicopters onto a tanker it said was carrying oil from Iran in the Indian Ocean.

At the same time, Mr. Trump has said he wants to give diplomacy a chance. Referring to his cease-fire extension this week, he told reporters at the White House on Thursday that Iran was having trouble negotiating because “they are very disorganized right now.”

“They want to make a deal,” Mr. Trump said. “We thought we’d give them a little chance to get some of their turmoil resolved.”

Responding to a reporter’s question, Mr. Trump said that Americans would still need to wait “a little while” before gas prices come down.

The world is eager to know

how long that will be. A long-term impasse between the United States and Iran carries enormous risks of its own, given the critical goods — not only oil and natural gas but also fertilizer and helium — that typically pass through the Strait of Hormuz.

Fatih Birol, the executive director of the International Energy Agency, told CNBC on Thursday that the crisis was worsening by the day.

“The longer it lasts, the longer time we will need to get back where we were before the war,” he said.

Cliff Kupchan, chairman emeritus of the Eurasia Group, a political risk assessment firm, said the risk of a monthslong shutdown of the strait was only beginning to “enter the collective mind of the markets.”

“It’s actually a scenario that I think political analysts and markets need to get their heads around more,” Mr. Kupchan said. “We’re in uncharted territory.”



23 avril 2026

Donald Trump affirme que l’Iran a renoncé à exécuter huit femmes à sa demande, Téhéran dément de «fausses informations»

Le président américain a affirmé que l’Iran avait renoncé à l’exécution des huit femmes condamnées à la peine de mort. Plusieurs heures plus tard, la justice iranienne a dénoncé de fausses informations.

La justice iranienne a accusé ce mercredi 23 avril le prési-

dent américain Donald Trump de diffuser de «fausses informations» au sujet d’Iraniennes, selon lui menacées d’exécutions et épargnées à sa demande.

«Trump a les mains vides sur le terrain, ce qui l’a conduit à monter des succès de toutes

pièces, à partir de fausses informations», a affirmé ce mercredi soir Mizan, l’organe de presse du pouvoir judiciaire iranien.

Plus tôt mercredi, Donald Trump a affirmé qu’à sa demande, les autorités iraniennes avaient renoncé à

[exécuter huit manifestantes](#). Il a assuré que quatre d’entre elles seraient libérées immédiatement et que les quatre autres femmes seraient condamnées à un mois de prison.

«Très bonne nouvelle», s’était félicité le président américain

sur son réseau Truth Social, en ajoutant: «Je suis très reconnaissant à l'Iran, et à ses dirigeants, d'avoir respecté ma demande.»

«Trump a une fois de plus été induit en erreur»

Téhéran avait démenti ce mardi que plusieurs femmes soient menacées de la [peine de mort](#): «Trump a une fois de plus été induit en erreur par de fausses informations», avait alors indiqué Mizan, l'organe de presse du pouvoir judiciaire iranien.

«Parmi les femmes présentées comme étant sur le point d'être exécutées, certaines ont été libérées, tandis que d'autres font l'objet de poursuites susceptibles d'entraîner tout au plus une peine de prison.»

Ni BFM ni l'AFP ne sont en mesure de confirmer indépendamment ces menaces d'exécution, ni l'identité de toutes les femmes dont le président américain a reproduit les photographies en appui de sa demande, faite mardi sur sa plateforme Truth Social. Il y avait republié un message

émanant du compte X d'un militant appelé Eyal Yakoby, contenant les photographies de huit femmes non-identifiées, avec ce message: «La République islamique d'Iran se prépare à pendre huit femmes.»

Plusieurs noms de femmes évoqués

Parmi elles, [Bita Hemmati](#), condamnée à la peine capitale pour avoir jeté des blocs de béton depuis un immeuble sur des forces de sécurité lors des manifestations, selon plusieurs organisations de dé-

fense des droits humains. Dans un rapport publié mi-avril, l'ONG Hengaw, basée en Norvège, a publié un cliché de Bita Hemmati identique à l'une des huit photographies republiées par Donald Trump.

Selon l'organisation, une autre de ces photographies représente Mahboubeh Shabani, 32 ans, condamnée à mort pour «avoir lancé une guerre contre Dieu» après avoir transporté des manifestants blessés sur sa moto à Mashhad et désormais emprisonnée dans cette ville du nord-est.



April 23, 2026

Kurdish opposition parties urge diaspora action over Tehran's attacks

ERBIL, Kurdistan Region - An alliance of six Iranian Kurdish opposition parties on Thursday urged Kurds worldwide to take "unified action" and assume "patriotic responsibility" by protesting against Tehran's continued attacks on their bases in the Kurdistan Region, which the groups say have killed over 20 people since late February.

"Be the voice of our struggle and the resilience of our [Kurdish] nation on the streets, outside embassies and decision-making centers," the parties said in a joint statement.

The alliance includes the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI), Kurdistan Free Life Party (PJAK), Kurdistan Freedom Party (PAK), Organization of Iranian Kurdistan Struggle (Khabat), Komala of the Toilers of Kurdistan and



Logos of the Iranian Kurdish opposition parties. Graphic: Rudaw

the Komala Party of Iranian Kurdistan.

The parties formed an alliance in February to coordinate efforts against the

Islamic Republic, with the stated aim of championing the Kurdish people's right to self-determination.

The US and Israel launched

a preemptive air campaign against Iran on February 28, targeting more than 17,000 sites across the country during six weeks of hostilities before both sides agreed to a

Pakistan-mediated ceasefire on April 8. In response, Tehran carried out thousands of drone and missile strikes across the Middle East, targeting alleged US assets in the region - particularly in Gulf Arab states - as well as launching retaliatory attacks against Israel.

Despite the early April truce,

Iran and Iraqi armed groups aligned with the Tehran-led 'Axis of Resistance' have continued attacks on Kurdish opposition bases in the Kurdistan Region, killing at least 11 people, including five since the ceasefire came into effect, according to a Saturday statement by the Kurdistan Region Prime Minister Masrour Barzani.

For its part, the alliance of Kurdish opposition parties detailed in its Thursday statement that "more than 150 direct attacks were launched against political asylum-seekers from [the Kurdish-majority region in western Iran] Rojhelat." The statement added that "21 individuals were killed in the attacks on the Kurdistan Region, including 10 fighters and civilians

living in the bases."

Of note, the Kurdistan Region endured more than 700 attacks during the war and around 20 others since the truce came into effect, according to Rudaw's tracking. The alliance of Kurdish parties corroborated the figures, describing the assaults as "war crimes."

Le Monde 24 avril 2026

En Syrie, le principal suspect du massacre de Tadamone a été arrêté

Des centaines de civils, habitants du sud de la capitale syrienne, dans le quartier de Tademone, ont été exécutés, dans les années 2010, par les services de sécurité et les miliciens du régime de Bachar Al-Assad.

Le ministère de l'intérieur syrien a annoncé, vendredi 24 avril, l'arrestation du principal suspect du massacre de Tadamone, quartier de Damas où des centaines de personnes avaient été exécutées dans les années 2010 sous le pouvoir de Bachar Al-Assad. Dans un communiqué, le ministère a déclaré avoir arrêté le « criminel Amjad Youssef, principal suspect du massacre de Tadamone qui a coûté la vie à des dizaines d'innocents ».

Amjad Youssef apparaît dans une vidéo qui avait fuité il y a plusieurs années, ordonnant à des hommes menottés et aux yeux bandés de courir, avant d'ouvrir le feu sur eux. Les victimes tombent dans un charnier où s'amoncellent les cadavres, au nombre de 41, qui sont ensuite incinérés.

Quelques jours après la chute de Bachar Al-Assad en décembre 2024, les équipes de Human Rights Watch avaient découvert « un nombre important de corps » dans le



Le quartier de Tadamone en ruine, dans le sud de Damas (Syrie), le 3 novembre 2018. LOUAI BESHARA/AFP

quartier de Tadamone. Le ministère de l'intérieur s'est dit déterminé à « poursuivre les autres auteurs du massacre, afin de les arrêter et de les traduire en justice ».

Après la chute de Bachar Al-Assad, des familles du quartier avaient informé le nouveau

pouvoir de plusieurs massacres commis par les forces d'Al-Assad durant les premières années de la guerre civile. La guerre, déclenchée en 2011, a fait plus d'un demi-million de morts. Les nouvelles autorités islamistes ont annoncé l'arrestation de plusieurs responsables du pou-

voir déchu accusés d'être impliqués dans des massacres, dont celui de Tadamone. A ce jour, le sort de dizaines de milliers de personnes demeure inconnu, leurs proches continuant de réclamer justice pour les exactions commises sous Al-Assad.

The New York Times

April 23, 2026

The Generals Who Are Now Running Iran

The killing of Ayatollah Ali Khamenei ushered in a new form of collective leadership in the country, with more power for the Revolutionary Guards.

When Ayatollah Ali Khamenei ruled Iran as the supreme leader, he exerted absolute power over all decisions about war, peace and negotiations with the United States. His son and successor does not play the same role.

Ayatollah Mojtaba Khamenei, the son, is an elusive figure who has not been seen and whose voice has not been heard since he was appointed in March. Instead, a battle-hardened collective of commanders in the Islamic Revolutionary Guards Corps and those aligned with them are the key decision makers on matters of security, war and diplomacy.

“Mojtaba is managing the country as though he is the director of the board,” said Abdolreza Davari, a politician who served as senior adviser to Mahmoud Ahmadinejad when he was president and knows Mr. Khamenei.

“He relies heavily on the advice and guidance of the board members, and they collectively make all the decisions,” Mr. Davari said in a phone interview from Tehran. “The generals are the board members.”

This account of Iran’s new power structure is based on interviews with six senior Iranian officials, two former officials, two members of the Revolutionary Guards, a senior cleric familiar with the inner workings of the system and three individuals who know Mr. Khamenei well. Nine other individuals with ties to the Guards and the government also described the command structure. They all spoke on the condition they



Iranians gathered last month in Tehran with flags and posters to show their support for Mojtaba Khamenei, the new supreme leader. Arash Khamooshi for The New York Times

not be identified because they were discussing sensitive matters of state.

Mr. Khamenei, who was selected by a council of senior clerics as the new supreme leader, has been in hiding since American and Israeli forces bombed his father’s compound on Feb. 28, where he also lived with his family. His father, wife and son were all killed. Access to him is extremely difficult and limited now. He is surrounded mostly by a team of doctors and medical staff who are treating the injuries he sustained in the airstrikes.

Senior commanders of the Guards and senior government officials do not visit him, fearing that Israel may trace them to him and kill him. President Masoud Pezeshkian, who is also a heart surgeon, and the minister of health have both been involved in his care.

Though Mr. Khamenei was gravely wounded, he is mentally sharp and engaged, according to four senior Iranian officials familiar with his health. One leg was operated on three times, and he is awaiting a prosthetic. He had surgery on one hand and is slowly regaining function. His face and lips have been burned severely, making it difficult for him to speak, the officials said, adding that, eventually, he will need plastic surgery.

Mr. Khamenei has not recorded a video or audio message, the officials said, because he does not want to appear vulnerable or sound weak in his first public address. He has issued several written statements that have been posted online and read on state television.

Messages to him are handwritten, sealed in envelopes and

relayed via a human chain from one trusted courier to the next, who travel on highways and back roads, in cars and on motorcycles until they reach his hide-out. His guidance on issues snakes back the same way.

The combination of concern for his safety, his injuries and the sheer challenge of reaching him has resulted in Mr. Khamenei’s delegating decision making to the generals, at least for now. Reformist factions, as well as ultra-hard-liners, are still involved in political discussions. But analysts say that Mr. Khamenei’s close ties to the generals, whom he grew up with when he volunteered to fight in the Iran-Iraq war as a teenager, have made them the dominant force.

President Trump has said that the war, along with the killings of layers of Iran’s leaders and

security establishment, has ushered in “regime change” and that the new leaders are “much more reasonable.” In reality, the Islamic republic has not been toppled. Power is now in the hands of an entrenched, hard-line military, and the broad influence of the clerics is waning.

“Mojtaba is not yet in full command or control,” said Sanaam Vakil, the director of the Middle East and North Africa for Chatham House who has contact with people in Iran. “There is, perhaps, deference to him. He signs off or he is part of the decision-making structure in a formal way. But he is presented with fait accompli presentations right now.”

The speaker of the Iranian Parliament, Mohammad Bagher Ghalibaf, a former Guards general and the lead negotiator with the United States in Pakistan, said in a television address on Saturday that the U.S. proposal for a nuclear deal and peace plan and Iran’s response had been shared with Mr. Khamenei and his views taken into account when making decisions.

The Rise of the Guards

The Revolutionary Guards, formed as protectors of the 1979 Islamic Revolution, have steadily amassed power through top political roles, stakes in key industries, domination of intelligence operations and cultivation of ties with militant groups in the Middle East that share Iran’s enmity toward Israel and the United States.

But under the elder Mr. Khamenei, they still had to mostly adhere to his will as a singular religious figure who also served as commander in chief of the armed forces. He empowered the Guards, and over time they became the tool and pillar of his rule.

Mr. Khamenei’s killing on the first day of the war created a

void and an opportunity. The Guards rallied behind Mojtaba in the succession struggle that ensued and played an instrumental role in his selection as Iran’s third supreme leader. The Guards have multiple levers of power. The commander in chief is Brig. Gen. Ahmad Vahidi. Gen. Mohammad Bagher Zolghadr, the newly appointed head of the Supreme National Security Council, is a former hard-line commander of the Guards. Gen. Yahya Rahim Safavi, a commander, has served as the top military adviser to both father and son supreme leaders.

“Mojtaba is not supreme; he might be leader in name, but he is not supreme the way his father was,” said Ali Vaez, the Iran director of the International Crisis Group who has extensive contacts in Iran. “Mojtaba is subservient to the Revolutionary Guards because he owes his position and he owes the survival of the system to them.”

The officials interviewed say the generals view the war with the United States and Israel as a threat to the regime’s survival, and after five weeks of fierce fighting, the generals are confident that they have contained the threat. At every juncture, they have taken the lead in deciding strategy and the use of resources.

They have upended the global economy by closing the Strait of Hormuz and have used any gains in the war as leverage to outmaneuver political rivals at home. The elected president and his cabinet have been sidelined and told to focus only on domestic affairs, such as providing a steady flow of food and fuel, and to make sure the country is functioning, according to knowledgeable officials.

The foreign minister, Abbas Araghchi, has been marginalized in the negotiations that he led with the United States before the war, the officials

said. Mr. Ghalibaf, the speaker of Parliament, has taken the lead instead.

The newly minted supreme leader has followed along, rarely if ever objecting to the generals, they said.

It was the Guards who came up with the strategy for Iran’s attacks on Israel and the Persian Gulf states, along with the closing of the strait to maritime traffic. They were the ones who agreed to a temporary cease-fire with the United States and approved back-channel diplomacy and direct negotiations with the United States. They tapped Mr. Ghalibaf from among their own ranks to lead the talks with Vice President JD Vance in Islamabad.

For the first time, several military generals from the Guards were part of the Iranian delegation negotiating with the United States.

Iranian officials and three others individuals who know Mojtaba Khamenei said in interviews from Tehran that his deference to the Guards was partly because he was new to the leadership role. He lacks the political stature and religious clout that made his father such a singular force. And it is partly because of his deep personal ties to the Guards.

When Mr. Khamenei was 17, he volunteered to fight in the Iran-Iraq war. He was deployed to a brigade of the Guards called the Habib Battalion. The experience shaped him, and he made lifelong bonds. As they grew and aged, many members of the battalion rose into influential military and intelligence roles.

Mr. Khamenei completed his studies at a theological seminary, reaching the rank of ayatollah, considered a scholar and jurist of the Shiite faith. He worked at his father’s compound, coordinating military and intelligence operations for his father, a role that further

cemented his ties to the generals and intelligence chiefs.

Among Mr. Khamenei’s close friends from the Habib Battalion is the Guards’ former intelligence chief, the cleric Hossein Taeb; and Gen. Mohsen Rezaei, who commanded him in the 1980s and has been called back from retirement. Mr. Ghalibaf is also a longtime friend.

Hossein Taeb and Gen. Mohsen Rezaei Hamed Malekpour/Tasnim News, via Agence France-Presse — Getty Images; EPA, via Shutterstock

For years, Mr. Khamenei, Mr. Taeb and Mr. Ghalibaf met once a week for long working lunches at the ayatollah’s compound, according to Iranian officials and the three individuals who know Mr. Khamenei personally. They became known as the “triangle of power.” The trio was accused by a more moderate cleric, Mehdi Karroubi, of intervening in the 2009 presidential election in which he was a candidate and rigging the results in favor of the incumbent president, Mr. Ahmadinejad. Mr. Karroubi lost, and the election upset led to months of upheaval, protests and violence.

These personal relationships are now playing heavily into the dynamic between Mr. Khamenei and the generals. They are on a first-name basis and view one another as peers, not superior and subordinate, said Mr. Davari.

Differences Emerge

The generals are not the only voices at the table. Iranian politics have never been monolithic, and the system is designed to have parallel power structures. Disagreements and divisions have always been common and, in many instances, public among Iranian political figures and military commanders. Mr. Pezeshkian and Mr. Araghchi also have seats on the National Security Council.

But under the current collective leadership, it is the generals who prevail and currently there are no signs of disarray among them.

On Tuesday, as the Iranian and American negotiating teams prepared to fly to Islamabad to meet for a second round of talks, the generals pulled the plug. For days differences had simmered over whether Iran should continue talks with Mr. Vance if Mr. Trump maintained a sea blockade on Iran. Already, some 27 Iranian ships had been turned around while trying to enter or exit Iranian ports.

Mr. Trump had fired off a series of social media posts about forcing Iran to give in to all his demands, and he had renewed threats to bomb the country's power plants and bridges if Iran did not agree to a deal. The United States then seized two ships belonging to Iran, further infuriating the generals, who thought the move amounted to a violation of the ceasefire, officials said.

The commander in chief, General Vahidi, and several other generals argued that talks were futile because the blockade showed Mr. Trump was not interested in negotiations and wanted to pressure Iran to surrender, according to officials and two members of the Guards who were briefed on the meeting.

The officials said Mr. Pezeshkian and Mr. Araghchi disagreed. Mr. Pezeshkian warned of the dire economic losses from the war, estimated by the government to be about \$300 billion, and the need for sanctions relief for reconstruction. Disagreements also emerged over how far Iran should push with its closure of the strait. The generals won, and the talks fell apart.

Mr. Trump extended the ceasefire but is keeping the blockade in place until, he said, Iran's "fractured leaders" present their own peace proposal. What happens next is not clear. Nor is it clear whether the Guards will allow enough concessions

to the United States on Iran's nuclear program for a peace deal to materialize, including on the two contentious issues: freezing enrichment and giving up the 970 pound stockpile of highly enriched uranium.

A hard-line fringe faction in Iran, while not dominant, has opposed making any concessions, believing that if Iran continued fighting it would defeat Israel and the United States. Supporters of the hard-liners have filled the streets with rallies at night, waving flags and pledging their blood for the Islamic republic. When Mr. Araghchi posted on social media at one point that Iran was opening the strait, the hard-liners attacked him, accusing the negotiating team of betraying their supporters.

The firebrands are supporters of Saeed Jalili, an ultra-hard-line presidential candidate, who has been sidelined from making decisions but still has some influence, including over state television, which his brother runs. Some demanded

that Mr. Khamenei make a video or audio message to confirm to the public he was on board with the negotiations with Washington. At a rally in Tehran, crowds addressing Mr. Khamenei chanted, "Commander, give us the order and we will follow."

Mr. Ghalibaf addressed the nation on state television on Saturday night local time, assuring Iranians that Mr. Khamenei was involved. He struck a defiant but pragmatic tone, saying that Iran had gained military achievements, including shooting down an American fighter jet, but that now it was time to leverage those gains in diplomatic negotiations.

"Sometimes, I see our people say we destroyed them," Mr. Ghalibaf said. "No, we did not destroy them; you need to understand this. Our military gains do not mean that we are more powerful than the United States."

Le Monde

Tribune Collectif
24 avril 2026

« La réouverture de l'Institut français du Proche-Orient en Syrie pourrait contribuer à la renaissance scientifique et culturelle du pays »

Un collectif de près de 700 chercheurs, enseignants, journalistes, artistes, diplomates et étudiants demande, dans une tribune au « Monde », que soit rouverte cette institution phare de la coopération intellectuelle et culturelle franco-syrienne.

Créé en 2003 sous l'égide du ministère français des affaires étrangères et du CNRS, l'Institut français du Proche-Orient (IFPO), inscrit dans le réseau des unités mixtes des instituts français de recherche à

l'étranger, est issu de la fusion de l'Institut français d'études arabes de Damas (1922), de l'Institut français d'archéologie du Proche-Orient (1946) et du Centre d'études et de recherches sur le Moyen-Orient contem-

porain (1977). Il est présent à Damas, à Alep, à Beyrouth, à Amman, à Jérusalem et à Erbil. Sa fonction est de promouvoir une recherche en sciences humaines et sociales de terrain, de susciter des collaborations internatio-

nales, d'éditer des revues et collections scientifiques de référence et de former à la langue arabe : des générations de chercheurs et de diplomates de toutes nationalités y ont fait leurs classes.

En Syrie, jusqu'en 2011, l'IFPO était installé dans un bel immeuble du quartier damascène d'Abou Roumaneh, propriété de l'Etat français, et, à Alep, dans une demeure historique d'époque ottomane en bail emphytéotique concédé par un mécène érudit franco-alépin. Ses activités, suspendues en raison du conflit syrien, n'ont pas repris depuis la chute de Bachar Al-Assad, fin 2024, en dépit d'un processus de normalisation diplomatique entre la France et la Syrie et de l'amicale pression des partenaires syriens.

L'IFPO continue certes d'exister au Liban, en Jordanie, en Palestine et au Kurdistan irakien, mais ces centres et antennes sont entravés dans leur coopération et leur cohérence par le maintien en léthargie de leur centre historique et géographique syrien. Une réinstallation progressive en Syrie permettrait sans nul doute de raviver une fructueuse collaboration, de valoriser un patrimoine aussi riche qu'éprouvé par quatorze années de guerre et de réactiver les programmes de recherche pluridisciplinaires qui ont fait la renommée de l'institut depuis plus d'un siècle.

Archives inexploitées

En archéologie, en collaboration avec la direction générale des antiquités et musées syrienne, l'IFPO peut se prévaloir de l'expérience acquise depuis des décennies sur les sites d'Ougarit, de Mari, de Doura-Europos, de Bosra, de Saint-Syméon et des villages antiques de Syrie du Nord, pour la mise en place, avec les institutions syriennes, de projets d'expertises, de restauration et

de reconstruction d'un patrimoine détruit ou endommagé par la guerre, pour la reconstitution d'archives centrales et la formation de jeunes archéologues syriens et français.

Dans le champ des études arabes, le prestige de l'IFPO en Syrie est non moins reconnu et sa collaboration avec la célèbre Académie arabe de Damas est ancienne. A côté de travaux d'érudition de haut niveau en linguistique, littérature, philosophie, islamologie et histoire, l'IFPO s'est illustré par de grandes enquêtes collectives telles que le relevé cartographique de l'Euphrate et l'étude pluridisciplinaire publiée en 1994 sur la Djézireh, c'est-à-dire la partie mésopotamienne de la Syrie.

Aujourd'hui, le bâtiment de l'IFPO à Damas contient, à côté d'une bibliothèque exceptionnelle dont les chercheurs syriens et internationaux attendent impatiemment la réouverture, les archives encore largement inexploitées du programme collectif de recherche et de documentation lancé il y a quatre décennies sur l'histoire urbaine et architecturale de la vieille ville de Damas et de ses faubourgs. Programme sur lequel se sont appuyés dans les années 1990 deux enseignants des écoles d'architecture de Paris-Belleville et de Versailles pour analyser avec leurs étudiants l'évolution du célèbre quartier du Midan, le long de la route du pèlerinage vers La Mecque, et indiquer les voies possibles pour sa protection et sa sauvegarde. Dans cette même perspective de formation sur le terrain de jeunes archéologues et architectes, la réactivation du programme

franco-syrien majeur des années 2000 sur la citadelle de Damas serait extrêmement souhaitable.

Climat favorable

Les études contemporaines ont traditionnellement été discrètes en Syrie, en raison des craintes que le régime Al-Assad nourrissait à leur sujet et des contraintes qui en découlaient. Des chercheurs notoires y ont cependant laissé leur marque, tel le sociologue de terrain **Michel Seurat, mort en détention au Liban en 1986**, ou ceux qui ont quadrillé la région de Palmyre depuis le milieu du XX^e siècle pour faire connaître le monde des tribus d'éleveurs. Des recherches, anciennes ou récentes, ont aussi été menées sur les minorités, et divers colloques et rencontres regroupant des chercheurs internationaux ont été organisés entre 1997 et 2002 sur la période du mandat français (1920-1946).

Aujourd'hui, alors que la Syrie commence à se reconstruire après quatorze ans d'un conflit destructeur, ce passé commun nous oblige. Le climat qui règne actuellement à Damas, comme on a pu le constater à la récente foire du livre et au cours de colloques qui y ont rassemblé des chercheurs syriens et internationaux, en présence de représentants des autorités, est propice au développement de ces recherches.

La remise en état des bâtiments de l'IFPO, à Damas comme à Alep, pourrait se faire à moindres frais. Un personnel syrien aussi motivé que compétent a veillé sur eux depuis quinze ans et le mécène alépin a conduit des travaux de réparation de Dar

Hammad, éprouvée par les combats.

A l'heure où la Syrie s'apprête à reprendre une place majeure au Moyen-Orient, l'IFPO doit sans tarder jouer le rôle qu'on attend de lui pour contribuer, avec ses partenaires syriens, à la renaissance scientifique et culturelle du pays. Ce serait une fierté pour la France et le monde académique que l'IFPO retrouve toute sa place, une place qu'elle pourrait perdre si les autorités françaises n'agissent pas résolument et rapidement en vue de la réouverture de ses centres syriens.

Premiers signataires : Mohammad Ali Amir-Moezzi, professeur émérite, Ecole pratique des hautes études ; **Michel Almaqdisi**, Musée du Louvre, ancien directeur des fouilles à la Direction générale des antiquités et des musées (Syrie) ; **Bertrand Badie**, professeur émérite (Sciences Po), ex-président du conseil scientifique de l'IFPO ; **Françoise Briquelet-Chatonnet**, membre de l'Institut (Académie des inscriptions et belles-lettres) ; **Fred Donner**, professeur émérite, University of Chicago ; **Michel Duclos**, ancien ambassadeur de France en Syrie ; **Luna Rajab**, présidente d'Icomos Syrie ; **Dorothee Sack**, professeure émérite, Technische Universität, Berlin ; **Maurice Sartre**, professeur des universités, Institut universitaire de France ; **Michał Gawlikowski**, professeur émérite, Université de Varsovie, associé étranger de l'Académie des inscriptions et belles-lettres.



April 24, 2026

ISIS-linked kidnappings target rural communities near Kirkuk

ERBIL, Kurdistan Region - Villages northwest of Kirkuk have been affected by a series of kidnappings targeting local residents, with incidents frequently attributed to suspected remnants of the Islamic State (ISIS). The security gap in these disputed areas remains despite the group's territorial defeat in Iraq in 2017.

Locals from villages on the outskirts of the Kani Domalan mountain range, northwest of Kirkuk near the town of Prde (Altun Kupri), told Rudaw that suspected ISIS members - estimated to number between five and ten - primarily target residents and farmers for ransom.

"When the [ISIS] militants come down from the [Kani Domalan] mountain, people see them," one citizen who spoke anonymously due to security concerns said, adding that the last time they were seen, "they were wearing military uniforms, helmets and body armor. They were carrying M4 and M16 rifles and posing as soldiers."

The local further detailed that the suspected militants "set up checkpoints, conduct interrogations, and ask for credentials, saying, 'Haven't we warned you not to leave your homes at night?'" Official figures from Prde police show that at least nine people have been abducted

from nearby villages over the past eight months.

A local shopkeeper, who also spoke on condition of anonymity, told Rudaw, "Every day, in front of our eyes, they kidnap people and demand ransom." He added that the militants are "surviving off the locals' livelihoods," and that several of his friends have been kidnapped multiple times and released only after large sums were paid.

ISIS seized large swathes of territory in northern and western Iraq in 2014 before being defeated in 2017 after three years of intense fighting. Despite this defeat, the group continues to pose security

threats, particularly in disputed areas between Erbil and Baghdad, spanning Diyala, Kirkuk, Nineveh, and Salahaddin provinces.

Following the 2017 withdrawal of Kurdish Peshmerga forces from Kirkuk and surrounding disputed territories, a security gap emerged where neither Erbil nor Baghdad maintained a permanent presence. The unpatrolled area has since served as a refuge for ISIS sleeper cells, enabling them to establish logistics hubs and carry out hit-and-run attacks with limited risk of pursuit.

Le Monde

Ghazal Golshiri
25 avril 2026

En Iran, l'accès à Internet devient un privilège accordé par le pouvoir

Depuis les frappes américano-israéliennes du 28 février, la coupure du réseau mondial s'inscrit dans la durée. Téhéran met en place un système d'accès différencié, réservé à l'écrasante majorité de la population.

La coupure d'Internet en Iran, en vigueur depuis le début des frappes israélo-américaines, le 28 février, ne semble plus relever d'une mesure temporaire. Tout indique qu'une nouvelle architecture est en train de se mettre en place, dans laquelle l'accès à l'Internet mondial n'est plus considéré comme un droit pour tout le monde, mais comme un privi-

lège accordé par le pouvoir à certains.

Désormais, cet accès dépend de la proximité avec le régime et, dans certains cas, il est réservé à des groupes spécifiques, parfois après obtention d'autorisations individuelles délivrées par les autorités. Ce basculement marque le passage d'une censure de type traditionnel à

une architecture discriminatoire, stratifiée et hiérarchisée.

Depuis le début de la guerre, à l'exception de responsables politiques, de certains journalistes et de personnalités proches du pouvoir disposant de ce qu'on appelle en Iran une « carte SIM blanche » permettant un accès sans entrave à l'Internet mondial, la

grande majorité des Iraniens est privée de connexion au monde extérieur. Une minorité parvient encore à contourner ces restrictions grâce à des VPN. Ces *Virtual Private Network* (« réseau privé virtuel ») utilisés pour contourner les blocages en se connectant par l'intermédiaire d'autres pays sont achetés sur le marché noir, à des prix élevés et avec le

risque d'une surveillance accrue ; il y a aussi les paraboles Starlink, interdites en Iran et passibles d'accusations d'espionnage.

Un intranet national contrôlé

Depuis début avril, certaines catégories professionnelles – enseignants, avocats, médecins, entrepreneurs – peuvent solliciter un accès à Internet, sous réserve d'une validation par les services de renseignement. Ce dispositif, baptisé « Internet pro », s'inscrit dans un projet poursuivi depuis plusieurs années sous différentes appellations. Il apparaît aussi comme une tentative d'atténuer la colère d'une population largement isolée, alors que, selon les autorités, au moins 10 millions de personnes ont été affectées financièrement par cette coupure.

Alors qu'auparavant la censure ciblait des sites, des mots-clés ou des applications comme Instagram, WhatsApp ou X (accessibles auparavant par VPN), les autorités iraniennes ont, ces dernières années, recouru à des coupures totales lors de crises majeures – comme lors de la « guerre de douze jours », en juin 2025 –, avant de rétablir la connexion.

Justifiées par la protection des infrastructures face à d'éventuelles cyberattaques, ces interruptions semblent aujourd'hui évoluer vers une restriction durable et structurelle. La logique a changé : il ne s'agit plus seulement de filtrer les contenus, mais de déterminer qui peut accéder à Internet, dans quelles conditions et avec quelles limites, notamment en termes de volume de données.

Pour la majorité de la population, l'accès se limite désormais à un intranet national, un réseau fermé dont les contenus sont strictement contrôlés. Les voix de di-



A Téhéran, le 16 avril 2026. AFP

zaines de millions d'Iraniens, notamment les plus défavorisés, deviennent ainsi presque inaudibles depuis l'étranger. Si des applications locales imitant les plateformes internationales ont été développées, leur fiabilité reste limitée : de nombreux parents signalent des dysfonctionnements dans les cours en ligne, censés se dérouler sur ce réseau depuis fin février.

« Souveraineté numérique »

Au niveau institutionnel, le Conseil suprême du cyberspace joue un rôle central dans cette transformation. En juillet 2025, le comité chargé de la « facilitation des activités de l'économie numérique » a adopté un cadre présenté comme un soutien aux entreprises, mais qui entérine en réalité une séparation entre l'accès des acteurs économiques et celui du grand public. Cette évolution consacre l'institutionnalisation d'un Internet à plusieurs vitesses.

La République islamique présente cette stratégie comme

une politique de « *souveraineté numérique* ». Dans une tribune publiée le 14 avril dans le quotidien iranien *Shargh*, le ministre des communications, Sattar Hashemi, a ainsi évoqué une « *gouvernance numérique* », adaptée à des « *considérations stratégiques* ». Mais, selon l'ONG Filterbaan, spécialisée dans l'analyse de la censure d'Internet en Iran, ce modèle « *ressemble en pratique davantage à un système discriminatoire de distribution de l'accès qu'à un projet légitime d'indépendance numérique* ». L'organisation estime que ce modèle pourrait devenir « *une référence mondiale* » pour les régimes désireux de restreindre l'accès à Internet.

Face à cette évolution, « *toutes les organisations, y compris les ONG et les médias qui utilisent Internet pour se renseigner en Iran, doivent repenser leurs stratégies*, estime Amir Rashidi, expert pour l'ONG Miaan, une organisation de défense des droits humains et des droits numériques. *Les VPN restent utiles, mais ne suffisent plus : il faut désormais développer*

d'autres solutions, notamment en exploitant les failles de l'Internet interne et en sécurisant davantage des solutions comme Starlink. »

Ces adaptations nécessitent toutefois des ressources importantes, alors que les financements se contractent. De nombreuses organisations dépendaient en grande partie des programmes de l'Agence américaine pour le développement international (Usaid). Or, dès son retour au pouvoir, le 20 janvier 2025, Donald Trump a ordonné le **gel de l'aide étrangère américaine** pour une durée de quatre-vingt-dix jours, avant d'engager, dans les mois suivants, une réduction massive, voire un démantèlement, de ces programmes. « *Trouver de nouvelles sources de financement devient crucial* », souligne Amir Rashidi.

A plus long terme, ces stratégies pourraient également intéresser d'autres régions, notamment en Europe, confrontées à la montée des cybermenaces et à la multiplication des attaques, y compris en provenance d'Iran.



April 26, 2026

U.S. Warns Iraq: Dismantle Iran-Aligned Militias or Face Consequences

The U.S. State Department demanded the Iraqi government to immediately dismantle Iran-aligned militias, warning that continued political and financial cover for these groups adversely impacts bilateral relations.

ERBIL (Kurdistan24) - The U.S. State Department issued a fresh and stern warning to the Iraqi government, emphasizing the necessity of immediately disbanding Iran-affiliated militias.

In a direct policy declaration on Sunday, State Department spokesperson Tommy Pigott responded to inquiries from Kurdistan24 by highlighting severe concerns regarding Baghdad's inability to secure its territory.

He stated that although Washington is aware of the Iraqi security forces' efforts to repel terrorist attacks, the Baghdad government's continuous failure to prevent these attacks is a matter of deep concern.

The spokesperson openly accused certain factions within the Iraqi government of enabling these armed groups.

"While we acknowledge the efforts of Iraqi Security Forces to respond to terrorist attacks by Iran-aligned militia groups, we continue to emphasize that the Iraqi government's failure to prevent these attacks while some elements associated with the Iraqi government continue to actively provide political, financial, and operational cover for the militias adversely impacts the U.S.-Iraq relationship," Pigott stated.

Pigott emphasized the absolute requirement for immediate structural action in another part of the statement, stating, "The United States will not tolerate attacks on U.S. inter-

U.S. Tells Iraq: Dismantle Iran-Backed Militias Now



The photo shows a member of Iraq's Popular Mobilization Forces (PMF). (Graphic: Kurdistan24)

ests and expects the Iraqi government to immediately take all measures to dismantle the Iran-aligned militia groups in Iraq."

This unambiguous demand from the US State Department arrives as Iraqi militias and armed groups supported by Iran have carried out daily attacks on the US embassy, consulates, and military bases in the Kurdistan Region and Iraq since the outbreak of the regional war in late Feb. 2026. While a ceasefire in the broader conflict has been announced, these armed groups continue to issue threats that if Iran is attacked again, they will strike US interests in the Kurdistan Region, Iraq, and neighboring countries even more severely than before.

Financial Pressure and Blocked Cash Shipments

The demand to dismantle the militias aligns with an aggressive U.S. financial pressure campaign directed at the Iraqi government.

According to a recent Wall Street Journal report late last Tuesday, the United States has [blocked](#) a cargo plane carrying nearly \$500 million in U.S. banknotes, proceeds from Iraqi oil revenues held at the Federal Reserve Bank of New York.

Washington has simultaneously suspended standard dollar shipments to Iraq as a coercive measure to compel action against the Iran-aligned factions.

The blocked shipment marks the second such delay since regional hostilities erupted in late February.

In addition to restricting physi-

cal currency transfers, U.S. officials indicated that Washington has suspended funding for specific counterterrorism and military training programs until the attacks cease and Baghdad takes decisive action to dismantle the militias.

These fiscal disruptions leverage a mechanism established in 2003, wherein Iraq's oil revenues are largely held in accounts at the New York Fed and transferred to Baghdad in cash to sustain its domestic economy.

Despite the delays, the Central Bank of Iraq released a statement asserting it continues to meet domestic demand for U.S. currency without facing immediate shortages.

Militia Conditions and Expanding Threats

The targeted armed groups

have responded to the pressure with explicit conditional threats.

Iraq's powerful Kata'ib Hezbollah issued a sharply worded statement calling for expanded coordination among "resistance" factions and outlining terms tied to the security of American diplomatic facilities.

According to Kata'ib Hezbollah, there had been an understanding with an Iraqi mediator based on the principle of "security for all or security for none."

The militia declared that the safety of the U.S. Embassy in Baghdad, referred to by the group as "Camp Tawhid," would depend entirely on a halt to strikes targeting residential areas in Iraqi provinces.

The group further announced its intent to dismantle what it characterized as "occupation" security structures in Iraq, disarm them within "safe cities," and terminate their influence across government institutions.

Demonstrating regional ambitions, Kata'ib Hezbollah also issued warnings toward the State of Kuwait, cautioning Kuwaiti authorities to "beware the wrath of the patient one" amid the broader war involving Iran.

The continuous vulnerability of U.S. diplomatic infrastructure was starkly demonstrated during the recent release of [abducted U.S. journalist Shelly Kittleson](#).

As Kittleson was leaving Baghdad International Airport after being released by Kata'ib Hezbollah, a drone fell at least 50 meters from the U.S. diplomatic convoy escorting her, according to an Iraqi security official who spoke to Agence France-Presse (AFP).

The incident occurred within the grounds of the airport's



Members of Iraq's pro-Iran paramilitary group Hezbollah Brigades (Kata'b Hezbollah). (Photo: AFP)

diplomatic support zone, which the official noted was targeted by three drones that day.

Sanctions and Targeted Bounties

To systematically degrade the leadership of these organizations, the United States has launched coordinated economic enforcement actions.

The U.S. Department of State's Rewards for Justice program announced a financial reward of up to [\\$10 million for information](#) leading to Hashim Finyan Rahim al-Saraji, the leader and Secretary General of Kata'ib Sayyid al-Shuhada, who operates under the alias Abu Ala al-Wala'i.

The State Department notice asserted that Kata'ib Sayyid al-Shuhada, described as an "Iran-aligned terrorist group," has killed Iraqi civilians and executed targeted attacks against United States diplomatic facilities and military personnel deployed across Iraq and Syria.

This bounty was preceded by [sweeping financial sanctions](#) implemented by the U.S. Department of the Treasury's Office of Foreign Assets Control on Apr. 17.

The sanctions targeted seven commanders from Kata'ib

Sayyid al-Shuhada, Kata'ib Hezbollah, Harakat al-Nujaba, and Asa'ib Ahl al-Haqq.

U.S. Treasury Secretary Scott Bessent stated that the United States would not allow the militias to threaten American lives, warning that "Those who enable these militias' violence will be held accountable."

The Treasury sanctions block all property and interests belonging to the designated individuals within U.S. jurisdiction and expose foreign financial institutions to severe secondary sanctions if they facilitate significant transactions on behalf of the designated commanders.

Political Deadlock and Iranian Influence

The escalating U.S. pressure occurs amid a profound political stalemate within Iraq's ruling Shiite Coordination Framework, which is struggling to select a new prime minister before a critical constitutional deadline.

The [political impasse](#) centers on an intense rivalry between incumbent Prime Minister Mohammed Shia al-Sudani and former prime minister Nouri al-Maliki. In a maneuver to consolidate factional power, Maliki has marshaled his political capital to back candidate

Bassem al-Badri.

According to Sanad Hamdani, a member of the al-Sadiqun Movement, Badri has currently secured seven of the 12 decisive votes within the Coordination Framework, leaving Sudan with five.

Iranian military leadership has directly intervened in this highly contested political environment.

Esmail Qaani, commander of the Iranian Revolutionary Guard Corps' Quds Force, [traveled to Baghdad](#) and issued a formal message asserting that the selection of the prime minister is a "solely Iraqi" decision.

Following meetings with Coordination Framework leaders, Qaani warned against international interference, stating that Iraq is "far too great to allow others, especially criminals against humanity, to interfere in its affairs."

The simultaneous pressure from the U.S. State Department demanding the immediate disbandment of militias and the diplomatic maneuvering by Iranian commanders underscores the precarious state of Iraqi sovereignty as the country attempts to form a government amid severe regional conflict and targeted financial blockades.

Iran and U.S. Sink Into Awkward Limbo of ‘No War, No Peace’

Each side is betting it can last longer than the other, analysts say. But there are risks in a stalemate without a deal.

With plans for U.S.-Iran peace talks derailed, at least for now, Tehran and Washington are sinking into an awkward limbo of neither peace, nor war, each hoping to outlast the other in a standoff with [drastic](#) stakes for the global economy.

Iranian officials seem confident they can withstand economic pain caused by war longer than President Trump, analysts say. But they are still concerned that without the momentum of negotiations, they will remain trapped under the persistent threat of U.S. or Israeli attacks.

“What’s happening is something akin to what we had at the end of the 12-day war, which is ending the war, but without any permanency,” Sasan Karimi, a vice president in Iran’s previous government and political scientist at the University of Tehran, said of the Israel-Iran war last June.

Over the weekend, an article published by a prominent conservative newspaper, *Khorasan*, and redistributed by several other Iranian outlets described the current moment as “a strategic limbo” with considerable risks.

“Both sides have stepped back from the costs of full-scale war but have not moved beyond the logic of force and pressure,” it said. This “may be more dangerous than

short-term war itself.”

The halting efforts to restart cease-fire talks brokered by Pakistan reflect the dynamics since the U.S.-Israeli bombardment of Iran ended in a cease-fire earlier this month. Both sides argued that they emerged with the upper hand. And Mr. Trump also seems to believe that the United States can outlast Iran in withstanding the war’s economic pain of the parallel blockades of the Strait of Hormuz.

The result is that neither side is willing to give ground that could allow talks to move forward.

Mr. Trump on Saturday called off sending his special envoy, Steve Witkoff, and his son-in-law Jared Kushner to the Pakistani capital, Islamabad, for a second round of truce talks. He said the Iranians would waste the negotiators’ time.

Iran’s top officials maintain they will not meet for direct negotiations until Mr. Trump lifts a U.S. naval blockade he imposed on Iranian ports after agreeing to the cease-fire.

Yet Iran’s top diplomat, Foreign Minister Abbas Araghchi, headed on Saturday to meetings in Oman after his visit to Pakistan a day earlier, although he returned to Pakistan on Sunday. He is set to fly to Russia later this week, according to Iranian state media, after holding a second meeting

with counterparts in Pakistan.

Shoppers at a bazaar in Tehran this month. Arash Khamooshi for The New York Times

Beyond Islamabad, which would host a future round of talks, the Iranians see coordinating with the Persian Gulf nation of Oman, the other government whose country lies along the strategic Strait of Hormuz, as critical to hammering out a settlement.

Mr. Karimi, the former Iranian official, urged Iran’s current leadership to take the moment to lay out an entire framework for a deal with the United States — from Iranian concessions to its ultimate demands, and a vision for a regional peace pact.

But in Iran, “the status quo is the most conservative way of behaving politically now,” he warned, “because any change raises the possibility of being blamed in the future” if the plan fails.

Iran also still believes that in terms of economics, “it can wait Trump out, at least on the horizon of several weeks, where actually the disruptions in the strait are more costly for Trump than they are for the Iranians,” said Esfandiyar Batmanghelidj, chief executive of the Bourse & Bazaar Foundation, a research organization based in London.

But Iran’s economy is already facing a severe crisis. Reports of layoffs are spreading across the country, which is grappling with shortages in production of petrochemicals and medicine as a result of the war.

Iran’s most prominent economic newspaper, *Donya-e-Eghtesad*, has [forecast that annual inflation](#) could rise to 49 percent “in the most optimistic case” of reaching a deal. A state of “no war, no peace,” it warned, could push inflation closer to 70 percent over the coming months while a return to war might cause hyperinflation of more than 120 percent.

Yet some economists estimate Iran’s authoritarian rulers can survive the current economic crisis for three to six months.

By contrast, Mr. Batmanghelidj said, the disruptions to oil production and exports like fertilizer could start to cause deeper economic shocks to the global economy within weeks that could persuade Mr. Trump to move talks along.

Yet even if Iran can economically outlast the current impasse, he said, its strategic dilemma remains.

“The no-deal, no-war mode, from the Iranian standpoint, leaves them vulnerable,” he said.

What to Know About U.S.-Iran Peace Talks

An Iranian negotiator returned to Pakistan on Sunday, despite the United States abruptly calling off a trip there by its two top negotiators.

President Trump called off a trip by two of his top negotiators to Islamabad, Pakistan, on Saturday, just before they were set to leave for talks about a potential deal to end the war in Iran.

“I’ve told my people a little while ago, they were getting ready to leave, and I said, ‘Nope, you’re not making an 18-hour flight to go there. We have all the cards,’” Mr. Trump said in a statement. “They can call us anytime they want, but you’re not going to be making any more 18-hour flights to sit around talking about nothing.”

On Sunday, Abbas Araghchi, the Iranian foreign minister, returned to Islamabad, after having left it on Saturday, according to Iranian state media.

But the cancellation of the Americans’ trip is the latest sign that Iran and the United States are far from reaching a deal to end the war. Many sticking points remain, including the fate of Iran’s highly enriched uranium and the reopening of the Strait of Hormuz, which [both sides are attempting to blockade](#).

Iran has publicly rejected peace talks during the U.S. naval blockade of its ports, which is aimed at crushing the Iranian economy and pressuring Tehran to make a deal.

What’s the latest?

Mr. Araghchi said on Saturday that he had shared with Pakistani officials Iran’s position on a “workable framework to permanently end the war on Iran.” He did not give details



Posters highlighting talks in Islamabad, Pakistan, on Saturday. Aamir Qureshi/Agence France-Presse — Getty Images

of the latest proposal.

But the talks hit a snag shortly after Mr. Araghchi wrapped up Saturday’s round of meetings and left for Oman for a day. Mr. Trump abruptly [announced that some of his top aides](#) — including Steve Witkoff, Mr. Trump’s special envoy, and Jared Kushner, the president’s son-in-law — would not travel to Pakistan for a new round of discussions.

Officials in Pakistan have been mediating between the United States and Iran to try to end more than a month of war in the Middle East.

Jared Kushner, left, and Steve Witkoff in Islamabad, Pakistan, at a previous round of talks with Iran this month. Pool photo by Jacquelyn Martin

The decision to call off the

U.S. trip to Islamabad was the second setback for Pakistan’s mediation efforts in less than a week. Mr. Vance was also expected to travel to Islamabad earlier this week before canceling at the last minute.

Mr. Araghchi returned to Pakistan on Sunday ahead of a planned trip to Russia, according to Iranian state media.

Tensions have remained high in and around the Strait of Hormuz, a crucial conduit for Persian Gulf crude oil and natural gas. Both Iran and the United States have continued to [seize](#) vessels they [said](#) have violated their restrictions on shipping in the waterway.

Iran’s nuclear program

Some of the core sticking points between the United States and Iran are the scope

of Iran’s uranium enrichment program and the fate of its stockpile of enriched uranium. Iran insists it has a “right” to enrich nuclear fuel under the Nuclear Nonproliferation Treaty.

Mr. Trump has repeatedly said that he will not allow Iran to possess a nuclear weapon. But he is also confronting the complicated legacy of his decision, eight years ago, to cancel what he has called “a horrible, one-sided deal” to curtail Iran’s nuclear program.

That Obama-era agreement — formally called the Joint Comprehensive Plan of Action, or J.C.P.O.A. — suffered from flaws and omissions. It would have expired after 15 years, leaving Iran free after 2030 to make as much nuclear fuel as it wanted. But once Mr. Trump withdrew from the deal in 2018, the Iranians went on

an enrichment spree much sooner, leaving them closer to a bomb than ever before.

Much recent attention has focused on Iran's half-ton of uranium that has been enriched to a level close to what is typically used in atom bombs. The majority of it is thought to be buried in a tunnel complex that Mr. Trump bombed last June. But those 970 pounds of potential bomb fuel represent only a small fraction of the problem.

Today, international inspectors say, Iran has a total of 11 tons of uranium, at various enrichment levels. With further purification, that is enough to build up to 100 nuclear weapons — more than the estimated size of Israel's arsenal.

Virtually all of that cache accumulated in the years after Mr. Trump abandoned the Obama-era deal.

What is 'nuclear dust'?

In recent weeks, Mr. Trump

has been talking about a substance he says is key to ending the United States' war against Iran: "nuclear dust."

President Trump departs Palm Beach International Airport en route to Washington, D.C., on Friday. Kenny Holston/The New York Times

In the president's telling, Iran's nuclear program was so badly damaged by U.S. bombs last year that all that remains under the rubble is a sort of powdery aftermath.

The phrase "nuclear dust" seemed designed to diminish the importance of what Mr. Trump is actually talking about — Iran's stockpile of near-bomb-grade uranium, which is stored in canisters about the size of large scuba tanks.

The material is not, in fact, "dust." It is typically a gas when stored inside the canisters, though it becomes a solid at room temperature. It is a volatile and highly toxic substance if it comes into contact with moisture and, if mis-

handled, can trigger a nuclear reaction.

A clash of negotiating styles

Why Negotiations With Iran Might Take a While

The Iranians are notoriously slow negotiators. Our reporter David E. Sanger explains what the history of U.S.-Iran negotiations could mean for the latest round of talks.

Mr. Trump views himself as the [master of coercive diplomacy](#), forcing his opponents to capitulate quickly to American demands or face the threat of attack.

But in dealing with Iran over the past six weeks, he has discovered that he is up against a nation that prides itself on resilience and delay.

"Trump is impulsive and temperamental; Iran's leadership is stubborn and tenacious," said Robert Malley, who negotiated with the Iranians in the lead-up to the 2015 nuclear deal and again in a failed

effort by the Biden administration.

"Trump demands immediate results; Iran's leadership plays the long game," Mr. Malley continued. "Trump insists on a flashy, headline-grabbing outcome; Iran's leadership sweats every detail. Trump believes brute force can compel obedience; Iran's leadership is prepared to endure enormous pain rather than concede on core interests."

The last big U.S.-Iran negotiation, completed 11 years ago, took the better part of two years, moving from secret talks with a then-new Iranian president with a pragmatic bent to a full-scale negotiation involving scores of meetings.

Mr. Trump is clearly sensitive about potential comparisons. "The DEAL that we are making with Iran will be FAR BETTER than the JCPOA," he said on social media. "It was a guaranteed Road to a Nuclear Weapon, which will not, and cannot, happen with the deal we're working on."



April 27, 2026

50 civilians killed in Iran's Kermanshah during Iran's 40-day war

ERBIL, Kurdistan Region - Fifty civilians were killed in Iran's Kurdish province of Kermanshah during the recent 40-day war, local officials said Sunday, as the country continues to assess the human toll of the conflict with the United States and Israel.

Mohammad Bahrami, director general of the provincial martyrs foundation, said in a press conference that "as a

result of recent US and Israeli attacks on Iran, nearly 50 civilian citizens of our province have been martyred." Bahrami noted that the victims included 20 women and 30 men, 12 of whom were under the age of 18, including two girls and 10 boys.

The US and Israeli military offensive against Iran began on February 28 and lasted 40 days before a fragile cease-

fire was reached. A two-week truce between Tehran and Washington was announced on April 8 through mediation by Pakistan and was later extended unilaterally by US President Donald Trump on April 21.

During the war, the US and Israel targeted around 17,000 military and energy sites across Iran. Strikes also hit military sites in the country's

western Kurdish areas. Iran and its allied groups responded by launching thousands of drones and missiles at neighboring countries.

The casualties in Kermanshah form part of a broader national toll. Jamshid Nazmi of Iran's Martyrs Foundation said Sunday that 3,468 people were killed during six weeks of war, including 1,460 civilians, the state-run IRNA

news agency [reported](#) on Sunday.

However, Hengaw, a Kurdish human rights organization that monitors violations across Iran - particularly in Kurdish-populated western regions known as Rojhelat - [reported](#) that 7,650 people

were killed during the war, including 1,030 civilians.

“Since the beginning of the war, a crisis committee was formed within the provincial Martyrs Foundation involving five specialist groups to quickly and accurately follow up on the affairs and pro-

blems of the victims’ families,” Bahrami stated.

Bahrami also referenced an earlier round of hostilities, stating that during the 12-day war between Israel and Iran, 64 people in Kermanshah province were killed due to Israeli missile strikes and bombardments.

That earlier conflict began on June 13, 2025, when Israel launched attacks on Iran, followed by US strikes on three of Iran’s primary nuclear facilities. A ceasefire was declared on June 24, bringing the short but intense war to an end.



April 27, 2026

Iran intensifies crackdown on Kurds amid rising executions

ERBIL, Kurdistan Region - Iran has launched a new wave of arrests and executions targeting Kurdish citizens and political prisoners, in what human rights groups describe as an escalating crackdown expected to intensify in the coming weeks.

According to Hengaw, a Kurdish human rights organization that monitors violations across Iran - particularly in Kurdish-majority western regions known as Rojhelat - authorities have recently detained several Kurdish civilians without due process.

The group reported on Sunday that Vahid Boroumand and Ezzedin Pasu-Pish, two Kurds from Piranshahr, and Sayed Anwar Alavi from Oshnavieh in West Azerbaijan province, “have been arrested following raids on their homes by government forces and transferred to an undisclosed location.”

Boroumand, a father of two, reportedly had his home searched and personal be-



Photo : AFP

longings confiscated during the arrest “while creating an atmosphere of fear and intimidation,” Hengaw stated. Authorities have not disclosed the charges or whereabouts of the detainees.

The arrests come alongside a surge in executions. Iran has executed several political prisoners since the outbreak of war on February 28, with more than 14 others - many accused of collaborating with Israel - reportedly hanged in recent days.

Concerns are mounting over the fate of Naser Bakrzadeh, a 26-year-old Kurdish prisoner whose death sentence has been upheld by Iran’s Supreme Court. Sentenced on charges of “spying for Israel,” Bakrzadeh now faces imminent execution after being notified of the ruling at Urmia Central Prison.

In an open letter as published by the France-based Kurdistan Human Rights Network, Bakrzadeh pleaded for international support, writing: “This may be my last mes-

sage... I am 26 years old... I was arrested at the height of my life’s hopes and dreams.” He added, “Do not pass by this execution notice easily, today it is my turn, and tomorrow it will be someone else’s.”

Describing the psychological toll, he wrote: “The execution has killed me. It has crushed me. I see my own death every moment, and my family is completely broken.”

In 2025 alone, at least 1,639 people were executed in Iran - a 68 percent increase from the previous year and the highest figure since 1989, according to a joint report by Iran Human Rights and Together Against the Death Penalty organizations.

In the first three months of this year, at least 160 prisoners were executed in Iranian prisons, including 11 Kurds, according to Hengaw, which noted that 12 were hanged for allegations of opposing the government, spying, or offences such as blasphemy.

Hegseth and Democrats Spar Over Iran in His First Testimony Since War Began

What We're Covering Today

Hegseth Testifies: Defense Secretary Pete Hegseth and Gen. Dan Caine, the chairman of the Joint Chiefs of Staff, testified at a lengthy and often combative hearing before the House Armed Services Committee that has focused largely on the war in Iran. President Trump, in remarks to reporters, did not sound optimistic for the near-term possibility of face-to-face talks to end the fighting.

Iran War Cost: The Pentagon provided its first public estimate of the cost of the war in Iran so far during the hearing: \$25 billion. Mr. Hegseth deflected when asked how much more he intended to spend.

In his first major public appearance before Congress since the beginning of the Iran war, Defense Secretary Pete Hegseth said on Wednesday that the biggest adversary the United States faced was not Iran's military, but the "feckless and defeatist words" of Democrats and some Republican lawmakers.

It was a preview of what turned out to be a contentious debate over the Iran war.

President Trump declared on Wednesday evening that he is "studying and reviewing the possible reduction of Troops in Germany," in what appears to be retaliation for

comments by Germany's chancellor, Friedrich Merz, that Iran has "humiliated" the United States.

Even before Mr. Merz made his comments to a group of German students, the United States had hinted that it may review its troop levels in Europe, despite the continuing concerns that Russia's president, Vladimir V. Putin, may attempt to test whether NATO would truly come to the aid of one of its smaller, newer members, like Estonia or Latvia.

Before he closed the hearing, the committee chairman, Representative Mike Rogers of Alabama, thanked the witnesses for their testimony and said he believed the "historic" \$1.45 trillion budget request was about the country having "peace through strength."

Representative Adam Smith of Washington, the highest-ranking Democrat on the panel, wrapped up the hearing by saying yes, the war with Iran has not dragged on as long as Vietnam or Afghanistan, but "we were also told it was going to last four to five weeks."

"We all agree, Mr. Secretary, that Iran should not have a nuclear weapon," he said, addressing Defense Secretary Pete Hegseth, adding: "is this really getting us there? That's the connection we want to see."

After nearly six hours of testimony and questions from lawmakers, the House Armed Services Committee

hearing on the Fiscal Year 2027 defense budget has ended.

Representative Derrick Van Orden of Wisconsin, a Navy veteran who served as an enlisted SEAL, said that two months of combat with Iran do not constitute a morass, but said the conflict could turn into one — a rare instance during this hearing of a Republican expressing concern about the potential for ending the war.

But Van Orden quickly followed by telling Hegseth, "I trust your judgment." He said the Pentagon was asking for "a tremendous amount of money," but said he believed there was "no fluff" in the proposal. "This is what's required to end this war," he said.

The House on Wednesday narrowly adopted a Republican budget blueprint that would allow the G.O.P. to blow past Democratic opposition and pour an additional \$70 billion into immigration enforcement through the remainder of President Trump's second term.

The measure is a crucial step in Republicans' plan to reopen the Department of Homeland Security, ending a shutdown that has lasted for nearly 11 weeks.

The Trump administration on Wednesday announced a sweeping rollback of gun regulations, prompting criticism from gun control advocates who called the moves misguided and dangerous.

"Nothing we are doing today weakens law enforcement," the acting attorney general, Todd Blanche, said at a news conference where he described 34 planned changes in federal gun regulations. He also welcomed the newly confirmed director of the Bureau of Alcohol, Tobacco, Firearms and Explosives, Robert Cekada.

Defense Secretary Pete Hegseth's actions to fire senior military leaders are without precedent in recent decades and have come with little explanation. Kenny Holston/The New York Times

Defense Secretary Pete Hegseth on Wednesday defended his decisions to fire or sideline nearly 30 generals and admirals over the past year with little explanation by falsely comparing his record to that of President Barack Obama.

"I would also note that under Barack Obama, 197 general officers were removed," Mr. Hegseth said in testimony before the House Armed Services Committee. "So this is not something specific to this administration."

The House voted on Wednesday to extend a high-profile warrantless surveillance law for three years, but its fate remained uncertain ahead of a midnight expiration on Thursday after the Senate said it would not move ahead with the measure.

Bipartisan approval in the House capped a chaotic struggle in that chamber,

where Speaker Mike Johnson just barely overcame a rebellion by a libertarian-leaning faction of Republicans who had blocked the legislation as they demanded a chance to add privacy protections.

President Trump said on Wednesday the United States had a “good shot” at landing astronauts on the moon before the end of his second term as he celebrated the crew of Artemis II, who in a matter of weeks took a journey around the moon, back to Earth and to the Oval Office.

“That was a lot of rocket under them,” Mr. Trump said alongside the four-member crew, each sporting a NASA jacket. “I don’t know how they do it — I wouldn’t want to do it!”

The Federal Emergency Management Agency said on Wednesday that a key disaster relief fund was so depleted that it would only pay for immediate lifesaving work — and not longer term recovery efforts — until Congress approves a budget for the agency, which is part of the Department of Homeland Security. Senator Patty Murray, Democrat of Washington, said the fund’s balance has dwindled to \$1.6 billion, an amount that a single major disaster could quickly consume.

The Trump administration on Wednesday sued New Jersey’s governor and attorney general over a state law that bars law enforcement officers, including Immigration and Customs Enforcement agents, from wearing masks while on duty.

The governor of New Jersey, Mikie Sherrill, last month signed legislation that requires ICE agents to

clearly identify themselves and prohibits them from shielding their faces during enforcement actions. Department of Homeland Security officials immediately said that agents would continue wearing masks despite the state law.

In a lengthy phone call on Wednesday, President Trump and President Vladimir V. Putin of Russia agreed that there should be a brief cease-fire in Ukraine in the coming days, according to both Mr. Trump and a top adviser to Mr. Putin.

The cease-fire would coincide with the May 9 Russian holiday marking the end of World War II, said Yuri Ushakov, Mr. Putin’s chief foreign policy adviser, but he did not give precise timing.

Federal prosecutors in Illinois said they were upholding the rule of law in October when they charged six protesters with conspiring to interfere with a federal agent after a clash outside an immigration detention center.

That felony charge could have carried years in prison for the defendants, who included a Democratic congressional candidate, a village trustee and a candidate for county office.

President Trump defended the latest indictment of James Comey, the former F.B.I. director, who was charged with making a threat against the president and transmitting a threat across state lines. The case centers on an image of seashells to form the numbers “86 47” that Comey posted on Instagram. Trump said “86” is a “mob term for killing” before calling Comey a “dirty cop.”

Comey has denied that the post’s message was violent.

President Trump, speaking to reporters in the Oval Office, said he had a “long talk” with President Vladimir V. Putin of Russia today about a range of issues, including the U.S.-Israeli war in Iran and Russia’s invasion of Ukraine. “I suggested a little bit of a cease fire and I think he might do that,” Trump said of the war in Ukraine. “There’s so many people being killed, it’s so ridiculous.”

All six conservative members of the Supreme Court attended President Trump’s state dinner Tuesday honoring King Charles, the night before they heard an important case about Mr. Trump’s immigration policies. None of the three liberal justices were present.

It was not clear whether the missing justices had been invited. But the picture created by the partisan split, with every Republican appointee in attendance and every Democratic one missing, seemed at odds with Chief Justice John G. Roberts Jr.’s oft-stated message that the court he leads avoids even the appearance of political splits.

James B. Comey, the former F.B.I. director, made his first court appearance on Wednesday after being charged over a photograph of seashells he had posted on social media that the Justice Department branded a serious threat to President Trump.

Mr. Comey, a longtime critic of Mr. Trump, appeared in federal court in Alexandria, Va., for a brief, largely procedural appearance before a judge. He was indicted on

Tuesday by a federal grand jury in North Carolina on two counts: making a threat against the president and transmitting a threat across state lines. It was the second time the administration had brought charges against him, signaling a renewed effort by the Justice Department to pursue Mr. Trump’s rivals.

Pentagon Estimates Iran War Cost at \$25 Billion

Defense Secretary Pete Hegseth on Wednesday castigated members of Congress in both parties for questioning the war in Iran, during a contentious Capitol Hill hearing dominated by a conflict that the Pentagon said had cost \$25 billion and 14 American lives so far.

Appearing at what had been scheduled as a routine hearing to review the Defense Department’s nearly \$1.45 trillion budget request for the coming year, Mr. Hegseth spent much of his time lashing out at lawmakers whose approval would be needed to provide that funding.

Prosecutors offered new details on Wednesday about the chaotic events outside a gala dinner for White House officials, where a gunman raced through a security checkpoint and was tackled by the police.

The suspect, Cole Tomas Allen, 31, was charged on Monday with trying to assassinate President Trump when he sprinted with a shotgun, a handgun and multiple knives toward the White House Correspondents’ Association dinner at the Washington Hilton on Saturday.

The Iran War Might Be an ‘Everything War’

At this point in the Iraq war, President George W. Bush had already unfurled his “Mission Accomplished” banner. In this, the third gulf war, we have now passed through the end of a two-week cease-fire and into an ambiguous period in which neither military has re-engaged in earnest but the Strait of Hormuz is functionally closed, with few ships passing through and [months](#) of mine-sweeping required.

What will happen next? Probably not a return to the open warfare of March and April, given that eight weeks of war already put the global economy in a vise, given the way that Iran quickly established an asymmetric advantage, and given the fact that those weeks of fighting left some critical American munitions stockpiles drained by [more than half](#). Certainly not a forever war like those the United States fought in the 2000s and 2010s: without a shocking strategic reversal, there will be no boots on the ground this time, let alone an open-ended occupation. But President Trump is now [preparing](#) for an extended blockade, and already the fallout from America’s misbegotten military adventure seems to be visible everywhere you look, with consequences both intended and unintended playing out well beyond the Persian Gulf, where so much of the world’s supply chains lie, leaving no part of the global economy untouched and few people on the planet unaffected. Call it an everything war. Even a peace agreement probably won’t bring it to an end.

You most likely know the



Ibrahim Rayintakath

broad strokes of the story about energy. Perhaps a [billion barrels](#) of oil have been sucked out of the market, and some of the world’s largest fossil fuel production and export facilities have been damaged or taken offline. The futures price for oil is about 50 percent higher than it was before the war, and out in the real world, actual barrels jumped in price by even more. Countries across Asia, Africa and Europe have instituted emergency responses — Covid-style work-from-home policies and four-day work weeks, for instance, factories curbing production and gas stations

limiting the amount of fuel dispensed to customers. Americans have spent almost [\\$15 billion extra on gas](#)— \$114 per household — since the war began. Demand for American oil has exploded, and profit expectations for fossil fuel companies along with it. In Europe, the cost of importing fossil fuels has grown more than [\\$30 billion](#) over two months. The continent has “maybe six weeks or so” of jet fuel left, the International Energy Agency warned a couple of weeks ago; Lufthansa just cut 20,000 flights to save fuel; and, in the United States, low-cost airlines are

staring down the possibility of bankruptcy. “Global energy markets are on the verge of a disaster,” The Economist [declared](#) last week, with near-term scenarios ranging “from bad to awful.”

The fate of food may prove grimmer. Much of the world’s fertilizer flows through the Strait of Hormuz alongside oil and gas, and because the war began just as planting season began in the Northern Hemisphere, it has also given us what The Financial Times has called “the coming global food crisis.” The price of fertilizer has jumped about 20

percent since the war began, and in the United States, 70 percent of farmers say they can't afford enough of it. In total, input costs for food producers jumped 7.9 percent in April, and though it takes time for those prices to hit consumers, in Britain, they're warning about 10 percent food inflation this year. With hunger, dire warnings are sometimes followed by only muted suffering, after markets recalibrate and philanthropy steps in. But last year, for the first time this century, the World Food Program declared two simultaneous famines, in Gaza and Sudan. Last month, it projected that the Iran war could push 45 million more people into what it calls "acute hunger." The risk of famine has soared, especially in war-torn South Sudan.

Other downstream consequences are a bit less obvious, but so much stuff passes through the Strait of Hormuz that an extended closure pinches in many unexpected places. The world's top condom maker is raising prices by 30 percent in response to shocks to the supply of synthetic rubber and silicone oil, for instance. There is already a shortage of Diet Coke in India, because aluminum price spikes have meant the country cannot manufacture cans for it. There may also be a carbonation shock, which is why Britain has announced an emergency \$134 million restart of a mothballed industrial plant to produce CO₂. The rising cost of helium means it is more expensive to run M.R.I. machines, which are cooled by the gas, which is also critical to the manufacturing of semiconductors, which is one reason The Financial Times has warned the war could derail the global A.I. boom. Minerals stalled on

tankers in the region are a problem for the manufacturing of jet engines, microprocessors and drones. Global pharmaceutical supply has been pinched, too, with the price of some drugs surging 20 or 30 percent abroad. And though the logic of fossil fuel shortages means that the war is accelerating the world's green transition, other aspects of the war are working in the other direction, with inputs for batteries and wind turbines and solar panels all trapped — at least for now.

The war has already pushed U.S. inflation near a two-year high, and some analysis suggests it has a lot higher to go. Interest-rate cuts that were expected this year, by a new Trump toady installed as chair of the Federal Reserve, appear to be much less likely. Economic forecasts for the United States and the world have chopped 20 or 30 basis points off G.D.P. growth for 2026. In Bangladesh, the banks are already "practically bankrupt," the finance minister says, and the U.A.E. is begging the United States for a financial lifeline. Elsewhere in the gulf, exports have fallen as much as 90 percent and economies are projected to contract as much as 9 percent. Farther afield, few emerging markets look especially safe, and there are signs of possible economic crisis in Egypt, in Pakistan, in Sri Lanka.

And then are the geopolitics. In Europe, they are talking about a NATO without America. In the United States, it seems considerably harder to believe that the American military might be capable of defending Taiwan against a Chinese invasion, given how much damage Iran managed to do to American bases and planes. The war has

scrambled regional alliances around the gulf, with many countries less sure that the United States represents a reassuring military umbrella than an unreliable chaos agent — and now the U.A.E. quitting OPEC, illustrating a longstanding fault line between the Emiratis and the Saudis. The sovereign wealth funds that have backstopped so much of American venture capital for years appear to be growing more cautious with their money, imperiling a lot of Silicon Valley financing and some vanity spending, too (the Saudi government's backing out of a deal that would have supported the Met Opera, for instance). The Houthis are willing to weaponize the Red Sea and have staked claims to the Bab al-Mandab Strait, and the world's dizzying network of supply chains now seems full of many more strategically vulnerable choke points. No one knows what the future holds for cities like Dubai, which sold themselves as regional safe havens and holograms of a gleaming modern future, and as soon as the war began, there were analysts forecasting the end of the "petrodollar" — as the economist Mona Ali did, in a memorable essay in the magazine *Equator* that also identified the Iran war as marking the end of American hegemony.

From a certain vantage, the illegal and counterproductive war is a sign of the end of American pre-eminence. The American military has been humbled, the Pentagon planning committees humiliated, the global reputation of the United States tattered and the prospects for a reboot of global leadership, of the kind achieved by Barack Obama and to a lesser extent Joe Biden, are now considerably dimmer.

But from another vantage, however much damage U.S. primacy appears to have sustained, the war looks — at least for now — like a perverse confirmation of American power. After all, it was the United States that made all this mess — without real cause and without generating all that much pushback of substance on the world stage. You can't call the campaign a strategic success, given how poorly articulated the goals were at the outset, how little the United States has gained from its hostility, and how much needless turmoil and suffering it has imposed on the world as a whole. But it is also the kind of mess only a global superpower could make — if one lashing out in response to its own perceptions of decline.

The state of play calls to mind all the talk of polycrisis and permacrisis and multipolarity toward the end of the pandemic emergency a few years back. But if the polycrisis is a sticky global spiderweb, the United States is still the biggest spider. The entire world is now being held hostage by American aggression, burdened by cascading economic turmoil that most Americans are, by global standards, insulated from — by geography, by energy independence, by wealth. A few weeks ago, the former Russian president Dmitri Medvedev described Iran's Hormuz "weapon" as the equivalent of a nuclear arsenal. But by and large those suffering around the world don't blame the new ayatollah or the Islamic Revolutionary Guards Corps for their plight. They still see America as the author of this brutal and chaotic chapter in world history — and they are right to.



April 29, 2026

UN urges Iran to halt executions, calls for moratorium in case of Kurdish prisoner

ERBIL, Kurdistan Region - The United Nations on Wednesday urged Iran to implement a “moratorium” on executions, including in the case of political prisoner Naser Bakrzadeh. The remarks came after a voice message attributed to the 26-year-old surfaced, in which he denied espionage charges against him, saying his main crime is “being Kurdish.”

Stephane Dujarric, spokesperson for the UN secretary-general, told Rudaw’s Namo Abdulla that the UN chief “has been very clear - he is against the death penalty, with no exceptions and under all circumstances.”

“We want to see a moratorium, and we want those sentenced to death not to be executed,” Dujarric added.

Bakrzadeh is currently held in Urmia Central Prison in West Azerbaijan province, in Iran’s

Kurdish-majority western regions (Rojhelat).

The US-based Human Rights Activists News Agency (HRANA) on Monday warned that Bakrzadeh is at imminent risk of execution following the final confirmation of his death sentence. The agency said he was convicted of “espionage for Israel and cooperation with [Tel Aviv’s intelligence service] the Mossad.”

HRANA added that Bakrzadeh was subjected to physical and psychological torture by Iran’s Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) to extract forced confessions. He was reportedly denied access to a lawyer and prevented from contacting or meeting his family. The watchdog also warned of an “accelerated” execution process.

In a voice note that surfaced online on Tuesday and was heard by Rudaw, Bakrzadeh

said, “This may well be the last time you hear my voice,” adding that the death sentence against him “has been confirmed and I will be hanged.”

“Please don’t allow my execution to take place,” he pleaded, urging “religious leaders” and “human rights organizations” to intervene.

“My first crime is that I am Kurdish; my second is that I am Sunni. I am not the first one to be executed, and I won’t be the last,” he said.

Earlier on Wednesday, the UN High Commissioner for Human Rights said, “I am appalled that the rights of the Iranian people continue to be stripped from them by the authorities in harsh and brutal ways.”

Volker Turk further stressed that “core, non-derogable rights - such as protection against arbitrary detention and the right to a fair trial - must be respected absolutely at all

times,” urging Iranian authorities to “halt all further executions, establish a moratorium on the use of capital punishment, fully ensure due process and fair trial guarantees, and immediately release those arbitrarily detained.”

The Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights (OHCHR) said on the same day that since the outbreak of the Iran war in late February, Iranian authorities have executed “at least nine people in connection with the January 2026 protests, ten for alleged membership in opposition groups, and two on espionage charges.”

It added that “individuals from ethnic and religious minorities, including Baha’is, Zoroastrians, Kurds, and Baluch Iranians, have been at particular risk” of execution.

How Trump's Iran Blockade Is Complicating a High-Stakes Trip to China

If President Trump flies to China as planned in May, the primary topic will clearly be the rippling economic effects of a war that Beijing has made clear it viewed as unnecessary.

President Trump's declaration that he is willing to maintain a blockade on Iranian shipping until the Iranians surrender to his demands almost assures that the Strait of Hormuz will remain closed by the time he arrives in Beijing in two weeks.

That is exactly what Mr. Trump was seeking to avoid when he delayed his trip to China six weeks ago. And it vastly complicates a critical meeting with President Xi Jinping, forcing White House officials to rethink how Mr. Trump approaches the effort to engineer a rapprochement with China.

In public and private, Mr. Xi has demanded that the United States reopen the waterway through which China imports about a third of its oil and gas.

When Mr. Trump initially envisioned the trip as the first in a series of carefully scripted meetings, the possibility of a war with Iran was not on the radar of most administration officials. When he delayed it in early April, he was confident the war would be over quickly.

At the time of that decision, members of Mr. Trump's national security team said they hoped that forcing Iran into a nuclear deal after a relatively short bombing campaign would be a demon-

stration of American power and reach. They also saw it as a warning to Beijing as Mr. Trump sought a rapprochement with the country that is America's largest military, technologic and economic competitor.

But that assumption, like so many about the course of the war with Iran, has now gone badly awry.

If Mr. Trump flies to China as planned, with an intensive, two-day visit starting on May 14, the primary topic will clearly be the rippling economic effects of a war that China has made clear it viewed as unnecessary. Mr. Xi went further recently, warning that the world may be returning to the "law of the jungle," though he made no specific reference to Iran or the strait at that time.

More than a week ago the Chinese leader directly called for the reopening of the strait, telling Crown Prince Mohammed bin Salman of Saudi Arabia, according to Chinese state media, that it "should remain open to normal navigation, which is in the common interest of regional countries and the international community."

Mr. Trump clearly rejected that strategy on Wednesday when he reinforced his determination to keep the blockade on shipments from and to Iranian ports in place.

"The blockade is genius, OK," he told reporters during an event with the Artemis II astronauts. "The blockade has been 100 percent foolproof."

The White House did not address the clear difference in strategy when asked about the effect of the blockade on the coming trip. The visit is supposed to focus on a trade deal and, to a lesser degree, security issues such as Beijing's squeeze on Taiwan, China's territorial claims in the South China Sea, rising Chinese cyberactivity against the United States and its growing nuclear program.

But in a statement, Anna Kelly, a White House spokeswoman, said that "President Trump has a positive relationship with President Xi, and he looks forward to visiting China later this year. Thanks to the successful blockade of Iranian ports and crippling impacts of Operation Epic Fury, the United States maintains maximum leverage over the Iranian regime as negotiations continue."

She added, "The president has been clear that Iran can never possess a nuclear weapon, and he always keeps all options on the table."

Mr. Trump has repeatedly expressed frustration that

neither the bombing that the United States and Israel conducted for 38 days, nor the economic strangulation that he is attempting by having the Navy intercept ships leaving or bound for Iranian ports, is achieving the desired effect.

"Now they have to cry uncle," Mr. Trump said. "That's all they have to do, just say: 'We give up. We give up.'"

Mr. Trump has used variants of his "cry uncle" test over the past month, despite warnings from his own intelligence agencies and outside experts that the White House has consulted that nothing in Iran's history or the nature of its constantly competing power centers suggests the country would offer what Mr. Trump had earlier called "unconditional surrender." It was more likely, they have said, that Tehran would double down in its resistance.

In fact, even as Mr. Trump has swung from praise of Iran's new leaders as more "reasonable" than their predecessors, to threats to resume bombing, to the blockade, the Iranian strategy appears to have remained steady. It has imposed a blockade of its own, in the Persian Gulf, that has prevented Arab states from risking sailing their tankers through the straits.

The president on Wednesday publicly rejected Iran's latest proposal to reopen the strait and end the war. Iran offered to delay negotiations over the nuclear issues until later, but Mr. Trump told aides this week that he was not satisfied with that option, believing that the blockade is the most effective leverage the United States holds if the ultimate goal is to get Iran to ship its 11 tons of enriched uranium out of the country and to halt all nuclear activity for a number of years.

"Suffice it to say that the nuclear question is the reason why we're in this in the first place," Secretary of State Marco Rubio said on Fox News this week. "If Iran was just a radical country run by radical people, it would still be a problem, but they are revolutionary."

(The United States has demanded 20 years in negotiations, and the Iranians' last public position was three to five years. More recently, Mr. Trump has said 20 years is "not enough.")

Some aides thought Mr. Trump should take the Iranian offer to reopen the Strait, believing Iran's positions have hardened and seeing little evidence that the country's leaders will make further concessions.

Mr. Trump has insisted that is unacceptable.

"There will never be a deal unless they agree that there will be no nuclear weapons," he said on Wednesday. In fact, the Iranians have already agreed never to produce a nuclear weapon — they even made that commitment in writing when they ratified the Nuclear Nonproliferation Treaty and again as part of the 2015 nuclear accord with the Obama administration. But what they



A mural in Tehran last week showing Iran controlling the Strait of Hormuz. China imports about a third of its oil and gas through the waterway. Arash Khamooshi for The New York Times

will not agree to, so far, is ending what they call a "right" to enrich uranium for peaceful purposes under the treaty.

Inside the White House, officials have prepared a range of options for the future of the conflict, including maintaining the blockade for months and resuming military activity inside Iran. But Mr. Trump has looming constraints on his ability to restart the war. The 60-day window to use force without congressional authorization expires this week, and some Republicans have already signaled they will not support an extension.

Members of Mr. Trump's party, and some of his own aides, are growing anxious about the political impact of the war, especially as gas prices remain inflated. Republicans were already facing political headwinds going into November's midterm elections, and a prolonged military conflict could exacerbate those.

In the next two weeks, China's role in the conflict

may prove crucial.

Among Asian nations it has by far the largest reserves of oil, so shortages are not an issue yet. But with oil suddenly above \$110 a barrel, some of the highest prices since the opening of the war, the economic effect on the Chinese economy will be huge, most likely far higher than Mr. Trump's tariffs.

China is Iran's largest customer by far, and administration officials are betting that pressure from Beijing could force the Iranians into concessions.

Chinese officials played a critical role in persuading Iran to accept the first two-week cease-fire this month after Mr. Trump threatened to wipe Iranian civilization off the map. They asked their Iranian counterparts to show more flexibility in the negotiations over the strait and warned that the cease-fire might be Tehran's only opportunity to prevent calamity, according to Iranian officials.

Now that negotiations seem to be at an impasse again, a number of officials and analysts say China may have an opportunity to steer toward a lasting peace — or at least a pathway toward reopening the critical waterway. In addition to the commercial relationship between the two countries, there is limited military cooperation. American intelligence agencies have assessed that China may have sent a shipment of shoulder-fired missiles to Iran for the war, though Mr. Trump said two weeks ago that he communicated with Mr. Xi to cut off further help.

At least in public, Mr. Trump has played down China's assistance to Iran.

"I was a little surprised because I have a very good relationship and I thought I had an understanding with President Xi," he told CNBC this month of the suspected Chinese shipment to Iran. "But that's all right. That's the way war goes."

The New York Times Sanam Mahoozi and Leily Nikounazar
April 30, 2026

Iran's Supreme Leader Signals Plan to Maintain Control Over Strait of Hormuz

Ayatollah Mojtaba Khamenei said in a statement that Iran would establish “new legal frameworks” for the Strait of Hormuz. He also said his country would retain its nuclear capabilities.

Iran's supreme leader issued a rare [statement](#) on Thursday saying that the United States had no place in the future of the Persian Gulf region and making clear that his country planned to manage the strategic Strait of Hormuz waterway going forward.

In the defiant message, Ayatollah Mojtaba Khamenei also vowed that Iran would retain its nuclear capabilities. The lengthy statement from the Iranian leader, who has not been seen in public since he was named to the top post nearly two months ago, was shared by his office.

It touched on two of the thorniest issues stalling talks on permanently ending the U.S.-Israeli war with Iran, which began in late February and paused when a cease-fire was reached this month. Those [positions put Iran at odds with the United States](#), which has sought to curtail Iran's nuclear ambitions and insisted that it cannot restrict use of the Strait of Hormuz to vessels of its choosing.

“By the will and power of God, the bright future of the Persian Gulf region will be a future without America,” said the statement, which was released on Iran's National Day of the Persian Gulf, an annual commemoration of a 1622 military victory over Portugal in the Strait of Hormuz.

Of the battle over the narrow



Iranians held photos of the country's supreme leader, Ayatollah Mojtaba Khamenei, at a government-organized march in Tehran on Wednesday. Credit... Arash Khamooshi for The New York Times

waterway, one of the most important shipping routes for global oil supplies, the statement said: “Foreigners who come from thousands of kilometers away, acting maliciously out of greed, have no place there, except at the bottom of its waters.”

It went on to say that Iran would implement “new legal frameworks and management of the Strait of Hormuz,” suggesting that the country had no plans to relinquish control over the shipping route. Such a system, it added, would benefit its neighbors and prove economically fruitful.

Iran floated plans in a [proposal over the weekend](#), since dismissed by the Trump administration, to reopen the strait but impose a hefty toll on passing tankers. Arab countries in the Persian Gulf,

including Oman, which borders the southern part of the strait, have also objected to the idea.

Negotiations to end the war appear to be at an impasse. President Trump told his advisers this week that he was dissatisfied with Iran's latest proposal, [which would have reopened the strait while setting aside questions about Iran's nuclear program](#).

The two sides are implementing dual blockades around the Strait of Hormuz, which is normally used to transport as much as one-fifth of the world's oil supply. [Energy prices have spiked](#) as a result.

The war [has devastated Iran's economy](#), with the Iranian rial currency sinking to new lows against the dollar this week.

Mr. Khamenei's statement included Iran's nuclear and missile capabilities on a list of “national assets” for Iranians to safeguard “just as they would their land, sea, and air borders.”

Mr. Khamenei filled the statement with references to National Day of the Persian Gulf, which has taken on added political significance for Iran's authoritarian clerical rulers. In posts on social media, he and other [leaders](#) used the date to link Iran's current effort to control the waterway with a long list of historic battles against European colonial powers over the strait.

Mr. Khamenei was selected as supreme leader after Ayatollah Ali Khamenei, his father and predecessor, was killed in the opening salvos of the U.S.-Israeli attack on Iran in late February. Since then, he has rarely been heard from and has never been spotted in public.

[The New York Times](#) has reported that Mr. Khamenei was gravely injured in the same airstrikes that killed members of his family. He does not wield the same level of authority that his father did, with a collective of powerful Islamic Revolutionary Guards Corps commanders making key decisions on matters of security, war and diplomacy, [The Times](#) reported.

Iranians Live With Pain and Powerlessness, Beneath a Smooth Veneer

After months of upheaval, many are attempting to get on with their lives while quietly grappling with grief, economic stress and a loss of hope.

On the surface, Iranian society appears to be functioning normally, at least for a country that weeks ago was under heavy bombardment.

Hip young people gather outside street cafes in Tehran, smoking and chatting with friends. Tickets to a high-profile rock concert in the city sold out in minutes. And people still travel outside Iran for leisure and for work.

That is all a veneer, many Iranians say, masking the painful and precarious conditions that they are living with. Four months of traumatic, world-shaking events — a brutal crackdown on nationwide protests followed by a devastating war — have dashed hopes for the future, and left large parts of society in grief, feeling powerless.

“People are living their lives,” said Sara, an Iranian woman in her 40s living in Turkey, who had traveled to Tehran in the winter and returned to Turkey in late April. But, she said, the apparent calm was misleading: “Everyone’s morale is terrible.”

Like most of the two dozen or so Iranians interviewed for this article, Sara declined to be fully named, fearing reprisals from the government. Others declined to be identified at all.

Sara was in Iran for some of the worst weeks of the war, and said that Iranians outside the country were more anxious about what was happening inside than those actually living there, who may be more resigned. “Everyone is hopeless, or some have hopes in some-

thing that is illusory,” she said.

With Iran’s airspace closed to civilian flights for much of the last two months, many Iranians have caught flights from Van, Turkey, after a 23-hour train journey from Tehran. Kiana Hayeri for The New York Times

For those opposed to the country’s Islamic authoritarian government, mass protests in January brought thrilling hopes of political change — only for that to curdle into grief, rage and shock as security forces killed thousands of demonstrators.

Since then, Iranians of all political persuasions have been affected by the destruction and death wrought by U.S.-Israeli airstrikes. Basic food items are increasingly difficult for even the middle classes to afford, and a continuing government-imposed internet shutdown has largely isolated the country from the outside world. Until very recently, Iranian airspace was closed to civilian flights.

And yet, people are also pursuing their passions and careers despite immense obstacles.

That was apparent from interviews at a land border crossing and train station in eastern Turkey in late April. A theater troupe came by bus, bound for Europe to rehearse a new play. A young woman with dyed magenta hair crossed the border to see a favorite band in Istanbul. And a man in his 30s came to Turkey to complete a critical step on the path to pursuing his education in Italy.

“I don’t know why Iranians are

like this, but no matter what happens, even if there are high prices, still life goes on,” said Melika, 28, who was visiting Turkey with a friend and sister in late April for an exam. The three had just disembarked from a 23-hour train from Tehran to Van, in eastern Turkey, and they planned to continue on to Istanbul. “Iranians are very flexible — they adapt themselves,” she added.

During the war, she said, restaurants were packed, even as much of the economy came to a standstill. She speculated that people were choosing to enjoy the money they had, rather than bothering to save it for a car, house or other life goals.

“Now those things are out of reach for a large portion of society,” Melika said. “So they say, ‘Why should we be hard on ourselves? Let’s at least have a nice meal.’”

Iranians crossing the border at Kapikoy after buying cooking oil in Turkey. Kiana Hayeri for The New York Times

By contrast, Shahzad, 57, who was boarding a train in Van to return to Iran, said she was choosing to save her money and cutting spending on unnecessary items, even though she considered herself well-off.

Shahzad said that, during the war, bombs seemed to fall constantly — 20 to 30 a day, at all hours of the day and night. Still, she was sanguine: “We got used to it,” she said, as she chatted and joked with a man and woman waiting in line with her.

Her generation, which experienced the instabilities of the 1979 revolution and lived through the Iran-Iraq war of the 1980s, had learned over the decades to endure upheaval, she said.

Iran’s teenagers and 20-somethings, she said, had a different approach, with far less patience for the difficulties they were experiencing, and most were opposed to the government.

“Gen Z, nobody can handle them,” she said. “We are more peace-seeking. The young people are more radical.”

Several Iranians at the border said they felt like they were at the mercy of world powers and their own government, with no agency to determine events in their own lives.

One man, a day trader who had come to Turkey to use the internet for work before returning to Iran, said that people seemed to have stagnated, following the news and waiting to see what happened. He himself had little hope that things in the country would change for the better.

“I think it’s all a game,” said Sara, the woman in her 40s, when asked about the ceasefire between the United States and Iran. “We’re just being played with.”

A young woman and her dog waiting for a minibus to take them to the city of Van after crossing the Iranian border into Turkey. Kiana Hayeri for The New York Times



Kurdistan Region of Iran (Rojhelat)

As of April 2026, reporting from Kurdish human-rights monitors showed a continued pattern of state repression across Rojhelat, Iranian Kurdistan, including arbitrary arrests, secret detention, prison pressure, death sentences, executions, kolbar shootings, and expanded militarization of Kurdish-majority areas. The cases included here are documented examples from April reporting, not a complete list of every arrest or abuse reported during the month. Several Human Rights Organizations such as Kurdistan Human Rights Network, Hengaw, Hana Human Rights Organization, and Kurdpa reported abuses in Bukan, Saqqez, Senna, Baneh, Abdanan, Naqadeh, Orumiyeh, Kermanshah, Marivan, and surrounding border areas.

Arrests and incommunicado detentions remained a central feature of April. KHRN reported the warrantless April 3 detention of [Yusef Karimi](#) in Bukan, while Hengaw documented the April 4 arrest of [Sheyda Sheikhi](#) in Saqqez, the detention of [Mohyeddin Maroufnia and Behnam Maroufnia](#) in Piranshahr, the April 22 arrest of [Abubakr Qaderboukani](#) in Bukan, and the April 22 arrest of [Behrouz Hemmati](#), a Kurdish health-care worker from Abdanan. Kurdpa separately reported the April 19 arrest of [Masoud Abdollahzadeh](#) in Naqadeh, the April 16 detention of [Sahar Mehdi](#) in Saqqez, and the April 20 arrest of [Maryam Davoudian](#), a 58-year-old Kurdish woman from Bukan with serious medical needs. Additional April reporting documented continued detention and denial of information in cases involving several Kurds across Rojhelat, in-

cluding [Zeynab Azizi and Sirwan Amini](#), [Diako Ayazi](#), and [Sobhan Azizi and Omid Khorshidi](#).

Prisons were another major front. In [Orumiyeh Central Prison](#), 49 political prisoners in the Ershad security ward refused prison food on April 14 over poor quality, returning meal containers in protest. KHRN said food quality and quantity had worsened during wartime conditions, forcing prisoners to rely more heavily on prison shops despite rising prices and family hardship. This adds to wider concerns that Kurdish and political detainees are being pressured through isolation, restricted visits, poor prison conditions, and limited outside communication.

The death penalty remained central to the repression. On April 7, KHRN reported that [Mohsen Eslamkhan](#), a Kurdish protester from Bukan, had been sentenced to death by Branch One of the Revolutionary Court in Mahabad on “enmity against God” charges. KHRN also warned on April 2 that several Kurdish political prisoners, including [Pakhshan Azizi](#), [Hatem Ozdemir](#), [Yusef Ahmadi](#), [Mehrab Abdollahzadeh](#), [Nasser Bakerzadeh](#), [Rauf Sheikh-Maroufi](#), and [Mohammad Faraji](#), were at risk of execution or renewed death sentences after unfair trials.

Executions were also carried out. Hengaw reported that two Kurdish prisoners, [Mohammad Heydari and Abed Sharafi](#), were executed on April 15 in Kermanshah Central Prison, also known as Dizelabad Prison, in qisas cases; the executions were not publicly announced by state media or judiciary-linked outlets. Separately, on April

13, Hengaw reported that four protest detainees had been sentenced to death by Branch 26 of Tehran’s Revolutionary Court, citing forced confessions, lack of individualized evidence, and denial of fair-trial protections.

Kolbars remained exposed to lethal border enforcement. Hana Human Rights Organization reported on April 15 that [Sirwan Rasouli](#), a kolbar, was severely wounded in the leg by military gunfire at the Baneh border and transferred to a hospital in Tabriz. Another April 20 Hana report described a further [kolbar injured](#) by military forces’ shooting. These April cases fit the broader, long-running pattern of Kurdish border porters being treated as security targets rather than impoverished workers operating in an economy shaped by unemployment, sanctions, and state neglect.

April also brought evidence of expanded military and proxy-force deployment in Kurdish areas. Hengaw reported on April 7 that the Iranian-back Iraqi militias of Hashd al-Shaabi had expanded their [presence in Kermanshah](#), [Ravansar](#), [Jawanru](#), and [Marivan](#), with some forces reportedly housed in mosques and sports halls. It also reported tanks and armored vehicles near military bases and border villages around Marivan, while identifying the wider deployment of [Zeynabiyoun](#), [Fatemiyoun](#), and Hashd al-Shaabi forces as part of a state strategy to create fear, suppress protests, and restrict civic mobilization.

[Reuters’ April 8](#) investigation added the strategic reason: Iran’s Revolutionary Guards viewed Kurdish areas as a possible front during the re-

gional war and sought to deter any Kurdish uprising or cross-border mobilization. Reuters reported that Iranian intelligence sent warning messages to Kurdish citizens, conducted digital monitoring for satellite connections, and followed this with IRGC house raids. It also reported that local sources described IRGC reinforcements arriving “by the busload” to prevent an uprising, while Kurdish commanders said forces were positioned in forests, mosques, schools, and even a hospital.

Kurdistan Region of Iraq (Bashur)

April 2026 placed the Kurdistan Region of Iraq at the center of overlapping security, political, and economic pressures. The main issue was the continuation of Iranian and Iranian attacks after the April 8 ceasefire between the United States and Iran. According to Community Peacemaker [Teams-Iraqi Kurdistan](#), the Kurdistan Region faced 647 attacks from February 28 to the ceasefire announcement, followed by 48 more attacks between April 8 and April 24, bringing the total to 695. The same tally recorded 123 casualties, including 22 killed and 101 injured, with at least 24 civilians among the affected.

After the ceasefire, the pattern shifted. CPT-İK reported that 37 of the 48 post-ceasefire attacks targeted Iranian Kurdish opposition camps and bases, while seven hit civilian areas and Peshmerga facilities and four struck U.S. diplomatic or military sites. The IRGC’s direct role rose to 75 percent of attacks during this period, compared with 31.8 percent before the ceasefire. This showed that

the truce reduced some U.S.-Iran confrontation but did not stop violence inside the Kurdistan Region.

Several April incidents illustrated the continued danger. On April 14, a drone strike hit an Iranian Kurdish opposition site, killing one female Peshmerga and wounding several others of the Komala Party of Iranian Kurdistan, known as Komala. The female fighter, [Ghazal Mawlan](#), died from injuries sustained in the strike. On April 17, attacks on Democratic Party of Iranian Kurdistan (KDPI) sites in Erbil province killed three members identified as Neda Miri, Samira Allah-Yari, and Shahin Azarbarzin, while others were wounded. On [April 22](#), the Kurdistan Freedom Party said an Iranian drone strike near Erbil wounded three PAK fighters only hours after President Trump extended the ceasefire.

The [Alliance of Political Forces of Iranian Kurdistan](#) and its member parties, including the KDPI, Kurdistan Free Life Party, and Komala factions, condemned Iran's continued drone and missile attacks on Iranian Kurdish opposition camps and civilian refugee areas inside the Kurdistan Region of Iraq after the U.S.-Iran ceasefire. Their statements described the strikes as violations of Iraqi sovereignty, the Kurdistan Region's authority, international humanitarian law, and refugee protections, especially after attacks on PDKI's Azadi Camp, Komala-related camps near Sulaimaniyah, and other Kurdish opposition sites killed and wounded party members and civilians. The alliance urged Iraq, the Kurdistan Regional Government, the United States, the United Nations, European governments, and human rights bodies to move beyond statements of concern and take practical steps to stop further attacks and in-

vestigate the targeting of Kurdish political refugees.

Kurdish officials also responded with calls for de-escalation and protection of the Region. President Nechirvan Barzani welcomed the April 8 ceasefire as a step toward de-escalation, civilian protection, and constructive dialogue, urging all sides to uphold it in good faith. On April 15, his office said he and the French ambassador hoped the ceasefire would hold and open the door to lasting peace. Deputy Prime Minister Qubad Talabani also said at the Delphi Economic Forum that Kurdistan's priority was stability, prosperity, and development, that the war had affected the Region economically, psychologically, and in security terms, and that "we have said from day one we are not part of this war."

The attacks also carried economic consequences. Energy infrastructure remained one of the most sensitive areas. Khor Mor, the Region's strategic gas field, [resumed operations](#) on April 13 after weeks of intermittent production linked to the Iran war and attacks on regional infrastructure. Earlier disruptions had contributed to electricity shortages and broader instability. DNO also restarted Kurdistan operations on April 9, resuming workovers and drilling at Tawke and Peshkabar after suspending activity following the start of the war.

At the same time, the [Kurdistan Regional Government \(KRG\)](#) continued promoting electricity reform. On April 23, the Ministry of Electricity said nearly 5.5 million people, more than 85 percent of the Kurdistan Region's population, had access to 24-hour electricity under the Runaki initiative. The expansion included Soran, Zakho, Raparin, Koya, Pirmam, Akre, and Simel. This was an important

governance development, although it unfolded against the background of attacks on energy sites and continuing budget uncertainty. Since 1991, Iraq, including Kurdistan, has struggled with power shortage.

Politically, April also exposed division between the Kurdistan Democratic Party (KDP) and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK) over Iraq's presidency. Before the April 11 vote, the two parties had not agreed on a single Kurdish candidate. The PUK backed Nizar Amedi, while the KDP backed Foreign Minister Fuad Hussein. [Rudaw reported](#) that the disagreement had stalled government formation, while The New Region quoted a KDP lawmaker saying talks had stalled because of the war.

On April 11, Iraq's parliament elected Nizar Amedi, the PUK's candidate, as president after two rounds of voting. Amedi received 227 votes in the second round. The election ended a five-month presidential deadlock but did not resolve Kurdish unity over the office. The KDP rejected the process, saying it did not represent the Kurdish majority and recalling representatives for consultations. This division should be presented as a political dispute between Kurdish parties, not as a settled question of legitimacy.

Budget and salary issues between Erbil and Baghdad remained unresolved. Iraq entered late April without an approved 2026 budget because government formation was still incomplete. [On April 26](#), Iraqi economic officials warned that budget delays could damage both the public and private sectors, stall investment, and deepen uncertainty. The problem also affected Erbil-Baghdad relations, where salaries, oil exports, and revenue-sharing remained central points of

dispute.

Kurdistan Region of Syria (Rojava)

In April Rojava remained in a fragile transition rather than a settled political settlement. The main issue was the ongoing implementation of the January 29 SDF-Damascus agreement: military integration, administrative absorption, border-crossing control, prisoner releases, judicial disputes, and the return of displaced Kurds to Afrin all moved forward, but each file exposed unresolved questions over Kurdish rights, local authority, and security guarantees.

The most visible political moment came on April 16, when SDF commander Mazloum Abdi and senior Rojava official Elham Ahmad met Syrian interim President Ahmad al-Sharaa in [Damascus to discuss](#) completing the integration of Kurdish-led forces and institutions into the Syrian state. The agreement being implemented calls for a permanent ceasefire, the withdrawal of SDF forces from major urban centers such as Hasaka and Qamishli into designated military bases, the creation of SDF-linked brigades within the Syrian army, and the integration of Asayish into the interior ministry through joint patrols and limited central security deployments. It also covers key assets such as Semalka crossing, Qamishli airport, oil and gas fields, and ISIS detention facilities.

Despite public claims from Damascus that the process was advancing quickly, [Kurdish officials](#) described it as slow and unfinished. Elham Ahmad said the integration of civilian and military institutions was "proceeding slowly," and stressed that Syria's new constitution must include representatives from all components. The unresolved files included the

status of the YPJ, the structure of local administration, the exchange of detainees, and the broader question of decentralization.

Military integration remained one of the most sensitive files. The agreement mandates a division under the Syrian defense ministry for Hasaka province, with SDF forces incorporated into three brigades, but Kurdish officials continued to push for the Women's Protection Units, or YPJ, to receive formal status. [On April 26](#), women's organizations and activists in Rojava called for the YPJ to be recognized as a regular armed force, to maintain its structure, and to operate in Rojava. The same report noted that Damascus-linked officials had suggested YPJ fighters could "volunteer" in police forces rather than join the army as an independent military structure.

[Administrative integration](#) also advanced, but not without disputes. On April 20, Kurdish authorities were reported to be preparing candidate lists for possible positions in the Syrian interim government, with selections based on specialization, competence, and experience. SDF-linked figures had already assumed some state roles, including a deputy defense minister, a deputy local security chief in Hasaka, and mayoral posts. At the same time, the absence of a fixed timeline and Kurdish concerns over meaningful representation kept the process uncertain.

[The judiciary became](#) another flashpoint. On April 23, a Rojava official said Kurdish authorities would not hand over the Qamishli court because Damascus was seeking to appoint former Baathist state judges and exclude Kurds from judicial authority. A Syrian justice ministry delegation had reportedly tried to enter the court as part of the

integration process, but was prevented. Kurdish officials said judicial integration must be negotiated and based on expertise, not imposed through loyalist appointments.

Rojava's participation in Syria's political system also began to take shape through preparations for indirect legislative elections. Election officials visited Hasaka and Kobane to form local electoral bodies. The system described by election officials would use committees of experts and local dignitaries, with women's representation set at 20 percent or higher. Voting had already taken place in much of Syria in October 2025, but had been delayed in Rojava due to tensions between Damascus and the Kurdish-led administration. The Kurdish National Council said it had not been included in designing the mechanism but was not boycotting the vote.

Semalka crossing became a practical symbol of the new balance between local needs and central control. On April 18, Syrian authorities waived entry and exit fees for Syrian travelers after bringing the crossing under central government authority. Officials said the move was part of standardizing procedures across Syria and did not make Semalka an international crossing. A new administration under the General Authority for Border Crossings and Customs was installed, with some former employees retained, while repair work continued on the damaged floating bridge.

Afrin remained unstable as on April 4, supporters of the Syrian Interim Government prevented a Kurdish young man from raising a Kurdish flag during a gathering welcoming returning families; [Syrian Observatory for Human Rights \(SOHR\)](#) said he was immediately arrested while

terrorists flags of the radical groups such as HTS flags were raised. The same day, SOHR reported that Afrin residents demonstrating in solidarity with the Kurdistan Region and the Kurdish cause were insulted with racist slogans by young men loyal to the transitional government, while security forces did not intervene.

[The pressure on returnees](#) continued later in the month. On April 15, SOHR reported that Afrin's general security service summoned dozens of young Kurdish men who had recently arrived from Hasaka, all former Asayish members, and ordered them to report to security branches. Residents viewed the summons and ID checks as harassment despite official promises of safe and dignified return. No arrests were reported in that SOHR item, but the incident deepened fear and mistrust among returnees.

[Internal security](#) in Rojava also remained tense. On April 19, Asayish arrested an Arab tribal leader in Qamishli after he was filmed firing at the flag of TEV-DEM, a Kurdish-led political umbrella. The Asayish said the arrest was conducted in close coordination with Damascus-linked security authorities and framed the act as an attempt to destabilize the region and create discord among local communities.

[In Aleppo's Kurdish](#) neighborhoods of Sheikh Maqsoud and Ashrafiyeh, April reporting showed a post-combat crisis rather than a return to normal life. Rojava Information Center reported that after the January takeover by Syrian Transitional Government forces, residents faced checkpoints, inspections, identity checks, individual arrests, damaged housing and infrastructure, irregular services, rising prices, unemployment, and uncertainty over detainees. RIC reported

that around 148,000 people had fled during the January assault, with returns limited by damaged homes, security fears, and economic instability.

Kurdistan Region of Turkey (Bakur)

April 2026 in Bakur was shaped by a tense political contradiction: the peace process remained publicly alive, but Kurdish political actors repeatedly warned that it lacked the legal guarantees needed to become durable. The Peoples' Equality and Democracy Party (DEM Party) statements throughout the month placed the Kurdish issue at the center of Turkey's wider democracy debate, arguing that peace and democratic reform could not be separated. In its April 13 party council statement, [DEM said](#) Turkey's future was "in peace, not war" and "in democracy, not repression," while calling for legal reforms, an end to trustee appointments, the return of elected mayors, release of political prisoners, and conditions allowing Abdullah Öcalan to work freely and effectively.

The main peace-process question in April was whether Ankara would move from political messaging to law-making. On April 20, DEM Group Deputy Chair [Gülistan Kılıç Koçyiğit](#) said legal steps had been expected after Ramadan and Eid, but no concrete development had been shared. She argued that delaying legal arrangements would not help the process and that parliament and all parties had to take responsibility. (Four days later, Parliament Speaker Numan Kurtulmuş said the legal basis for people laying down arms had to be clarified, that parties should prepare draft laws, and that the parliamentary commission's report would serve as a road map, though he did not give a calendar.

High-level political signals continued late in the month. During an April 23 parliamentary reception, President Recep Tayyip Erdoğan, DEM Party co-chair Tuncer Bakırhan, and Nationalist Movement Party (MHP) leader Devlet Bahçeli exchanged brief remarks that were presented as support for continuing the process. [Erdoğan reportedly](#) told Bakırhan that the process should continue without stopping, while Bakırhan said DEM Party's proposals were ready and that a special legal framework was now on Turkey's agenda. Bahçeli also emphasized the importance of inter-party dialogue and repeated that his earlier position regarding Selahattin Demirtaş remained unchanged. Still, pro-Kurdish legal voices described the [process as uncertain](#) because expected legal regulations had not yet been enacted.

Öcalan remained central to April's political debate. On April 26, Öcalan sent a message to a Diyarbakir (Amed) conference on Kurdish national unity, saying democratic unity was a historical necessity and that a comprehensive democratic unity congress was an urgent task.

The message, read at the Diyarbakir Metropolitan Municipality's Ali Emiri Conference Hall, framed the coming period around democratic unity, democratic politics, and negotiation. Earlier in the month, Medyascope reported new remarks attributed to [Öcalan warning](#) that sabotaging the peace process would bring serious destruction, showing how his position continued to be treated as politically decisive inside the process.

Kurdish movement figures also continued to frame the peace process around Abdullah Öcalan's role and the need for legal guarantees. At an [April 12 Kurdish National Congress](#) meeting in Brussels, Kurdistan Communities Union (KCK) Executive Committee member Zübeyir Aydar said the process initiated by Öcalan had reached an important stage and "needs to be given a legal framework." He said the process had opened new political and organizational space, even if not at the desired level, and added that Kurdish actors were preparing for different possibilities while keeping the stated goal of building peace. His remarks reinforced the wider Kurdish position in April that dialogue alone was insuf-

ficient without legal steps, political recognition, and conditions allowing Öcalan to participate meaningfully in the process.

The DEM party also linked the Kurdish question to the rule of law, municipal democracy, economic hardship, and May Day organizing. On April 7, Bakırhan criticized the use of trustees and removals against opposition-run municipalities, asking why legal action was applied differently depending on party identity. [He argued that DEM](#) municipalities faced trustees and CHP municipalities faced removals, while similar accusations involving AKP municipalities did not produce the same result. On April 13, DEM's party council also tied the peace process to the economic crisis, workers' rights, and May Day, saying peace and democracy were part of the same struggle.

Arrests and detentions remained part of the April picture. On April 17, Mezopotamya Agency reported that Cahide Töre, a DEM Party [district official](#) in Geve/Yüksekova, was called to the police station and detained. On April 16, Bianet reported DEM criticism of the arrest of Sezin Uçar, deputy co-chair of the Socialist Party

of the Oppressed, after she was detained at the airport; DEM described the case as another example of law being used as a political tool.

[In Urfa, journalist Mehmet Yetim](#) was detained on April 18 and arrested on April 19 pending trial on a "spreading disinformation" accusation, after reporting on a deadly school shooting case.

April also saw a major racist incident connected to Amedspor. On April 19, before and after Amedspor's away match against Bandırmaspor, racist and physical attacks targeted Amedspor officials and supporters. The report said Amedspor president Nahit Eren, Amed Chamber of Commerce and Industry president Mehmet Kaya, and Kurdish politician Leyla Zana were insulted, and that some Amedspor supporters were injured [after the match](#). A separate April parliamentary follow-up also addressed an earlier armed attack on Kurdish seasonal workers in Niğde, with DEM MP Ömer Öcalan submitting questions to the Justice Ministry about impunity and prevention of similar violence. That incident itself was not from April, but the parliamentary intervention occurred in April.

Les dépêches de l'afp d'avril 2026

01 avril 2026

Irak: deux combattants tués dans une frappe, selon une source au sein d'une coalition d'ex-paramilitaires

Erbil (Irak), 1 avr 2026 (AFP)

— Deux combattants du Hachd al-Chaabi ont été tués mercredi dans une frappe sur le nord-ouest de l'Irak, a indiqué cette coalition d'anciens paramilitaires, accusant les Etats-Unis et Israël.

L'Irak a été entraîné dans la guerre au Moyen-Orient déclenchée le 28 février par l'offensive américano-israélienne contre l'Iran, malgré ses efforts pour l'éviter.

Ces dernières semaines, des raids imputés aux Etats-Unis et à Israël ont visé des unités du Hachd al-Chaabi, coalition d'anciens paramilitaires intégrée aux forces de sécurité étatiques et qui comprend des

groupes pro-Iran.

Si ces attaques ne sont pas revendiquées, les groupes armés disent eux mener régulièrement des attaques de drones contre des intérêts américains en Irak et dans l'ensemble de la région.

Deux combattants, dont un commandant, ont été tués lors de deux frappes visant une position dans le district de Tal Afar, dans la province de Ninive, près de la frontière syrienne, a indiqué le Hachd al-Chaabi dans un communiqué.

Il a précisé que quatre personnes avaient été blessées dans cette "attaque traîtresse américano-sioniste".

Un responsable au sein du groupe avait parlé auparavant de deux morts et six blessés.

Plus tôt dans la journée, une attaque de drones près d'Erbil, capitale de la région autonome du Kurdistan (nord), a provoqué un important incendie dans les installations de stockage d'une entreprise d'huile moteur.

Un important complexe consulaire américain se trouve à Erbil, dont l'aéroport accueille en outre des conseillers militaires rattachés à la coalition internationale antijihadiste menée par les Etats-Unis. Tous deux sont régulièrement pris pour cible depuis le début de la guerre.

Le gouverneur d'Erbil, Omed Khoshnaw, a déclaré que l'attaque avait commencé vers 07H00 heure locale (04H00 GMT) et que quatre drones avaient visé l'installation.

L'entreprise irakienne Sardar Group a confirmé dans un communiqué que l'installation, un entrepôt situé à environ cinq kilomètres d'Erbil, avait été attaquée mais qu'il n'y avait pas de victimes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

2 avril 2026

Turquie: après le 7ème renvoi de son procès, la sociologue Pinar Selek dénonce une "parodie"

Istanbul, 2 avr 2026 (AFP)

— La justice turque a renvoyé jeudi pour la septième fois d'affilée le procès de la sociologue franco-turque Pinar Selek, jugée par contumace pour "terrorisme", qui a dénoncé une "parodie" au terme d'une audience expéditive de sept minutes.

Universitaire et écrivaine de 54 ans réfugiée en France, Pinar Selek avait été arrêtée, torturée et emprisonnée en 1998 alors qu'elle venait d'achever de longues séries d'entretiens au sein de la communauté kurde.

Le procès fleuve de Mme Selek, ajourné de six mois en six mois, reprendra le 18 septembre à 13H00 (10H00 GMT), ont rapporté à l'AFP des membres de son comité de soutien qui ont assisté à l'audience, au tribunal d'Istanbul.

Comme chaque fois, l'audience de jeudi matin a été refermée à peine ouverte.

Pinar Selek s'est dite "surprise par la rapidité" de l'audience.

"Ce nouveau report montre

qu'ils ne savent pas quoi faire. C'est vraiment une parodie", a-t-elle déclaré devant son comité depuis le siège de la Ligue des droits de l'homme (LDH) à Paris.

La justice turque poursuit la chercheuse, spécialiste des mouvements féministes kurdes, depuis près de 28 ans et a déjà prononcé quatre acquittements.

"Le juge a dit attendre la réponse à une demande d'extradition de la France", a indiqué à l'AFP un de ses soutiens, militant turc des

droits humains qui a refusé d'être identifié.

Lors de précédentes audiences, le tribunal avait déjà affirmé attendre une réponse d'Interpol, l'organisation internationale de police criminelle, à sa demande d'extradition.

Or, selon les avocats de Mme Selek, Interpol a bien refusé le mandat d'arrêt.

Pinar Selek a été arrêtée en Turquie en 1998 pour ses travaux sur la communauté kurde, puis accusée d'être liée à une explosion qui avait

fait sept morts au bazar aux épices d'Istanbul.

Libérée fin 2000, elle est d'abord restée à se battre en Turquie avant d'être poussée à l'exil en avril 2009. Elle se dit convaincue d'être arrêtée dès son arrivée si elle rentre en Turquie.

Pour la députée européenne Mélissa Camara, membre de la délégation d'élus et d'universitaires venus de France à Istanbul, "cet énième report du procès de Pinar Selek marque malheureusement un nouveau chapitre dans le harcèlement judiciaire dont elle fait l'objet et qui ne vise qu'une chose, la broyer".

"J'ai appris à ne pas lâcher et je sais que jusqu'à la fin de ma vie je vais lutter. Ce procès n'est qu'une partie de mes luttes", a pour sa part insisté Mme Selek, qui vit et enseigne à Nice, où elle a été naturalisée en 2017.

Elle vient de publier, outre ses travaux sur la commu-

nauté kurde, un recueil de souvenirs, "Lever la tête" (éditions Université Paris Cité).

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

02 avril 2026

L'ambassade américaine à Bagdad met en garde contre des attaques dans les 48 prochaines heures

Bagdad, 2 avr 2026 (AFP) — L'ambassade des Etats-Unis à Bagdad a averti jeudi, dans un communiqué diffusé sur X, que des groupes armés irakiens pro-iraniens pourraient mener des attaques dans le centre de la capitale au cours des deux prochains jours.

L'Irak a été entraîné dans la guerre au Moyen-Orient déclenchée le 28 février par l'offensive américano-israélienne contre l'Iran qui dispose d'alliés chez son voisin à travers des groupes armés.

"Des milices terroristes irakiennes alliées de l'Iran pourraient mener des attaques dans le centre de Bagdad dans les prochaines 24 à 48 heures", a déclaré l'ambassade, appelant une nouvelle fois les Américains présents en Irak à quitter le pays immédiatement.

L'ambassade se trouve dans le centre de Bagdad dans une zone ultra-sécurisée et a été la cible d'attaques répétées depuis le début de la guerre.

Dans son communiqué publié jeudi, elle regrette que le gouvernement irakien n'ait "pas empêché les attaques terroristes perpétrées sur ou depuis le territoire irakien".

"Des milices terroristes alliées de l'Iran peuvent se réclamer du gouvernement irakien", a-t-elle déploré.

L'ancienne alliance paramilitaire du Hachd al-Chaabi - également connue sous le nom de Forces de mobilisation populaire (FMP) - fait désormais partie de l'armée régulière irakienne mais comprend des factions pro-iraniennes connues pour agir de manière indépendante.

Ces groupes sont de leur côté la cible de frappes qu'ils imputent aux Etats-Unis et à Israël.

Trois combattants du Hachd al-Chaabi ont été tués mercredi dans une frappe sur le nord-ouest de l'Irak, a indiqué cette coalition, les accusant à nouveau.

Le Pentagone a reconnu que des hélicoptères de combat avaient mené des frappes contre des groupes armés pro-iraniens en Irak depuis le début de la guerre.

Les provinces d'Erbil et de Dohouk au Kurdistan irakien, région autonome du nord du pays, ont également été ciblés par au moins 30 drones au cours de la nuit, ont rapporté jeudi des sources sécuritaires à l'AFP. Aucun blessé n'a été signalé.

Une journaliste américaine, Shelly Kittleson, avait été enlevée mardi à Bagdad.

Un suspect a été arrêté dans le cadre de cette affaire, et un responsable de la sécurité irakienne a indiqué à l'AFP que cet homme était lié au groupe Kataëb Hezbollah, soutenu par Téhéran.

Le 27 mars, Washington et Bagdad avaient annoncé qu'ils allaient "intensifier leur coopération" afin d'empêcher des attaques et garantir que le territoire irakien ne soit pas utilisé pour cibler des installations américaines.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 avril 2026

Trump menace l'Iran de destruction totale

Téhéran, 6 avr 2026 (AFP) — Le président américain Donald Trump menace de détruire l'Iran mardi soir si Téhéran ne répond pas d'ici là à son ultimatum en rouvrant le détroit d'Ormuz, vital pour l'approvisionnement mondial en pétrole. "Le pays entier pourrait être

détruit en une seule nuit", qui pourrait être celle de mardi à mercredi, a lancé Donald Trump lundi en conférence de presse.

L'armée iranienne a rétorqué en lançant une "rhétorique arrogante", affirmant via un porte-parole que ce genre de

déclarations n'avait "pas d'effet" sur ses opérations.

Le président américain avait déjà menacé, la veille, de frapper les centrales énergétiques et les ponts iraniens si la République islamique ne débloquent pas Ormuz - une voie maritime dans le Golfe par la-

quelle transite d'ordinaire 20% du brut mondial - d'ici mardi 20H00, heure de Washington (00H00 GMT mercredi).

Les Etats-Unis peuvent détruire "en quatre heures" s'ils le veulent les ponts et centrales en Iran, a insisté lundi le président américain.

La guerre, déclenchée le 28 février par des bombardements israélo-américains sur l'Iran, a fait plusieurs milliers de morts au Moyen-Orient, principalement dans la République islamique et au Liban, d'où opère son allié, le Hezbollah.

Donald Trump a assuré que les Iraniens soutenaient la "poursuite des frappes" et qu'ils étaient "prêts à souffrir" pour faire tomber le pouvoir actuel.

Quelques heures auparavant, interrogé sur sa menace de détruire des centrales électriques, il avait affirmé qu'il ne "s'inquiétait pas" du risque de commettre des crimes de guerre.

Toute frappe ciblant des infrastructures civiles, en particulier des installations énergétiques, est "illégal" et "inacceptable", a souligné le président du Conseil européen, Antonio Costa.

Mais pour le milliardaire républicain, le "crime de guerre" serait de laisser l'Iran se doter de l'arme nucléaire.

- Un texte devant l'ONU -

Plus tôt dans la journée de lundi, Iraniens et Américains

ont repoussé presque simultanément une offre de trêve initiée par des pays médiateurs.

Selon le site d'information américain Axios, des médiateurs, pakistanais notamment, portaient l'idée d'un cessez-le-feu de 45 jours. Celui-ci devait permettre des négociations avant de déboucher sur un accord pour arrêter la guerre.

Toujours sur le front diplomatique, le Conseil de sécurité des Nations unies doit se prononcer mardi sur un projet de résolution sur la navigation dans le détroit d'Ormuz.

Son promoteur, Bahreïn, a largement édulcoré le texte par rapport à la version initiale, qui donnait un clair mandat de l'ONU à tout Etat voulant utiliser la force pour libérer la voie maritime paralysée par l'Iran.

Les Gardiens de la Révolution, armée idéologique du pouvoir iranien, se disent quant à eux en train de mettre en place des conditions de navigation à Ormuz qui s'appliqueraient "en particulier aux Etats-Unis et à Israël".

Ils n'ont pas donné de détails. Ces dernières semaines, des

parlementaires iraniens avaient proposé d'imposer des droits de passage et des taxes aux navires dans le détroit.

- Victimes civiles -

Sur le terrain, les frappes se sont poursuivies de part et d'autre.

Sans attendre la fin de l'ultimatum américain, Israël a mené lundi des frappes sur un gigantesque complexe pétrochimique dans le sud de l'Iran. Un autre site pétrochimique iranien avait été frappé samedi.

"Les deux sites, représentant 85% des exportations pétrochimiques iraniennes, sont désormais hors service", a affirmé le ministre israélien de la Défense, Israël Katz.

Outre les infrastructures, des dirigeants iraniens ont été ciblés.

Les Gardiens de la Révolution ont annoncé que leur chef du renseignement, Majid Khamenei, avait été tué et promis de venger sa mort. Le guide suprême Mojtaba Khamenei, toujours invisible, lui a rendu hommage dans un message écrit.

Les pays du Golfe continuent d'être frappés quotidiennement, via des drones et des missiles, par l'Iran qui les accuse d'aider les Etats-Unis.

Au Kurdistan irakien, les autorités ont annoncé mardi matin la mort de deux civils tués par un "drone chargé d'explosifs venu d'Iran" qui s'est écrasé sur leur domicile.

Au Liban, le bilan humain approche des 1.500 morts, selon les autorités locales.

La banlieue sud de Beyrouth, sous contrôle du Hezbollah, est vidée de la quasi-totalité de ses habitants depuis le 2 mars. Seuls quelques commerces y restent ouverts, a constaté une journaliste de l'AFP.

Des portraits de l'ayatollah Ali Khamenei, tué au début de la guerre dans une frappe américano-israélienne en Iran et présenté comme le "martyr de la nation", ornent les principales artères.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

07 avril 2026

Guerre au Moyen-Orient: les derniers développements

Paris (France), 7 avr 2026 (AFP) — Voici les derniers événements mardi en lien avec la guerre au Moyen-Orient, au 39e jour du conflit:

- L'ambassadeur d'Iran au Pakistan parle d'une étape "critique" dans les efforts pour mettre fin à la guerre

L'ambassadeur iranien au Pakistan, pays médiateur entre l'Iran et les Etats-Unis, a es-

timé mardi que les échanges visant à faire cesser les hostilités approchaient "d'une étape critique".

"Les efforts positifs et constructifs déployés par le Pakistan (...) pour mettre fin à la guerre approchent d'une étape critique et délicate", a écrit sans plus de précisions l'ambassadeur Reza Amiri Moghadam sur le réseau social X, à quelques heures de

l'échéance d'un ultimatum fixé par le président américain Donald Trump.

- L'armée israélienne exhorte les Iraniens à ne pas prendre le train jusqu'à mardi soir

L'armée israélienne a exhorté mardi matin les Iraniens à s'abstenir de voyager en train jusqu'à 17H30 GMT (21H00 locales), dans un message sur son compte en persan sur X laissant

augurer de frappes à venir sur le réseau ferroviaire en Iran.

- Le pont reliant l'Arabie saoudite à Bahreïn fermé "par précaution"

La seule artère routière reliant l'Arabie saoudite et Bahreïn a été fermée pour des raisons de sécurité après des alertes émises dans la région, ont indiqué mardi les autorités saoudiennes.

- Une synagogue de Téhéran "entièrement détruite" par une frappe

La synagogue Rafi-Nia de Téhéran a été "entièrement détruite" lors de frappes israélo-américaines tôt mardi, ont rapporté l'agence de presse Mehr et le quotidien Shargh. Le judaïsme est l'une des religions minoritaires reconnues en Iran.

- Un complexe pétrochimique touché en Arabie saoudite

Un complexe pétrochimique situé dans l'est de l'Arabie saoudite a été touché dans la nuit de lundi à mardi par des attaques, a indiqué à l'AFP une source sur place, quelques heures après que des installations similaires en Iran ont été frappées.

"Une attaque a provoqué un incendie dans les usines de Sabic à Jubail. Les détonations étaient très fortes", a déclaré cette source à l'AFP, en référence à la Saudi Basic Industries Corporation, géant saoudien de la chimie.

Jubail abrite l'une des plus grandes zones industrielles au monde, où sont produits de l'acier, de l'essence, des produits pétrochimiques, des huiles lubrifiantes et des engrais chimiques.

- Tokyo veut appeler Téhéran -

La Première ministre japonaise Sanae Takaichi a déclaré mardi que des "préparatifs" étaient en cours pour un entretien téléphonique avec le président iranien Massoud Pezeshkian.

"Nous devons communiquer à la fois avec les Etats-Unis et l'Iran, c'est pourquoi nous cherchons à organiser des appels téléphoniques avec les présidents des deux pays", a-t-elle indiqué.

Tokyo a annoncé par ailleurs mardi la libération d'un second ressortissant japonais détenu en Iran, l'agence de presse Kyodo indiquant de son côté qu'il s'agissait "vraisemblablement" du chef du bureau de Téhéran de la chaîne de télévision publique japonaise NHK.

- Deuxième mort philippine

Manille a déploré mardi la mort d'une deuxième ressortissante dans la guerre au Moyen-orient après qu'un missile a frappé un logement dans la ville israélienne de Haïfa dimanche. La première victime philippine était une aide-soignante de 32 ans décédée en Israël début mars.

- Frappes israéliennes en Iran, tirs vers Israël

Des explosions sont entendues à Téhéran et dans sa

périphérie, selon des médias iraniens.

"Il y a peu de temps, les forces israéliennes ont effectué une vague de frappes aériennes visant à endommager les infrastructures du régime terroriste iranien à Téhéran et dans d'autres régions d'Iran", a annoncé l'armée israélienne sur Telegram.

L'armée israélienne a rapporté au même moment que ses défenses aériennes étaient entrées en action pour intercepter des missiles venus d'Iran.

- Des missiles vers l'Arabie saoudite et les Emirats

Le ministère de la Défense du royaume saoudien a annoncé l'interception de sept missiles balistiques dont des débris sont tombés autour d'infrastructures électriques.

Les autorités des Emirats arabes unis ont aussi indiqué répondre à des attaques de missiles et drones.

- Deux civils tués au Kurdistan irakien

Deux civils, "un homme et sa femme", ont été tués par un "drone chargé d'explosifs venu d'Iran" qui s'est écrasé sur leur domicile, selon les autorités locales de la région kurde d'Irak.

- Trump menace l'Iran de destruction

Le président américain assure être prêt à détruire l'Iran "entier (...) en une seule nuit" si l'ultimatum qu'il a fixé à Téhéran expire sans résultat, mardi à 20H00 (00H00 GMT).

Les Etats-Unis peuvent détruire "en quatre heures" les ponts et centrales électriques du pays. Les Iraniens sont "prêts à souffrir pour avoir la liberté", estime Donald Trump.

"La rhétorique grossière et arrogante" du président Trump "n'a pas d'effet sur la poursuite de l'offensive et les opérations écrasantes" de l'armée iranienne, rétorque un responsable de la République islamique.

- Des explosions au Kurdistan irakien

Deux détonations ont été entendues près de l'aéroport d'Erbil, qui accueille des conseillers de la coalition antijihadiste dirigée par les Etats-Unis, dans la région du Kurdistan au nord de l'Irak, rapporte un journaliste de l'AFP.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 avril 2026

Kurdistan irakien: explosions entendues près de l'aéroport d'Erbil

Bagdad, 6 avr 2026 (AFP) — Deux détonations ont été entendues près de l'aéroport d'Erbil, qui accueille des conseillers de la coalition antijihadiste dirigée par les Etats-Unis, dans la région du Kurdistan (nord de l'Irak), a rapporté lundi un journaliste de l'AFP.

Dans la même région, deux civils ont été tués par un "drone chargé d'explosifs venu d'Iran", ont annoncé les autorités locales tôt mardi matin.

"L'incident s'est produit à 00H15 mardi (21H15 GMT lundi), lorsqu'un drone chargé

d'explosifs provenant d'Iran s'est écrasé sur une maison civile dans (...) le sous-district de Dara Shakran, dans la province d'Erbil", a écrit le Service de lutte antiterroriste de la région du Kurdistan, dans un communiqué précisant que "les deux victimes sont un homme et sa femme".

Le gouverneur d'Erbil, Omed Khoshnaw, a dénoncé dans un message sur Facebook "une violation du droit international et un crime de guerre".

Quelques heures plus tôt, les systèmes de défense anti-

aérienne avaient intercepté quatre missiles qui se dirigeaient vers le consulat américain à Erbil, a indiqué une source sécuritaire à l'AFP.

L'Irak a été entraîné malgré lui dans la guerre, déclenchée le 28 février par des frappes conjointes des Etats-Unis et d'Israël contre l'Iran. Des groupes pro-iraniens y attaquent les intérêts américains et essuient en retour des attaques imputées aux Etats-Unis et à Israël.

L'ambassade des Etats-Unis à Bagdad a précisé dimanche que "des milices terroristes

irakiennes affiliées à l'Iran ont perpétré, dans la nuit, deux nouvelles attaques odieuses contre des installations diplomatiques américaines en Irak, dans le but d'assassiner des diplomates américains".

Le porte-parole de l'ambassade a exhorté les autorités irakiennes à empêcher de nouvelles attaques contre la mission et les installations américaines.

"Nous n'hésiterons pas à défendre notre personnel et nos installations si le gouvernement irakien se montre incapable de remplir ses obliga-

tions", a ajouté le porte-parole.

Washington a indiqué que des hélicoptères avaient mené des frappes contre des groupes armés pro-iraniens en Irak depuis le début de la guerre.

Le ministère irakien des Affaires étrangères avait assuré jeudi mettre "tout en oeuvre pour empêcher une escalade", notamment en renforçant la sécurité afin de protéger les intérêts étrangers et diplomatiques.

Les forces de sécurité peshmergas de la région du Kurdistan autonome ont égale-

ment été la cible de multiples attaques depuis le début de la guerre. Six de leurs combattants ont été tués lors d'une attaque en mars attribuée à l'Iran.

Les Peshmergas ont déclaré lundi que leur quartier général avait été attaqué pendant la nuit par quatre drones chargés d'explosifs, sans préciser s'il y avait eu des victimes.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

7 avril 2026

L'Iran résiste à l'ultimatum de Trump qui se rapproche

Téhéran, 7 avr 2026 (AFP) — Les autorités iraniennes font la sourde oreille mardi à l'ultimatum du président américain Donald Trump qui menace de détruire des infrastructures essentielles en Iran faute d'accord pour rouvrir le détroit d'Ormuz, vital pour l'approvisionnement mondial en pétrole.

"Le pays entier pourrait être détruit en une seule nuit", a lancé Donald Trump lundi, après avoir repoussé son ultimatum à mardi 20H00, heure de Washington (00H00 GMT mercredi).

Il s'est dit prêt à frapper les centrales énergétiques et les ponts iraniens si la République islamique ne débloque pas Ormuz - une voie maritime dans le Golfe par laquelle transitait précédemment quelque 20% du brut mondial.

L'armée iranienne a condamné une "rhétorique

arrogante", affirmant via un porte-parole que ce genre de déclarations n'avait "pas d'effet" sur ses opérations.

L'ambassadeur iranien à l'ONU Amir Saeid Iravani a critiqué les menaces américaines contre les infrastructures civiles, dans une lettre au secrétaire-général de Nations Unies Antonio Guterres.

"Le silence ou l'inaction face à de telles violations flagrantes sapera gravement l'intégrité du droit international" et risque d'avoir "des conséquences qui s'étendront au delà de la région", souligne-t-il, cité par les médias officiels iraniens.

Dans la nuit de lundi à mardi, la capitale de la République islamique et sa périphérie ont été à nouveau secouées par des explosions, selon des agences de presse locales.

L'armée israélienne a revendiqué une "vague" de frappes visant à "endommager" des infrastructures "à Téhéran et dans d'autres régions d'Iran". Elle a rapporté au même moment que ses défenses aériennes étaient en action pour intercepter des missiles venus d'Iran.

La guerre, déclenchée le 28 février par des bombardements israélo-américains sur l'Iran, a fait plusieurs milliers de morts au Moyen-Orient, principalement dans la République islamique et au Liban, d'où opère son allié, le Hezbollah.

Donald Trump a affirmé qu'il ne "s'inquiétait pas" du risque de commettre des crimes de guerre en détruisant des infrastructures à usage avant tout civil.

Pour le milliardaire républicain, le "crime de guerre" serait de laisser l'Iran se doter de l'arme nucléaire.

- Vote à l'ONU -

Plus tôt dans la journée de lundi, Iraniens et Américains ont repoussé presque simultanément une offre de trêve initiée par des pays médiateurs.

Selon le site d'information américain Axios, des médiateurs, pakistanais notamment, portaient l'idée d'un cessez-le-feu de 45 jours. Celui-ci devait permettre des négociations avant de déboucher sur un accord pour arrêter la guerre.

L'agence de presse gouvernementale Irna a affirmé, sans préciser de source, que l'Iran avait rejeté l'offre, exigeant "la fin des conflits dans la région, un protocole pour le passage sécurisé à travers le détroit d'Ormuz", ainsi que "la reconstruction et la levée des sanctions" contre l'Iran.

Le New York Times a pré-

cisé, citant deux responsables iraniens ayant requis l'anonymat, que la République islamique demandait notamment la garantie de ne plus être attaquée et la fin des frappes israéliennes sur son allié du Hezbollah dans le sud du Liban.

Toujours sur le front diplomatique, le Conseil de sécurité des Nations unies doit se prononcer mardi sur un projet de résolution sur la navigation dans le détroit d'Ormuz.

Son promoteur, Bahreïn, a largement édulcoré le texte par rapport à la version ini-

tiale, qui donnait un clair mandat de l'ONU à tout Etat voulant utiliser la force pour libérer la voie maritime paralysée par l'Iran.

Ces dernières semaines, des parlementaires iraniens avaient proposé d'imposer des droits de passage et des taxes aux navires dans le détroit.

- Victimes civiles -

Israël avait frappé lundi un complexe pétrochimique dans le sud de l'Iran et continué à décapiter l'appareil militaire du pays.

Les Gardiens de la Révolution ont annoncé que leur chef du renseignement, Majid Khademi, avait été tué et promis de venger sa mort. Le guide suprême Mojtaba Khamenei, toujours invisible, lui a rendu hommage dans un message écrit.

Les pays du Golfe continuent d'être frappés quotidiennement, via des drones et des missiles, par l'Iran qui les accuse d'aider les Etats-Unis.

L'Arabie saoudite a annoncé mardi avoir intercepté sept missiles balistiques lancés

vers l'est du pays, disant évaluer les dégâts, tandis que les Emirats arabes unis ont indiqué répondre à des attaques de missiles et drones.

Au Kurdistan irakien, les autorités ont annoncé mardi matin la mort de deux civils - "un homme et sa femme" - tués par un "drone chargé d'explosifs venu d'Iran" qui s'est écrasé sur leur domicile.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

10 avril 2026

Sur la Toile, la ligne de front numérique des caricaturistes iraniens

Paris (France), 10 avr 2026 (AFP) — Deux hommes brandissent une banderole portant les mots "Non à la guerre". L'un d'eux, cagoulé, tient de sa main libre une potence à laquelle un homme est pendu. Le croquis est signé du caricaturiste iranien Mana Neyestani.

Le dessin de cet exilé illustre ce que lui-même appelle le "dilemme créé par le régime" de Téhéran. "C'est difficile de travailler en ce moment. On est étiqueté soit comme favorable à la guerre, soit comme favorable à la République islamique", explique-t-il.

Trois dessinateurs de presse interrogés par l'AFP à Paris, Amsterdam et Helsinki tracent ainsi une ligne de front numérique, la seule qui leur reste.

Dans l'appartement près d'Amsterdam où elle vit depuis sept ans, Sanaz Bagheri insiste: "nous faisons tout ce

qui est possible pour être la voix" des Iraniens.

Tout au long de l'histoire tourmentée du pays, les artistes ont utilisé satire et caricature pour contourner les persécutions. Un langage de symboles et métaphores visuelles qui nourrit une critique acérée.

- Khamenei et les femmes -

Sur un autre croquis récent de Mana Neyestani, le ministre iranien des Affaires étrangères est assis sur la tête d'un homme aux mains et chevilles liées, allongé sur un banc sous un panneau signalant que le wifi ne marche pas.

Et Abbas Araghchi de déclarer: "Je suis la voix des Iraniens."

"Les réseaux sociaux sont le seul moyen pour moi de communiquer avec mon public et l'un des seuls pour les gens en Iran de rester informés", explique le dessinateur, qui revendique près d'un million d'abonnés sur Instagram.

Car les quelque 90 millions d'Iraniens sont plongés dans l'obscurité numérique par la coupure quasi totale d'Internet, imposée par les autorités depuis le début de la guerre.

Dans une galerie de Paris, une sélection des oeuvres de Mana Neyestani est actuellement exposée aux côtés de celles d'un autre caricaturiste primé, Kianoush Ramezani, en exil à Helsinki.

Le guide suprême Ali Khamenei, tué le 28 février au premier jour de l'offensive américano-israélienne, est l'objet constant de leur satire.

Comme, mais cette fois en positif, les militantes du mouvement "Femmes, Vie, Liberté", qui a émergé en 2022 après la mort en détention de la jeune Kurde Mahsa Amini.

Un dessin croque ainsi une femme aux longs cheveux flottants, debout sur le turban en flammes du guide. Un autre montre des écolières sans

voile arrachant son portrait du mur de leur salle de classe.

- "Dangereux pour nous" -

"Le système est construit sur la sacralisation du guide suprême et d'autres figures qui le composent. Ils ont investi d'énormes efforts et ressources pour construire ce sentiment de sacralité et un simple dessin peut le saper", estime Kianoush Ramezani.

"Les Iraniens sont sarcastiques et ont un bon sens de l'humour, mais ils prennent les caricatures politiques extrêmement au sérieux. (...) Cela devient dangereux pour nous."

Après la répression des redoutés services de renseignement Savak des années 1970, puis l'ère de la "défense sacrée" des autorités islamiques pendant la guerre Iran-Irak, dans les années 1980, la pratique de la satire a connu un bref répit avec la prolifération de journaux réformateurs.

Mais avec l'élection du conservateur Mahmoud Ahmadinejad en 2005, les restrictions ont renvoyé de nombreux caricaturistes en exil. D'autres encore ont fui lors des manifestations de 2009 contre M. Ahmadinejad, puis en 2023.

Dans une histoire à l'ironie kafkaïenne, c'est un simple cafard qui a poussé à l'exil Mana Neyestani, auteur primé

de huit ouvrages.

Il la raconte dans un roman graphique, évoquant son incarcération dans la tristement célèbre prison d'Evin à Téhéran, après son arrestation en 2006 pour une caricature dépeignant un Iranien azéri sous les traits d'un cafard.

Interprété comme une insulte à la communauté azérie d'Iran,

dont le dessinateur est lui-même issu, le dessin avait déclenché des émeutes, le conduisant à fuir le pays en 2007.

Kianoush Ramezani, lui, se sent toujours menacé par le pouvoir, même dans un café d'Helsinki, à près de 4.000 km de sa ville natale de Rasht, sur la mer Caspienne.

"Ils dépensent beaucoup d'argent pour leur (...) armée numérique et ils t'attaquent systématiquement, te harcèlent", s'emporte-t-il, furieux.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

11 avril 2026

Le Kurde Nizar Amedi élu président de l'Irak

Bagdad, 11 avr 2026 (AFP) — Le Parlement irakien a élu samedi à la présidence du pays Nizar Amedi, qui doit à présent choisir un Premier ministre, dans un pays récemment entraîné dans la guerre au Moyen-Orient.

Conformément au système de partage du pouvoir en vigueur en Irak, la présidence de la République, un poste largement honorifique, est attribuée à un Kurde, la fonction de Premier ministre à un chiite et la présidence du Parlement à un sunnite.

Nizar Amedi a prêté serment après avoir obtenu la majorité des voix des députés, selon une retransmission en direct du vote par la chaîne officielle Al-Iraqiya. Il succède Abdel Latif Rachid.

Agé de 58 ans, il était le can-

didat de l'une des deux principales formations kurdes, le Parti de l'Union patriotique du Kurdistan.

M. Amedi a été ministre de l'Environnement entre 2022 et 2024 dans le gouvernement du Premier ministre sortant Mohammed Chia al-Soudani.

Il a également été conseiller des anciens présidents de la République, Jalal Talabani, Fouad Massoum et Barham Saleh.

Après les élections législatives de novembre, la date de l'élection du président avait été fixée à janvier mais avait été reportée deux fois en raison de désaccords politiques, reculant d'autant la nomination d'un Premier ministre.

Le président dispose désormais de 15 jours pour nom-

mer un Premier ministre, qui devrait être Nouri al-Maliki. Déjà deux fois consécutives à ce poste (entre 2006 et 2014), M. Maliki avait reçu en janvier l'appui de la principale alliance chiite du pays, le Cadre de coordination, qui détient la majorité au Parlement et a des liens avec Téhéran, pour redevenir Premier ministre.

Ce probable retour au pouvoir de M. Maliki avait suscité de vives inquiétudes à Washington.

M. Maliki avait dans un premier temps bénéficié du soutien américain après l'invasion de 2003 et la chute de Saddam Hussein, mais s'était brouillé avec Washington après s'être rapproché de l'Irak.

L'Irak a longtemps été un ter-

rain de confrontation par procuration entre les Etats-Unis et l'Irak, les gouvernements successifs négociant un équilibre délicat entre ses deux partenaires, eux-mêmes ennemis.

Les Etats-Unis et l'Irak ont entamé samedi à Islamabad des négociations pour tenter d'obtenir une trêve durable après plusieurs semaines de guerre au Moyen-Orient.

L'Irak a été happé par le conflit, des groupes pro-iraniens attaquant des intérêts américains dans le pays et ces mêmes groupes étant l'objet de frappes imputées aux Etats-Unis et à Israël.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

12 avril 2026

Netanyahu critique Erdogan après ses propos sur le cessez-le-feu avec l'Irak

Jérusalem, 11 avr 2026 (AFP) — Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, a vivement critiqué samedi le président turc Recep Tayyip Erdogan, après ses récents propos sur le cessez-le-feu avec l'Irak, la

présidence turque fustigeant l'attaque "par désespoir" d'un "criminel visé par des mandats d'arrêt".

"Israël, sous ma direction, continuera de lutter contre le régime terroriste iranien et

ses alliés, contrairement à Erdogan qui les ménage et a massacré ses propres citoyens kurdes", a lancé samedi M. Netanyahu sur X.

Peu après la conclusion d'un cessez-le-feu entre les Etats-

Unis et l'Irak, M. Erdogan avait mis en garde mercredi contre "d'éventuelles provocations ou actes de sabotage" susceptibles de compromettre la trêve, sans précision.

Il avait aussi appelé, lors d'un entretien téléphonique avec Donald Trump, à ce que la trêve de deux semaines soit "mise à profit pour parvenir à un accord de paix durable", et à ne "compromettre en aucun cas ce processus".

La présidence turque a réagi aux attaques de Benjamin Netanyahu sur X. "Netanyahu qui a orchestré un génocide à Gaza et attaqué sept pays de la région, cible notre Président par désespoir", a critiqué Burhanettin Duran, directeur de la communication de la présidence turque.

"Ce criminel visé par des mandats d'arrêt (...) entraîne la région dans le chaos et le

conflit en guise de stratégie de survie politique", a-t-il accusé.

Ces échanges particulièrement virulents entre Israël et Turquie interviennent alors que le procureur d'Istanbul a annoncé préparer l'inculpation de 35 personnes, dont Benjamin Netanyahu, les ministres de la Défense Israël Katz et de la Sécurité nationale, Itamar Ben Gvir, après l'arraisonnement au large de Gaza l'été dernier de la "Flottille de la Liberté" qui comptait acheminer de l'aide au territoire palestinien.

Cet acte d'accusation, surtout symbolique, réclame des peines de prison de milliers

d'années pour "génocide", "privation de liberté" et "torture" notamment, selon l'agence étatique turque Anadolu.

Le vice-président turc Cevdet Yilmaz a jugé que les propos de M. Netanyahu "ne sont que l'expression de son malaise et de sa culpabilité" et le ministre turc de la Justice, Akin Gürlek, dénoncé des "propos insensés et infondés".

Le ministre israélien de la Défense, Israel Katz, s'en est également pris au président turc sur X.

M. Erdogan, "qui n'a pas réagi aux tirs de missiles lan-

cés par l'Iran sur le territoire turc et s'est révélé être un +tigre de papier+, se réfugie désormais dans l'antisémitisme et appelle à des procès-spectacles en Turquie contre les dirigeants politiques et militaires d'Israël".

"Quelle absurdité. Un homme des Frères musulmans, qui a massacré les Kurdes, accuse Israël - qui se défend contre ses alliés du (mouvement islamiste palestinien) Hamas - de génocide (...). Il ferait bien de se taire."

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 avril 2026

Israël veut faire de la Turquie son "nouvel ennemi", accuse Ankara

Istanbul, 13 avr 2026 (AFP) — Après l'Iran, Israël veut faire de la Turquie son "nouvel ennemi", a accusé lundi le ministre turc des Affaires étrangères Hakan Fidan, après une série d'échanges acides au cours du week-end.

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu, avait accusé samedi le président Recep Tayyip Erdogan de "ménager le régime terroriste iranien tout en massacrant ses propres citoyens kurdes".

"Israël ne peut se passer d'ennemi: il lui faut toujours élaborer

une rhétorique et nous constatons que non seulement le gouvernement Netanyahu, mais aussi certains membres de l'opposition (...), tentent de désigner la Turquie comme un nouvel ennemi", a dénoncé M. Fidan.

"Il s'agit d'un phénomène nouveau en Israël, né d'une nécessité face à la rue et qui s'est ensuite mué en stratégie d'État", a ajouté le ministre lors d'un entretien en direct à l'agence de presse étatique Anadolu.

Le ministre israélien des Affaires étrangères Israël Katz

avait qualifié samedi la Turquie de "tigre de papier qui n'a pas réagi aux tirs de missiles lancés par l'Iran sur le territoire turc".

M. Katz réagissait notamment à une série d'inculpations -symboliques - annoncées par le procureur d'Istanbul pour "crimes contre l'humanité", "génocide", "privation de liberté" et "pillage" notamment.

La procédure vise trente-cinq responsables israéliens, dont MM. Netanyahu et Katz et le ministre de la Sécurité nationale, Itamar Bengvir, pour

l'arraisonnement au large de Gaza l'été dernier de la "Flottille de la liberté" qui comptait acheminer de l'aide au territoire palestinien.

Burhanettin Duran, directeur de la communication de la présidence turque, a affirmé dans un communiqué que M. Netanyahu est un "criminel visé par des mandats d'arrêt" qui "entraîne la région dans le chaos et le conflit en guise de stratégie de survie politique".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 avril 2026

L'Iran a exécuté au moins 1.639 personnes en 2025, un record depuis 1989, selon des ONG

Paris (France), 13 avr 2026 (AFP) — Les autorités iraniennes ont exécuté au moins 1.639 personnes en 2025, un

record depuis 1989, ont indiqué lundi deux ONG, qui ont averti que le recours à la peine capitale pourrait s'accroître

du fait de la guerre contre Israël et les Etats-Unis.

Le nombre d'exécutions a pro-

gressé de 68% par rapport à 2024 (975 personnes tuées) et inclut 48 femmes pendues, ont comptabilisé dans leur

rapport annuel conjoint l'organisation norvégienne Iran Human Rights (IHR) et l'organisation parisienne Ensemble contre la peine de mort (ECPM).

Si la République islamique "survit à la crise actuelle, il existe un risque sérieux que les exécutions soient utilisées de manière encore plus poussée comme outil d'oppression et de répression", alerte le rapport.

L'IHR - qui exige deux sources pour confirmer des exécutions, pour la plupart non relayées par les médias officiels iraniens - considère que l'estimation des pendaisons pour 2025 représente un "minimum".

Le chiffre retenu représente une moyenne de plus de quatre exécutions par jour.

Selon le rapport, le nombre d'exécutions est un record depuis que l'IHR a commencé à faire ce recensement en 2008 et le plus élevé jamais signalé depuis 1989.

Les ONG avertissent que "des centaines de manifestants détenus risquent toujours la peine de mort et l'exécution" après avoir été inculpés de crimes passibles de la peine capitale pour avoir participé aux manifestations de janvier 2026 contre les autorités.

Ces manifestations avaient été réprimées dans le sang, des organisations de défense des droits humains faisant état de milliers de morts et de l'arrestation de dizaines de milliers de personnes.

- "Semer la peur" -

"En semant la peur, en procédant à une moyenne de quatre à cinq exécutions par jour en 2025, les autorités ont tenté d'empêcher de nouvelles manifestations", analyse Mahmood Amiry-Moghaddam, directeur de l'IHR.

Depuis le début de la guerre contre Israël et les Etats-Unis le 28 février, l'Iran a pendu sept personnes en lien avec les manifestations de janvier.

"En Iran, la peine de mort est utilisée comme un outil politique d'oppression et de répression, les minorités ethniques et d'autres groupes marginalisés étant surreprésentés parmi les personnes exécutées", explique Raphaël Chenuil-Hazan, directeur général de l'association Ensemble contre la peine de mort.

La minorité kurde dans l'ouest et les Baloutches dans le sud-est -qui adhèrent pour la plupart à la branche sunnite de l'islam plutôt qu'à la branche chiite dominante en Iran- sont particulièrement visés.

Le rapport précise que près de la moitié des personnes exécutées en 2025 avaient été condamnées pour des infractions liées à la drogue.

Au moins 48 femmes ont été exécutées, le nombre le plus élevé enregistré depuis plus de 20 ans, représentant une hausse de 55% par rapport à 2024 (31 femmes pendues), selon les ONG.

Selon le rapport, 21 de ces

femmes ont été exécutées pour avoir tué leur mari ou leur fiancé.

Presque toutes les exécutions par pendaison ont eu lieu à l'intérieur des prisons, mais le nombre d'exécutions publiques a plus que triplé avec un total de 11 en 2025.

Le code pénal iranien autorise d'autres méthodes de peine capitale, mais ces dernières années, toutes les exécutions connues ont été effectuées par pendaison.

Des organisations de défense des droits humains, dont Amnesty International, affirment que l'Iran est le pays qui procède au plus grand nombre d'exécutions par habitant au monde et le plus grand nombre parmi tous les pays, à l'exception de la Chine, pour laquelle aucune donnée fiable n'est disponible.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

13 avril 2026

Procès ordonné à Paris contre une "revenante" de Syrie accusée de complicité du génocide des Yazidis

Paris (France), 13 avr 2026 (AFP) — Un procès a été ordonné à Paris pour complicité de génocide contre Lolita Cacitti, une Française soupçonnée d'avoir facilité la réduction en esclavage d'une enfant yazidie en 2017 en Syrie.

Ce procès a été ordonné par le juge d'instruction le 9 avril, "dans des termes conformes aux réquisitions du parquet national antiterroriste", qui avaient limité le rôle de Lolita Cacitti à celui de complice, a précisé une source judiciaire, confirmant une information du Parisien.

Mme Cacitti avait été mise en examen en juin 2024 comme autrice de génocide. Elle est la deuxième Française à être menacée d'un procès pour son implication supposée dans le génocide des Yazidis, minorité ethnoreligieuse kurde, commis par le groupe Etat islamique (EI).

Avant elle, Sonia Mejri, originaire de Grenoble et ancienne compagne d'un dirigeant de l'Etat islamique, a été renvoyée devant la cour d'assises de Paris spécialement composée en matière terroriste pour un procès prévu au premier semestre 2027. Sonia Mejri

sera jugée pour génocide.

Lolita Cacitti avait quitté la France en août 2014, avec ses deux garçons. Elle s'est ensuite mariée à Raqqa en Syrie, avec Lakhdar Sebouai, membre de la filière strasbourgeoise ayant rejoint les rangs de l'EI, avec qui elle a eu deux autres enfants.

La justice lui reproche, entre autres, son départ volontaire, son mariage religieux avec un "combattant notoire de l'Etat islamique", son apprentissage du maniement de la Kalachnikov et de la ceinture explosive.

Dans ses réquisitions, suivies par les magistrats instructeurs, le parquet antiterroriste imputait aussi à Lolita Cacitti, rentrée en France en août 2021, un rôle dans le génocide et dans les crimes contre l'humanité perpétrés contre les Yazidis.

Il l'accuse d'avoir sciemment aidé le projet génocidaire en hébergeant, pendant un mois minimum en 2017, une esclave âgée de huit ans et de l'avoir ensuite remise à son "propriétaire" saoudien et membre de l'EI.

Contacté par l'AFP, l'avocat

de Lolita Cacitti, Me Louis Heloun, n'a pas souhaité commenter.

- "Asservissement" -

Pour l'enfant, "cette situation d'asservissement impliquait nécessairement la conscience profonde de vivre" dans un lieu dangereux, où elle risquait sa vie, "exacerbant le sentiment d'impuissance totale qu'elle a pu ressentir", avait analysé le Pnat.

L'accusation relevait aussi la stratégie de l'EI de compromettre la réintégration de l'enfant dans sa communauté: convertie et renommée, elle risquerait une ostracisation.

Ces actes de conversion forcée "à grande échelle (...) doivent être considérés comme étant de nature à menacer le groupe religieux yazidi d'éradication biologique".

En revanche, le parquet avait requis un non-lieu concernant les accusations d'emprisonnement et d'actes inhumains sur la fillette. Le magistrat instructeur l'a suivi sur ce point également.

Lors d'interrogatoires dont l'AFP avait eu connaissance, Lolita Cacitti avait expliqué qu'une "petite fille" avait été amenée à son domicile par l'un des chefs de son époux, et qu'elle l'avait traitée "comme

(sa) propre fille". "Je ne me suis jamais servi d'elle, je ne l'ai jamais traitée comme une esclave mais comme une enfant", avait-elle assuré aux juges en mars 2022.

La fillette n'a pas été retrouvée. Le magistrat instructeur a identifié une adolescente en Australie, grâce à l'aide d'ONG, mais son audition en octobre 2025 n'a pas permis de certifier qu'il s'agissait de la Yazidie.

La justice française cherche à documenter les crimes contre l'humanité perpétrés par l'EI sur les minorités, et notamment le rôle des femmes parties sur zone: la

première mise en examen prononcée contre une Française date de 2022.

À ce jour, Lolita Cacitti, Sonia Mejri et une autre Française sont poursuivies, cette dernière ayant été mise en examen en juillet 2025, selon une source proche du dossier. Une quatrième, mise en examen en octobre 2022, a depuis obtenu le statut plus favorable de témoin assisté, d'après une source judiciaire.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 avril 2026

EI: l'Irak remet aux Etats-Unis et à la Finlande deux prisonniers blanchis

Bagdad, 14 avr 2026 (AFP) — La justice irakienne a annoncé mardi avoir remis à leurs pays de jeunes ressortissants des Etats-Unis et de Finlande, emprisonnés à tort pour appartenance au groupe jihadiste Etat islamique (EI).

Il s'est avéré que les deux suspects - un mineur de Finlande et un autre des Etats-Unis - "ne faisaient pas partie de Daesh (l'acronyme en arabe de l'EI, NDLR)", selon le Centre national irakien pour la coopération judiciaire internationale (NCIJC), affilié au Conseil suprême de la magistrature.

"La remise a eu lieu une fois toutes les procédures légales et judiciaires achevées", a-t-il ajouté dans un communiqué relayé par l'agence de presse officielle Ina.

Le pouvoir judiciaire ne précise pas la durée de leur détention. Il ne dit pas non plus s'ils faisaient partie des prisonniers récemment transférés depuis la Syrie voisine, sous l'égide du Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom).

Plus de 5.700 détenus de 61 nationalités différentes sont arrivés en Irak dans le cadre de ce transfert, et sont depuis

soumis à des interrogatoires de la justice irakienne.

Parmi eux figurent 3.543 Syriens, 467 Irakiens et 710 ressortissants d'autres pays arabes, ainsi que plus de 980 autres étrangers, notamment des Européens (Allemagne, Pays-Bas, France, Belgique, entre autres), des Américains et des Australiens.

En 2014, l'EI s'était emparé de vastes territoires en Syrie et en Irak, commettant des massacres et réduisant des femmes et des filles en esclavage sexuel.

Appuyé par la coalition menée par les Etats-Unis, l'Irak a

proclamé la défaite du groupe en 2017. En Syrie, les Forces démocratiques syriennes, dominées par les Kurdes, ont vaincu l'EI deux ans plus tard.

La justice irakienne a déjà engagé des procédures judiciaires à l'encontre de membres présumés de l'EI, s'attirant les critiques des défenseurs des droits humains qui ont dénoncé des procès expéditifs, des aveux obtenus sous la torture ou une représentation juridique inefficace.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

14 avril 2026

Irak : une combattante tuée dans une frappe de drone contre des Kurdes iraniens

Souleimaniyeh (Irak), 14 avr 2026 (AFP) — Un drone a frappé un groupe de l'opposition kurde iranienne mardi,

causant la mort d'une combattante et faisant deux blessés, dans la première attaque de ce type dans le nord de l'Irak

depuis la trêve irano-américaine, a annoncé un responsable de ce mouvement, Komala, à l'AFP.

Le commandant Mohammed Hakimi, du parti Komala en exil, qui a ainsi actualisé un premier bilan de trois blessés,

a imputé l'attaque à "l'Iran et à ses milices affiliées".

Depuis le début fin février de la guerre au Moyen-Orient, l'Iran a frappé à plusieurs reprises des positions appartenant à des groupes kurdes iraniens exilés dans la région autonome du Kurdistan, dans le nord de l'Irak.

Dans l'après-midi, "un drone a frappé le camp de Sordach", du Komala, blessant "trois réfugiés kurdes iraniens dont

une femme qui est dans un état critique", avait d'abord affirmé M. Hakimi.

Il a ensuite annoncé à l'AFP que la femme, une combattante du Komala, avait succombé à ses blessures.

Le camp est situé à 40 kilomètres à l'ouest de la ville de Souleimaniyeh, la deuxième ville du Kurdistan.

Un autre groupe d'opposition, le Parti démocratique du Kur-

distan d'Iran (PDKI) a signalé à l'AFP une attaque de drone contre son camp près d'Erbil, la capitale de la région du Kurdistan, sans signaler de victimes.

Le Service antiterroriste de la région autonome a déclaré qu'un "avion de guerre avait abattu deux drones chargés d'explosifs en provenance d'Iran" se dirigeant vers la province d'Erbil, sans préciser à qui appartenait l'appareil.

La région autonome du Kurdistan abrite des camps et des bases arrière de plusieurs groupes kurdes iraniens, que l'Iran qualifie d'organisations terroristes et accuse de servir les intérêts occidentaux ou israéliens.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 avril 2026

En Syrie, des Kurdes apatrides se pressent pour obtenir la nationalité

Qamichli (Syrie), 16 avr 2026 (AFP) — Dans une salle bondée de Qamichli, dans le nord-est de la Syrie, Firas Ahmad attend avec impatience de pouvoir déposer sa demande de nationalité syrienne "car un être humain sans nationalité est comme mort".

Cet homme de 49 ans fait partie de la minorité kurde du pays, dont une partie s'est vu retirer la nationalité syrienne il y a des dizaines d'années.

"Imaginez que je ne peux ni déclarer la naissance de mes enfants, ni enregistrer des maisons à notre nom", déclare-t-il.

"Mon grand-père n'a pas la nationalité, et nous avons vécu jusqu'à ce jour sans documents" officiels, explique-t-il.

Dans la salle du stade municipal devant laquelle s'étire une longue file d'attente, les demandeurs remplissent des formulaires auxquels ils doivent joindre photos d'identité et documents administratifs

Des employés gouvernementaux entrent ensuite les données sur des ordinateurs, et la demande est validée.

Depuis la semaine dernière, les Kurdes de Syrie concernés affluent vers des centres comme celui de Qamichli, dans la province de Hassaké, ou à Alep (nord) et Damas pour déposer leur dossier.

- Recensement controversé -

Après un recensement controversé en 1962 à Hassaké, principale région où habitent les Kurdes, environ 20% des membres de cette communauté s'étaient vu retirer leur nationalité.

Le président syrien Ahmad al-Chareh, arrivé au pouvoir en 2024, a reconnu en janvier par décret les droits nationaux des Kurdes et prévu d'accorder, y compris aux sans-papiers, la nationalité.

Il a proclamé en outre le kurde "langue nationale" et déclaré le nouvel an célébré par ce groupe jour férié officiel.

M. Chareh a décidé ces mesures alors que ses forces étaient en pleine offensive dans de vastes zones du nord et l'est de la Syrie administrées par les Kurdes.

Les combats ont pris fin avec la signature, plus tard en jan-

vier, d'un accord prévoyant l'intégration progressive des institutions et forces kurdes au sein de l'Etat syrien.

"Nous avons beaucoup souffert, mes cinq enfants n'ont pu poursuivre leurs études et nous n'avons pas pu voyager", confie en kurde à l'AFP Ghalia Kalach, mère de cinq enfants.

"Jusqu'à ce jour, notre maison n'est même pas enregistrée à notre nom", ajoute-t-elle.

L'absence de nationalité affecte tous les aspects de la vie quotidienne, et de nombreux apatrides vivent en marge de l'Etat, faute d'une pleine reconnaissance juridique de leur existence.

Environ 150.000 personnes "sans papiers" vivant en Syrie sont recensés par le Réseau des victimes d'apatridie de Hassaké, indique à l'AFP un de ses membres, Ali Moussa.

Il demande aux autorités syriennes de faire preuve de "souplesse" en facilitant "les démarches des résidents à l'étranger", dont le cas n'est pas mentionné dans le décret.

- "Pas de diplôme" -

Beaucoup d'entre eux ne peuvent se rendre en Syrie en raison notamment "des restrictions liées à leur statut de demandeurs d'asile dans des pays européens", dit-il, alors que la Syrie a été le théâtre d'une guerre civile entre 2011 et 2024 qui a poussé à l'exil des millions de personnes sur les routes.

Le responsable des registres de l'état civil au sein du gouvernement, Abdallah al-Abdallah, explique à l'AFP que les Kurdes ont un délai d'au moins un mois pour déposer leur dossier. Ces personnes vont pouvoir "acquérir la nationalité après en avoir été privé pendant toutes ces années", met-il en avant.

Estimés à quelque deux millions sur une population de 20 millions d'habitants, les Kurdes ont souffert de décennies de marginalisation et d'oppression.

Mohamed Ayo, 56 ans, égrène les difficultés auxquelles il s'est heurté toute sa vie, faute de nationalité.

"On étudie de longues années, et au final on vous dit que vous n'avez pas de diplôme", dit-il. Après le lycée, il n'a pas

pu obtenir le document qui lui aurait permis de s'inscrire à l'université.

"Nous n'avions pas le droit

de nous présenter aux élections ni de voter", ajoute cet homme, qui travaille dans le commerce. Il a été privé de permis de conduire et même

de séjour dans un hôtel à Damas, faute de papiers en règle.

Les informations ci-dessus de

l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

16 avril 2026

La Syrie a repris le contrôle de toutes les anciennes bases militaires américaines sur son territoire

Damas, 16 avr 2026 (AFP) — La Syrie a annoncé jeudi avoir pris le contrôle de toutes les bases militaires qui abritaient auparavant des forces américaines, présentes depuis des années dans le pays pour lutter contre le groupe Etat islamique.

Dans un communiqué, le ministère syrien des Affaires étrangères a déclaré qu'il "se félicitait de la remise complète au gouvernement syrien des sites militaires où les forces américaines étaient auparavant présentes en Syrie".

Le transfert s'est déroulé "en totale coordination entre les gouvernements syrien et américain", selon le ministère.

"L'Etat syrien est aujourd'hui pleinement capable de mener la lutte contre le terrorisme à l'intérieur de son territoire, en coopération avec la communauté internationale", a encore commenté le ministère syrien.

Le Commandement militaire américain pour le Moyen-Orient (Centcom) a précisé à l'AFP que les forces américaines "avaient

achevé le transfert de toutes leurs principales bases en Syrie, dans le cadre d'une transition réfléchie et subordonnée à certaines conditions".

"Les forces américaines continuent de soutenir les efforts de lutte contre le terrorisme menés par leurs partenaires, qui sont essentiels pour garantir la défaite durable" de l'EI, a ajouté le commandement militaire.

La Syrie a pris jeudi le contrôle de la base aérienne de Qasrak, dans la province de Hassaké, bastion kurde dans le nord-est du pays, après le retrait des forces de la coalition internationale antijihadiste dirigée par les Etats-Unis.

- La base de Qasrak vidée -

Un responsable du ministère de la Défense a déclaré à l'AFP que les forces syriennes avaient pénétré dans la base, désormais "vide de toute présence américaine depuis leur retrait total".

Un correspondant de l'AFP posté près de la ville de Qamishli, dans le nord-est du pays, a aperçu un

convoi de véhicules militaires américains se dirigeant vers la frontière irakienne.

Qasrak, considérée comme une base américaine stratégique dans le nord-est de la Syrie, a servi ces derniers mois de centre logistique pour les convois et le matériel militaire à destination du pays voisin.

Les troupes américaines avaient entamé leur retrait de la base de Qasrak fin février. Elles s'étaient alors donné un mois pour quitter totalement la Syrie, un tournant après des années de présence dans le pays où elles dirigeaient la lutte antijihadiste, avaient indiqué trois sources à l'AFP.

Cette annonce de départ des forces américaines était intervenue alors que les Etats-Unis massaient leurs capacités militaires autour de l'Iran, avant la guerre entamée le 28 février avec Israël.

Le retrait intervient alors que le pouvoir central islamiste de Damas, soutenu par Washington, a rejoint l'an dernier la coalition contre le groupe Etat islamique (EI) et renforce son emprise sur l'ensemble du

territoire. Les autorités se sont emparées de vastes régions qui étaient contrôlées par les Kurdes.

Les Etats-Unis maintenaient un millier de militaires dans des bases syriennes établies dans des zones échappant au contrôle de Bachar al-Assad, renversé en décembre 2024 par la coalition d'Ahmad al-Chareh, devenu président. Ils les utilisaient pour mener des attaques aériennes contre l'EI.

La coalition antijihadiste avait été mise en place après la prise par l'EI en 2014 de vastes territoires, à la faveur de la guerre civile.

Le groupe jihadiste a été vaincu en 2019 en Syrie, où les forces kurdes ont été en première ligne des combats, deux ans après sa défaite en Irak. Mais il conserve des cellules dormantes dans les zones désertiques.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

17 avril 2026

Trois Kurdes iraniens tués dans des frappes dans le nord de l'Irak, selon un groupe d'opposition

Erbil (Irak), 17 avr 2026 (AFP) — Des frappes de drones et de roquettes ont tué vendredi trois Kurdes iraniens, dont deux combattantes, dans la région autonome du Kurdistan d'Irak, a indiqué un groupe d'opposition en exil, accusant l'Iran d'en être responsable.

“La République islamique d'Iran a lancé aujourd'hui une nouvelle vague de frappes de missiles et de drones visant des camps civils du PDKI”,

tuant une personne et en blessant une autre, a affirmé sur X le Parti démocratique du Kurdistan d'Iran.

Dans une attaque distincte, deux combattantes ont été tuées et d'autres blessées lors d'une attaque contre leurs positions dans la région de Soran, nichée dans les montagnes du Zagros près de la frontière iranienne, selon un responsable du PDKI interrogé par l'AFP.

Depuis le début de la guerre

au Moyen-Orient, l'Iran a mené plusieurs frappes contre des positions de groupes kurdes iraniens en exil en Irak.

Mardi, une combattante avait déjà été tuée dans une frappe de drone visant une position du parti Komala en exil.

Il s'agissait de la première attaque de ce type contre des Kurdes iraniens au Kurdistan irakien depuis l'entrée en vigueur, le 8 avril, d'un fragile

cessez-le-feu dans la guerre opposant les Etats-Unis et Israël à l'Iran.

La région autonome du Kurdistan abrite des camps et des bases arrière de plusieurs groupes kurdes iraniens, que l'Iran qualifie d'organisations terroristes et accuse de servir les intérêts occidentaux ou israéliens.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

20 avril 2026

L'Irak rouvre un point de passage frontalier avec la Syrie fermé depuis 13 ans

Rabi'ah (Irak), 20 avr 2026 (AFP) — L'Irak a rouvert lundi un point de passage frontalier jugé “stratégique” avec la Syrie, qui avait été fermé il y a 13 ans au commerce en raison de la présence du groupe Etat islamique.

Avec la réouverture de ce poste-frontière, à proximité immédiate des villes de Rabia côté irakien et al-Yarubiyah côté syrien, les trois points de passage entre les deux pays sont maintenant tous

accessibles.

Ce poste-frontière, situé dans la province de Ninive qui comprend la ville de Mossoul, est “stratégique”, a déclaré aux journalistes le directeur de l'Autorité des postes-frontières, Omar al-Waeli.

Il “jouera un rôle important dans la Route du développement”, mégaprojet visant à offrir une liaison entre l'Asie et l'Europe grâce à des infrastructures ferroviaires et

routières modernisées traversant l'Irak et la Turquie.

Il avait été fermé après l'émergence du groupe Etat islamique, qui s'était emparé de vastes zones en Syrie et Irak lors d'une offensive fulgurante en 2014. Malgré la défaite des jihadistes, la frontière était restée fermée, sauf pour acheminer ponctuellement de l'aide vers la Syrie.

Les forces kurdes ont ensuite contrôlé ce poste côté syrien,

avant de le remettre en début d'année aux autorités syriennes, après le renversement de l'ancien dirigeant Bachar al-Assad en décembre 2024.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

22 avril 2026

Kurdistan irakien: des drones blessent trois combattants kurdes iraniens

Erbil (Irak), 22 avr 2026 (AFP) — Des frappes de drones mercredi dans la région du Kurdistan, au nord

de l'Irak, ont blessé trois combattants kurdes iraniens, a affirmé un groupe d'opposition en exil en imputant à

l'Iran la responsabilité de l'attaque.

Depuis le début de la guerre

au Moyen-Orient, l'Iran a frappé à plusieurs reprises des groupes kurdes iraniens dans la région autonome du

Kurdistan irakien, qui abrite des camps et des bases appartenant à plusieurs groupes en exil.

“A 1H24 du matin (22H24 GMT), Téhéran a lancé une attaque à l’aide de quatre drones contre des bases” appartenant au Parti de la liberté du Kurdistan (PAK), blessant trois combattants, a écrit le groupe en exil dans un communiqué.

Le porte-parole du groupe, Kael Kani Sanani, a déclaré

à l’AFP que les combattants avaient été légèrement blessés, précisant que l’attaque avait eu lieu dans le district de Khabat, dans la province d’Erbil.

Les rebelles kurdes iraniens ont été pris pour cible à plusieurs reprises depuis l’entrée en vigueur, le 8 avril, d’un fragile cessez-le-feu dans la région, dans le cadre de la guerre menée par les Etats-Unis et Israël contre l’Iran. Donald Trump a prolongé mardi ce cessez-le-feu afin

de laisser plus de temps aux négociations.

Le PAK a estimé dans son communiqué qu’il incombaît à Donald Trump de “protéger la région du Kurdistan” pendant le cessez-le-feu.

L’Iran qualifie les groupes d’opposition kurdes d’organisations terroristes, les accusant d’avoir servi les intérêts occidentaux ou ceux d’Israël.

Nombre d’entre eux ont combattu par le passé les

forces de sécurité iraniennes dans les régions à majorité kurde, limitrophes de l’Iran.

En février, avant la guerre, cinq groupes kurdes iraniens en exil avaient annoncé la formation d’une coalition politique visant à renverser la République islamique d’Iran et, à terme, obtenir l’autodétermination.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

24 avril 2026

Nouvel échec en Irak pour nommer un Premier ministre

Bagdad, 24 avr 2026 (AFP)

— La principale coalition chiite irakienne a de nouveau échoué vendredi à trouver un candidat au poste de Premier ministre, après de fortes pressions américaines pour empêcher la nomination d’un ancien titulaire du poste, Nouri al-Maliki.

Les dirigeants du Cadre de coordination, une alliance de factions chiites majoritaire au Parlement, se sont réunis en vain trois fois cette semaine.

Après une réunion vendredi n’ayant pas abouti à un résultat, une nouvelle est prévue samedi pour décider du candidat au poste de Premier mi-

nistre, a indiqué l’agence de presse officielle INA.

En janvier, le président américain Donald Trump avait menacé de retirer tout soutien à Bagdad si Nouri al-Maliki, perçu comme proche de l’Iran voisin, revenait au pouvoir.

M. Maliki avait alors refusé de renoncer, fort du soutien du Cadre de coordination. Mais la situation s’est encore compliquée avec la guerre déclenchée au Moyen-Orient le 28 février, qui a vu des groupes pro-iraniens lancer des attaques contre les intérêts américains depuis l’Irak.

Le Parlement a élu le 11 avril

un président, Nizar Amedi, qui dispose théoriquement de 15 jours pour nommer un Premier ministre, issu du bloc majoritaire au Parlement.

Plusieurs noms circulent parmi les candidats potentiels, notamment celui du Premier ministre par intérim Mohamed Chia al-Soudani, le chef des services de renseignement Hamid al-Shatri, et Bassem al-Badri, qui dirige un comité chargé d’interdire aux membres du parti Baas de Saddam Hussein d’exercer des fonctions publiques.

Conformément au système de partage du pouvoir en vigueur en Irak, le poste de

Premier ministre revient à un chiite, la présidence du Parlement à un sunnite et la présidence de la République, un poste largement honorifique, est attribuée à un Kurde.

Depuis l’invasion menée par les Etats-Unis qui a renversé Saddam Hussein en 2003, l’Irak tente de maintenir un équilibre délicat entre ses liens avec les Etats-Unis et sa proximité avec Téhéran.

Les informations ci-dessus de l’AFP n’engagent pas la responsabilité de l’Institut kurde de Paris.

24 avril 2026

Un pétrolier arrive en Irak, le 2e depuis le blocage du détroit d’Ormuz

Bassora (Irak), 24 avr 2026 (AFP)

— Un pétrolier est arrivé vendredi sur les terminaux pétroliers irakiens dans la province de Bassora, a-t-on appris auprès d’un responsable des autorités portuaires.

Il s’agit du 2e pétrolier à arriver depuis l’arrêt du trafic dans le détroit stratégique d’Ormuz consécutif à la guerre au Moyen-Orient, déclenchée fin février.

L’Irak “n’a reçu qu’un seul pé-

trolier” vendredi, a déclaré ce responsable à l’AFP. Une vidéo diffusée par les autorités portuaires montrait un navire portant le nom d’HELGA.

Bagdad avait annoncé être parvenu à un accord avec les

Etats-Unis et l’Iran afin de réduire l’impact du blocus du détroit d’Ormuz sur les exportations pétrolières irakiennes.

Le 17 avril, l’Irak avait reçu un pétrolier pour charger deux

millions de barils de pétrole irakien, le premier à arriver après la fermeture de cette voie maritime vitale par où transitait avant le conflit 20% du pétrole et du gaz naturel liquéfié (GNL) mondiaux.

L'Irak, qui tire plus de 90% de ses revenus de l'or noir, ne peut actuellement maintenir

qu'une fraction de ses exportations du fait des perturbations liées à la guerre.

Membre fondateur de l'alliance des pays exportateurs de pétrole, Opep, l'Irak dépend fortement de ses exportations d'or noir, qui représentent environ 90% de ses recettes budgétaires.

Avant le début de la guerre régionale le 28 février, la majeure partie de sa production - environ 3,5 millions de barils par jour en temps normal - était exportée par le Golfe, et donc par Ormuz.

Désormais, l'Irak a commencé à exporter par camions-citernes via la Syrie et a repris

les exportations de 250.000 barils par jour via l'oléoduc de la région du Kurdistan qui mène au port turc de Ceyhan.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

27 avril 2026

En Irak, le président nomme Ali al-Zaidi comme Premier ministre désigné

Bagdad, 27 avr 2026 (AFP) — L'homme d'affaires Ali al-Zaidi a été nommé lundi comme Premier ministre désigné par le président irakien Nizar Amedi après qu'il reçut le soutien de la principale alliance chiite, à la suite du retrait de la candidature de Nouri al-Maliki sous pressions américaines.

Le président a "chargé Ali al-Zaidi, le candidat du plus grand bloc parlementaire, de former le nouveau gouvernement", qui devra ensuite être approuvé par le Parlement, a indiqué la présidence dans un communiqué.

Le Cadre de coordination, alliance de factions chiites majoritaire au Parlement, venait d'annoncer avoir "choisi Ali al-Zaidi" comme candidat pour le poste de Premier ministre.

Cette désignation met fin à d'intenses tractations menées depuis que le président américain Donald Trump avait menacé, en janvier, de retirer tout soutien à Bagdad si Nouri al-Maliki, ancien titulaire du poste et perçu comme proche de l'Iran voisin, revenait au pouvoir.

Le Parlement irakien avait élu le 11 avril Nizar Amedi à la présidence, et celui-ci disposait théoriquement de 15 jours pour nommer un Premier ministre issu du bloc majoritaire

au Parlement. Il s'est donc empressé de conclure le processus.

Le Cadre de coordination a salué la position "historique et responsable" de Nouri al-Maliki, qu'il avait d'abord soutenu, et de Mohamed Chia al-Soudani, le Premier ministre par intérim, qui avaient tous deux retiré leurs candidatures.

- Figure de compromis -

Considéré comme une figure de compromis, M. Zaidi est peu connu dans les milieux politiques. Homme d'affaires, banquier et propriétaire d'une chaîne de télévision, il n'a jamais occupé de fonctions gouvernementales.

Selon les règles en vigueur, M. Zaidi a 30 jours pour former un gouvernement, avant un vote du Parlement pour son entrée en fonction. Il deviendrait alors, à 40 ans, le plus jeune Premier ministre d'Irak.

Conformément au système de partage du pouvoir en vigueur en Irak, le poste de Premier ministre revient à un chiite, la présidence du Parlement à un sunnite et la présidence de la République, un poste largement honorifique, est attribuée à un Kurde.

L'Irak a longtemps été un terrain de confrontation par procuration entre les Etats-Unis

et l'Iran, les gouvernements successifs négociant un équilibre délicat entre ses deux partenaires, eux-mêmes ennemis.

Pour l'analyste politique Hamzeh Hadad, Ali al-Zaidi semble disposer, en tant que banquier propriétaire d'une chaîne de télévision, de plusieurs atouts pour obtenir le soutien de l'opinion publique et de la classe politique.

Sa nomination permet en tout cas au Cadre de coordination de respecter le calendrier constitutionnel, qu'il parvienne ou non à former un gouvernement.

Ces dernières années, après des décennies de conflits, l'Irak a connu une certaine stabilité, mais sa vie politique demeure instable, minée par des conflits internes et des dynamiques régionales contrastées.

- Contexte de guerre régionale -

Cette nomination intervient dans le contexte délicat de guerre régionale déclenchée par l'attaque conjointe américano-israélienne contre l'Iran.

L'Irak a été entraîné dans ce conflit, son territoire ayant été la cible de frappes visant d'une part des intérêts américains et d'autre part des groupes

soutenus par Téhéran.

Le conflit a forcé les dirigeants irakiens à interrompre leurs pourparlers concernant la nomination d'un Premier ministre, qu'ils n'ont rouvert qu'après l'entrée en vigueur, le 8 avril, d'un cessez-le-feu fragile entre les Etats-Unis et l'Iran.

Le nouveau Premier ministre irakien devra répondre à une demande formulée de longue date par Washington: le désarmement des groupes soutenus par l'Iran, que les Etats-Unis considèrent comme des organisations terroristes.

Le nouveau Premier ministre devra également rétablir les relations de l'Irak avec les pays du Golfe, qui ont protesté contre les attaques menées sur leur territoire par des groupes soutenus par Téhéran pendant la guerre.

Il devra enfin s'attaquer aux nombreuses difficultés économiques de l'Irak, notamment la forte baisse des revenus causée par le blocage de la circulation maritime dans le détroit d'Ormuz, alors que les exportations de pétrole représentent environ 90 % des recettes budgétaires du pays.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 avril 2026

Turquie: des dizaines d'arrestations avant les célébrations du 1er-Mai

Istanbul, 28 avr 2026 (AFP) — Près d'une quarantaine de personnes dont des journalistes, des syndicalistes et des opposants, ont été arrêtées mardi en prévision des célébrations du 1er Mai à Istanbul, traditionnellement verrouillées par la police, rapportent plusieurs sources.

Le bureau du procureur général d'Istanbul a annoncé à la presse des mandats d'arrêt et des perquisitions visant soixante-deux personnes, dont quarante-six "susceptibles de commettre des attentats".

Parmi elles, trente-neuf personnes ont été interpellées, à Istanbul et

dans un quartier de Kocaeli (nord-ouest), a-t-il précisé.

Selon l'association de défense de la presse et des droits MLSA, qui évoque "46 arrestations", des perquisitions ont été menées chez un avocat et dans les locaux des journaux d'opposition Özgür Gelecek et Yeni Demokrasi "dont les portes ont été enfoncées".

Selon "l'avocat Serhat Alan, dont le domicile a été perquisitionné, les documents de garde à vue concernant 46 personnes lui ont été présentés", écrit la MLSA, ajoutant que "ce dossier faisant l'objet d'une décision de confidentialité de 24 heures, des res-

trictions ont été imposées pour l'accès aux avocats".

Le principal parti pro-kurde DEM, troisième force au parlement, a dénoncé "avant même le 1er mai, des opérations ciblant la gauche et les socialistes" et ainsi que des organisations étudiantes.

"De nombreux camarades ont été placés en garde à vue" s'insurge le DEM, évoquant des "interventions visant à rétrécir l'espace de la politique démocratique" et qui ne feront "qu'approfondir les tensions sociales", estime-t-il.

Chaque année, le 1er-Mai donne

lieu à un important déploiement policier qui verrouille intégralement, dès la veille au soir, un large périmètre au coeur d'Istanbul et autour de la place Taksim, lieu emblématique des contestations fermé aux manifestations, sur la rive européenne du Bosphore.

En mai 2025, alors que les manifestations s'étaient déplacées vers le quartier de Kadikoy, sur la rive asiatique, plus de 400 personnes avaient été arrêtées.

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.

28 avril 2026

Irak: des tractations compliquées attendues pour former le gouvernement

Bagdad, 28 avr 2026 (AFP) — Des pourparlers qui s'annoncent compliqués débutent mardi en Irak sur la formation du gouvernement, après la nomination d'un Premier ministre, Ali al-Zaidi.

Cette nomination est survenue après des mois d'impasse en raison des fortes pressions américaines pour empêcher la nomination d'un ancien titulaire du poste, Nouri al-Maliki, perçu comme proche de l'Iran voisin.

Depuis l'invasion menée par les Etats-Unis qui a renversé Saddam Hussein en 2003, l'Irak, pays à majorité chiite, tente de maintenir un équilibre délicat entre ses liens avec les Etats-Unis et sa proximité avec Téhéran.

Lundi, le nouveau président irakien, Nizar Amedi, a chargé l'homme d'affaires Ali al-Zaidi de former une équipe gouvernementale, après que celui-ci a été

choisi par le Cadre de coordination, alliance de factions chiites majoritaire au Parlement.

L'agence de presse officielle INA a indiqué lundi soir que cette coalition se réunirait mardi avec M. Zaidi pour discuter de la formation du gouvernement, citant un responsable du groupe.

Considéré comme une figure de compromis, cet homme d'affaires est peu connu dans les milieux politiques et n'a jamais occupé de fonctions gouvernementales.

Il a 30 jours pour former un gouvernement et entrera en fonction uniquement si l'équipe qu'il aura choisie est approuvée par le Parlement, un processus compliqué en Irak, pays multiethnique et multiconfessionnel.

La répartition des portefeuilles pourrait donner lieu à d'après

disputes au sein du Cadre de la coordination d'une part et avec les autres composantes politiques comme des forces sunnites et kurdes.

M. Zaidi s'est dit déterminé à travailler "avec toutes les forces politiques pour former un gouvernement", a rapporté INA.

L'Irak a été entraîné dans la guerre au Moyen-Orient, déclenchée fin février par une attaque israélo-américaine contre l'Iran.

Des groupes irakiens pro-iraniens ont visé des intérêts américains en Irak, où ces factions ont été elles-mêmes visées par des attaques imputées aux Etats-Unis ou à Israël.

Si M. Zaidi parvient à former un gouvernement, il remplacera Mohammed Chia al-Soudani, qui entretenait jusqu'à récemment

de bonnes relations avec les Etats-Unis.

Mais les espoirs de M. Soudani d'obtenir un second mandat se sont envolés après qu'il a échoué à empêcher les groupes soutenus par Téhéran de cibler les intérêts américains.

Une source politique a indiqué à l'AFP que le Cadre de coordination avait choisi M. Zaidi "après s'être concerté" avec des représentants américains.

Victoria J. Taylor, directrice de l'Initiative Irak au sein du groupe de réflexion Atlantic Council, a déclaré sur X que "le Cadre ne l'aurait pas désigné sans avoir la certitude que les Etats-Unis accepteraient sa nomination".

Les informations ci-dessus de l'AFP n'engagent pas la responsabilité de l'Institut kurde de Paris.